

331.3106244 S678B v.15 c.1
Société de protection des a
Bulletins.
R.W.B. JACKSON LIBRARY

OISE CIR



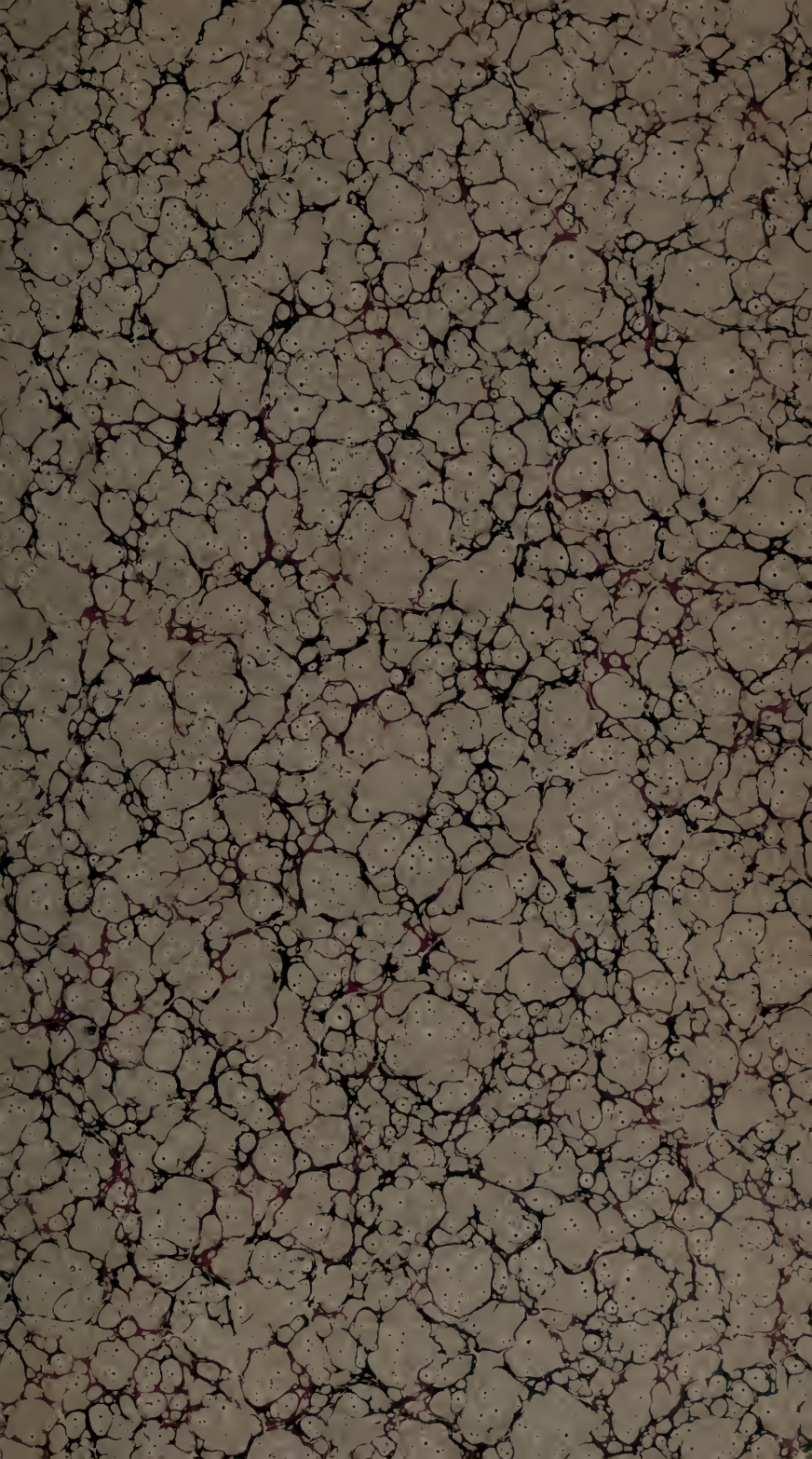
3 0005 02023 6405

THE LIBRARY

The Ontario Institute
for Studies in Education

Toronto, Canada





LIBRARY

SEP 21 1970

THE ONTARIO INSTITUTE
FOR STUDIES IN EDUCATION



BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS

ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Décret du 4 juillet 1868.)

EXTRAIT DES STATUTS

La Société a pour but d'améliorer la condition des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, par tous les moyens qui, en respectant la liberté de l'industriel et l'autorité du père de famille, agiront en conformité de la pensée des lois sur l'apprentissage et sur le travail des enfants dans les manufactures.

Pour être membre de la Société, il n'est pas nécessaire d'être manufacturier ou d'employer des enfants à un titre quelconque, il suffit qu'on soit sympathique à l'amélioration du sort des enfants.

SEIZIÈME ANNÉE

(TOME XV)

PARIS
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

44, RUE DE RENNES, 44

1882

Adresser à M. E. Nusse, avocat, Secrétaire, au siège de la *Société de protection*, les correspondances et les communications relatives aux Questions de *l'Apprentissage* et du *Travail des enfants dans les manufactures*.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

CONSEIL D'HONNEUR

PRÉSIDENT :

M. le Ministre du Commerce.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. Berthier** (Charles), ancien président du Tribunal de commerce.
- M. Dollfus** (Jean), ancien manufacturier.
- M. Laboulaye**, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, sénateur.
- M. Legouvé**, de l'Académie française.
- M. Say** (Léon), ancien président du Sénat, ministre des finances.
- M. Simon** (Jules), ancien ministre, sénateur, auteur de *l'Ouvrier de huit ans*.

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. Bernard** (Martial), ex-membre du Conseil municipal de Paris.
- M. Binder**, membre du Conseil municipal de Paris.
- M. de Boureulle**, ancien secrétaire général au Ministère des travaux publics.
- M. le comte de Butenval**, ancien conseiller d'État.
- M. Carriot**, inspecteur d'académie, directeur de l'Enseignement primaire de la Seine.
- M. Cartier-Bresson** (Henri) fils, manufacturier.
- M. Colcombet**, manufacturier, à Saint-Étienne.
- M. Délerot** (Émile), vice-président du *Comité des publications* de la Société.
- M. Dietsch**, manufacturier, à Liepvre.
- M. Gillet**, manufacturier, à Lyon.
- M. Girard** (Paul), directeur du commerce intérieur (au Ministère du commerce).
- M. Gréard**, membre de l'Institut, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, vice-recteur de l'Académie de Paris.
- M. de Hérédia**, membre du Conseil municipal de Paris, président de la Commission départementale (Seine) du travail des enfants.
- M. Hiélaud** (Léon), président du syndicat général de l'Union nationale (chambres syndicales d'industries parisiennes).
- M. le baron Larrey**, député, membre de l'Académie de médecine.
- M. Lefébure** (Léon), ancien sous-secrétaire d'État, membre du Conseil supérieur du commerce, *secrétaire général honoraire* de la Société.
- M. Marguerin**, ex-administrateur des Écoles supérieures de la Ville de Paris.
- M. Mourceau** (Henri), ancien manufacturier.
- M. Périn** (Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, suppl^t du juge de paix du V^e arrond^t, *secrétaire honoraire* de la Société.
- M. Petit** (Charles), président-fondateur de la Société d'Assistance paternelle des enfants des Fleurs et Plumes, ancien membre de la Chambre de commerce, *vice-président honoraire* de la Société.

- M. **Piver** (Alph.), fondateur de *La Tutelle* (pension d'apprentis), *censeur honoraire* de la Société.
- M. **Rolland** (Charles), membre de l'Institut, directeur des manufactures de l'État.
- M. le comte **Sérurier**, ancien préfet.
- M. **Tallon** (Eugène), avocat général à la Cour de Lyon, ancien député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants, *vice-président honoraire* de la Société.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :

- M. **Dumas**, de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, président de la Commission supérieure du travail des enfants.

VICE-PRÉSIDENTS :

- M. **Bonjean** (Georges), président de la Société de protection de l'Enfance *abandonnée ou coupable*.
- M. **Engel-Dollfus** (Frédéric), manufacturier, président du *Comité des Accidents de fabrique*.
- M. **Faustin Hélie**, juge au Tribunal de la Seine, président du *Comité judiciaire* de la Société.
- M. le Dr **Marjolin**, chirurgien honoraire des Hôpitaux.
- M. **Robert** (Charles), ancien conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances contre l'incendie *l'Union*.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

- M. **Renault** (Léon), avocat, député, membre de la Commission supérieure du travail des enfants.

SECRÉTAIRE :

- M. **Nusse** (Ernest), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, ancien magistrat.

TRÉSORIER :

- M. **Bérard** (Paul), professeur à l'École Turgot, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures.

CENSEURS :

- M. **Chaix** (A.), imprimeur, fondateur d'une École professionnelle de jeunes typographes.
- M. **Follet** (Félix), président du Patronage du Papier peint.
- M. **Groult**, fondateur de l'Internat manufacturier de Vitry.
- M. **Lemoine** (Henri), président-fondateur du Patronage des Enfants de l'ébénisterie.
- M. **Roche** (Isidore), ancien manufacturier, vice-président du *Comité de placement des apprentis* de la Société.
- M. **Turney** (R.), président de l'Assistance paternelle des enfants des Fleurs et Plumes.
-

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Décret du 4 juillet 1868)

Paris, 44, rue de Rennes.

6^{ME} FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE

PROGRAMME DES PRIX

A DÉCERNER EN 1882

(EXERCICE 1880-1882) (1).

LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES récompense, en séance solennelle, les personnes qui, par leur sollicitude pour les apprentis, l'ont aidée dans son œuvre, les contremaîtres et les contremaîtresses qui ont prodigué leurs soins aux enfants dont ils étaient chargés, enfin les apprentis qui se sont fait remarquer par une conduite et une moralité irréprochables.

Elle décerne :

- 1^o Des mentions spéciales de reconnaissance ;
 - 2^o Des médailles de vermeil, d'argent ou de bronze ;
 - 3^o Des primes en argent et des livrets de Caisse d'épargne.
-

(1) Voir dans le *Bulletin de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures* : la 1^{re} FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE 27 octobre 1867 (t. I, p. 271-313) ; les *Distributions de récompenses* du 27 décembre 1868 (t. II, p. 319-345) et du 21 juin 1870 (t. IV, p. 10-33) ; la 2^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 5 juillet 1874 (t. VII, p. 357-410), la 3^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 30 avril 1876 (t. IX, p. 229-284) ; les *récompenses aux agents de l'autorité pour surveillance* (t. X, p. 9) ; la 4^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE, 28 juillet 1878 (t. XI, p. 401) ; la 5^e FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE 4 juillet 1880 (t. XIII, p. 229).

Les différents lauréats sont groupés dans l'ordre suivant :

I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER LES
APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES)

OEuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles,
Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).

II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE POUR LE BIEN-
ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES
OUVRIERS

1^{re} Catégorie : — comprenant les Manufacturiers et Industriels
ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de
faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction, tant
générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la mo-
ralité et l'avenir des apprentis et jeunes ouvriers.

2^e Catégorie : — comprenant les Industriels qui, sans avoir
créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens
permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remar-
quer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des
apprentis ou jeunes ouvriers.

3^e Catégorie : — comprenant les Industriels et Patrons chez
lesquels le Contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et effi-
cacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollici-
tude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.

4^e Catégorie : — comprenant les personnes et Associations
étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et
la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux Industriels comme
auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou
apprenties.

III. — CONTREMAITRES OU CONTREMAITRESSES

QUI FONT PREUVE A UN HAUT DEGRÉ D'INTELLIGENCE ET DE DÉVOUEMENT ENVERS LES ENFANTS QU'ILS SURVEILLENT ET AUXQUELS ILS SONT CHARGÉS D'APPRENDRE LEUR MÉTIER

(*Pièces à produire pour les candidats* : — 1° Un certificat de bonnes vie et mœurs émané de l'Autorité administrative ; 2° une proposition exposant les mérites du candidat et le nombre d'années de service adressés à la Société par le Patron qui l'emploie, ou directement par un membre de la Société.)

IV. — APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

DES LIVRETS DE DIVERSES VALEURS ET DES MÉDAILLES OU MENTIONS SERONT DÉCERNÉS :

1° A des apprentis qui, présentés par des Patronages, Société d'assistance paternelle, Écoles professionnelles, Industriels, se seront fait remarquer par leur capacité professionnelle et une bonne conduite constante ;

2° A d'anciens apprentis devenus ouvriers qui seront restés dans la maison où ils ont accompli leur apprentissage.

(*Pièces à produire* : — Une proposition exposant les mérites du candidat, nom, prénoms, âge, années de service, etc., adressée à la Société par le Patron qui l'emploie, ou directement par un membre de la Société.)

PRIX SPÉCIAUX

DÉCERNÉS PAR LES COMITÉS-ANNEXES

1. — PRIX DE L'Œuvre de l'Assistance judiciaire.

Une médaille d'honneur pour reconnaître les services rendus dans l'ordre judiciaire, à la cause des apprentis et enfants employés dans les manufactures. (Défense des intérêts des enfants victimes d'accidents devant les tribunaux, etc.)

2. — PRIX DE L'Œuvre des Sociétés d'Assistance
paternelle.

Une médaille d'honneur à la Société d'Assistance paternelle qui aura pris les mesures les plus efficaces pour développer l'enseignement technique des apprentis ou apprenties.

3. — PRIX DU Comité des Accidents de fabrique.

PRIX N° 1. — *Une médaille de vermeil et une mention spéciale*, pour une étude complète sur les transmissions de mouvement, faite au point de vue des accidents qu'elles peuvent causer et des moyens d'y remédier.

PRIX N° 2 — *Une médaille d'argent*, à tout industriel qui, dans ses ateliers, aura éloigné les causes d'accidents par sa transmission de mouvement, en adoptant tous les appareils ou moyens d'isolement et de couverture actuellement usités.

PRIX N° 3. — *Une médaille d'argent* sera donnée aux industriels qui, dans l'année, auront établi dans leurs ateliers plusieurs monte-courroies.

PRIX N° 4. — *Une médaille de vermeil et une mention spéciale* pour l'invention et l'application d'une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage de scies circulaires.

PRIX N° 5. — *Une médaille d'argent et un prix de 200 francs*, pour une étude sur les scies circulaires et sur les établissements, situés dans Paris, qui les emploient.

Le mémoire comprendra deux parties : 1° partie technique, 2° partie statistique.

PRIX N° 6. — *Une médaille d'argent*, à tout établissement qui, possédant plusieurs scies circulaires, les aura remplacées dans l'année par d'autres scies moins dangereuses.

PRIX N° 7. — *Une médaille en vermeil et mention*, pour toute invention ou perfectionnement ayant pour but de prévenir

les accidents dans une industrie quelconque employant des enfants.

PRIX N° 8. — *Une médaille en vermeil, avec ou sans prime en argent, pour tout directeur d'établissement, contremaître, ouvrier ou toute autre personne qui aura introduit dans les ateliers des améliorations spéciales ayant pour but de prévenir les accidents.*

PRIX N° 9. — *Une médaille d'argent, pour les patrons qui auront protégé et reçu dans leurs ateliers les enfants mutilés recommandés par le Comité des accidents de fabrique.*

PRIX N° 10. — *Une médaille d'argent avec mention spéciale pour tout perfectionnement important apporté aux machines agricoles, en vue de les rendre moins dangereuses.*

PRIX N° 11. — *Une médaille d'argent avec mention spéciale pour une étude sur la nature et la fréquence des accidents occasionnés par les machines agricoles.*

NOTA. — Des Programmes détaillés de ces divers prix seront envoyés par le Comité des accidents de fabriques aux personnes qui en feront la demande.

4. — PRIX DE L'Œuvre des **Institutrices de charité.**

Une médaille d'honneur sera décernée à l'institutrice (congréganiste ou laïque) que l'Œuvre reconnaîtra s'être dévouée à un haut degré à l'enseignement primaire des apprentis par des Cours d'ateliers.

5. — PRIX DU **Comité des Bibliothèques.**

Des médailles d'argent et de bronze, avec ou sans primes en argent, seront décernées :

1° Aux ouvrages d'éducation ou d'enseignement primaire et professionnel spécialement consacrés aux Apprentis et Enfants employés dans les manufactures;

2° Aux auteurs de publications littéraires ou scientifiques faites en vue d'instruire et de moraliser les enfants des ateliers.

CONDITIONS GÉNÉRALES

Le Jury des récompenses, nommé par l'Assemblée de la Société dans sa séance du 5 janvier, a commencé ses travaux le 1^{er} février 1882.

Les propositions de candidats, accompagnées des pièces à produire, devront parvenir le plus tôt possible, et avant le 15 mai 1882, au siège de la Société, rue de Rennes, n° 4.

Toute proposition tardive sera considérée comme non-avenue.

Le jour et le lieu de la Distribution des récompenses seront fixés ultérieurement (1).

Pour le Conseil d'administration de la Société de protection :

Le Secrétaire général,
LÉON RENAULT,
Député.

Le Président,
DUMAS,
Membre de l'Académie française,
Secrétaire perpétuel
de l'Académie des Sciences.

(1) Les membres de la Société habitant Paris recevront une lettre d'invitation.

Il en sera remis également aux sociétaires des départements qui désireraient assister à la Distribution des prix.

— L'Agence de la Société de protection tiendra des billets d'entrée à la disposition des industriels qui lui en adresseront la demande.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION
DES APPRENTIS
ET
DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX
DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du Jeudi 5 janvier 1882.

PRÉSIDENCE DE M. le Dr MARJOLIN, l'un des *Vice-Présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 h. 1/2.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

M. le Président donne la parole à M. le Secrétaire pour le dépouillement de la correspondance.

CORRESPONDANCE. — A la suite d'un article inséré dans le Bulletin d'octobre 1881 sur les Institutions de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest en faveur de l'Enfance ouvrière, nous avons reçu la lettre ci-jointe de M. le Directeur général de cette Compagnie.

Paris, le 8 novembre 1881.

Monsieur,

Vous avez eu l'aimable attention de m'adresser un exemplaire du dernier bulletin de la Société de protection des apprentis contenant un article sur « les Institutions de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest en faveur de l'enfance ».

J'ai pris connaissance de cet intéressant article et je tiens à en

remercier tout particulièrement l'auteur. Vous avez décrit d'une manière très exacte, l'œuvre établie par notre Conseil en faveur des enfants de nos agents et nous vous sommes très reconnaissants de l'appréciation flatteuse que vous avez bien voulu faire de cette œuvre dans votre estimable publication.

J'ai donné des ordres pour l'acquisition, à nos frais, de cinquante exemplaires de ce bulletin qui seront distribués à nos principaux fonctionnaires.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général de la Compagnie.

DECAUX.

— A la date de juillet 1881, nous avons remis à la Préfecture de la Seine et à l'adresse de M. le sous-directeur des affaires municipales le rapport annuel sur la situation financière et morale de la Société. Cependant, le 14 novembre dernier, nous avons reçu une lettre de rappel nous réclamant ce document. Nous avons immédiatement répondu qu'il avait été précédemment envoyé, et sans doute les recherches faites l'ont fait retrouver, car aucune nouvelle lettre ne nous est parvenue à ce sujet.

— MM. *Henri Lemoine*, président du Patronage des enfants de l'Ébénisterie, *Bernot*, président de la Société de protection de l'Enfance ouvrière de Troyes ; *Ramé*, président de la Commission du concours des apprentis de la Papeterie ; *l'abbé Lantier*, président de divers Patronages d'apprentis ; et *Duchollet*, nous ont adressé des demandes de subvention pour leurs œuvres.

COMMUNICATIONS.— La Préfecture de police a publié le rapport de la Commission départementale supérieure du travail des Enfants et filles mineures employés dans l'Industrie sur l'application de la loi du 19 mai 1874 pendant l'année 1880.

Ce rapport est déposé aux archives de la Société à la disposition des membres qui voudraient le consulter.

TRAVAUX DES COMITÉS. — M. *Faustin Hélie*, président du Comité judiciaire, rappelle qu'il a adressé à M. le Dr *Marjolin*, au nom de ce Comité, le rapport de M. *Tournier* concluant à une expertise médicale sur la question de la dislocation des enfants employés à des exercices acrobatiques.

M. *Isidore Roche*, vice-président du Comité de placement,

donne lecture du rapport sur les travaux annuels de ce Comité pendant l'exercice 1881. (Voy. plus bas ce rapport.)

A la suite de la lecture de ce rapport, diverses observations sont échangées entre les membres de la Société.

M. le président *Marjolin* regrette un fait aujourd'hui trop fréquent ; les parents sont les premiers à débaucher les enfants de l'apprentissage, sitôt qu'ils ont quelques notions d'un état manuel, afin de les faire produire. Aussi a-t-on cherché à remédier à cet état de choses par la création des écoles professionnelles. Celle de la rue de Tournefort étudie les vocations des enfants. D'un ordre plus élevé, celle de la Villette les prépare à une profession. Ces établissements peuvent rendre des services, mais à la condition de ne pas vouloir les multiplier jusqu'à l'abus.

M. *Faustin Hélie* se demande si l'enfant n'était pas plus heureux dans les conditions auciennes de l'apprentissage et si dès lors ces écoles répondent bien à leur but social qui doit être de préférer l'intérêt de l'enfant à celui de l'industrie.

M. *Turney* constate que l'apprentissage s'en va, qu'il faut donc y suppléer. Les Écoles professionnelles rendront d'immenses services dans toutes les industries précises et mécaniques mais elles sont inapplicables aux industries d'art ou de mode. Dans celles-là, l'enfant ne songe qu'à rompre son contrat, sitôt qu'il se croit quelque aptitude. Il faut donc que la loi arme le patron en rendant obligatoire le congé d'acquit et en déclarant responsable le patron qui prend un apprenti non libéré vis-à-vis de celui qu'il quitte. Ce sont les seules sanctions possibles, puisque les dommages-intérêts prononcés par les prud'hommes pour rupture de contrat sont illusoire vis-à-vis de la famille ouvrière généralement insaisissable.

M. *Roche* estime que les écoles professionnelles doivent faire des spécialistes et qu'il ne serait point pratique de vouloir les approprier à une série de métiers ; mais l'idée est toute autre si l'on veut introduire la préparation au travail manuel à titre accessoire et d'expérimentation dans les écoles communales. Il ne s'agit plus là de former à une profession déterminée, mais de faire de la gymnastique des doigts pour développer l'adresse.

M. *de Bellay*, confirme les observations de MM. *Roche* et *Turney* sur les mauvais conseils donnés par les parents aux en-

fants pour leur faire rompre le contrat qui les lie au patron. Il faudrait remédier à cet état de choses en empêchant l'enfant de se procurer à volonté des livrets à la mairie sous prétexte de perte du précédent. Il suffirait de détacher la feuille destinée au patron d'un carnet à souche qui resterait aux mains de la Commission locale. L'envoi de la feuille à la Préfecture de police en cas de départ de l'enfant, informerait l'autorité de l'abandon par l'enfant de l'atelier de son patron.

ORDRE DU JOUR. — M. le Président *Marjolin* donne la parole à M. *Nusse* pour sa communication au sujet de l'Orphelinat des Arts. (Voy. ci-dessous, *Institutions dans l'intérêt des Enfants.*)

M. le Président *Marjolin* répondant au désir manifesté par le Comité judiciaire, présente les observations chirurgicales suivantes, provoquées par le rapport de M. *Tournier* sur l'Interprétation de la loi du 7 décembre 1874, relativement à la Dislocation des Enfants. (Voy. *Bulletin*, t. XIV, p. 324.)

Observations proposées sur les dangers de la préparation des enfants aux exercices acrobatiques, d'après la science chirurgicale.

Malgré les efforts des législateurs pour arriver à protéger les enfants contre les suites fâcheuses d'un travail prématuré, ou contre les mauvais traitements auxquels ils peuvent être exposés dans leur famille, il est arrivé ce fait, que par suite de quelques expressions impropres ou de quelques lacunes dans la loi, le but que l'on se proposait n'a pu être complètement atteint. C'est ainsi que l'on n'a pu empêcher le dressage des jeunes acrobates aux exercices de dislocation, sur lesquels notre honorable collègue a fait un très bon rapport, auquel je n'aurais cru devoir rien ajouter, si vous ne m'aviez demandé quelques renseignements.

Dans l'état actuel, la loi ne permettant pas à un inspecteur du travail des enfants de pénétrer dans une famille et de vérifier si les parents ne les obligent pas à travailler avant l'âge et les conditions réglementaires, il s'ensuit qu'ils restent libres, au lieu d'envoyer leurs enfants à l'école, de les employer à quoi bon leur semble et qu'ils peuvent avant l'âge voulu leur faire apprendre n'importe quel métier, sans que personne ait le droit de s'y opposer. Vous comprenez dès lors tous les inconvénients, les

abus et les dangers d'un état de choses, qui persistera, tant que l'instruction ne sera pas déclarée obligatoire et que les lois sur la protection de l'enfance ne seront pas modifiées.

C'est ce qui explique, comment nous voyons, si souvent, des enfants au-dessous de 12 ans, et très probablement fort ignorants, aider leurs parents dans leurs travaux. Or, non seulement ces faits se passent publiquement, dans la rue, mais ce que nous pouvons vous affirmer, c'est que très fréquemment nous rencontrons dans l'intérieur des ménages pauvres que nous visitons, des enfants aidant leurs parents et remplissant ces mêmes offices, dont les patrons chargeaient habituellement leurs apprentis avant l'établissement de la surveillance des ateliers. Non seulement ils font les commissions, mais ils sont chargés des menus soins du ménage et de cette manière ils sont d'une telle utilité dans la famille, ils rendent de tels services que les parents préfèrent les garder avec eux plutôt que de les envoyer à l'école.

Certainement cette absence d'instruction, que la misère des parents peut excuser, est très fâcheuse, car elle aura pendant toute la vie une influence déplorable, mais il y a quelque chose de plus triste, c'est de profiter de l'absence d'une loi tutélaire, pour dresser de tout jeunes enfants à l'état dangereux d'acrobate, et pour cela de façonner, plier et torturer leur corps, de telle sorte que dans le langage du monde on dit qu'ils sont disloqués.

Je ne veux pas m'arrêter à discuter ici ce que l'interprétation du mot *dislocation* a d'inexact, je dirai seulement, que, si dans la chirurgie anglaise, *dislocation* signifie luxation, jamais en France, ce mot ne se trouve dans aucun des traités classiques. Consultez Boyer, Dupuytren, Nélaton, ouvrez n'importe quel dictionnaire technique, nulle part le mot *dislocation* n'est employé pour signifier qu'un os est luxé, et qu'il a perdu ses rapports normaux avec celui, ou ceux avec lesquels il s'articule. Il faut donc regarder ce mot de *dislocation* comme une expression figurée, nous représentant dans la pensée, l'image d'un individu dont les articulations ont un tel degré de souplesse, de laxité, que les membres semblent ne plus tenir au corps, ou avoir une conformation normale.

Comme exemple je vous citerai une malheureuse femme laquelle, dans ces dernières années faisait ses exercices sur nos places publiques. Elle était de taille moyenne et par suite très

probablement de manœuvres très pénibles et commencées dès son enfance, elle était arrivée à se renfermer dans une boîte n'ayant peut-être pas 80 centimètres en tout sens.

Par quelles tortures, par quels procédés avait-on pu forcer son corps à se courber, à se façonner de telle sorte qu'elle pût, je le répète, entrer et rester enfermée dans cette boîte, je l'ignore ; mais bien certainement un pareil apprentissage avait dû commencer de très bonne heure et coûter plus d'une larme à la pauvre fille.

Le dressage ou l'instruction du jeune acrobate peut s'envisager, sous deux points de vue, sous le côté moral et sous le côté physique. Je ne vous exposerai pas ici, tout ce qu'un semblable apprentissage a de triste sous le côté moral, je me bornerai à vous dire comme chirurgien quelques mots des accidents auxquels sont exposés les jeunes acrobates pendant leur apprentissage, et pour vous faire comprendre le danger de certains jeux, en apparence fort simples, et cependant interdits, avec beaucoup de raison dans les collèges, je vous citerai la culbute. Pour vous donner une idée du danger, que plus d'un parmi nous a couru je ne saurais mieux faire que de vous rapporter un exemple tiré de la clinique de Dupuytren.

« La luxation des vertèbres cervicales survient parfois chez les enfants par l'effet d'une culbute sur la tête, pendant laquelle le cou trop faible pour supporter le poids du corps, est à la fois foulé et porté de côté. Ajoutons, que la réduction de ces luxations est très dangereuse et que l'on a vu souvent périr le malade par l'effet de la compression ou de l'allongement de la moelle épinière ; aussi aujourd'hui préfère-t-on renoncer à des manœuvres de réduction toujours dangereuses et abandonner la maladie à elle-même. La tête reste alors plus ou moins déviée et inclinée de côté. »

Lorsque l'on voit des accidents d'une pareille gravité, survenir à la suite d'un jeu, en apparence aussi peu dangereux, n'est-on pas amené à conclure, qu'il faudrait, vu l'impuissance de la loi, commencer par interdire aux enfants, sur les théâtres et dans les fêtes publiques, tous les exercices autres que ceux qui font partie de la gymnastique autorisée dans les collèges et les écoles. Cette mesure aurait au moins comme résultat la cessation de l'apprentissage de tous ces exercices de dislocation, dangereux pour les exécutants et repoussants pour le public.

En restreignant ainsi le nombre et en spécifiant très nettement la nature des exercices permis, non seulement on s'opposerait à des accidents graves, atteignant très souvent les hommes les plus habiles, mais ce qui serait le plus important, on éviterait à une classe trop nombreuse d'enfants de véritables tortures accompagnées de plus de bien des mauvais traitements.

Notre Société ne pouvant qu'émettre des vœux, après avoir étudié les questions qui lui sont soumises, je crois que nous devons nous rattacher aux propositions émises dans le rapport de notre honorable collègue M. Tournier, et tâcher de faire cesser un état de choses qui est si en désaccord avec le but que nous cherchons à atteindre: protéger, instruire et moraliser l'Enfance.

COMMISSION DES RÉCOMPENSES. — M. le Président *Marjolin* prie la Société de bien vouloir procéder à la nomination du jury chargé de statuer sur les récompenses qui seront accordées à l'occasion de la 6^e fête de l'enfance ouvrière.

Sont nommés : MM. *Bonjean, Roche, Marochetti, de Bellay, Tournier, Bérard, Turney.*

Cette Commission se réunira ultérieurement pour nommer son Bureau et commencer son enquête.

ÉLECTIONS. — MM. les Scrutateurs ayant procédé au dépouillement des votes, communiquent les résultats qui sont proclamés par M. le Président *Marjolin* (Voir ces noms en tête du Bulletin).

— La séance est levée à 10 h. 1/2.

Le Secrétaire de la Société,
ERNEST NUSSE.

COMITÉS

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(*Comptes rendus de leurs Travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

Extrait du procès-verbal communiqué par M. TOURNIER, secrétaire-adjoint.

Séance du 16 janvier 1882.

Présidence de M. *Faustin-Hélie*, juge au tribunal civil de la Seine, l'un des vice-présidents de la Société.

Sont présents : MM. *Joret-Desclosières*, *Milliot*, *Nusse*, *Périn Tournier* ; MM. *Fliche* et *Froger de Mauny* s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

M. le *Président* reprend la suite de ses observations sur le projet de loi voté par la Chambre des députés le 28 mai dernier rendant applicable sans restriction la loi du 19 mai 1874 aux maisons de bienfaisance ou d'éducation, orphelinats, ouvroirs ateliers de charité etc., Voir Bulletin de 1881, page 287. Il constate que le Sénat n'a pas encore été appelé à voter sur cette proposition, contrairement aux prévisions exprimées dans notre séance du 16 juillet. Par suite, les considérations morales et juridiques qu'un examen attentif et impartial de ce projet doit faire naître devant la haute assemblée n'ont pas été soumises à l'opinion publique.

M. le *Président* rappelle les distinctions qu'il a précédemment faites au sujet de la réglementation du travail dans les établissement de charité et orphelinats. La matière est toute différente de celle des ateliers et usines. Il est évident, par exemple, que la limite d'âge fixée par la loi du 19 mai 1874, ne doit pas être appliquée aux maisons qui recueillent dès leurs premières années les enfants abandonnés ; il en est de même des dispositions relatives à l'instruction primaire, puisque les classes constituent dans les maisons de bienfaisance une occupation normale et quotidienne de la journée des enfants.

En sens inverse le travail de nuit ne peut jamais y être permis même dans le cas où la loi de 1874 l'autorise.

Quant au droit d'inspection, il semble inacceptable comme pouvant trop facilement dégénérer en procédés vexatoires et l'obligation d'afficher la loi et les règlements n'aurait pas sa raison d'être.

En résumé M. le Président exprime l'avis qu'une réglementation est nécessaire, mais qu'elle doit être spéciale à ce genre d'établissements et faire l'objet préalable d'études attentives.

M. *Tournier* donne lecture de son rapport sur le travail de nuit dans les mines dont la conclusion est que ce travail n'est pas interdit aux enfants de 12 à 16 ans dans les conditions déterminées par le décret du 12 mai 1873. (Avis conforme à celui du Conseil supérieur des Mines et à la doctrine des arrêts de Douai et de Lyon précédemment rapportés.)

M. *Nusse* combat les conclusions du rapport en se fondant sur l'interprétation des textes.

M. *Tournier* développe et soutient son opinion.

Il est appuyé par M. *Joret-Desclosières*.

M. *Millot* estime que le décret du 12 mai 1873 étant resté muet sur la question du travail de nuit dans les mines ce travail est interdit par l'effet du principe général contenu dans la loi de 1874.

La question est mise aux voix dans les termes suivants :

« Le travail de nuit dans les mines est-il soumis aux dispositions de la section II de la loi du 19 mai 1874 ; est-il au contraire exclusivement soumis aux dispositions de la section III de la même loi. »

Le dépouillement du vote ayant donné 3 voix contre 3 voix, le comité, vu le partage, décide que la discussion de la question sera continuée à sa prochaine séance.

M. *Nusse* donne lecture de son rapport sur le projet de loi déposé par M. *Martin Nadaud* et portant modification de diverses dispositions de la loi du 19 mai 1874.

Le comité décide que ce rapport sera imprimé et inséré au bulletin et qu'il sera mis en discussion à la prochaine séance.

M. le Président récapitule les travaux entrepris par le comité judiciaire au cours de l'année 1881 et qui ne sont pas encore terminés. Ces études seront successivement portées aux ordres du jour. Toutefois, sur la demande de M. *Salle*, transmise par M. *Joret*—

Desclosières, on décide la radiation du rapport que notre collègue doit présenter sur le travail des jeunes détenus dans les prisons. Le régime des travaux à la petite Roquette, objet principal des observations de M. *Salle* ayant été complètement modifié, cette étude n'aurait plus qu'un intérêt rétrospectif.

La prochaine réunion du Comité est fixée au lundi 6 mars. L'ordre du jour est ainsi fixé :

1^o Reprise de la discussion sur le travail des enfants dans les mines (M. *Tournier* rapporteur).

2^o Discussion sur la proposition de M. *Nadaud* (M. *Nusse* rapporteur).

La séance est levée à 4 heures.

ANNEXES

N^o I. — Rapport de M. Félix TOURNIER sur la question de savoir si le travail de nuit est licite pour l'enfant employé dans les mines.

Messieurs, l'Assemblée générale de notre Société a renvoyé à l'examen du Comité judiciaire la question suivante (1) :

Les dispositions de la loi du 19 mai 1874 permettent-elles d'employer la nuit les enfants de 12 à 16 ans aux travaux, dans les galeries souterraines des mines, autorisés par le décret du 22 mai 1873?

Cette question, je dois le dire tout d'abord, n'est pas nouvelle, et elle n'est plus entière: sous son aspect purement juridique elle a été résolue affirmativement par deux arrêts de Cour d'appel: l'arrêt de Lyon en date du 16 avril 1880 et celui de Douai du 14 juin 1881 dont j'ai eu l'honneur de vous communiquer précédemment les textes (2). Sous le rapport de la réglementation administrative et des conditions techniques, elle recevait une solution identique de l'avis du Conseil supérieur des mines en date du 21 janvier 1881, tandis que le Comité consultatif des arts et manufactures, au rapport de M. de Freycinet, émettait l'opinion que le travail de nuit dans les mêmes données est et devait être interdit par la loi.

Messieurs, j'avais au début un très vif désir de prendre connaissance de ces deux documents contradictoires et d'en peser les motifs, mais comme ils n'appartiennent pas au public, il ne m'a pas été possible de me les procurer, et j'avoue qu'en y réfléchissant davantage,

(1) Voir Bulletin de la Société, année 1881, p. 220-221.

(2) *Ibid.* p., 239.

j'en ai pris mon parti parce que je n'aurais su à quelle autorité recourir pour départager ces deux corps savants.

D'ailleurs les attributions du comité judiciaire limitent naturellement à l'étude des textes de la loi et à leur interprétation la mission qu'on a entendu nous confier, de telle sorte que nous pourrions, nous, formuler la question en ces termes : la jurisprudence des arrêts de Lyon (1) et de Douai doit-elle être acceptée ou combattue, comme conforme ou contraire à la loi ?

Vous vous rappelez l'argumentation de ces arrêts, elle se résume ainsi :

L'article 7 de la loi du 19 mai 1874 disposait que les conditions spéciales du travail des enfants de 12 à 16 ans dans les galeries souterraines seraient déterminées par des règlements d'administration publique.

Ce règlement a été rendu ; c'est le décret du 12 mai 1875 ; il n'interdit pas le travail de nuit lequel, précise l'arrêt de Lyon, est perpétuel dans les mines. — Au surplus, les travaux préparatoires de la loi de 1874 contiennent cette déclaration que certaines dispositions du projet, comme celles relatives au travail de nuit, ne peuvent utilement s'appliquer aux exploitations de mines.

Donc le travail de nuit en lui-même n'est pas prohibé si d'ailleurs on observe les autres prescriptions du décret.

Nos éminents collègues MM. Nusse et Périn semblaient entrevoir d'avance cette doctrine et l'avoir voulu réfuter quand ils écrivaient dans leur commentaire de la loi :

(Page 82). — « Nous insistons vivement sur ce point qu'en matière de travail de nuit, il n'y a de licite que ce qui est expressément permis. »

(Et page 100). — « Les enfants travaillant dans les souterrains sont protégés par toutes les règles de police d'atelier que nous avons ci-dessus énumérées. En effet, la mine est une sorte d'atelier *sui generis*, nécessitant à raison de son caractère spécial des prescriptions particulières, mais soumise d'ailleurs à tous les principes de sécurité et de salubrité qui doivent régir le travail industriel ; les décrets que nous avons commentés à propos de la police de l'atelier s'appliquent donc aux mines. »

Ici, on le voit, c'est dans toute sa rigueur l'application de la maxime *per speciem generali non derogatur*.

Les arrêts cependant ont ouvert une voie, plus large et j'oserais dire plus sûre, aux recherches utiles, quand ils ont parlé des travaux préparatoires. Il ne faudrait pas perdre de vue, en effet, que les arguments de texte ne sont solides qu'autant que l'on a préalable-

(1) Voy. l'annexe n° III.

ment démontré que les diverses dispositions de loi, rapprochées dans le dessein de faire, de leur contact, jaillir la lumière, ont été écrites par le législateur dans le même ordre d'idées, dans la même *thèse*, comme dit la Logique, ou qu'il y a bien de l'une à l'autre la subordination sur laquelle on veut faire reposer le raisonnement.

Si par exemple on dit à tort: Ceci est une règle générale applicable à tous les faits, et cela n'est qu'une formule particulière à tel ordre de faits, il est naturel que la conclusion de telles prémisses mène à une erreur.

Je vois bien, dans notre loi du 19 mai 1874, que l'article 4 interdisant le travail de nuit, figure dans la même section que les articles 5 et 6, relatifs au repos du dimanche qui ont incontestablement un caractère général; mais si je remarque que tout le texte de cette loi est partagé en sections ayant chacune un ou plusieurs objets déterminés par son titre, sans qu'on trouve nulle part de préambule ou de dispositions générales, comme cela se rencontre constamment dans l'admirable économie de notre Code civil; qu'ainsi la section IV relative à l'instruction primaire, qui est évidemment d'application générale, est placée après celle qui concerne les travaux souterrains section III qui a un objet restreint, et que des prohibitions générales ou particulières sont indifféremment placées dans telle ou telle section suivant la relation ou l'enchaînement des idées; j'en déduis qu'on n'a pas adopté dans la rédaction de la loi ce classement méthodique qui peut servir sans hésitation à discerner ce qui est de principe et ce qui n'est que relatif, et que c'est aux législateurs eux-mêmes, à leurs discussions d'où est sortie la loi, qu'il faut demander la raison de distinguer.

Arrivés à ce point, notre tâche est singulièrement simplifiée. Nous ouvrons les archives parlementaires, nous étudions ces longues et consciencieuses délibérations de 1872 et 1874, les travaux approfondis qui les avaient préparées, toutes choses qui témoignent d'une manière éclatante, je veux le dire, en passant, Messieurs, du grand amour du bien qui animait l'Assemblée nationale; et nous n'avons plus qu'à noter des passages qui portent en eux-mêmes tous les éléments de la solution cherchée.

Voici d'abord le document auquel font allusion les deux arrêts: il est emprunté au rapport de M. Eugène Tallon.

« *A la suite* de la question du travail de nuit se présente naturellement à l'esprit, l'examen des conditions du travail dans les mines, minières et galeries souterraines; les questions d'hygiène, résultant d'une part de la privation d'air ou de lumière ou des émanations nuisibles à la santé des enfants; la question de morale de l'autre se présentent ici avec un caractère *analogue* à celui du travail de nuit et sollicitent des solutions de même nature. »

On voit déjà que, pour le rapporteur, la question est différente de celle du travail de nuit; qu'elle est, pour ainsi dire, parallèle et que, à deux ordres de faits différents il faut des règles distinctes dans l'analogie.

Mais voici qui ne laisse aucun doute sur les intentions de la Commission :

« Certaines dispositions de notre projet, continue M. Tallon, comme celles relatives au travail de nuit, ne peuvent utilement s'appliquer à ce genre d'industrie. Nous avons laissé à des règlements d'administration publique le soin de déterminer *toutes les conditions* spéciales du travail des enfants de 12 à 16 ans dans les exploitations souterraines. »

Or, savez-vous comment s'est réalisée dans les faits cette volonté clairement exprimée de la Commission ?... Rien n'est plus démonstratif.

Dans le projet primitif, l'article 7 avait un paragraphe final ainsi conçu : *Les dispositions de l'article 6 relatives au travail de nuit sont applicables « aux travaux souterrains ».*

Ce paragraphe final est supprimé; il ne reparait plus au cours de la discussion et, dans la séance du 22 janvier 1873, le texte de l'article 7, tel qu'il existe dans la loi, est voté sans amendement ni controverse.

Comment prétendre après cela que la règle écrite dans l'article 4 interdisant le travail de nuit, domine à titre de principe général et absolu les dispositions de la section III, intitulée « *travaux souterrains* ! » Les auteurs de la loi ont pris soin d'expliquer qu'ils réservaient entièrement et pour quels motifs, cette matière à une réglementation spéciale et ultérieure; la réserve a été formellement écrite dans l'article 7, § final; et, ce qui achève de démontrer l'indépendance de la section III vis-à-vis de celles qui la précèdent, c'est qu'on a cru devoir y répéter dans l'article 7, § 1, la règle déjà écrite cependant à l'article 2 (section II) : « *Les enfants ne pourront être employés... avant l'âge de douze ans révolus* ».

La question posée paraît donc nettement résolue dans le sens de l'affirmative par le texte et l'esprit de la loi et l'on ne pourrait qu'approuver la jurisprudence.

Je n'éprouve, quant à moi, aucune surprise ni aucun regret de voir l'interdiction du travail de nuit levée en matière de travaux dans les galeries de mines et je pense que les lumières empruntées par les auteurs de la loi à l'expérience et à la réalité des faits ne pouvaient les conduire à un résultat différent.

Le mineur, Messieurs, n'est pas un travailleur ordinaire, pas plus que le pêcheur et le marin. Ils vivent dans un élément inconnu aux autres hommes, en lutte presque continuelle avec ce qui les entoure;

il leur faut dès l'enfance surmonter l'appréhension du danger et se former à une vie qui est en dehors des règles ordinaires.

Il y a des familles de mineurs, des villages de mineurs, comme il y a des familles et des villages de marins.

Ces populations s'inquiètent peu du jour et de la nuit ; pour les uns la vie se règle sur l'heure de la marée, pour les autres sur l'heure de la descente au fond et l'heure de la remontée au jour.

Tous ceux qui sont employés à ces travaux subissent uniformément et presque sans y songer les mêmes conditions. Il n'y a pas un détail dans l'organisation de l'intérieur, du ménage, du repos et des repas, de l'allée et du retour qui ne grave autour de ces nécessités.

Les enfants des mineurs descendent avec *la coupe* dont fait partie leur père ou celui qui a autorité sur eux. Ce qui serait anormal, ce serait de les séparer les uns des autres ; c'est par là qu'on laisserait les enfants sans surveillance et sans secours et qu'on troublerait profondément l'ordre dans ces petits états, dont plusieurs, que je connais, sont des modèles d'organisation.

Je ne veux esquisser que par ces quelques traits le côté vivant de la question, et pour en retenir que les monuments de jurisprudence que nous examinons ont tenu très sagement compte des faits que la Cour de Douai comme celle de Lyon ont sous les yeux dans le bassin houiller du Nord et dans celui du Rhône, de même que le législateur s'était pénétré des observations pratiques.

Et puisque je parle des faits, je dois dire, pour finir, que si plusieurs sociétés minières ont, comme le dit M. de Freycinet, *paru accepter* sans se plaindre l'interprétation qu'il propose contrairement à l'avis du Conseil supérieur des mines et à la jurisprudence, c'est uniquement par le motif, — je le dis à demi-voix, mais le tenant de sources certaines — que forcés par le malaise de l'industrie houillère en France, de restreindre l'extraction et les travaux, elles ont été fort heureuses d'avoir ce prétexte à donner en réponse aux réclamations des familles de mineurs.

J'ai donc l'honneur de soumettre au Comité judiciaire, comme conclusion des observations qui précèdent, l'avis que le travail de nuit dans les travaux souterrains des mines est permis aux enfants de 12 à 16 ans, par la loi du 19 mai 1874 et le décret du 12 mai 1875.

N° II. — *Rapport au Comité judiciaire sur le projet de loi relatif à la durée du travail industriel, par M. Ernest Nusse, avocat, docteur en droit.*

Le projet de loi présenté par M. Martin Nadaud, député de la Creuse, sur la fixation de la durée du travail des ouvriers adultes actuellement déferé au Sénat, avait eu devant la Chambre des Députés une singulière fortune. Après d'intéressants débats auxquels avaient

pris part MM. Waddington, Nadaud, Marcel Barthe, Villain, Pierre Legrand, Keller, Laroche-Joubert, et M. Girerd au nom du gouvernement, la Commission par l'organe de M. Diancourt avait abandonné le texte primitif. Il était évident que la majorité lui était hostile. A la différence de l'enfant que son âge livre sans défense à l'exploitation, l'ouvrier majeur a, non seulement la liberté du travail industriel, mais une arme énergique : la grève, pour faire valoir ses droits. Le travail est une marchandise dont la valeur doit se débattre de gré à gré et la diminution, par la loi, de la durée du travail, réduirait la production, et par voie de conséquence le salaire. Les dispositions accessoires de la proposition de M. Nadaud ont servi à couvrir la retraite de la Commission, et à défaut des ouvriers majeurs qui défendent suffisamment eux-mêmes leurs intérêts, on s'est rejeté sur la protection des femmes et des mineurs. On aboutissait ainsi à une modification de la loi du 19 mai 1874. Pour donner une satisfaction platonique aux partisans du programme primitif de M. Nadaud, on a affirmé que la solidarité du travail ferait profiter, par voie de conséquence, les adultes de la réduction votée en faveur des mineurs. Ce fait s'est produit, paraît-il, en Angleterre où le temps légal de l'emploi des adolescents de moins de 18 ans, règle en fait la journée de l'ouvrier, sans qu'il y ait eu besoin de statut spécial pour ce dernier.

Après ce court exposé, il est opportun d'examiner les changements apportés à la loi du 19 mars 1874, par le projet que la Chambre a voté. Les innovations sont au nombre de trois.

I^o Le travail effectif des mineurs de 18 ans, *dans les manufactures et usines*, ne pourra pas excéder onze heures par jour ni six jours par semaine.

II^o La femme *dans les mêmes établissements*, quel que soit son âge, est assimilée au mineur quant à la durée de la journée.

III^o Le travail de nuit dans les manufactures est interdit aux femmes.

Cette prohibition n'est pas tellement absolue, qu'elle ne comporte des exceptions légales. Quelques députés, notamment M. Lorois, en ce qui concerne les conserves alimentaires de poissons, demandaient que la loi les formulât immédiatement. On a pensé avec beaucoup de raison qu'il fallait laisser ce soin aux règlements d'administration publique. Ainsi avait procédé le législateur de 1874 quant aux dérogations à introduire au principe de la prohibition du travail de nuit de l'enfant. Quant aux exceptions temporaires, chômages ou arrêts, résultant d'une interruption accidentelle, elles donneraient lieu à des permissions particulières, souverainement délivrées par les inspecteurs divisionnaires concurremment avec les Commissions locales.

Ces innovations sont-elles, dans leur généralité, légitimes ? Est-il équitable, dans les usines et manufactures, de reporter jusqu'à 18 ans la protection légale des jeunes gens ? Une heure de travail manuel en moins a semblé à la Chambre un repos physique précieux pour la santé de l'enfant, ou de l'adolescent, utile pour l'étude, salubre pour la famille qui l'emploierait à des travaux intérieurs sans que la réduction soit assez importante pour gêner la production. L'expérience anglaise serait sur ce point concluante, tant par l'application industrielle que par l'affinité des races et des climats.

A la vérité, la règle votée par la Chambre des députés ne s'appliquant qu'à la grande industrie, on se heurterait à la difficulté considérable de tracer la limite précise entre l'atelier et l'usine; mais la loi du 19 mars 1874 elle-même n'avait pas su éviter cet inconvénient dans son article 4, § 2 qui régit les jeunes filles de 16 à 21 ans. — En outre, on affirme que dans la grande manufacture, l'agglomération des travailleurs, la trépidation des appareils, les miasmes dégagés soit par la matière première, soit par les substances graisseuses employées à huiler le mécanisme du moteur, remplacent, pour le petit ouvrier comme pour l'adulte, les excès du travail manuel supprimés au moyen de la machine, par ce que l'on a appelé l'augmentation d'intensité de la fatigue nerveuse. — A ces raisons, par lesquelles la Chambre explique sa distinction, on pourrait en ajouter d'autres : c'est un fait économique que la grande industrie tend partout à absorber la petite et la moyenne; c'est une vérité morale que les innovations favorables au bien-être des ouvriers descendent progressivement de la grande manufacture à l'atelier.

En tous cas, il paraît y avoir lieu de désapprouver la rédaction qui prescrit au travail des mineurs de ne pas excéder six jours par semaine dans les usines et manufactures. C'est laisser le choix du jour du repos au manufacturier, la prescription du texte étant obéie du moment qu'il y a un jour consacré à cette destination. L'article 5 de la loi du 19 mai 1874 désigne d'une manière précise le dimanche. Ce serait une erreur de croire que la récente abrogation de la loi du 19 novembre 1814 nécessite une solution conforme à la teneur du projet de loi.

A ne considérer la question qu'à un point de vue essentiellement humain, il importe qu'il y ait détermination conforme du jour du repos et que le choix n'en soit pas abandonné à l'arbitraire d'un chef d'industrie. Ce serait la destruction de la famille ouvrière qui n'aurait plus ni plaisirs ni amusements communs, ni les réunions hebdomadaires qui seules la constituent. — La nécessité de la fixation légale d'un jour démontrée, le choix du dimanche ne saurait être douteux; il est tout indiqué pour les personnes appartenant aux divers cultes chrétiens. S'il est indifférent aux libres penseurs,

pour tous il a la force d'un usage, à part une très petite minorité israélite qui doit accepter les convenances de la majorité. Nous espérons que le Sénat maintiendra le texte de la loi du 19 mai 1874, d'autant plus que ce texte est plus libéral, en ajoutant au repos du dimanche celui des jours de fête légale.

L'assimilation de la femme, même majeure, au mineur de 18 ans, pourrait sembler incorrecte comme portant atteinte à sa volonté, et par conséquent à la liberté du travail. C'est à ce point de vue que M. Girerd, commis saire du gouvernement a cru, devant la Chambre des députés, devoir formuler certaines réserves, mais il ne faut pas oublier que l'influence légitime ou illégitime du mariage ou du concubinage diminuent souvent la libre volonté de la femme, qu'en outre, par bien des points, la question de la femme ne saurait être séparée de celle de l'enfant. La protection de celui-ci commence en la personne de celle qui le porte en son sein, le nourrit et l'élève. Les relations physiologiques et plus tard la direction éducatrice de la maternité sont beaucoup plus énergiques, en effet, que celles de la paternité. Aussi l'amendement Keller qui propose d'interdire le travail de fabrique aux femmes pendant la période qui suit les couches, et que la Chambre a rejeté, bien que de semblables dispositions se trouvent dans une foule de législations étrangères, se recommande-t-il à l'attention du Sénat.

Quant à l'interdiction à la femme du travail de nuit, n'est-elle pas conforme aux besoins sérieux de la famille et aux obligations de la décence publique ? Le germe s'en trouve dans l'article 7 de la loi du 19 mai 1874 qui défend aux femmes de tout âge, les travaux souterrains. L'identité de motifs ne devrait-elle pas entraîner la parité de la règle ?

Par contre, c'est à bon droit, suivant nous, que la majorité a refusé d'insérer dans le projet à titre comminatoire les dispositions de l'article 334 du Code pénal. — C'eût été une injure gratuite aux patrons, et à supposer qu'il y ait quelques fâcheux abus d'autorité, c'est assez des textes répressifs du Code pénal, sans les introduire dans une loi spéciale avec un caractère de généralité qui prêterait erronément à des faits exceptionnels une importance qu'ils n'ont pas.

Devant le Sénat, la Commission composée de MM. Vieillard-Migeon, président ; Tolain, secrétaire ; Paris, rapporteur, Gouin Claude, Amiral de Dompierre, d'Hornoy, Schoelcher, Dumesnil et Arbel, a conclu au rejet de la proposition de loi votée par la Chambre.

Un nouveau débat a eu lieu à la haute Chambre, et dans la discussion dont le poids a été supporté par M. Paris et M. Tolain, il faut convenir que peu d'arguments nouveaux ont été invoqués de part et d'autre.

Le rapport de M. Paris critique le projet de la Chambre : 1^o parce qu'il limite la réduction de travail aux mineurs de dix-huit ans et aux femmes employées dans les manufactures sans viser les personnes de cette double catégorie travaillant dans les ateliers ; il y aurait donc dans la proposition une disposition incomplète ; 2^o parce qu'à raison de la solidarité des occupations de l'ouvrier adulte, de la femme et de l'enfant, la réduction introduite en faveur des uns profiterait inévitablement aux autres.

M. Tolain répond que l'ouvrier travaillant à ses pièces produira tout autant en onze heures qu'en douze, parce qu'il remplacera le temps perdu par le redoublement d'une activité pouvant surmonter la fatigue. A la majorité d'une voix, le Sénat a décidé qu'il serait passé outre à la discussion en seconde délibération.

Si nous ne nous trompons, les partisans comme les adversaires du projet de loi se placent dans la discussion sur un terrain un peu étranger à celui du débat. Abstraction faite de toute idée politique ou sociale, est-il juste de donner à la femme ou à l'enfant le supplément de protection que l'on sollicite en leur faveur ? Le travail de nuit de la jeune fille et de la mère de famille ne doit-il pas être considéré comme une cause trop fréquente d'immoralité ou de décadence pour la famille ? — Quant le type maximum de la durée du travail de l'homme fait est de douze heures, convient-il de l'abaisser en faveur d'organisations plus faibles ? — Une diminution d'une heure peut-elle engendrer des perturbations économiques fatales aux patrons ? —

Ne pourra-t-on pas éviter le contre-coup de la révolution opérée en n'employant que des adultes ? — Enfin est-il opportun de distinguer, quant aux effets de la réduction, entre l'atelier et l'usine ? telles sont, Messieurs, les graves questions livrées à vos méditations.

N^o III. — (JURISPRUDENCE). — *Travail de nuit des enfants employés dans les mines.*

Voici les motifs essentiels de l'arrêt de la Cour d'appel de Lyon, en date du 16 avril 1880.

« Attendu que l'article 7 de la loi, relatif aux travaux souterrains, porte que les conditions spéciales du travail des mineurs de 16 ans, dans les galeries souterraines, seront déterminées par des règlements d'administration ;

» Qu'un règlement de cette nature a été l'objet d'un décret portant la date du 12 mai 1877, mais qu'il ne distingue pas entre le travail de jour et celui de nuit qui est perpétuel dans les mines ;

» Que le Conseil d'État s'est, en ce point, *décidé* d'après l'esprit de la loi et l'opinion exprimée par le rapporteur de *celle-ci*, qui déclarait au Corps législatif, lors de la discussion qui en a eu lieu que la défense de faire travailler les enfants pendant la nuit, édictée par l'article 4, ne pouvait utilement s'appliquer à l'industrie minière. »

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS

RAPPORT

SUR L'EXERCICE 1881

Présenté par M. ROCHE, *vice-président* du Comité à la *Société de protection*.

M. MAROCHETTI, *secrétaire*.

Messieurs,

Votre *Comité de placement des apprentis* a tenu ses séances régulièrement en 1881 comme dans les 4 années précédentes.

Voici les résultats comparés des travaux de ces cinq exercices:

Le Comité a reçu :	en 1877	en 1878	en 1889	en 1880	en 1881
Demandes d'apprentis par les patrons	249	333	287	422	401
Demandes de places par les familles	336	224	169	136	96
Nombre d'enfants placés avec ou sans contrats	60	104	88	98	62
Enfants dont le contrat a dû être résilié.	14	19	37	42	39
Enfants dont le contrat a été rempli			3	22	20

Nous donnons ci-après dans la forme ordinaire trois tableaux donnant :

Le premier, les états offerts par les patrons :

Le nombre d'enfants filles ou garçons demandés ;

Les conditions offertes par les patrons.

Le deuxième, le nombre de demandes faites par les familles pour filles ou garçons :

Les conditions demandées par les familles ;

Le troisième, enfin, les conditions acceptées par les familles pour filles ou garçons placés avec contrat.

TABLEAU N° 1

Demandes d'enfants faites par les patrons avec les conditions offertes par eux.

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
Horloger	2	1	4		7						7
Relieur			16	2	18			1			19
Quincaillier	3				3						3
Graveur sûr pierres fines			2		2						2
Cartonnier	4		9		10	4				4	14
Brodeuse en tapisserie.						1				1	1
Doreur sur bois . . .			2		2						2
Opticien			3		3						3
Bijoutier joaillier . . .	3		6	2	11						11
Imprimeur relieur . .			1		1						1
Sertisseur			2		2						2
Ciseleur en bijoux . .			2	1	3						3
Con et pose d'appareils électriques			2		2						2
Blanchisseuse de neuf.						2				2	2
Commerce, article de ménage						1				1	1
Lingerie fine, fantaisie.								1		1	1
Bijoutier or	5		4		9						9
Feuillage	1				1						1
Robes, manteaux . . .						1		5	17	23	23
Chapelier	1		2		3						3
Bijoutier pour deuil . .	2				2						2
Modes pour deuil . . .						2		3		5	5
Gâinier	5		4		9						9
<i>A reporter . .</i>	23	1	59	5	88	11		10	17	38	126

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	23	1	59	3	88	41		10	17	38	126
Bijoutier or et argent.	3				3						3
Bijoutier en faux.	6				6						6
Brossier	1				1						1
Graveur sur verre.	2		1		3						3
Ferblantier	1	1	1		3						3
Fleuriste						3		1		4	4
Papier peint		1			1						1
Sculpteur ornementiste.			1		1						1
Boucher	1				1						1
Graveur héraldique			5		5						5
Graveur sur bois			2		2						2
Plumes.								2		2	2
Plumes en porcelaine (commerce).			1		1						1
Émailleur	4				4			1		1	5
Doreur sur cuir.	4		3		7	2		1		3	10
Brodeuse p. meubles							1			1	1
Joaillier fabricant.	1				1						1
Découpage de métaux.			1		1						1
Brodeuse en fantaisie						6				6	6
Brodeuse pour corsets.								2		2	2
Imprimeurlithographie.			4		4						4
Chaudronnier, batterie de cuisine	1				1						1
Implanteuse.						4				4	4
Imprimeur presse à la main.			1		1						1
Relieur doreur			6		6						6
Ciseleur en bronze.	2		4		6						6
Ciseleur en zinc imita- tion	3				3						3
Commerce de métaux.			1		1						1
<i>A reporter.</i>	54	3	90	3	152	26	1	17	17	61	213

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉS NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	54	3	90	5	152	26	1	17	17	61	213
Fabricant de registres.			1		1						1
Bijoutier en doublé . .	3				3						
Graveur sur métaux . .			4	2	6						
Tourneur en cuivre . .	3				3						3
Robinerie en cuivre . .				1	1						1
Perles								3		3	3
Cartonnage p. jouets d'enfants						3				3	3
Orfèvre			2		2						2
Bijoux dorés	2				2						2
Graveur de musique . .			2		2			1		1	3
Imprimeur en taille douce	1		3		4						4
Tourneur repousseur en cuivre	1				1						1
Peignes brosses pour poupées						1				1	1
Tapissier			2	2	4						4
Polisseuse en bijoux . .						4		4	1	9	9
Pâtissier	3				3						3
Ébéniste	3				3						3
Commerce du cuir . .			1		1						1
Dessinateur p. tissus impressions					1						1
Graveur ciseleur			3		3						3
Lunetier			5		5						5
Garnitures bijoux dorés et livres	2				2						2
Brunisseuse						5				5	5
Librairie commerce . .			1		1						1
Ferblantier lampiste . .		1	1		2						2
Acheveur en cuivre . .			1		1						1
<i>A reporter.</i>	74	4	117	10	205	39	1	25	18	83	288

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉES NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	74	4	117	10	205	39	1	25	18	83	288
Boulangier	1				1						1
Graveur en bijoux			2	1	3						3
Marchand de vins et spi- ritueux	1				1						1
Bijoutier en nacre	1				1						1
Costumes pour dames et enfants.						1	1	1		3	3
Piqueuse de chaussures						1				1	1
Lingerie chemises.						1	1			2	2
Plaqueur sur broches			1		1						1
Bijouterie en cadres.			1		1						1
Gainier bijoutier garnis- seur	1		1		2						2
Monteur en bronze	3		2		5						5
Tôlier fumiste	1				1						1
Jouets d'enfants	1		1		2						2
Passementerie.						1		1		2	2
Peintre décorateur	1		1		2						2
Bourrelier sellier.			2		2						2
Bijoutier chaîniste			1		1						1
Dés à coudre or et argent			1		1						1
Couleurs, vernis, com- merce.			2		2						2
Blanchisseuse.						5				5	5
Menuisier	1				1						1
Commerce employés	1		5		6			3		4	10
Papier outremar.			1		1	1					1
Monture d'ornements d'église.								1		1	1
Imprimeur typographe	1				1						1
Stéréotypeur			1		1						1
<i>A reporter.</i>	87	4	139	14	241	49	3	31	18	101	342

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉES NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i>	87	4	139	11	241	49	3	34	18	101	342
Cannes et parapluies	1				1						1
Dentelles.						1				1	1
Graveur pour fers à dorer				1	1						1
Fabrique de poupées								1		1	1
Pharmacien			1		1					1	1
Giletier.						2				2	2
Ressorts d'horlogerie			1		1						1
Encadreur			1		1						1
Instruments de préci- sion				2	2						2
Petits ouvriers			4		4						4
Graveur ciseleur guillo- cheur	1				1						1
Graveur diviseur sur verre.			1		1						1
Papeterie registres			1		1						1
Modiste fantaisie						1	2	2		5	5
Reperceuse en bijouterie								1		1	1
Monteur rhabilleur boî- tes de montres.	1		1		2						2
Emballeur layetier			2		2						2
Épicier.	1				1						1
Menuisier en fauteuils	1				1						1
Batteur d'or			4		4						4
Dessinateur broderie ta- pissierie.	1		1		2						2
Pose d'appareils à gaz			2		2						2
Gravure sur pierre li- thographique.				1	1					1	1
Brodeuse en chiffres lingerie						1				1	1
<i>A reporter.</i>	93	4	158	15	270	54	5	35	18	113	382

PATRONS	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL
	COUCHÉS NOURRIS	NOURRIS	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	COUCHÉES NOURRIES	NOURRIES	RÉTRIBUTIONS PROGRESSIVES	GRATIFICATIONS	TOTAL	
<i>Report.</i> . .	93	4	158	15	270	54	5	35	18	112	382
Bois pour graveurs. .			1		1						1
Brocheur assembleur .								1		1	1
Métreur vérificateur. .			1		1						1
Brodeuse sur éventails						1				1	1
Fabrique pipes écume			1		1						1
Dorure argenture sur métaux			2		2						2
Souffleur de verre . .						1				1	1
Dessinateur sur bois modes.				1	1						1
Brocheur.	1		3		4						4
Menuisier claviers de pianos.	4				4						4
Ferblantier en poli . .	1		1		2						2
TOTAL. . .	99	4	167	16	286	56	5	36	18	115	401

TABLEAU N° 2

Demandes faites par les familles avec conditions réclamées.

CONDITIONS DEMANDÉES PAR LES FAMILLES	GARÇONS	POUR CENT DES DEMANDES DE GARÇONS	FILLES	POUR CENT DES DEMANDES DE FILLES
Couchés et nourris	48	67.60	21	84.00
Nourris seulement	4	5.64	1	4.00
Rétribués	19	26.76	3	12.00
Gratifications suiv. progrès				
	71	100.00	25	100.00
	Garçons.		71	
Nombre des enfants présentés et inscrits :			96	

TABLEAU N° 3

Enfants placés avec contrats sous les conditions adoptées.

CONDITIONS	GARÇONS	FILLES	TOTAL
Couchés et nourris.	22	12	34
Nourris.	1		1
Rétribués.	9		9
Gratifications suivant progrès.	3		3
	35	12	47
Enfants placés sans contrat mais sous la surveillance de la Société.			4
Enfants placés à l'essai précédant toujours la signature du contrat			11
			62
Enfants dont le contrat a dû être résilié.			39
Enfants dont l'apprentissage est terminé			20

Ces trois tableaux dont la forme est adoptée depuis quatre ans, donnent d'une façon aussi complète que possible, les résultats de chaque exercice annuel; mais, aujourd'hui que nous avons cinq exercices successifs, nous avons pensé qu'il serait utile de jeter un coup d'œil en arrière, dans le but de posséder des résultats moyens; il nous sera permis alors de mieux apprécier les faits et de comparer entre elles les conclusions des rapports annuels.

Nous estimons que dans le cas où ces conclusions ainsi soumises à l'appréciation de la Société seraient de nature à faire trouver une solution à quelques-unes des difficultés qui existent aujourd'hui entre les patrons et les apprentis, votre Comité aurait contribué à rendre un service plus important que tous ceux qu'il peut rendre malgré tous ses efforts, en plaçant et surveillant quelques douzaines d'apprentis chaque année. Nous donnons donc un tableau n° 4, dans lequel on peut suivre tous les résultats obtenus de 1877 à 1881.

TABLEAU N° 4

Présentant le résultat des opérations du Comité pendant les cinq années 1877, 1878, 1879, 1880 et 1881.

EXERCICES	DEMANDES DES PATRONS										DEMANDES DES FAMILLES										ENFANTS PLACÉS AVEC CONTRAT										CONTRATS RÉSILIÉS		CONTRATS TERMINÉS		APPRENTISSAGES ET COURS D'EXÉCUTION										
	GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL					GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL					GARÇONS					FILLES					TOTAL GÉNÉRAL				
	Couchés, nourris.	Rétribus.	Gratifications.	Total.		Couchés, nourris.	Rétribus.	Gratifications.	Total.		Couchés, nourris.	Rétribus.	Gratifications.	Total.		Couchés, nourris.	Rétribus.	Gratifications.	Total.		Couchés, nourris.	Rétribus.	Gratifications.	Total.		Couchés, nourris.	Rétribus.	Gratifications.	Total.		Couchés, nourris.	Rétribus.	Gratifications.	Total.		Couchés, nourris.	Rétribus.	Gratifications.	Total.						
1877	48	83	48	179	20	1	38	11	70	249	144	21	107	23	297	24	3	9	3	39	336	17	1	21	2	41	3	1	0	5	46	14	32												
1878	58	2	120	36	216	31	2	31	53	353	86	41	78	17	192	27	4	0	32	224	33	2	26	6	67	8	0	1	9	76	19	89													
1879	48	9	133	43	203	25	6	38	15	287	55	4	70	4	130	29	1	8	1	39	169	27	1	29	0	62	12	3	0	1	16	78	3	127											
1880	79	2	142	31	254	55	7	68	38	422	52	2	52	2	108	22	2	3	4	28	136	37	2	17	5	61	11	1	1	5	18	79	22	42	142										
1881	99	4	167	16	286	56	5	36	18	415	401	48	4	49		71	21	1	3	25	96	22	4	9	3	35	12				12	47	20	39	130										
					1.138					574					798					163	961					266					60	326	45	151											

Voici le résultat constaté par ce tableau, résumant les opérations du Comité de placement pendant les cinq années 1877 à 1881.

Demandes d'enfants par les patrons.	4.712	Enfants dont le contrat a été résilié.	451
Demandes de places par les parents	961	Enfants dont l'apprentissage est en cours d'exécution et qui restent soumis à la surveillance du Comité au 31 décembre 1881.	130
Enfants placés avec contrats par le Comité	326		
Enfants dont le contrat a été terminé	45		

Passons d'abord en revue les conclusions des quatre premières années.

En 1877, alors que nous étions frappés principalement par la difficulté de placer les enfants, nous disons : « Une des grandes difficultés qu'éprouve votre Comité pour obtenir un grand nombre de contrats, est l'exigence presque unanime des parents, qui demandent, soit à être débarrassés complètement de l'enfant en le plaçant logé et nourri, soit à le placer avec une rétribution élevée que ne peuvent accorder des patrons prenant l'engagement de faire non pas de petits ouvriers, mais des ouvriers sachant bien leur état » (*Bullet. janv. 78*, p. 120-121.)

En 1878 nous constatons les mêmes difficultés amenées par les mêmes exigences, mais il nous faut de plus nous préoccuper des causes qui ont amené la rupture de 33 contrats sur 122 enfants; nous disons :

« Sur 33 enfants dont nous avons été obligés de résilier le contrat, il y a 30 garçons et 3 filles. Les causes sont les mêmes pour les uns comme pour les autres, vous le prévoyez sans peine! c'est la paresse et l'insubordination, toutes choses qui résultent de l'état d'abandon dans lequel s'est passée leur enfance et que les efforts, quelquefois très prolongés des patrons, ont été impuissants à modifier. (*Bullet. de la Soc., janvier 1879*, p. 36.)

Nous demandons avec M. Bouasse-Lebel, membre de la Société, que les enfants soient soustraits au contact de la rue pendant la période de l'écolage et nous proposons à cet effet un gardiennage facultatif dans les écoles depuis 4 heures, sortie des classes, jusqu'à 6 ou 7 heures, sortie des parents de leurs ateliers. (*Bullet. Soc. janvier, 1879* p. 36-37.)

Nous sommes heureux de vous informer que cette idée vient d'être reprise par le Comité de la Caisse des écoles du VI^e Arrondissement (1).

En 1879, nous plaçons 78 enfants, ce qui porte le chiffre total depuis trois ans à 200 mais nous avons 37 contrats résiliés.

(1) Nous proposons, pour les cas extrêmes, l'établissement de tutelles ou internats analogues à celui créé par M. Piver, rue Albouy, 27, et à celui fondé par une Société israélite, rue des Rosiers. (*Bulletin de la Soc. janvier 1879*, p. 121-125.)

Nos conclusions sont les mêmes que celles des années précédentes, nous demandions la création de gardiennages des enfants dans les écoles pour les préserver du contact de la rue, l'établissement d'internats ou tutelles. Nous ajoutons que, pour élever le moral des enfants et faire disparaître l'état d'ignorance d'un grand nombre d'enfants que nous n'avons pas pu placer, il est nécessaire de demander l'instruction obligatoire (*Bullet. de la Soc. janv. 1880, p. 61*).

En 1880 nous avons un grand nombre de demandes des patrons, 422; nous plaçons 76 enfants, mais nous avons 42 contrats résiliés plus ou moins violemment.

C'est qu'en sus des causes qui ont amené jusqu'à ce jour les résiliations de contrats et que nous avons énumérées plus haut, est venue s'en joindre une autre qui à elle seule a plus de valeur que toutes les autres ensemble : l'intérêt qu'ont les enfants à ne pas terminer leur apprentissage.

Il est facile de comprendre la situation des parties :

Le patron qui vient demander un apprenti et donne ses conditions, sait bien que l'enfant ne lui produira rien pendant la première période quelquefois assez longue de l'apprentissage; il fait des conditions moyennes; dans la première il sera en perte, surtout s'il couche et nourrit; il compte sur la seconde, pendant laquelle l'enfant nécessitera un enseignement moindre et produira davantage, pour se rattraper.

C'est ce que l'enfant et quelquefois les parents ne veulent pas accorder; ils ont profité des sacrifices du patron, mais ne veulent pas se soumettre aux conséquences qui leur sont préjudiciables.

Dans la plupart des cas, en effet, l'enfant, quoique ouvrier incomplet, peut, vers la fin de son apprentissage, gagner davantage chez un nouveau patron qui n'a fait aucun sacrifice que chez celui qu'il abandonne et qui est en droit par ses conventions de payer un peu moins pour rattraper ses avances.

C'est cette cause qui explique la plupart des ruptures de contrats résiliés en 1880.

L'enfant a deux façons de rompre son contrat :

Le premier est de quitter l'atelier pour aller travailler ailleurs à la façon d'un ouvrier. Le procédé est simple, mais les parents peuvent être poursuivis civilement devant les prud'hommes et condamnés à une indemnité.

Le second est plus compliqué mais néanmoins fort en usage, c'est de se faire renvoyer, ce qui leur semble mettre le patron hors d'état d'exercer des poursuites.

L'enfant devient paresseux, insolent, insubordonné, un beau jour, le patron perd patience et le met à la porte, l'enfant a gagné son procès! il va travailler ailleurs.

Nous disions en 1880:

« C'est en vain que nous avons armé les patrons d'un recours judiciaire par la signature d'un contrat qui leur permet d'obtenir une indemnité. Ce recours des patrons est complètement illusoire dans la plupart des cas. Les parents qui ne possèdent rien sont insaisissables; ils le savent et se rient des poursuites.

» Quant à obtenir que l'enfant rentre dans l'atelier, le patron estime que cette mesure lui serait plus nuisible qu'utile.

» D'un autre côté il est bien certain que beaucoup de patrons redoutant ce résultat devenu chaque jour plus fréquent, prennent le parti de traiter l'apprenti en petit ouvrier, lui faisant produire le plus possible, sans se préoccuper de lui enseigner l'état complet. Il y a là un cercle vicieux. » (*Bulletin de la Société*, janvier 1880, p. 52.)

Les résultats de l'exercice 1881 que nous avons l'honneur de vous communiquer ne font que confirmer les résultats des années précédentes.

Les demandes d'enfants par les patrons sont toujours considérables, les demandes de places par les parents sont de moins en moins nombreuses ainsi que l'indiquent les chiffres du tableau suivant, déjà donnés à la première page.

	DEMANDES PAR LES PATRONS	DEMANDES PAR LES FAMILLES
En 1877	249	336
1878	353	224
1879	287	169
1880	422	136
1881	401	96

Nous vous avons déjà signalé les causes de ces changements annuels.

Les patrons recherchent notre aide; les parents redoutent notre surveillance et notre contrat écrit, le contrat verbal leur paraît

un joug beaucoup plus léger (*Bulletin de la Société*, janvier 1881. p. 51).

En 1881 nous avons pu placer (47) enfants, (35) garçons et (12) filles, la plus grande partie couchés et nourris.

Nous avons eu (20) contrats terminés dans de bonnes conditions.

Et (39) contrats résiliés.

Le nombre des enfants qui restent soumis à la surveillance du Comité est, au 1^{er} janvier 1882 de 131. On voit que le nombre des contrats résiliés est toujours considérable et nous reproduisons les conclusions de notre rapport de 1881 qui sont les mêmes en 1882 :

« Nous désirons qu'après avoir protégé les enfants contre les exigences non justifiées des patrons, la loi vienne protéger efficacement les patrons contre la mauvaise foi des enfants. » (*Bulletin de la Société*, janvier 1881. p. 53.)

Mais nous devons expliquer notre pensée :

La Société a pour objet de protéger les enfants employés dans l'industrie; et, bien qu'il nous soit permis d'étudier toutes les questions qui se rattachent aux relations des patrons et des apprentis, si nous avions pour but de sauvegarder uniquement les intérêts des patrons, nous sortirions complètement de notre rôle; mais nous estimons que la satisfaction donnée aux intérêts des uns doit profiter à ceux des autres; c'est ce qui nous permet de vous présenter le résultat de nos observations à ce sujet.

Permettez-nous avant tout de vous rappeler la position des deux parties: patrons et apprentis.

Dans les conditions qui sont imposées par la Société, le patron et les parents ont signé un contrat; l'apprenti est couché, nourri ou rétribué, le patron doit enseigner l'état progressivement et sans en rien cacher;

Si le patron manque à ses engagements, il est justiciable des prud'hommes, et, s'il est condamné, il paye, car il est solvable et saisissable.

Mais si l'enfant manque aux siens, quels sont les moyens d'action du patron?

Il peut battre l'enfant, c'est un cas de résiliation devant les prud'hommes et nous le défendons dans nos contrats.

Il ne peut pas le priver de nourriture s'il le nourrit. Nous le défendons.

Il ne peut pas faire faire des heures supplémentaires, ce qui était la grande punition autrefois, la loi le défend !

Il ne peut pas garder l'enfant le dimanche, ce serait se punir lui-même beaucoup plus que l'enfant ; d'ailleurs, si l'enfant n'est pas couché chez lui, il quitte le samedi et ne reparaît que le lundi.

Il peut supprimer tout ou partie des pourboires, mais il punit les parents beaucoup plus que l'enfant et les parents crient à l'exploitation.

Que reste-t-il donc au patron ?

La persuasion, puis le droit commun ; une demande d'indemnité devant les prud'hommes.

La persuasion n'a d'effet que sur les enfants qui n'ont pas de parti pris et n'agissent que par légèreté, ceux-là peuvent être ramenés au travail lorsque les parents veulent bien venir en aide au patron.

Mais les autres, ceux qui veulent se faire renvoyer ! la persuasion est sans effet. Restent le droit commun, la poursuite civile et les prud'hommes.

Si les prud'hommes condamnent l'enfant à rentrer dans l'atelier, les mêmes scènes recommencent et, de guerre lasse, le patron abandonne ses droits ;

Si les prud'hommes condamnent les parents à payer une indemnité au patron, les parents qui ne possèdent rien sont insaisissables, et le patron est réduit à faire saisir les gages du père qui peut changer d'atelier pour se soustraire à de nouvelles saisies.

Le patron est donc lié et l'enfant ne l'est pas ; ce n'est pas là un contrat avec sanction par le droit commun. Et c'est bien là ce qui fait la force de l'apprenti ! Il sait que le patron est impuissant contre lui. Le patron connaît son impuissance, il ne poursuit jamais, et l'apprentissage sérieux se perd de plus en plus à Paris.

Il faut donc à tout prix assurer l'exécution entière de l'apprentissage et du contrat.

Pour cela nous pensons que le seul moyen est de lier l'enfant lui-même en détruisant l'espoir qu'il a de travailler ailleurs du même état qu'il a ébauché chez son maître d'apprentissage. Ce sera en même temps mettre un terme aux tentatives de quelques patrons peu délicats qui se font une habitude d'attirer chez eux les apprentis de leurs confrères.

Voici un projet que nous avons l'honneur de soumettre à l'appréciation de la Société.

Depuis un an nous l'avons communiqué à un grand nombre de patrons pour solliciter leur avis, tous l'ont approuvé en principe.

Aux termes de l'article 10 de la loi du 19 mai 1874, l'enfant jusqu'à 16 ans est tenu de déposer chez son patron un livret d'apprenti constatant son état civil.

Ce livret est délivré dans toutes les mairies sur la présentation de l'acte de naissance de l'enfant domicilié dans l'arrondissement.

Le dépôt de ce livret a pour but d'établir exactement l'âge de l'enfant au point de vue de l'application de la loi.

On pourrait croire que ce dépôt donne une certaine puissance au patron qui peut garder le livret pour empêcher l'enfant d'aller travailler chez un autre patron sérieux observateur de la loi. Il n'en est pas ainsi, car l'enfant peut avoir autant de livrets qu'il en veut, à sa mairie même ou dans les vingt mairies de Paris, puisque la déclaration de résidence est verbale et sans contrôle. Nous pensons que là est l'abus qui amène tous les autres et qu'il est utile d'y porter remède. Nous proposons :

1° Que tout apprentissage soit constaté par un contrat écrit.

2° Que l'enfant ne puisse avoir qu'un seul livret délivré à sa mairie d'origine.

3° Que, sur ce livret, il soit fait mention du contrat d'apprentissage ; l'état entrepris, la durée du contrat et les dates.

4° Que le cas échéant, il y soit fait mention du jugement prononcé par les prud'hommes, accordant une indemnité au patron abandonné.

5° Que jusqu'à 16 ans au moins l'enfant qui aurait subi une condamnation de ce genre ne puisse pas travailler du même état.

6° Que le patron de l'état indiqué qui occuperait un enfant de moins de 16 ans sans livret ou avec un livret portant cette mention, soit puni non seulement au point de vue de la loi actuelle mais en devenant responsable de la somme accordée par les prud'hommes au premier patron.

1° Nous demandons un contrat écrit, nous sommes d'accord avec les prud'hommes et avec tous les patrons bien intentionnés.

2° Nous demandons le livret unique pour éviter tous les abus signalés plus haut (1).

(1) Nous demandons que le livret porte la mention du contrat d'apprentissage et les dates pour bien établir les droits du premier patron.

3° Que le livret porte la mention du jugement des prud'hommes pour avertir le patron nouveau qu'il va faire une faute lourde dont il sera responsable.

4° Que, jusqu'à l'âge de 16 ans l'enfant ainsi condamné et dont les parents n'auront pas satisfait aux termes du jugement ne puisse exercer le même état chez d'autres patrons.

C'est ici que m'a été présentée une objection. On m'a dit si vous empêchez de travailler l'enfant, vous en ferez un mauvais sujet.

Cette objection n'est pas complètement exacte, car nous n'empêchons pas l'enfant d'exercer un autre état ; mais avant tout, nous voulons faire comprendre à l'enfant qu'il ne peut pas tirer parti de l'état qu'il a entrepris, et de ce qu'il sait, ailleurs que chez son patron d'apprentissage.

Nous pensons que cette contrainte morale sera suffisante pour l'empêcher de se soustraire à des obligations consenties librement dans un contrat.

5° Nous demandons enfin que le patron occupant avant 16 ans un enfant non libéré, soit responsable des dommages accordés au patron abandonné, de la même façon que le patron visé par l'article 13 de la loi de 1851, comme sanction de l'article précédent (1).

Nous serons heureux de voir le Comité judiciaire de la Société étudier ce qu'il y a d'applicable dans ces idées.

Nous n'ignorons pas que ce projet ne répond pas à tous les besoins ; il y a beaucoup d'enfants qui ne terminent leur apprentissage qu'après l'âge de 16 ans et, pour ceux-là, la contrainte n'aura pas un effet suffisamment prolongé, mais nous ne croyons pas pouvoir faire plus en présence de l'article 10 de la loi de 1874 qui limite l'obligation du livret à cet âge.

Nous n'ignorons pas non plus que l'application de ces articles nécessitera des démarches et des pertes de temps devant lesquelles beaucoup de patrons devront reculer ; mais il est évident que leur position sera meilleure et les résultats devront être plus satisfaisants ; dans tous les cas, les patrons n'auront plus le droit

(1) L'article 13 de la loi de 1851 est ainsi conçu :

« Tout fabricant, chef d'atelier ou ouvrier convaincu d'avoir détourné un apprenti de chez son maître pour l'employer en qualité d'apprenti ou d'ouvrier, pourra être passible de tout ou partie de l'indemnité à prononcer au profit du maître abandonné. »

de dire avec une apparence de raison que la législation qui règle l'apprentissage les a complètement désarmés.

Quant aux parents qui reculent déjà à signer le contrat presque sans sanction que nous possédons aujourd'hui et qui seraient encore moins disposés à signer le contrat plus sérieux qui résulterait de ces dispositions, leur résistance devra cesser le jour où les patrons ne consentiront plus à faire un apprentissage sans contrat écrit.

Tout dépendra donc des patrons qui se plaignent aujourd'hui.

Les secours en nature accordés par votre Comité ont porté sur 10 enfants.

Le montant des sommes dépensées s'est élevé à. Fr. 97 90

Le Comité a cru devoir fournir des literies ou portions de literies à 12 enfants nécessiteux.

La dépense en objets neufs s'est élevée à 214 00

Le surplus a été pris sur des literies rentrées aux mains de la Société pendant le cours de l'exercice, soit par suite de l'achèvement d'apprentissages, soit par le départ d'enfants qui n'en avaient pas encore opéré le remboursement.

Les dépenses du Comité pour courses, livres, timbres de contrats, etc., se sont élevées à. 417 00

Fr. 728 90

comprenant les frais de placement de 62 enfants et la surveillance des enfants placés précédemment, soit environ 4 francs par enfant.

Votre Comité ne compte plus que deux membres actifs; nous avons eu le regret de voir l'un de nos collègues pendant l'année 1880, nous quitter pour s'occuper plus spécialement de ses affaires personnelles.

Votre Comité a tenu régulièrement ses séances les lundis et vendredis et même le mercredi depuis trois mois. Aucun membre actif nouveau n'est venu se faire inscrire.

DOCUMENTS OFFICIELS

RAPPORT

DE M. CARRIOT, DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
SUR L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Depuis dix ans l'enseignement primaire a reçu, à Paris, un développement considérable.

Les quartiers qui étaient dépourvus d'écoles en ont été dotés; et s'il reste encore, sous ce rapport, quelques lacunes à combler, elles sont peu importantes en comparaison de ce qui a été fait.

La tâche la plus urgente, celle qui avait pour objet de mettre à la portée de tous l'instruction primaire élémentaire, est donc, en grande partie, accomplie.

Mais l'œuvre de la municipalité parisienne ne saurait se limiter à ce premier et si important résultat.

A mesure que l'instruction se généralise, d'autres besoins se manifestent.

De profondes modifications dans les conditions de l'organisation sociale ont créé des nécessités nouvelles d'éducation.

Les connaissances élémentaires comprises dans le programme de l'enseignement primaire ne peuvent plus être considérées que comme un instrument pour d'autres études. « *La préparation à la vie* », telle est aujourd'hui la formule de l'enseignement dans tous les pays.

Cette nécessité d'une instruction dirigée vers les applications pratiques, en même temps qu'elle s'impose aux individus, répond à un intérêt national de premier ordre.

Dans toutes les branches de l'activité industrielle ou commerciale où nous ne trouvions autrefois que des imitateurs, nous rencontrons aujourd'hui des rivaux.

Aucune institution n'a remplacé, jusqu'ici, l'enseignement spécial que les Corporations donnaient avant la Révolution. On ne fait plus d'apprentis! tel est, dit M. le sénateur Tolain, dans un document récemment publié, le cri de tous ceux qui s'intéressent à notre avenir industriel. La division du travail qui s'accroît chaque jour et dédouble les industries en spécialités de plus en plus nombreuses, a fini par réduire l'ouvrier au travail parcellaire. Par suite de l'emploi de plus en plus répandu des machines, le labeur mécanique remplaçant peu à peu le travail à la main, l'artisan s'est transformé en spécialiste, l'ouvrier en manœuvre. Par les applications

des sciences et l'emploi de la machine-outil, les produits prennent un caractère d'uniformité qui diminue leur valeur artistique et facilite la contrefaçon étrangère. Les qualités d'ingéniosité et de goût qui distinguaient l'ouvrier parisien, n'ayant plus à s'exercer, menacent de se perdre et les Anglais, les Allemands, les Américains viennent nous faire une concurrence ruineuse dans les spécialités où nous étions autrefois sans rivaux.

Le mal n'est pas moins grand dans les diverses branches du commerce.

Grâce à la facilité des communications, les relations commerciales s'étendent aujourd'hui au monde entier. Faute de trouver chez nous des employés suffisamment instruits, connaissant la langue des pays avec lesquels elles sont en relations, la plupart des grandes maisons de commerce ou de banque de Paris en sont réduites à s'adresser à des étrangers. C'est ainsi que les postes les plus importants, dans la haute Banque parisienne, sont occupés par des Allemands ou des Anglais.

C'est aux préoccupations que doit inspirer un pareil état de choses, qu'il faut attribuer le mouvement d'opinion très prononcé qui se manifeste, depuis quelque temps, en faveur de l'organisation d'un enseignement professionnel.

La Ville de Paris ne pouvait rester indifférente à ces préoccupations.

Aussi, M. le Préfet a-t-il encouragé les études faites pour arriver à constituer, à côté et à la suite de l'enseignement primaire, des enseignements professionnels appropriés aux besoins d'une capitale qui occupe le second rang parmi toutes les villes industrielles et commerçantes du monde entier.

Ces études ont déjà produit quelques résultats pratiques.

Depuis un an, dans un grand nombre d'écoles de garçons, le travail manuel est associé aux études primaires. Cette association a maintenant fait ses preuves, et elle s'étendra prochainement à toutes les écoles de garçons.

Dans les écoles de filles, les mêmes préoccupations nous ont amenés à donner aux travaux manuels une place importante. L'enseignement de la coupe et de l'assemblage des vêtements fait désormais partie intégrante du programme, et cet enseignement est aujourd'hui assez développé pour qu'il nous soit possible de faire figurer la coupe et l'assemblage au nombre des épreuves exigées pour l'obtention du certificat d'études primaires.

L'enseignement professionnel proprement dit, destiné à succéder aux études de l'école primaire, n'a pas été négligé.

Déjà quelques essais, couronnés de succès, avaient été faits par mon éminent prédécesseur.

L'école d'apprentis du boulevard de la Villette, destinée à former des ouvriers pour le travail du fer et du bois, nous avait été léguée par lui comme un spécimen de ce qui peut être fait en matière d'apprentissage.

Une commission constituée par M. le Préfet, et composée des personnalités les plus autorisées de l'industrie et de l'enseignement, s'est appuyée sur le succès de cette première tentative pour proposer l'application du même système à d'autres industries au moyen de la création d'écoles d'apprentissage répondant aux principales spécialités industrielles.

Des rapports de cette Commission, qui viennent d'être imprimés, déterminent non seulement les industries pour lesquelles ces écoles devront être créées, mais encore les conditions de leur organisation pédagogique et matérielle.

La période des études est donc terminée, et nous allons entrer prochainement dans la voie de la réalisation, pour laquelle, j'en suis convaincu, la sollicitude du Conseil municipal ne nous fera pas défaut.

Dans nos études, l'enseignement professionnel des filles n'a pas été négligé.

La Commission, instituée par M. le Préfet, lui a donné place dans ses travaux en recommandant la création d'écoles professionnelles et ménagères pour les jeunes filles.

L'administration, d'ailleurs, n'avait pas attendu la proposition de la Commission pour expérimenter l'organisation d'un enseignement professionnel spécialement destiné aux jeunes filles.

Deux écoles-ateliers, créées pour former des fleuristes, des couturières, des ouvrières en plumes, ont été établies, à titre d'essai, rue du Faubourg-Saint-Denis (X^e arrondissement) et rue Bouret (XIX^e arrondissement). Ces deux établissements ont réussi malgré les imperfections de leur installation matérielle.

L'année dernière enfin, j'ai pu organiser, avec l'assentiment de M. le Préfet, dans l'école communale située rue Violet, 36, un premier type d'école professionnelle et ménagère dans laquelle les élèves, en même temps qu'elles apprennent une profession, reçoivent un enseignement complet d'économie domestique.

Les grandes lignes de notre organisation scolaire commencent donc à se dessiner ; et l'on aperçoit dès à présent ce que cette organisation pourra être dans un avenir prochain.

Au premier plan, l'École maternelle (salle d'asile) ; école du premier âge, dans laquelle l'enfant se prépare aux travaux de l'école proprement dite.

Succédant à la salle d'asile, l'école primaire dans laquelle l'enfant acquiert les connaissances générales qui doivent servir de base aux

enseignements d'application pratique qu'il recevra plus tard ; mais, dès l'école, association de l'enseignement manuel aux études purement intellectuelles, afin d'inspirer dès le jeune âge à l'enfant le goût du travail qui doit plus tard le faire vivre ; afin aussi de lui rendre moins pénible l'apprentissage de sa profession.

Au sortir de l'école primaire, deux directions sont offertes à l'élève suivant la nature de ses aptitudes : l'École primaire supérieure, destinée à ceux qui peuvent prolonger la période des études d'ordre général et qui sont appelés à devenir, soit des contremaîtres, soit des employés de commerce ; l'école professionnelle, destinée à former, dans chaque branche d'industrie, des ouvriers d'élite, capables de comprendre et d'appliquer les procédés nouveaux que la science fournit chaque jour à l'industrie, et d'apporter leur contingent d'efforts et de savoir dans la lutte que nous avons à soutenir contre la concurrence étrangère.

A côté de ces institutions principales, il nous restera à organiser un certain nombre d'institutions accessoires rentrant, comme les premières, dans le plan général et répondant aux mêmes besoins.

C'est ainsi, en premier lieu, qu'entre l'école primaire proprement dite et l'école primaire supérieure ou professionnelle il resterait une lacune qu'il est fort important de combler.

Aujourd'hui, grâce à la fréquentation plus générale et plus régulière qu'autrefois de la salle d'asile et de l'école, beaucoup d'enfants terminent à 12 ans leurs études primaires et obtiennent à cet âge le certificat qui en est la consécration.

Ces enfants sont encore trop jeunes pour entrer en apprentissage, et leurs parents hésitent avec raison à les livrer prématurément aux dangers de l'apprentissage privé.

Ils seraient également trop jeunes pour être admis dans les établissements d'enseignement professionnel que la Ville de Paris se propose de fonder. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que ces établissements ne sauraient prétendre à remplacer l'apprentissage privé à l'égard de 50,000 apprentis *au minimum* qui entrent chaque année dans les diverses industries, que l'enseignement professionnel municipal sera destiné à former une élite et qu'il ne pourra s'adresser, par conséquent, qu'à une minorité.

Il en est de même de l'école primaire supérieure. Quelle que soit l'extension donnée à cette catégorie d'établissements, ils ne sauraient être ouverts, au moins avant longtemps, à tous les enfants sortant de l'école primaire et disposés à continuer, dans une mesure plus ou moins variable, leurs études d'ordre général.

En outre, l'école primaire supérieure, avec ses programmes inflexibles qui comportent *au minimum* 3 années d'études, s'appro-

prierait difficilement aux besoins variés d'enfants dont les uns peuvent disposer de deux ans, les autres d'un an, certains enfin de quelques mois seulement.

Les familles dont les enfants se trouvent dans ces conditions, cherchent en vain, actuellement, à utiliser cette période de temps. Pour ne pas livrer leurs enfants au désœuvrement, elles les laissent à l'école primaire où, en l'état actuel des programmes, ces élèves sont réduits à recommencer sans goût, sans émulation, et par tant, sans profit, les études qu'ils avaient faites avant d'obtenir leur certificat d'études primaires.

C'est surtout pour les filles, dont l'entrée en apprentissage est plus tardive, qu'apparaissent les inconvénients de la lacune que présentent, sous ce rapport, nos institutions scolaires.

Aussi, dans certaines écoles, pour arriver à utiliser ces années qu'on peut appeler *des années de grâce*, les maîtresses, inspirées par un zèle très sincère, mais mal entendu, ont-elles pris l'habitude, depuis quelque temps, de préparer aux examens pour les brevets d'institutrice les élèves qui leur reviennent après les examens du certificat d'études.

Ces maîtresses contribuent ainsi à augmenter le nombre des demandes d'emploi auxquelles il nous est impossible de satisfaire. Elles préparent à leurs élèves, en les arrachant aux carrières plus modestes où elles auraient pu trouver une existence honorable, des désillusions dont les conséquences sont souvent irréparables.

C'est là un mal contre lequel il nous faut réagir en donnant un emploi vraiment utile aux années que beaucoup de nos élèves peuvent consacrer au perfectionnement de leur instruction.

J'ai mis à l'étude, dans ce but, la création de classes dites *complémentaires* qui seraient organisées dans un certain nombre d'écoles primaires et seraient destinées à recevoir les élèves pourvus du certificat d'études primaires.

Tout en devant servir à fortifier l'instruction générale déjà acquise, ces classes auront pour objet de donner aux élèves les connaissances d'un ordre plus pratique qui ne peuvent trouver place dans le programme nécessairement restreint de l'école primaire proprement dite.

C'est ainsi que l'étude des langues vivantes, de la comptabilité et de ses applications, des notions de législation usuelle, d'économie domestique et d'hygiène, les éléments des sciences physiques et naturelles formeront la base du programme de ces cours.

Les études de dessin commencées à l'école primaire seront, en outre, complétées et approfondies dans le sens des applications pratiques.

Enfin le travail manuel pour les garçons, la couture avec ses

compléments (coupe et assemblage) pour les filles, prendront dans les classes complémentaires un développement qui ne saurait leur être donné dans l'école primaire ordinaire.

Je serai prochainement en mesure de soumettre à Monsieur le Préfet le programme de ces classes complémentaires, et j'espère qu'il nous sera possible de les organiser dans un certain nombre de centres scolaires dès le 1^{er} janvier prochain.

Une autre institution, destinée à concourir d'une façon efficace au résultat général que nous avons en vue, c'est-à-dire à élever le niveau de l'éducation professionnelle dans les diverses branches de l'industrie et du commerce, a été également l'objet de nos études.

Cette institution est celle d'un enseignement professionnel *commercial* et *industriel*, pour les élèves, jeunes gens ou jeunes filles, qui fréquentent nos cours du soir.

A leur origine, les cours du soir ont été institués pour permettre à ceux que la négligence de leur parents, l'insuffisance des institutions scolaires ou des circonstances malheureuses avaient empêchés de fréquenter l'école primaire, d'acquérir les connaissances élémentaires dont ils étaient privés.

On venait surtout au cours d'adultes pour apprendre à lire, à écrire et à compter.

Aujourd'hui la diffusion de l'enseignement primaire a heureusement réduit le nombre des illettrés.

Il en résulte que le cours d'adultes, reproduction de l'école primaire élémentaire, ne répond plus qu'aux besoins d'une minorité chaque jour décroissante : aussi ces cours sont-ils de plus en plus délaissés.

Pour arriver à y attirer des auditeurs, certains instituteurs ont cherché à élever leur enseignement. Quelques-uns y ont introduit des cours de sciences mathématiques, physiques et naturelles, des cours de littérature, des cours d'histoire et de géographie.

Mais ces efforts purement individuels ne répondent à aucun programme défini, préparé en vue d'un objectif précis.

La clientèle à laquelle doivent surtout s'adresser aujourd'hui les cours du soir, est celle des jeunes gens qui se sont vus contraints, par les nécessités de la vie, de chercher, au sortir de l'école primaire, une occupation lucrative, sans avoir le temps de faire les études spéciales, qui pourraient contribuer à leur succès dans la carrière qu'ils ont embrassée.

Le véritable service à rendre à ces jeunes gens, c'est de leur fournir le moyen d'acquérir ces connaissances et de perfectionner leur instruction dans le sens de la spécialité qui les fait vivre.

Pour les employés de commerce, la tenue des livres et la comptabilité, les exercices de correspondance commerciale, la géographie

industrielle et commerciale, la technologie (étude des matières et des procédés de fabrication), la législation usuelle, les langues vivantes, telles sont les connaissances qui peuvent avoir leur application dans toutes les branches du commerce et contribuer puissamment, par conséquent, à augmenter la valeur de l'employé qui les possède.

Pour les jeunes gens qui suivent les carrières industrielles (employés d'usine, contremaîtres, petits fabricants, ouvriers) l'étude des sciences mathématiques, mécaniques, physiques et naturelles, envisagées au point de vue de leurs applications industrielles, le dessin et ses applications à l'industrie, la comptabilité, les notions de droit commercial et industriel, etc., etc.; telles devraient être les principales données d'un programme réellement approprié aux besoins actuels de notre industrie.

Cette question de la réorganisation des cours du soir m'ayant paru la plus pressée et celle dont la solution pouvait être le plus promptement obtenue, puisqu'elle ne soulève aucune difficulté d'installation matérielle, j'ai cru devoir lui donner le premier rang parmi les réformes que nous avons à accomplir.

J'ai mis à l'étude, en conséquence, dans le courant de l'année scolaire qui vient de s'achever, les programmes d'un enseignement professionnel destiné spécialement aux jeunes gens et aux jeunes filles qui, occupés pendant toute la journée, ne peuvent consacrer que la soirée au perfectionnement de leur instruction.

Pour les jeunes gens, cet enseignement serait divisé en deux ordres distincts : *enseignement commercial* et *enseignement industriel*, destinés à s'appliquer, dans chaque région, suivant que la population serait en majorité consacrée aux carrières industrielles ou aux carrières commerciales.

Pour les jeunes filles, il n'y aurait qu'un ordre d'enseignement, l'enseignement commercial.

Les programmes de l'enseignement commercial et industriel pour les garçons et de l'enseignement commercial pour les jeunes filles ont été étudiés dans tous leurs détails.

Ceux qui s'appliquent à l'enseignement *industriel* sont encore à compléter sur quelques points, et ce n'est que dans quelques jours qu'il me sera possible de les soumettre à Monsieur le Préfet.

Ceux, au contraire, qui ont pour objet l'enseignement *commercial* (jeunes gens et jeunes filles) sont entièrement terminés, et rien ne s'oppose à ce qu'ils soient mis en pratique dès le 14 novembre prochain.

J'ai l'honneur, en conséquence, de présenter à Monsieur le Préfet les épreuves de ces programmes qui formeront deux brochures distinctes : l'une contenant le programme des cours de garçons, l'autre contenant le programme des cours pour les femmes et les jeunes filles.

Ces deux programmes comprennent des parties communes et des parties spéciales à la catégorie d'auditeurs auxquels chacun d'eux est destiné.

Aussi bien pour les garçons que pour les femmes et les jeunes filles, l'enseignement est divisé en deux degrés : un degré élémentaire et un degré supérieur, comprenant chacun deux années d'étude, soit au total quatre années pour l'enseignement complet.

Les études du degré élémentaire correspondent aux besoins du commerce purement local, et suffisent pour les employés qui ne doivent être appelés, dans les maisons auxquelles ils sont attachés, qu'à un rôle secondaire.

L'écriture, l'arithmétique, la tenue des livres et la comptabilité, la correspondance commerciale, la géographie agricole, industrielle et commerciale de la France, telles sont les matières principales sur lesquelles doit porter, pour les jeunes gens des deux sexes, le programme de l'enseignement des deux années du degré élémentaire.

A ces matières, nous avons ajouté, mais seulement pour les jeunes gens, la technologie industrielle et commerciale (étude des matières et des procédés de fabrication) si nécessaire pour les employés de commerce qui ont à faire des achats pour le compte de leurs patrons.

Dans les deux programmes, en outre, figure, dès le degré élémentaire, l'enseignement des langues vivantes ; non que nous ayons la prétention d'en exiger la connaissance complète chez les élèves de ce degré, mais simplement afin de fournir aux élèves qui auraient l'intention de pousser leurs études jusqu'au degré supérieur, le moyen de commencer, dès le début, l'étude nécessairement si longue d'une langue étrangère.

Le programme du degré supérieur a un objectif plus étendu. Il a été rédigé en vue du commerce international.

Aux matières déjà enseignées dans le degré élémentaire, et dont l'étude devient plus approfondie, s'ajoutent la géographie industrielle et commerciale de toutes les parties du monde, le droit commercial et des notions d'économie politique.

L'étude des langues vivantes prend, en outre, dans ce degré d'enseignement, une place prépondérante : 4 heures par semaine sur 12 sont consacrées à cette étude.

Les programmes détaillés de chacun des cours sont précédés d'instructions destinées à éclairer les professeurs sur la méthode d'après laquelle ils devront diriger leur enseignement. Ces instructions insistent surtout sur le caractère pratique qu'il importe de conserver à un enseignement qui doit, avant tout, être essentiellement professionnel.

A toute organisation d'études, il faut nécessairement une sanction.

La brochure que j'ai l'honneur de placer sous les yeux de Monsieur

le Préfet, fait mention de deux certificats d'études commerciales correspondant aux deux degrés d'enseignement élémentaire et supérieur, qui seraient délivrés aux élèves des cours après un examen public.

Nous annonçons en même temps aux élèves que chaque année, à la suite de ces examens, l'administration publiera la liste de ceux d'entre eux qui auront obtenu, soit le certificat d'études élémentaires, soit le certificat d'études commerciales, et que cette liste sera communiquée à la Chambre et au Tribunal de commerce, aux Chambres syndicales des diverses industries, ainsi qu'aux principales maisons de banque et de commerce.

Cette mesure aura certainement pour résultat d'exciter l'émulation de nos élèves, et de rendre au commerce un réel service, en lui faisant connaître des sujets distingués dont il pourra réclamer le concours.

Les documents que j'ai l'honneur de soumettre à Monsieur le Préfet, sont complétés par un projet d'arrêté instituant les cours d'enseignement commercial et déterminant les conditions de leur organisation pédagogique et administrative.

Cet arrêté a pour objet, notamment, de fixer le tarif des indemnités qui seraient attribuées aux professeurs. Ces indemnités ont été déterminées, après une étude approfondie, en prenant pour base les traitements attribués aux professeurs des écoles primaires supérieures, à l'enseignement desquelles doit correspondre, comme valeur, notre enseignement commercial.

De même que pour le personnel des écoles primaires supérieures, l'heure de leçon par semaine est prise pour unité, dans ce tarif.

Monsieur le Préfet remarquera, en outre, que d'après le projet d'arrêté, la désignation des professeurs serait confiée au Directeur de l'Enseignement primaire.

Il m'a paru prudent, en effet, au début d'une organisation qui aura à faire ses preuves, de ne pas lier l'Administration envers les professeurs par des désignations officielles et définitives telles que celles qui résulteraient d'arrêtés de nomination en forme.

Les professeurs que nous emploierons sauront ainsi qu'ils ne reçoivent qu'une simple délégation purement temporaire, susceptible de leur être retirée s'ils ne répondent pas à l'attente de l'Administration.

Ce système est celui que l'expérience a toujours fait préférer pour les cours d'adultes.

D'ailleurs, il est bien entendu qu'à l'exception de quelques professeurs de langues vivantes, le personnel des cours d'enseignement commercial sera presque entièrement recruté parmi les maîtres des écoles primaires et les professeurs des écoles primaires supérieures,

c'est-à-dire parmi les personnes appartenant déjà au service scolaire.

Je serai reconnaissant à Monsieur le Préfet de vouloir bien, s'il approuve les propositions contenues dans le présent rapport, revêtir de sa signature le projet d'arrêté ci-joint et m'autoriser à inaugurer, dès le 14 novembre prochain, les cours d'enseignement commercial dans les écoles ci-après désignées, où ils me paraissent avoir les meilleures chances de succès :

COURS POUR LES JEUNES GENS

1 ^{er} Arrond ^t .	École communale de garçons,	rue d'Argenteuil.
3 ^e	—	rue Montgolfier, 1.
4 ^e	—	rue Geoffroy-l'Asnier.
7 ^e	—	rue Chomel.
10 ^e	—	rue Martel.
17 ^e	—	rue des Batignolles.
18 ^e	—	rue de La Vieuville.
20 ^e	—	rue Julien-Lacroix.

COURS POUR LES FEMMES ET LES JEUNES FILLES

1 ^{er} Arrond ^t .	École communale de filles,	rue Molière.
3 ^e	—	rue Volta.
4 ^e	—	rue Geoffroy-l'Asnier.
6 ^e	—	rue du Jardinot.
11 ^e	—	rue Keller.
15 ^e	—	rue de Vaugirard, 149.
17 ^e	—	rue Boursault.
19 ^e	—	rue d'Allemagne.
20 ^e	—	rue Henri-Chevreau.

Paris, le 25 octobre 1881.

*L'Inspecteur d'Académie, Directeur de l'enseignement
primaire du département de la Seine,*

CARRIOT.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

RÉUNION GÉNÉRALE

DES PRÉSIDENTS ET SECRÉTAIRES DES COMMISSIONS LOCALES

Séance du 30 mai 1881.

M. BESANÇON. — Suivant l'usage, l'Administration vient vous faire connaître quelles sont les mesures prises depuis votre dernière réunion.

Les Commissions locales 6, 7, 8 et 9 (Hommes et Dames), ont demandé « qu'on entourât de garanties plus sérieuses le mode de délivrance du certificat d'instruction primaire élémentaire... »

Sur notre proposition, M. le Préfet de la Seine a adressé aux maires des vingt arrondissements de Paris, le 20 février 1881, une circulaire rappelant la responsabilité qui incombe aux instituteurs ou institutrices des écoles publiques, relativement à la délivrance des certificats d'instruction.

D'un autre côté, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce nous a répondu, le 22 juillet 1881, « que la délivrance du certificat d'instruction élémentaire engageant la responsabilité de l'instituteur sans engager celle du maire, celui-ci n'avait pas qualité pour vérifier la valeur dudit certificat. »

La communication de M. le Préfet de la Seine a fait l'objet, le 27 juin 1881, d'une circulaire aux Commissions locales.

La décision de M. le Ministre a été portée à la connaissance des Commissions locales et des maires du département, par une circulaire en date du 28 juillet 1881.

La dix-septième Commission locale (Dames) a proposé (vœu n° 4) « que les Commissions locales échangeassent entre elles les adresses des industriels déménagés. »

La Commission locale n° 5 (Hommes) a exprimé un vœu tendant « à ce que l'Administration servît d'intermédiaire dans la circonstance ».

C'est ce dernier vœu qui a été adopté.

Je dois dire que jusqu'à présent, il ne nous a été adressé aucune communication de ce genre.

La vingt et unième Commission locale (Hommes) et la septième Commission locale (Dames) ont demandé des renseignements sur l'application de la loi aux jeunes filles de 16 à 21 ans : doivent-elles avoir un livret ? De quelles pièces doivent-elles être munies ?

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce a répondu, le 22 juillet 1881 :

« Les prescriptions spéciales de l'article 10 de la loi du 19 mai 1874 n'étant pas expressément obligatoires, relativement aux filles mineures de 16 à 21 ans, ne pourraient, sans inconvénient, servir de base à des procès-verbaux de contravention, en ce qui concerne les ouvrières de cette catégorie.

» Mais il résulte de l'esprit de la loi et de ses dispositions générales, que les inspecteurs ont le droit et le devoir de s'assurer de l'application stricte des dispositions relatives aux filles mineures. Pour cette constatation, ils peuvent réclamer les justifications nécessaires, soit, à défaut du livret que la loi n'a pas rendu obligatoire pour les jeunes filles, l'acte de naissance des ouvrières qu'ils présument être des mineures de 16 à 21 ans, ou toute autre pièce pouvant fournir d'une manière précise et authentique l'indication de leur âge. »

Les Commissions locales ont été informées de cet avis par une circulaire en date du 28 juillet 1881.

MM. Hébrard et Brémant, président et secrétaire de la vingt-deuxième Commission locale, ont demandé « que l'on profitât du prochain recensement quinquennal pour obtenir une statistique des ateliers occupant des enfants et des filles mineures dans le département de la Seine ».

MM. Frère et Songeon, conseillers généraux, ont appuyé cette proposition, qui a été renvoyée à l'examen de la Commission départementale supérieure.

Dans ses séances des 10 octobre et 8 novembre derniers, la Commission a approuvé ce projet, ainsi que le modèle de bulletins spéciaux à employer dans la circonstance. La Préfecture de Police et la Préfecture de la Seine s'entendent, en ce moment même, sur les détails de l'opération, pour laquelle le Conseil général a voté les crédits nécessaires.

Depuis l'Assemblée générale du 30 mai dernier, la Commission départementale supérieure, en raison de la période des élections générales, ne s'est réunie que deux fois, les 10 octobre et 8 novembre.

Il lui a donc été impossible jusqu'à présent d'étudier les autres affaires qui devaient lui être soumises.

Trois circulaires, outre celles que je viens d'avoir l'honneur de vous rappeler, ont été adressées par l'Administration aux Commissions locales, depuis la dernière assemblée générale.

1^o La circulaire du 23 juin 1881 vous a annoncé que les cours de demi-temps de quatre heures et demie à sept heures ne seraient point interrompus pendant les vacances de la présente année scolaire ;

2^o Le 2 juillet 1881, M. le Préfet de Police vous a fait connaître

que les enfants des deux sexes soumis à la loi du 19 mai 1874, pour lesquels les classes spéciales de quatre heures et demie ont été organisées, ne doivent, en aucun cas, être admis aux cours du soir, destinés aux adultes ;

3^o Le 5 septembre 1881, nous vous avons priés de désigner, conformément à la délibération du Conseil général de la Seine, en date du 8 juin 1878, les membres de vos Commissions qui ont montré, en 1880, le plus de zèle et de dévouement dans l'exercice de leurs fonctions.

Il me reste maintenant, Mesdames et Messieurs, à vous faire connaître ceux des avis exprimés par la Commission départementale supérieure, au cours de ses séances des 10 octobre et 8 novembre 1881, qui sont de nature à vous intéresser et dont il n'a point encore été question.

Le 10 octobre, la Commission départementale supérieure a émis le vœu que des exemplaires du Rapport annuel de 1880, sur le service du travail des enfants et des filles mineures dans le département de la Seine, fussent adressés à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, avec prière de les faire parvenir aux Conseils généraux et aux Chambres de commerce de France.

Conformément à ce vœu, la Préfecture de Police a transmis à M. le Ministre 200 exemplaires du rapport précité.

M^{lle} Radu, secrétaire de la quatorzième Commission locale, et M. Porion, secrétaire de la vingt-septième Commission locale, ont été, sur leur demande et du consentement de leurs Commissions respectives, entendus, le 10 octobre, par la Commission départementale supérieure.

M^{lle} Radu a demandé :

1^o L'autorisation officielle de réunir les Commissions locales en Comité d'études ;

2^o S'il serait possible de déposer, dans les mairies, deux registres, l'un pour les garçons, l'autre pour les filles, où seraient inscrites les dates d'entrée des mineurs des deux sexes dans les ateliers, et les dates de sortie. Ces registres seraient tenus à la disposition des Commissions locales et du Service d'Inspection.

Selon l'avis de la Commission départementale supérieure, il a été répondu à M^{lle} Radu, sur la première question, que le droit de réunion appartenant à tous, il ne saurait, dans l'espèce, être accordé d'autorisation.

La seconde question a dû être écartée, la prescription n'aurait pas eu de sanction. Il faudrait une disposition législative nouvelle.

M. Porion a proposé de faire distribuer par l'Inspection les feuilles d'instruction, les affiches de la loi et les feuilles de registre.

M. l'Inspecteur divisionnaire, dont le personnel distribuait déjà les

premières feuilles, s'est empressé d'accueillir cette proposition. Il a donné des instructions à son service dans ce sens, et les trois imprimés en question sont remis, depuis lors, à chaque industriel visité.

L'inspecteur ou l'inspectrice inscrit la date de la visite sur la feuille de registre, et y appose sa signature.

M. Porion a présenté ensuite un projet d'échange réciproque, au moyen de feuilles uniformes, entre l'Inspection et les Commissions locales, des résultats constatés au moment des visites.

Il a demandé, à cet effet, l'adoption de deux cadres, dont il avait dressé le modèle.

L'Administration, d'accord avec M. l'Inspecteur divisionnaire, ayant de son côté préparé un travail et des tableaux pour le même objet, et diverses Commissions locales ayant fait aussi des propositions dans ce sens, la Commission départementale supérieure a renvoyé ces projets à l'étude.

Dans la séance du 8 novembre 1881, M. l'Inspecteur divisionnaire a exposé à la Commission départementale supérieure que le nombre des ateliers de la 2^e section (3^e arrondissement), visités par M^{lle} Trohel, inspectrice, était insuffisant, tandis que celui des ateliers de la 7^e section (10^e, 18^e, 19^e arrondissements), visités par M^{me} Getting, était au contraire considérable.

Il a proposé, pour remédier aux inconvénients résultant de cette inégalité, de comprendre les ateliers de filles du XVIII^e arrondissement dans la 2^e section.

Cette proposition a été approuvée par la Commission départementale supérieure, et elle a reçu son exécution.

M. LE NAIN. — M. le Chef de division vient de nous dire que l'on avait distribué des feuilles ; on ne nous en a envoyé ni à nous, ni à la mairie du XIV^e arrondissement. J'en ai fait demander à la mairie, il n'y en a pas.

M. BEZANÇON. — Il était question des imprimés déposés dans les ateliers par le service d'inspection. — Quant aux feuilles de loi, nous en avons envoyé dans toutes les mairies. Il est arrivé que certaines mairies et certaines commissions locales n'en ont reçu qu'un nombre insuffisant ; nous leur en avons fait parvenir dès que nous en avons été informés. Il en sera transmis, sans délai, à quiconque en fera la demande.

M. LE PRÉSIDENT. — Au sujet du dénombrement et du vœu de faire figurer sur les feuilles une colonne indiquant les enfants occupés dans l'industrie, je dois vous informer que la sous-commission du recensement n'a pas cru devoir adopter cette proposition. Elle a pensé que, par lui-même, le recensement présentera déjà des difficultés considérables et que si l'on multiplie certaines questions, on

n'obtiendra aucun renseignement, par suite des préoccupations fiscales qu'elles amèneront chez ceux qui auront à y répondre.

M. SONGEON. — Nous n'avions pas précisément demandé qu'une colonne particulière fût ajoutée aux feuilles de recensement, qui doivent être uniformes pour toute la France. Ce que nous désirions c'était qu'il fût permis aux employés chargés d'aller dans les maisons déposer les feuilles de recensement, d'y joindre un bulletin, qui, sous leur responsabilité, en dehors du recensement général, serait rapporté par eux avec l'indication des ateliers que pourraient contenir telles ou telles maisons. Il n'est pas nécessaire que, sur ces bulletins, le nombre des enfants employés soit indiqué, il suffit que l'on sache qu'il en est employé dans un atelier; les Commissions locales et l'Inspection feront ensuite les vérifications utiles. Le conseil général a voté avant-hier un crédit pour l'impression des bulletins et pour donner des indemnités aux agents auxiliaires chargés du recensement; mais, il paraîtrait, d'après M. de Heredia, que j'ai entretenu hier un instant de cette question, que le Ministère s'y opposerait. Il y a sans doute là quelque mal-entendu, qu'une entrevue avec le ministre dissiperait probablement.

M. BREMANT. — Je suis l'auteur de la proposition, et, en effet, il n'est pas venu à l'idée de la Commission de demander autant de détails que ceux qui sont indiqués dans la feuille dont M. Songeon a un exemplaire. Nous voulions seulement avoir l'indication des ateliers dans lesquels on emploie des enfants. J'insiste pour que M. Songeon veuille bien porter de nouveau la question devant M. le Ministre.

M. LAPORTE. — Permettez-moi d'insister aussi pour que les feuilles soient remises telles qu'elles ont été rédigées. Nous avons aujourd'hui une occasion unique de faire une statistique sérieuse; les agents de l'Administration n'auront qu'à déposer ces feuilles dans chaque maison; quelle complication de service en résultera-t-il pour eux? Aucune, et grâce à la libéralité du conseil général, ce surcroît de travail leur sera payé. — Les indications seront fournies par les intéressés eux-mêmes; quel inconvénient y a-t-il, dès lors, à leur demander des renseignements exacts et complets?

M. BARBORIN. — Je crois inutile, pour ma part, de faire faire l'enquête que propose M. l'Inspecteur divisionnaire, par cette raison que a loi sur le travail des enfants n'aura plus de raison d'être dans quelques années, dès que l'instruction gratuite et obligatoire aura produit tous ses effets.

M. MÉRICE. — La plupart des renseignements demandés sur les feuilles dont M. Songeon nous montre un exemplaire, sont relevés partout; lorsqu'on fait un recensement, on demande toujours le nom et les prénoms des personnes qui habitent une maison, on

indique aussi leur profession. Si vous avez affaire à un industriel, quoi de plus naturel que de lui adresser deux questions de plus ? J'appuie la proposition de M. l'Inspecteur divisionnaire. (Très bien ! — Aux voix !)

M. LE PRÉSIDENT. — L'Assemblée me paraît d'accord sur ce point qu'il doit être insisté auprès du Ministre, pour que satisfaction soit donnée à cette demande de statistique, dans une limite qui ne complique pas le travail des employés chargés du recensement. (Approbation.)

Nous allons passer maintenant à l'examen des vœux qui ont été proposés par diverses Commissions locales.

Commission locale n° 17 (Dames). Vœu n° 1. — Ce vœu est ainsi conçu : « Toutes les communications, sans exception, adressées aux Présidents et Présidentes des Commissions locales, devront également être adressées aux Secrétaires. »

Ce vœu est adopté avec addition d'un troisième exemplaire pour les archives des Commissions.

Vœu n° 2 : « Demande d'impression d'affiches de la Loi, où seront laissés en blanc les noms des membres du Service d'Inspection et des membres des Commissions locales, à cause des mutations fréquentes du personnel. »

Commission locale n° 22 (Hommes) : « Impression de nouvelles affiches de la loi, portant les noms des membres actuellement en exercice. »

M^{me} DEVÉ. — Madame la Présidente de la Trente-deuxième Commission (Dames), me prie d'ajouter à ce vœu celui-ci : « qu'une partie des affiches déposées dans les Mairies soient cartonnées », pour remettre à certains industriels, aux blanchisseuses, par exemple, qui prétendent ne pas pouvoir les conserver chez elles.

M. LAPORTE. — La loi exige qu'elles soient *affichées*, et affichées veut dire fixées, collées au mur.

M. DE HEREDIA. — Vous savez que les imprimés qui doivent servir à ce renseignement général ont été établis sur les indications données par une Commission spéciale. Le libellé de ces imprimés est arrêté; aussi a-t-on été surpris dans les bureaux du ministère de voir qu'on demandait d'y joindre un nouveau recensement, d'une nature qui n'avait pas été prévue. Or, si mes renseignements sont exacts, depuis le mois de septembre dernier, une circulaire a été adressée à tous les préfets, pour les inviter à s'en tenir rigoureusement au libellé de ces imprimés; c'est en vertu de ce document que M. le Préfet de la Seine a dû refuser le concours des agents spéciaux chargés du recensement. Dans ces conditions, il me paraît bien malaisé de passer outre, et je pense que nous devons nous en tenir à nos propres ressources. Peut-être conviendrait-il de nous

mettre en rapport avec M. le Ministre du commerce, par l'intermédiaire de M. l'Inspecteur divisionnaire, et d'organiser ainsi ce recensement des ateliers?

M. BESANÇON remet à M. de Heredia un modèle du bulletin spécial qui a été préparé pour le recensement relatif à l'application de la loi du 19 mai 1874. Ce bulletin comprendrait, outre les noms, adresses et professions, le nombre des enfants de douze à seize ans, des enfants de dix à douze ans, et des jeunes filles de seize à vingt et un ans occupés dans l'atelier. Il s'agirait d'ajouter deux ou trois chiffres seulement aux indications demandées pour le dénombrement général de la population.

M. DE HEREDIA. — J'ignorais complètement que la Préfecture de Police eût préparé ces feuilles séparées; je croyais qu'il n'était question, c'est une erreur, que d'ajouter une colonne à celles des feuilles générales. Voilà ce qu'on ne veut pas admettre. Rien n'empêche les employés de la Ville, moyennant une gratification, de distribuer des feuilles spéciales et dans ces conditions je serais volontiers de l'avis de M. Laporte; je ne verrais pas d'inconvénient à laisser ce libellé entier.

M. BESANÇON. — Nous avons envoyé à la Préfecture de la Seine 30,000 feuilles spéciales dont vous avez un spécimen entre les mains, et elles nous ont été retournées avec une lettre nous informant qu'il était impossible de demander des renseignements de cette nature.

M. DE HEREDIA. — Nous entretiendrons M. le Préfet de la Seine de cette question.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous reprenons l'ordre du jour.

M. LAPORTE. — La dix-septième Commission locale (Dames) demande l'impression de nouvelles affiches, en laissant en blanc les noms des inspecteurs et des membres des Commissions locales. La Commission n° 22 (Hommes) réclame, d'autre part, la même impression, mais avec les noms des membres actuellement en exercice. Nous nous sommes déjà préoccupés de cette question; sur les affiches qui nous restent et qu'il faut utiliser, les noms des membres et des inspecteurs ont été enlevés. Lorsqu'il y aura lieu d'imprimer d'autres affiches, sera-t-il nécessaire d'y faire figurer les noms des inspecteurs et des membres des Commissions? Je ne le crois pas; il serait préférable de ne publier que le texte de la loi.

M. MÉRICE. — Est-ce qu'on ne pourrait pas ajouter au bas les noms des inspecteurs?

PLUSIEURS MEMBRES. — Les noms peuvent être ajoutés à la main.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous demandez qu'il soit laissé un blanc au bas des affiches, de manière à y inscrire à la main les noms des inspecteurs et inspectrices? Je consulte l'Assemblée sur cette proposition.

(La proposition, mise aux voix, est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — *Vœu n° 3 de la dix-septième Commission locale (Dames).* « Pourquoi l'entrée des ateliers des écoles professionnelles de la Ville est-elle interdite aux Commissions locales? Ces ateliers sont-ils soumis à la loi du 19 mai 1874? Qui est chargé d'y assurer l'application de cette loi? »

M^{me} Devé émet le vœu :

1^o D'avoir le *droit* de visiter tous les ateliers d'apprentissage municipaux ou autres, sur la seule présentation de notre carte de membres de Commission ; *

2^o Que tous ces ateliers, sans distinction, soient soumis à la loi.

M. le Président dit que cette question sera reportée à qui de droit, C'est un vœu qui est émis et auquel on peut prier le Ministre de répondre. (Approbation.)

M. LAPORTE. — En résumé, on doit considérer comme école professionnelle tout établissement d'enseignement où l'on ne tire pas bénéfice de l'objet fabriqué.

M. CHARLES LUCAS. — A l'école du faubourg Saint-Denis, n° 32, on a pu faire un travail à façon, y vendre des objets de couture, ou des fleurs manufacturées, mais pour donner aux élèves, au bout de la quinzaine, une gratification qui s'élève à dix ou quinze centimes par jour, pour chacune d'elles. Je demande si c'est là ce qu'on entend par tirer un bénéfice des objets fabriqués.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est un atelier.

UN MEMBRE. — Avec une condition aggravante : c'est une concurrence.

M. CHARLES LUCAS. — Il y a huit jours à peine, on a distribué aux membres du Conseil municipal un rapport de M. le Sénateur Tolain et un projet de règlement traitant ces questions. Quel inconvénient y a-t-il à ajourner jusqu'à ce que le Conseil municipal ait statué sur ce rapport ?

M. DE HEREDIA. — Je crois que nous parlons là de choses qui n'existent pas. Mon ami, M. Dubois, disait : la Ville doit être la première à se mettre en règle avec la loi ; qu'il me permette de lui répondre que la Ville ne possède pas une seule école professionnelle de filles. Laissons donc la Ville de côté.

Il y a plusieurs écoles qui ont été fondées par les municipalités de tel ou tel arrondissement ; elles ont pris abusivement, il faut bien le dire, cette appellation de municipales ; elles n'ont aucun caractère officiel ; la Ville leur donne seulement une subvention. Quant à celle de la rue du Faubourg-Saint-Denis, ce n'est pas une création du Conseil municipal c'est un établissement libre. Il a été fondé par M. Dubail, l'ancien maire du X^e arrondissement.

M^{me} DEVÉ. — Elle doit donc être visitée.

M. DE HEREDIA. — Pour les ateliers qui existent dans les écoles professionnelles libres, je suis de votre avis, il y a quelque chose à faire; c'est un accord à établir avec la direction de l'enseignement primaire; je crois qu'il y aurait lieu, pour la Préfecture de police, de négocier sur ce point dans cette direction. (Approbation.)

M. LE PRÉSIDENT. — L'Assemblée appuie-t-elle la proposition de M^{me} Devé, dans le sens indiquée par M. de Heredia. (Oui ! oui !)

M. LAPORTE. — Il y aurait lieu alors de supprimer les mots « de la Ville » dans le vœu qui a été lu.

(Le vœu ainsi modifié est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Il reste bien entendu que nous n'avons pas qualité pour apprécier ce qui se fait dans les prisons, mais nous devrions peut-être rechercher ce qu'il y aurait à faire pour que la loi y soit appliquée.

M. BESANÇON. — Une circulaire du ministre de l'agriculture et du commerce, en date du 20 mars 1877, décide formellement que les établissements appartenant à l'État sont en dehors de l'application de la loi du 18 mai 1874.

4^e La dix-septième Commission locale (Dames), demande « qu'un vœu soit adressé à M. le ministre de la justice, afin que les membres des Commissions locales ne soient pas assignés, comme témoins, à la police correctionnelle, dans les poursuites exercées contre les industriels en infraction à la loi du 19 mai 1874. »

M. LAPORTE. — Un industriel ayant refusé sa porte à une dame d'une Commission locale, cette dame s'adressa à la Préfecture et un procès-verbal fut rédigé par le commissaire de police du quartier, qui, naturellement, indiqua dans cette pièce le nom de la personne dont le droit avait été méconnu. Le Parquet poursuit le délinquant et fit citer la plaignante comme témoin, mais elle ne l'a pas été par notre fait; car nous n'indiquons jamais quant à nous, la source de nos renseignements. Si le cas se représentait, il suffirait de nous en prévenir, ou d'en aviser M. le Procureur de la République, qui, j'en suis sûr, s'empresserait galamment de dispenser les dames des Commissions locales de comparaître devant le tribunal.

M. LE PRÉSIDENT. — Les explications de l'inspecteur divisionnaire seront insérées au procès-verbal; c'est un fait particulier qui ne se reproduira pas; il n'y a pas lieu d'insister. (Non ! non !)

Nous passons aux vœux de la « Commission n^o 21 » (Hommes).

Vœu n^o 1 : « Les membres des Commissions locales pourront être admis, sur leur demande, à prendre part, avec voix délibérative, aux réunions générales des présidents et secrétaires. »

M. MARÉ, secrétaire de la vingt et unième Commission. — Il nous a semblé qu'il y avait anomalie à ce que les membres des Commis-

sions locales puissent être admis devant la Commission supérieure, et à ce qu'ils ne puissent pas assister à l'assemblée des présidents et des secrétaires.

On a objecté que les réunions de toutes les Commissions seraient trop nombreuses et qu'il y aurait difficulté à trouver un local suffisant à cet effet. Cet inconvénient serait évité si l'on n'admettait que les membres qui en auraient fait la demande.

Tous les présidents, secrétaires et membres des Commissions se partagent les mêmes travaux; il y a entre eux égalité de labeur; il y aurait injustice à ne pas accorder à tous voix délibérative dans nos réunions, et à imposer aux membres de ces Commissions une situation inférieure.

M. LE PRÉSIDENT met la question aux voix.

(L'assemblée, consultée, décide que les membres des Commissions locales ne seront pas admis aux réunions générales des présidents et secrétaires, mais que les présidents, empêchés, pourront déléguer un membre de leur Commission pour les remplacer.)

M. LE PRÉSIDENT. — *Vœu n° 2* : « Il conviendrait d'insérer dans le Rapport d'ensemble de la Commission départementale supérieure le chiffre des visites de l'Inspection pour Paris, non plus en bloc comme on l'a fait jusqu'ici, mais avec une énonciation particulière pour chaque quartier, et avec distinction de celles faites par l'Inspecteur et de celles faites par l'Inspectrice. » — Ce vœu est repoussé.

Vœu n° 3 : « Interdire aux inspecteurs et inspectrices, quand ils ont accordé à un industriel un délai pour se mettre en règle, de dresser procès-verbal contre lui avant l'expiration de ce délai. » — L'ordre du jour est adopté et le vœu repoussé.

M. LE PRÉSIDENT. — *Vœu 4* : « Il y aurait intérêt à ce que la Préfecture de Police, quand elle signale à l'Inspection une infraction commise par un industriel, voulût bien en informer la Commission locale du quartier où réside cet industriel. »

M. MÉRICE. — Le mécanisme de la procédure dirigée contre un industriel en contravention présente une certaine complication, quand la contravention, ayant lieu sur la voie publique, est relevée par un gardien de la paix. Celui-ci la signale à son chef, qui en informe la Préfecture de Police, laquelle envoie le rapport de l'agent à l'inspecteur, pour dresser procès-verbal.

Nous demandons que, quand la Préfecture de Police est informée d'une infraction à la loi du 19 mai 1874, si elle juge à propos de faire agir l'inspecteur, elle veuille bien donner connaissance de l'affaire à la Commission locale du quartier.

En effet, quand un inspecteur se dérange sur l'avis de la Préfecture, il désire souvent faire preuve d'énergie et d'activité, surtout s'il n'est pas entièrement exempt de reproches à cet égard. Il

n'est alors que trop enclin à dresser procès-verbal, et ce procès-verbal il le fait de suite, d'abord pour ne pas se déplacer deux fois au même sujet ; puis, parce qu'à son retour, l'industriel se serait probablement mis en règle, et le procès-verbal n'aurait plus de raison d'être.

Si la Commission locale était avertie, elle préviendrait en bien des cas par son contrôle une précipitation fâcheuse, et elle assurerait l'observation des prescriptions réglementaires. Elle éviterait ainsi aux industriels des surprises désagréables, et elle garantirait l'Inspection elle-même contre ses propres entraînements. Le nombre des procès-verbaux s'en trouverait sans doute diminué ; mais les poursuites n'atteindraient plus que des industriels véritablement réfractaires et de mauvaise volonté, que frapperait justement la vindicte publique.

(La proposition, mise aux voix, n'est pas adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — *Vœu n° 5* : « Renouvellement de la proposition présentée par la vingt et unième Commission à la réunion générale du 30 mai 1880, tendant à ce que, par extension du § 5 de l'article 18 de la loi du 19 mai 1874, tout procès-verbal dressé par un membre de l'Inspection mentionne l'avis motivé de la Commission locale de la circonscription où la contravention a été relevée. » Ce vœu est rejeté.

Commission locale n° 13 (Hommes). L'administration ne pourrait elle pas faire payer à la Caisse intérieure de la Préfecture de police les allocations semestrielles de cent francs ?

M. BEZANÇON. — Je suis heureux de pouvoir vous donner satisfaction ; j'ai vu à ce sujet le chef de la comptabilité de la Préfecture de Police, et il est entendu qu'à partir du mois de janvier prochain, tous les mandats seront touchés à la Préfecture de Police. (Marques générales d'assentissement.)

M. LE PRÉSIDENT. — On n'insiste pas pour le maintien du vœu ? (Non ! non !)

Commission locale n° 22 (Hommes) : « Le livret d'enfant ne devrait être délivré par le maire que dans les trois cas suivants : 1° si l'enfant est muni d'un certificat d'école, dont la moyenne n'est pas inférieure à la note « assez bien » ; 2° si, n'ayant pas l'instruction suffisante il fréquente les classes de demi-temps ; 3° s'il a dépassé l'âge de 15 ans »

(Le vœu de la Commission locale n° 22, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — *Commission locale n° 19* (Dames) : — Proposition concernant la corporation des chiffonniers.

M^{me} LERCH. — Messieurs, ayant interrogé quelques enfants exerçant la profession de chiffonniers, ils m'ont dit qu'ils fréquen-

taient peu l'école et que leurs parents ne les y envoyaient pas régulièrement. De mon côté, j'ai constaté qu'un certain nombre de ces enfants n'entrent pas dans l'industrie. Ils héritent du goût de l'indépendance qui caractérise leur profession et restent chiffonniers. Cette corporation est nombreuse; chaque membre a son numéro d'inscription à la Préfecture de Police. Il serait facile à l'Inspection de pénétrer dans ce milieu et d'y faire appliquer la Loi de 1874. Ce serait une œuvre à la fois moralisatrice et féconde.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous nous associons tous à la pensée de M^{me} Lerch, mais je ne crois pas que dans le cas qu'elle cite, la loi de 1874 puisse être appliquée. Ces enfants y échappent.

M. LE PRÉSIDENT. — Il ne peut, vous le voyez, être donné aucune suite à la proposition.

Nous passons aux vœux de la *Commission locale n° 8* (Hommes) :

1^o « Unité générale du mode de surveillance et de protection des enfants, au moyen de la remise d'une feuille de service avec souche permettant d'obtenir l'application progressive de la loi, en même temps qu'une statistique exacte des ateliers, des patrons et des enfants. »

2^o « Inscription sur la feuille et la souche des noms et prénoms de l'enfant, du numéro de son livret et de l'indication de l'arrondissement où ce livret aura été délivré. »

3^o « Si l'enfant, abandonnant son livret, quitte le patron qui l'occupe, celui-ci devra en informer, avec toutes indications nécessaires, le Président de la Commission locale de son quartier, dont le siège est à la mairie de l'arrondissement. »

M. LE PRÉSIDENT. — On m'informe que la Commission supérieure est saisie d'une proposition de même nature. Vous êtes invités à joindre la vôtre à celles qu'elle a déjà reçues; il n'est donc pas nécessaire de la développer.

M. LE PRÉSIDENT. — *Commission locale n° 10* (Hommes) :

« Il serait désirable que les membres des Commissions locales fussent autorisés à pénétrer dans les écoles de demi-temps, afin de s'assurer si les enfants indiqués comme fréquentant ces écoles en suivent réellement les cours, et afin de vérifier ainsi l'exactitude des déclarations des industriels. » L'assemblée vote qu'un membre sera délégué à cet effet.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous reprenons l'ordre du jour.

Commission locale n° 16 (Dames) : « Vœu tendant à ce que le service des Commissions locales fasse partie des attributions de la Préfecture de la Seine. »

Ce vœu a été déjà repoussé par l'Assemblée générale de novembre 1880. Est-il appuyé?..

(Non!.. — l'ordre du jour!)

M. LE PRÉSIDENT. — Les *Commissions locales n° 17 et 18* (Hommes)

ont proposé le vœu ci-après : « Prier les membres du service d'Inspection et des Commissions locales d'interroger, au cours de leurs visites, les industriels sur l'heure qui leur semblerait la plus favorable pour la tenue des classes de demi-temps et sur la nécessité d'augmenter le nombre de ces classes. »

(Le vœu, mis aux voix, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — La *Commission locale n° 4* (Dames), demande une discussion et un vote « ayant pour but de déterminer d'une manière définitive si les inspecteurs et les inspectrices doivent être exclus des réunions semestrielles ».

(L'Assemblée, consultée, décide que les inspecteurs et inspectrices n'assisteront pas aux Assemblées semestrielles.

M. LE PRÉSIDENT. — 2^e *Vœu de la 4^e Commission locale* (Dames) : « Lorsqu'un membre de Commission locale aura signalé un fait exigeant le passage de l'Inspection, l'inspecteur ou l'inspectrice sera tenu de vérifier ce fait dans les quarante-huit heures, et le membre de la Commission locale qui l'aura signalé sera appelé à accompagner l'inspecteur ou l'inspectrice dans cette visite. »

La proposition mise aux voix n'est pas adoptée.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

L'ORPHELINAT DES ARTS

ET LES DAMES FONDATRICES

L'art est un combat pour le pain et pour la renommée. Beaucoup y succombent dans la misère et l'obscurité. Quelques-uns, sur le soir de la lutte, entrevoient l'auréole fugitive de la gloire et de l'opulence. Mais épuisés par leurs efforts antérieurs, ils périclitent, entraînant les ébauches de l'édifice dont les fondations inachevées s'écroulent avec eux. Une pitié curieusement indiscrète profane leur tombe par une commisération sans lendemain; puis viennent l'indifférence et l'oubli, jusqu'au jour où l'historien, fouillant dans la fosse des faits contemporains, en exhume les restes de leur personnalité, et répète sur eux le mot d'Hamlet : « *Hélas, pauvre Yorick!* »

Et cependant, ces malheureux ont laissé des enfants, sans argent, sans ressources; des filles livrées à la misère et à ses pernicieuses suggestions; ayant entrevu un monde brillant et spirituel dont elles n'ont retenu que les joies séductrices et la facilité apparente, toutes prêtes à suivre ce chemin encombré qui mène les déclassés par une pente vertigineuse du vice à la honte.

Spectacle bien affligeant pour les artistes arrivés à la fortune et à la considération! Comme parmi eux, il n'est point de parvenus mais des mérites justifiés, leur âme, dépourvue de l'armure de l'égoïsme, saignait douloureusement à la vue de l'enfant d'un camarade terrassé et parfois dégradé par l'infortune.

Souvent, il est à peine besoin de le dire, de généreux essais avaient été tentés : vit-on jamais un malheur même étranger à leur monde se heurter contre l'insensibilité des artistes? Mais, faute d'une direction persistante, ces élans, sans cesse renou-

velés, étaient voués à une infructueuse stérilité. Il fallait une discipline régulatrice à ces cœurs enthousiastes. Ce fut l'œuvre de madame Marie Laurent et de ses dévouées collaboratrices mesdemoiselles Krauss, Croizette, Sarah Bernhardt, Reichemberg, Édile Riquer, Beaugrand, Zulma Bouffar, Thénard, madame Henry Gréville. Munies de l'autorisation que M. le Préfet de police s'était empressé de leur accorder, elles se rendirent le 4 mai 1881 en l'étude de M^e Gentien, notaire à Paris.

Au rebours des usages du théâtre, où le notaire n'intervient qu'au cinquième acte pour consacrer un dénouement heureux, M^e Gentien apparaissait dès le premier, pour dresser le contrat du mariage projeté entre la Charité et la Raison : c'était d'excellent augure pour la fondation.

Du même coup, l'Association de l'Orphelinat des Arts était née et baptisée. S'adressant à un besoin permanent, elle avait une durée illimitée. Provisoirement, son programme s'énonçait en cette règle unique que les petites filles orphelines de père ou de mère artistes, seraient reçues, élevées et instruites gratuitement. Les moyens d'exécution étaient sagement réservés. A la différence de ces législateurs qui improvisent des constitutions toutes faites, les fondatrices laissaient à l'Expérience le soin de tracer les bases d'un futur règlement.

Les adhérents ont afflué : 44 sociétaires perpétuels, 233 fondateurs, 532 sociétaires, soit au total 811 ; la matinée du Trocadéro organisée par mademoiselle Krauss a produit 31,000 francs ; le bal de l'hôtel Continental a également réussi, si bien que défalcation faite de ses dépenses, qui se sont élevées pour l'exercice 1881 à 53,412 fr. 50 c., il restait en caisse 24,563 fr. 65 c. au premier juin et un titre de rente de 600 francs. N'oublions pas à l'actif cette richesse inépuisable que donne le talent stimulé par la bienfaisance.

Le local est intelligemment choisi, 69, rue de Vanves, et approprié à son nouvel usage par un architecte aussi dévoué que zélé. Les professeurs s'enrôlent pour apporter leur concours gratuit. Tout est disposé : il est temps que l'installation soit terminée ; les petites filles arrivent pour trouver la plus touchante hospitalité. Nul ne leur demande leur patrie, car l'art ne connaît pas de frontières ; nul ne jette sur les actes de naissance un coup d'œil indiscret, car celle en qui s'est incarnée la Madeleine de George Sand ne peut admettre des statuts impi-

toyables faisant expier l'injustice du sort à de pauvres Champis. — Tolérance, bonté, liberté de conscience sont la devise de l'OEuvre, et pourvu que la prière de l'enfant monte pure et innocente vers Dieu, on respecte la religion à laquelle la mère l'a empruntée.

Les voici réunies en leur groupe coquet et gracieux ; leur nombre s'élève déjà à 25 ; avec le personnel nous comptons 31 élèves et maitresses. Bien que la maison n'ait qu'un an, il faut songer à l'agrandir ; et pourtant elle compte cinq dortoirs tous flanqués de la petite chambre confortable de la surveillante.

Mais le flot de la jeune population monte sans cesse. Aussi, jamais paysan mangeur de terre n'a convoité le champ du voisin avec l'avidité de mademoiselle Édile Riquer, la vice-présidente de l'Association, lorsque ses regards se portent sur un vaste bâtiment qui s'élève sur un des côtés de l'Orphelinat. Je plains le peintre ou le sculpteur qui chercherait asile en cet atelier ; il serait avant six mois exproprié pour cause de charité privée ; car il faut un réfectoire, un dortoir, une infirmerie plus spacieuse, et ce que femme veut, Dieu le veut.

Une infirmerie, pourquoi faire ? Depuis l'inauguration de l'Orphelinat, on n'a point vu de malades. L'air qui vient de la campagne est si pur, si vivifiant ; les grands arbres séculaires convertissent la cour des récréations en un parc si ombragé pendant la belle saison ! Là-bas, sous ce portique couvert, le professeur de gymnastique donne aux enfants une si belle provision de santé ! L'infirmerie cependant, ce mot sinistre a tout d'un coup chassé les riantes idées ; voilà qu'une de ces dames parle de croup, non point grâce à Dieu qu'il menace la maison, mais il se révèle, dit-on, dans Paris à l'état épidémique. Que faire si le redoutable ennemi venait frapper à cette porte ? Certes, les vaillantes artistes lui tiendraient tête avec l'abnégation qu'elles ont déployée en 1870 dans les ambulances du Théâtre-Français. Mais elles savent que le courage est parfois malheureux... Et soudain, le sourire de la charité satisfaite s'éteint sur les lèvres de mesdemoiselles Édile Riquer et Krauss et je ne sais quel souffle d'anxiété maternelle couvre leur front d'un nuage.

Comment ne serait-il pas vite dissipé ? J'avais omis de noter que c'était la Sainte-Cécile et mon oubli était d'autant plus impardonnable qu'il y avait des signes révélateurs. Au lieu de la robe grise et du tablier noir de tous les jours, les petites pensionnaires portent le grand col blanc et cette robe noire dont

l'étoffe leur a été donnée par mademoiselle Marckel de la Porte-Saint-Martin. Nous sommes donc en cérémonie, il y a un goûter, un baptême de poupée (toute une histoire dont je me reconnais débiteur), le tout dû aux gâteries de madame Claire Lebrun, le professeur de piano. Chez les gens de talent et de cœur, les grands chagrins sont féconds. C'est ainsi que madame Claire Lebrun n'a pu trouver d'adoucissement aux douleurs d'un deuil cruel que dans les leçons données à ces enfants. Elle va recueillir le fruit de ses peines. Les six élèves qui suivent la classe de solfège chantent en l'honneur de sainte Cécile un hymne composé par leur maîtresse pour implorer la protection de leur céleste patronne. — Qui était le plus ému des enfants se faisant entendre par mademoiselle Krauss ou de la grande cantatrice assistant à leurs débuts : c'est ce qu'il eût été difficile de dire. Il est des surprises musicales même pour l'interprète de Meyerbeer et de Gounod. — Après le chœur dont tous ont été ravis, madame Claire Lebrun, en honnête femme qu'elle est, a payé sa dette. Une écolière de huit ans avait été sa collaboratrice. Pendant une absence de la maîtresse, elle avait hardiment pris la baguette du professeur de solfège et initié ses compagnes sur le tableau des types de lecture musicale aux mystères des pauses, des soupirs, des blanches, des noires et des croches. L'honnête professeur a offert à sa suppléante, en manière d'honoraire, une poupée, celle qu'on va baptiser. Les voilà quittes et meilleures amies encore.

Au reste ni le piano ni le chant ne sont ici des arts d'agrément. On ne les enseigne qu'aux fillettes assez bien douées pour y trouver plus tard une profession. Aussi madame Claire Lebrun a-t-elle eu la patience de se faire l'éducatrice des 25 élèves afin de distinguer les aptitudes marquées. Il en est ainsi des 14 enfants qui étudient le dessin et des quatre qui commencent la peinture. Dans la magnifique salle aussi vaste que claire et bien aérée où mesdemoiselles Destigny et Laurent Desrieux donnent des leçons, on veut surtout former des peintres sur porcelaine capables de gagner honorablement leur vie.

En effet, l'Orphelinat des Arts ne saurait être, dans l'esprit des dames patronnesses, une pépinière d'ambitueuses incomprises. Là-dessus les dames artistes et l'excellente directrice, à laquelle elles ont confié l'administration quotidienne sont absolument d'accord. J'entends cette bonne mère de famille s'écrier d'une voix qu'elle s'efforce en vain de rendre sévère : « Allons, mesdemoi-

selles, il faut vous lever : sept heures l'hiver, six heures l'été, c'est raisonnable pour qui n'est point paresseux. Nous n'avons qu'une domestique dans la maison, veuillez donc faire vos lits : c'est presque un plaisir de soulever ce fin matelas, d'épousseter ce sommier que vous devez à la munificence de M. Tucker, et de border ce couvre-pied qui vous défend si bien du froid. — Que les grandes viennent à la corvée ; c'est à chacune son tour ; c'est qu'il ne suffit pas de manier le pinceau, le crayon, la plume ou l'aiguille, de promener ses doigts sur l'ivoire d'un piano. Il faut tenir le balai, le plumeau et le manche de la casserole, laver, repasser, ravauder, tailler et coudre. Ne craignez point, chères délicates, de souiller vos mains ; l'eau coule ici à flots, et voici la salle de bains où s'effaceront les traces du travail. Apprenez l'anglais, mais sachez aussi couper les vêtements. Dans la république des arts, il n'y a que peu d'élues et celles-là, comme les autres, doivent être de bonnes femmes de ménage. En travaillant, vous les petites de 4 à 12 ans, à acquérir l'instruction primaire que vous donne votre bonne institutrice, en étudiant, vous les grandes de 12 à 18 ans, les éléments d'une profession, solfège, piano, dessin, peinture, couture, n'oubliez jamais que vous devez être des ouvrières propres, rangées, modestes et pratiques, se suffisant à elles-mêmes, honorant l'art dont vous êtes les filles adoptives et la pauvreté, votre sœur, si elle doit être la compagne de votre existence. Et puis souvenez-vous de vos intérêts naissants et de ceux de l'institution qui vous a recueillies. Vous savez qu'à chaque certificat d'études, le ministre donne 100 francs à l'établissement et 100 francs à la titulaire. Dès la première année l'une de vous a obtenu ce certificat, une autre a conquis le diplôme d'institutrice. Soutenez donc l'honneur de notre jeune drapeau. — Les produits de votre travail appartiennent pour $\frac{3}{4}$ à l'Orphelinat, pour $\frac{1}{4}$ à vous-mêmes. Augmentez l'œuvre de vos bienfaitrices et le pécule qui formera vos dots. Votre travail, heureuses enfants, en permettant à d'autres de partager le bonheur dont vous jouissez, est à la fois une charité pour autrui, une spéculation pour vous-mêmes. » Tel est le langage qu'on leur tient. Aussi lorsque à 8 et 9 heures du soir toutes grandes ou petites reposent leur jeune et chaste tête, la reconnaissance plus que l'ambition inspire leurs rêves, ou, pour dire vrai, je crois que la plupart s'endorment sans rêver du tout.

C'est là, on ne saurait trop le répéter, le but et l'inspiration des fondatrices : effacer de l'âme de ces enfants les impressions précoces et malsaines qu'elles ont pu recueillir d'une existence antérieure. Aussi la porte se ferme-t-elle inexorablement pour celles qui ont dépassé 12 ans, l'âge des souvenirs durables. Arrière la bienfaisance mal entendue qui recèlerait un germe de contagion ! — « Nous voulons, insistait près de moi mademoiselle Édile Riquer, élever des femmes simples et pures ; artistes, nous ne saurions combattre une vocation éprouvée, mais le talent, nous le savons bien, est l'exception et notre bonheur sera de marier nos pupilles à des maîtres-ouvriers, à des contremaîtres, à des petits commerçants. »

Et madame Marie Laurent n'a été sévère que le jour où elle a surpris une comédienne prématurée se drapant dans un long voile pour prendre une attitude scénique.

Lors de ma visite à l'Orphelinat des Arts, je ne puis dire que j'aie éprouvé une déception de ne pas rencontrer madame Marie Laurent, puisqu'elle était remplacée par mademoiselle Édile Riquer. Mais il m'est bien permis d'affirmer que ce fut pour moi une mauvaise fortune de ne les point trouver toutes deux réunies.

Du moins ai-je eu l'honneur de passer avec madame Marie Laurent quelques instants chez elle.

Écoulant ses récits, recueillant ses conversations que j'ai groupées dans ces lignes, j'ai admiré en elle une femme inconnue du public, et cependant non moins digne de célébrité que la grande artiste. Ses yeux si fiers et si terribles quand ils s'illuminent au théâtre du feu des passions qu'ils expriment, ses traits nobles et virils, ses gestes vifs et nerveux, s'adoucissent, en parlant de ces enfants, dans les affectueuses et tendres caresses de l'amour maternel. Soudain je me suis souvenu de la supérieure de Notre-Dame des Flots de Dieppe, sœur Élisabeth qui reçoit en son cœur les orphelins des pêcheurs morts à la mer et commente à ces apprentis-marins les mots de Dieu et Patrie. — je me suis rappelé la sœur Sainte-Cécile des Batignolles, suivant de ses soins affectueux les enfants des employés des chemins de fer de l'Ouest à travers la crèche, l'asile et l'école, et mon imagination a fondu en une seule ces trois grandes et belles figures de femmes. — Non, ce n'était pas une vaine illusion, mais une réalité grandiose. L'art et la prière, ces deux exalta-

tions de l'âme, le beau et le bien, l'esthétique et la morale séparés par nos faibles entendements, que leur étroitesse réduit à l'analyse et à l'abstraction, ne sont que les aspects divers du sentiment ou de la conscience de l'infini. Comme ces lacs bleus qui se forment au sommet des montagnes dans les cratères des volcans éteints de sources distinctes, mais également pures, le même idéal peut surgir de l'apaisement des passions humaines dans l'âme d'une grande artiste, ou dans celle d'une grande religieuse. Et comme l'essence de la femme est la maternité, l'art et la religion la renvoient avec des forces décuplées vers cette sublime vocation que caractérise *l'Éternel féminin* de Goethe. Le devoir ne se borne plus pour elles à la famille; ce modeste sillon des humbles; il s'agrandit à leur taillé et devient le fleuve majestueux qui féconde de ses eaux les déserts stériles de l'humanité.

A l'œuvre, à votre tour, Messieurs les Artistes ! Ces dames vous ont donné l'exemple. C'est de votre part excès de galanterie d'avoir laissé devancer votre initiative par la leur. A quand l'ouverture de la section de l'Orphelinat des Arts accueillant les petits garçons ? Continuant son rôle immortel, Ève vous offre cette pomme qui contient pour l'infortune le trésor des tendresses infinies. L'heure n'est-elle pas venue pour vous de la partager ?

ERNEST NUSSE,

*Docteur en droit, avocat à la Cour d'appel,
Secrétaire de la Société de protection des apprentis.*

CHAMBRES SYNDICALES

Distribution solennelle des récompenses de la Chambre syndicale d'Horlogerie de Lyon.

Séance publique du 6 novembre 1881.

Le dimanche 6 novembre a eu lieu la distribution des prix aux ouvriers et aux apprentis horlogers.

Cette fête était présidée par M. Verrière, président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie de Lyon, assisté des délégués de la Chambre syndicale de l'Horlogerie de Paris, MM. A.-H. Rodanet, président du syndicat de l'horlogerie de Paris, et de son école professionnelle Margaine, secrétaire, et Redier, membre du Conseil d'administration de l'École d'horlogerie de Paris.

Au bureau ont pris place MM. C. Saunier, rédacteur en chef de la *Revue chronométrique*, Curé, vice-président, Revillon, trésorier, et Hemmel, secrétaire de la Chambre syndicale de l'Horlogerie de Lyon, Midor, membre du Conseil d'arrondissement.

MM. le Préfet du Rhône ; Adolphe Benoist, chef du cabinet de M. le Préfet ; Jacquand, président du Tribunal de commerce ; Millaud, sénateur ; A. Chavanne, A. Ballue, E. Guyot, députés ; Paul Garnier, vice-président de l'École d'horlogerie de Paris ; Sordet, directeur de l'École d'horlogerie de Genève, n'ayant pu assister à la séance, se sont excusés par lettres.

MM. Verrière, Rodanet et Redier ont prononcé des discours dans lesquels ont été évoqués toutes les gloires de l'horlogerie lyonnaise au xvii^e siècle. Les noms de Nourrisson, réparateur de l'église Saint-Jean de Lyon, proscrit après la révocation de l'édit de Nantes et devenu en exil l'horloger de l'électeur de Brandebourg, ceux de Mouton, qui détermina le diamètre angulaire du soleil au moyen du pendule simple, de Dom Pierre de Sainte-Marie-Magdeleine le savant auteur du *Traité d'horlogiographie* sur la construction des cadrans solaires, ont illustré la ville de Lyon. Au xviii^e siècle, le chevalier Charles-Pierre d'Eveux de Fleurien a fait avec Berthoud les premières observations sur l'usage des horloges marines à la mer. Ces exemples du passé sont un gage pour l'avenir. Dans le présent on ne saurait trop applaudir à l'extension de la Chambre syndicale de Lyon, qui vieille seulement de trois ans, fonde des concours aussi utiles et sûrement aussi féconds que la Chambre de Paris. (*Journal de l'horlogerie française*, décembre 1881.)

Chambre syndicale des Fleurs, Plumes et Modes.

Assemblée générale du 11 novembre 1881.

M. Bonni résume ainsi les travaux de la Chambre sur l'apprentissage.

L'apprentissage fut l'objet du travail d'une Commission qui tint de longues séances et qui, dans notre sympathique collègue, M. Chandelet, trouva un éloquent interprète. Ce rapport a donné lieu à une discussion approfondie, pratique, devant tous les adhérents convoqués à cet effet. Il en est résulté d'importantes décisions ; tout d'abord cette conviction que notre fabrication était à la veille de grandes souffrances par suite du manque d'ouvriers habiles. Nos concurrents étrangers fabriquent à meilleur compte que nous, cela est incontestable, et cela par le bon marché de la main-d'œuvre. La lutte sur ce terrain est difficile, elle exige une transformation partielle de notre outillage ; mais là où notre supériorité existe réellement, c'est dans le goût déployé, c'est dans le

fini du produit. Pour conserver cette supériorité il faut des mains exercées, par contre un apprentissage sérieux. La Chambre a donc divisé la question en deux parties. Premièrement, elle a décidé d'adresser aux pouvoirs publics les vœux suivants:

1° Enregistrement gratuit du contrat d'apprentissage, afin d'encourager les contractants à ne pas traiter légèrement ce premier acte de l'adolescent entrant dans la vie ouvrière;

2° Le rétablissement de l'article 9 de la loi de 1854, autorisant le rangement à l'atelier le dimanche par les apprentis internes, afin d'encourager, autant que faire se pouvait, l'internat, qui, seul, permet un apprentissage efficace, et, par cette petite concession, offrir aux patrons une juste compensation pour les lourdes charges que leur impose l'apprenti interne;

3° L'obligation pour le patron occupant des apprentis, à quelque titre que ce soit, d'en faire annuellement la déclaration à la mairie de son arrondissement, et de délivrer à ses apprentis un congé d'acquit.

La première de ces prescriptions a pour but de rendre effective la surveillance du travail des enfants. La loi de 1874, si tutélaire à cet égard, n'a pas rendu les services qu'on était en droit d'en attendre, par l'impossibilité où se trouvent les inspecteurs de connaître exactement ceux qui occupent des apprentis.

Quant à la seconde de ces prescriptions, c'est la mutuelle sauvegarde du patron et de l'apprenti. Elle forcera le patron à bien enseigner sa profession à son élève, elle obligera ce dernier à ne pas rompre, dans un but d'intérêt immédiat, l'engagement librement contracté;

4° L'application du délit de détournement au patron qui prendrait un apprenti sans se faire présenter le congé d'acquit. — Cette prescription est la conséquence naturelle de la précédente;

5° Résiliation du contrat au cas où le patron serait appelé au service militaire actif. — L'adjonction de ce mot actif a été rendu nécessaire par les exigences actuelles du service militaire, la résiliation ne pouvant s'admettre si le patron n'est appelé que pour son service de la réserve ou de la territoriale.

Enfin, la seconde partie résolue par la Chambre touchait au fonctionnement des Sociétés de protection ou d'encouragement qui s'occupent de l'apprenti. Les vœux émis à cet égard ont tout naturellement été adressés à l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes. Ils consistent en la suppression de l'obligation du délégué, en l'abaissement de la cotisation mensuelle des membres formant cette Société; en l'introduction, autant que faire se pourrait, de l'élément ouvrier dans le Conseil d'administration; enfin, en l'établissement de cours théoriques professionnels dans les écoles de la Ville.

En terminant, M. Bonni s'excuse de l'insuffisance de ce compte

rendu, mais il a fait de son mieux, et compte sur l'indulgence de ses collègues.

M. le Président, au nom de la Chambre remercie M. Bonni de son improvisation. Toutefois, il croit devoir faire remarquer, pour qu'il n'y ait pas, malentendu, qu'il ne s'agit que de vœux présentés par la Chambre, mais que les lois actuelles sont toujours en vigueur, par exemple l'article 9 de la loi de 1874 défendant de faire travailler l'apprenti le dimanche.

Chambre syndicale des Emballeurs.

Séance du 13 décembre 1881.

A l'occasion de l'assemblée générale, un des assistants fait observer qu'il serait bon d'aborder, dans cette discussion, la question des apprentis dont le nombre diminue de jour en jour ; cette diminution devant à son dire être causée par les rigueurs de la loi sur le travail des enfants ; la défense d'employer les apprentis le dimanche, même pour le rangement de l'atelier, se trouvant incompatible avec les exigences de notre profession, beaucoup de nos confrères préfèrent employer des hommes de peine que de s'exposer à des contraventions toujours désagréables et souvent très coûteuses. En effet, dans notre industrie, le samedi est généralement un jour de grande occupation, d'où il résulte un grand désordre dans les ateliers le samedi soir, et d'où nécessité absolue de procéder au rangement le dimanche matin ; mais si naturellement on ne peut employer des enfants à ce travail, on cesse d'en occuper et, par conséquent, de faire des ouvriers, ce qui, dans l'avenir, pourra devenir très préjudiciable, tant pour la profession d'emballer que pour toute l'industrie parisienne.

A cette observation, un autre membre fait remarquer que, selon lui, c'est à tort que l'on redoute des contraventions pour le travail du dimanche, le gouvernement lui-même donnant l'exemple. Ne voit-on pas, en effet, toute la journée du dimanche, des enfants au-dessous de seize ans qui, il est vrai n'apprennent aucun état, faire le service de facteur au télégraphe ; donc il lui paraît impossible qu'un industriel encoure une contravention en employant des enfants jusqu'à midi le dimanche, lorsque le fait qu'il signale se passe tous les jours sous les yeux de toute la population parisienne.

Il est en conséquence entendu que, lors de l'assemblée générale il sera discuté de cette affaire et des moyens à employer pour obtenir des modifications à la loi en question.

Chambre syndicale de la Passementerie, Mercerie, Boutons et Rubans.

M. le Président donne communication d'une lettre de la Chambre syndicale de la Dentelle.

« Dans notre dernière séance, nous avons décidé que, pour donner suite à notre projet de création d'une école de dessin professionnelle, nous donnerions un nouveau bal au profit de cette œuvre le 25 février prochain. Nous serions heureux de voir votre Chambre approuver notre décision et se joindre à nous pour ce bal, dont le produit serait affecté à la création en commun d'une école professionnelle.

« Nos deux Chambres se réunissant pour donner ce bal, nous obtiendrions assurément un très joli résultat et pourrions trouver ainsi un premier fonds de caisse sérieux.

« Je vous serai très obligé de vouloir bien soumettre ce projet à votre Chambre en la priant de désigner une commission qui se joindrait à la nôtre pour l'organisation de ce bal, et l'étude de notre projet d'école.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma sincère considération.

« LOISEAU, *Président* (37, rue d'Aboukir). »

M. Jumelle appuie la proposition et rappelle que la Société de l'Union centrale des beaux-arts appliqués à l'industrie, créée en 1861, a eu deux buts auxquels elle est arrivée. Le premier, ramener le dessin à ses bases primitives de manière à donner à l'élève de la sûreté dans le coup d'œil, de la rectitude et de la souplesse dans le mouvement de la main. Dans le dessin, il y a un côté mathématique et scientifique qui a été trop longtemps négligé dans les écoles et auquel on revient aujourd'hui. Le dessin élémentaire et mathématique, autrefois nommé dessin linéaire, peut être enseigné à tous les genres d'industries, c'est la base même du dessin industriel spécial qui peut faire l'objet d'un second enseignement.

Notre école aura donc deux enseignements : l'un élémentaire, l'autre spécial à l'industrie, qui deviendra alors artistique, la passementerie, les dentelles et les broderies ayant avec l'art des rapports qui frappent tous les yeux.

M. Langlois fait observer que, pour réaliser les fonds nécessaires à la création de cette école, une souscription serait peut-être plus fructueuse qu'un bal.

M. Neau appuie cette dernière proposition, disant que les bals sont très multipliés et aussi très dispendieux d'organisation.

M. Jumelle croit qu'un bal aurait plus de chance de succès, attendu que c'est l'usage en France d'associer toujours les dames aux bonnes œuvres, car c'est chez nous qu'on sait faire le bien en s'amusant; puis, les bals font faire des affaires, et les personnes qui ne voudraient pas aller au bal pourraient offrir leurs billets à la jeunesse et faire ainsi un agréable cadeau.

REVUE DE L'ÉTRANGER

PORTUGAL — SUISSE — MEXIQUE

La question de l'enfance abandonnée ou coupable préoccupe également toutes les nations civilisées.

Le Portugal vient de voter une loi le 22 juin 1880 qui met les enfants trouvés ou abandonnés à la charge des comités généraux de district et autres corporations administratives, moyennant une rétribution fixée par les règlements.

Le canton de Saint-Gall en Suisse a édicté une loi plus importante, le 18 novembre 1880, et dont la mise en vigueur a commencé le 6 janvier de cette année.

Les enfants secourus par l'Assistance publique seront élevés dans des établissements spéciaux. Leur placement chez des parents ou chez des tiers, n'est autorisé qu'à titre d'exception et sous la surveillance de l'Administration. Exceptionnellement encore, ils peuvent être placés dans des hospices, mais à la charge d'être séparés des adultes pour le travail, les repas, les récréations et le coucher. Une subvention d'État sera allouée aux communes qui fonderont des établissements spéciaux.

Enfin, au Mexique, le décret du 9 octobre 1880 institue l'École Industrielle des Orphelins, pour les enfants sans ressources, privés de leurs parents ou n'ayant qu'une mère vivant d'un travail manuel ou un père incapable de travailler. L'élève y reçoit l'instruction primaire et l'enseignement d'un métier manuel.

ANGLETERRE

Rapport de M. Schælcher sur l'Enfance abandonnée ou coupable.

On s'occupe depuis longtemps en Angleterre de la question des jeunes délinquants (*juvenile offenders*) et des enfants abandonnés; l'attention publique s'y est encore plus attachée dans les deux dernières années.

En octobre 1880, le ministre de l'intérieur demandait, par circulaire, à tous les magistrats de police leur opinion sur la loi de 1866, qui concerne ces malheureux enfants.

Il existe à Londres, depuis vingt-cinq ans, une Société générale pour réformation et refuge (*reformation and refuge union*), aujourd'hui sous le patronage du prince de Galles. Au milieu de toutes ses œuvres de bienfaisance, elle s'occupe particulièrement des enfants pauvres abandonnés.

A l'occasion de la circulaire ministérielle, dont nous venons de parler, le Conseil de cette Société a tenu une conférence sur le sujet, et le résultat de la conférence a été que les écoles industrielles aujourd'hui en pratique offraient la meilleure voie à suivre pour sauver ces petits malheureux de la ruine. On a montré dans cette conférence que « près de 80 0/0 de ceux reçus dans ces écoles se conduisaient encore bien (*were doing well*) trois années après leur sortie ».

L'opinion universelle en Angleterre est qu'elles ont incontestablement contribué à relever le niveau moral de ce que l'on appelle généralement la basse classe, et de ce qu'il faudrait plutôt appeler la classe la plus pauvre et par suite la moins cultivée.

On compte, à cette heure, à Londres, dix-neuf établissements dont six pour filles, qui sont en réalité, quelques dénominations, différentes qu'ils portent, des écoles industrielles, c'est-à-dire des institutions où les enfants apprennent un état en même temps qu'ils reçoivent l'instruction primaire.

Tous ces établissements sont dus à la charité privée. On y recueille les enfants délaissés, orphelins, sans appui, dénués de tout. Le plus considérable est celui fondé en 1871 par le Dr Barnado dans un faubourg de Londres, sous le titre de *Home for destitute lads and girls* (Asile pour garçons et filles abandonnés).

C'est une institution analogue à celle de l'honorable M. Bonjean chez nous, merveilleusement conduite par la bienfaisance ardente, ingénieuse, pleine d'habileté de l'homme admirable qui l'a fondée.

Nous devons l'avouer, la charité privée fait beaucoup plus en Angleterre que chez nous. Le *home* du Dr Barnado a reçu en donations et souscriptions, durant l'année, du 1^{er} avril 1877 au 31 mars 1878, la somme considérable de 32,424 livres (703,100 francs) et dans l'année suivante 33,754 livres (893,810 francs).

Ayant commencé en 1871 par sauver vingt-cinq de ces pauvres enfants, le docteur a aujourd'hui sous sa garde six cents filles et quatre cent vingt garçons, ramassés, peut-on dire, dans le ruisseau, souvent dans un état de nudité qu'on ne voit qu'en Angleterre, la chair bléme par le froid.

La plupart sont sans parents ou cruellement délaissés, « enfants de personne », ainsi qu'il les appelle, et dont il est devenu le père.

Ils sont là traités comme dans un pensionnat, logés, nourris, vêtus et instruits, la dépense pour chaque enfant revenant par an à environ 16 liv. (400 francs).

Rencontrez-vous un petit malheureux grelottant le soir au coin d'une borne ou sous une charrette dont il s'est fait un toit ; le découvrez-vous dormant sur les pierres d'un bâtiment en construction, vous pouvez le conduire au *home* Barnado. Il y est toujours

bien venu, réchauffé ; il y trouve un bon souper, un bon lit et le lendemain est installé comme un habitant de cet asile ouvert à tous ceux que le monde abandonne.

Les garçons sont tous dans ce vaste établissement, les filles toutes dans une sorte de village situé à 10 milles de la ville et composé de trente petites maisons (cottages) sous la conduite d'une matrone qui doit surtout s'inspirer des sentiments d'une mère.

En les partageant ainsi en groupes un peu circonscrits, le docteur Barnado, qui a le génie de la bienfaisance, vise à leur faire mener autant que possible la vie du foyer domestique.

Chaque cottage devient une grande famille pour celles qui s'y trouvent, et qui ont perdu la tendresse de la petite famille.

En même temps qu'ils apprennent un état dans des ateliers de couture, d'ouvrages à l'aiguille, de tailleurs, de cordonniers, de broisseurs, de menuisiers, filles et garçons reçoivent l'instruction primaire et l'enseignement de la musique vocale.

Outre les professions dont nous venons de parler, il y a chez les garçons une brigade de petits décroisseurs qui se répandent dans la salle après avoir pris leurs leçons d'instruction primaire. Il y a aussi une brigade de *messagers* qui font le métier de petits commissionnaires. Un commerçant a-t-il besoin temporairement d'un garçon proprement habillé pour porter des annonces, des circulaires, il le trouve là.

Ces messagers gagnent 10 shillings par semaine, dont la plus grande partie revient à la caisse de l'asile et dont le reste est laissé, moitié à leur disposition et moitié portée à leur masse.

L'ordre intérieur de l'asile est excellent. On attache un soin particulier à donner aux enfants des habitudes d'ordre, de régularité et de propreté.

Leur toilette du matin se fait au moyen d'un système de jets d'eau courante et non de cuvette, afin d'éviter toute maladie contagieuse. Ils ont un grand bassin de natation dont l'eau est chauffée en hiver.

Sur ces 420 garçons on n'en comptait que 6 à l'infirmerie lors de notre visite, et c'est le chiffre ordinaire. La nourriture comprend de la viande cinq fois par semaine. Le temps est divisé en instruction primaire, instruction professionnelle, et trois heures de récréation.

Les enfants, lorsqu'ils commencent à savoir travailler, reçoivent un petit salaire dont le quart est laissé à leur disposition et les trois autres quarts mis en réserve pour leur former un pécule qu'ils emportent quand ils partent.

L'établissement fabrique presque tout ce dont il a besoin et vend tout ce qu'il produit au prix du marché de la place.

Parmi les récompenses, les garçons ont des permissions de sortie (les filles ne sortent jamais de leur village), et une des punitions est la retenue. Les autres punitions sont la privation du petit salaire et le châtement corporel : « la canne sur le corps habillé et les verges sur le corps nu ». On en use le moins possible, m'a dit M. Felder, un des aides du docteur, qui m'a conduit avec une grande bienveillance dans toute ma visite, mais, hélas ! on en use.

Lorsqu'un des pensionnaires se montre incorrigible, cas très rare, on ne le chasse pas, ce qui serait le livrer aux dangers dont on a voulu le préserver. On le mène devant un magistrat de police, lequel, considérant qu'il va infailliblement tomber dans le vagabondage, l'envoie dans une des écoles de réformation (analogues à nos maisons de correction).

Les pensionnaires de l'asile sont à peu près tous sans parents. Quant à ceux qui en ont un, le docteur fait signer un écrit par lequel il lui abandonne ses droits jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de seize ans, s'engageant, s'il veut le reprendre, à payer tous les frais de son éducation jusqu'au moment où il le reprend. S'il y a désaccord, la question est portée devant le magistrat de police qui décide selon les termes de l'engagement.

Parmi les épaves de la société auxquelles le docteur tend les bras, il s'en rencontre, hélas ! à l'âge le plus tendre ; pour ceux-là il a organisé un refuge dans une campagne de Jersey où ils restent jusqu'à l'âge de dix ans, époque à laquelle ils sont versés dans l'établissement central.

Au résumé, le docteur Barnado entretient aujourd'hui dans son institution 1,020 enfants, filles et garçons, sauvés par son humanité de la souffrance physique, du plus affreux dénuement et du plus grand péril moral. Quel homme a jamais rendu d'aussi éminents services à la société que celui-là ! On le dit d'une modestie extrême. Absorbé par son œuvre, il ne voit personne, ne se montre nulle part. Il ne cherche pas la gloire, mais nul ne l'a mieux méritée que ce digne émule de Vincent de Paul.

Après avoir dit ce que fait en Angleterre la charité privée pour la protection de l'enfance abandonnée, remarquons quelle part y prend l'État et ce que sont les écoles industrielles reconnues comme offrant le moyen le plus efficace de secourir les jeunes infortunés dont nous nous occupons.

Le gouvernement anglais n'en fonde aucune ; il en laisse l'initiative à la bienveillance publique, mais il prête son concours et accorde des subsides aux personnes qui veulent en fonder une.

La responsabilité des accidents de fabrique en Angleterre.

La loi du 7 septembre 1880 (43 et 44, Victoria, chap. 42), vient d'organiser la responsabilité des patrons. L'action en indemnité n'est recevable qu'à la condition que le patron ait été avisé de l'accident dans les six semaines, et que l'action soit intentée dans les six mois, ou dans l'année en cas de mort. Dans cette dernière hypothèse le juge a tous pouvoirs pour relever les ayants droit de l'ouvrier de la forclusion résultant de l'omission d'avis, s'ils lui semblent excusables. L'indemnité ne peut excéder le salaire pendant trois ans d'un ouvrier de même profession dans le même district. Elle ne se cumule pas avec les sommes que le patron pourrait être condamné à payer en vertu d'une autre disposition légale. — Elle est due si le dommage causé résulte : 1° d'un défaut dans le mode du travail ou du matériel employé ; 2° de la négligence d'une personne préposée par le maître à la conduite des travaux ; 3° du fait de l'employé du patron si le dommage résulte de l'exécution de l'ordre donné à l'ouvrier, par cet employé ou son délégué ; 4° de l'omission des employés chargés de faire les signaux sur les chemins de fer. Cette responsabilité cesse si le vice du mode de travail ou d'outillage était caché et impossible à reconnaître pour le patron ; ou si l'accident a été produit par l'exécution d'un règlement légal, ou si l'ouvrier instruit d'une cause possible d'accident a négligé de la révéler au patron qui d'ailleurs l'ignorait.

Les habitations ouvrières en Écosse.

L'acte du 15 mars 1880, modifie la loi de 1875 sur les habitations ouvrières, pose les bases du règlement d'indemnité d'expropriation des maisons insalubres comprises dans l'exécution d'un plan d'amélioration, et pourvoit au logement des ouvriers déplacés sur des terrains autres que ceux occupés par les constructions détruites ou contiguës à celle-ci.

La loi sur le travail des enfants au Massachusetts.

La législation du Massachusetts vient de réaliser un progrès sérieux : désormais, tous ceux qui emploient des enfants, au-dessous de 18 ans, doivent dans l'intérieur de l'usine afficher la durée du travail qu'ils prétendent leur imposer, et si cette limite est dépassée, il y a contravention.

CHRONIQUE

L'INSPECTION ET LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE

Compte rendu sommaire de la séance du vendredi 25 novembre 1881.

PRÉSIDENCE DE M. THOREL

La séance est ouverte à 3 heures sous la présidence de M. Thorel ; MM. Rouzé et Curé, secrétaires.

M. MURAT propose d'inscrire au budget un crédit de 108,750 francs pour frais d'inspection du travail des enfants dans les manufactures.

M. DE HEREDIA. — Je demande que le crédit proposé par M. Murat soit augmenté de 3,300 francs pour la création d'un emploi d'inspecteur principal. Le service de l'inspection est confié à un inspecteur divisionnaire qui a sous ses ordres 17 inspecteurs et inspectrices chargés chacun d'une circonscription comprenant 2 ou 3 arrondissements. Les attributions de ce service déjà très lourd vont être encore augmentées par une loi votée par la Chambre, qui va être soumise prochainement à la sanction du Sénat.

La création d'un emploi d'inspecteur principal allègerait la tâche de l'inspecteur divisionnaire chargé de contrôler le service. Sans doute nos inspecteurs et surtout nos inspectrices s'acquittent de leur devoir avec beaucoup de zèle, mais leur service a besoin d'être surveillé et nous ne pouvons imposer cette surveillance aux membres des Commissions locales. C'est pourquoi j'insiste auprès du Conseil pour que le contrôle soit exclusivement confié à l'inspecteur principal dont je demande la création.

M. HERVÉ. — Je reconnais le bien fondé des observations de M. de Heredia. Il est incontestable que le service d'inspection en question devra recevoir avant peu un nouveau développement, surtout si la loi qui est actuellement en discussion au Sénat est adoptée par lui. Mais je pense, précisément, puis que cette loi nouvelle n'est pas votée, et qu'après ce vote imminent, il sera indispensable d'étudier une nouvelle organisation du service, je pense, dis-je, qu'il convient de ne pas admettre ainsi au pied levé une modification de détail. Dans quelques mois si la loi est votée, la question reviendra devant nous et il sera nécessaire d'améliorer le service ; mais, quoique défectueux et précisément comme le dit M. de Heredia, parce qu'il comprend des fonctionnaires zélés, j'estime que ce service peut encore marcher tel qu'il est pendant un an. Je demande donc qu'il n'y soit fait aucune modification avant que nous connaissions l'état définitif de la législation.

M. JOBBÉ-DUVAL. — Il est bon d'inspecter. Mais si on se met à inspecter les inspecteurs, je ne sais trop où l'on ira. Voilà un inspecteur qui inspecte plusieurs arrondissements et qu'on considère comme surchargé ; en conséquence, on lui retire son service et on lui donne à inspecter tout le département. Je me demande, si dans ces conditions il pourra suffire à la tâche qu'on veut lui imposer.

M. DE HEREDIA. — Si M. Jobbé-Duval avait pu lire tous les documents

imprimés ou non, procès-verbaux de séances, rapports, etc., émanés du service de l'inspection, il comprendrait de suite combien ce service est chargé et combien d'ateliers échappent à son contrôle.

Nous sommes en présence d'une organisation très importante au point de vue des intérêts des enfants. Mais il faut à tout service un contrôle, car il faut compter avec des faiblesses possibles. L'inspection générale que je vous propose d'adopter servira à prévenir ces faiblesses. Le titulaire de ces fonctions ne sera pas plus payé que les autres inspecteurs ; mais il sera déchargé de son service actuel et remplacé par un nouvel inspecteur au traitement de 3,300 francs. Vous savez, Messieurs, avec quelle passion j'ai suivi le développement de l'organisation de ce service d'inspection, combien le Conseil général a fait d'efforts pour l'établir sur les meilleures bases, efforts couronnés de succès, car ce service est admiré même à l'étranger. L'Angleterre a pris modèle sur lui. Voter la création que je propose, ce serait simplement compléter cette belle œuvre.

M. SONGEON. — La création d'un inspecteur général s'impose, surtout si l'on fait attention à une proposition qui sera sous peu soumise au Conseil. Vous savez que le grand but du service de l'inspection est de découvrir les ateliers qui échappent encore à l'action de la loi. La statistique donnée par la Préfecture de police est incomplète. Actuellement son amélioration est poursuivie par les inspecteurs et les membres des Commissions locales, parallèlement au service même d'inspection.

M. FRÈRE. — J'estime que la loi même de 1874, dans son côté pratique, laisse à désirer. Je dépose, en conséquence, le projet de vœu suivant : « Le Conseil émet le vœu que la loi de 1874 soit révisée et mise en rapport avec la pratique, ce qui lui manque absolument. »

M. JOBBÉ-DUVAL. — Je maintiens que si un inspecteur chargé de trois arrondissements est déjà débordé, il ne pourra suffire à inspecter tout le département. Il est impossible de créer des fonctions que l'on sait d'avance ne pouvoir être remplies. Comme M. Hervé, je demande l'ajournement jusqu'au vote, par le Sénat, de la loi nouvelle, et alors, si une réorganisation est nécessaire, nous aurons un fonctionnaire de moins à satisfaire.

M. DE HEREDIA. — La création projetée est tout à fait indépendante du vote de la loi soumise au Sénat. La Commission départementale où siègent neuf membres de ce Conseil, a étudié la question et jugé qu'une amélioration était nécessaire. L'inspecteur général pourra suffire au travail quoi qu'en dise M. Jobbé-Duval, puisqu'il n'aura qu'à contrôler le travail des autres inspecteurs. Je persiste donc dans ma demande de crédit.

M. MATHÉ. — Je propose le renvoi à la 8^e commission de la proposition de M. de Heredia.

M. DE HEREDIA. — J'accepte le renvoi.

Le renvoi à la huitième Commission est prononcé.

Dans sa séance du 28 novembre 1881 et sur le rapport de M. Murat, le Conseil vote 112,050 francs pour les frais d'inspection du travail des enfants dans les manufactures, soit une augmentation de 3,500 francs pour la création d'un nouvel emploi d'inspecteur.

LES GARDERIES D'ENFANTS

Le Comité de la caisse des écoles du dixième arrondissement vient d'examiner une question qui doit intéresser à un très haut point la population tout entière.

On connaît, en effet, l'impossibilité matérielle dans laquelle un grand nombre d'ouvriers se trouvent de veiller sur leurs enfants pendant la journée.

Père et mère partent du logis à 8 heures du matin et ne reviennent de l'atelier qu'à 7 heures du soir. L'enfant, lui, ne va à l'école qu'à 8 heures 1/2, et il en sort dès 4 heures. Que fait-il de 4 à 7 heures ? Il vagabonde, si la famille n'a personne à qui le confier.

Le Comité du X^e arrondissement propose donc la création d'une classe dite de garde, où l'on recevrait les enfants qui se trouveraient dans cette situation particulière.

Cette idée est trop philanthropique pour ne pas être encouragée par le Conseil municipal.

LES CONFÉRENCES DE SOCIÉTÉ DE PROTECTION DE L'ENFANCE OUVRIÈRE DE TROYES

Le dimanche 5 février une intéressante conférence avait lieu dans la grande salle de l'Hôtel de Ville de Troyes, en faveur des enfants des fabriques.

Elle était faite sous le patronage de la *Société de protection de l'enfance ouvrière*, qui se propose d'en donner une chaque mois.

La salle était à peu près remplie et nous y avons compté plus de 180 enfants dont la plupart étaient accompagnés de leurs parents.

Le conférencier était M. le Dr Finot, qui avait choisi pour sujet de sa conférence :

De l'abus des liqueurs alcooliques.

M. Bernot, président de la Société, a ouvert la séance par une allocution où il a fait ressortir l'utilité de ces conférences et les avantages que nos jeunes travailleurs peuvent en retirer, soit qu'elles contribuent à accroître leurs ressources intellectuelles et leurs facultés de travail ou qu'elles servent à développer en eux le sentiment patriotique et à fortifier leur âme contre les entraînements du jeune âge.

M. Bernot a lu ensuite une pièce de vers destinée à être mise en musique pour être chantée par les enfants au commencement de chaque conférence.

Cette pièce nous a paru inspirée d'un grand sentiment patriotique et religieux.

Nous y avons entendu le nom de Dieu et nous en avons retenu ce dernier couplet :

Vivons pour Dieu, le devoir, la patrie,
Car aimer Dieu, le pays, le devoir,
C'est tout aimer, c'est tout savoir.

Nous ne pouvons qu'applaudir à de telles paroles, et nous faisons des vœux pour qu'elles portent leurs fruits et développent dans l'âme des en-

fants les sentiments d'honneur, de patriotisme et de vertu qui font les bons citoyens, les ouvriers honnêtes, les bons pères de famille.

M. le Dr Finot a pris ensuite la parole et a développé son sujet en excellents termes : restant constamment à la portée de son auditoire, évitant les expressions scientifiques qui n'eussent pas été comprises de tout le monde.

Sa parole simple et claire a conquis toute la sympathie de la salle qui applaudi à plusieurs reprises.

Nous pensons que cette conférence aura produit une bonne impression, si nous en jugeons par l'attention avec laquelle elle a été suivie et écoutée.

NÉCROLOGIE

Nous avons le regret d'annoncer à nos lecteurs la mort de notre collègue M. Albert Cécille, manufacturier à Meulan. Il était à peine âgé de 40 ans, et rien ne faisait prévoir à sa famille et à ses amis une fin aussi prématurée. Nous désirons que le souvenir de l'honorabilité de M. Cécille et la sympathie du monde industriel dans lequel il a vécu, atténuent les douloureux regrets que sa mort cause à tous ceux qui l'ont connu.

MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRE PERPÉTUEL

M. Maurice.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du Jeudi 20 avril 1882.

PRÉSIDENCE DE M. FAUSTIN HÉLIE, l'un des Vice-Présidents de la Société.

La séance est ouverte à 8 h. 1/4.

Sont absents, excusés par lettres, MM. *Marjolin, Félix Tournier, Froger de Mauny, Chaix, du Vergier.*

Le procès-verbal de la séance précédente est adopté.

MM. *de Saint-Phalle et Pillivuyt*, membres nouveaux, sont agréés. (V. ci-dessous.)

COMMUNICATIONS. — M. le Président *Faustin Hélie* rappelle à la Société le décès de M. *le Play*, ce dévoué philanthrope qui voua sa vie à solidariser les intérêts des Patrons et des Ouvriers, et qui contribua efficacement à la vulgarisation de la participation, si justement chère à notre collègue M. *Ch. Robert*. La Société voudra sans doute donner un dernier témoignage à la mémoire de cet homme de bien. (*Adhésion unanime.*)

M. *Turney* signale un article du journal *l'Intransigeant* à la date du 14 avril courant, intitulé *Jeanne l'apprentie*. L'auteur fait, de l'apprentissage dans les ateliers, un tableau aussi inexact que repoussant ; les enfants seraient battus, mal nourris, surmenés de travail au delà des heures légalement fixées. On dépeint comme actuels des faits qui n'ont existé à l'état d'abus exceptionnels qu'il y a 50 ou 60 ans.

L'industrie de l'héroïne mise en scène par l'auteur étant celle des plumes, la Chambre syndicale des Fleurs et Plumes, dont les patrons se trouvaient ainsi plus directement visés par cet article, a fait à cette diatribe la seule réponse qu'elle méritât : elle s'est contentée d'envoyer le procès-verbal de sa délibération.

L'article de *l'Intransigeant*, ajoute M. *Turney*, est ou une mauvaise action, ou le fait d'une ignorante imprudence.

M^{lle} Radu, qui a lu cet article, appuie l'observation.

La Société de Protection, témoin des efforts énergiques de toutes les Chambres syndicales en faveur des enfants placés en apprentissage, en particulier de celle des Fleurs et Plumes et de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes déclare s'associer tout entière à la protestation de M. Turney.

CORRESPONDANCE. — Nous avons reçu une lettre de M. le Dr Armand Laurent, nous annonçant que les commissions locales dont le fonctionnement avait jusque-là laissé à désirer à Rouen, vont entrer en pleine activité. — Il faut en remercier M. l'inspecteur divisionnaire Blaise qui a pris une grande part à ce mouvement.

M. Oviève appelle de nouveau l'attention de la Société sur la réglementation préventive des accidents de fabrique et la prie de soutenir cette thèse de son influence.

M^{me} Lekime qui a fondé un orphelinat à Magnanville (Seine-et-Oise) se rappelle à la bienveillance de la Société et exprime le désir de voir ses ateliers visités par quelqu'un de nos collègues que le hasard d'une excursion amènerait dans cette commune. — M. Nusse est prié de déférer à ce désir.

M. Laporte, inspecteur divisionnaire du département de la Seine, a bien voulu nous rappeler les récompenses que la Société est dans l'usage de décerner aux gardiens de la paix qui se montrent les plus utiles surveillants de la loi de 1874. Nous avons remercié M. l'inspecteur de cette bienveillante entrée en relations et nous avons immédiatement écrit par son intermédiaire à M. le Préfet de police dont la réponse est ci-dessous indiquée.

Nous avons reçu un intéressant compte rendu de la situation de l'École professionnelle de Nancy qui prouve que cet établissement est toujours digne de vos encouragements.

Enfin, l'honorable M. Jeantaud, secrétaire de la Commission de direction de l'École patronale professionnelle de la Carrosserie nous a fait parvenir sur cette institution, des documents intéressants dont l'analyse trouvera sa place dans le présent Bulletin.

M. Alexandre Hatet, vice-président du Syndicat général de l'Union des Chambres syndicales de Paris, chargé de faire devant cette assemblée un travail sur la responsabilité des patrons en

matière d'accidents de fabrique, nous a demandé communication des débats qui ont eu lieu sur cette même question soit devant le Comité judiciaire, soit à des séances générales de la Société. Nous nous sommes empressés de lui donner satisfaction.

M. *Bernot*, président de la Société de protection des Enfants travaillant dans l'industrie à Troyes, nous a fait parvenir des détails fort intéressants sur l'Orphelinat de Saint-Martin-des-Vignes près Troyes.

M. *Poan de Sapincourt*, membre correspondant de la Société à Rouen, communique un compte rendu de l'assemblée de l'Association de cette ville en date du 11 novembre 1881, pour prévenir les accidents de fabrique, un carnet de règlement de la maison *A. Pinel fils et C^{ie}* filateurs, au petit Quévilly, près Rouen.

La Société décide qu'il en sera fait analyse pour le Bulletin.

M. le Préfet de police répondant à la lettre qui lui a été transmise le 1^{er} avril par M. le Secrétaire, envoie l'état des agents de la police municipale qui se sont plus particulièrement signalés dans la constatation des infractions à l'article 3 du décret du 13 mai 1875, et remercie la Société des nouveaux encouragements qu'elle se propose d'accorder à ces agents.

La liste est envoyée à la Commission des récompenses.

M. *Bérard* fait observer qu'à la veille du jour où les règlements de surcharge vont être modifiés et complétés par l'indication légale d'un *effort maximum de traction*, il importe de stimuler le zèle et la vigilance des agents dont la mission demandera plus de dévouement encore.

DONS GRACIEUX. — Notre collègue M. *Bérard* nous a annoncé que le Lycée Louis-le-Grand lui avait fait remettre une somme de 400 francs et le Lycée Fontanes une autre de 200 francs à titre d'allocation à la Société. Nous saisissons avec bonheur cette nouvelle occasion de témoigner notre reconnaissance à ces deux Établissements dont le généreux appui nous est si fidèle.

LIVRES NOUVEAUX. — Un livre d'une moralité attachante et d'une gracieuse simplicité nous a été adressé de Nancy ; c'est *Jeanne*, par M^{lle} *Marie Lacroix*. Cette œuvre dédiée aux jeunes filles apprenties mérite un compte rendu spécial qui sera donné dans un article bibliographique. (Voy. ci-dessous.)

BUDGET DE LA SOCIÉTÉ. — Le projet de budget de la Société préparé par M. Roche, l'un des censeurs et accepté par le Bureau, est soumis au vote de la Société.

Chacun des articles du budget, puis l'ensemble, soumis à l'appréciation de la Société par M. le Président *Faustin Hélie*, est accepté par elle. (Voy. ci-après, rapport des Censeurs.)

DEMANDES DE SUBVENTIONS. — Le projet d'allocation de subventions ci-dessous désignées est proposé à l'agrément de la Société sur le rapport favorable du Comité des Censeurs, pour l'exercice 1882.

Assistance paternelle des Fleurs et Plumes . Fr.	200	»
Société de protection des enfants du Papier peint.	200	»
Patronage industriel des enfants de l'Ébénisterie .	200	»
OEuvres diverses de l'abbé Lantiez.	100	»
Société de placement des Orphelins de la Seine. .	100	»
École professionnelle de Nancy.	100	»
École d'Horlogerie.	50	»
Patronage de Notre-Dame-de-Nazareth (M. Vasseur).	100	»
École israélite de la rue des Rosiers	50	»
Concours des apprentis du Papier.	50	»
Société de protection de Troyes	150	»
Association pour l'instruction des Petits Ramoneurs.	30	»
Patronage Saint-Charles.	50	»
Société d'instruction professionnelle et artistique de la Carrosserie	50	»
Orphelinat des Arts.	50	»
TOTAL. . . Fr.	1.480	»

Le crédit alloué par le budget des subventions étant de 2,000 francs, il ne reste plus en fonds libres que 520 francs.

La Société vote les 1,480 francs de subventions diverses ci-dessus détaillées.

LE CONGRÈS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE. — Sur l'invitation de M. *Georges Bonjean*, Président de la Société générale de l'Enfance abandonnée ou coupable, faite à notre Société de participer à un Congrès dit de la « Protection de l'Enfance », la Société vote qu'elle sera représentée à ce Congrès et désigne trois membres à cet effet, MM. *Marjolin*, *Nusse* et *Bérard*; M. *Turney* veut bien accepter la mission de suppléer les délégués empêchés.

TRAVAUX DES COMITÉS. — M. Roche, au nom du Comité de placement, déclare que les travaux de ce Comité suivent leur cours régulier.

M. Faustin Hélie, au nom du Comité judiciaire, expose la solution donnée par ce Comité à la question du travail de nuit des Enfants dans les mines, qui lui avait été renvoyée par la Société. (Voy. le procès-verbal ci-dessous.)

QUESTION A TRAITER. — M. le Président Faustin Hélie donne la parole à M. Nusse pour un rapport sur l'œuvre de M. Georges Bonjean. (Voy. ci-après.)

L'impression de ce rapport est votée et sur la demande de M. Turney, M. le Président prie le Secrétaire de constater les applaudissements qui en ont accueilli la lecture.

La séance prochaine aura lieu le premier jeudi de Juillet 1882.

Question à traiter :

L'Enfance infirme ou incurable à Paris. M. Nusse, rapporteur.

La séance est levée à 10 heures 1/2.

Le Secrétaire de la Société,

ERNEST NUSSE.

RAPPORT DE MM. LES CENSEURS

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS

SUR LA COMPTABILITÉ DE 1881

MESSIEURS,

Conformément à nos statuts, nous venons vous présenter le résultat des opérations financières de notre Société pendant l'année 1881.

L'un des Censeurs a vérifié et contrôlé les pièces de caisse et nous sommes heureux une fois de plus d'exprimer la satisfaction qu'il a éprouvée en constatant la bonne tenue et la scrupuleuse exactitude des écritures de notre Trésorier si dévoué, M. Paul Bérard.

Les recettes s'élèvent à	Fr.	22.196 42
Les dépenses ont été de		22.097 60
Reste en caisse		98 82
Dû par le Comptoir d'escompte.		8.085 95
Notre avoir disponible est de.	Fr.	8.184 77

Le chiffre des recettes est ainsi composé :

En caisse au 1 ^{er} janvier	Fr.	20 92
Cotisations de 1880 payées en 1881		160 »
Montant de 962 cotisations de 1881		9.620 »
Dons : M ^{me} Kœchlin	100 »	
Ville de Paris, subvention de 1880.	1,000 »	
Lycée Louis-le-Grand	300 »	
Lycée Fontanes	200 »	
Ville de Paris, subvention de 1881	1,000 »	
Ministère de l'intérieur	300 »	2.900 »
Dons perpétuels devant être capita-		
lisés :		
Commission locale du VIII ^e arrond ^t	100 »	
M. Nusse	100 »	
M. Renault	100 »	300 »
Vente de livres et bulletins		112 »
Retiré de notre crédit au Comptoir d'escompte en		
1881		8.380 65
Retiré de notre crédit au Comptoir d'escompte		
en 1882, pour solder des dépenses passées		
en 1881		702 85
	Fr.	22.196 42

Voici le compte des dépenses appliquées par services :

Loyer	Fr.	800 »
Appointements de M. Ginestou		800 »
Frais de recouvrements		456 90
Subvention aux institutrices de charité		337 50
Solde des imprimés anciens		2.122 95
Impression et distribution du Bulletin		4.267 90
Convocations, élections et frais d'administration.		1.061 95
<i>A reporter.</i>	Fr.	9.847 20

<i>Report.</i> . . .	Fr.	9.847 20
Comité de placement		934 20
Subventions à diverses Sociétés et secours		1.316 20
Versé au Comptoir d'escompte par caisse		10.000 »
Balance, espèces en caisse		98 82
	Fr.	<u>22.196 42</u>

Liste des sociétés patronnées par la Société, auxquelles il a été accordé des subventions.

Patronage de Nazareth.	Fr.	100 »
Patronage des enfants de l'Ébénisterie		200 »
OEuvre de Notre-Dame-des-Flots à Dieppe (apprentis marins) deux livrets		20 20
Les sœurs de la Providence à Dieppe, Patronage des jeunes apprentis et jeunes ouvriers, École du Filet.		5 »
Patronage Saint-Vincent-de-Paul		100 »
Chambre syndicale du Papier.		50 »
Société de protection des enfants du Papier peint.		200 »
Assistance paternelle des Fleurs et Plumes.		200 »
Chambre syndicale de l'Horlogerie		30 »
Secours à un enfant amputé.		30 »
Association pour l'instruction des Petits Ramoneurs		30 »
Patronage Saint-Charles		50 »
Société de placement des Orphelins des deux sexes.		100 »
Patronage Sainte-Anne.		100 »
Patronage Sainte-Anne de Nancy et frais de poste.		101 »
	Fr.	<u>1.316 20</u>

Résumé de nos opérations avec le Comptoir d'Escompte.

Solde créditeur au 31 décembre 1880 . . .	Fr.	5.896 60
Intérêt de 112 obligations Paris-Lyon, 12 mois, déduction faite du droit de garde.		1.693 30
Intérêt de 76 obligations 3 0/0 Est 12 mois, déduction faite du droit de garde		1.090 60
6 coupons obligations Est 6 mois.		41 32
<i>A reporter</i> . . .	Fr.	<u>8.721 82</u>

	Report. . . Fr.	8.721 82	
Intérêt des capitaux à 1 0/0		93 38	
Versé par Caisse		10.000 »	
Timbres.	2 50		
Achat de 6 obligations 3 0/0 Est.	2.334 60		
Frais de conversion à ces 6 obligations	41 50		
Retiré de notre crédit par Caisse en 1881	8.380 65		
Solde créditeur au 31 décembre 1881	8.085 95		
	Fr.	18.815 20	18.815 20

SITUATION GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

AU 31 DÉCEMBRE 1881

118 obligations Paris-Lyon cotées à 350 francs.	41.300 »	
82 — 3 0/0 Est cotées comme précédemment à 350 francs.	28.700 »	
Solde créditeur au Comptoir d'Escompte.	8.085 95	
Caisse.	98 82	
Total de l'actif.	78.184 77	
Nous devons à Divers:		
Au Comité des accidents de fabrique	2.640 »	
Intérêt à 1 0/0.	26 40	
Pour 3 souscriptions perpétuelles à placer.	300 »	2.966 40
Reste à notre avoir	75.218 37	
L'an dernier nous avions.	66.192 67	
Différence en plus.	8.625 70	
Desquels il convient de déduire	702 85	
retirés de notre crédit au Comptoir d'escompte en 1882 pour solder des dépenses passées au 31 décembre 1881. Reste.	Fr.	7.922 85
R. TURNEY.	F. FOLLOT.	I. ROCHE.
H. LEMOINE.	A. CHAIX.	GROULT.

Cette fois encore, nous sommes heureux d'avoir à vous présenter un exercice en excédent de recettes ;

Nous le devons aux différents Comités qui se sont efforcés de restreindre leurs dépenses, nous le devons également à la mesure prise sur l'initiative de votre Trésorier de fixer à l'avance le budget de chacun de ces Comités.

Ce résultat est d'autant plus heureux, que nous avons eu encore à payer, cette année, une somme assez forte comme solde de l'impression des livres que la Société avait cru devoir éditer pour vulgariser la connaissance de la Loi du 19 mai 1874 sur le travail des Enfants employés dans l'Industrie.

Cette dépense est complètement soldée, elle ne paraîtra pas dans notre projet de budget de 1882.

Nous avons eu jusqu'ici une autre dépense permanente qui a disparu : c'est l'indemnité que la Société accordait aux Institutrices de Charité pour les leçons qu'elles voulaient bien donner dans quelques ateliers où l'application stricte de la loi du 19 mai 1874 aurait amené une véritable désorganisation. Cette œuvre a donné d'excellents résultats, car sur 80 enfants ainsi instruits dans 4 ateliers, 77 ont pu obtenir leur certificat d'école; mais ces leçons que nous étions heureux de rémunérer ont dû être remplacées par l'inscription aux écoles de demi-temps.

Nous avons constaté une notable économie réalisée sur les dépenses administratives par la suppression d'un employé permanent remplacé par des agents temporaires; il en est résulté un petit travail supplémentaire accepté avec dévouement par votre Secrétaire et par votre Agent spécial au siège de la Société.

La dépense relative à l'impression du *Bulletin* a subi une notable réduction, grâce aux efforts de votre Secrétaire, qui a pris la sage mesure de faire paraître l'analyse de certains documents au lieu de les publier *in-extenso*; par l'emploi d'un caractère différent toutes les fois qu'il ne s'agit pas des actes de la Société; enfin par la diminution du chiffre du tirage reconnu trop élevé.

La situation de la Société est donc prospère.

Nous en profitons pour vous proposer, dans le projet de budget que nous allons vous soumettre pour l'année 1882, d'élever le montant des crédits accordés à quelques-uns des services que nous avons nous-mêmes demandé de réduire dans les budgets précédents et qui ont été reconnus insuffisants pendant l'exercice de 1881;

Notamment à l'article Subventions :

Nous ne devons pas oublier que c'est pour nous une heureuse occasion de manifester la sympathie qui nous unit à toutes les Sociétés qui s'occupent des Enfants employés dans l'Industrie ; c'est de plus, pour nous, un moyen de propagande.

Nous proposons de porter l'article Subventions à 2,000 francs au lieu de 1,300.

Au Comité de placement dont les ressources considérablement diminuées l'année dernière, ont dû être dépassées,

Nous proposons de porter le crédit à 800 au lieu de 700.

Bien que le crédit de 5,000 francs, accordé pour l'impression du *Bulletin*, n'ait pas été atteint à beaucoup près, nous vous proposons de laisser le même chiffre pour donner une grande latitude à la rédaction.

Mais nous devons appeler votre attention sur une dépense considérable que vous êtes appelés à voter cette année, c'est la dépense relative à la distribution des récompenses.

Le chiffre consacré à cette solennité, dans les années prospères, a varié entre cinq et six mille francs ;

En 1880, par des raisons d'économie que vous avez approuvées, ce chiffre a été réduit à 1,800 francs, mais il s'est élevé en réalité à 2,366 fr. 50 c.

Considérant que cette distribution de récompenses est notre meilleur moyen d'action et de propagande ;

Considérant l'état prospère de la Société ;

Nous n'hésitons pas à vous proposer de revenir à l'ancien chiffre.

Cette mesure vous permettra d'accueillir un plus grand nombre de demandes de récompenses.

Elle vous permettra de déployer une certaine solennité et de faire un utile appel à la Presse qui nous a été toujours si sympathique.

Nous proposons, pour cette distribution des récompenses, d'adopter le chiffre de 5,000 francs.

Toutes les dépenses proposées laissant encore une latitude suffisante pour les besoins imprévus.

Nous avons l'honneur de vous proposer comme suit le projet de budget pour l'année 1882.

RECETTES

Crédit au Comptoir d'Escompte. Fr.	8.085 95	
Caisse.	98 82	8.184 77
Vente probable de livres.		100 »
Dons probables		2.000 »
Cotisations probables.		9.500 »
Coupons de 118 obligations (Lyon)		1.693 30
Coupons de 82 obligations (Est).		1.172 04
TOTAL . . . Fr.		<u>22.650 11</u>

DÉPENSES

Solde de 1881 aux Institutrices de Charité. . Fr.	240 »
Bulletin	5.000 »
Subventions.	2.000 »
Frais de recouvrement	600 »
Comité de placement.	800 »
Appointements de M. Ginestou	800 »
Loyer	800 »
Convocations, élections et frais administratifs. .	1.000 »
Comité des accidents de fabrique	2.700 »
Souscriptions perpétuelles.	300 »
Fête des récompenses	5.000 »
Intérêts du don Mourceau soit 1,420 francs à	
3.48 0/0 pendant 2 ans	99 06
Balance.	3.011 05
TOTAL . . . Fr.	<u>22.650 11</u>

Mais il convient de déduire de 3,011 fr. 05 c., balance au crédit, la somme de 702 fr. 85 c., sortis du Comptoir d'Escompte en 1882 pour solder les dépenses de 1881.

Cette balance est donc réduite à Fr.	<u>2.308 20</u>
--	-----------------

COMITÉS

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(*Comptes rendus de leurs Travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

Extrait du procès-verbal communiqué par M. TOURNIER, *secrétaire-adjoint*.

Séance du 6 mars 1882.

Présidence de M. *Faustin Hélie*, juge au tribunal de la Seine.

Sont présents : MM. *Faustin Hélie*, *Tournier*, *Tommy-Martin*, *Froger de Mauny*, *Humann*, *Joret-Desclosières*, *Jules Périn*, *Raoul Jay*. M. *Nusse*, absent de Paris, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance ; M. *Milliot* s'est également excusé.

M. le *Président*, avant d'ouvrir la séance, communique plusieurs observations qui intéressent le bon fonctionnement général de la Société ; il estime que ces questions pourraient être reprises en assemblée générale ; mais il a désiré les communiquer à ses collègues du Comité judiciaire pour obtenir leur assentiment et leur concours lors d'une discussion publique.

Le procès-verbal de la séance du 16 janvier rédigé et lu par M. *Tournier* est mis aux voix et adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du travail de nuit pour les enfants employés dans les Mines.

M. *Tournier*, rapporteur, donne une nouvelle lecture de son rapport qui n'avait pas été entendu par plusieurs des membres du comité absents lors de la dernière séance ; il fait suivre cette audition de la communication d'un arrêt de la cour de Douai, réformant un jugement du tribunal de Saint-Omer, et d'un autre arrêt de la cour de Lyon réformant un jugement de Saint-Étienne ; enfin de l'arrêt de cassation du 2 février 1882 cassant l'arrêt de la cour de Douai. — M. *Tournier* donne à la suite de ces communications, connaissance d'une lettre et d'une note de M. *Eugène Tallon*, notre honorable collègue, qui fut le rapporteur de la loi de 1874. M. *Tallon* explique comment la question

du travail de nuit des enfants dans les mines avait été réservée et laissée à l'administration supérieure, qui devait le déterminer par un règlement d'administration publique, ce qui n'a pas été fait, en ce qui concerne cette partie spéciale du travail. L'intention du législateur n'avait pas été de prohiber absolument le travail de nuit; mais seulement d'en faire préciser et limiter les conditions par l'administration.

Une discussion, très intéressante, à laquelle prennent part MM. Raoul Jay, Tommy-Martin, Tournier, Desclosières, M. le Président, M. Périn aboutit à la position des questions suivantes formulées par M. le Président.

I. — *Le travail de nuit pour les enfants dans les mines est-il soumis aux dispositions de la section II de la loi de 1874?*

Cette première question est résolue dans le sens de l'affirmative par la majorité de six voix contre deux.

II. — *Étant admis que la section II interdit, dans l'état actuel de la législation, le travail de nuit des enfants dans les mines, un règlement d'administration publique peut-il, aux termes de l'article 7, permettre sous certaines conditions et dans certaines limites ce travail de nuit?*

Cette question est résolue par l'affirmative à la majorité de cinq voix contre une, deux membres du Comité s'étant abstenus.

M. Raoul Jay estime qu'aucun règlement d'administration publique ne peut modifier les dispositions de la section II.

M. Tournier répond que les expressions de l'article 7 n'auraient aucun sens ou aucune portée, si elles n'étaient éclairées par l'étude des travaux préparatoires.

M. Desclosières dit que les difficultés actuelles qui ont donné naissance aux décisions de justice produites au débat paraissent procéder d'une omission et d'un malentendu. Le législateur de 1874, cela résulte formellement des travaux préparatoires, préoccupé des difficultés particulières inhérentes à l'exercice de l'industrie houillère, avait, en parlant des *conditions spéciales* de cette industrie, réservé à l'administration le soin de régler le travail des enfants. La question du travail de nuit était comprise dans ces réserves.

Le règlement d'administration publique du 12 mai 1875 ne s'en est pas occupé, la cour de cassation le reconnaît expressément dans son arrêt. Cette lacune a-t-elle été intentionnelle,

les auteurs du règlement d'administration publique estimant que la question était suffisamment tranchée par les termes généraux de la loi? ou bien y a-t-il eu omission, auquel cas les termes de l'article 7 laisseraient la porte ouverte à une réglementation. Les arrêts de Douai et de Lyon prouvent que cette réglementation était nécessaire.

MM. Tournier et Tommy Martin admettent non seulement qu'un règlement d'administration publique doit faire cesser l'incertitude qui a dicté les décisions de ces deux cours, mais qu'un tel règlement pourrait modifier les conditions de travail prévues par l'article 5.

M. Jules Périn dépose sur le bureau, pour être insérées dans le *Bulletin*, quatre décisions concernant le travail des enfants et émanées de la cour de Grenoble, du tribunal de Lille, du tribunal de la Seine, de la cour de Paris, 4^e chambre.

M. le Président avait, de son côté, réuni ces mêmes décisions.

La date de la prochaine séance est fixée au lundi 8 mai à 2 heures.

L'ordre du jour est ainsi réglé : 1^o discussion sur le rapport de M. Nusse relatif à la durée du travail dans les manufactures ; 2^o réglementation de l'emploi des mineurs dans les théâtres sur le rapport de M. Faustin Hélie.

La séance est levée à 4 h. 1/4.

ANNEXES

N^o I. — *Le travail de nuit des enfants dans les mines.*

Les enfants employés dans les mines peuvent-ils être considérés comme compris dans l'interdiction du travail de nuit édictée par l'article 4 de la loi du 19 mai 1874?

J'incline à penser que cette interdiction ne concerne pas les enfants de cette catégorie. Mon opinion à cet égard a été confirmée par l'étude des usages mis en pratique dans les exploitations minières de Rive-de-Gier et de Saint-Étienne sur lesquelles mon attention a été souvent appelée, dans l'exercice de mes fonctions d'avocat général à Lyon.

Je crois pouvoir invoquer à l'appui de cette opinion : 1^o en fait, les nécessités des travaux dans les mines ; 2^o en droit, les travaux préparatoires de la loi du 19 mai 1874 ; les textes du décret du

12 mai 1875; l'opinion du Conseil supérieur des mines et celle de la Commission supérieure chargée de l'application de la loi de 1874.

Je précise ces éléments d'appréciation. — Dans la pratique, l'exploitation des mines nécessite un travail presque continu et le travail des enfants y correspond à la durée du travail de l'ouvrier. Un certain nombre d'exploitations faisaient jadis travailler les enfants dix heures sur vingt-quatre heures et pour cela les divisaient en deux équipes : ce système a été à juste titre proscrit par le décret du 12 mai 1875. Dans la plupart des grandes exploitations minières, au contraire, les enfants sont employés huit heures sur vingt-quatre et divisés en trois équipes correspondant à l'emploi de ce temps de travail. C'est ce dernier système qui a été consacré par le décret du 12 mai 1875 avec le tempérament d'un repos d'une heure au moins et la restriction de l'emploi des enfants à certains travaux déterminés.

M. de Freycinet, rapporteur du Comité des arts et manufactures, a nettement précisé les motifs de cette réglementation :

« Les enfants descendent dans la mine ou remontent à la surface au moyen de bennes qui circulent dans les puits d'extraction. Ce relayage des enfants en dehors des heures prévues pour le relayage des adultes, exigerait par conséquent un arrêt spécial dans l'extraction des mineurs, ce qui porterait un préjudice notable à la production. Il faudrait, en outre, faire accompagner ces enfants dans leur descente ou leur ascension, toujours un peu périlleuses; tandis que lorsqu'ils l'effectuent en compagnie des autres ouvriers, leurs parents pour la plupart, ils se trouvent mieux gardés... le relayage des enfants, dans l'intervalle des heures fixées pour le relayage des adultes, offrirait au point de vue de la sécurité même des enfants, plus d'inconvénients que d'avantages. »

« Dès lors, dit-il, on est conduit à accepter pour la durée du travail des enfants dans les mines la durée du travail des adultes. Dans un petit nombre de mines où l'on travaille nuit et jour, et où le service est divisé en deux équipes seulement, la durée du travail effectif est de dix heures coupées par une heure ou deux de repos. Votre commission, conclut-il, pense que la première limite, celle de 8 heures, qui est généralement adoptée, pourrait être inscrite comme maximum dans le règlement. »

Ainsi, M. de Freycinet, tout en critiquant l'emploi de deux équipes de dix heures dans les exploitations travaillant de nuit, se borne à vouloir ramener ces exploitations à l'emploi de trois équipes plus favorable aux ménagements dus aux forces de l'enfant, sans vouloir le moins du monde critiquer ni prohiber le travail de nuit dans les exploitations ainsi aménagées.

Deux raisons pratiques s'opposent d'ailleurs à ce que la prohibi-

tion du travail de nuit soit applicable aux travaux des usines, dans les conditions déterminées par la loi. La première, c'est que tous ces travaux s'effectuant dans les lieux souterrains et à la clarté de la lampe, la distinction du jour et de la nuit ne se présente à l'esprit du législateur que comme une préoccupation secondaire. En second lieu, les heures d'entrée et de sortie des puits d'extraction, ne correspondent nullement avec la délimitation du temps indiquée pour la journée par l'heure du lever et du coucher du soleil. La descente dans les puits s'effectue à quatre heures du matin dans un grand nombre d'exploitations minières.

La préoccupation dominante du législateur en cette matière s'est portée sur deux points : la *durée* et la *nature* du travail quelle que fût son heure de départ. Le décret du 12 mai 1873 a ainsi bien déterminé les travaux interdits aux enfants dans les mines tels que le forage ou l'abatage du minerai; et même pour certains travaux comme la mise en mouvement du ventilateur, il a limité le travail de l'enfant à une durée de 4 heures seulement. C'est là que les sentiments d'humanité ont repris leurs droits contre les nécessités industrielles.

Il est si vrai que la distinction du *jour* ou de la *nuit* n'a point été établie par le décret du 12 mai 1873 qu'à la différence de la loi du 19 mai 1874 qui déclare article 4 : « *tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit* », le rédacteur du décret se borne à dire dans l'article premier : « la durée du travail effectif ne peut excéder 8 heures sur 24 coupées par un repos d'une heure au moins ». On ne précise plus ici, on le voit, la période de temps dans laquelle les 8 heures de travail permises viendront s'adapter, s'encadrer pour ainsi dire dans la durée des 24 heures.

Les travaux préparatoires de la loi du 19 mai 1874, me semblent manifester une opinion conforme à cette interprétation.

Après avoir retracé les analogies entre le travail de nuit et le travail dans les galeries souterraines au point de vue seulement de la nécessité d'une réglementation et non d'une prohibition absolue, le rapporteur fait cette déclaration au sujet des travaux souterrains (1).

« *Certaines dispositions de notre projet, comme celles relatives au travail de nuit, ne peuvent utilement s'appliquer à ce genre d'industrie. Nous avons laissé à des règlements d'administration publique, le soin de déterminer toutes les conditions spéciales du travail des enfants de 13 à 16 ans dans les exploitations souterraines.* »

Cette partie du rapport fait allusion aux dispositions de l'art. 4 du projet qui excluait du travail des mines les enfants de moins de 16

(1) Nusse et Périn, appendice du Commentaire, E. Tallon et Maurice, p. 47.

ans et qui déterminait les heures dans lesquelles se limite le travail de nuit; exclusion et délimitation également inapplicables aux mines.

Le projet de la Commission portait ensuite cette disposition dans son article 7 : « *Les dispositions de l'article 6 sont applicables aux travaux souterrains.* »

Or, l'article 6 s'exprimait ainsi :

« Néanmoins, dans les usines à feu continu les enfants pourront être employés la nuit ou les dimanches aux travaux indispensables. »

Donc il n'était point douteux que dans ce projet, l'exception du travail de nuit s'appliquait également aux mines et aux usines à feu continu, sauf à en faire déterminer les conditions par un règlement d'administration publique.

La rédaction nouvelle de l'article 7 adoptée par l'Assemblée ne vise plus, il est vrai, les dispositions de l'article 6. Mais la seule conséquence que l'on en puisse tirer, c'est que la rédaction définitive de la loi a voulu éviter une assimilation entre les mines et les usines à feu continu, qui répugne un peu, il faut le reconnaître, à la nature des choses; en outre, elle a voulu laisser aux règlements d'administration publique une latitude plus grande d'appréciation.

Or le décret du 12 mai 1875 s'est ensuite prononcé et fait loi en la matière.

On remarque au surplus, dans l'ensemble des discussions devant l'Assemblée, que chaque modification du projet primitif, chaque suppression de ses dispositions a été pratiquée dans un sens moins favorable à la protection et plus conforme au contraire aux usages industriels. Il en fut ainsi de l'abaissement de la limite d'âge de 13 à 12 ans et de l'exclusion des femmes du projet de loi. La modification à l'article 7 ne peut être entendue en un autre sens. En matière de mines, plus qu'en tout autre, les grands intérêts engagés fortement représentés au sein de l'Assemblée, ont fait pencher la balance du côté des usages établis, et des privilèges traditionnels des exploitants.

Un doute plus sérieux s'élèverait sur l'opinion de la Commission supérieure. Les Directeurs des houillères de Saône-et-Loire avaient demandé que les enfants employés dans les galeries à des *remblais*, pussent travailler la nuit, afin d'éviter l'interruption de l'exploitation. La Commission supérieure n'a point été d'avis d'admettre cette tolérance d'une manière générale et permanente. J'estime toutefois que cet avis de la Commission, qui paraît faire présumer une prohibition pour l'avenir, a moins été déterminé sur cette question, par la pensée d'interdire le travail de nuit dans les mines, que par cette autre considération que le travail de *remblai* excédait les forces de

l'enfant et ne rentrait nullement dans la catégorie des travaux auxquels les enfants peuvent être employés dans les mines.

Je ne vois donc pas dans cette décision un motif de me départir de l'opinion que j'ai précédemment émise. J'estime donc être bien fondée en droit la doctrine adoptée par la jurisprudence des cours de Douai et de Lyon.

L'arrêt de la Cour de Cassation rendu sur la même question le 2 février 1882, ne modifie point mon opinion, après examen.

La première considération tirée de l'interdiction du travail de nuit en général dans la loi de 1874 ne peut être sérieusement invoquée à l'égard des industries ayant un caractère exceptionnel, puisque le législateur s'est hâté de signaler ces exceptions et de les soumettre à des règlements spéciaux.

Les *travaux souterrains* rentrent dans cette catégorie ; ils sont énoncés sous une rubrique séparée, et l'article 7 déclare que les *conditions spéciales* de ce mode de travail seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Il n'y a donc aucune induction à tirer du principe général en présence d'une exception nettement réservée. La question se résume à savoir si le décret du 12 mars 1875 s'est occupé du travail de nuit et pour moi, la chose paraît certaine.

Le second argument de la Cour de Cassation sur les travaux préparatoires est entièrement négatif ; il est de plus, inexact, car le travail était prévu dans le projet, cela est certain ; or rien n'indique dans la discussion relative aux travaux souterrains qu'on ait voulu les laisser en dehors de toute prévision légale. Je crois que la jurisprudence de la Cour de Cassation ne prévaudra pas et ne se maintiendra pas sur cette question dans l'avenir.

L'humanité est plus intéressée qu'on ne croit à l'usage du travail des enfants dans les mines à toute heure, sauf à en limiter la durée. Les explosions du grisou, sont le fléau du mineur, chaque enfant a un père ou des frères exposés à ce danger permanent. Or tout le travail des enfants dans beaucoup d'exploitations se réduit à la manœuvre des portes d'aérage et des ventilateurs qui sont le seul moyen efficace pour protéger la vie des ouvriers mineurs.

Ce sont ces raisons pratiques qui imposent encore une nécessité que le temps et le perfectionnement de la science feront sans doute disparaître un jour.

EUGÈNE TALLON,

Avocat général à la Cour d'appel de Lyon.

N^o II. — JURISPRUDENCE. — *Travail des enfants dans les manufactures. Travail de nuit dans les mines.*

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Audience du 2 février 1882.

Présidence de M. BARBIER, président.

L'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures, usines, etc., qui dispose que les enfants ne pourront être employés dans ces établissements, dispose également qu'ils ne pourront l'être dans les mines ou galeries souterraines.

Cassation, après un long délibéré en la chambre du conseil, sur le pourvoi du procureur général de la Cour de Douai, de l'arrêt de cette Cour, chambre correctionnelle, du 14 juin 1881, qui a acquitté le sieur Bureau, directeur des mines de Fléchinelles (*Bulletin*, t. XIV, p. 243.)

M. Sallantin, conseiller rapporteur. — M. Tappie, avocat général, conclusions conformes.

« La Cour,

» Ouï M. le conseiller Sallantin en son rapport, et M. l'avocat général Tappie en ses conclusions;

» Vu les articles 1, 4 et 7 de la loi du 19 mai 1874;

» Attendu qu'il est constant en fait que Bureau, directeur des mines de Fléchinelles, a fait travailler pendant la nuit du 11 février 1881, le jeune Jules Dupuis, âgé de douze ans et demi, dans une des galeries souterraines desdites mines, et qu'en remontant par les boiseries, cet enfant a fait une chute à la suite de laquelle il est mort; que traduit à raison de ce fait devant la juridiction correctionnelle pour homicide par imprudence et contravention à l'article 4 de la loi du 19 mai 1874, Bureau a été condamné par le juge du premier degré; mais que sur son appel il a été relaxé des poursuites, par le motif que, d'une part, il n'aurait commis aucune imprudence, et que d'une autre part, la loi du 19 mai 1874 ne prohiberait pas le travail de nuit des enfants dans les mines.

» Attendu qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a faussement interprété le texte et l'esprit de la loi précitée; qu'en effet, à la différence de la loi du 22 mars 1841, qui ne comprenait pas les mines dans l'énumération des établissements auxquels elle était applicable, la loi du 19 mai 1874 dispose dans son article 1^{er}, que les enfants ne pourront pas être employés à un travail industriel, non seulement dans les manufactures, fabriques, usines et ateliers, mais encore dans les mines, que sous les conditions déterminées dans ladite loi;

» Attendu dès lors que les principes posés dans cette loi doivent

être appliqués d'une manière générale au travail industriel des enfants, que ce travail ait lieu dans les galeries souterraines des mines, ou dans les manufactures et autres établissements énumérés dans l'article 1^{er} ;

» Attendu que l'article 4 porte que les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit, jusqu'à l'âge de seize ans révolus ; que c'est là une règle générale qui s'étend à tous les genres de travaux prévus par la loi, à moins d'une disposition contraire ;

» Attendu que si l'article 6 contient une dérogation à cette règle et permet, dans les usines à feu continu, d'employer des enfants pendant la nuit, ce n'est là qu'une exception imposée par les conditions spéciales dans lesquelles fonctionnent ces usines, et limitée d'ailleurs aux travaux indispensables ;

» Qu'en dehors de ce seul cas, expressément prévu par la loi, le principe général posé dans l'article 4 doit recevoir son application ;

» Attendu, il est vrai, qu'une exception de même nature avait été insérée dans l'article 7 du projet primitif soumis à l'Assemblée nationale, lequel règlementait l'emploi des enfants dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, mais que le paragraphe de cet article, qui assimilait ces établissements aux usines à feu continu, n'a pas été reproduit dans le texte définitif de la loi ;

» Que quels qu'aient été les motifs qui ont amené la suppression de cette disposition, il n'est plus possible, en présence de la rédaction actuelle de l'article 7, de prétendre que l'exception primitivement proposée doit recevoir encore son application ;

» Qu'il faut reconnaître, au contraire, que la règle générale formulée dans l'article 4 doit reprendre son empire, et qu'elle s'étend à tous les enfants employés dans les divers établissements énumérés dans l'article 1^{er} ;

» Attendu que c'est par ce motif que le décret du 12 mars 1875, qui a fixé la durée et la nature du travail des enfants dans les mines, ne s'est pas occupé du travail de nuit ; que ce genre de travail étant prohibé d'une façon absolue par la loi elle-même, le règlement d'administration publique intervenu en vertu de cette loi, ne pouvait contenir sur ce point aucune disposition ;

» D'où il suit qu'en prononçant le relaxe du prévenu, par le motif qu'il n'aurait commis aucune infraction aux prescriptions de la loi du 19 mai 1874, l'arrêt attaqué a faussement interprété ladite loi et en a violé les dispositions ;

» Par ces motifs,

» Casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Douai, le 14 juin 1881 ;

» Et pour être statué sur l'appel formé par Bureau du jugement contre lui rendu par le Tribunal correctionnel de Saint-Omer,

» Renvoie la cause et le prévenu devant la Cour d'appel d'Amiens, chambre des appels correctionnels. » (*Gazette des Tribunaux*, du 3 février 1882.)

Enfant mutilé par un engrenage. — Défaut de surveillance.

Le patron est responsable de l'accident survenu à l'enfant même par suite de l'imprudence de celui-ci, s'il n'était pas surveillé. — Peu importe que ce travail ne soit pas périlleux en lui-même, s'il n'est point exécuté dans un milieu où l'apprenti soit à l'abri de toute chance d'accident. — Il y a faute dans l'emploi d'un enfant dans le voisinage d'une courroie de transmission non susceptible d'être couverte d'un engin protecteur, garantissant l'enfant contre son imprudence (1).

Le tribunal rendit à la date du 20 novembre 1879, un jugement ainsi conçu :

« Le Tribunal,

» Attendu qu'il résulte des documents soumis au Tribunal et notamment de l'enquête à laquelle il a été procédé par le commissaire de police et l'inspection du travail des enfants dans les manufactures, que l'accident survenu le 29 octobre 1878 dans l'usine Ozouf et Leprince et par suite duquel le jeune Goderel a été blessé, a été causé, non par une faute imputable aux défendeurs ou dont ils devraient être déclarés responsables, mais à une imprudence commise par le jeune Goderel lui-même ;

» Que les faits ne sont ni pertinents ni admissibles, étant dès à présent démentis par les documents ci-dessus indiqués ;

» Par ces motifs.

» Sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions à fins d'articulation lesquelles sont rejetées ;

» Déclare la veuve Goderel mal fondée en sa demande, l'en déboute, et la condamne aux dépens. »

M^{me} veuve Goderel a interjeté appel de cette décision. La Cour (5^e ch., 12 décembre 1881, présidence de M. Descoutures), sur les conclusions de M. le substitut du Procureur général, a rendu l'arrêt infirmatif suivant :

« La Cour,

» En ce qui touche Ozouf et Leprince :

» Considérant qu'il est établi, en fait, qu'au cours de l'année 1878, Ozouf et Leprince employaient dans leur usine en qualité d'apprenti, Alexandre Goderel, alors âgé de moins de treize ans, étant né le 9 février 1866 ;

» Qu'en raison du travail spécial dont il était chargé, il était placé dans une position isolée, près d'une cuve, dont il devait surveiller le fonctionnement, et à peu de distance d'une courroie de transmission et de poulies d'embrayage ;

» Que le 29 octobre 1878, à six heures et demie du matin, le bras droit de

(1) Communiqué par notre collègue M. J. Périn.

cet enfant a été saisi par la courroie, entraîné dans son mouvement et broyé de telle sorte qu'il a dû être procédé à la désarticulation du membre ;

» Que cet accident est dû à l'imprévoyance et à la négligence des intimés propriétaires de l'usine ; qu'ils allèguent en vain soit que la courroie ne pouvait pas être couverte ou munie d'un appareil protecteur quelconque, car, dans ce cas, son fonctionnement eût été radicalement impossible, soit que le jeune Goderel étant chargé d'un travail déterminé, n'avait point à s'occuper de la marche de l'organe de la transmission et ne devait point s'en approcher ;

» Que précisément leur faute a consisté à laisser cet enfant seul à proximité de cette courroie, alors qu'il ne pouvait être garanti contre son inexpérience et contre sa propre imprudence, par les mesures de précaution qu'exige la loi ;

Que, dès qu'ils reconnaissent qu'il leur était impossible de les employer ils ont été imprudents d'exposer leur apprenti à un danger dont il n'était préservé par aucun obstacle matériel ;

» Que, d'un autre côté, il ne suffit pas, pour dégager la responsabilité des patrons en pareille matière, que le travail auquel l'enfant est assujéti n'ait en soi rien de périlleux, qu'il faut aussi qu'il soit exécuté dans un milieu où l'apprenti soit à l'abri de toute chance d'accident ayant pour cause le jeu des machines installées dans l'usine ;

» Que la loi du 19 mai 1874, de même que les dispositions du décret du 13 mai 1875, ont eu principalement en vue de sauvegarder l'existence et la santé des enfants admis dans les ateliers industriels, en imposant aux chefs d'industrie l'obligation de prendre des précautions précises et déterminées, et que ces derniers commettent une grave imprudence lorsque la nature de leur outillage ne leur permettant pas de les prendre, ils admettent cependant dans leur usine des enfants trop jeunes pour se protéger eux-mêmes ;

» Que la faute des intimés, dans le cas actuel, est d'autant plus incontestable que le jeune Goderel était d'ordinaire livré à lui-même dans le cours de son travail et n'était l'objet d'aucune surveillance ;

» Qu'ils sont donc responsables de l'accident dont il a été victime et lui doivent, en conséquence, la réparation du préjudice dont il a souffert ; mais attendu que le chiffre de la double indemnité réclamée en son nom est trop élevé ;

» Que des éléments d'appréciation soumis à la Cour et de l'examen de la situation respective des parties il résulte que les dommages-intérêts qui lui sont dus seront équitablement représentés, aussi bien pour le temps écoulé depuis l'accident que pour l'avenir, par une pension annuelle et viagère de 400 francs, que les intimés seront solidairement condamnés à lui payer, à partir du 1^{er} novembre 1878, dans les conditions qui seront fixées dans le dispositif du présent arrêt ;

» En ce qui touche Guyot :

» Considérant que Guyot, simple ouvrier au service des intimés, n'a encouru aucune responsabilité personnelle ; qu'il a dû simplement obéir aux ordres de ses patrons relativement à la distribution du travail dans l'atelier et à l'emploi confié à l'apprenti Goderel ;

» Que c'est avec raison que les premiers juges ont considéré comme mal fondée l'action dirigée contre lui ;

» Par ces motifs,

» Confirme la sentence dont est appel en ce qu'elle a déclaré la dame Goderel mal fondée en sa demande contre Guyot ;

» Infirme, au contraire, ladite sentence en ce qu'elle a déclaré la veuve Goderel mal fondée dans sa demande contre Ozouf et Leprince ;

» Condamne Ozouf et Leprince solidairement à payer à titre de dommages-intérêts à Alexandre Goderel, actuellement mineur, une pension annuelle et viagère de 400 francs, payable de trimestre en trimestre, laquelle commencera à courir du 1^{er} septembre 1878 ; dit que pour assurer le paiement de ladite pension, Ozouf et Leprince seront tenus solidairement de fournir et délivrer dans la quinzaine de la signification du présent arrêt un titre de rente française 3 0/0 de 400 francs, immatriculé en leur nom pour la nue propriété et au nom de A. Goderel pour la jouissance, laquelle rente sera incessible et insaisissable. » (*La Loi*, 13 février 1882.)

Contraventions. — Peine. — Cumul (1).

En cas de contravention à la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, les Tribunaux correctionnels doivent-ils prononcer autant d'amendes distinctes qu'il y a eu de contraventions, et non pas seulement autant d'amendes qu'il y a eu de mineurs employés irrégulièrement.

Cette question, sur laquelle la Cour d'appel de Grenoble vient de se prononcer dans l'arrêt que nous rapportons, divise les Tribunaux. En présence des termes de l'article 23 de la loi du 19 mai 1874, le juge doit sans doute prononcer autant de condamnations qu'il y a eu de mineurs employés. Mais doit-il, lorsque l'emploi du même mineur a été l'occasion de plusieurs irrégularités, appliquer autant de pénalités distinctes qu'il y a eu d'infractions aux prescriptions de la loi ?

Le Tribunal des Andelys (Dalloz, *Recueil périodique* 1880, *Pic* 3, p.23) a jugé le 12 janvier 1878, que l'article 23 de la loi de 1874, disant que l'amende serait prononcée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi, une seule amende devait être prononcée par chaque personne, et non par chaque condition irrégulière de son emploi.

Le Tribunal de Compiègne, au contraire (Dalloz, *Recueil périodique*, même année, même page), a jugé le 3 juin 1879, qu'il y avait lieu de prononcer autant d'amendes séparées qu'il y avait eu de contraventions et qu'on ne saurait induire du texte de la loi qu'une série de contraventions s'appliquant à une même personne ne dût donner lieu qu'à une amende unique.

Le Tribunal correctionnel de Nyons, dont la décision a été réformée par la Cour d'appel de Grenoble, sur l'appel de M. le Procureur

(1) Communiqué par notre collègue M. J. Périn.

général, avait adopté l'opinion du Tribunal des Andelys, dans un jugement du 8 décembre 1881, ainsi conçu :

« Le Tribunal,

» Attendu qu'un procès-verbal a été dressé le 12 novembre dernier par l'inspecteur divisionnaire du travail des enfants et des filles mineures de la quatorzième circonscription contre le sieur Martin;

» Attendu que les faits relatés dans ce procès-verbal ne sont pas imputables audit Martin; que l'atelier est tenu par le nommé Deydier; que ce dernier n'est pas le contremaitre de Martin; qu'il n'est pas sous sa direction; qu'il reçoit la matière première et la rend travaillée; que son travail est rétribué à forfait; qu'il choisit, embauche et paie les ouvriers comme il l'entend;

» Attendu que, dans ces circonstances, le ministère public poursuit Deydier, seul auteur des contraventions constatées;

» Attendu qu'aux termes des articles 1^{er} et 2 de la loi du 19 mai 1874 Deydier ne pouvait employer d'enfants âgés de moins de 12 ans; que son industrie de cordier n'est pas comprise parmi celles où l'emploi des enfants de 10 à 12 ans est autorisé; qu'aux termes des articles 8 et 9 de ladite loi, il était tenu d'exiger certaines justifications relatives à l'instruction primaire; qu'aux termes de l'article 10, il devait exiger des livrets et tenir lui-même un registre; qu'aux termes de l'article 5 du décret du 13 mai 1875, les enfants au-dessous de 16 ans ne peuvent être employés à tourner des roues verticales que pendant une durée d'une demi-journée de travail, divisée par un repos d'une demi-heure au moins;

» Attendu que le chantier de Deydier est en plein air; qu'il ne comporte aucune construction ou établissement pouvant recevoir l'affiche de la loi du 19 mai 1874 et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, ainsi que le prescrit l'article 11 de ladite loi; qu'à l'impossible nul n'est tenu;

» Attendu que les contraventions qui ont fait l'objet du procès-verbal précité ont été commises par suite de l'emploi de trois enfants âgés de moins de 12 ans, savoir : Delhomme Joseph, né le 15 août 1872, Ferréol François, né le 18 janvier 1872, et Ferréol Marius, né le 23 avril 1874;

» Attendu qu'aux termes de l'article 25, la peine prononcée est appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi; qu'il faut conclure de ce texte qu'une seule peine est applicable par enfant, quel que soit d'ailleurs le nombre des irrégularités relevées.

» Attendu qu'il existe en faveur de Deydier les circonstances les plus atténuantes; qu'il est constant qu'il ignorait les dispositions de la loi; qu'aucune application n'en avait encore été faite à Nyons et que si, à raison de cette ignorance, il ne saurait être acquitté, nul n'étant censé ignorer la loi, il doit au moins lui être tenu compte de sa bonne foi par l'application la plus large des circonstances atténuantes; que l'article 29 de la loi de 1874 autorise l'application de l'article 463 du Code pénal;

» Par ces motifs, déclare Deydier coupable d'avoir depuis moins de trois ans, à Nyons, contrevenu à la loi du 19 mai 1874 et au décret du 13 mai 1875, en employant dans son atelier ou chantier de corderie trois enfants âgés de moins de 12 ans, en dehors des conditions légales, et, pour réparation, le condamne à la peine d'un franc d'amende par chaque enfant employé, soit

en tout à la peine de trois francs d'amende, le condamne, en outre, aux dépens, fixe à deux jours la durée de la contrainte par corps. »

Sur l'appel, la Cour de Grenoble, chambre des appels correctionnels, 4 février 1882, a statué ainsi qu'il suit :

« La Cour,

» Attendu que Deydièr a comparu volontairement devant le Tribunal correctionnel de Nyons, sans citation préalable; que seules dès lors les énonciations du jugement précisent les infractions imputées au prévenu, et relèvent les différentes contraventions sur lesquelles les premiers juges ont eu à statuer après les débats contradictoires qui ont précédé le jugement dont est appel;

» Attendu que de cette décision il résulte que Deydièr a contrevenu aux dispositions de la loi du 19 mai 1874 :

» 1° En employant sur le chantier de la corderie qu'il dirige trois enfants âgés de moins de 12 ans révolus (art. 2);

» 2° En les occupant à des travaux excédant leurs forces (art. 12 de la loi et du règlement du 13 mai 1875);

» 3° En les faisant travailler toute la journée, contrairement à l'article 3 de la loi du 19 mai;

» 4° En ne les obligeant pas à suivre les classes d'une école pendant le temps libre du travail (art. 8);

» 5° En omettant de se soumettre aux dispositions de l'article 10, relatif aux livrets personnels à chacun des enfants employés dans les manufactures et chantiers;

» 6° En ayant négligé de faire afficher sur son chantier la loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution;

» Attendu que des débats et de l'aveu même du prévenu devant les premiers juges résulte la preuve matérielle des faits dont le ministère public demande la répression;

» En ce qui concerne les cinq premiers griefs :

» Attendu que le prévenu s'est borné à arguer de sa bonne foi et de son ignorance de la loi, excuses que les principes généraux du droit pénal doivent faire écarter;

» Attendu que, de ce chef, il a soutenu en outre qu'une seule amende pouvait être prononcée contre lui à raison de chacun des trois enfants employés dans son atelier; que le Tribunal de Nyons, par son jugement du 8 décembre 1881, en accueillant favorablement ce système de défense, a fait une fausse application des dispositions de l'article 25 de la loi du 19 mai 1874;

» Attendu, en effet, que la pensée du législateur ressort d'une façon manifeste de l'ensemble de l'article de la loi ci-dessus énoncée; qu'après avoir édicté la peine, le législateur énonce que le fait d'avoir employé des enfants en certain nombre dans des conditions contraires à la loi ne constituera pas une contravention unique, et édicte que *l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes ainsi employées*; mais que, prévoyant le cas où le nombre des contraventions, à raison même du nombre des enfants, arriverait à faire encourir une condamnation qui deviendrait exagérée, il ajoute : *sans que le total de l'amende puisse excéder cinq cents francs*; que la loi a ainsi limité la condamnation maximum que les Tribunaux pourraient prononcer

dans les décisions à intervenir, tout en constatant un nombre quelconque de contraventions d'après les énonciations des procès-verbaux ;

» En ce qui concerne le défaut d'affichage de la loi du 19 mai 1874 :

» Attendu que la contravention à l'article 11 est constante, sans qu'il y ait lieu de s'arrêter au moyen invoqué par les premiers juges pour l'écarter ; qu'entre autres procédés d'affichage, Deydier aurait pu, par exemple, satisfaire aux prescriptions de la loi en employant un poteau qu'il aurait fait agencer dans ce but ;

» Attendu néanmoins que les antécédents du prévenu et sa situation particulièrement intéressante permettent de faire en sa faveur une large application de l'article 29 de la loi du 19 mai 1874 et de l'article 463 du Code pénal ;

» Par ces motifs, statuant par défaut, et faisant droit à l'appel émis par M. le Procureur général envers le jugement du 8 décembre 1881, réforme ledit jugement, et statuant à nouveau :

» Déclare Deydier coupable d'avoir depuis moins de trois ans, à Nyons, commis :

» 1^o Quinze contraventions à la loi du 19 mai 1874, en admettant dans ses ateliers trois enfants âgés de moins de 12 ans révolus, en les employant à des travaux excessifs pour leurs forces, en les faisant travailler pendant un temps plus considérable que le temps permis par la loi, en ne les obligeant pas à suivre des classes et en ne tenant pas les livrets prescrits par l'article 10 ;

» 2^o Une seizième contravention en n'affichant pas dans son chantier la loi du 19 mai 1874 et les règlements administratifs relatifs à son exécution ;

» En réparation, le condamne à une amende de un franc par chaque contravention, soit en tout à seize francs d'amende ;

» Le condamne, en outre, aux dépens,

» Fixe au minimum édicté par la loi la durée de la contrainte par corps.
(*La Loi*, 1^{er} mars 1882.)

Séance du 8 mai 1882.

Présidence de M. *Faustin Hélie*, juge au Tribunal de la Seine,
l'un des Vice-Présidents de la Société.

Sont présents : MM. *Froger de Mauny*, *Nusse*, *Humann*, *Périn*,
Salle, *Tommy Martin*, *Tournier*, *M. Joret-Desclosières*, secrétaire,
s'est excusé de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le Président communique au Comité un arrêt de la Cour d'appel de Grenoble en date du 4 février 1882 (*Sirey* 1882, II, p. 53) décidant que le chef ou gérant d'une industrie poursuivi pour n'avoir pas fait afficher dans son chantier la loi du 19 mai 1874 ne saurait être excusé et renvoyé des fins de la plainte sous prétexte que le chantier étant en plein air l'affichage était impossible.

M. Salle fait part de la formation de sociétés d'apprentissage dont le but est de donner des garanties réciproques et efficaces aux patrons et aux apprentis. A la demande de plusieurs membres il veut bien promettre un rapport sur cet objet.

M. Faustin Hélie donne la lecture de son rapport sur l'emploi des mineurs des deux sexes dans les représentations théâtrales.

Le Comité décide que ce rapport sera imprimé, et que les conclusions en seront discutées à la prochaine séance.

L'honorable rapporteur signale incidemment les programmes du spectacle des *Folies-Bergère*, comme paraissant fréquemment contenir des exercices périlleux exécutés par des enfants.

L'examen de ces faits, qui feront l'objet d'investigations, viendra naturellement avec l'étude précédente.

M. Nusse, avant que l'on procède à la discussion de son rapport sur le projet de loi présenté par M. Martin Nadaud, et voté par la chambre des députés (voir Bulletin de l'année 1882, pages 24 et suivantes), fait connaître au Comité que ce projet a été rejeté définitivement par le Sénat.

Il estime néanmoins que les questions soulevées par la proposition législative méritent toute l'attention du Comité : elles rentrent dans ses attributions et peuvent, dans un cadre différent, être soumises tôt ou tard aux délibérations des deux chambres, une tendance à la revision de la loi du 19 mars 1874 paraissant survivre au vote du Sénat.

M. Tommy Martin prend la parole sur la discussion du rapport. Il fait ressortir la gravité des arguments présentés par M. Tolain sur l'accroissement considérable de la mortalité, causé dans certaines classes d'ouvriers industriels par la durée excessive des travaux. Il en déduit que le but primitif des auteurs du projet, qui était la limitation des heures de travail pour les adultes aussi bien que pour les mineurs, en modifiant le décret du 9 septembre 1848, était sage et utile en soi et qu'il serait à désirer qu'en s'occupant des intérêts des mineurs on en vint à sauvegarder ceux des adultes, comme le commande la solidarité qui existe entre les travaux des uns et des autres.

M. Nusse répond, qu'à son avis, réunir les deux questions c'est courir le risque de n'en résoudre aucune et qu'il est urgent, peut-être, de réglementer la durée du travail des enfants et des femmes. Le décret du 9 septembre 1848, ajoute-t-il, n'a jamais été appliqué. Tout d'abord la nature même des choses

a fait échapper à ses prescriptions, au moyen de règlements particuliers, un grand nombre d'industries qui ne pouvaient s'y soumettre.

Puis on n'a pu méconnaître ce fait que les adultes ont assez de moyens pour protéger leur liberté tout en s'assurant du travail.

Il ne faut pas soulever de nouveau ces difficultés.

M. *Froger de Mauny* demande ce qu'a produit dans la pratique le système des équipes consistant à donner comme aides à un adulte deux mineurs qui se relayent.

M. *Nusse* répond qu'au point de vue de l'éducation intellectuelle et scolaire cela n'a donné que des résultats déplorables. Dans les temps de repos les enfants se livrent à la dissipation et au vagabondage.

M. *Tournier* croit qu'il existe des exceptions dans certaines industries, la verrerie par exemple, où les temps de repos pour les enfants attachés au même ouvrier sont assez courts et assez répétés pour qu'ils ne puissent quitter l'atelier et échapper à la surveillance. Mais les heures de classe interrompent complètement les relais.

Il n'y aurait là, d'ailleurs, que des cas particuliers qui n'ôtent rien de sa valeur à l'observation de M. *Nusse*.

M. *Faustin Hélie* dit que cette distribution du travail est étrangère à nos mœurs, et que les familles d'ouvriers sauraient difficilement en tirer profit pour les enfants.

Le Comité, après avoir entendu un résumé complet du rapport de M. *Nusse*, fait par son auteur, vote l'adoption, sous forme de vœu des trois innovations contenues dans le projet de loi, en modifiant toutefois légèrement la troisième proposition, qu'il formule ainsi :

« Les femmes sont assimilées aux mineurs pour les conditions du travail de nuit »

Le Comité, appelé à présenter un candidat pour le prix d'assistance judiciaire à décerner dans la fête des récompenses du 30 juillet prochain, déclare qu'il n'a pas rencontré de mérites suffisants.

Il avait préalablement émis à la majorité l'avis que ses membres ne sont pas en principe exclus des propositions.

La prochaine réunion du Comité se tiendra le lundi 17 juillet; l'ordre du jour en sera ainsi composé :

- 1^o Discussion du rapport de M. *Faustin Hélie*;
- 2^o Rapport de M. *Salle* sur les conditions légales de la formation des sociétés d'apprentissage.

ANNEXES

Rapport fait au Comité judiciaire sur l'emploi des mineurs des deux sexes dans les théâtres, par M. Faustin-Adolphe Hélie.

Messieurs, deux lois sages et prudentes dans la généralité de leurs dispositions règlent depuis quelques années l'emploi des mineurs des deux sexes dans les travaux industriels et aussi dans les professions ambulantes de saltimbanques et d'acrobates. Si l'exécution de ces lois est poursuivie avec zèle, si les magistrats en font une application vigoureuse, nul doute que les mœurs et la santé de la jeunesse ne soient par là garanties et sauvegardées d'une manière efficace. Mais les mœurs de la jeunesse, sinon sa santé, sont bien plus exposées dans une profession que le goût de notre temps pour le luxe et les plaisirs semble mettre à part, et qu'on ose à peine réprimander et réprimer dans ses exigences et ses écarts. Vous avez bien voulu me charger de rechercher quelles mesures pourraient être prises au sujet de l'emploi des mineurs des deux sexes dans les théâtres.

Une expérience universelle et plusieurs fois séculaire est là pour nous apprendre que, sauf de rares exceptions, les mœurs des jeunes gens qui entrent dans la profession de comédien sont promptement sinon immédiatement perdues. Sur ce premier point je ne pense pas qu'il y ait des contestations sérieuses. Second point : le législateur a-t-il le droit de protéger les mineurs des deux sexes et la société contre un tel danger par des mesures préventives ? Il l'a fait dans les travaux industriels et dans les exercices des saltimbanques et des acrobates. Pourquoi n'aurait-il pas le même droit relativement aux représentations dramatiques ? Le droit est le même, sans aucun doute. On objecterait peut-être que dans ses mesures préventives sur les travaux industriels et les exercices des saltimbanques et acrobates, le législateur a surtout en vue la préservation de la santé, tandis que dans les représentations dramatiques, la santé des mineurs court beaucoup moins de risques que leurs mœurs. Cela est vrai ; mais le législateur dans les deux lois de 1874 n'a pas seulement voulu préserver la santé, quoique ce but ait été le principal, il a voulu aussi préserver les mœurs de la jeunesse, particulièrement dans la seconde loi relative aux saltimbanques et acrobates. Si donc le but d'une loi préventive contre l'emploi des mineurs dans les théâtres est principalement, presque exclusivement si l'on veut, le

maintien des bonnes mœurs, néanmoins le législateur ne sortira pas en la faisant, du rôle qu'il a pris dans ces deux lois de 1874, exécutées et appliquées déjà depuis plus de sept ans.

On objecterait peut-être encore qu'aucune loi n'ayant été portée jusqu'ici sur cette matière, quoique le théâtre soit dans notre pays si populaire, si répandu depuis plus de trois siècles, c'est apparemment que nos craintes sont exagérées et même chimériques. La réponse à cette objection est, si nous ne nous trompons, péremptoire. Aucune loi n'a été jusqu'ici nécessaire, malgré l'antiquité du péril, par la raison que jusqu'à l'année 1864 les entreprises théâtrales et les représentations des ouvrages dramatiques ont été soumises presque sans intervalles à la surveillance préalable de l'autorité administrative ou municipale. Cette surveillance préalable s'exerçant avec un pouvoir absolu sur toutes les parties de la profession théâtrale, a pu facilement prévenir les abus ou les réprimer. Depuis 1789 jusqu'à 1806 le système de l'autorisation préalable ayant été ou suspendu ou mollement appliqué, il faut lire dans le rapport du ministre de l'intérieur qui a précédé le décret réglementaire du 8 juin 1806 quel était à notre point de vue spécial l'état moral des théâtres après cette longue expérience : *les entrepreneurs de théâtre, dit le ministre, attirent le peuple par des spectacles grossiers ou pervertissent l'enfance par de prétendues écoles qui enlèvent des sujets utiles à la société, sans jamais former des sujets utiles à l'art.* La surveillance préalable de l'autorité est donc rétablie avec rigueur par ce décret de 1806. Elle a duré jusqu'au décret réglementaire du 6 janvier 1864, sauf un intervalle de deux ans de 1848 à 1850. Depuis ce décret de 1864, la censure il est vrai continue de s'exercer sur les pièces, mais les entreprises théâtrales sont libres ; elles sont affranchies de toutes les conditions préalables que l'autorité pouvait auparavant leur imposer, particulièrement en ce qui concerne l'emploi des mineurs des deux sexes : elles ne sont plus assujetties qu'aux règlements de police en ce qui concerne l'ordre, la sécurité et la salubrité publics.

Nous n'avons pas à peser ici les avantages et les inconvénients du système de l'autorisation préalable. Nous voici placés depuis 1864 sous un régime nouveau. Les dangers que l'ancien système écartait en fait sont imminents. Vous n'avez pas oublié, Messieurs, combien de fois nos collègues, dans ces dernières années, vous ont signalé l'emploi des mineurs des deux sexes dans les théâtres de Paris et c'est à la suite de ces constatations que vous m'avez chargé du présent rapport.

Deux dispositions législatives, il est vrai, existent déjà sur l'emploi des mineurs dans les théâtres. La première est écrite dans le décret précité du 6 janvier 1864. Un article de ce décret interdit les théâtres

d'acteurs-enfants. Je fixerais volontiers le terme de l'enfance à 12 ans accomplis. Vous apercevez de suite qu'il ne suffit pas de protéger les mineurs de 13 ans. C'est précisément après cet âge que dans notre matière le danger commence. La seconde disposition est tirée de la loi de 1874 sur les professions ambulantes. On a précédemment soutenu dans les discussions de notre Comité que l'interdiction prononcée par cette loi s'appliquait aux tours de force périlleux et exercices de dislocation imposés aux mineurs de 16 ans même sur les théâtres permanents, même dans les ballets de l'Opéra. Mais cette interprétation de la loi de 1874 fut-elle adoptée et devint-elle unanime, n'aurait pas une efficacité suffisante puisqu'elle ne préserverait la jeunesse que jusqu'à 16 ans et seulement dans les tours de force, jamais dans les représentations dramatiques. Ainsi ces deux dispositions sont sans force. La jurisprudence a aussi essayé de son côté de protéger ici les mineurs. Elle exige que l'engagement dramatique des mineurs soit approuvé non seulement de leur père ou tuteur, mais encore d'eux-mêmes. Elle admet en outre que les mineurs sont restituables contre leur propre consentement quoique régulièrement donné. Ainsi un arrêt de la Cour de Paris du 5 janvier 1828 a annulé, sur la demande d'une fille mineure alors âgée de 16 ans, un engagement que cette fille avait signé à l'âge de 12 ans avec le consentement de sa mère, par le motif qu'à cet âge la mineure n'avait pu apprécier les dangers de l'engagement contracté par elle. Il s'agissait d'un engagement de danseuse à l'Ambigu-Comique. Il ne vous échappera pas que cette jurisprudence n'est que répressive, et que les mesures préventives sont seules efficaces.

En 1849, un projet de loi fut soumis au Conseil d'État par le gouvernement d'alors, ayant pour but de réglementer les théâtres. Le projet tel qu'il fut adopté par le Conseil d'État donnait la liberté aux entreprises théâtrales, ainsi qu'a fait depuis le décret de 1864. En même temps le projet réglait l'emploi des mineurs dans les théâtres, puisque cet emploi, par suite de la suppression de l'autorisation préalable, n'allait plus avoir de surveillance. C'est ce que le décret de 1864 a oublié de faire. Donc le projet défendait qu'aucun mineur de 13 ans parût dans une représentation théâtrale à moins d'une autorisation spéciale. Le projet n'eut pas de suite.

Je vous propose, Messieurs, d'aller plus loin et d'exprimer le vœu que par disposition législative, aucun mineur de 18 ans dans les deux sexes ne puisse paraître dans aucune représentation théâtrale à moins d'une autorisation spéciale et individuelle des préfets ou des maires. L'objection qui serait tirée des nécessités de l'art dramatique ou chorégraphique nous touche peu, quand même cette objection serait fondée. En réalité, elle ne l'est pas, et l'autorisation spéciale et individuelle suffit pour satisfaire aux nécessités légitimes de l'art dra-

matique. Quant aux ballets de l'Opéra, nous ne voyons aucun motif avouable pour que les mineurs de 18 ans y figurent. Vous penserez aussi sans doute qu'une conséquence nécessaire serait l'interdiction de toute représentation publique dans les écoles de chant et de déclamation telles que le Conservatoire de Paris.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE

Notre correspondant de Rouen, M. *Poan de Sapincourt* veut bien nous communiquer le rapport par lui adressé à l'Assemblée générale de l'Association pour prévenir les accidents de fabrique, tenue le 11 novembre 1881.

MESSIEURS,

Chargé par MM. les membres du Conseil d'administration de la mission d'organiser le service d'inspection de votre Association, je me fais un devoir de leur exprimer de nouveau ici toute ma gratitude pour ce témoignage de confiance.

Je veux aussi remercier MM. les Manufacturiers et leurs directeurs du bon accueil que tous m'ont fait, non seulement en facilitant, autant qu'il était en leur pouvoir, mes visites, mais en acceptant et en appliquant les conseils que je leur apportais; plusieurs d'entre eux nous ont même adressé des remerciements.

Ces marques de bienveillance m'ont été de précieux encouragements dans la tâche que j'avais entreprise, avec beaucoup de bonne volonté et d'espoir, sans doute, mais sans m'en dissimuler la délicatesse.

Messieurs, nos premiers essais ont dû nécessairement être prudents, non seulement parce que nous avions beaucoup à faire, mais encore parce que nous avons voulu, en appliquant l'expérience de nos devanciers, développer la nôtre et nous exercer méthodiquement et sûrement à voler de nos propres ailes.

Depuis longtemps, les Bulletins de l'Association pour prévenir les accidents de machines, de Mulhouse, nous avaient instruit, par les travaux qu'ils renferment, des utiles applications qu'on pouvait en faire en Normandie.

Voulant nous mettre à même de compléter ces renseignements et d'étudier sur place le fonctionnement des appareils de sûreté, votre Conseil d'administration nous envoyait, au mois d'avril 1880, en Alsace, où M. Engel Dollfus, l'éminent président de l'Association de Mulhouse, et l'inspecteur, M. Wolfhügel, nous réservaient le meilleur accueil.

Sous la conduite de notre collègue, cicérone aussi obligeant

que compétent, nous pûmes visiter nombre d'établissements de filatures en coton et en laine, tissages, impressions, blanchiments et papeteries.

Les explications et démonstrations données à l'aide des appareils industriels, par M. Wolfhügel et MM. les Directeurs des fabriques, nous ont permis de prendre des notes sur bien des cas particuliers, qui ne peuvent naturellement prendre place dans la description générale d'un engin.

Nous eûmes à nous rendre compte du fonctionnement, de l'inspection et du travail de bureau.

Un rapport sur notre voyage a été présenté à MM. les membres du Conseil; c'est le premier travail technique qui a suivi notre entrée en fonction.

A notre retour, l'installation du bureau faite, nous avons de suite commencé nos inspections.

Nos visites, depuis le 25 mai 1880 jusqu'au 31 décembre 1880, ont été au nombre de 46.

Toutes ont été suivies d'un rapport spécial. Nous n'avons pas la prétention d'entrer ici dans le menu des observations que nous avons notées, ni des diverses applications que nous avons eu l'occasion de conseiller. Nous nous sommes efforcé surtout de répandre la pratique de l'Association de Mulhouse; toutefois, nous avons pu étudier des modifications spéciales d'appareils connus et rechercher même des moyens nouveaux, dont certains ont été appliqués avec succès.

Les questions qui nous ont occupé ont donc été multiples et complexes. Nous avons pensé qu'il était indispensable, pour vous les présenter d'une manière utile, d'y introduire un ordre logique. C'est une des raisons qui nous ont déterminé à entreprendre un travail qui les résume, nous vous le donnons plus loin *in extenso*; c'est un mémoire sur les accidents de fabrique et les moyens de les prévenir, revue par industrie, suivant le travail dans sa transmission et ses développements; nous avons cru que ce serait le moyen le plus rapide de vous mettre au courant des perfectionnements apportés à l'outillage industriel, au point de vue de la sécurité. La division méthodique facilitera en tout cas les recherches.

Ce travail, dont les premiers chapitres ont été présentés sous les auspices de son Comité de mécanique, à la Société industrielle de Rouen, nous a ainsi fourni une occasion de payer à cette honorable compagnie notre dette de reconnaissance pour le patronage qu'elle a accordé à votre Association.

Nous avons aussi eu à élaborer des règlements destinés à être affichés dans les ateliers.

Tout en nous inspirant de ce qui a été fait à Mulhouse à cet égard, nous avons été amené à modifier, non pas parce que nous

pensions que nous ferions mieux, mais parce que nous avons dû adapter nos prescriptions aux usages les plus suivis dans les industries normandes ; c'est ici le lieu de remercier MM. Louis Deschamps, O. Fauquet, Albert Manchon et Auguste Pinel, des observations qu'ils ont bien voulu nous adresser. Leur compétence spéciale nous a été d'un précieux secours pour la rédaction définitive de ces règlements.

N° 1. — Règlement d'ordre général (usage des sonnettes et nettoyage des transmissions).

N° 2. — Règlement pour batteurs, ouvreuses, etc.

N° 3. — Règlement pour cardes.

N° 4. — Règlement pour bancs à broches et étirages.

N° 5. — Règlement pour métiers à filer automates.

Le règlement n° 6, concernant les machines à imprimer aux rouleaux, est en préparation.

Nous avons été chargé de résumer les discussions du Comité d'utilité publique de la Société industrielle de Rouen, sur les projets de lois Oviève et Nadaud.

Nos collègues du Comité ont pensé que parallèlement à l'action de l'initiative privée, dont nous sommes la manifestation, il y avait lieu d'organiser une protection légale, analogue à celle qui régit les accidents d'appareils à vapeur.

Si l'événement donne satisfaction à leur désir, nous nous trouverons prêts et, sans doute, aurons-nous le droit d'espérer de la loi des faveurs analogues à celles que viennent d'obtenir les associations de propriétaires d'appareils à vapeur, vis-à-vis de la nouvelle réglementation. Enfin, la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures nous a fait l'honneur de nous nommer son correspondant pour Rouen.

Il est un deuxième côté de notre rôle dont nous avons à vous rendre compte. Aux termes des statuts, nous avons ouvert une statistique d'accidents.

A cet égard, nous avons pensé que l'Association n'avait pas seulement à tirer des leçons d'expérience, faites à ses propres dépens mais que l'expérience des autres devait être aussi mise à profit.

En conséquence, nous ne nous sommes pas borné à enregistrer les seuls accidents survenus dans les maisons associées, nous avons recueilli aussi tous ceux de notre région qui ont pu venir à notre connaissance.

Quoique le tableau que nous vous en présentons plus bas ne soit qu'une fraction minime de ceux qui se sont certainement produits, mais qui nous ont échappé, étant donnés la non obligation de déclarer les accidents et les efforts faits pour en étouffer le bruit, il en contient encore assez pour vous prouver que l'institution que vous

avez créée a sa raison d'être, et qu'elle est appelée à rendre de grands services quand elle sera plus connue.

Ces accidents se répartissent ainsi :

Morts	11
Amputations des membres supérieurs	4
Amputation des membres inférieurs	1
Amputations des doigts de la main	6
Fractures des membres supérieurs	5
Fractures des membres inférieurs	3
Contusions diverses et blessures	19
Brûlures	1
Accidents de machine n'ayant occasionné aucune blessure	2
	52
Par les arbres de transmission. { défauts de couvertures.	3
	{ montage de courroies 1
	{ graissage 1
	{ travaux extraordinaires. 2
Par les courroies. { maniement	5
	{ défaut de couvertures 2
Par les engrenages. { nettoyage et défaut de couverture. .	15
	{ imprudence 1
Par organes spéciaux des machines { cardes	3
	{ peigneuses. 1
	{ métier à filer 1
	{ étirages. 2
Par machine chargée. { chute de cage	1
	{ chûtes dans le couloir. 2
Chute dans une chaudière	1
Explosion d'une plaque	1
Perte d'équilibre en reculant devant un métier à filer	1
Lavage d'une machine à imprimer	1
Glaceuse	1
Éclat d'une meule.	1
Hache-paille	1
Essoreuse.	1
Machine à écraser le grain.	1
Chute d'un passage	1
Scie	1
	52

Les circonstances des accidents résumés dans les tableaux ci-annexés suffisent à démontrer qu'une grande partie aurait pu être évitée en employant les engins et les précautions que nous recommandons.

Cette utilité de votre Association ressortira encore davantage quand les statistiques officielles pourront être établies en France.

Sans doute, elles montreront d'une façon indiscutable ce que nous prouve journellement notre pratique et ce que l'on peut induire des statistiques des autres pays. (Voy. ci-après, *Revue de l'étranger*).

Quand on examine ces totaux effrayants, on se prendrait à regarder les ateliers de l'industrie et des chantiers comme de véritables champs de bataille où comme en Prusse en 10 ans, 66,000 personnes trouvent la mort, si l'on ne pensait en même temps que dans son évolution glorieuse, l'industrie humaine sait et peut maintenant protéger les êtres qu'elle emploie à la création des merveilles et du bien-être qu'elle répand à profusion.

DOCUMENTS OFFICIELS

LA LOI SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-OISE — UN RAPPORT DE M. LÉON SAY

Nous trouvons dans le compte rendu des délibérations du Conseil général de Seine-et-Oise en 1881 au chapitre du travail des Enfants dans l'Industrie, divers documents dont nous croyons utile de rendre compte. C'est d'abord un rapport adressé à cette assemblée départementale par un de ses membres, dont le nom et la haute autorité seront un appui et un précieux encouragement pour tous ceux qui prennent part à l'exécution de la loi de 1874. Le rapporteur en effet n'est autre que l'éminent Ministre actuel des finances, M. Léon Say, qui s'exprime ainsi :

MESSIEURS,

Votre quatrième Commission a examiné les rapports de l'inspecteur divisionnaire et des inspecteurs d'arrondissement chargés de veiller à l'exécution de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures. Elle s'est fait représenter les procès-verbaux des séances des Commissions locales, et elle a constaté avec satisfaction que des progrès sensibles avaient été faits dans notre département en ce qui concerne l'application de la loi.

Le législateur a voulu que les Commissions locales n'exercent qu'un pouvoir officieux, et qu'après avoir répandu, parmi les industriels, la connaissance de la loi, elles leur fassent sentir les avantages que le pays et qu'eux-mêmes doivent en tirer dans l'avenir. Les Commissions locales du département, composées d'hommes extrêmement dévoués, accomplissent leur tâche avec une activité et une intelligence dignes de beaucoup d'éloges. Plusieurs des membres qui les composent ont bien fait quelques observations sur les difficultés de renouveler des visites qui pourraient prendre un caractère vexatoire alors que les visiteurs n'ont pas le pouvoir de dresser des procès-verbaux ; mais tous s'accordent à dire que leurs conseils sont généralement écoutés et suivis des réformes nécessaires. Ils n'éprouvent de difficultés réelles que dans les petites industries, chez les blanchisseuses, chez les couturières, chez lesquelles les ouvrières et les apprenties, ou bien sont successivement employées dans beaucoup de maisons, sans être attachées régulièrement et pour un travail de suite à aucune en particulier, ou bien sont en petit nombre et traitées, pour ainsi dire, comme de la famille par ces personnes

qui les occupent. Il est difficile d'obtenir dans ces deux cas la production des livrets que les parents n'aiment pas qu'on impose à leurs filles comme si elles étaient ouvrières de manufacture. Enfin, l'affichage de la loi, qui est de rigueur, ne peut être obtenu aisément dans des chambres qui, la plupart du temps, forment à la fois le logement particulier de la patronne et son atelier de travail.

Les Commissions locales qui appellent l'attention des inspecteurs sur les faits qu'il leur a paru bon de signaler, reçoivent à leur tour des inspecteurs des conseils précieux sur la manière d'exercer leur action.

Les rapports des inspecteurs d'arrondissement font voir avec quelle intelligence et quel tact ils remplissent leurs fonctions. On peut y lire que si la grande industrie connaît la loi, et que si les grands industriels ne résistent pas aux observations qui leur sont faites, il n'en est pas de même de la petite industrie, qui ignore absolument ses obligations.

Un des objets qu'on a voulu atteindre est d'empêcher qu'on abuse de la force des enfants, et nous n'avons pas à justifier ici une intervention que la morale, l'intérêt de la société, et même la sûreté de l'État commandent par des motifs d'un ordre si élevé, et tant de fois mis en lumière. « Pour avoir des ouvriers de 11 ans, on aurait de chétifs soldats » a dit le grand économiste Rossi. Et M. Renouard tout en reconnaissant que le travail des enfants donne du pain à leur famille et les protège eux-mêmes, quelquefois, contre l'oisiveté et le vagabondage, donne en quelques mots les raisons déterminantes qui, dans tous les pays industriels, font prendre par les législateurs des mesures de protection pour les enfants ouvriers. « Ne l'oublions pas, dit-il, les enfants sont quelquefois exploités par la cupidité; l'abus du travail énerve leur corps, pervertit leurs mœurs, laisse leur intelligence sans culture, leur âme sans religion et sans moralité. »

Les abus signalés comme existant dans notre département paraissent être limités à des portages fatigants dans certains chantiers, et notamment dans quelques tuileries. J'extraits le passage suivant des rapports de M. Monget, inspecteur de l'arrondissement de Rambouillet.

« Sous le prétexte qu'un enfant de 12 ans ne peut plus courber le dos assez facilement, on emploie, dans les tuileries, par exemple, de pauvres petits enfants de 8 ans. Depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, dans les plus longs jours de l'année, ils ne cessent de marcher; ce sont les porteurs (on a calculé qu'ils faisaient ainsi jusqu'à 30 kilomètres par jour). Toujours au dire des patrons, ces enfants, abandonnés de leurs parents, ou réduits à la plus extrême indigence, mourraient de faim s'ils n'étaient recueillis par eux ! On

ne saurait davantage exploiter l'espèce humaine, et préparer, pour l'avenir, des ouvriers ignorants, incapables d'élever une famille et de servir utilement leur pays. Cette exploitation me révolte, et partout où je la rencontre, j'exige immédiatement le renvoi de ces enfants. Je les retrouve aussitôt sur les bancs de l'école. »

M. Monget a montré qu'il avait compris la haute portée de la loi de 1874, et son rapport, qui est écrit avec beaucoup de cœur et de sens, est une des meilleures justifications de l'intervention des législateurs dans une matière si délicate et qui paraît toucher au respect de la liberté du travail. Cette liberté, comme toutes les autres, a sa limite dans la liberté d'autrui et c'est anéantir la liberté d'autrui que d'exploiter des enfants dont la force et l'intelligence ne sont pas encore assez développées pour qu'ils puissent se défendre.

Mais la loi de 1874 a un autre but : elle protège à la fois le corps et l'esprit et ne veut pas « que l'intelligence des enfants soit laissée sans culture », pour employer une expression que nous avons citée plus haut.

Il faut que le travail manuel ne fasse pas obstacle au travail de l'intelligence, et les enfants employés dans l'industrie, s'ils ne possèdent pas déjà une instruction élémentaire suffisante, doivent l'acquérir et passer, pour y arriver, une partie de leur temps dans l'école.

La surveillance est admirablement exercée à ce point de vue par les inspecteurs d'arrondissement, qui sont en même temps inspecteurs primaires, et qui, en remplissant leur double devoir, découvrent d'abord l'enfant ignorant dans l'atelier, d'où ils le font sortir, et le retrouvent ensuite dans l'école où ils l'ont fait entrer, et où ils peuvent suivre ses progrès.

Mais l'avantage qu'on a, dans ce cas, à confier les deux inspections aux mêmes fonctionnaires, ne peut faire oublier l'inconvénient qu'il y aurait à surcharger de travail des agents qui ont déjà tant de choses à faire, et qui ne trouveront jamais dans leurs journées assez d'heures libres pour accomplir l'objet même de leur mission, qui est de surveiller les écoles, les maîtres et les élèves.

Le Conseil sait qu'un nouvel inspecteur primaire a été nommé pour l'arrondissement de Versailles, avec résidence à Saint-Germain. La surveillance de cet inspecteur embrasse les cantons de Meulan, de Saint-Germain-en-Laye et d'Argenteuil. M. l'inspecteur divisionnaire propose de donner à cet inspecteur primaire l'inspection du travail des enfants dans sa circonscription, en réduisant la circonscription de l'inspecteur actuel aux cantons de Versailles, de Marly, de Palaiseau et de Sèvres.

M. le Préfet, qui limite sa demande de crédit à 2,200 francs, conclut à ce que cette disjonction soit ajournée pour ne pas augmenter la dépense.

Votre quatrième Commission approuve la proposition de M. le Préfet en ce qui concerne l'ajournement de la disjonction et l'ouverture d'un crédit limité à 2,200 francs, mais elle base son ajournement sur d'autres raisons : la première c'est qu'il lui paraît qu'il ne faut pas surcharger le service de l'inspection primaire ; la seconde c'est que la loi sur l'obligation de l'instruction primaire, qui ne peut tarder à être appliquée, se confondra dans une certaine mesure avec la loi de 1874 en ce qui concerne les enfants qui travaillent, non seulement dans les ateliers, mais aussi dans les maisons de commerce, boutiques et autres lieux quelconques, et qu'une organisation spéciale sera nécessairement instituée pour l'exécution de la loi nouvelle. Il est probable qu'un remaniement, tant au point de vue du personnel des inspecteurs que de leurs attributions, aura lieu prochainement. Il est plus sage, dans ces circonstances, de maintenir le *statu quo* et d'attendre.

Le Conseil général,

Vu ses délibérations antérieures, notamment celle du 19 août 1880 ;

Vu le rapport de M. le Préfet et les rapports de M. l'Inspecteur divisionnaire et des inspecteurs d'arrondissement ;

Après avoir entendu le rapport de la quatrième Commission ;

Considérant que s'il y a lieu de se préoccuper de l'extension à donner au service de l'inspection en subdivisant les circonscriptions, il est non moins nécessaire de ne pas affaiblir l'inspection scolaire en surchargeant les inspecteurs primaires,

Considérant que les changements prévus dans la législation sur l'instruction primaire amèneront sans doute une organisation nouvelle au point de vue de l'instruction à donner aux enfants employés dans les manufactures et qu'il faut, en conséquence, à la veille d'une nouvelle organisation probable, maintenir les choses en l'état ;

Décide qu'un crédit de 2,200 francs sera porté au sous-chapitre 13, article 3 du budget de 1882 sous le titre de :

« Travail des enfants et filles mineures occupés dans l'industrie. Indemnité aux inspecteurs d'arrondissement. »

Léon SAY.

Nous voyons que l'inspection départementale dans Seine-et-Oise est confiée aux inspecteurs de l'instruction primaire dans leurs arrondissements respectifs. Seul, l'arrondissement de Versailles, à cause de son importance, a un inspecteur spécial, ancien fonctionnaire retraité. Cette organisation, qui ne serait pas possible dans des arrondissements très industriels, paraît donner de bons résultats dans ceux où elle a été appliquée, notamment dans la deuxième circonscription où six départements l'ont adoptée dans la personne de

vingt-huit inspecteurs d'arrondissement, qui visitent les ateliers dans toutes les localités, grandes ou petites, à l'occasion de leurs tournées pédagogiques, sans occasionner de frais particuliers de déplacement. Et ces fonctions auxiliaires se concilient parfaitement avec celles de l'inspection des écoles, car la surveillance n'a à s'exercer le plus souvent qu'au point de vue du manque d'instruction des petits ouvriers.

Nous extrayons du rapport de M. l'Inspecteur divisionnaire Linarès publié dans le même compte rendu des délibérations de Seine-et-Oise les détails suivants. Nous n'avons pas ceux des autres départements placés dans des conditions analogues. Les inspecteurs d'arrondissement ont visité, dans l'année, 1,757 établissements représentant une population ouvrière de 23,343 hommes et 12,881 femmes (total 37,224) avec 5,842 enfants de moins de 16 ans et 2,198 filles mineures.

Enfants au-dessous de 12 ans. — Le nombre des enfants de 10 à 12 ans trouvés dans les ateliers a été de 83. Partout où la loi n'autorise pas leur emploi, ils ont dû être renvoyés, et il est à désirer que le jour vienne où on ne les emploiera plus nulle part. Je trouve ce vœu exprimé par plusieurs Commissions locales. Et un de nos inspecteurs dit à ce sujet : « J'ai dû faire renvoyer des ateliers quelques enfants qu'on employait avant l'âge. Mais la loi permet d'employer des enfants de 10 ans dans certaines industries (verreries, impressions sur étoffes, etc.), et, quand on les voit à l'œuvre, on ne peut que le déplorer. Ces enfants ne savent et ne sauront jamais rien. Ils vont à l'école, oui (depuis que nous avons forcé la main à certains patrons), mais le temps qu'on lui consacre est insuffisant; ils n'y vont que contraints et forcés, ils n'ont ni aptitude ni application, et les familles sont loin de seconder les maîtres.

En général, c'est une population misérable, atrophiée, sans espoir pour l'avenir. »

Instruction primaire. — Ce sont les enfants de 12 à 15 ans qui, pour être admis dans les ateliers, doivent fournir la preuve qu'ils ont acquis l'instruction primaire élémentaire. Le nombre de ces enfants portés sur les états est, pour l'année, de 4,279, sur lesquels 2,435 avaient le certificat, 504 allaient à l'école, et 1,350 restaient privés d'instruction. Ce dernier chiffre est affligeant, bien que nous sachions qu'il a diminué depuis les premières inspections, ceux qui n'ont pu produire le certificat ayant été renvoyés ou contraints de ne travailler qu'au demi-temps pour aller à l'école.

Généralement, l'instruction est faible, malgré quelques progrès; le niveau exigible pour le certificat a été diversement apprécié par les instituteurs, quelques-uns s'étant montrés d'une sévérité excessive, d'autres d'une bienveillance exagérée. Les inspecteurs ont donné des instructions utiles sur ce sujet dans des conférences pédagogiques.

Enfants de 15 ans et filles mineures. — Les enfants de 15 à 16 ans, au nombre de 5,842, ne sont tenus qu'à produire le livret, et ils ne doivent être employés que douze heures par jour; ils ne peuvent travailler la nuit (sauf les exceptions légales), ni le dimanche. Ils sont exclus des industries dangereuses. Sous ce rapport, la surveillance s'exerce facilement et les abus sont rares. Il y a eu néanmoins quelques accidents, qui ont donné lieu à des procès contre les patrons.

Les filles mineures seraient au nombre de 2,498. Il n'y a guère pour elles qu'à empêcher les travaux de nuit et à assurer la décence et la moralité dans les ateliers des deux sexes.

Inspecteurs. — MM. les Inspecteurs se sont tous acquittés de leur mission avec le même zèle, bien qu'avec des procédés et même des succès différents. Tous ont constaté que l'inspection est facile avec les grands industriels, mais souvent difficile avec les petits. A ceux-ci il faut expliquer la loi, les convaincre, faire en un mot l'éducation de chacun, de sorte que la première visite est souvent laborieuse. Ils se soumettent pourtant et les récalcitrants sont rares. Trois ou quatre procès seulement ont été nécessaires dans deux arrondissements...

... Les progrès sont incontestables, mais les prochaines visites en constateront sans nul doute de plus considérables encore... L'inspecteur d'un des principaux arrondissements constate que tous les établissements qui n'étaient pas encore en règle étaient en train de s'y mettre et de se conformer aux instructions de l'inspection... Et cela dit-il, a été obtenu sans froissements, sans procès-verbaux, par la persuasion, la patience et l'influence morale. Les récalcitrants ont été menacés car il a fallu joindre l'énergie à la bienveillance, et ils se sont soumis... Deux fois la résistance et la mauvaise volonté des industriels ont motivé une déclaration de procès-verbal, mais dès le soir même, mieux inspirés, ils venaient faire amende honorable par une entière soumission, et le procès-verbal n'avait pas de suite. »

L'inspecteur d'un autre arrondissement estime que d'après le procédé qu'il a employé, presque tous les enfants sont aujourd'hui titulaires du certificat d'instruction primaire.

« Partout où je suis passé, dit-il, la loi est en pleine vigueur, car, après ma visite, chaque patron a dû me faire parvenir, dans un délai de huit jours, le texte de la loi, le registre d'inscription, le livret et le certificat d'instruction de chaque enfant. Je les ai visés et renvoyés; je n'ai donc pas à attendre ma seconde visite pour constater que mon inspection a été efficace...

» Si certaines situations irrégulières (acquises) ont été tolérées, une injonction formelle était faite en même temps pour éviter les irrégularités futures.

» Il a été donné suite à deux procès-verbaux seulement pour contravention grave et résistance (emploi abusif d'enfants trop jeunes). »

Le même inspecteur, qui a pris sa mission tout à fait à cœur, conclut ainsi :

« Telle qu'elle est organisée, dit-il, l'inspection du travail des enfants a rendu les plus grands services à l'instruction et même à l'industrie, et ces avantages s'accroîtront au fur et à mesure que la loi de 1874 pénétrera dans nos mœurs...

» ... En acceptant ces nouvelles fonctions, mon but était d'exercer une action directe et efficace sur les patrons, les familles et les instituteurs, pour favoriser l'instruction et la fréquentation scolaire. Il a été complètement atteint, et, malgré quelques désagréments, je continuerai de les remplir parce que j'y trouve une occasion de développer l'instruction primaire, à laquelle je me suis absolument voué. »

Des résultats analogues sont constatés pour tous les inspecteurs. « Partout, dit l'un, la loi est acceptée, et s'il y a encore quelques infractions, c'est plutôt par négligence que par mauvaise volonté. »

Et un autre « ... la principale partie de notre mission est de faire entrer par la raison la loi dans nos mœurs.

» La plupart des patrons applaudissent eux-mêmes aux exigences réglementaires, reconnaissant qu'ils seront les premiers à profiter de ce que leurs apprentis auront pris à l'école des habitudes de travail et de soumission. »

Enfin plusieurs écoles ont été créées pour les apprentis et les illettrés des usines.

Le seul motif qui avait pu faire hésiter à confier le service aux inspecteurs de l'enseignement était la crainte que leurs fonctions spéciales ne pussent en souffrir et l'expérience démontre qu'elles y trouvent au contraire un puissant appui. M. le vice-recteur de l'Académie de Paris, à qui j'ai eu l'honneur de donner des détails sur l'emploi accessoire des inspecteurs primaires à ce service, où l'instruction de l'enfance tient une si grande place, m'a assuré de toute son approbation et de sa haute sympathie. C'est un précieux encouragement à persévérer dans cette voie.

Jusqu'ici c'est notre seul moyen d'obtenir l'observation de la loi dans tous les petits ateliers, tandis que l'inspection divisionnaire, qui dirige le service, s'attache plus spécialement à la surveillance de la grande industrie.

Commissions locales. — Un assez grand nombre de commissions ont fonctionné avec zèle, et les procès-verbaux de leurs réunions présentent un réel intérêt... Si l'on pouvait obtenir partout leur concours, sans leur demander des inspections détaillées et fatigantes

comme quelques-unes ont cru devoir les faire, elles rendraient de grands services, rien qu'en ayant l'œil sur les ateliers entre les visites de l'Inspecteur, et il suffirait peut-être de leur faire comprendre qu'à cela se bornerait leur tâche pour obtenir ce concours facile ; car s'il y a peu d'hommes de valeur ayant des loisirs, il y a partout des hommes de bien et de dévouement auxquels on peut faire appel, dans une mesure modérée, pour le patronage d'une œuvre aussi sympathique et patriotique que celle de la protection de l'enfance ouvrière...

L'Inspecteur divisionnaire,

LINARÈS.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

PATRONAGES ET INSTITUTIONS DIVERSES

L'Œuvre de M. Georges Bonjean.

C'était au lendemain de nos désastres. L'année terrible avait clos sa longue liste de deuils. La France atterrée, habituée par le courage de ses enfants à penser que le nombre des ennemis ne peut être la cause unique de ses défaites, répétait complaisamment le mot d'un impérieux vainqueur : elle était vaincue par le maître d'école prussien. De toutes les poitrines partait un cri unanime : développement de l'instruction publique et protection de l'enfant. L'Assemblée nationale émue, votait les grandes lois Tallon et Roussel, et préparait par la diffusion de l'enseignement primaire l'époque où il pourrait devenir obligatoire.

Ce fut donc une grande déception quand on s'aperçut qu'on effleurait à peine cette vérité qu'on croyait tenir. Un débordement de crimes épouvantables et inouïs commis par des adolescents attestait une corruption de mœurs aussi raffinée que celle de certains vieillards débauchés, cette cruauté sensuelle qui naît de l'égoïsme des passions brutales. Des bandes de jeunes malfaiteurs s'étaient formées avec des programmes et des statuts fantaisistes et bizarres où la criminalité dubut n'excluant pas certains détails romanesques, accusait à la fois la dépravation du cœur et celle de l'imagination. Ceux-là savaient lire : l'instituteur était donc insuffisant.

Ce mal réclamait d'autres remèdes. Il fallait plonger dans certain bas-fond social, où les plus résolus hésitent à descendre ; il fallait pénétrer dans ces régions de misère et d'infamie où le sens moral effacé laisse la dégradation presque inconsciente, celles où la femme se prostitue sous les yeux de ses enfants, où le ménage improvisé change de chef suivant les hasards de la rue, — où

le père ivre souille sa fille de l'inceste et convertit en habitude une promiscuité d'abord fortuite, — où l'enfant de la rue, initié à tous les vices, avili dans la fange des bals publics, fait de la paresse une carrière, du crime un moyen, de la débauche un idéal, et cherche le roman de sa vie à la cour d'assises quand les temps ne lui ménagent pas la bonne fortune d'une Commune. C'est le milieu qu'a si courageusement décrit M. Othenin d'Haussonville dans les articles qu'il a donnés à la *Revue des Deux Mondes*; c'est celui dont M. Georges Bonjean s'est fait le saint Vincent de Paul.

En 1871, M. Georges Bonjean était un tout jeune homme. Le cœur brisé d'une douleur immense, il demandait à l'étude les consolations qu'elle ne refuse jamais et à la science du droit le titre de jurisconsulte indispensable à quiconque porte son nom.

Nommé juge suppléant au tribunal civil de la Seine et chargé de la mission délicate de l'instruction, M. Bonjean ne se crut pas seulement un interrogateur délégué pour trouver des faits délictueux. Il étudia en profond philosophe les natures perverses qui se montraient à lui et, à la différence de tant de magistrats pour lesquels cette fonction devient une école de scepticisme, il se fit cette conviction qu'il n'est point d'âme humaine si corrompue, ni si abaissée qui ne soit accessible à quelque bon sentiment. Je ne jurerais pas qu'à l'exemple de Turenne, il n'ait cru à la parole d'honneur d'un voleur. Ce fut alors qu'il se traça cette règle devenue celle de sa vie : ne jamais mesurer la profondeur de la dégradation d'une âme humaine d'après la morale absolue, mais d'après le degré de conscience relative qui peut persister chez l'agent, eu égard au milieu dans lequel il a vécu. Il est des yeux tellement accoutumés au vice qu'il leur semble normal. A peine l'aperçoivent-ils dans sa hideur si des circonstances particulières en grossissent le relief. Devenu robuste, cet enfant battu dès son bas âge, frappe les autres à son tour ; cependant, peut-être l'horreur instinctive du sang le fera-t-elle reculer devant l'emploi d'un poignard. Cette fille débauchée dès ses premières années de puberté et qui a connu toutes les hontes résiste par un regain de pudeur aux attaques de son père. Assoupie, mais non éteinte, la divine étincelle se réveille à la lumière de ces atrocités qui pour nous aggravent la faute, mais qui la rendent seulement perceptible, à ces aveuglés. C'est que la cécité n'est pas complète et que tout espoir n'est pas perdu. —

La sévérité se désarme et se laisse volontiers dominer par la bienveillance du moraliste, quand le juge faisant un précieux retour sur lui-même se demande s'il eût commis cet acte, avec cette naissance, cette inoculation de la corruption, cet émoussement de la conscience.

Quelle que fût dès lors sa conviction morale, M. Georges Bonjean était trop délicat pour demander à la charité des autres d'expérimenter ses propres idées. C'est chez lui, de ses deniers et à ses risques et périls qu'il entendit mettre ses théories en pratique. Ayant à sa disposition un domaine de famille, d'une contenance de 160 hectares, à Orgeville (Eure), il résolut de l'exploiter exclusivement avec le concours de jeunes détenus, de triompher à la fois des penchants vicieux qu'il rencontrerait dans le cœur de ces enfants et des répugnances que soulèverait cette population parmi les habitants du pays. Outre la solution principale, le succès, s'il se réalisait, lui en donnerait une autre par surcroît : un remède si souvent et si vainement cherché contre l'abandon des campagnes et la désertion de l'agriculture.

Il comprit que pour agir sur ces natures rudes, incultes et énergiques, il fallait leur inspirer une affection et une confiance illimitées : le père devait faire oublier le gardien. Chaque sujet serait dans ses antécédents, dans ses instincts, dans ses aptitudes l'objet d'un examen attentif, de manière qu'un mot, un geste du surveillant devint une leçon aisée à comprendre et salutaire sans humiliation.

A vrai dire, ces organisations primitives apportent dans le bien l'énergie qu'elles avaient pour le mal et, toutes surprises d'une bienveillance qu'elles n'avaient jamais connue, elles y trouvent une force d'impulsion ignorée de ceux qu'un bonheur constant et l'uniformité d'une vie régulière ont engourdis dans les molles apathies des habitudes faciles.

Mais, l'influence de l'affection est indéfinie et discontinue : encore que M. Bonjean ne voulût point étendre son système d'éducation à des agglomérations de plus d'une centaine d'enfants, ces groupes étaient déjà trop nombreux pour que l'action personnelle du fondateur pût rayonner continuellement sur l'ensemble.

Qui maintiendra l'enfant si son esprit mobile cède à la nostalgie de l'existence antérieure et le sollicite vers la fuite ? Les barrières se franchissent et la vigilance des surveillants est bien

vite éludée par celui qui a la force d'une idée fixe. Le sentiment du bien-être trouvé dans l'établissement hospitalier, sera-t-il un ressort suffisant pour le retenir ? Pour quelques jours peut-être, mais non pendant un long temps. La vie nomade, malgré ses mécomptes, répond trop bien à certains instincts d'indépendance innés dans le cœur de l'homme, pour qu'il aliène sa liberté au prix de la satisfaction de ses besoins. Qui ne connaît l'histoire du vagabond combinant l'heure de son délit de manière à prendre ses quartiers d'hiver pendant la mauvaise saison, pour retrouver sa course errante aux beaux jours ? Malgré le tableau que le chien lui fait de ses repas appétissants, le loup préfère ses bois et sa liberté.

Attaché, dit le loup, vous ne courez donc pas
Où vous voulez ? — Pas toujours, mais qu'importe ?
— Il importe si bien, que de tous vos repas
Je ne veux en aucune sorte
Et ne voudrais pas même à ce prix un trésor !
Là-dessus, maître Loup s'enfuit et court encore.

Puisque les attaches matérielles sont impossibles et insuffisantes, le lien qui retiendra le colon dans cette maison aux portes ouvertes et aux fenêtres sans barreaux, sera tout immatériel ; plus tard ce sera sa volonté ratifiant l'action de la loi et lui faisant considérer ce lieu de détention comme son domicile de choix, mais, immédiatement, c'est le raisonnement. Il est en effet vaincu par cette logique toute brutale du fondateur, bien faite pour saisir les rugueux esprits de pareils auditeurs.

« Si tu te sauves, quand tu auras faim, comme tu n'as pas d'argent tu voleras ; tu seras puni plus sévèrement et tu resteras en prison, car je ne te reprendrai plus. N'espère pas échapper, puisque tu as déjà été pris lors de ta première faute. En prison tu n'apprendras aucun métier ; ici, je t'enseignerai à gagner ta vie. La soupe ne se sert que quand elle a été achetée par le travail. Tu ne la trouveras pas partout préparée comme ici. Tu n'as pas de rentes, il faut t'en faire à la force du poignet. »

Le trait porte parce qu'il est droit et direct. L'enfant reste surpris du langage de cet homme qui sans léser sa liberté lui donne un conseil sage et désintéressé. Sa fuite trop facile n'a plus même l'attrait du fruit défendu. La soif de l'inconnu et un vague pressentiment d'intérêt personnel vont l'amener à la notion du devoir.

C'est ici que l'attend M. Georges Bonjean, après avoir longtemps étudié le ressort qu'il faudra faire vibrer. Mais quel sera-t-il ? La religion ? Si M. Georges Bonjean n'eût consulté quesa foi et ses traditions personnelles, c'eût été pour lui, peut-être, le moteur préféré. Mais outre que le fondateur appartient à ce groupe de croyants sincères et libéraux qui ne se reconnaissent pas le droit d'imposer aux autres ce qu'ils pensent être la vérité, même comme condition d'un bienfait reçu, l'expérience des faits détruit rapidement toute illusion sur ce point. Il est dans les grandes villes une certaine catégorie d'enfants rebelles à l'idée d'un culte et qui devraient être qualifiés de libres penseurs si cette dénomination pouvait s'appliquer à un âge si tendre. Le fondateur n'a voulu faire ni des hypocrites ni des insoumis s'estimant déchargés de toute reconnaissance au moyen de la contrainte subie.

« Sans chercher aucunement à contrarier la liberté de conscience de nos pupilles, dit le remarquable rapport de M. Jules Bonjean, sans tolérer même le moindre acte de prosélytisme de la part des ministres des différents cultes, nous nous sommes efforcés de mettre à la disposition de chacun de nos élèves, les secours de la religion à laquelle il appartient (1). »

On le voit, sans repousser l'idée religieuse, le programme ne l'utilise que comme une auxiliaire précieuse, mais toujours facultative pour l'intéressé.

La base essentielle du système de réhabilitation est le sentiment de l'honneur constamment éveillé et avivé par les surveillants. Il a pour point de départ la bonne tenue, la propreté minutieuse ; la discipline lui ajoute son appoint : respect de l'uniforme, ambition hiérarchique des grades, esprit de corps, et l'enfant parcourt successivement ces étapes : dignité vis-à-vis de lui-même, élévation du niveau moral, sociabilité par l'obéissance, redressement de la conscience, effacement de la faute première.

C'est alors que le condamné pour vol sera jaloux de remettre à destination les sommes que le fondateur lui a confiées. L'incendiaire de corvée de nuit dans les écuries, s'exposera volontairement aux coups de pied des chevaux dans la crainte de mettre le feu avec la lanterne qu'on lui offre et qu'il refuse.

(1) Rapport à l'Assemblée générale du 19 juin 1881.

Tels sont les résultats : militairement conduits au son du clairon, avec une fermeté qui n'exclut pas la bonté, les colons d'Orgeville sont soigneusement répartis en deux quartiers pourvus chacun de leurs dortoirs, réfectoires, cuisines, salles d'études et mobilier scolaire bien distincts, celui des grands et celui des petits. On ne se rencontre que dans les exercices militaires. Soigneusement triés dans le personnel des anciens sous-officiers de l'armée, les surveillants savent à la fois commander et obéir. A défaut de l'instituteur que le ministre de l'instruction publique met à la disposition de M. Bonjean, ils sauront au besoin tenir l'école. L'enfant sortira avec une bonne instruction et un métier. Les colons réhabilités dans l'opinion par les actes d'une probité, qui restitue des objets précieux trouvés, par leur charité qui récolte le champ d'une femme pauvre et malade, par des travaux d'utilité publique, comme le déblaiement de la voie ferrée encombrée de neige, se voient l'objet d'invitations honorables et de flatteuses recherches d'emploi. Au fur et à mesure que s'écoule ce temps que la loi seule appelle leur peine, ils regrettent de voir approcher l'échéance de la libération. Cette prison est devenue la maison paternelle ! Chacune des chambrettes dont la double rangée prend accès sur le corridor commun représente aux yeux du colon le foyer où l'individu reprend ses droits sacrés après le partage des labeurs de la journée. La preuve que c'est sa chose, c'est qu'à la différence de ces écoliers qui dégradent les murs détestés entre lesquels ils sont renfermés, lui tapisse et décore les humbles parois de bois, d'images, d'objets sans valeur réelle mais précieux à ses yeux : le vagabond a acquis le sentiment du *home*.

L'épreuve était certaine, l'expérience décisive. M. Bonjean pouvait convier le public à une œuvre démontrée pratique. Il forma une vaste association destinée à couvrir de ses réseaux tout le territoire français. A la tête un comité d'administration, centralisateur, dans les départements, à Paris, dans chaque arrondissement des comités chargés de recruter des adhérents et de recueillir les enfants. A mesure que les ressources le permettraient et que les nécessités de placement l'exigeraient, s'élèveraient des établissements créés à l'image d'Orgeville.

On avait faussement prédit que les vagabonds des grandes villes ne pourraient s'acclimater au travail des champs, — et le contraire était démontré, à la condition de varier la série des

occupations successives de manière à intéresser l'enfant à une synthèse d'ensemble. Les fondations auraient donc principalement le caractère d'écoles rurales. A titre accessoire, cependant et pour tenir compte des inaptitudes, des infirmités, des constitutions faibles, quelques ateliers seraient annexés aux établissements. C'est ainsi qu'il y en a deux à Orgeville, l'un de fabricants de casquettes, l'autre de cordonnerie. Une ingénieuse comptabilité permet d'apprécier par des états quotidiens le nombre de journées employées à accomplir un travail agricole ou industriel déterminé, et par suite de chiffrer la valeur effective du travail des enfants. Cette comptabilité autorise à affirmer que les enfants au moment de leur libération seront largement à même de gagner leur vie, résultat essentiel confirmé déjà quant aux libérés par l'expérience acquise. Pour les travaux industriels, en infime minorité, destinés à répondre à certaines nécessités spéciales et surtout à discipliner les nouveaux arrivés par une surveillance plus facile à l'atelier qu'aux champs, le fondateur a justement adopté le système de l'entreprise afin d'échapper aux inconvénients du commerce.

C'est sur ces données qu'ont été établies les maisons de Villepreux (Seine-et-Oise), de Beaufai (Orne), de Charmentray (Seine-et-Marne). Dans chacun de ces établissements, les enfants reçoivent un apprentissage agricole, ce qui est d'ailleurs le but principal poursuivi par la Société de protection, mais les travaux d'agriculture demandent un réel déploiement de force. On a dû surseoir à y employer les enfants tout à fait jeunes jusqu'au moment où leur développement physique permettra de les consacrer sans danger à ces labeurs. En attendant, ils reçoivent un apprentissage industriel; l'orfèvrerie, la couture, le brunissage, le tour à Villepreux, la cordonnerie de toutes sortes à Beaufai, la briqueterie à Charmentray.

Voici le dénombrement de la population de ces divers établissements :

Villepreux	120
Beaufai.	150
Charmentray	200
Saint-Aquilin et le Préault.	50
TOTAL	<u>520</u>

Un autre établissement de 80 places sera très prochainement

créé dans la Marne. Quant à Orgeville qui contient 90 enfants, il ne dépend à aucun point de vue de la Société de protection, mais a été créé et fonctionne aux frais exclusifs de la famille Bonjean. — Toutes ces places seraient déjà remplies si le conseil d'administration ne jugeait indispensable pour l'avenir de ces établissements et pour la moralisation des pupilles, de ne point augmenter les effectifs avant que les premiers arrivés n'aient conquis l'esprit de corps, l'esprit de discipline, le sentiment du devoir.

Le titre même de l'Association avait engagé M. Bonjean à s'occuper également des jeunes filles, et les résultats obtenus pendant près d'une année à Saint-Aquilin avaient démontré que les filles, comme les garçons, pouvaient être relevées par les mêmes procédés de moralisation.

Mais la Société générale de protection, n'avait pas cru devoir appeler à la direction de Saint-Aquilin le personnel des congrégations religieuses de femmes ; elle avait espéré trouver dans l'élément laïque, sans aucune idée d'hostilité religieuse, un personnel dirigeant capable de répondre à des nécessités nouvelles. Cet espoir n'a pas été réalisé ; on a bien trouvé quelques femmes ayant les aptitudes voulues, et ceux qui ont visité Saint-Aquilin alors qu'il abritait une population féminine peuvent en attester le fonctionnement parfait. Mais M. Bonjean s'est rendu compte par les difficultés éprouvées, que le recrutement du personnel dirigeant serait toujours très difficile et délicat, ce qui donnerait à des établissements de filles un caractère incertain, précaire et par suite incompatible avec une grande œuvre comme la Société générale de protection.

Ainsi n'apportant dans toute sa conduite que le désir absolument désintéressé du bien et n'étant jamais mû par un sentiment d'amour-propre, le président n'a pas hésité à déclarer que dans l'état social actuel, il croyait périlleux de continuer à marcher dans la voie de la direction des filles, par un personnel laïque. C'est pourquoi les pensionnaires de Saint-Aquilin ont été rendues à l'État, et on leur a substitué des garçons.

Toutefois, de véritables maisons familiales fondées à Sommedieu (Meuse) et à Saint-Sulpice-sur-Rille (Orne), sous la responsabilité et la direction de particuliers philanthropes reçoivent des pupilles filles de la Société ; on y apprend à côté d'un métier industriel toutes les occupations de bonnes ménagères.

Près de la maison de Saint-Aquilin, la Société générale de protection en avait créé une autre toute spéciale et qui impliquait dans l'OEuvre une exception anormale, mais nécessaire. L'intention de M. Bonjean n'est pas en effet de créer des Orphelinats pour de tout petits enfants, et l'âge d'admission est 12 ans. Mais il est certaines circonstances où la stricte observation de la règle paraissait particulièrement douloureuse, et nous y avons vu tout un essaim de jeunes colons de 7 à 11 ans, déjà dressés à la discipline et manœuvrant avec une régularité que n'auraient pas désavouée leurs aînés d'Orgeville. Mais cette combinaison rendue possible par l'intervention du personnel féminin de Saint-Aquilin, a cessé de l'être par les raisons indiquées plus haut, c'est-à-dire par l'impossibilité reconnue de trouver des femmes capables et dévouées en nombre suffisant ; aussi la Société générale de protection se voit-elle obligée par la force des choses de s'en tenir à son cadre primitif : l'adoption des garçons de 12 ans au moins, capables d'être utilement dirigés par les sous-officiers qui constituent le personnel exclusif subalterne des établissements.

L'Association, dans le but de développer son action est sagement économe. Tout est bien, mais tout est simple. A côté des bâtiments anciens qui ont été utilisables pour leur destination nouvelle, ceux qu'on a dû élever sont en galandage avec toits en ardoises métalliques. Les murs sont composés d'une double rangée de briques séparées par un vide où séjourne un matelas d'air facilitant le chauffage ; des bouches d'eau sont disposées à distance pour combattre l'incendie. Les chambres — cellules sont assez spacieuses pour assurer 19 mètres cubes à chaque enfant ; les lavabos, cuisines, dortoirs, sont entretenus proprement au moyen de corvées alternatives. Grâce à ces dispositions hygiéniques et malgré l'agglomération du nombre, grâce à l'heureuse combinaison des exercices militaires ou gymnastiques et de l'école, à une alimentation saine et fortifiante, les maladies sont jusqu'ici inconnues et la fonction de médecin est une sinécure.

Nous avons vu M. Bonjean, obligé d'être universel, se montrer successivement philosophe, pédagogue, agriculteur, économiste, il faut encore qu'il soit financier.

C'est un véritable budget qu'il doit organiser. — 85 fondateurs lui versent au minimum 100 francs par an, 555 sociétaires lui fournissent 20 francs ; 1,400 coopérateurs une cotisation indé-

terminée. Ajoutons les subventions des conseils généraux, le produit du travail des enfants s'élevant à près de 11,000 francs; nous arrivons à un total de 45,000 francs par an. En trois années les recettes parties de 4,600, puis montées à 37,000 francs sont arrivées à celui de 45,000 francs. Il va sans dire que les dépenses se sont accrues avec l'œuvre; elles se chiffrent en 1881 par 57,000 francs environ. D'ailleurs, les dépenses d'installation ont converti la plus grande partie de l'argent ainsi employé en capital mobilier et immobilier. Un don important de 200,000 francs a achevé de faire traverser victorieusement la phase toujours difficile de la formation.

Ah ! sans doute, il faut beaucoup d'argent, mais ne marchandons pas des résultats tels que l'enfant arraché à la misère et au vice, la campagne repeuplée, d'excellents cadres de sous-officiers donnés à l'armée. Quelques millions employés à propos ne sont-ils pas moins chers que le sang et les milliards que coûte une Commune ?

Admiron sans réserve ces grands résultats obtenus en trois ans : l'élan imprimé à l'opinion, les grandes administrations publiques suivant elles-mêmes ce mouvement et s'inspirant de l'exemple donné, le parlement s'apprêtant à assurer la protection de l'enfance contre les abus de la puissance paternelle ; voilà les fruits de l'initiative d'un seul homme, voilà les idées dont le drapeau des jeunes colons est l'emblème. Aussi le salue-t-on avec une profonde émotion. Il est l'expression de la régénération sociale, comme les étendards de notre armée sont le symbole du relèvement militaire.

Orgeville, le cadre du grand tableau que je me suis efforcé de peindre, devient le pèlerinage des temps modernes.

Ces champs, ces ateliers, ces enfants ne sont plus à M. Bonjean seul, mais à la France entière. Par un dernier sacrifice, il faut qu'il nous fasse à tous notre part de souvenirs dans cette humble chapelle qui donne le mot de son œuvre. L'horrible scène de 1871 n'y apparaît plus que pour rehausser la grandeur du pardon. Si les colons fécondent de leurs sueurs les champs d'alentour, c'est qu'un noble sang précieusement recueilli arrosa le sol d'une prison. Si la cellule hospitalière d'Orgeville s'ouvre pour l'enfant coupable, c'est que cette autre cellule, dont l'Image est ici reproduite et qui nous apparaît garnie de ses meubles historiques, abrita l'illustre victime qui subit le supplice sans con-

naître la faute. L'innocente détonation des fusils d'Orgeville maniés pour l'apprentissage de la défense de la patrie est le dernier écho de la fusillade impie. Ainsi le veut M. Bonjean. Dédaignant les criminels du passé, c'est au crime de l'avenir que s'attaque sa sublime vengeance. La mort du père est la préface de l'œuvre du fils. Cette modeste pierre est l'assise du relèvement de l'enfance abandonnée ou coupable. — « *Bienheureux, dit l'inscription, sont ceux qui souffrent persécution pour la justice.* » — Cela signifie que le sang du juste est le prix de la Rédemption.

ERNEST NUSSE,

*Avocat à la Cour d'appel, Docteur en droit, Secrétaire
de la Société de protection des apprentis.*

L'Orphelinat de Saint-Martin-ès-Vignes (Troyes).

Troyes est une ville manufacturière qui renferme environ 15,000 ouvriers des deux sexes.

Cette population, qui augmente tous les jours, trouve dans les usines et les nombreux ateliers de la ville un travail rémunérateur.

Malheureusement le défaut de prévoyance et d'économie, ce vice capital de la classe ouvrière, la fait souvent tomber dans une profonde misère, quand les maladies surviennent, ou qu'un événement quelconque arrête le travail; et si, ce qui arrive fréquemment le père ou la mère de famille, et quelquefois tous les deux viennent à disparaître, voilà des orphelins qui souffrent, et qui seraient, pour la plupart, sans appui, sans asile, sans secours, sans pain, si certaines maisons charitables n'étaient là pour les recueillir.

Or, trois maisons de ce genre existent à Troyes, toutes tenues par des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. De ces maisons il en est une dont je prends la liberté de signaler les services, parce que je la connais mieux, étant, en ma qualité de membre du bureau de bienfaisance, en relation plus directe avec elle.

Dans la partie nord-ouest de Troyes est Saint-Martin-ès-Vignes, séparé de la ville seulement par une large chaussée qui longe les maisons et les jardins publics.

Autrefois, Saint-Martin formait une commune indépendante, ayant son administration municipale particulière, et jouissant de l'heureux privilège de n'avoir aucun octroi. Elle possédait ainsi tous les avantages que procure le voisinage d'une grande cité sans en supporter les charges.

Cette situation devait exciter des jalousies; les Troyens se demandaient pourquoi cette différence entre deux populations qui se ton-

chaient, dont l'une était affranchie d'un impôt onéreux et l'autre le subissait.

Ces récriminations devaient tôt ou tard être entendues, et avoir pour résultat l'annexion de Saint-Martin à la ville de Troyes.

Dès 1804 la question fut soulevée. Saint-Martin résista et défendit pied à pied ses franchises et les prérogatives qui en étaient la conséquence.

La lutte dura plus de 50 ans. Mais comme les gros finissent toujours par manger les petits, Saint-Martin, en 1856, malgré ses protestations et ses résistances, fut forcé de subir l'annexion.

Aujourd'hui cette ancienne commune n'est plus qu'un faubourg d'environ 6,000 habitants. Mais si on a pu lui enlever son indépendance municipale, on n'a pu lui ôter les avantages de sa position locale, qui en fait un des plus beaux quartiers de la ville.

Situé à proximité de la gare, traversé obliquement dans toute sa longueur par le chemin de fer, percé de larges rues, il est appelé à voir sa population s'accroître, comme, en effet, elle s'accroît chaque année d'une manière sensible. On y bâtit de belles maisons, non plus en bois, comme autrefois, mais en bonne pierre de Châtillon, ou en briques encadrées de moellon.

Saint-Martin possède une église dont la construction commencée en 1590, ne fut achevée qu'à la fin du dix-septième siècle.

Cette église est grande, bien éclairée avec des nervures croisées en voûte. Elle renferme des vitraux fort remarquables, peints par les célèbres vitriers troyens de cette époque.

Non loin de l'église dont il n'est séparé que par une rue, est le petit séminaire. En longeant la façade occidentale de cet établissement qui n'a de remarquable que sa jolie chapelle, récemment construite, et le vaste terrain qu'il occupe, on arrive en droite ligne à la rue Saint-Martin, où s'élève modeste comme les personnes qui l'habitent, la maison des sœurs de Saint-Vincent de Paul, fondée en 1846 par la sœur Maviez, qui y consacra tout son patrimoine et qui trouva pour achever son œuvre, d'abondantes ressources dans la charité privée.

Cette maison devint bientôt recommandable par les services qu'elle rendit au quartier populeux dont elle occupe le centre.

Indépendamment des secours administrés aux malades, aux infirmes, aux pauvres qu'elles visitent presque chaque jour, ces dames s'occupent encore de l'instruction des enfants de la classe ouvrière.

Il y a chez elles trois sortes d'écoles et trois enseignements distincts :

1^o Une salle d'asile qui comprend en moyenne 160 enfants de 2 à 6 ans;

2° Une école primaire fréquentée par 90 petites filles de 6 à 12 ans ;

3° Un orphelinat où travaillent 32 jeunes filles de 12 à 21 ans.

C'est un total d'environ 300 enfants à qui on prodigue les soins les plus assidus et les plus intelligents.

Les jeunes filles de l'orphelinat sont logées à la maison, vêtues, nourries et entretenues gratuitement jusqu'à leur majorité. A leur sortie, on remet à chacune d'elles un petit trousseau avec une somme d'argent suffisante pour subvenir aux premiers besoins du moment.

Un grand philosophe, en même temps un grand écrivain, Condorcet, a dit : « toutes les institutions sociales doivent tendre à l'amélioration physique, morale et intellectuelle de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. »

Assurément les sœurs de Saint-Vincent de Paul de Saint-Martin n'ont jamais lu Condorcet ; je doute même qu'elles en connaissent le nom. Mais ce principe émis par le savant philosophe est tellement vrai, tellement conforme à l'esprit chrétien et aux institutions qui nous régissent, qu'il est devenu par la seule inspiration du cœur comme le programme abrégé de l'enseignement qu'elles donnent ; seulement à l'enseignement moral elles ont ajouté l'enseignement religieux qui le complète et dont ne parle pas Condorcet.

Elles cherchent par la parole et par l'exemple à développer dans l'âme des jeunes filles qu'elles élèvent, le sentiment des devoirs sociaux, l'amour de la famille et de la patrie, l'obéissance aux lois, la reconnaissance après le bienfait. Le dévouement à l'humanité souffrante est représenté comme la plus belle des vertus, celle que le Christ est venu enseigner à ce monde, et qu'il promet de récompenser dans l'autre vie.

Cet enseignement, donné sous la direction active, intelligente de la supérieure, M^{me} Dervaux, en religion sœur Antoinette, porte généralement ses fruits. La plupart de ces jeunes filles, partout où elles sont placées, après la sortie de l'orphelinat, soit comme cuisinières ou femmes de chambre, soit comme ouvrières dans les ateliers de bonneterie ou de confections, se rendent recommandables par leur conduite, leur probité et leur dévouement.

C'est ainsi que l'une d'elles, il y a quelques années, a obtenu à Provins un prix exceptionnel de 300 francs pour les soins dévoués et persévérants qu'elle avait donnés à un vieillard.

Leur départ de la maison ne rompt pas les liens qui les y avaient attachées.

Elles savent en garder un souvenir durable qui se manifeste de plusieurs manières.

Des correspondances s'établissent, et la supérieure continue les conseils et son patronage à celles qui se sont éloignées.

Celles qui n'ont pas quitté la ville aiment à revoir la maison où

s'est passée leur enfance, où elles ont appris à pouvoir gagner leur vie par leur travail et leur fidélité au devoir, et à venir, le dimanche principalement, quand elles ont quelques heures de liberté, saluer leurs anciennes institutrices, ou plutôt leurs mères adoptives.

On comprendra quels avantages ces relations fréquentes peuvent avoir sur l'avenir de la conduite de ces jeunes filles, qui trouvent ainsi et toujours de bons exemples à imiter, de bons conseils à suivre.

Nous avons visité la salle occupée par l'orphelinat. Elle est vaste, bien aménagée, bien aérée et disposée de manière que chaque ouvrière ait un espace suffisant pour que les mouvements de son corps ne soient pas gênés et qu'elle ait toute l'aisance possible dans son travail.

Cette salle prend le nom d'ouvroir, parce que c'est là que les jeunes filles apprennent à travailler. On les exerce à toute espèce de couture. Elles font des chemises d'hommes, des trousseaux pour enfants et pour jeunes personnes; elles repassent, brodent, tricotent, font des reprises; en un mot, on leur apprend tout ce que doit savoir une jeune fille, appelée un jour à devenir mère de famille et à diriger son ménage.

Cependant leur instruction n'est pas interrompue. Elles continuent à recevoir deux heures de classe par jour pour étendre leurs connaissances, achever leur éducation, et obtenir, si elles le désirent et si elles en ont les capacités, le certificat d'études, qui fait aujourd'hui l'objet de désirs bien légitimes.

Au-dessus de l'ouvroir est le dortoir avec de larges croisées sur les deux façades. L'air y circule abondamment; tout y est d'une exquise propreté. De petits lits blancs comme neige sont disposés sur trois rangs, largement espacés les uns des autres et présentant aux regards l'aspect de l'ordre et de la régularité.

Ces habitudes de propreté qu'on leur fait prendre, se retrouveront nécessairement un jour, quand, devenues mères de famille, ces jeunes filles auront à soigner un ménage, un mari, des enfants. Elles sauront que la propreté est un des premiers principes de l'hygiène, et que ce principe, mis en pratique, a pour conséquence de faire disparaître le germe d'une foule de maladies, si fréquentes aujourd'hui parmi la population ouvrière.

Des cours spacieux entourent les bâtiments et c'est là que se passent les récréations où règne cette gaieté modeste et innocente qui donne tant de charme à la vertu.

Toutes les fois que nous avons visité cette maison, nous en sommes sorti émerveillé de l'intelligente direction qui voit tout, préside à tout, pourvoit à tout.

J. BERNOT,

Officier d'instruction publique,

Président de la Commission locale de l'arrondissement de Troyes.

Société d'instruction professionnelle et artistique de la carrosserie.

Le 7 mars 1878, sous le patronage de la Chambre syndicale des Carrossiers, Charrons et Selliers du département de la Seine, se formait une Association ayant pour but l'instruction professionnelle et artistique de la carrosserie, fondée par les carrossiers de France et leurs adhérents. Sans sortir du domaine de l'enseignement technique proprement dit, elle se proposait d'éclairer par la discussion et le travail en commun les questions d'art, de science et d'industrie relatives à la carrosserie et d'étendre par le concours actif de ses membres l'instruction professionnelle parmi les ouvriers et les chefs d'industrie.

Dès 1873, la Chambre syndicale ouvrière de la Carrosserie avait ouvert des cours dans ses locaux. La Chambre patronale en reconnaissant l'utilité, avait proposé de développer ces cours, de leur allouer une subvention, et aussi de prendre part à la direction. Ces offres furent repoussées par la Chambre syndicale ouvrière à laquelle une subvention annuelle de 5,000 francs du Conseil municipal permit de conserver son indépendance. Il est peut être regrettable que ces deux grands efforts n'aient pas réussi à se liguer pour aboutir avec plus de succès à un but commun.

La Chambre syndicale patronale ne pensa point que ce fût une raison suffisante pour se désintéresser de l'apprentissage. Ne pouvant s'occuper activement des détails au milieu de ses occupations multiples, elle nomma un Comité de neuf membres, chargés de la direction des cours professionnels et techniques renouvelés tous les deux ans par élection en assemblée générale, dont le président est un de nos collègues, l'honorable M. Binder. Sous l'habile et intelligente direction de ce Comité, l'institution a prospéré au double point de vue financier et scolaire.

Alimentée par les cotisations des membres fondateurs sociétaires qui sont à l'entrée de 250 francs, et annuellement de 50 à 100 francs, par celles des sociétaires (entrée 25 francs, et chaque année de 10 à 100 francs) par celles des membres coopérateurs, par un droit d'écologie de 2 francs, perçu tous les mois des élèves pendant toutes les années autres que la première, la caisse de l'Œuvre fait une moyenne de recettes de 7 à 10,000 francs, et de dépenses de 4 à 6,500 francs. Ses excédents annuels sont de 3,500 francs environ.

On voit que la gestion du Comité a été des plus heureuses. C'est à lui que revient l'honneur de ces résultats, car il a les pouvoirs les plus étendus : nomination des professeurs, préparation des programmes des cours, rédaction du Bulletin ou compte rendu des travaux de la Société adressé périodiquement à ses adhérent, repré-

sensation de la Société et délibération de toutes les mesures financières.

Il ne faudrait point croire que la rétribution scolaire exigée des élèves et dont les apprentis sont dispensés, les écarte des cours. Comme l'installation est limitée et ne comporte que 67 places, on est contraint de refuser par an une cinquantaine d'élèves. Ces cours ouvrent le 1^{er} octobre et finissent au 30 avril. Ils comprennent deux divisions, comportant chacune un enseignement triennal : 1^o celle des forgerons, serruriers et charrons dite du montage; on y apprend, *dans la première année*, les éléments du dessin linéaire, les notions sommaires de géométrie et de mécanique, la construction d'une roue; *dans la seconde année*, les diverses essences de bois, leur cubage et leur débit, les diverses natures de fers, et leurs résistances, la construction d'un avant-train; *dans la troisième année*, le montage des voitures, le moyen de déterminer le passage des roues, l'équilibre des charges, les études sur la suspension et la traction. 2^o la deuxième division, dénommée cours de menuiserie, comprend *en première année*, les principes de dessin linéaire et de géométrie descriptive; *en deuxième année*, les connaissances spéciales pour l'instruction de la menuiserie, essences de bois, cubage et débit, l'application à la menuiserie en voitures, des éléments de la géométrie descriptive, le plan d'ensemble d'une caisse au dixième, enfin *en troisième année*, le plan d'ensemble d'une caisse avec les traits de construction, grandeur naturelle. — Ces divers cours sont faits, les dimanches et lundis exceptés, tous les soirs de huit à dix heures, 76, boulevard de Courcelles, par des professeurs rétribués, trois pour le montage, trois pour la menuiserie. Ils sont libres pour toute personne adhérente aux statuts. Le mardi le cours est oral. Les autres jours, il est d'application.

Chaque année, un concours a lieu entre élèves de même année dans chaque division; des diplômes et prix en argent sont sur la proposition des professeurs décernés aux élèves les plus méritants dans une assemblée générale de l'Œuvre. La valeur de ces récompenses doit être en rapport avec la somme des rétributions perçues des élèves pendant l'exercice. En outre, après leurs études achevées, les élèves bénéficiaires des plus hautes récompenses, peuvent continuer à suivre les cours gratuitement à titre de professeurs adjoints non rétribués, et des places de professeurs titulaires leur sont réservées.

Une refonte générale de tous les modèles, l'agrandissement successif des locaux maintenant insuffisants, constituent pour l'Association des charges temporaires dont sa prospérité croissante saura supporter le poids.

Ses bienfaits sont déjà manifestes. Si en 1881, les œuvres des élèves de la section montage ont été un peu inférieures à celles des

élèves de la section menuiserie, l'ampleur même du programme de cette division explique cette différence de niveau. D'ailleurs les élèves qui ont accompli leur stage triennal, sont très recherchés par les carrossiers, et trouvent immédiatement des positions enviées.

Ces renseignements dus à la complaisance de M. Jeantau, carrossier, 133, rue du Temple, secrétaire de l'Association, révèlent celle-ci comme une œuvre méritante, digne d'être connue de la Société de protection des apprentis et de participer aux gages de sollicitude et d'encouragement qu'elle accorde à d'autres institutions de même ordre.

ERNEST NUSSE.

Patronage de l'Ébénisterie.

Distribution des prix du 6 février 1882.

Cette fête a eu lieu dans la grande salle de la Mairie du IV^e arrondissement. M. Lemoine, président-fondateur, l'a inaugurée par une exhortation paternelle à l'adresse des jeunes apprentis qu'il protège. Si M. Lemoine est un patron généreux qui ne recule devant aucun sacrifice pour assurer l'instruction professionnelle des jeunes gens, il n'abandonne point le droit de remontrance que lui donnent son expérience et son dévouement, et sa sincérité ne le rend que plus populaire.

M. Lemoine a constaté et regretté une certaine faiblesse relative dans quelques branches du concours et il a fait un appel pressant au travail, au patriotisme et à la discipline. — M. Guillaume, de l'Institut, a, dans un discours d'une forme brillante et d'une pensée élevée, montré l'étroite alliance de l'art et de l'industrie confondant leurs efforts dans l'étude du dessin; puis M. Haempfen, inspecteur des beaux-arts, a affirmé, par sa présence la sollicitude de l'État pour l'Œuvre.

Après la distribution des récompenses aux lauréats, des artistes d'élite ont donné aux enfants la plus délicieuse récréation. On a particulièrement applaudi M. Saint-Germain et la très remarquable violoniste, M^{lle} Harkness.

Nous sommes persuadés que, l'an prochain, les apprentis de l'Ébénisterie, comprenant leur intérêt personnel et leur devoir de reconnaissance vis-à-vis de leurs bienfaiteurs, répondront à l'attentive protection dont ils sont l'objet par des efforts plus soutenus et plus marqués.

Société de protection des enfants du Papier peint.

Distribution des prix du 26 février 1882.

Cette fête très brillante et très réussie avait cependant commencé par un mécompte. M. Floquet, préfet de la Seine, n'était point venu

a présider par respect scrupuleux de la liberté électorale, le jour où l'on procédait à son remplacement comme député dans l'arrondissement qu'il avait si longtemps représenté à la Chambre. M. Lockroy retenu par ses devoirs auprès de Victor Hugo dont on célébrait la quatre-vingt-unième année, et d'ailleurs trompé par la nouvelle inexacte que M. le Préfet de la Seine assisterait à la séance, avait dû, lui aussi, s'abstenir de s'y rendre. L'honorable M. Bouilhet, vice-président de l'Union centrale et de la Société des arts décoratifs, a bien voulu accepter le fauteuil de la présidence. Son improvisation a eu un grand succès ; il a évoqué le passé, comparé les résultats d'il y a vingt ans à ceux d'aujourd'hui et rendu hommage à la mémoire de Barreswil, le premier propagateur de l'idée de protection de l'enfance ouvrière. M. Follot, le zélé président du patronage, a esquissé les grandes lignes de cette institution et rappelé que depuis qu'elle existe, elle a déjà distribué 33,000 francs de prix et récompenses.

Puis des artistes ont charmé le jeune auditoire par des morceaux littéraires et musicaux. M. Galipaux a soulevé les rires et les braves par deux de ses monologues spirituels. Enfin une tombola et la *Marseillaise* ont terminé cette journée qui laissera de durables et excellents souvenirs dans l'esprit des enfants.

**Caisse de patronage des apprentis du XIII^e arrondissement.
Société de Placement et de Protection.**

L'exposé suivant a été présenté par M. Louis Gallet, dans la séance annuelle du Comité de la caisse des Écoles.

MESDAMES, MESSIEURS,

La mission qu'on a bien voulu me confier dans cette séance est de celles qu'on accepte avec la rassurante certitude d'avoir affaire à des auditeurs favorablement disposés, prompts à adopter, à encourager toutes les idées généreuses ; à des auditeurs ayant déjà donné des preuves de leur esprit de bienfaisance, de leurs efforts en vue du progrès social et décidés, nous en sommes certains, à nous en apporter de nouveau le témoignage.

Ce n'est pas d'une conférence qu'il s'agit ici, mais d'un simple exposé familial relatif à une œuvre qui, dans la pensée de ses fondateurs, doit venir confirmer, soutenir, compléter l'œuvre de la Caisse des Écoles.

Cette institution de la Caisse des Écoles, dont les opérations et les actes pendant l'année 1881 viennent de vous être soumis, poursuit un but que vous connaissez, auquel vous coopérez dans la mesure de vos forces et de vos ressources, mais qui ne saurait être le but final de ceux qui ne se préoccupant pas seulement du patro-

nage des Écoles, veulent encore suivre l'enfant, l'aider, le défendre jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge d'homme.

L'œuvre soutient les enfants dans les asiles; elle s'intéresse à eux dans les écoles; elle y récompense leur progrès. Son procédé consiste à exciter l'émulation de tous, à offrir mensuellement une prime au travail, à l'assiduité, à la bonne tenue, à la civilité... Vis-à-vis de certains de ces enfants, appartenant à des familles notoirement pauvres, l'allocation de récompenses consistant en dons utiles tels que effets de vêtements, est un mode d'assistance dont n'a point à rougir l'élève, car cette assistance lui apporte avant tout un enseignement salubre; elle lui apprend dès son début dans la vie, la nécessité, l'avantage du travail, elle l'habitue à le considérer pour l'avenir comme la meilleure source de contentement et de bien-être.

Au sortir de l'instruction primaire, l'œuvre protège encore ceux des élèves qui se destinent à l'enseignement, — mais elle protège seulement ceux-là. Elle leur permet d'acquérir des connaissances supérieures; elle les subventionne pour assurer l'indépendance de leurs études; là s'arrête et doit s'arrêter son action.

Pour les autres enfants, pour ceux qu'il faut rendre à leur famille, livrer aux hasards de la vie de Paris, elle ne peut plus rien. Elle a fait d'ailleurs, je le répète, tout ce qu'elle devait au caractère de nos institutions.

Que se passe-t-il alors dans bien des cas? L'enfant rendu à sa famille touche à sa quinzième année; il sait quelque chose, mais il est encore à cet âge où l'esprit ne se fixe pas sérieusement sur un but; le père, généralement, travaille et n'a point le temps de diriger l'enfant; la mère, ouvrière aussi, parfois chargée d'autres enfants plus jeunes, ne saurait s'occuper de lui. Il est déjà pour elle un homme, qui doit apporter au ménage son contingent de ressources mais que faire et que lui faire?

Les apprentissages sont improductifs quand ils ne sont pas onéreux; il ne faut donc pas songer à un apprentissage, à une éducation professionnelle quelconque; il faut penser seulement à un salaire, à un salaire dont trop souvent on ne discute pas, dont — malheureusement — on ne peut pas discuter l'origine. On met l'enfant à toutes les besognes dures ou rebutantes; on le laisse libre du choix de ses expédients; peu importe, pourvu qu'il ne revienne pas au logis les mains vides! On vit ainsi au jour le jour, sans certitude, sans espérance; on obtient par ce régime des sujets dont l'intelligence toujours en éveil, toujours excitée par les besoins mal satisfaits de la vie matérielle se développe assurément, mais se développe parfois au détriment de leur sens moral; on ne cherche pas à reconnaître et à diriger leurs aptitudes: on n'en fait pas, en un mot, de véritables ouvriers, de ces ouvriers sincèrement attachés à

leur métier, jaloux de la perfection de leur œuvre, noblement ambitieux du progrès de leur situation, qui sont, en définitif, les véritables forces vives d'une nation.

A côté de ces enfants que je montre dispensés de toute éducation professionnelle, pourvu qu'ils apportent leur part à la masse commune, — il en est d'autres plus malheureux encore, sinon plus dignes d'assistance.

Ce sont ceux que l'imprévoyance des parents livre tout à fait à eux-mêmes ; qui, sortis de l'école à peine instruits, perdent dans les fréquentations de la rue, dans l'oisiveté constante, les notions les plus élémentaires, et dont le vice s'empare pour les perdre, à cet âge même où l'atelier devrait les recueillir pour les sauver.

Qu'on ne prenne pas ce que je viens de dire pour une accusation pour un reproche adressé à la famille, aux protecteurs naturels de ces enfants ; le père et la mère subissent forcément la conséquence de leurs lourdes préoccupations matérielles, de cette lutte de toutes les heures contre les difficultés de l'existence ; certes, ils ont communément la bonne volonté de faire à leur enfant un avenir meilleur que ce présent qui les accable, mais communément aussi le moyen leur manque. Qu'un soutien leur soit offert dans ce but, ils l'accepteront avec ardeur, avec reconnaissance.

Jusqu'ici, il n'est rien dans nos institutions qui permette de remédier d'une façon constante et régulière à un tel état de choses et il est permis de dire que, dans bien des cas, le fruit de l'instruction primaire reçue dans les écoles se trouve perdu au moment même où les enfants devraient réellement l'utiliser.

Il est question, il est vrai, d'annexer aux écoles de la Ville pour l'instruction primaire des cours professionnels et de créer des écoles spéciales où les enfants apprendraient un métier, où ils manieraient l'outil et d'où ils sortiraient avec des connaissances pratiques suffisantes pour se faire ouvrir la porte d'un atelier. Ce serait là un véritable bienfait pour notre population ouvrière ; la pensée est grande, mais la réalisation complète doit en être nécessairement longue et laborieuse.

En attendant que ce projet reçoive son exécution, c'est donc à l'initiative privée qu'il appartient d'agir.

Tel est le principe d'une idée dont notre honorable président, M. Morane, maire du XIII^e arrondissement, s'est fait le promoteur et qui est devenu l'objet de l'œuvre nouvelle dont j'ai à vous entretenir.

Frappé, comme industriel, de la situation des enfants au sortir des écoles primaires ; ayant été fréquemment à même d'observer les faits sur lesquels je viens d'appeler votre attention, M. Morane s'est demandé s'il ne serait pas possible de faire à ces enfants un

situation vraiment sérieuse et durable, de leur donner un instrument de travail, un gagne-pain, une arme solide enfin pour ce qu'on a bien justement nommé le « combat de la vie ».

Il a pensé, en même temps, que l'association qui réaliserait cette idée devrait être formée surtout par des industriels, auxquels il était naturel de s'adresser tout d'abord en pareil cas.

Il a, en conséquence, jeté les bases de cette association, dont les statuts se formuleraient ainsi quant à leur principal article :

« Il est créé dans le XIII^e arrondissement une Caisse de patronage pour les enfants habitant l'arrondissement.

» Elle a pour but :

» De leur procurer un emploi en rapport avec leurs aptitudes :

» De les surveiller et de les protéger dans leurs différentes carrières ;

» De leur faciliter la visite à Paris ou ailleurs des musées, usines et manufactures, et, en général, de tous les établissements où ils pourraient acquérir d'utiles connaissances, comme aussi de leur faire faire des excursions, des voyages, pour le perfectionnement de leur instruction ;

» D'exciter enfin leur émulation par des récompenses accordées aux plus méritants, des secours et des subventions aux nécessiteux. »

M. Gallet rappelle que les adhérents ont afflué. M. Herold a accepté la présidence honoraire, enfin un certain nombre d'enfants de moins de 16 ans a été placé avec des appointements de 40 à 60 francs par mois. M. Gallet ajoute :

Tout d'abord je dois dire qu'il s'agit ici d'un système d'association, dont les enfants eux-mêmes feraient partie.

Protecteurs et protégés, patrons et pupilles seraient liés par la mise en commun de leurs ressources.

La cotisation annuelle des sociétaires serait de cinq francs et, sous aucun prétexte, elle ne s'élèverait au-dessus de ce chiffre. Les pères de famille pourraient ainsi, moyennant un léger sacrifice annuel, participer à l'œuvre et en même temps en bénéficier.

Quant aux membres fondateurs, on a pensé qu'il convenait de leur demander un versement de cent francs, fixation acceptée, du reste, dès le principe, par les divers intéressés individuellement consultés.

Les fondateurs inscrits sont déjà au nombre de soixante-sept.

Je n'insiste pas sur ce point, ayant à parler du mode de fonctionnement de l'institution.

C'est aux directeurs des écoles communales que l'œuvre demandera officieusement le concours le plus efficace et le plus immédiat, c'est à eux qu'il sera donné de préparer la voie dans laquelle nous voulons entrer. — C'est sur leur zèle, leur observation incessante

du caractère, des dispositions de leurs élèves qu'il faudra compter pour déterminer — à la sortie définitive de l'école, — les aptitudes des enfants, pour les diriger au besoin dans le choix de leur profession, de leur métier, et, j'ajouterai de leur art. Car ce n'est pas seulement dans les limites des choses du métier qu'il faudra se tenir : un peintre, un musicien, un architecte, un ingénieur, un écrivain de génie épellent peut-être en ce moment sur le pupitre de nos écoles !

Heureux le maître qui découvrira dans l'un de ces jeunes cerveau le germe de ces facultés rares et précieuses qui font les hommes illustres !

Il aura dans sa modeste et laborieuse carrière une des joies intimes les plus pures qu'il soit donné à l'homme de goûter : avoir recueilli la première étincelle, avoir signalé le premier rayonnement de cet esprit d'enfant, qui sera peut-être un grand inventeur, un grand philosophe, un grand citoyen !

Mais descendons de cette sphère un peu idéale. Restons dans le domaine de la vie courante ; demandons principalement à nos auxiliaires de classer leurs élèves en vue d'une bonne direction professionnelle. Aujourd'hui, d'ailleurs, grâce à l'extension donnée à l'art industriel, l'artiste saura facilement se dégager de l'artisan. Il en sera de même dans toutes les branches de l'instruction ; nous n'aurons donc bien réellement à nous occuper que de la bonne distribution, de l'utilisation des éléments et des moyens qui doivent nous être révélés chez les élèves.

Une fois le choix fait, les aptitudes déterminées autant que possible, les enfants seront reçus par les sociétaires ou placés par eux, même hors de l'arrondissement, chez leurs adhérents, chez leurs amis.

Au besoin, on les remplacera périodiquement pour les encourager, pour les soutenir, pour recevoir leurs observations, pour profiter et pour les faire profiter de toutes les remarques utiles au bien, au progrès incessant de l'association.

Dans aucun cas, nos protégés ne seront dérobés au patronage qui doit les mettre à l'abri d'une exploitation intéressée. Il s'agit de grouper une nombreuse famille dont les membres ne se perdront pas de vue et, sans créer de privilèges, sans constituer de maîtrises, vivront pourtant dans la constante pratique de la solidarité, base essentielle de notre société moderne.

La Caisse de patronage des apprentis, nous l'espérons, sera soutenue un jour par ceux-là mêmes en faveur desquels elle est aujourd'hui fondée ; par ces enfants dont nous aurons pu élever la situation, affermir les heureuses tendances et déterminer la vocation. Ils auront appris que, nés avec les mêmes droits, tous les hommes ont aussi les mêmes devoirs. Ces devoirs que la société leur impose, ils les exer-

ceront plus largement encore, leurs ressources étant devenues plus considérables; des enfants qu'ils verront grandir à leur tour ils s'efforceront de faire des hommes vraiment dignes de ce nom, d'augmenter le nombre de ces chercheurs, de ces travailleurs, de ces producteurs de toute espèce dont l'œuvre collective fait la force, la grandeur et la prospérité de la patrie.

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre syndicale des fabricants de Lampes et Ferblanterie.

Assemblée générale du 8 novembre 1881.

M. Bernard s'exprime ainsi :

Au Parlement, au Ministère, au Conseil municipal de Paris, par-tout enfin, l'éducation professionnelle est étudiée sous toutes ses faces, et on est disposé aux plus grands sacrifices pour doter la France d'écoles spéciales, d'où sortiraient les ouvriers futurs de nos ateliers.

Je n'ai pas besoin de vous indiquer que la division excessive du travail qui nous est imposée par la concurrence étrangère ou même indigène, dont profite la consommation, et, par suite, nous tous, puisque, ce qui a lieu à l'égard des produits que nous fabriquons, a lieu également pour ceux que nous consommons, cette division du travail, dis-je, a amené une spécialisation dans la main-d'œuvre au détriment de l'initiative de chaque ouvrier et de ses connaissances générales techniques.

Par ce fait, les bons ouvriers deviennent de plus en plus rares, et certains travaux mêmes, qui se faisaient autrefois, seraient impossibles à faire exécuter couramment aujourd'hui.

Ne serait-ce pas un sujet digne de votre attention que d'appuyer la création à Paris d'une de ces écoles où, en dehors du dessin, de cours élémentaires de géométrie ordinaire et descriptive, de cours usuels d'administration, de droit et de morale civique, on apprendrait à des jeunes gens sortant de l'école primaire la ferblanterie, le repoussage, le tournage, etc. ?

J'indique les grandes lignes; à vous de donner mandat à votre Chambre de faire les enquêtes nécessaires et d'étudier en détail ce qui serait utile pour notre spécialité.

En effet, n'est-ce pas à vous, chefs de maison, anciens ouvriers vous-mêmes ou fils d'ouvriers qui avez, par votre travail, votre persévérance, maintenu la réputation de la France lors du grand concours international de 1878, n'est-ce pas à vous qu'incombe surtout l'étude

de ces questions, d'indiquer la note pratique et juste qui permettra de ne pas faire fausse route, et de donner au pays des ouvriers capables et instruits, parmi lesquels nous trouverons des successeurs ou des émules qui viendront s'établir à côté de nous ?

Ils seront les bienvenus du moment qu'ils aideront au progrès : la patrie en profitera.

J'ai dit tout à l'heure qu'il faudrait faire, dans nos écoles d'apprentissage, un cours élémentaire d'administration ; laissez-moi vous expliquer, en quelques mots, 'ma pensée à ce sujet :

N'avez-vous pas été frappés du grand nombre d'ouvriers qui quittent nos ateliers, nos usines pour louer soit un cabinet de force motrice, soit pour s'établir en chambre, et qui, au bout de quelques années, reviennent vous redemander du travail ? c'étaient souvent les plus habiles. Que leur a-t-il donc manqué pour réussir et progresser ? Une seule chose : des notions d'administration. Ils ne savaient pas faire un prix de revient en y ajoutant les frais généraux ; conséquence : avilissement de certains prix, concurrence des commissionnaires, même vis-à-vis du fabricant qui veut faire honneur à ses affaires, et finalement abandon d'articles qui convenaient aux consommateurs, mais que personne ne veut plus fabriquer parce que le cours n'en est plus suffisamment rémunérateur.

Chambre syndicale des fabricants d'appareils d'Éclairage et de Chauffage par le gaz.

Séance du 9 janvier 1882.

M. le Président fait la lecture du discours de M. Antonin Proust, ministre des arts, dans une réunion de la Commission d'enquête sur la situation des ouvriers et des industries d'art.

La Chambre partage l'avis de M. le Ministre : « Il faut rechercher avec sincérité les causes d'un mal dont il serait puéril de se dissimuler l'étendue. » Les causes de ce mal sont la concurrence étrangère, l'activité de l'étranger et la somnolence de la France. Pendant que l'étranger réunit tous ses efforts à produire mieux et meilleur marché, l'ouvrier français n'a qu'un but : produire le moins possible et le plus cher possible ; l'ouvrier français a la prétention de savoir et ne veut pas apprendre. Il n'y a plus d'apprentis.

Le remède à apporter à ce mal qui nous ronge est l'établissement de cours publics, essentiellement industriels, des écoles spéciales à Paris pour nos industries, à l'instar des Écoles des Arts et Métiers, d'où le jeune homme puisse sortir ouvrier ou contremaître instruit et intelligent ; des écoles d'apprentissage produisant des hommes venant répandre dans nos ateliers la concurrence entre les ouvriers routiniers ou mal intentionnés et les jeunes gens actifs et bien pen-

sants; enfin, la condamnation des marchands de vins et cafés, où l'ouvrier croit trouver le bien-être, quand, en réalité, il n'y puise que la débauche et les vices. Il y engloutit sa santé, ses forces et l'argent qu'il devrait réserver à sa famille et économiser pour ses vieux jours.

Tel est le mal, tel est le remède. Le gouvernement est trop soucieux de la vitalité de la France pour ne pas aider l'industrie. Qu'il fonde des écoles professionnelles; qu'il aide les corporations de ses deniers à entretenir des écoles d'apprentissage et le mal cessera, et, en peu de temps, l'industrie française sera à même de conserver une place qui lui est sérieusement disputée aujourd'hui.

Chambre syndicale des Corsets et accessoires.

Séance du mardi 17 janvier 1882.

M. Dusaussé a la parole pour exposer ses observations au sujet de la création d'une école professionnelle d'ouvrières corsetières. Il constate que s'il est si difficile à présent de trouver de bonnes ouvrières, c'est parce qu'on ne fait plus d'apprenties. Il y avait autrefois des fabricants de corsets qui prenaient des jeunes filles, les logeaient et les nourrissaient, et, leur apprenant le métier, en faisaient de bonnes ouvrières. Aujourd'hui, les fabricants cherchent de bonnes ouvrières qui, lorsqu'elles sont capables, ce qui est très rare, se font payer des prix fabuleux, et qui, lorsqu'elles ne le sont pas, ce qui arrive le plus souvent, ne rendent naturellement pas le service qu'on en attend. En créant une école d'apprentissage où des jeunes filles apprendraient l'état de corsetière soit dans son ensemble, soit dans ses spécialités, nous serions certains de posséder un certain nombre d'ouvrières capables; car ce n'est pas quand une femme commence à vingt ou vingt-cinq ans à faire des corsets, après avoir fait tout autre métier, qu'elle peut bien connaître la fabrication; c'est quand elle y a été élevée dès l'âge de douze ou quatorze ans.

M. Leprince dit qu'il n'a jamais cessé de dresser chez lui de petites apprenties en leur donnant un travail proportionné à leurs forces, et même en les payant suivant ce qu'elles font, afin de les encourager. Il s'est toujours du reste bien trouvé de ce système.

M. Dusaussé dit que peu de fabricants de corsets sont à même d'agir ainsi, parce que maintenant on est plus négociant que fabricant, et peu de patrons auraient le temps de s'occuper d'apprenties.

Pour conclure, M. Dusaussé prie ses collègues d'étudier la question et de réfléchir aux services que rendrait une école d'apprentissage comme il en existe dans d'autres Chambres syndicales.

M. Farcy dit qu'aussitôt qu'il a eu connaissance du vœu de M. Dusaussé auquel il se rallie entièrement, il a songé, pour trouver de jeunes

élèves, à l'œuvre entreprise en ce moment par M. Quantin, directeur de l'Assistance publique, celle des enfants moralement abandonnés. Par l'effet de cette œuvre il va se trouver une grande quantité d'enfants, garçons et filles, à qui l'Assistance publique voudra faire apprendre un état, et en prenant de ces jeunes filles on rendra un service à cette bonne œuvre et nous serons certains d'avoir des ouvrières au moins du plus jeune âge jusqu'à vingt et un ans.

M. Prudent fait observer qu'il a déjà demandé de ces enfants et que l'Assistance publique les lui a refusés.

M. Dusaussé croit que l'Assistance publique a pu refuser ces enfants à un négociant seul, mais qu'à un groupe comme l'est notre Chambre elle serait peut-être heureuse de les accorder.

En principe, la Chambre est d'accord pour approuver le vœu de M. Dusaussé, et chacun individuellement est prié de recueillir les renseignements qui pourraient intéresser la création d'une école professionnelle.

Il est en outre décidé qu'on fera appel au zèle de tous les adhérents de notre groupe pour les prier d'assister à la prochaine séance et d'apporter leurs lumières à l'étude de cette intéressante question.

Séance du 23 février 1882.

L'ordre du jour appelle la discussion sur l'étude de la création d'une École professionnelle d'ouvrières corsetières.

M. Leprince dit avoir reçu la visite de M. Dusaussé, lequel, ne pouvant pas venir à la séance, l'a prié de le remplacer pour communiquer à la Chambre les renseignements qu'il avait recueillis auprès de divers membres du Syndicat général qui lui ont fait connaître leur opinion à ce sujet; quelques-uns ne sont pas absolument partisans des écoles professionnelles et contestent les avantages qu'elles peuvent donner; quelquefois elles produisent de très beaux résultats, par exemple l'école des apprentis horlogers, et s'il était possible à la Chambre des corsets de faire une création analogue, on la féliciterait bien sincèrement; mais qu'il ne fallait pas se dissimuler les difficultés que l'on aurait à surmonter pour arriver à ce résultat; la première est peut-être la plus grande, étant la question financière.

M. Leprince dit que son appréciation personnelle est conforme aux informations recueillies par M. Dusaussé; il les a d'ailleurs émises à la précédente réunion. Il termine en demandant que la discussion soit ajournée afin de pouvoir entendre M. Dusaussé lui-même, auteur du projet.

M. Farcy pense qu'on peut néanmoins en préparer l'étude; à ce sujet il dit:

« Que le Conseil municipal de Paris vient de décider la création de deux écoles professionnelles aux environs de Paris affectées aux

jeunes garçons moralement abandonnés, dont une d'horticulture et l'autre de travaux de menuiserie ; il est à croire que l'on s'occupera bientôt des jeunes filles ; peut-être ne serait-il pas impossible, si le cas se présentait, que notre industrie fût une de celles dont on ferait faire l'apprentissage. La première question que l'on s'adresse est de savoir quels seraient les frais qu'entraînerait un tel projet ? Il est certain que nous ne pouvons prétendre installer une pension de jeunes filles avec des maîtresses d'ouvrages ; nous n'avons aucune ressource pour des vues aussi hautes et dont la réalisation demanderait des soins et du temps que nous ne pouvons y consacrer. Mais ne serait-il pas possible, pour commencer, de faire quelques essais partiels et très limités ; on pourrait, dans certains établissements d'instruction primaire de jeunes filles, consacrer quelques heures par semaine à faire l'apprentissage de celles qui voudraient apprendre les premières notions de notre industrie.

» Est-ce que chacun de nous, intéressé au succès d'une telle œuvre, ne pourrait pas déléguer à tour de rôle une de ses bonnes et anciennes ouvrières pour montrer aux apprenties ? Ce serait un léger sacrifice dont toute notre industrie plus tard retirerait les avantages. Nous savons tous que l'industrie française n'aura de supériorité sur ses rivales à l'étranger, et particulièrement pour les modes, la confection, les vêtements, auxquels nous nous rattachons que par l'élégance, le cachet, la distinction recherchés surtout dans la fabrication parisienne.

» Il ne faut pas se dissimuler que, pour le corset, il ne se forme pas d'éléments jeunes, nouveaux, comme ouvrières ; la notion du beau travail disparaît ; nous sommes tous en peine de trouver des ouvrières intelligentes, capables, connaissant bien notre partie ; nous devons chercher à remédier à cette situation.

» Tous les adhérents et membres de notre Chambre syndicale sont intéressés au progrès de notre industrie, et si un tel projet peut se réaliser, nous devons compter sur leur concours et adhésion.

» Cette création doit être avant tout d'un intérêt général aussi bien pour les maisons de détail que pour celles de gros ; elle doit avoir pour but d'augmenter la perfection de notre fabrication, de la rehausser vis-à-vis de nos concurrents étrangers, qui copient, il est vrai, nos formes, nos coupes, nos modèles, mais que nous laisserons toujours en arrière si nous voulons maintenir la perfection de la fabrication parisienne.

» J'espère donc, Messieurs, que vous voudrez bien continuer l'étude de cette question et que nous réussirons dans un essai aussi restreint qu'on voudra pour commencer. »

La question étant envisagée sous cette forme, M. Leprince s'y rallie, mais, dit-il :

« Afin d'éviter que plus tard ces apprenties ne restent pas avec nous, ne faudrait-il pas chercher à faire des spécialités dans le travail, de manière à ce que chaque ouvrière pût se perfectionner dans son ouvrage. Ainsi, on arriverait mieux à perfectionner la fabrication, et, dans tous les cas, j'admets très bien que chaque fabricant prête le concours temporaire d'une de ses ouvrières. »

M. Abadie fait observer que ce mode d'instruction lui semble défectueux à cause de son manque d'uniformité dans l'enseignement et que l'apprentie doit arriver à connaître toute la fabrication du corset.

M. Prudent appuie cet argument et pense que la différence de fabrication de chaque maison produira des confusions dans l'étude des élèves. « Et si vous ne faites que des spécialités, ajoute-t-il, vous n'aurez jamais de bonnes ouvrières corsetières. »

M. Farcy dit qu'on apprendrait successivement les différents travaux que nécessitent la confection d'un corset aux apprenties qui le désireraient, mais que, sur ce point, il est d'avis d'être très libéral.

Pour ne pas prolonger inutilement une discussion sur cette question, insuffisamment étudiée, M. le Président engage chaque membre à y réfléchir, à l'étudier chacun de son côté, afin d'apporter à la prochaine séance les lumières qu'il aura pu recueillir.

Séance du mardi 28 mars 1882.

L'ordre du jour appelant l'étude de la création d'une école professionnelle d'ouvrières corsetières, M. Farcy rappelle qu'à la dernière séance on avait émis le vœu d'en faire l'essai dans une école ou dans une pension où l'on trouverait facilement des élèves désireuses d'apprendre l'état de corsetières.

M. Dusausse, qui s'était chargé de demander des renseignements à M. Hiéland, dont la Chambre crée actuellement une école d'apprenties fleuristes, rend compte de la visite qu'il lui a faite et du charmant accueil qu'il en a reçu ; mais, dit-il, en principe, M. Hiéland n'est pas partisan d'une école telle que nous nous l'étions proposée au début de la question. Sa Chambre étudie la création d'une école où l'on élèverait des enfants depuis le plus bas âge, c'est-à-dire à qui il faudrait faire entièrement l'instruction. Nous n'avons pas les moyens ni le désir de poursuivre un but aussi philanthropique, et tout en remerciant M. Hiéland des renseignements qu'il nous a donnés, il nous est impossible de le suivre dans la voie qu'il parcourt.

A une observation qui avait été faite à la dernière séance, que chaque membre pourrait à tour de rôle fournir une ouvrière pour enseigner l'état de corsetière aux élèves, M. Dusausse fait remarquer qu'il serait impossible, avec ce système, de leur faire faire un travail suivi

et par conséquent de leur donner une instruction régulière ; il vaudrait mieux qu'une cotisation payée par tous les adhérents à la création d'une école d'apprentissage permit de rétribuer une bonne ouvrière qui serait chargée de l'instruction complète des apprenties.

Malheureusement, ajoute-t-il, il nous est impossible de suivre aucun exemple, puisque, à part la Chambre syndicale de l'Horlogerie, aucune autre Chambre n'a créé ce que nous voulons faire ; encore cette Chambre de l'horlogerie ne peut-elle nous guider, son école étant montée à des proportions que nous ne pouvons atteindre et étant soutenue par les autorités.

Sur l'avis émis par M. Dusaussé que nous devrions exiger que nos apprenties restassent ouvrières d'adhérents de la Chambre une fois leur enseignement terminé, M. Leprince préfère qu'on laisse les ouvrières absolument libres ; il est impossible d'accaparer les enfants que l'on instruirait et de les contraindre plus tard à rester avec nous ; cela serait contraire à tout principe de liberté et l'on n'obtiendrait rien de bon. En outre, M. Leprince est d'avis de prendre des informations auprès de nos conseillers municipaux et même de leur demander leur appui. Le Conseil municipal de Paris est en train de créer des écoles professionnelles dans toutes les écoles communales de Paris ; nous lui rendrions service en même temps qu'il nous aiderait et, à la rigueur, il nous subventionnerait. C'est du moins l'avis émis par M. Farcy.

M. Quantin dit que c'est plutôt dans les orphelinats qu'on pourrait trouver le moyen de mieux régler un apprentissage et qu'on serait le plus certain de trouver des élèves.

Tous les membres de la Chambre sont priés d'étudier chacun de leur côté le moyen le plus pratique à employer pour arriver à bonne fin, et MM. Breuillin et Leprince promettent de voir leurs conseillers municipaux respectifs pour leur en parler.

Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation.

Distribution des prix de l'école de dessin et de modelage.

Selon l'usage adopté par la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation et des industries qui s'y rattachent, la distribution des prix de son école de dessin et de modelage a eu lieu le dimanche 15 janvier 1882, dans la salle des Conférences de l'Union nationale du Commerce et de l'Industrie.

Cette intéressante cérémonie, attendue avec impatience par nos jeunes élèves, a été présidée par le Ministre des Arts, M. Antonin Proust, qui avait tenu à honorer de sa présence cette fête du travail.

La municipalité du III^e arrondissement, M. le Dr Frère, conseiller municipal, et plusieurs notabilités commerciales parmi lesquelles nous citerons : MM. Muzet, Dueret, Rulet, Turney, Vice

Présidents et membres du Syndicat général, Vanderheyem, Président de la Chambre syndicale des négociants en diamants et pierres précieuses; MM. Nicole et Tourette, Administrateurs de l'Union nationale, ont aussi apporté leurs concours à cette solennité, à laquelle une assistance plus nombreuse qu'elle n'avait été jusqu'à ce jour a pris part et témoigné ainsi de l'intérêt qu'elle attache à notre école et de l'importance qui en résultera pour les générations futures d'ouvriers bijoutiers.

M. Topart, Vice-Président honoraire de la Chambre syndicale et juge au Tribunal de commerce, étant souffrant, s'est excusé par lettre de ne pouvoir prendre part cette année à cette distribution des prix et renouveler aux élèves les bons conseils qu'il ne cesse de leur prodiguer.

M. Martial-Bernard, Président de la Chambre syndicale de la bijouterie-joaillerie, s'est aussi excusé par lettre de ne pouvoir se rendre à l'invitation de notre Président.

M. le Ministre des Arts a ouvert la séance et donné la parole à M. Lejolliot, Président de la Commission de l'École de dessin, qui, dans un rapport détaillé et très goûté de toute l'Assistance, a rendu compte des travaux des élèves durant l'année écoulée, et constaté avec satisfaction l'augmentation du nombre des élèves et l'assiduité du plus grand nombre.

Après la lecture de ce rapport, la parole a été donnée à M. Piel, Président de la Chambre syndicale, qui a lu un discours dans lequel il s'est attaché à démontrer l'importance du dessin pour nos industries en général, et l'indépendance que peut donner sa connaissance à l'ouvrier qui la possède. Il a fait valoir les progrès énormes de l'étranger dans un grand nombre de nos articles, et termine enfin par de sages et justes conseils adressés aux élèves, en les encourageant à travailler de toutes leurs forces, de façon à posséder un certain nombre de connaissances indispensables et se rendre, par là, dignes de leur pays et indépendants. — Ce discours a été chaleureusement applaudi à différentes reprises.

M. Nicole, Administrateur général de l'Union nationale, a pris ensuite la parole. Dans un discours fort intéressant, il a démontré l'importance et l'utilité des cours professionnels, au moment où toutes les puissances étrangères se lancent avec ardeur dans cette voie si utile. L'orateur a surtout insisté sur l'école fondée récemment à Berlin, et qui promet de donner avant peu de fort bons résultats. Nous ne devons donc pas rester en arrière, il faut marcher vite et bien.

Le discours de M. Nicole a été salué d'applaudissements unanimes.

Enfin, M. le Ministre des Arts a pris lui-même la parole et prononcé

un discours où les idées pratiques abondent et plusieurs réformes sont indiquées d'une façon heureuse. Ce discours a été très favorablement accueilli par l'auditoire et les bons conseils qu'il a donnés à nos jeunes élèves porteront certainement leurs fruits.

La liste des lauréats a été ensuite proclamée. Les récompenses consistaient, comme les années précédentes, en médailles de vermeil, d'argent et de bronze, en livrets de la caisse d'épargne variant de 50 francs à 20 francs et en volumes de luxe. Plusieurs de ces volumes ont été offerts par M. le Ministre des Arts.

Un concert, organisé par les soins de la Commission de l'école, a terminé cette intéressante fête, et les nombreux assistants se sont retirés satisfaits.

Assemblée générale du 1^{er} mars 1882.

M. le Rapporteur s'exprime ainsi : — Il y a une œuvre dont votre Chambre s'est occupée d'une façon particulière et à laquelle elle consacre la meilleure partie de son temps ; nous voulons parler de l'école de dessin et de modelage. Mais nous ne nous étendrons pas longuement sur ce sujet, la voix autorisée de notre cher et dévoué Président vous dira, mieux que toute autre, combien d'efforts elle nous a déjà coûtés et quels résultats nous avons obtenus. Quant à nous, il nous suffira de constater cette année l'amélioration survenue dans cet enseignement et l'intérêt toujours croissant qui s'attache à cette fondation ; la meilleure preuve que nous puissions en donner est l'affluence plus nombreuse que jamais qui a pris part cette année à la distribution des récompenses aux élèves de cette école présidée par M. le Ministre des arts, et où nous avons pu constater la présence d'un grand nombre de notabilités commerciales.

Ce succès nous encourage donc à persévérer dans notre entreprise, à la développer autant que possible, fermement convaincus que nous sommes d'être en communauté d'idées avec la grande majorité des représentants de nos industries en essayant de préparer pour l'avenir des ouvriers réunissant assez de connaissances pour pouvoir lutter avec leurs concurrents qui surgissent de toutes parts et à perpétuer ainsi le goût français dans le monde entier.

D'autres questions ont encore occupé nos séances mensuelles et ont été entièrement résolues ou sont prêtes de l'être ; nous citerons entre autres la diminution du prix du gaz, pour laquelle nous avons voté une somme de 100 francs destinée à collaborer au pétitionnement en faveur de la proposition ; la question des traités de commerce, l'amélioration de la loi sur les faillites, qui, en ce moment, sont soumises au parlement et ne tarderont pas à avoir une solution. Enfin, la question très intéressante, pour nos industries principalement, du recrutement des apprentis, dont votre Chambre s'est

occupée d'une façon particulière, mais qui est tellement complexe qu'elle demande des études suivies et approfondies, et qui, pour cette raison, n'a pas encore été résolue. Cependant il est permis d'espérer que, dans un temps très rapproché, cette grave question sera discutée par le Syndicat général, beaucoup de Chambres en ayant été saisies, et qu'une solution interviendra bientôt par la création d'écoles de patronage, par exemple.

A cette énumération, nous devons ajouter d'autres propositions, qui, jusqu'à ce jour, n'ont pas été mises en délibération, mais dont l'examen ne tardera pas : dans ce cas sont les propositions de notre collègue, M. Mascuraud, relatives à la conservation des modèles et à la concurrence déloyale pratiquée par certaines maisons d'exportation ; la proposition de l'un de nos vice-présidents, M. Lejolliot, concernant l'application de la loi sur les enfants employés dans l'industrie, proposition qui intéresse tous les fabricants en général, etc.

Nous avons reçu enfin de la Chambre de commerce l'avis de la fondation et en même temps le programme de l'École des hautes études commerciales.

Cette institution a pour but de combler une lacune existant dans l'enseignement secondaire et de compléter la pensée qui a présidé à la création des écoles municipales dont l'École Turgot est la première fondation, et qui nous donnera, dans un certain temps, des industriels et des commerçants possédant certaines connaissances théoriques et techniques, qui leur permettront de porter au loin la renommée commerciale de notre cher pays, et qui pourront à un certain moment devenir les arbitres et les défenseurs des intérêts français en qualité de consuls dans les pays étrangers. Cette méthode est suivie depuis de longues années déjà par notre voisine l'Angleterre, qui choisit généralement, pour ses représentants à l'étranger et ses consuls, des négociants ou d'anciens négociants ayant acquis une grande expérience des affaires en même temps qu'une certaine notoriété, et qui, par cela même, rendent de véritables services à leur pays et à leurs nationaux.

M. le Président prend ensuite la parole et prononce le discours suivant :

« Mes chers collègues,

» Vous venez d'entendre le rapport détaillé des travaux accomplis par votre Chambre pendant le cours de cette année. La situation de nos caisses, celle de la Chambre et celle de l'École de dessin, on fait l'objet de rapports spéciaux qui vous ont été soumis. Enfin lors de la dernière distribution des prix aux élèves de notre école de dessin, vous avez pu constater, d'après les renseignements con-

tenus dans le rapport, le progrès de cette institution; on vous a rendu compte des résultats obtenus, désormais acquis, et vous y avez certainement trouvé la récompense des efforts tentés en commun, mais on vous a dit aussi qu'il importait de redoubler de dévouement pour assurer dans l'avenir la prospérité d'une œuvre qui intéresse au plus haut point notre industrie.

» Les écoles professionnelles, où l'on enseigne notamment le dessin, sont considérées, avec juste raison, comme des sources vives et fécondes, où l'art industriel doit chercher sans cesse ses éléments de vitalité. Vous vous êtes approprié cette idée, mes chers collègues, et vous en avez fait une application fructueuse.

» Sans doute, l'œuvre commencée doit être poursuivie, mais quand le temps sera venu. j'estime que nous pourrons nous en remettre sans crainte à ceux qui viendront après nous du soin de ne pas laisser dépérir le patrimoine industriel que nous nous sommes attachés à faire prospérer. »

Chambre syndicale de la Photographie.

Règlement des examens d'opérateurs photographes

DEMANDE DES CANDIDATS.

Tout candidat au diplôme d'opérateur photographe devra adresser à M. le Président de la Chambre syndicale une demande où il indiquera :

1^o Ses nom et prénoms, son âge, son lieu de naissance en France ou à l'étranger, les noms des établissements dans lesquels il a, soit appris, soit appliqué la photographie, ses titres, diplômes, et deux exemplaires au moins des livres qu'il aura publiés; il y joindra un certificat de bonnes vie et mœurs.

2^o Les spécialités pour lesquelles il désire obtenir un diplôme.

A cette demande, M. le Président de la Chambre ou un membre du bureau, délégué à cet effet, répondra au candidat en lui indiquant les jour et heure des examens théoriques et pratiques.

Le candidat, avant de subir les examens, devra verser à la Caisse de la Chambre syndicale un droit d'examen et de diplôme de 25 francs. Cette somme lui sera restituée s'il n'est pas diplômé.

NATURE DES EXAMENS.

Les examens seront de deux sortes : théoriques et pratiques. Les épreuves théoriques seront publiques; elles auront lieu au siège de la Chambre syndicale.

L'admissibilité aux épreuves pratiques ne sera décidée qu'après l'obtention d'un nombre de points suffisant à l'examen théorique.

Mode de pointage. — Admissibilité.

Les points seront ainsi répartis jusqu'à un maximum de 20, qui représentera la note *parfait* :

0	<i>Nul.</i>
1, 2	<i>Très mal.</i>
3, 4, 5	<i>Mal.</i>
6, 7, 8	<i>Médiocre.</i>
9, 10, 11	<i>Passable.</i>
12, 13, 14	<i>Assez bien.</i>
15, 16, 17	<i>Bien.</i>
18, 19	<i>Très bien.</i>
20	<i>Parfait.</i>

Les sujets des épreuves théoriques seront arrêtés par le jury, au commencement de la séance, hors la présence du public et des candidats et mis sous enveloppe cachetée.

Chacun des membres du jury inscrit sa note, d'après l'échelle indiquée, sur un bulletin signé de lui et portant le numéro et la nature de l'épreuve avec le nom du candidat.

Ces bulletins seront immédiatement placés dans une enveloppe cachetée, reproduisant extérieurement l'indication du numéro et la nature de l'épreuve.

Le dépouillement des bulletins a lieu à la fin des examens, le jury assemblé.

Pour qu'un candidat ait droit à l'admissibilité et puisse concourir aux épreuves pratiques, il devra avoir obtenu une moyenne minimum de 200 points.

Des trois notes obtenues, deux seront réunies en une seule moyenne. Ce seront celles afférentes aux épreuves de chimie et de physique, dont le coefficient sera 4. La troisième, afférente à l'épreuve des applications photographiques, sera multipliée par un coefficient plus élevé, soit par 8, et l'addition des deux produits donnera le nombre des points.

Nul ne sera déclaré admissible s'il n'a obtenu au moins la note 6 aux épreuves soit de chimie soit de physique, et la note 10 à l'épreuve de la photographie appliquée.

Les examens auront lieu conformément aux dispositions suivantes :

1° Pour le brevet de capacité dans l'ensemble des connaissances photographiques.

§ I. — Épreuves théoriques.

Principe général de la photographie. — Notions de chimie et de physique relatives à cette application spéciale. — Procédés photographiques divers négatifs et positifs.

Il sera procédé à cet examen par un jury de trois membres, dont l'un questionnera le candidat sur la chimie photographique, l'autre sur la physique photographique, et enfin le troisième sur l'ensemble des applications à la photographie soit négative, soit positive.

§ II. — Épreuves pratiques.

Ces épreuves auront lieu dans des locaux indiqués aux candidats déclarés admissibles, en présence des membres du même jury d'examen renforcé seulement de membres compétents pour les applications de la photographie aux impressions industrielles, telles que la phototypie, la photoglypie, la photogravure typographique et en taille-douce, les émaux photographiques, etc.

Les notes pour les épreuves pratiques porteront sur diverses épreuves distinctes :

A. — Opérations négatives sur collodion à l'état sec et humide, sur gélatine et tout ce qui s'y rattache, *coefficient* 10.

B. — Opérations des tirages positifs au chlorure d'argent et tout ce qui s'y rattache, *coefficient* 10.

C. — Impressions industrielles, *coefficient* 6.

Chacun des membres du jury chargé de suivre les épreuves A, B, C, pourra agir isolément, et l'ensemble des points donnant droit à l'octroi du brevet de capacité devra atteindre le chiffre 300.

Chaque membre du jury, après les épreuves auxquelles il aura assisté, devra remettre au président du jury un bulletin par candidat portant l'indication du nom de l'examiné, la marque distinctive de l'épreuve A, B ou C, et enfin la note obtenue.

2^e Pour le brevet de capacité dans une application spéciale.

I. — Épreuves théoriques.

Comme celles du brevet de capacité pour l'ensemble des connaissances photographiques, avec cette différence, toutefois, que l'admissibilité sera accordée à partir d'un minimum de 150 points.

Le nombre des points donnant droit au brevet de capacité devra être au minimum de 15 (soit *bien*) pour une spécialité.

II. — Épreuves pratiques.

Celles-ci portent sur la spécialité ou sur les spécialités indiquées par le candidat.

En ce cas, les diplômes mentionneront la spécialité ou les spécialités distinctes sur lesquelles le candidat aura été examiné.

DIPLOMES

Les diplômes ou brevets de capacité seront de diverses sortes ; il y aura des brevets de capacité pour l'ensemble des connaissances théo-

riques et pratiques de l'art photographique et des brevets plus spéciaux pour la connaissance de certains procédés particuliers, tels que la phototypie, photoglypie, les impressions au charbon, la phototypographie et la photo-gravure en taille douce, les émaux photographiques et autres applications spéciales.

Les diplômes seront délivrés au nom de la Chambre syndicale, signés par les membres du jury d'examen, contresignés par le Président et par le Secrétaire de la Chambre.

Ils mentionneront après le nom et le lieu de naissance du diplômé la nature des examens subis et, s'il y a lieu, les noms de ses professeurs et des établissements où il a fait ses études.

Un pointage de 300 à 350 donnera lieu à la mention *assez bien*.

Un pointage de 350 à 450 donnera lieu à la mention *bien*.

Un pointage de 450 à 500 et au delà donnera lieu à la mention *très bien*.

La mention obtenue sera indiquée au candidat en lui annonçant son admission.

Une notification de la délivrance des diplômes d'opérateurs sera adressée, pour donner à ces titres la plus grande notoriété possible aux diverses Sociétés photographiques françaises et étrangères à tous les journaux spéciaux pour y être insérée.

L'époque des sessions d'examen sera fixée par la Chambre syndicale qui nommera les jurys d'examen pour chaque session.

Le jury pourra se composer soit de membres français appartenant exclusivement à la Chambre syndicale, soit de personnes compétentes choisies hors de la Chambre, soit enfin, à l'occasion, de notabilités photographiques étrangères, de passage à Paris, lesquelles siégeront alors en qualité de membres adjoints, et seront priées de signer les diplômes accordés aux candidats examinés en leur présence.

Le Président du jury d'examen sera toujours un membre de la Chambre syndicale; il sera désigné par les membres du jury.

Il aura pour mission de régler la marche des opérations et d'en centraliser les résultats pour les transmettre au Président de la Chambre.

RÉPARTITION DES QUESTIONS DU PROGRAMME GÉNÉRAL ENTRE LES TROIS EXAMINATEURS CHARGÉS DE L'EXAMEN THÉORIQUE POUR LES CONNAISSANCES D'ENSEMBLE.

Examineurs de :

<i>Chimie</i>	n ^{os} 1 à 10
<i>Physique</i>	n ^{os} 11 à 20
<i>Photographie appliquée</i>	n ^{os} 21 à 30 (1)

(1) Ces numéros désignent trente ordres de faits généraux impliquant dans leur ensemble toute la science photographique.

Les examens pratiques comprendront l'ensemble des procédés divers, au gré des examinateurs, mais ils devront porter sur une opération complète à la fois négative et positive.

Quant aux spécialités telles que la phototypie, la phototypie et la photogravure, il n'est aucune question à prévoir. L'examineur spécial interrogera le candidat, à son gré, sur tout l'ensemble de la spécialité visée par la demande.

Les candidats pourront opérer avec leurs produits et leurs instruments.

La constatation d'un talent artistique chez le candidat, tel qu'une certaine connaissance du dessin et de la peinture, lui donnera droit à une note en plus de cinquante points.

La Chambre syndicale se réserve d'apporter au présent règlement toutes modifications qui lui seront indiquées par la pratique ou imposées par de nouveaux progrès, soit dans la science photographique, soit dans ses applications à l'industrie professionnelle dont elle est la base.

Chambre syndicale de la Maroquinerie et Gainerie.

Assemblée générale du 15 février 1882.

PRÉSIDENCE DE M. GOUVERNEUR

La parole est donnée à M. Amson pour la lecture du projet de règlement d'école :

« Messieurs,

» Notre Chambre syndicale, après avoir examiné les avantages considérables qui résulteraient pour notre industrie d'avoir des ouvriers capables d'exécuter avec rapidité et exactitude les modèles, les nouveautés dont ils auraient l'idée, a reconnu que, pour donner un nouvel essor à notre industrie, il était utile de développer parmi les apprentis et les jeunes ouvriers, le goût, l'habileté d'exécution, en les mettant à même de suivre des cours de dessin linéaire et d'ornement. Notre Président a été le promoteur de cette idée si juste, et je crois être l'interprète de la Chambre en lui adressant nos remerciements.

» Fonder une école spéciale de dessin était une œuvre téméraire. Plusieurs de nos collègues furent effrayés de notre projet et objectèrent avec raison les difficultés innombrables que nous aurions à surmonter.

» Notre corporation était-elle assez riche pour subvenir à toutes les dépenses, assez puissante pour obtenir un appui officiel?

» Les indécisions cessèrent grâce à M. Giraudon, qui nous mit en rapport avec M. Rodanet, le fondateur de l'École d'horlogerie de Paris.

» MM. Gouverneur et Giraudon se rendirent chez M. Rodanet.

» Dans une de nos dernières séances, notre Président nous rendit compte de ces démarches. M. Rodanet a bien voulu admettre nos apprentis aux cours gratuits du soir. Nous nous trouvions dans cette situation simple de trouver une école toute organisée et de n'avoir qu'à propager chez nos apprentis et jeunes ouvriers le désir d'assister à ces cours et de s'y distinguer.

» A cet effet, une Commission de trois membres fut élue, composée de MM. Gouverneur, Giraudon et Amson, ayant pour mission de vous présenter un projet complet sur la question. Votre Commission s'est réunie deux fois et propose à votre adoption le projet suivant :

« Vote du 21 décembre 1881.

» ARTICLE PREMIER. — Les apprentis et jeunes ouvriers de la Maroquinerie et de la Gainerie sont admis à suivre gratuitement les cours de dessin de l'Association philotechnique, dans le local de l'École d'horlogerie, 33, rue du Faubourg-du-Temple, sous le patronage direct de son Président, M. Rodanet.

» ART. 2. — Ces élèves sont admis sur la présentation d'une carte délivrée par la Chambre syndicale de la Maroquinerie et de la Gainerie.

» ART. 3. — Tout apprenti ou ouvrier qui en fera la demande recevra gratuitement le papier, les crayons et tout ce qui sera reconnu nécessaire pour suivre les cours de dessin linéaire et d'ornement.

» ART. 4. — A la suite des concours de l'école, la Chambre syndicale distribuera aux plus méritants des récompenses telles que livret de Caisse d'épargne, médaille d'or, médaille d'argent et médaille de bronze et mentions honorables.

» ART. 5. — Une Commission de trois membres sera élue par la Chambre syndicale tous les trimestres, et sera chargée de l'exécution de ce programme. »

» La présente circulaire sera imprimée et envoyée à tous les fabricants de Maroquinerie et de Gainerie avec prière de l'afficher dans leurs ateliers. A cette circulaire, il sera joint une lettre invitant les patrons à nous aider dans notre œuvre, à user de toute leur influence pour engager leurs apprentis à suivre ces cours.

» Pour subvenir aux premières dépenses, notre Chambre s'est imposé une cotisation annuelle de 540 francs. Nous faisons appel au concours de tous. Le succès dépendra de notre persévérance. »

**Chambre syndicale de la Passementerie, Mercerie,
Boutons et Rubans.**

Séance du 28 février 1882.

PRÉSIDENCE DE M. C. WEBER

Le Président, en faisant connaître le résultat du bal que nos Chambres réunies des Dentelles et de la Passementerie ont donné le 23 février dernier, dans les salons de l'Hôtel Continental, se plaît à reconnaître que son organisation a été parfaite : le bal a été splendide. Les journaux de Paris l'ont cité avec éloge, et tous ceux qui y ont assisté en ont emporté le plus agréable souvenir. L'entrain et la cordialité la plus sincère n'ont cessé de présider à cette charmante fête. Grâce à la bienveillance des dames patronnesses, à l'activité des uns, au dévouement des autres, le résultat pécuniaire est aussi satisfaisant que possible : près de 5,000 francs de bénéfice net.

Si l'on considère, dit-il, d'un côté, que ces sortes de fêtes se multiplient de plus en plus, et, d'autre part, que leur organisation devient de plus en plus onéreuse, on ne peut que se féliciter du chiffre obtenu.

M. Weber remercie et complimente MM. Ancelot et Pignon du zèle et de l'activité qu'ils ont déployés pour l'organisation du bal dont ils ont assuré le succès et aussi l'avenir.

Un vote unanime d'acclamation leur a été donné par la Chambre.

L'argent est entre les mains du Trésorier, et sera attribué avec d'autres sommes à la création d'une école de dessin professionnel qui, nous l'espérons, fonctionnera au mois d'octobre prochain.

Cette école sera pour l'avenir d'une grande prévoyance et très appréciée plus tard par suite de la grande concurrence qu'auront à subir les ouvriers de ces industries. Les élèves qui en feront partie ne sauront trop remercier ceux qui se sont dévoués à leurs intérêts en leur donnant les moyens de pouvoir lutter avantageusement contre la concurrence étrangère et de conserver à la France industrielle le premier rang qu'elle s'est acquis par le goût et le fini de ses produits.

Nous ne saurions trop recommander aux personnes qui n'ont pas encore pris part à cette œuvre si éminemment utile, de vouloir bien faire parvenir leurs dons chez M. Ancelot, 26, rue de Cléry, où le registre de souscription est ouvert.

Séance du 28 mars 1882.

ÉCOLE DE DESSIN

Il est nommé une Commission de trois membres, composée de MM. Weber, Geoffroy et Parent, chargée de s'entendre avec la Com-

mission de la Chambre des Dentelles pour étudier les moyens pratiques d'organiser l'école de dessin.

Chambre syndicale des Emballeurs.

Séance du 14 février 1882.

M. le Président, déplorant la panique ouvrière, insiste pour la formation d'un atelier dans les environs de Paris, de façon à pouvoir dresser des apprentis sous la direction d'ouvriers d'un certain âge, ayant des difficultés à se placer, et démontre que cet atelier se trouverait alimenté d'ouvrage par tous les patrons qui trouveraient leur bénéfice à faire faire une certaine quantité de caisses d'avance, et que, par ce moyen, il serait possible d'avoir, pour plus tard, des ouvriers sur lesquels on pourrait compter.

M. Langlois observe que ce ne sont pas les ouvriers caissiers qui font et qui feront défaut, mais des emballeurs, car il en existe très peu, surtout qu'il ne faut pas voir l'emballage au point de vue de la commission, c'est-à-dire consistant à mettre des paquets dans une caisse, mais celui de mobilier, objets d'art et autres objets plus ou moins casuels. Voilà le point noir de l'avenir.

Chambre syndicale du Papier et des Industries qui le transforment.

Séance du vendredi 3 février 1882.

RÉSUMÉ DES PROGRAMMES DES COURS

Ces cours seront complémentaires et indépendants de l'enseignement donné dans les classes du soir des écoles primaires.

HISTORIQUE PROFESSIONNEL

L'écriture avant le papier. — Inventions des différents papiers. — Inventions des machines employées en papeterie. — Les grands papetiers, progrès constatés notamment depuis 1806 jusqu'à nos jours.

GÉOGRAPHIE INDUSTRIELLE

Lieux de provenance des différentes matières employées. — Industrie du papier chez les différents peuples — et particulièrement en France. — Grandes fabriques.

LANGUE FRANÇAISE

Dictées et rédactions sur la fabrication du papier. — Sur la reliure et le cartonnage, etc.

ARITHMÉTIQUE, GÉOMÉTRIE À MAIN LEVÉE

Problèmes se présentant dans la papeterie.

NOTIONS SCIENTIFIQUES ÉLÉMENTAIRES

Matières premières, opérations principales au point de vue scientifique. — Le carton. — La reliure. — Les fournitures de bureau, etc.

1^o Enseignement technique, le dimanche matin ;

2^o Notions d'histoire, de géographie, de calcul relatives à l'industrie du papier : le jeudi, de huit heures à neuf heures du soir ;

3^o Notions scientifiques sur les produits employés en papeterie, le jeudi, de neuf heures à dix heures du soir.

HISTORIQUE PROFESSIONNEL

Le papyrus. — Le parchemin. — Les tablettes de cire. — Invention du papier de coton. — Le papier de chiffon. — Son importation en France. — Édits de Charles IX, Henri IV, Louis XIV et Louis XV sur le papier.

De la corporation de la Papeterie depuis l'origine jusqu'à nos jours. — Conséquences de l'édit de Nantes au profit de la papeterie anglaise. — Importation de papier peint. — Les Montgolfier. — Les anciennes machines employées pour la fabrication du papier. — Machine à fabriquer le papier continu. (Robert et Didot-Saint-Léger). — Machines Leiten Schneider, Brocard, etc.

État actuel de la papeterie : statistiques de la fabrication du papier. — Impôt sur le papier. — Les papiers timbrés. — Le papier monnaie. — Progrès constatés notamment depuis 1806 jusqu'à nos jours.

Histoire et étymologie des différents formats de papier,

Sujets divers. — La reliure : Henri II. — Les registres : Cabini et Roumestan. — Le caoutchouc : découvertes de ses propriétés, — Les plumes d'oie et les plumes d'acier.

GÉOGRAPHIE INDUSTRIELLE

Lieux de provenance des matières employées pour la fabrication du papier : Coton. — Lin. — Chanvre. — Alfa. — Bois de Norvège. — Laine. — Soie. — Riz, etc.

Comparaison de la production du papier dans les différents États du monde.

L'industrie du papier en France. — Départements et villes remarquables pour la production du papier. — Départements où l'industrie du papier n'existe pas. — Grands centres de fabrication des différentes espèces de papier. — Description des établissements de fabrication. — Grands centres de l'industrie de la reliure.

De la fabrication : des plumes métalliques. — Des crayons (extraction du graphite). — Des encres. — Des gommes (production du caoutchouc). — De la cire. — De la colle-forte. — De la gomme arabique. — Des peaux, etc.

LANGUE FRANÇAISE

Ce cours, tout en ayant pour but l'application des principales règles d'orthographe et l'amélioration du style des apprentis, pourra contribuer largement à l'enseignement professionnel par les exemples et les exercices spéciaux qui y seront donnés.

L'avantage de ce cours sera de faire écrire par les élèves la quintessence de ce qui sera dit par les professeurs dans les autres cours.

Le professeur fera alterner les deux exercices principaux de ce cours, la dictée et la rédaction, et s'attachera à prendre comme sujets la description des principales opérations de la fabrication du papier.

Simultanément à cet enseignement, et dans la deuxième partie de l'heure qui est consacrée, on fera l'histoire de la papeterie pendant le premier trimestre, et la géographie industrielle de la papeterie pendant le second trimestre.

ARITHMÉTIQUE

Le but de ce cours est d'habituer les apprentis à résoudre les questions de calcul qui peuvent se présenter dans le métier et de leur faire retenir les nombres qui y sont d'un fréquent usage.

Dimension des différents formats du papier. — La main. — La rame. — Règles de trois simples et composées. — Problèmes sur les proportions. — Calculs du poids et du prix de certaines qualités de papier. — Sur les partages proportionnels (salaires des ouvriers, — Sur l'intérêt (placement des économies).

Explication du système duodécimal. — Calculs par douzaines, par grosses, par masses, pour les fournitures de bureau.

GÉOMÉTRIE

Études des lignes et des angles. — Évaluation des surfaces et des volumes. — Applications professionnelles.

Dessin à main levée des principales figures géométriques et d'objets du métier. — Enveloppes. — Carton, etc.

NOTIONS SCIENTIFIQUES ÉLÉMENTAIRES

PAPIER. — *Matières premières*. — 1^o *Végétales*. — Fibres du lin et du chanvre. — Coton. — Alfa. — Paille de maïs. — Foin. — Genêt. — Bruyère. — Varech. — Roseau. — Jonc. — Riz. — Agave. — *Phormium tenax*. — Bambou. — Mûrier. — Tilleul. — Tremble. — Peuplier. — Hêtre. — Saule. — Palmier. — Pin. — Ortie. — Houblon. — Mauve. — Chiendent. — Réglisse. — Déchets de filature et de sparterie, etc.

2^o *Animales*. — Laine. — Soie. — Peaux d'animaux. — Parchemin.

Préparation de la matière première. — Opérations principales. — *Triage.* — *Délessage.* — *Lessivage*: ce qu'on entend par alcali, soude chaux. — *Effilochage.* — Préparation du défilé. — *Blanchiment*, procédé ancien. — Procédé nouveau. — Emploi du chlorure de chaux et du chlore gazeux. — Propriétés principales de ces deux corps, leurs inconvénients. — *Raffinage.*

Conversion de la matière en papier. — 1^o *Papier à la main ou à la forme.* — *Vergeure.* — *Filigrane.* — *Séchage.* — *Pressage et laminage* des feuilles.

Encollage. — *Gélatine.* — *Colle forte.*

Papier lisse. — *Satiné.* — *Glacé.*

2^o *Papier à la mécanique.* — *Encollage.* — *Matières principales.* Résine. — Alun. — Fécule. — Principe de la machine.

Différence de qualités et d'emploi entre le papier fait à la main et le papier fait à la mécanique. — Tissages spéciaux du papier à la main.

Différentes sortes de papier. — *Grandes catégories.* — 1^o *Papier fait à la mécanique.* — Papier fait à la main. — Moyen chimique de les distinguer. — 2^o *Papiers collés.* — Papiers non collés. — 3^o *Papiers blancs.* — Papiers colorés. — Bleu de prusse. — Extrait de campêche. — Chromate de plomb. — Bleu de cobalt. — Outre-mer artificiel, cendres bleues.

Détail des espèces. — Papiers de fantaisie, de luxe. — Papier parchemin, emploi de l'acide sulfurique et de l'ammoniaque. — Papier de Chine et du Japon. — Papier de soie, de pelure d'oignon. — Papier porcelaine: céruse et blanc de zinc. — Papier serpente. — Papier incombustible: arbeste. — Papier de bois. — Papier de fer. — Papier à filtrer: emploi de l'acide chlorhydrique. — Papier goudron. — Papier de jonc. — De luzerne. — De mûrier. — De paille. — De peuplier. — De verre. — Papier autographique. — Papier brouillard. — Papier à calquer. — Papier à cigarettes. — Papier d'emballage. — Papier hydrographique. — Papier imperméable. — Papier à enveloppes, cartes de visite, etc.

Papiers peints. — Principes de la teinture. — Substances tinctoriales spécialement employées dans cette industrie.

Opérations principales. — *Fonçage.* — Colle de peau et blanc de Meudon. — *Satinage* talc. — *Impression* à la main, à la machine ou au tireligne.

Papiers veloutés, — dorés, — argentés, — guillochés, — jaspés, — marbrés, etc., — dorure à la feuille et à la poudre.

Essai du Papier. — Moyen de déterminer la quantité de matière végétale qu'il contient.

Matières de falsification. — Plâtre, craie. — Sulfate de baryte. — Sulfate de plomb, kaolin. — Terre de pipe. — Dosage de la quantité de matières minérales contenue dans le papier.

Détermination des substances toxiques provenant de l'emploi de certaines couleurs : bleu de Cobalt, — de Prusse, — d'outremer, — composés du cuivre, — composés du plomb.

Papier dont il faut éviter l'emploi pour envelopper les substances alimentaires.

Couleurs inoffensives : indigo, — outremer pur, — cochenille, — carmin, etc.

Matières toxiques : oxyde de cuivre, — cendres bleues, — vermillon, — vert de Schele, — arsenic, etc.

Dangers que présentent les papiers de tenture dans lesquels entrent certaines substances.

LE CARTON. — Matières premières et fabrication.

RELIURES. — *Opérations principales.* — Assemblage, — pliage, — brochage et mise en presse, — grecquage, — cousage, — rognage, — endossage, — pose de la couverture.

Ornements dorés. — Emploi de l'albumine, — écouchage, — emboitage pour la reliure à bon marché.

FOURNITURES DE BUREAU. — Cette partie du programme est susceptible de grands développements. On donne ici un aperçu des notions scientifiques relatives à quelques articles.

1^o *Plumes métalliques.* — Notions sur le fer et l'acier, — opérations principales de la fabrication.

2^o *Plumes d'oie.* — Leur préparation.

3^o *Cra,ons.* — Matières premières, — graphite, — bois de cèdre, — de l'argile et de son emploi dans la fabrication des crayons, — du noir de fumée, — terre de pipe.

4^o *Gomme élastique.* — Le caoutchouc. — Origine, — récolte, — préparation. — Notions sur le sulfure de carbone et l'essence de térébenthine, — dissolvant du caoutchouc. — Vulcanisation : le soufre. — Usages principaux.

5^o *Encre.* — Encre noire, — noix de galle, — couperose verte, — bleue, — gomme arabique, — action du tannin sur quelques métaux. — encre bleue, — bleu de Prusse, — acide oxalique.

6^o *Sandaraque.* — Origine et propriété, etc., etc.

RÉGLURE. — Sa nécessité reconnue de tout temps, procédés des anciens scribes pour la rendre invisible. — Le stile de plomb précédant l'emploi du crayon. — Les premières machines à la main pour le papier à musique. — Les transparents. — Les grandes machines horizontales. — La machine à cylindre. — Des encres spécialement employées pour la réglure. — Des réglures au pointillé, au diamant, à l'impression, au filigrane. — Réglure dite à l'échelle pour les écoles spéciales, l'architecture, les tracés de chemins de fer, etc., etc.

REVUE DE L'ÉTRANGER

ANGLETERRE

Statistique des accidents pour l'année finissant le 31 octobre 1880.

NATURE DE L'ACCIDENT	ADULTES		JEUNES GENS		ENFANTS		TOTAUX		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes et Femmes
Ayant entraîné la mort	361	8	62	13	11	»	434	21	455
Amputat. du bras ou de la main droite.	23	5	19	2	4	»	46	7	53
Amputat. du bras ou de la main gauche	26	4	18	2	2	1	46	7	53
Amputation d'une partie de la main droite.	167	57	123	57	24	15	314	129	443
Amputation d'une partie de la main gauche	177	38	94	35	20	6	291	79	370
Amputation d'une partie de la jambe ou du pied.	37	1	17	2	»	»	54	3	57
Fractures de membres ou des côtes	264	24	103	29	18	4	385	57	442
Fractures de la main ou du pied	142	37	60	44	14	10	216	88	304
Blessures à la tête ou au visage.	469	62	111	40	22	11	602	113	715
Déchirures, contusions et blessures autres que celles indiquées ci-dessus.	1.926	360	1.085	345	204	71	3.215	776	3.991
	3.592	596	1.692	566	319	118	5.603	1 280	6.883

PRUSSE

*Extrait des tableaux des Accidents mortels, survenus en dehors et dans l'exercice de la profession,
publiés par le Bureau de statistique de Prusse.*

ADULTES										ENFANTS				TOTAUX PAR ANNÉE				OBSERVATIONS
ACCIDENTS professionnels					ACCIDENTS en dehors de la profession					SEXES		SEXES		SEXES				
SEXES		TOTAL			SEXES		TOTAL			TOTAL		TOTAL		TOTAL				
Masc.	Fémin.	1	2	3	Masc.	Fémin.	4	5	6	des 1 ^{re} et 4 ^{re} colonnes	des 2 ^e et 3 ^e colonnes	des 5 ^e et 6 ^e colonnes	Masc.	Fémin.	Masc.	Fémin.		
										TOTAL	TOTAL	TOTAL						
1869	2.171	121	2.292	2.074	4.03	2.477	4.245	524	4.769	1.078	535	1.613	5.323	1.059	6.382			
1870	2.230	145	2.375	1.916	4.17	2.333	4.146	562	4.703	1.077	483	1.570	5.223	1.045	6.268		ACCIDENTS MORTELS	
1871	2.239	146	2.345	2.244	4.59	2.703	4.473	605	5.078	1.093	548	1.644	5.566	1.153	6.719		SEXES	
1872	2.516	106	2.632	2.154	4.58	2.612	4.670	564	5.234	1.145	539	1.684	5.815	1.103	6.918		Masculin.	
1873	2.668	101	2.769	2.247	4.97	2.741	4.915	598	5.513	1.084	487	1.571	5.999	1.085	7.084	7.210	4.971	
1874	2.660	147	2.807	2.477	4.77	2.954	5.137	624	5.761	1.045	511	1.556	6.182	1.135	7.317	5.731	2.051	
1875	2.657	155	2.812	2.721	5.53	3.274	5.378	708	6.086	1.205	574	1.779	6.583	1.286	7.869	41.936	7.683	
1876	2.594	151	2.735	2.884	5.12	3.396	5.478	663	6.141	1.228	606	1.834	6.706	1.269	7.975	54.877	14.708	
1877	2.329	147	2.476	2.885	5.82	3.367	5.214	729	5.943	1.174	501	1.675	6.388	1.330	7.768	Total général. . . 69.585		
1878	2.323	179	2.502	2.655	5.21	3.176	4.978	710	5.688	1.242	652	1.894	6.218	1.362	7.580	Soit 14.597 accidents mortels en		
1879	2.330	164	2.494	2.699	5.80	3.179	5.029	744	5.773	1.191	643	1.839	6.270	1.392	7.662	moyenne par année.		

BIBLIOGRAPHIE

JEANNE, par M^{lle} Marie Lacroix, 1 vol. in-18, chez Jules Vic, éditeur, 44, rue Cassette.

Ce n'est pas un roman, ni même une nouvelle; le cadre de ce livre ne comporte point un tel titre et les événements au milieu desquels se meuvent les personnages inventés par l'auteur pour donner plus de relief à ses idées pédagogiques, sont trop simples pour impliquer une action ou une intrigue. C'est une étude psychologique dans laquelle une enfant prélude aux combats de la vie par la lutte entre les aspirations au bien et les suggestions de l'égoïsme, mais avec une mise en scène gracieuse et attachante où l'abstraction de la pensée se dissimule soigneusement et devient accessible aux jeunes lectrices comme une morale en action.

Au retour du cimetière où elle vient de conduire sa mère, Jeanne désormais orpheline est recueillie par un oncle. Ses sentiments sont froissés par la nécessité d'abandonner aux créanciers le chétif mobilier qui pour eux est un gage, pour elle tout un poème de souvenirs. Le froid accueil de sa tante la glace. C'est le premier choc contre les réalités de l'existence. L'école serait un asile bien précieux, mais on l'en retire après quelques jours, parce qu'il faut qu'elle apprenne à se suffire. Mise en apprentissage chez une couturière, elle écoute de mauvais conseils, lit des livres pernicioeux, et se laisse aller à cet orgueilleuse exaltation de soi-même dont la coquetterie est la suprême expression chez la femme. Elle vole à sa tante un ruban, prise comme tant d'autres du désir de paraître. Ses parents adoptifs lui font quitter l'atelier dont ils redoutent non sans raison les contacts périlleux et les grossièretés avilissantes. Mais dans l'embarras où ils sont de trouver à Jeanne un emploi, ils laissent sa jeune âme s'aigrir dans le sentiment de son isolement, l'humiliation de son infériorité, et surtout les longues rêveries de l'oisiveté. Lorsque le bon conseil d'une excellente amie fait admettre Jeanne à l'école professionnelle, il faut qu'elle lutte contre les ennemis qui ont envahi son cœur : la rébellion, la paresse, la colère, l'envie. Jeanne n'est point une héroïne, sa nature intelligente, mais impressionnable et nerveuse passe par bien des alternatives avant d'entrer définitivement dans le droit chemin. Elle y parvient quand elle a compris cette vérité si négligée de nos jours, que le bonheur n'est point une dette de la Providence et qu'il faut le mériter par la bonté.

Combien de Jeanne se rencontrent dans le monde qui n'ont poin

trouvé le secret de la vie et qui accusent autrui des fautes et des chutes dont elles sont les seules coupables ! Combien haïssent pour n'avoir point su se faire aimer ? M^{lle} Marie Lacroix dont le pseudonyme cache, croyons-nous, un nom très connu et très respecté à Nancy, a traité cette thèse avec une conviction persuasive, un style simple, gracieux et une profonde expérience de l'éducation des jeunes filles. On sent qu'en écrivant son livre elle a plus consulté ses souvenirs que son imagination ; il y a des leçons maternelles qui ont certainement profité à des élèves jouissant de la bonne fortune de l'avoir pour guide, et c'est une excellente pensée de l'auteur d'avoir étendu le rayonnement de sa sollicitude à d'autres jeunes filles pour lesquelles elle était hier encore une étrangère.

C'est donc avec raison que l'ouvrage est dédié aux apprenties, mais il eut été permis d'aller plus loin et d'ajouter les patronnes dans cette dédicace, car celles-ci y trouveront les meilleurs exemples des qualités qui leur sont si indispensables dans leur œuvre délicate : autorité ferme et bienveillante, délicatesse dans le conseil, conviction émue que l'affection est une semence féconde et que le cœur de la maîtresse forme celui de l'élève.

ERNEST NUSSE.

CHRONIQUE

ÉCOLE MUNICIPALE DE PHYSIQUE ET DE CHIMIE INDUSTRIELLE

M. Germer-Baillère, rapporteur d'une Commission du Conseil municipal chargée d'étudier la création d'une école spéciale vient de déposer le rapport faisant connaître les travaux de cette Commission.

Le but est de procurer aux jeunes gens sortant des écoles primaires supérieures les connaissances spéciales nécessaires pour jouer un rôle important dans les usines, dans la construction des appareils de physique et dans les recherches de chimie industrielle. L'industrie française n'aura plus à demander de semblables capacités à l'étranger.

L'École municipale de physique et de chimie industrielle offrira un complément aux études primaires supérieures en donnant un enseignement pratique et spécial. Les élèves sortis de l'École deviendront, selon leurs aptitudes, soit des contremaîtres, soit des ingénieurs, soit des chimistes.

Des écoles analogues ont été, d'ailleurs, créées à Mulhouse, à Zurich, à Strasbourg. En 1878, M. Ch. Lauth, rapporteur international de l'Exposition universelle pour la classe de la chimie, écrivait à M. le Ministre de l'Agriculture une lettre pour lui démontrer la nécessité d'une *École nationale de chimie* semblable à celle que l'on propose de fonder à Paris.

Afin de répondre à la mission qui lui a été confiée, la Commission a arrêté

un programme comprenant les conditions d'entrée, le règlement intérieur, la durée des études, le plan des divers cours et le budget de l'école.

La durée des études sera fixée à trois ans. Les jeunes gens désirant entrer à l'École devront être âgés de 14 ans au moins et de 18 ans au plus. Ils ne seront admis, chaque année, au nombre de 30, qu'après un concours comprenant trois épreuves écrites (éléments de mathématiques, de physique et de chimie).

À la fin de la troisième année, des diplômes ou des certificats seront délivrés aux élèves suivant leur degré de capacité.

Un Conseil d'administration et de perfectionnement sera institué auprès de l'école : il sera composé du directeur, des 5 professeurs, de 4 conseillers municipaux, du directeur de l'enseignement et de 4 personnes désignées par l'administration.

Voici un aperçu de la répartition des études :

Première année.

Pendant la 1^{re} année, l'enseignement sera commun à tous les élèves. Il y aura trois cours.

1^o *Cours de physique et de mécanique* (Propriétés générales des corps. — Physique moléculaire, chaleur, électricité, acoustique, optique, manipulations);

2^o *Cours de chimie* (Chimie générale analytique, minérale, organique. — Analyses, préparations générales).

3^o *Cours de mathématiques* (Algèbre, géométrie analytique, trigonométrie).

Deuxième année.

Les élèves seront séparés en physiciens et chimistes.

Les élèves physiciens suivront deux cours :

1^o *Cours de mécanique et de mathématiques rationnelles, calcul intégral, etc.*

2^o *Cours de physique* (électricité, optique, magnétisme, etc. — manipulations fabrications des instruments).

Les élèves chimistes recevront un enseignement général des questions industrielles, analyses organiques, analyses industrielles.

Chaque jour deux heures seront consacrées aux cours et le reste du temps sera occupé par des études et par des travaux de laboratoire.

Troisième année.

Pendant la 3^e année, les élèves se spécialiseront, leur principal travail sera au laboratoire ou à l'atelier.

Ils devront, en outre, être initiés à la comptabilité industrielle, à l'économie politique élémentaire et à toutes les discussions économiques auxquelles ont donné lieu les différents procédés de fabrication, ainsi qu'à tous les desiderata de nos diverses industries.

Quant au budget à établir pour faire face à la dépense, il sera divisé en budget d'installation et en budget annuel.

Le budget actuel d'installation nécessitait un crédit de 500,000 francs. Le budget annuel pourrait être de 165,000 francs.

Pour l'année 1882, la dépense a été évaluée à 130,000 francs.

Le concours d'entrée doit avoir lieu dans les premiers jours de janvier, de façon à permettre le commencement des cours sans retard. On a proposé provisoirement l'installation des élèves de cette première année dans l'école Arago dont les locaux sont fort bien aménagés.

Cette école municipale est certainement destinée à rendre d'importants services à l'industrie nationale. Sa création fera grand honneur à la Ville de Paris.

UN ARTICLE DU JOURNAL LA PAIX

Dans son numéro du 8 mai 1882, le journal *la Paix* analyse très fidèlement la séance de la Société de Protection des Apprentis du 20 avril dernier, publiée dans le présent bulletin. Les membres de la Société verront avec plaisir l'importance que la presse attache à leurs travaux et y trouveront un encouragement à l'assiduité.

OEUVRE DE L'ADOPTION DES PETITES FILLES ABANDONNÉES

L'article 19 du règlement relatif aux enfants délaissés est ainsi rédigé : « Les enfants au-dessus de 12 ans ne sont plus admis à la charge du budget départemental. »

Par suite de ce règlement, plus de cent mille enfants sont errants, sans parents, sans abri, sans ressources. L'Assistance publique ne peut leur venir en aide, les hospices, les asiles leur sont fermés. La maison de correction et la prison les attendent. Quelques années plus tard, corrompus et façonnés au mal, la prison les rend à la société dont ils deviennent le fléau.

Dans le but de contribuer au soulagement d'une si grande misère, l'*Oeuvre de l'adoption des petites filles abandonnées* est fondée. Elle a pour but de recueillir le plus possible de « petites filles abandonnées ».

Elle les adopte de 5 à 13 ans accomplis ; elle les garde jusqu'à 21 ans. Son action s'étend dans toute la France.

Sont BIENFAITEURS ceux qui versent 100 francs une fois donnés et 10 francs par an ; ADHÉRENTS, 6 francs par an, sans versement préalable des 100 francs ; SOUSCRIPTEURS 10 centimes par an seulement.

Les Petites Abandonnées sont recueillies à Argenteuil (Seine-et-Oise).

S'adresser pour renseignements, rue Boudreau, 3, Paris.

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE NANCY

Nous recevons d'excellentes nouvelles de l'Ecole professionnelle de Nancy : plusieurs anciennes élèves ont été placées comme demoiselles de magasin et ouvrières, par les soins de la Direction ; les cours de dessin, de comptabilité et d'allemand, ont été assidûment suivis, les patronages ont compté une population de 120 à 130 jeunes filles. Le mouvement de livres de la bibliothèque a été très considérable. Il est à désirer que des dons et encouragements achèvent de faire franchir à ce recommandable établissement la période toujours délicate à traverser de la fondation. Mais les neuf ans déjà écoulés depuis la création sont un gage assuré du succès définitif.

LE TRAVAIL MANUEL DANS LES ÉCOLES

La direction de l'enseignement primaire de la Seine a profité des vacances de Pâques pour faire installer des ateliers de travail manuel dans un certain nombre d'écoles communales de Paris.

A la rentrée, quarante-cinq de ces établissements seront pourvus du matériel nécessaire pour donner aux élèves un commencement d'instruction pratique.

La mesure doit être généralisée, et avant deux ou trois ans, toutes les écoles de Paris seront dotées d'ateliers de travail manuel qui faciliteront l'apprentissage des jeunes garçons destinés à devenir des ouvriers.

MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES ORDINAIRES

Noms des adhérents :

MM.

Présentateurs,

MM.

De Saint-Phalle, directeur des usines de Mazières à
Bourges

Linarès insp.

Pillivuyt, manufacturier, à Mehun-sur-Yèvre (Cher) . . .

id.

Dumont, directeur de la Société anonyme des papeteries
du Marais et de Sainte-Marie au Marais, par Jouy-sur-
Marne (Seine-et-Marne)

id.

Hegelbacher, inspecteur divisionnaire du travail des en-
fants, à Toulouse

M. Bérard.

Johannet, avocat à la Cour d'appel, 12, rue du Helder, à
Paris

M. J. Périn.

ERRATUM. — *Bulletin* de janvier-février-mars, p. 56, sous la rubrique : Réunion générale des présidents et secrétaires des Commissions locales, au lieu de séance du 30 mai 1881, lisez séance du 29 novembre 1881.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

6^{me} FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE

DISTRIBUTION DES RÉCOMPENSES

(30 juillet 1882)

Présidence de M. J.-B. DUMAS

de l'Académie française, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

Président de la Commission supérieure du travail des enfants,

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES a tenu le dimanche 30 juillet 1882, à 2 heures, dans la salle des Fêtes du palais du Trocadéro, sa séance extraordinaire (6^e Fête de l'enfance ouvrière), pour la distribution des récompenses qu'elle décerne tous les deux ans : 1^o aux Institutions charitables fondées dans l'intérêt des enfants employés dans les manufactures, 2^o aux Industriels, 3^o aux Contremaîtres, 4^o aux apprentis et aux anciens apprentis.

M. le *Ministre du Commerce*, Président d'honneur de la Société de protection, après avoir accepté la présidence, s'était vu contraint de la résigner par suite d'une démission motivée par une crise parlementaire. .

M. le *Ministre de l'Intérieur* et M. le *Préfet de la Seine* empêchés, s'étaient excusés de ne point se rendre à la séance, ainsi que M. *Roy*, Président de la Chambre de Commerce.

M. J.-B. DUMAS, membre de l'Académie française, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, Président de la Commission supérieure du travail des enfants, Président de la Société, avait à ses côtés au bureau, M. *de Bouteiller*, vice-président du conseil municipal de Paris, spécialement délégué par le bureau de cette assemblée, M. *de Hérédia* député, membre du Conseil d'honneur de la Société, MM. *Frère*, *Hervé*, conseillers municipaux. M. le Dr *Marjolin*, de l'Académie de Médecine, vice-prési-

dent de la Société, *M. Léon Renault*, député, secrétaire général de la Société, *M. Roux*, chef du bureau de l'enseignement professionnel au Ministère du Commerce, secrétaire de la Commission supérieure, *M. Laporte*, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans le département de la Seine, *M. Léon Lefébure*, secrétaire général honoraire, *MM. Ernest Nusse*, secrétaire et *Paul Bérard*, trésorier de la Société.

Derrière le bureau et sur deux rangs qui leur avaient été spécialement réservés s'étaient placés *MM. les Inspecteurs et Mesdames les Inspectrices départementales du travail des Enfants* dans la Seine, *M. Linarès*, inspecteur divisionnaire à Orléans et quelques-uns des inspecteurs départementaux de sa circonscription.

On remarquait encore sur l'estrade *MM. Léon Riché*, publiciste, *Turney*, *Chaix*, *Isidore Roche*, censeurs de la Société, *MM. Giraud*, *Tournier*, *Marochetti*, *Fliche*, *D^r Perrin*, *de Bellay*, *Laubier*, *Charles Petit*, *M. J. Périn* et une foule de notabilités parisiennes.

Un public nombreux et sympathique remplissait la vaste salle du Trocadéro.

M. le Président DUMAS a ouvert la séance et prononcé une émouvante allocution souvent interrompue par les applaudissements de l'assemblée (Voir ci-après *Annexe n° 1*).

M. le Président a donné ensuite la parole à *M. Léon Renault*, secrétaire général, qui a résumé les travaux de la Société pendant l'exercice biennal 1881-1882 (Voir ci-après *Annexe n° 2*).

M. de Bouteiller, au nom du Conseil municipal de la ville de Paris, a félicité la Société du concours qu'elle prête à la Protection de l'Enfance ouvrière (Voir ci-après *Annexe n° 3*).

Avant de procéder à l'appel des lauréats, *M. DUMAS*, Président, au nom de *M. le Ministre de l'instruction publique*, remet les palmes d'officier d'académie, au milieu des applaudissements de tout l'auditoire, à *M. Roche* et à *M. Marochetti*, vice-président et secrétaire du Comité de placement.

L'excellente musique de l'École d'artillerie de Vincennes a fait entendre divers morceaux pendant la séance, sous la direction de son chef éminent, *M. Leroux*.

A la fin de la réunion, le public entoure le bureau pour admirer l'exposition des produits du travail des jeunes apprentis placés sous le patronage du Comité de placement. Ce sont, entre autres pièces remarquables, une locomotive, une machine pneumatique,

des éventails, des reliures, des plaques héraldiques, des ornements pour harnais, etc., etc.

On regardait aussi avec beaucoup d'attention les travaux de broserie, balais, tapis, exécutés par les aveugles-apprentis de M. Lavanchy-Clarke.

Cette fête a constaté une fois de plus, l'heureux accord de la Chambre des députés, du Conseil municipal de Paris, du gouvernement, des patronages, en un mot de tous les grands corps publics et des particuliers sur la protection de l'Enfance ouvrière. Le succès de la Société de protection est donc celui de tous : c'est ce qui explique sa popularité.

Le Secrétaire de la Société,
ERNEST NUSSE.

ANNEXES

N° I. — ALLOCUTION DE M. J.-B. DUMAS

de l'Académie française, Secrétaire perpétuel de l'Académie
des sciences,

Président de la Commission supérieure du travail des enfants,

Président de la Société.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Il y a quarante ans, en étudiant de près l'Industrie anglaise, alors plus développée que la nôtre, je me sentais vivement ému de l'abandon où étaient laissés les enfants employés dans les ateliers et j'essayais d'appeler sur leur sort l'attention de quelques personnages éminents de la Grande-Bretagne. Par un retour naturel sur notre patrie, je me demandais si nos jeunes ouvriers n'auraient pas à subir les mêmes misères, lorsque le progrès des usines françaises exigerait de leur part un plus large concours.

Cette pensée m'a longtemps poursuivi, et dès que les circonstances me l'ont permis, j'ai employé tous mes efforts à garantir, l'enfance, dans notre pays des dommages physiques et moraux auxquels je l'avais vue exposée

en Angleterre. C'est avec une satisfaction bien grande, qu'arrivé aux derniers jours de la vie, je puis proclamer que la prévoyance du parlement, l'autorité de l'administration, l'élan des cœurs charitables, la bonne volonté des manufacturiers et le concours des familles assurent désormais un sort meilleur aux enfants employés dans les ateliers. Je remercie du plus profond de l'âme tous ceux qui ont contribué à ce grand bienfait et j'appelle sur leurs œuvres la reconnaissance des fils et la bénédiction des mères.

La France a traversé de grandes épreuves; les esprits y sont encore troublés, mais, s'il est des opinions qui nous divisent, il est des intérêts qui nous unissent tous. On peut différer sur les sujets que la controverse agite, que les passions enflamment; sur la protection due à l'enfant qui travaille et qui peine, il n'y a qu'un avis.

En effet, cet enfant que l'atelier met à la besogne à un âge encore tendre, ne sera-t-il pas bientôt un soldat appelé à défendre la patrie, un citoyen dont l'urne recueillera les votes, un époux, un père de famille ayant charge d'âmes? L'armée, le parlement, l'État tout entier n'auront-ils pas à réclamer ses forces et son concours?

Préservez par une hygiène attentive la santé de ces futurs soutiens du pays, car le Drapeau de la France a besoin plus que jamais d'être porté d'une main ferme, et se montrer insouciant du bien-être des jeunes ouvriers, ce serait trahir la patrie. Préservez-les de la violence des agents mécaniques, de l'action malsaine des poussières ou des vapeurs nuisibles, évitons qu'un long séjour dans des ateliers humides et sombres les rende anémiques et chétifs. Que chaque jour leur assure les heures de repos nécessaires et que chaque semaine une journée de liberté leur permette les distractions de leur âge et les jouissances de la famille. Obéir sur tous ces points aux sages prescriptions de la loi, n'est-ce pas aussi donner satisfaction aux intérêts les plus sacrés de l'humanité?

Ne permettons pas que, citoyen futur, le jeune ouvrier

reste attelé à une besogne machinale, en instrument passif, incapable de réflexion et de culture; il faut qu'il sache écrire, lire et compter, c'est-à-dire que le monde intellectuel lui soit ouvert; qu'il ait appris le patriotisme en étudiant l'histoire de la France et qu'en l'initiant à la connaissance de ses devoirs et de ses droits, on ait élevé son cœur au niveau des responsabilités qui l'attendent dans la pratique de la vie publique.

Apprenons à cet enfant qui sera un jour époux ou père, qu'il doit aimer et respecter ses parents, qu'il devra protéger leurs vieux jours, s'il veut à son tour être entouré dans sa vieillesse de l'affection et des soins de ses propres fils.

Mais en exigeant en faveur des jeunes ouvriers toutes les prévoyances, ne leur présentons jamais le travail manuel comme une tâche pénible et déplaisante! L'apprentissage du travail de la main, est la meilleure des écoles; il faut en accepter les devoirs de bon cœur et en recueillir les enseignements avec une vive curiosité. Parmi les chefs de manufactures qui nous entourent, combien n'en est-il pas qui ont débuté comme ouvriers? Si l'histoire de nos armées nous montre nombre de généraux qui ont mangé à la gamelle et fait étape le sac au dos, l'histoire de l'industrie nous fait voir un nombre bien plus grand encore de patrons qui ont passé par l'apprentissage le plus humble, la lime ou le marteau à la main et balayant l'atelier.

Lorsque pendant plus d'un demi-siècle, on a pris part au jugement des œuvres réunies dans les expositions publiques, combien n'a-t-on pas connu de ces industriels éminents, ouvriers en 1824, contremaîtres en 1829, associés en 1834, chefs de vastes usines cinq ans plus tard et marchant par étapes, de lustre en lustre, vers le noble repos acquis à leur vieillesse honorée et heureuse! Je n'aurais pas à m'éloigner beaucoup de cette enceinte pour trouver des ateliers immenses, créés par tel grand industriel que j'avais vu dans sa jeunesse, gagnant sa vie à la journée, et qui se plaisait à le rappeler. Je ne sais pas de spec-

tacle plus touchant que celui que présentent ces déshérités de la vie, acceptant d'un cœur résolu les difficultés de la lutte, allant droit à leur but, l'atteignant et le dépassant même, à force de travail, de persévérance et de probité.

L'apprentissage n'est pas seulement le commencement d'un métier, c'est aussi l'introduction à la connaissance des lois auxquelles obéissent la matière brute et les forces morales. Celui qui en sort la main exercée, l'esprit ouvert et le cœur haut, saura toujours se suffire et rester son maître.

J'entends les industriels dire : il n'y a plus d'apprentis ! C'est à vous à aviser, car ce serait la ruine de nos ateliers. Sans apprentis vous n'aurez plus de main-d'œuvre originale, personnelle ; vous n'aurez que des produits obtenus mécaniquement et sans caractère.

C'est à l'apprentissage, à son école lente, sévère, mais féconde qu'on apprend d'ailleurs la vertu de l'effort et la puissance de la règle. Celui qui naît entouré des dons de la fortune, qui n'a connu que des devoirs factices et que le stimulant du besoin n'a jamais soutenu, ignore le secret de ce pouvoir que la nécessité de gagner son pain de chaque jour communique aux âmes bien trempées. Dans l'atelier tout sert d'enseignement. Les machines qui marchent, les matières qui se transforment donnent au jeune ouvrier les leçons de choses les plus efficaces ; les rapports avec les patrons et les camarades lui apprennent une philosophie pratique dont la philosophie des livres et des écoles ne produit pas toujours la vivante et durable impression. Parfois victime de la force, il n'en est que mieux disposé à respecter le droit et à aimer la justice.

C'est ainsi que l'apprentissage qu'on croirait destiné seulement à former des hommes de métier, devient souvent l'école des hommes de génie et celle des grands citoyens.

Franklin, l'inventeur des paratonnerres, le philosophe plein de bon sens, l'un des libérateurs du nouveau monde, avait débuté par l'apprentissage, comme Stephenson, l'illustre créateur des chemins de fer. Faraday, dont les

travaux ont ouvert à l'électricité moderne tous ses grands horizons était aussi dans son enfance un humble apprenti. Si j'ajoute que j'ai commencé moi-même ma carrière par l'apprentissage, il y a longtemps de cela, ce n'est pas que j'ose associer mon nom à ces noms vénérés, mais pour vous dire, qu'après avoir touché à toutes les situations, connu toutes les satisfactions et même puis-je dire, tous les honneurs, lorsque au terme de mes jours, je recueille mes souvenirs, ce n'est pas sur mes années d'apprentissage que ma pensée s'arrête avec le moins de plaisir, de douceur et de regret.

Apprentis, jeunes ouvriers ! respectez vos patrons ; maîtres ! aimez, protégez vos apprentis et vos jeunes ouvriers. Vous tous mes chers collègues, dont les soins assidus ont porté des fruits si abondants et si heureux, continuez à poursuivre dans un même sentiment de sollicitude bienfaisante en faveur de la jeunesse ouvrière, l'union étroite du parlement, de l'administration publique, des forces municipales, de l'esprit de famille, de la philanthropie, de la religion, car tous les efforts sont nécessaires en présence des effets dangereux d'une concurrence étrangère sans frein et d'une industrie nationale disputant à l'agriculture les jeunes bras restés jusqu'ici fidèles à son service.

N° II. — DISCOURS DE M. LÉON RENAULT

Mesdames, Messieurs, et permettez-moi d'ajouter : chers enfants, c'est au Président de cette réunion que s'adressent les applaudissements avec lesquels vous m'accueillez. Ils sont bien justifiés : en effet, s'il est un homme que nous ayons tous le devoir d'aimer et de respecter, c'est celui que vous venez d'entendre, aussi grand par le cœur que par l'esprit. Après avoir traversé, dans l'État, tant de situations éminentes, il nous disait que c'était en se tournant vers les années de l'apprentissage qu'il retrouvait les impressions les plus douces, les plus salutaires et

les plus fortifiantes de sa vie. Quand j'aurai à vous entretenir de l'histoire de notre Société, quand je vous rappellerai quelles mains l'ont présentée au baptême et lui ont obtenu la vie légale dans notre pays, vous rencontrerez dans l'initiative prise, à cette époque, par M. Dumas, les mêmes impressions, les mêmes préoccupations humaines que, tout à l'heure, il résumait devant vous d'une façon si touchante. (*Applaudissements.*)

Prendre la parole après lui dans cette assemblée, pourquoi ? Qu'ajouter aux sentiments qu'il vous a exprimés, aux idées qu'il a formulées devant vous, aux enseignements que sa vie, son exemple donnent presque à l'égal de sa parole ? Cependant, il faut bien que j'essaie de lui succéder, car j'ai ici une tâche à accomplir, une mission de reconnaissance et d'encouragement à remplir. Je n'aurai pour m'en acquitter qu'à m'inspirer des travaux de ceux qui m'ont devancé dans ces fonctions de secrétaire général dont je sens tout l'honneur. (*Applaudissements.*)

Je vais avoir à vous dire ce que notre association a fait, depuis deux ans, ses pas successifs vers le but constant de ses efforts et de ses préoccupations. J'aurai aussi à dégager, devant vous, parmi les questions que nous avons à résoudre, celles qui sont les plus pressantes, qui se posent à l'horizon prochain de notre devoir. Permettez-moi cependant de ne pas m'en tenir là, de retourner un peu plus en arrière, et de rappeler dans quelles conditions s'est formée notre association, quel programme elle s'est proposé dès l'origine ; laissez-moi interroger notre berceau et demander à nos premiers statuts l'indication des devoirs que nous avons à accomplir jusqu'au bout. (*Applaudissements.*)

L'idée qu'une protection est due par la loi à l'enfance ouvrière, à ces petits êtres qui, à travers mille difficultés, ont à s'élever au noble état d'homme, de citoyen, de soldat est, vous le savez, une idée bien ancienne. Elle a jailli de la conscience humaine : elle se confond avec l'idée même de justice. Il faut cependant reconnaître que, dans le passé, le devoir de l'État était bien moins pressant qu'il ne l'est de nos jours. Autrefois, la vie de l'atelier et la vie de la famille étaient choses moins distinctes ; la concurrence était moins intense entre les diverses industries. Chaque état vivait, en quelque sorte, replié sur lui-même, et si, d'usine à usine, de fabrique à fabrique, de manufacture à manufacture, dans le cercle du même pays, la lutte existait,

il y avait loin de cette rivalité à cette concurrence universelle qui emporte et domine le monde moderne, qui ne connaît plus ni les montagnes, ni les fleuves, ni les distinctions de races, et qui pousse chaque nation à chercher à produire au meilleur compte et au meilleur marché possible les produits qu'elle offre à l'univers entier. (*Applaudissements.*)

Dans de telles conditions, avec la transformation de l'ancien atelier, avec la création de la grande usine, avec la formation de ces fournaies du travail où tous les âges, tous les sexes s'entassaient à la fois, les obligations de l'État, vis-à-vis de l'enfance ouvrière, étaient devenues impérieuses, absolues : car la tentation d'abuser d'elle prenait une force singulière.

Je sais bien que, dans le cœur d'un grand nombre d'industriels, de maîtres, de patrons, il y avait un sentiment naturel de résistance contre les excitations de l'âpre concurrence ; mais la vertu individuelle pouvait manquer, elle pouvait défaillir : et pourtant, il fallait que l'enfant employé dans les manufactures fût protégé ; il le fallait non pas seulement pour lui, non pas seulement parce que, faible, il est sacré, mais encore parce que, en lui, l'État devait voir et défendre le citoyen de demain, l'ouvrier auquel il fallait permettre d'arriver à la maturité de la vie, à la plénitude de la force. Au point de vue national de la richesse et de la défense de la patrie, comme au point de vue du respect dû au droit de tous et surtout du faible, l'intervention de l'État s'imposait comme un devoir. Dès 1841, une loi a été faite, loi excellente dans l'ensemble de ses dispositions. On y rencontre la limitation de la durée du temps du travail des enfants ; l'interdiction de les appliquer à certains métiers dangereux ou insalubres ; la réserve, pour eux, du temps nécessaire pour se reposer, pour détendre leurs petits membres, pour tourner leur intelligence vers l'acquisition des notions indispensables pour leur permettre de se développer, de vivre dans le véritable sens du mot. On y rencontre aussi des dispositions pénales rigoureuses contre les patrons oublieux de leurs devoirs. Et pourtant cette loi de 1841 est restée lettre morte, et il s'est écoulé plus de trente ans, avant que nous eussions une protection réelle de l'enfance ouvrière. Pourquoi ? C'est parce que le législateur après avoir posé le principe des règlements généraux d'administration publique, qui devaient adapter les dispositions légales au fonctionnement de chaque industrie par-

tielière, après avoir accueilli et proclamé la nécessité de l'inspection destinée à la vivifier, s'en était tenu là. Quand il s'était agi d'établir ces règlements généraux, de plier les textes législatifs aux nécessités de chaque industrie particulière, d'organiser l'inspection, d'en former le cadre, le gouvernement avait hésité. On avait énoncé des doctrines, on n'avait pas organisé de procédure, et surtout on n'avait pas fait circuler la compassion, la sympathie humaine à travers les dispositions de la loi. Elle devait rester, elle était restée lettre morte. Parmi les plus attristés de cette stérilité de la loi de 1841 se trouvait précisément notre illustre Président. Il avait été en Angleterre, et là, il avait vu (il l'a dit dans des réunions précédentes) les mines de New-Castle, les petits enfants qui, à Birmingham, étaient employés à la fabrication des aiguilles et des épingles; il avait assisté à mille souffrances de l'enfance; il avait été témoin de la destruction prématurée de ce qui était de la graine et de la semence humaine. Ce navrant spectacle avait ému son cœur de savant, d'homme, d'ancien apprenti (*Applaudissements*), et il était revenu en France décidé à user de son crédit sur l'opinion publique, à profiter de la grande situation que la confiance méritée de la patrie lui avait créée, pour introduire, dans notre loi de 1841, le principe de vie qui lui faisait défaut. Il était encouragé à cette noble entreprise par les points lumineux déjà qui brillaient dans notre pays. Il pouvait citer l'exemple de l'Alsace, notre chère Alsace, dans laquelle en dehors de tout règlement d'administration publique, de toute inspection, tant de chefs d'industrie éminents, les Kestner, les Kœchlin, les Dollfus, les Schlumberger, les Romans avaient su assurer la protection de l'enfance au sein de leurs industries. Il pouvait s'appuyer sur l'initiative prise dans d'autres grands centres industriels, où l'esprit d'humanité avait prévalu comme en Alsace.

Mais la protection générale, universelle, la protection légale, cette protection-là, M. Dumas ne l'apercevait pas. La nécessité de l'obtenir lui apparut plus pressante encore, lorsqu'il vit s'opérer en Angleterre, se faire, sous l'empire de l'opinion publique, le progrès, dont il rêvait l'honneur pour notre patrie. L'Angleterre est un pays qui peut porter quelque temps avec patience le poids d'une injustice, mais qui ne la supporte pas indéfiniment. Elle l'emporte et l'efface sous l'action de grands courants, d'admirables manifestations de la conscience humaine. M. Dumas

put relever ville après ville, industrie après industrie, cette série de mesures protectrices, grâce auxquelles l'enfant anglais allait être si complètement défendu, couvert, protégé, contre tous les abus possibles. A côté de M. Dumas, à cette époque président du Conseil général de la Seine et du Conseil municipal de Paris, il y avait, à Paris, un homme qu'aucun de vous ne doit oublier : M. Barreswill. Il aimait l'enfance, lui aussi, et avait le cœur aussi large, aussi bon, aussi grand que M. Dumas, avait le cœur et l'esprit. Ces deux hommes s'entendirent bien vite, et en leur nom commun M. Dumas présenta au Conseil municipal de Paris un projet d'établissement d'une inspection qui, dans le département de la Seine, serait chargée d'assurer le fonctionnement de la loi de 1841. Cette inspection a été la graine de sénévé. La loi de 1874 n'allait pas tarder à en sortir. Paris a été le berceau de cette œuvre de haute moralité : je suis heureux de le proclamer en présence des représentants du Conseil municipal de Paris. S'il y a une cité qui ait bien mérité de l'enfance ouvrière, s'il y a une ville où l'esprit d'humanité et de justice se soit manifesté par des institutions vraiment protectrices de l'enfance ouvrière, c'est notre capitale, c'est Paris. (*Applaudissements.*)

A peine la première inspection fut-elle instituée à Paris, que le gouvernement désireux de faire rayonner le progrès accompli, choisit, dans le corps des mines, un ingénieur éminent, qui devait être appelé plus tard à jouer dans les affaires du pays un rôle considérable. Il s'adressa à M. de Freycinet et l'envoya en Angleterre. A son retour celui-ci déposa, au mois de novembre 1867, entre les mains du ministre de l'agriculture et du commerce, un rapport qui est un chef-d'œuvre, où tous les effets des *bills* qui se sont succédé en Angleterre pour la protection de l'enfance ont résumés avec une clarté puissante, où l'œuvre d'amélioration sociale qui en est résultée est précisée d'une façon magistrale.

La conclusion était que notre gouvernement pouvait s'emparer de la législation anglaise, la transporter sur notre territoire, que l'industrie française n'en souffrirait pas ; qu'au contraire elle en profiterait ; que plus l'enfant serait protégé, plus l'ouvrier vaudrait, et que plus l'ouvrier vaudrait, plus la patrie gagnerait en lumière, en sécurité, en prospérité matérielle comme en grandeur morale. (*Applaudissements.*)

Une loi protectrice des petits enfants employés dans les manufactures fut immédiatement mise à l'étude. Les malheurs de 1870 et de 1871 retardèrent la promulgation de cette loi, mais ils ne firent qu'accroître l'impulsion dont elle devait sortir. Il s'est produit en effet dans notre pays, à la suite de nos désastres, un mouvement d'intelligente sollicitude pour les jeunes générations, dont l'enfance ouvrière devait être la première à profiter. La France avait souffert, cruellement souffert; elle avait été mutilée, elle avait été atteinte dans les parties les plus vives de son être, dans l'œuvre même créée par le sang, par les efforts, par le génie de nos vaillants ancêtres. Qui pourrait réparer nos ruines? Qui pourrait refaire la patrie? Les enfants, la jeunesse! Dans les conseils de l'État, aussi bien que dans les assemblées départementales et municipales il se produisit un unanime élan vers l'instruction, vers l'éducation de l'enfance. Dans une des premières séances de l'Assemblée nationale, M. Joubert présentait le projet qui est devenu la loi de 1874, la loi dite de Protection des enfants employés dans les manufactures, dans les ateliers ou dans les usines.

M. Joubert allait avoir tout de suite des collaborateurs dans la préparation de cette loi. Ces collaborateurs, je suis fier, je suis heureux de le proclamer ici, c'étaient les membres de cette Société de Protection des apprentis et de l'enfance ouvrière, au nom de laquelle j'ai l'insigne honneur de vous parler en ce moment. Elle aussi était née de l'initiative de M. Dumas. En effet, au même moment où il obtenait du Conseil général de la Seine la création de l'inspection, il avait groupé autour de lui les dévouements individuels sur lesquels il savait pouvoir compter. Des savants, des industriels, des commerçants, des littérateurs, de simples particuliers avaient répondu à son appel. Notre société était là toute prête à se placer à côté du législateur. C'est avec son intervention de chaque instant, de chaque minute, à l'aide des documents qu'elle détenait, que s'est achevée la loi de 1874. Voilà ce dont nous pouvons nous réjouir ici; ce dont nous devons être fiers.

Mais il ne suffisait pas que la loi de 1874 eût été promulguée après une si longue attente. Il y avait, en 1874 comme en 1841, à réaliser les deux conditions de vie dont je parlais tout à l'heure: la réglementation spéciale de chaque industrie, et l'organisation générale de l'inspection. C'est alors, et dans cet achèvement de

la tâche, que le Comité des arts et manufactures est intervenu pour rendre à l'enfance ouvrière en France des services dont vous ne le remercirez jamais assez. Onze règlements furent discutés et votés par lui, puis soumis à la décision du Conseil d'État, Des inspecteurs spéciaux, nommés par l'État, furent en même temps chargés, chacun dans une région du territoire, de veiller à ce que les dispositions protectrices de la loi de 1874 devins-
sent des réalités. Un grand nombre de départements créèrent, à côté, au dessous de ces inspecteurs d'État, et pour être leurs collaborateurs, des inspecteurs départementaux. De grandes cités, comme Paris, instituèrent des commissions locales, des commissions de quartiers. Ces commissions, ce sont les instruments précieux et indispensables pour l'application de la loi. Dans les usines, les grandes manufactures, l'inspection peut suffire, mais, pour connaître chaque petit centre de travail dans lequel sont utilisés des enfants, il faut être voisin, proche, capable de surveiller dans le détail. C'est la tâche qu'accomplissent à Paris avec un esprit d'unité, dans un sentiment d'accord les unes avec les autres qui va à chaque instant en croissant, les commissions de quartier. Elles sont à la base: au sommet, le gouvernement a placé la Commission supérieure chargée de surveiller la manière dont la loi est appliquée en France, ayant mission de prendre les mesures nécessaires pour que cette application ne connaisse pas de défaillance.

Est-il nécessaire de dire que c'est votre Président, M. Dumas, qui a été désigné pour la présidence de ce Conseil supérieur? Je le trouve partout, dans l'idée, dans la création et dans l'épanouissement du système qui, aujourd'hui, couvre comme d'une armure tout enfant ouvrier, dans le plus grand comme dans le plus petit atelier de France. (*Applaudissements.*)

Une fois la loi de 1874 votée, les règlements d'administration publique établis, le mécanisme administratif fonctionnant dans le pays, notre association devait-elle penser qu'elle n'avait plus de raison d'être, qu'elle avait terminé son œuvre? Non, car les œuvres de protection, d'humanité, commencent toujours, elles ne s'achèvent jamais (*Applaudissements*); l'idéal vers lequel elles tendent est si haut que si les générations peuvent transmettre aux générations les progrès accomplis, il n'est donné à aucune de voir le progrès définitif réalisé. (*Applaudissements.*)

La loi de 1874 était édictée; il fallait, non pas la faire

appliquer : c'était l'œuvre du gouvernement ; mais la faire comprendre, la faire aimer, en faire pénétrer l'esprit partout il fallait que notre Société se fit l'éducatrice de chaque groupe industriel, de chaque groupe commercial. Au moyen d'un mécanisme dont, tout à l'heure, je vous montrerai les différents rouages, aux résultats duquel vous applaudirez très certainement, elle a su guider et subventionner toutes les bonnes volontés, mettre en lumière tout ce qui, au point de vue de la protection de l'enfant, de son relèvement moral, intellectuel, avait pu être oublié dans la loi de 1874.

C'était bien d'avoir dit que les enfants ne devraient pas être occupés à des travaux insalubres, dangereux pour leur santé, mais, dans le mouvement incessant, dans l'ondulation du progrès industriel, les conditions de l'industrie changent à chaque instant. Souvent un progrès traîne avec lui un péril nouveau pour l'enfant. Il était nécessaire que ce péril fût signalé ; que le moyen d'y parer fût publié aussitôt que découvert. Comme il n'y a rien qui soit aussi sain, salutaire et contagieux que le bon exemple, il fallait des réunions comme celle qui nous rassemble, pour que chaque acte honorable utile à l'enfance fût dénoncé et offert à l'imitation. Tel a été depuis 1874 le programme de notre Société, sa raison d'être : voilà ce qu'elle a essayé d'accomplir, en appelant à elle toutes les bonnes volontés. Les Parisiens, les habitants des départements, les étrangers, tous peuvent entrer dans nos rangs. On ne demande à personne ce qu'il pense ni dans les matières politiques, ni dans les matières de philosophie ; on lui demande : Aimez-vous la patrie ? Aimez-vous l'enfance ? Aimez-vous la démocratie ? Voulez-vous vous faire éducateurs de l'enfance ouvrière ? Voulez-vous être nos collaborateurs dans notre œuvre de réconciliation, de paix sociale ? Alors, entrez, vous êtes le bienvenu, qui que vous soyez. (*Applaudissements.*) C'est ainsi que nous avons marché, la main dans la main tendue vers tous ceux qui aiment l'enfance.

Ceci dit je vais aborder si vous me le permettez, d'une façon plus spéciale, mon rôle de rapporteur, ce rôle que je suis si heureux, si fier de remplir aujourd'hui devant une assemblée comme la vôtre.

Notre Société a un bulletin qui est son instrument essentiel d'action, qui permet de la juger tout entière, car il n'y a aucune partie de son organisation qui ne s'y reflète. Ce Bulletin est

destiné, non pas seulement à recevoir les documents officiels se rattachant à l'œuvre de la protection des enfants, mais encore à accueillir toutes les communications particulières de ceux qui, s'intéressant au sort de la jeunesse ouvrière, ont à nous apporter un renseignement, une indication de nature à permettre de la mieux défendre. Je ne vous rendrai pas compte de tout ce qui a été publié depuis deux ans, mais vous me permettrez d'en extraire des détails qui vous intéresseront très certainement.

Je commence par une chose qui n'y est pas encore, mais qui s'y trouvera prochainement : c'est le discours prononcé par M. Léon Say au Conseil général de Seine-et-Oise pour appuyer et justifier l'établissement d'une inspection départementale. Vous y sentirez vivre l'homme tout entier : c'est vous dire que vous aurez sous les yeux un chef-d'œuvre de bon sens, d'esprit et de cœur sans emphase. Tous y trouveront à apprendre, les inspecteurs chargés d'exécuter la loi de 1874, aussi bien que les plus humbles membres de notre Société.

Mais ce qui déjà figure dans notre Bulletin, ce sont les séances plénières des présidents et des secrétaires des Commissions locales parisiennes. Ils se réunissent, chaque semestre, au pavillon de Flore. Le Conseil municipal a permis et voulu que ces délégués des commissions de quartiers pussent échanger leurs vues, leurs renseignements, leurs idées. Ceux qui sont chargés de veiller à l'application, au développement de la loi de 1874, pourront consulter avec fruit ces comptes rendus tout pleins de faits.

Ce qui touche à l'organisation de l'enseignement professionnel ouvrier, ce qui se rattache à l'apprentissage et au travail des enfants, tient une large place dans le Bulletin ; les séances des Commissions présidées par MM. les sénateurs Corbon et Tolain ; les délibérations des Chambres syndicales de Paris sur les questions relatives à l'apprentissage y sont insérées tout au long.

L'idée que l'enseignement professionnel doit se garder à la fois des tendances à l'universalité et à la spécialisation ; qu'il doit avoir en vue l'unité professionnelle ; qu'il doit viser à faire de l'ouvrier *un artisan*, suivant la juste expression de M. Tolain : c'est là ce qui se dégage avec une clarté saisissante de l'enquête insérée à notre Bulletin. Il ne faut pas rêver de créer un ouvrier apte à tous les métiers ; il faut écarter toute méthode qui le réduirait à l'état de rouage dans une machine ; il faut

s'attacher à le rendre capable de supériorité dans un métier en le rendant familier avec le dessin, la science de l'ajustage, les principes de la science, les méthodes nouvelles, la géographie industrielle et commerciale.

Tout à l'heure, notre Président vous indiquait ce que l'atelier peut donner d'enseignement. Il faut que l'école professionnelle soit la préparation à l'atelier. L'ouvrier verra les forces en mouvement dans l'atelier, il les touchera de la main, il les mesurera. Mais pour que ce contact avec les forces en action porte pour lui toutes ses utiles conséquences, il faut qu'il ait passé par l'école professionnelle telle que nous venons de la définir ; qu'il ait acquis là toutes ces notions générales qui font que, plus tard, au contact des forces, il comprendra, et que, comprenant, il s'élèvera : car c'est par l'intelligence que toute chose grandit dans ce monde.

A côté de ces leçons puisées dans les délibérations, dans les discussions qui se produisent chez nous, notre Bulletin nous donne celles qui se dégagent de ce qui se fait à l'étranger. Quelle mine aussi de précieux documents relatifs à l'enfance abandonnée ou coupable, à la situation pénitentiaire de l'enfance coupable, à l'enfance infirme et incurable : car si votre Société a surtout ses regards fixés sur l'atelier, elle s'intéresse à l'enfant même ailleurs. Partout où elle le trouve infirme, misérable, naît en elle une sympathie qui croît en proportion du malheur qui la cause ; et, stimulée par le désir de soutenir un faible, de régénérer ou de sauver un coupable, elle se penche sur ce malheur ou cette chute pour consoler, relever et guérir. (*Applaudissements.*)

En parcourant notre Bulletin lisez le rapport de M. Quentin, directeur de l'Assistance publique, sur l'enfance abandonnée ou coupable, et en le lisant souvenez-vous que c'est un membre de notre Société, M. Georges Bonjean qui, le premier, s'est mis à la tête du mouvement qui a déterminé l'action des pouvoirs publics. Tout en rendant hommage à l'œuvre municipale, n'oubliez pas qu'elle a son berceau au domaine d'Orgeville, dans la demeure d'un homme de bien qui porte dignement le nom d'un martyr. (*Applaudissements.*)

Dans notre Bulletin, il y a autre chose encore. Il y a comme le livre d'or de toutes les institutions charitables qui ont aidé, d'une manière pratique et efficace, à la protection de l'enfant. Vous ver-

rez là ce que c'est que l'école du filet de Dieppe, fondée pour les enfants des pêcheurs ; ce que c'est que cette autre association qui se tourne vers les orphelins dont les pères ont disparu dans la tempête, et qu'on appelle l'institution de Notre-Dame des Flots ; ce que c'est que ce dispensaire des scrofuleux ouvert pour ces pauvres petits êtres abandonnés, que l'on ne sait comment faire soigner : car on ne trouve nulle place qui leur soit spécialement affectée dans notre organisation de l'assistance. Vous vous rendrez compte de ce que vaut l'institution maternelle de la Compagnie de l'Ouest, cette puissante société qui n'a pas cru qu'il suffisait de payer ses ouvriers, et qui a tenu à honneur de leur fournir le moyen de parer aux difficultés créées par le développement et le mouvement de son existence industrielle. Vous admirerez cette création touchante de femmes qui, réunissant tous les attraits de l'élégance et du talent, se sont senties tout d'un coup assoiffées de charité, et ont fondé l'œuvre de Notre-Dame des Arts.

Vous verrez également notre Société commencer son travail d'expansion en instituant à Troyes, dans le département de l'Aube, avec l'aide d'un homme qui a passé sa vie à aimer l'enfance, M. Bernot, une société qui a pris nos statuts, qui s'est inspirée de notre esprit, qui a voulu que nous l'appelions notre fille, et à laquelle nous avons répondu que, pour rester dans la vérité, il nous suffirait de l'appeler notre sœur, notre petite sœur pendant quelque temps, tant que nous pourrions l'aider, notre grande sœur le jour où elle pourrait mettre dans notre main une main nous apportant une force égale à celle que nous lui prêtons aujourd'hui. (*Applaudissements.*)

On proclamera, Messieurs, tout à l'heure, devant vous, les noms de la plupart de ces institutions. Elles sont sur notre liste de récompenses. Nous avons commencé par raconter le bien que ces institutions accomplissaient, et, maintenant, nous les récompensons d'avoir fait tout ce bien. Sur cette liste figurent d'autres œuvres dont le *Bulletin* ne parle pas et dont vous me permettrez de vous parler ici, parce que en les citant, en indiquant comment elles ont procédé, c'est un encouragement et un exemple que nous donnons à toutes les bonnes volontés.

Et, en première ligne, je veux nommer M. Lavanchy-Clarcke, le fondateur de la Société des ateliers d'aveugles. Des ateliers d'aveugles ! me direz-vous, mais ce ne sont pas des institutions se rattachant directement à l'enfance, car il y a des aveugles de

tous les âges, et, dans les ateliers de M. Clarcke on rencontre des ouvriers qui commencent leur apprentissage à 50 ans ? Pourquoi nous en parler ? Ah ! c'est que nous ne sommes pas seulement l'œuvre de protection de l'enfance, nous sommes aussi l'œuvre de protection des apprentis. Si l'aveugle devient un apprenti, il nous appartient à ce titre. D'ailleurs lorsqu'il est sans état, n'est-il pas obligé d'attirer à lui, pour se faire conduire, de pauvres enfants qu'il fait voisiner avec sa mendicité, et qu'on affranchit en lui donnant le moyen de se passer de leur aide.

En créant des ateliers d'aveugles, ce ne sont pas seulement d'utiles ouvriers qu'on donne à la société, ce sont aussi des enfants qui auraient été détournés du travail, qu'on rend à l'atelier et à l'usine. (*Applaudissements.*)

M. Lavanchy-Clarcke, avec son œuvre des ateliers d'aveugles a rendu un service dont nous devons lui être profondément reconnaissants. En France il y a 28,000 malheureux privés de la vue. Les ressources offertes par les sociétés et les institutions de bienfaisance fournissent la possibilité d'en placer 400, 500 à peine. Vous voyez combien de forces perdues, d'oisiveté, de souffrances morales nées de cette oisiveté !

Après avoir, avec le soin le plus attentif, étudié les dispositions intellectuelles des aveugles, et noté la mesure dans laquelle le toucher pouvait suppléer la vue, M. Lavanchy-Clarcke a dressé un catalogue exact des industries auxquelles ces déshérités pouvaient s'appliquer d'une manière utile, et il a ouvert des ateliers pour leur apprendre à les pratiquer. Au fur et à mesure que s'accomplit l'éducation industrielle de ces aveugles-apprentis, ils quittent l'atelier, et ils y sont remplacés par d'autres. Ce n'est pas tout : M. Lavanchy-Clarcke s'est constitué fournisseur de travail pour ces aveugles devenus ouvriers, et il se charge de les faire entrer chez les industriels qui peuvent les utiliser. M. Lavanchy-Clarcke, avant 1870, ne nous aurait appartenu qu'au titre étranger ; il était Suisse. Aujourd'hui il est devenu notre compatriote, et voici dans quelles touchantes circonstances : il faisait partie d'une de ces familles françaises que la révocation de l'Édit de Nantes avait écartées de notre territoire. En recueillant, à la frontière de l'Est, nos pauvres soldats, il sentit se réveiller les vieux souvenirs qui le rattachaient à notre patrie, il demanda la naturalisation française, au moment où notre défaite écartait de nous tant de sympathies. (*Applaudissements.*)

C'est depuis ce jour que, sans aucune sorte d'interruption, il s'est appliqué à l'œuvre dont je viens d'esquisser devant vous les traits principaux.

A côté de M. Lavanchy-Clarcke, vous rencontrerez sur notre liste de récompenses, MM. Dietsch frères, manufacturiers à Liewro, dans l'Alsace-Lorraine. Comme tant de nos fondateurs alsaciens-lorrains, ces messieurs sont restés nos collaborateurs. Ils nous sont utiles et précieux non pas seulement comme souscripteurs et comme amis, mais encore parce qu'ils servent notre cause par l'exemple qu'ils donnent, ce qui est la meilleure propagande qu'il soit possible de faire en notre faveur.

En étudiant les institutions de bienfaisance créées par eux, on constate que tout ce que l'amour de l'humanité et la science économique peuvent donner d'indications, a été utilisé, condensé, pour organiser le mécanisme de protection et de charité qui fonctionne dans leur usine.

Il y a un nom qui vous est plus familier encore que celui de MM. Dietsch et qu'on proclamera tout à l'heure devant vous : c'est celui de M. Petit, le président-fondateur de l'assistance paternelle des fleurs et plumes. Il m'est bien doux de remercier l'homme dont l'œuvre a servi de type et de modèle à toutes les institutions de bienfaisance, de charité et d'assistance de l'enfance ; et je suis sûr que, lorsque notre Président lui remettra tout à l'heure la récompense qui lui est décernée par notre association, il éprouvera un sentiment de joie profonde en tendant la main, lui, le héros de la protection de l'enfance, à ce fidèle serviteur, à ce vaillant champion qui n'a pas manqué une heure et une minute au service de notre cause. (*Applaudissements.*)

Dans la personne de M. Louvel, directeur de l'école de demi-temps de la rue Michel-Leconte, à Paris, nous avons entendu honorer ces instituteurs dévoués qui se sont consacrés, d'une manière spéciale, à faire fonctionner l'école de manière qu'elle pût, grâce à la disposition de ses cours, se plier à l'application de celles des dispositions de la loi de 1874 qui ont eu pour but de permettre à l'enfant, travaillant comme ouvrier dans les usines, d'acquérir toutes les connaissances indispensables pour qu'il devienne un homme.

M. Lorthioir, employé chez M. Danel, imprimeur à Lille, depuis cinquante et un ans, est donné par nous comme exemple aux

contremaitres. Entré dans la maison Danel comme apprenti, à l'âge de treize ans, il ne l'a plus quittée. Il n'est pas devenu patron, mais la situation qu'il s'est acquise n'en est pas moins haute, car il a voulu, en restant simple contremaitre, se faire le défenseur, le protecteur, l'instituteur de tous les petits apprentis qui se succédaient dans la maison.

Vous trouverez aussi parmi ceux que la Société récompense, plusieurs de ces gardiens de la paix dont, plus qu'aucun autre, je suis heureux de pouvoir louer le zèle, l'ardeur, le dévouement au bien. Chargés de surveiller, dans les rues, les surcharges, les faix trop lourds qu'on impose aux petits enfants, ils remplissent cette tâche d'une manière admirable, et la Société a vis-à-vis d'eux une vraie dette de reconnaissance. (*Applaudissements.*)

Ce n'est pas tout ce que je pourrais dire à l'occasion du bulletin de notre Association, mais c'est vraiment tout ce qu'il m'est permis de vous prier d'entendre aujourd'hui.

Deux mots maintenant de notre Comité judiciaire. Vous savez que son rôle est double; il étudie les questions juridiques intéressant la protection de l'enfance, et il emprunte à ses rangs, si quelque enfant a été victime d'accident, des défenseurs courageux, qui s'intéressent à sa cause, et se chargent de la défendre. Jamais notre Comité n'a manqué ni à l'étude de ces questions théoriques ni à la défense de ces intérêts. Je ne puis énumérer toutes les questions traitées par notre Comité. Je me contenterai de dire que, en obtenant du préfet de police l'ordonnance du 15 mai 1881, il a assuré la protection de la loi de 1874 aux enfants employés dans les métiers ambulants, à ces pauvres petits saltimbanques que l'on rencontre dans les foires, sur les places publiques. Lorsqu'il s'est agi de savoir de quelles modifications était susceptible la loi sur la responsabilité des patrons, en cas d'accidents arrivés aux enfants dans les usines, notre Comité judiciaire a également formulé une série de considérations qui lui font un très grand honneur. Décidée à aller jusqu'au bout des droits de l'enfance, notre Société n'en aperçoit pas moins toujours le point où commencerait l'empiètement; car ce n'est pas en allant jusqu'à l'extrême du droit qu'on défend utilement les enfants, pas plus que les hommes.

Sur la question de durée du travail industriel, et de l'emploi des enfants dans les mines, notre Comité judiciaire a émis de sages

et fermes avis. Là il a obtenu un grand succès : car la Cour de cassation, adoptant nos théories, a déclaré illicite le travail de nuit des enfants, dans les mines. Notre allié, le Comité consultatif des arts et manufactures, a marché avec nous, dans cette lutte ; il a aidé avec nous à la ruine de la jurisprudence contraire, qu'avaient formulée la cour de Lyon et celle de Douai.

A côté de notre Comité judiciaire, nous avons notre Comité des accidents de fabriques. Il a à sa tête M. Dollfus, le fondateur de cette société libre de Mulhouse qui a si bien organisé la protection efficace des enfants contre les accidents, que lorsque des industriels sont affiliés à des associations qui ont adopté les mêmes statuts, les compagnies d'assurances diminuent pour les ouvriers qu'elles emploient, le montant des primes de garantie contre les accidents. Tout ce qui se rattache aux accidents de fabrique, aux circonstances dans lesquelles ils se sont produits, aux moyens d'en éviter le renouvellement, a été réuni par les soins de notre Comité et se trouve à la disposition du public, des industriels, et j'ajouterai du législateur, pour le jour où il abordera la grande et délicate question des mesures à prendre pour défendre l'ouvrier contre les accidents de fabrique résultant de l'emploi des machines.

Je ne puis oublier votre Comité pour le placement des apprentis.

Vous aurez une grande joie tout à l'heure en apprenant que le gouvernement vient de décerner les palmes d'officier d'académie à deux membres de ce Comité, M. Roche et M. Marochetti. S'il est, parmi nous, des vaillants pour la cause de l'enfance, des hommes qui avaient droit à un tel acte de justice de la part du gouvernement, c'étaient certainement nos deux collègues. Ce qu'ils font, c'est simple et beau : trois fois par semaine, ils reçoivent tous les patrons qui cherchent des apprentis, accueillent les parents qui veulent placer leurs enfants dans des conditions de véritable contrat d'apprentissage, et deviennent ainsi le lien entre ceux qui cherchent à utiliser, dans les conditions normales, le travail de l'enfant, et ceux qui ont besoin que cette utilisation soit faite dans des conditions de véritable éducation. Ils ont atteint déjà des résultats considérables. En ressuscitant le contrat d'apprentissage, à Paris, en France, nous pouvons rendre un service presque égal à celui que nous avons déjà rendu en préparant le vote de la loi

de 1874. Et en effet l'apprentissage, à l'heure qu'il est, meurt dans notre pays, et, avec lui, s'efface une partie de ces qualités essentielles qu'une nation ne doit pas laisser disparaître de son industrie, parce que ce n'est qu'à la condition de les conserver et de les développer sans cesse, qu'elle garde sa situation commerciale et sa prépondérance artistique. Je ne puis entrer dans le détail des questions qui se lient au contrat d'apprentissage et à sa restauration; ce que je veux vous dire seulement, c'est que notre Société ne négligera rien de ce qui pourra rendre au contrat d'apprentissage son caractère de levier pour notre industrie.

Je ne puis finir sans adresser un adieu ému à notre Comité des institutrices de charité, dont la présidente M^{lle} Laval recevra tout à l'heure la plus haute récompense que nous puissions accorder. Ce qu'il a été, le voici résumé à grands traits. Lorsque la loi de 1874 a été promulguée, les cours publics n'étaient pas disposés de façon à ce que les enfants employés dans les manufactures et les ateliers pussent aisément aller chercher l'enseignement et l'instruction aux heures de repos. Nous n'en étions pas encore à la bonne situation créée par le Conseil municipal de la ville de Paris, à cette organisation si souple et se prêtant si bien à tous les besoins de l'enfance ouvrière, qu'elle permet aujourd'hui d'unir, sans peine, l'éducation intellectuelle au travail de l'atelier ou de la fabrique. Pour parer à ces difficultés d'autrefois, il s'était formé, dans notre Association, un groupe de femmes dévouées, qui allaient dans les ateliers porter aux enfants, pendant les heures de repos, l'instruction qu'ils ne pouvaient aller chercher dans les écoles publiques. Aujourd'hui, l'obstacle a disparu; et avec lui va disparaître votre Comité des institutrices de charité, mais il faut le saluer avec respect et ne jamais oublier ce qu'il a fait pour l'enfance ouvrière. (*Applaudissements.*)

Me voici parvenu au bout de mon devoir de rapporteur. Je ne vous ai pas dit la centième partie des choses qui méritaient de vous être signalées; et cependant j'ai abusé peut-être de votre patiente et bienveillante attention. Ce qui reste à dire, je l'adresse à vous et aussi à ceux qui ne sont pas dans cette enceinte. A vous, pour que vous portiez mon appel dans le milieu auquel vous appartenez; à ceux du dehors, parce que je voudrais que cet appel eût le plus grand retentissement possible en France.

Nous sommes douze cents aujourd'hui, tant à Paris que dans les départements et à l'étranger. Eh bien, je voudrais que notre nombre fût doublé dans l'exercice qui s'ouvre, je voudrais pour notre Association que chacun, dans notre pays, au delà de nos frontières, entrât en communication avec nous ; je voudrais que l'esprit dont notre vénéré Président a rempli notre Association pût émouvoir chaque cœur, hausser chaque intelligence, rayonner au milieu de tous ceux qui ont à s'occuper de l'enfance ouvrière. Si un tel résultat était obtenu, ce n'est pas seulement dans la loi que d'immenses progrès se réaliseraient, ce serait aussi dans les mœurs publiques. Nous assisterions à un grand rapprochement social : nous verrions ceux qui ont grandi, qui se sont élevés par leur volonté, leur travail, tendant la main à ceux qui peinent, qui luttent, qui souffrent en bas, pour les attirer à eux.

L'égalité en haut, poursuivie par la fraternité, avec le concours ardent de tout ce qui tend à la création de forces nouvelles et communes, voilà notre programme.

Apprenons qui nous sommes à tous ceux qui nous entourent, et ils viendront à nous : et notre Société grossie, grandissant chaque jour, et fidèle à l'esprit qui l'a fait naître, sera certaine d'avoir réalisé quelque chose de bon, de sain, de vraiment français. (*Vifs applaudissements.*)

N° III. — DISCOURS DE M. DE BOUTEILLER

Vice-président du Conseil municipal de Paris.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le programme de cette solennité fait beaucoup d'honneur aux quelques mots que j'ai à dire ici, en les qualifiant de discours. Après l'allocution si touchante de l'illustre savant qui préside cette réunion, après le remarquable exposé des origines et des travaux de cette Société, qu'achève à l'instant un des membres les plus éloquents du Parlement, il serait présomptueux de croire qu'il y ait place encore pour un discours. Aussi me permettrai-je simplement d'ajouter aux paroles que vous venez d'applaudir, d'ajouter, dis-je, au nom du Conseil municipal de Paris que j'ai l'honneur de

représenter ici, l'affirmation de l'intérêt profond que cette assemblée ressent, pour les œuvres comme celle qui se manifeste en ce moment à nous.

Je lisais hier, Messieurs, dans cet intéressant *Bulletin* de la Société, qui a été, tout à l'heure, si judicieusement fouillé devant vous, par l'honorable M. Léon Renault, je lisais cette réflexion, qu'au lendemain des désastres de la France, un cri unanime s'était échappé de toutes les poitrines, réclamant l'instruction et la protection de l'enfance. Nul doute que, de toutes les villes de France, Paris ne soit celle où ce noble et nouveau cri de guerre a rencontré le plus d'échos sonores et profonds, rallié le plus de bons vouloirs individuels, provoqué le plus d'efforts de la part de l'initiative municipale. Plus étroitement qu'aucune autre des cités sœurs, Paris a compris qu'il devait chercher le relèvement militaire de la patrie, et la solution des problèmes économiques et sociaux de notre époque, dans la formation d'une génération forte, moralisée, instruite, également cultivée au point de vue de l'épanouissement intellectuel et au point de vue du développement physique. Alors, disposant des ressources immenses qu'il doit à sa richesse budgétaire aussi bien qu'à l'élan de ses habitants, empruntant, pour ainsi dire, à pleines mains, à ce bouillonnement d'idées qui donne à son histoire « un aspect souvent agité mais toujours attachant », suivant l'heureuse expression du Président de la République au Banquet de l'Hôtel de Ville, alors Paris s'est couvert d'institutions éducatrices, moralisatrices, réformatrices, toutes se complétant l'une par l'autre, toutes concourant vers le but si bien défini par l'honorable secrétaire de cette Société, dans le document que je viens de citer.

Ici des groupes scolaires; là des écoles professionnelles pour le fer et le bois d'abord, bientôt pour la menuiserie et l'ébénisterie, demain pour la fabrication des instruments de physique et de chimie; là encore des « caisses des Orphelins », des colonies réformatrices, des « pupilles de la Ville », des créations pour la protection des enfants moralement abandonnés; des fondations de toutes sortes destinées à faciliter la continuation de leurs études aux déshérités de la fortune; là des institutions de gymnastique, des essais d'éducation militaire dans les écoles, partout, l'activité parisienne s'ingéniant, se répandant en efforts, pour semer ou pour protéger dans l'esprit de l'enfance, les germes de cette vigueur physique et morale indispensable à l'exercice

de la souveraineté populaire, base des institutions d'un pays en démocratie.

En même temps des institutions d'un autre ordre s'ébauchaient. A cette jeunesse sortie de ses mains, plus consciencieuse de ses devoirs, mais plus forte aussi de ses droits, Paris comprenait qu'il devait offrir des débouchés nouveaux ; il songeait qu'après avoir ouvert l'intelligence de ses enfants aux vérités économiques et sociales, il leur devait le moyen d'appliquer les principes dont il les avait pénétrés. De là l'admission des associations ouvrières aux adjudications de la Ville ; de là la prochaine création d'une Bourse du travail ; de là des projets de maisons ouvrières : innovations qui prolongent, pour ainsi dire, le protectorat de Paris sur la génération qu'il a formée et qui étendent en même temps, au profit de l'État, ce champ d'expérimentation communale, qu'une démocratie ne saurait ouvrir trop large à toutes les forces vives de la nation, de quelque opinion, de quelque philosophie qu'elles procèdent.

Mesdames, Messieurs, il ne m'appartient pas de dire ici la part qu'a prise le Conseil municipal à ce mouvement parisien. L'honorable M. Léon Renault, d'ailleurs, a bien voulu reconnaître tout à l'heure, en sa qualité d'ancien fonctionnaire de notre département, les efforts que la municipalité parisienne a faits dans la voie ici envisagée. Cette part est donc suffisamment acquise pour justifier l'honneur que vous avez fait au Conseil municipal en le conviant à cette solennité, et pour donner un caractère de sincérité absolue aux souhaits cordiaux que je viens apporter à la Société protectrice des apprentis, au nom de l'Assemblée communale de Paris. (*Vifs applaudissements* (1).)

(1) Sténographié par Duployé (Gustave), 12, rue Notre-Dame-de Nazareth, Paris.

LISTE DES RÉCOMPENSES

DÉCERNÉES

EN 1882 (1).

I

INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER LES
APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES)

*OEuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles.
Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).*

AUBE

BERNOT (M.), ancien principal de Collège, officier de l'instruction publique à Troyes.

A réussi, après de longs et constants efforts à fonder dans la ville de Troyes une Société de protection de l'enfance ouvrière qui rayonne dans la population des ateliers de cette ville et rend des services déjà considérables. Président de la Commission locale dont il a assuré le fonctionnement sérieux, M. Bernot a ainsi complété son œuvre toute patriotique. — (*Proposition de M. Ernest Nusse, secrétaire de la Société.*)

Médaille d'argent.

ORPHELINAT DE SAINT-MARTIN DES VIGNES, à Troyes.

Groupe scolaire comportant trois catégories distinctes: 1^o salle d'asile peuplée de 160 enfants; 2^o école primaire fréquentée par 90 petites filles; 3^o ouvroir où travaillent 32 jeunes filles logées, nourries et vêtues jusqu'à 21 ans, pourvues d'un trousseau et d'un pécule à leur sortie. — Soins admirables donnés avec un dévouement absolu par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul sous la direction de Mme Dervaux, en religion sœur Antoinette. — (*Proposition de M. Bernot président de la commission locale de surveillance du travail des enfants mineurs à Troyes.*)

Médaille d'argent.

(1) Les présentations de candidats adressées à la *Société de protection* y ont été soumises à l'examen d'une Commission des récompenses; chaque dossier a fait l'objet d'un Rapport spécial.

EURE

ODIEUVRE (M. l'abbé), directeur du patronage d'Évreux.

A fondé en 1869 ce patronage qui reçoit les dimanches et jours de fête 40 enfants appartenant pour la plupart à la classe des jeunes ouvriers ou apprentis. Des enseignements utiles et des récréations honnêtes partagent heureusement leurs loisirs d'atelier. — (*Proposition de M. Léon Petit, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

MARNE

LA SOCIÉTÉ DE BETHLÉEM, à Reims.

Sous ce titre a été fondée en 1841 une maison de refuge et d'éducation pour les enfants trouvés ou abandonnés et les enfants pauvres.

Cet établissement compte actuellement 162 pensionnaires. L'éducation morale, l'instruction primaire et un enseignement professionnel y sont donnés avec une grande sollicitude. Le bobinage des laines, l'horticulture et la cordonnerie font l'objet du travail manuel. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire à Reims.*)

Médaille d'argent.

SEINE

BONJEAN (M. Georges), juge suppléant au tribunal civil de la Seine, 47, rue de Lille.

Propriétaire du domaine d'Orgeville où il a fait les expériences les plus utiles et les plus décisives, M. Bonjean, d'après les résultats acquis, a fondé la Société de protection de l'Enfance abandonnée ou coupable. Cette œuvre florissante dans son présent et féconde dans son avenir, prépare la régénération de l'Enfance, le recrutement des cadres des sous-officiers de l'armée et la repopulation des campagnes si nécessaire à l'agriculture. — (*Proposition de M. Ernest Nusse, secrétaire de la Société.*)

Médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance.

LAVANCHY CLARCKE (M.), fondateur de la Société des ateliers d'aveugles, 11, rue Basfroi, à Paris.

Suppléant l'assistance publique et la charité privée, qui dans leurs efforts réunis ne viennent en aide qu'à 400 aveugles sur les 28,000 qui sont en France, et préoccupé de la démoralisation où la mendicité jette ces malheureux infirmes, M. Lavanchy a résolu le problème de les affranchir de ces misères par le travail. Il a mis à profit la patiente assiduité de l'aveugle, pour la fabrique des brosses, du crin végétal, des plumeaux, le rempaillage des chaises, la vannerie, la confection des manches de pelle. Au fur et à mesure que ces apprentis sont formés, le fondateur les renvoie à leur domicile où il leur procure du travail et les remplace par d'autres auxquels il donne l'enseignement professionnel. — (*Proposition de M. le Dr Marjolin, vice-président de la Société.*)

Médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance.

M^{me} MARIE LAURENT, présidente, et M^{mes} les fondatrices de l'Association de l'Orphelinat des Arts.

M^{mes} Marie Laurent, Krauss, Croizette, Edile Riquer, Sarah Bernhardt, Reichemberg, Beaugrand, Henry Gréville, Thénard, Zulma Bouffar, ont créé à Paris, 69, rue de Vanves, un établissement où elles recueillent les orphelines de père ou mère artistes. Entourées des soins les plus touchants, les pupilles apprennent une profession artistique ou industrielle qui leur permet de gagner honnêtement leur vie. — (*Proposition de M. Ernest Nusse, secrétaire de la Société.*)

Médaille d'argent.

SEINE-ET-MARNE

M^{lle} COLOMBET, fondatrice et directrice de l'Orphelinat de Mary-sur-Marne.

Cette maison qui a été créée il y a dix ans, compte aujourd'hui comme pensionnaires 21 jeunes filles pauvres.

Une institutrice de mérite, M^{lle} Jacotot leur fait régulièrement la classe. On leur apprend en outre la couture et le ménage. M^{lle} Colombet subvient à tous les frais de logement, d'entretien et de nourriture. (*Proposition de M. Chateau, inspecteur départemental du Travail des enfants à Meaux.*)

Médaille de bronze

M^{me} DUMONT, présidente du Comité de patronage et de l'Orphelinat des apprenties à Meaux.

L'œuvre des *Jeunes Économes*, que dirige M^{me} Dumont, a créé et entretient à Meaux un internat dans lequel 30 jeunes filles reçoivent l'instruction primaire et apprennent une profession manuelle. Leur éducation morale est l'objet de la plus grande sollicitude. Les directrices s'occupent du placement des élèves et les suivent dans leurs diverses conditions, avec une vigilance qui ne se dément pas. — (*Proposition de M. Chateau, inspecteur départemental du Travail des enfants à Meaux.*)

Médaille de bronze.

SEINE-INFÉRIEURE

ÉTABLISSEMENT DES DAMES DE LA PROVIDENCE, de Dieppe.

Orphelinat comptant 53 enfants. — École ouverte à 450 élèves, et reconnue comme établissement d'utilité publique. — École professionnelle du Filet établie sous le contrôle de la municipalité. — Dispensaire où sont soignés les malades atteints de scrofules ou de la teigne. — Déjà récompensé par la Société pour la fondation d'une école d'apprentissage de confection de la Dentelle que des événements économiques ont empêché de continuer. (*Proposition de M. Ernest Nusse, secrétaire de la Société.*)

Médaille d'argent.

SOEUR ELISABETH, DE L'ORDRE DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL, rue d'Écosse, à Dieppe.

A fondé un orphelinat pour 70 enfants de pêcheurs morts à la mer. Asile offert aux petits vagabonds qui encombrant les quais de Dieppe. — Excellente éducation primaire. — Préparation pour la marine du Commerce et celle de l'État. — Institution recommandable à tous les titres qui a pris pour devise : Dieu et Patrie. — (*Proposition de M. Ernest Nusse, secrétaire de la Société.*)

Médaille d'argent.

II

INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS.

PREMIÈRE CATÉGORIE : Comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction, tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des Apprentis et jeunes Ouvriers.

ALSACE-LORRAINE

DIETSCH frères (MM.), manufacturiers à Liepvre.

Création d'une caisse des mères qui permet aux accouchées de rester un mois sans travailler tout en touchant 1 fr. 50 c. par jour. Crèche. Caisse de secours pour maladies et frais funéraires. Société coopérative de consommation profitant à 114 familles. Economat. Bains chauds. Maisons ouvrières. Assurance collective et gratuite contre l'incendie des ouvriers de l'établissement. Assurance collective contre les accidents. Petite caisse d'épargne recevant 10 centimes des femmes et enfants. Grande caisse d'épargne. Cuisine économique. Caisse des retraites. Asile d'infirmités. MM. Dietsch, déjà lauréats de la Société ont épuisé la longue liste des institutions de prévoyance que révèle la science économique et que crée l'amour de l'humanité. — (*Proposition de M. Ernest Nusse, secrétaire de la Société.*)

Médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance.

AUBE

THÉVENOT père et fils (MM.), filateurs à Troyes.

Ont créé dans leur usine une école pour les jeunes ouvriers et apprentis dont un nombre satisfaisant a obtenu le certificat d'études.

Dans le travail professionnel, les enfants sont entourés d'une constante sollicitude et des récompenses encouragent leurs divers mérites. — (*Proposition de M. Bernot, président de la commission de surveillance du travail des enfants.*)

Médaille de bronze.

GARD

CARENOU ET TUR (MM.), fabricants de réglisse à Moussac.

Occupent 200 ouvrières, dont 69 filles mineures de 12 à 21 ans Internat. Création de dortoirs spacieux et d'ateliers très salubres Surveillance active et dévouée de l'instruction des jeunes filles. — (*Proposition de M. Estelle, inspecteur divisionnaire à Nîmes.*)

Médaille d'argent.

INDRE-ET-LOIRE

DE MONTGOLFIER (M.), directeur de la Papeterie de Lahaye-Descartes, à Balesme.

Établissement modèle sous le rapport des institutions organisées en faveur des ouvriers et des enfants. Cité ouvrière, participation aux bénéfices; deux écoles et une salle d'asile comptant ensemble 220 enfants. Caisse d'épargne où les dépôts ont dépassé 200,000 francs. Service médical gratuit.

La sollicitude des directeurs s'étend constamment sur tout le personnel de cette importante Société. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire à Limoges.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

MARNE

NINET aîné (M.), directeur de la Société anonyme des Déchets de la Fabrique de Reims.

Cet établissement fondé en 1834, est à la fois une œuvre de préservation contre le vol des déchets de laine et une œuvre de bienfaisance. Les statuts de la Société réservent 30 0/0 des bénéfices aux fabricants malheureux et aux invalides du travail.

Grâce à ces fonds on a pu consacrer depuis 1843, 1,572,599 francs à diverses fondations de bienfaisance en faveur des ouvriers, notamment une maison hospitalière qui compte 272 pensionnaires. École pour les enfants de l'industrie; réfectoire, secours en cas de maladie, etc. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur du travail des enfants à Reims.*)

Médaille d'argent.

OISE

DUPONT (M. P.-A.), fabricant de broserie fine à Beauvais et conseiller général.

Déjà récompensé en 1878, pour l'excellente organisation de son usine au point de vue de l'intérêt moral et matériel des ouvriers, M. Dupont n'a cessé de développer ses utiles créations, particulièrement les écoles, qui ont compté jusqu'à 73 élèves. Un nombre satisfaisant de certificats d'études a été obtenu par les jeunes ouvriers et apprentis. — (*Proposition de M. Ch. Wallet, inspecteur départemental.*)

Rappel de médaille d'argent.

PARSUDAKI (M.), successeur de Latour et C^{ie}, Fabricant de chaussures à Liancourt.

Vaste usine employant 1,700 ouvriers. Importantes écoles de fabrique. Paiement aux enfants du temps qu'ils y passent. — Salaire de 1 fr. 25 c. aux garçons, de 1 franc aux filles, dès leur entrée, travail aux pièces, sitôt que la capacité est reconnue. — Musique, orphéon, surveillance de la moralité, caisse de secours, assurance contre les accidents, économat, essais de fondation d'une caisse de retraites, salubrité et sécurité du travail. Lauréat de la Société de protection en 1876 (Médaille d'argent). — (*Proposition de M. Ernest Nusse, secrétaire de la Société.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

SEINE

LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST, ayant son siège principal à Paris, rue Saint-Lazare.

Sous la direction intelligente et dévouée de la sœur Sainte-Cécile, La Compagnie de l'Ouest a créé une vaste et grandiose installation comprenant une crèche pour 90 enfants, un asile pour 250 autres et une école ouverte à 40 jeunes filles. Infirmerie, distributions d'aliments chauds, récréations et jouets, livrets de caisse d'épargne, tout concourt à procurer aux enfants des employés une hospitalité gratuite et toute maternelle. — (*Proposition de M. Ernest Nusse, secrétaire de la Société.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

PARIS (M. E.), Cristallerie émaillerie Saint-Joseph, au BOURGET.

Création d'un orphelinat où sont élevés, instruits et soignés 30 enfants employés à l'usine. Caisse d'épargne pour doter l'enfant d'une petite somme qui lui est remise à l'âge de 20 ans. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Mention spéciale de reconnaissance.

RAMÉ (M.), papetier, rue d'Aboukir, 6, à Paris.

A créé le concours entre les apprentis de l'industrie du papier et des diverses professions qui s'y rattachent. Déjà lauréat de la Société, il persévère avec constance dans ses louables efforts. — (*Proposition de la Chambre syndicale du Papier.*)

Rappel de médaille d'argent.

SEINE-ET-MARNE

DUMONT (M.), directeur des Papeteries du Marais (Seine-et-Marne.)

Dix usines importantes sont sous la direction de M. Dumont, qui a organisé pour ce groupe considérable, des écoles, ateliers, crèches et asiles, où les apprentis et enfants des ouvriers reçoivent, suivant leur âge, l'instruction, l'éducation professionnelle et les soins physiques les mieux entendus. — (*Proposition de M. Linaris, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Médaille d'argent.

HOREAU (M.), imprimeur à Lagny-sur-Marne et membre du conseil municipal de cette ville.

A fondé une école pour les enfants employés dans son établissement, et obtient d'excellents résultats tant au point de vue de l'instruction primaire que de l'éducation morale. — (*Proposition de M. Chateau, inspecteur départemental à Meaux.*)

Médaille de bronze.

VIENNE

HAMBIS (M.), filateur à Ligugé.

A organisé son important établissement de manière à fournir aux ouvriers et principalement aux enfants toutes les ressources et tous

les avantages désirables : cité ouvrière dans d'excellentes conditions hygiéniques et d'économie, minoterie et boulangerie coopérative, secours mutuels. Une école existe dans l'usine même, et a compté jusqu'à 30 élèves assidus; toutes les fournitures y sont gratuites. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire à Limoges.*)

Médaille d'argent.

DEUXIÈME CATÉGORIE : *Comprenant les industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive, à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.*

CHER

SAUVARD-MARTIN (M.), industriel à La Guerche (Cher).

Montre le plus grand zèle pour l'instruction et l'éducation des apprentis employés dans son important établissement.

Tous savent lire et écrire, et leur attachement à leur patron, chez lequel la plupart restent comme ouvriers, témoigne de l'influence salutaire qu'exerce sur eux M. Sauvard. — (*Proposition de M. Maréchal, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

LOIR-ET-CHER

ROUSSET-ESTRIBAUD (MM.), fabricants de chaussures, 5, avenue de l'Embarcadère, à Blois.

Emploient 404 ouvriers (295 hommes et 109 femmes). S'occupent avec le plus grand soin des apprentis. Les envoient aux cours d'adultes. Ont donné à chacun un carnet de correspondance pour se rendre mieux compte de leur assiduité et de leurs progrès aux cours. Ont récompensé les plus appliqués et les plus assidus. (*Proposition de M. Charton, inspecteur départemental à Blois.*)

Mention honorable.

SEINE

CHEVALIER (M. Emile), ciseleur en bronze (imitation), rue du Faubourg-du-Temple, 17, à Paris.

Établi à Paris en 1853, a toujours eu dans ses ateliers une vingtaine d'apprentis. Constante sollicitude; excellent enseignement qui fait des jeunes gens sortant de chez lui, des ouvriers recherchés dans toute l'industrie du bronze. — (*Proposition de M^{me} Lipman, membre de la Société et de la X^e Commission locale de surveillance.*)

Médaille de bronze.

DOSTAL (M. Charles), ciseleur en bronze, rue des Tournelles, 11, à Paris.

Patron depuis huit ans a formé déjà 25 apprentis qui sont devenus des ouvriers capables.

Il consacre à ses apprentis un atelier spécial et un maître ouvrier

qui le supplée lui-même, en cas de besoin. (*Proposition de M. Reblaud, directeur du Patronage des ouvriers et apprentis israélites.*)

Médaille de bronze.

NAVETTE (M^{me}), Lingère, 226, rue Saint-Denis.

Occupe 300 ouvrières auxquelles elle témoigne une sollicitude maternelle : soins constants et continuation du salaire en cas de maladie, dons de livrets de caisse d'épargne aux plus méritantes. Subvention aux frais du mariage des ouvrières et don de layettes à la naissance des enfants. (*Proposition de l'inspection de la Seine.*)

Médaille d'argent.

VERIAC (M. Léonard), horloger, 54, rue du Temple, à Paris.

Établi depuis 22 ans, a formé un grand nombre d'apprentis qui sont tous devenus de bons ouvriers. La sollicitude du patron et les excellents exemples qu'il donne à son personnel ont produit ces heureux résultats. — (*Proposition de M. Reblaud, directeur du Patronage des ouvriers et apprentis israélites.*)

Médaille de bronze.

SEINE-ET-OISE

BERRURIER (M.), fabricant de bretelles, à Saint-Cyr-l'École.

19 enfants, dont 5 garçons et 14 filles. Établissement bien tenu. — (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur.*)

Mention honorable.

GOULON (M. et M^{me}), fabricants de tricot, 9, rue Saint-Charles, à Versailles.

Excellents soins moraux aux 21 jeunes filles employées dans l'établissement. — (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur.*)

Mention honorable.

MALOT (M.), directeur de l'Imprimerie Eugène Belin, à Saint-Cloud.

Cet important établissement, qui occupe 120 ouvriers et 31 apprentis, a toujours été, grâce au zèle de M. Malot, complètement en règle à l'égard des prescriptions de la loi du 19 mai 1874. — (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur du travail des enfants, à Versailles.*)

Mention honorable.

MOUTIER (M.), entrepreneur de serrurerie, à Saint-Germain-en-Laye.

A créé dans son établissement qui compte 68 ouvriers, un atelier spécial et complètement outillé pour les apprentis qui y reçoivent l'enseignement professionnel donné par le patron avec une grande sollicitude. — (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur du travail des enfants, à Versailles.*)

Médaille de bronze.

TARN

VIDAL (Édouard), filateur de laine, à Mazamet.

Cet industriel, qui emploie habituellement, dans son importante usine, 24 enfants et 12 filles mineures, les entoure d'une grande

sollicitude, tant au point de vue de leur sécurité dans les ateliers et de leur santé, qu'au point de vue de l'instruction primaire. La plupart des enfants sont pourvus du certificat d'études. Observateur scrupuleux de la loi du 19 mai 1874. — (*Proposition de M. Hegelbacker, inspecteur divisionnaire, à Toulouse.*) **Médaille d'argent.**

TROISIÈME CATÉGORIE : *Comprenant les industriels et patrons chez lesquels le Contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.*

MARNE

CABANIS (M. Jean-Auguste), directeur du bureau central de conditionnement des laines, à Reims.

Cet établissement municipal, fondé en 1845, est dirigé depuis 1854 par M. Cabanis. Les enfants sont l'objet de sa sollicitude particulière. La loi du 19 mai 1874 est bien observée. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire, à Reims.*) **Médaille de bronze.**

SEINE

BOUDIN-VIDALAT (M^{me}), couturière, rue de la Boétie, n° 6, Paris.

Emploie un grand nombre de jeunes filles mineures, et a toujours observé scrupuleusement la loi du 19 mai 1874. (*Proposition de l'inspection de la Seine.*) **Médaille de bronze.**

QUATRIÈME CATÉGORIE : *Comprenant les personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeune-se ouvrière, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.*

AUBE

GAYON-PHILEAS (M.), ancien instituteur public. Directeur de l'école primaire annexée à l'établissement de MM. Poron frères et C^{ie} à Troyes.

Dévouement constant et excellente méthode d'enseignement pour les jeunes ouvriers des deux sexes confiés à ses soins. — (*Proposition de M. Bernot.*) **Médaille de bronze.**

PETIT-ROSSIGNOL (M.), Instituteur public à Troyes.

Dirige depuis cinq ans, avec un zèle très louable, une école primaire spécialement fondée dans cette ville pour les enfants employés dans l'industrie. — (*Proposition de M. Bernot, président de la Commission de surveillance du travail des enfants à Troyes.*)

Médaille de bronze.

INDRE-ET-LOIRE

TÉTREL FLAVIE (M^{me}), en religion **SOEUR SAINT-ANTOINE**, institutrice à la papeterie de La Haye-Descartes.

Dirige depuis six ans avec un dévouement remarquable l'école des filles et l'asile annexés à cet établissement. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire à Limoges.*) **Mention honorable.**

MARNE

MAGET (M^{lle} Marie-Cédulie), institutrice adjointe à l'école de la rue du Ruisset à Reims, chargée d'un cours spécial créé en faveur des enfants de l'industrie.

Ce cours compte régulièrement de 25 à 30 élèves et elle le dirige avec beaucoup de zèle et d'aptitude; les résultats sont très satisfaisants. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants à Reims.*) **Mention honorable.**

MANGENOT (M. Joseph), instituteur adjoint à l'école du boulevard Carteret à Reims, chargé d'un cours spécial destiné aux enfants de l'industrie.

Vingt élèves y reçoivent ses leçons, leur tenue, leur travail, leur esprit de discipline et leurs progrès sont des plus satisfaisants. Ces bons résultats sont dus au zèle, à l'intelligence et au dévouement du maître. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Reims.*) **Mention honorable.**

OISE

M. POULAIN, instituteur à Voisinlieu près Beauvais.

Chargé depuis 12 ans de la direction de l'école primaire annexée à l'usine de M. Dupont, montre un grand dévouement aux apprentis et jeunes ouvriers des deux sexes auxquels il donne l'instruction. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental, à Beauvais.*)

Médaille de bronze.

SEINE

PETIT (M. Charles), demeurant à Paris, 19, rue Jean-Jacques-Rousseau.

Président-fondateur de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, vice-président honoraire de la Société de protection des apprentis, M. Charles Petit fut un des premiers champions de la cause de l'enfance ouvrière; il lui consacre encore le dévouement le plus absolu et l'expérience d'une vie intègre qui le désigne à tous, en dépit de sa modestie, comme un modèle d'honneur et de vertu. — (*Proposition de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes.*)

Rappel de mention spéciale de reconnaissance et médaille de vermeil.

LOUVEL (M.), instituteur public, Directeur de l'école de demi-temps de la rue Michel-Leconte, 14, à Paris.

Montre le plus grand zèle pour l'instruction des apprentis et jeunes ouvriers qui fréquentent l'école. A donné l'enseignement primaire à 212 enfants de cette catégorie. (*Proposition des Commissions locales du 3^e arrondissement.*) **Médaille d'argent.**

SOMME

LENOIR (M. François), instituteur public au faubourg de Rouvroy, à Abbeville.

Dirige avec un zèle infatigable depuis plus de 12 ans des classes du soir spécialement faites pour les enfants employés dans l'industrie. Il a su les rendre assidus à ses leçons. (*Proposition de M. Le Coustellier, directeur de la Corderie Abbevilloise, membre de la Société.*)

Médaille d'argent.

DAULT (Alphonse), premier maître adjoint à la même école.

Seconde puissamment M. Lenoir dans la tenue des classes du soir. Exerce par sa douceur et sa fermeté une grande influence sur les enfants confiés à ses soins. Conduite exemplaire. — (*Proposition de M. Le Coustellier.*)

Mention honorable.

LES RELIGIEUSES AUGUSTINES, institutrices publiques au faubourg de Rouvroy, à Abbeville.

Sollicitude et patience exemplaires dans la direction des élèves de l'industrie qui suivent leur classe. Cours du soir depuis de longues années. — (*Proposition de M. Le Coustellier.*) **Médaille de bronze.**

VIENNE

DUBREUIL, ancien instituteur public, Directeur de l'école de garçons annexée à la filature de M. Hambis, à Liguzy.

Zèle soutenu pour l'instruction des enfants confiés à ses soins et leur direction morale. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire, à Limoges.*)

Médaille de bronze.

III

CONTREMAITRES OU CONTREMAITRESSES

QUI FONT PREUVE A UN HAUT DEGRÉ D'INTELLIGENCE ET DE DÉVOUEMENT ENVERS LES ENFANTS QU'ILS SURVEILLENT ET AUXQUELS ILS SONT CHARGÉS D'APPRENDRE LEUR MÉTIER

CHER

GOMBAUD (M.), contremaître de la briqueterie Serrusson, à Sancoins.

Excellent pour les enfants qu'il emploie. — (*Proposition de M. Maréchal, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

COTE-D'OR

LEGEARD (M. Joseph), contremaître chez M^{me} V^e Robin, filateur de laine, à Dijon.

29 ans de service; contremaître dans la fabrique où il été ouvrier, soins intelligents donnés aux apprentis dont il fait l'éducation industrielle et vigilance scrupuleuse pour la prévention des accidents de machines qu'il a pu jusqu'à ce jour éviter. — (*Proposition de M. le Dr Albert Robin, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

EURE

MARCE (M. Louis-François), prote correcteur à l'imprimerie Herissey, à Evreux.

Entré dans la maison comme apprenti en 1829, y a conquis tous ses grades se montrant partout exemplaire.

A formé de nombreux ouvriers typographes. — (*Proposition de M. Herissey, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

EURE-ET-LOIR

FONTAINE (M^{lle} Angèle-Judith-Scholastique), contremaîtresse à l'ouvroir Saint-Joseph, à Nogent-le-Rotrou.

22 ans de service; soins bienveillants aux jeunes filles qui lui sont confiées. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

SERRE (M. Félix), contremaître chez MM. Tirard, fabricants de chapeaux, à Nogent-le-Rotrou.

18 ans de services, intelligent et dévoué aux apprentis. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

HÉRAULT

CHEVAS (M. Jean), contremaître à la filature de soie de M. Carrière, à Ganges.

42 ans de bons et loyaux services dans cet établissement qui occupe 95 ouvrières, y compris 30 filles mineures de 12 à 21 ans. Nombreux ouvriers formés. — (*Proposition de M. Estelle, inspecteur divisionnaire, à Nîmes.*) **Médaille d'argent.**

LOUIS (M^{lle} Justine), contremaîtresse chez M. Fau, à Lodève.

Directrice du triage des chiffons, dans cette manufacture qui occupe 28 jeunes filles de 12 à 16 ans, et 52 filles mineures de 16 à 21 ans. M^{lle} Louis profite en outre de son diplôme d'institutrice pour donner des leçons à ces enfants. Soins dévoués à cette jeune population, 6 ans de services. — (*Proposition de M. Estelle, inspecteur divisionnaire, à Nîmes.*) **Médaille de bronze.**

INDRE

MERLAUD (M^{me}), contremaîtresse des apprenties chez MM. Guillemet et Maris, manufacturiers au Blanc.

Grand dévouement à ses fonctions. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*) **Mention honorable,**

LOIRET

DAMOISEAU (M. Pierre), contremaître à la bonneterie de MM. Gourdin et Gravier, à Orléans.

36 ans de service. — Soins affectueux aux apprentis. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Médaille de bronze.

GALLIN (M. Laurent), contremaître à la bonneterie de MM. Gourdin et Gravier, à Orléans.

29 ans de services dévoués aux apprentis. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Médaille de bronze.

LIGNEAU (M^{lle} Eugénie), contremaîtresse à la bonneterie de MM. Gourdin et Gravier, à Orléans.

Remarquable par son dévouement aux apprenties. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Médaille de bronze.

MÉTIVIER (M^{me}) née Boisset, contremaîtresse à la bonneterie de M. Contadeur, à Orléans.

Soins maternels aux jeunes filles employées. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Médaille de bronze.

LOIRE-INFÉRIEURE

GALIPAUD (M. Edouard), âgé de 18 ans, contremaître à l'école d'horlogerie de l'établissement Livet, de Nantes.

Se fait remarquer par sa bonne conduite et son zèle auprès des élèves apprentis placés sous sa surveillance. — (*Proposition de M. Livet, directeur de l'Etablissement.*)

Mention honorable.

RICHARD (M.), contremaître à l'établissement Livet, de Nantes (atelier technique).

Se fait remarquer par sa bonne conduite et son zèle pour l'enseignement des élèves apprentis. — (*Proposition de M. Livet, directeur de l'Etablissement.*)

Médaille de bronze.

LOIR-ET-CHER

AUGAS (M^{me} veuve), contremaîtresse chez M. Poulain, 12, allée des Lices, à Blois.

Depuis 16 ans, directrice dévouée des 22 jeunes filles placées sous ses ordres. — (*Proposition de M. Charton, inspecteur départemental, à Blois.*)

Médaille de bronze.

FAVRIL (M. Auguste), contremaître à la fabrique de chaînes de M. Bellair, à Vendôme.

Surveillance bienveillante vis-à-vis des jeunes ouvriers. — (*Proposition de M. Depiquigny, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

SERGEANT (M^{me} Pauline, veuve Bluct), contremaîtresse à la papeterie de Courcelles.

Surveillance zélée vis-à-vis des jeunes filles. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*) **Mention honorable.**

NORD

CARON (M. Charles), contremaître depuis 34 ans à la filature de l'Union linière, à Lille (ancienne maison Dequoy et C^{ie}).

Entré comme apprenti à l'âge de 12 ans, ouvrier intelligent et d'une conduite exemplaire, n'a jamais manqué un seul instant à son service depuis qu'il est contremaître.

A toujours environ 60 enfants sous sa direction, il leur donne les meilleurs principes sous le rapport du travail et de l'assiduité à l'école. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille.*)

Médaille d'argent.

LORTHOIR (M. Auguste), contremaître depuis 51 ans chez M. L. Danel, imprimeur, à Lille.

Entré dans l'établissement à l'âge de 13 ans, il y a conquis tous ses grades.

Excellent employé, d'un dévouement sans bornes ; très paternel envers les apprentis, il leur enseigne leur métier avec un véritable talent. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille.*)

Médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance.

OISE

DECAIX (M. Jean-Baptiste), contremaître chez M. Dupont, manufacturier, à Beauvais.

31 ans de services. — Collaboration utile, dévouée et excellente sous tous les rapports. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

DESLIENS (M^{me} Florentine), contremaîtresse à l'usine de M. Dupont, à Beauvais.

Spécialement chargée de l'instruction professionnelle des jeunes ouvrières, n'a cessé de s'y consacrer avec beaucoup de dévouement et d'intelligence 18 ans de service. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental, à Beauvais.*)

Médaille de bronze.

DUHAMEL (M. Louis-Philippe), contremaître chez M. Dupont, manufacturier, à Beauvais.

26 ans de services, modèle de dévouement à ses fonctions. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental.*)

Médaille d'argent.

LECLERC (M. Pierre), contremaître, à la même usine.

Exact et très zélé, conduit avec une grande expérience tout le personnel placé sous sa direction et notamment les apprentis. — 18 ans de service. — (*Proposition de M. Wallet, inspecteur départemental.*)
Médaille de bronze.

SEINE

BAILLEU (M. Charles-Hippolyte), directeur de l'école professionnelle des tailleurs, rue Montorgueil, 86, Paris.

Montre beaucoup de zèle dans l'enseignement des apprentis tailleurs. Contribue puissamment par ses aptitudes au développement de l'école, dont il est un des fondateurs. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société et de M. Noël, président de la chambre syndicale.*)
Médaille de bronze.

CLAESSENS (Louis-Léonard), contremaître chez MM. Mourceau et Leduc depuis 1872.

Contremaître intelligent, travailleur, très dévoué aux apprentis, déjà lauréat de la Société. — (*Proposition du Comité de la classe 21, de l'Exposition universelle.*)
Médaille d'argent.

DEGUELDRE (M^{lle} Sophie), contremaîtresse chez MM. Blazy frères, rue de Turbigo, 15.

Successivement apprentie et ouvrière dans la maison, s'occupe des apprenties avec une grande sollicitude, en a formé environ 250 depuis 13 ans. — (*Proposition de MM. Blazy frères, membres de la Société.*)
Médaille de bronze.

DESCHAMPS (M^{me} V^e), repriseuse chez M. Berchoud, rue du Mail, 25.

A fait un grand nombre d'apprenties et s'occupe avec zèle de leur instruction technique. — (*Proposition du Comité de la classe 21, de l'Exposition universelle.*)
Médaille de bronze.

DORMONT (M^{me}), née Catherine Désirée Cormond.

Entrée en 1842 chez M. Tripier, 136, rue d'Aboukir, comme apprentie, est restée jusqu'à ce jour dans cette maison où elle a formé d'excellentes élèves; est tenue en haute estime par son patron. — (*Proposition de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes.*)
Médaille d'argent.

DUBAUT (M.), contremaître menuisier en fauteuils, attaché à la surveillance de l'école de dessin du Patronage industriel des enfants de l'Ebénisterie.

Chargé depuis 8 ans de ces fonctions, n'a cessé par son assiduité et son zèle de contribuer au développement de l'Ecole et à la moralisation des élèves. — (*Proposition de M. Henri Lemoine, président fondateur du Patronage de l'Ebénisterie.*)
Médaille d'argent.

DEBUIRE (M. Joseph), contremaître chez M. Berchoud, rue du Mail, 25.

Ouvrier assidu, probe et honnête, moralité irréprochable, depuis 28 ans dans ses fonctions, a fait un grand nombre d'apprentis devenus ouvriers dans la maison. — (*Proposition du Comité de la classe 21, de l'Exposition universelle.*) **Médaille d'argent.**

FOURNET (M. Jean-Auguste), contremaître chez MM. Leduc et Mourceau, 27, rue du Mail.

S'occupe avec grand soin des apprentis. — (*Proposition du Comité de la classe 21, de l'Exposition universelle.*) **Médaille de bronze.**

KUNZ (M^{me} Louise), contremaîtresse chez M^{me} Rollin, brunisseuse, rue Grange-aux-Belles, 39, après y avoir été apprentie et ouvrière depuis 22 ans.

Conduite et travail hors ligne. Dévouement et zèle infatigables pour diriger les nombreuses apprenties confiées à sa direction. Déjà récompensée par la Société en 1876. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Médaille d'argent.**

LORAUX (M. Charles), contremaître à la lithographie chez M. Bouasse-Lebel, éditeur, rue Garancière, 3, à Paris.

Pendant 18 ans dans la maison Appel et depuis 11 ans dans la maison Bouasse-Lebel — a formé environ 60 apprentis dont un grand nombre compte aujourd'hui parmi les contremaîtres et les meilleurs ouvriers lithographes de Paris. — Il s'occupe des apprentis avec un zèle et un dévouement dignes des plus grands éloges. — (*Présentation de M. Bouasse-Lebel membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

MONFROY (M. Pierre-Joseph), contremaître et monteur chez MM. Dupont et Hervé, 6,^e rue d'Aboukir.

Homme très recommandable sous tous les rapports dans ses relations avec les ouvriers et apprentis. — (*Proposition du Comité de la classe 21, de l'Exposition universelle.*) **Médaille de bronze.**

MUTH (M^{lle} Louise), 20 ans, contremaîtresse chez M^{me} Rollin, brunisseuse, 39, rue Grange-aux-Belles (après y avoir été apprentie et ouvrière).

Montre le plus grand zèle et un dévouement infatigable pour les apprenties confiées à ses soins. Consacre la plus grande partie de son gain à sa mère veuve. — (*Proposition du Comité de placement.*) **Mention honorable.**

THOMANN (M^{lle} Augustine), 20 ans, contremaîtresse chez M^{me} Weymiller, brunisseuse, à Paris, 108, rue de la Folie-Méricourt.

Après avoir été apprentie et ouvrière chez la même patronne, M^{lle} Thomann, devenue contremaîtresse, témoigne depuis cinq ans une sollicitude constante aux 20 apprenties placées sous sa direction. — (*Proposition de M^{me} Weymiller, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

TOURATIER (M. Pierre), contremaître chez M. Berchoud, fabricant de tapisserie, à Belleville.

Travailleur intelligent, actif, zélé, esprit inventif, excellent père de famille, 15 ans de services, bons soins aux apprentis. — (*Proposition du Comité de la classe 24, de l'Exposition universelle.*)

Médaille de bronze.

SEINE-ET-MARNE

BEZOU (M. Constant-Célestin), chef tourneur à la faïencerie de M. Barluet, à Montereau.

26 ans de services. Exemplaire dans son dévouement aux enfants. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Mention honorable.

MERLIN (André), contremaître à la faïencerie de M. Barluet, à Montereau.

40 ans de services, aimé de tous pour sa collaboration intelligente et dévouée. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Médaille de bronze.

PERNELLE (M^{me} Octave, femme Billard), contremaîtresse chargée des apprenties à l'imprimerie Brodard, à Coulommiers.

29 ans de services. Exactitude et douceur dans la surveillance. — (*Proposition de M. Blanchon, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

PETIT (M. Alexandre), contremaître à la polisserie de M. Magnier, à Soigny.

Très bienveillant pour les apprentis qui lui sont confiés. — (*Proposition de M. Gatinois, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

SEINE-ET-OISE

BOUTELLER (M^{lle}), contremaîtresse de lingerie, à Saint-Cloud.

Vigilance vis-à-vis des apprenties. — (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

CURATÉ (M. Jean-Baptiste), contremaître à la filature de MM. Blazy, à Yerres.

Excellente direction donnée depuis 22 ans aux enfants des ateliers. — (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

LENOIR (M. et M^{me}), contremaîtres directeurs de la bijouterie de M. Guilbert à Eveschemont (Triel).

Soins parfaits pour les enfants qu'ils dirigent. — (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur départemental.*)

Mention honorable

MARIE-CÉSAR (M. Alexandre), contremaître chez M. Hutteau. fabricant de bonneterie, à Pussay.

Modèle de travail et de conduite, collaboration de 20 ans, utile aux apprentis. — (*Proposition de M. Subercaze, inspecteur départemental.*)

Médaille de bronze.

SOURDEAU (M. Pierre-Alexandre), prote de l'imprimerie Creté, à Corbeil.

45 ans de services. Remarquable par son talent professionnel, son dévouement à son patron et aux apprentis. — (*Proposition de M. Trouillet, inspecteur départemental.*) **Médaille d'argent.**

SOMME

PETIT (M. Pierre-Eugène), contremaître à la *Corderie-Abbevilloise* de M. Le Coustellier.

37 années de services à divers titres dans l'établissement. Travailleur consciencieux, très dévoué à ses devoirs et à ses patrons. — (*Proposition de M. Le Coustellier, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

VITAUX (M. Jules), contremaître à la *Corderie-Abbevilloise* de M. Le Coustellier.

Compte aussi 37 années de très bons services, a fait preuve d'une grande droiture d'esprit dans des circonstances difficiles. — (*Proposition de M. Le Coustellier, membre de la Société.*) **Médaille d'argent.**

VOSGES

LEMARQUIS (M. Jean-Baptiste), contremaître de tissage chez MM. Zeitz et C^{ie}, à Granges.

23 années de services à divers titres dans la maison. Très exact et très laborieux. — (*Proposition de M. Plassiard, inspecteur divisionnaire à Nancy.*) **Médaille de bronze.**

IV

APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

En dehors des livrets et mentions ci-dessous, des livres offerts par M. le ministre de l'Instruction publique ont été donnés à MM. BRETÉCHÉ (Loire-Inférieure), CHANTELOUP (Eure-et-Loire), CHEVALLIER, M^{lle} Félicie (Somme), DENIS, Charles (Indre-et-Loire), DESBRIERES (Loir-et-Cher), FIX (Seine), LOCHEU (Seine), PIGEON, Emile (Eure-et-Loir), THIÉBLEMONT, M^{lle} (Aube), TIXEREAU, René (Vienne).

PREMIÈRE CATÉGORIE : *Apprentis présentés par des Patronages, Sociétés d'assistance paternelle, Ecoles professionnelles, Commissions locales du travail des Enfants, inspecteurs divisionnaires, industriels qui se sont fait remarquer par leur capacité professionnelle et une bonne conduite constante.*

AUBE

GRANDJON (M. Alphonse), 14 ans, apprenti chez M. Thévenot, filateur, à Troyes.

Excellente tenue, travail opiniâtre, seul soutien de ses grands-parents. — (*Proposition de M. Bernot, président de la Commission de surveillance du travail des enfants à Troyes.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

PFEIFFER (M. Constant), apprenti chez MM. Thévenot, filateurs, à Troyes.

Se fait remarquer dans les ateliers par sa bonne conduite, son intelligence et son ardeur au travail. — (*Proposition de M. Bernot, président de la Commission de surveillance, à Troyes.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

THIÉBLEMONT (M^{lle} Othilie), 15 ans, apprentie chez MM. Thévenot, filateurs, à Troyes.

Excellente enfant, d'une conduite exemplaire, continuant à aller à l'école, quoiqu'elle possède le certificat d'études primaires. — (*Proposition de M. Bernot, président de la Commission de surveillance, à Troyes.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

YVANOVITE (M^{lle} Céline), 16 ans, apprentie chez MM. Thévenot, filateurs, à Troyes.

Très laborieuse et exacte, excellente conduite. — (*Proposition de M. Bernot, président de la Commission de surveillance, à Troyes.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

CHER

DUPRÉ (M. Jules), apprenti aux Forges de Mazières.

Laborieux et rangé, bonne instruction primaire. Vient en aide à sa famille. — (*Proposition de M. Maréchal, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

EURE

THIÉBAUT (M. Pierre), apprenti à l'imprimerie de M. Hérissé, à Évreux.

Grande application et aptitudes remarquables. — (*Proposition de M. Hérissé, membre de la Société.*)

Mention honorable

EURE-ET-LOIR

BOUTTELOUP (M. Joseph), âgé de 16 ans 1/2, apprenti chez M. A. Quinton, fabricant de chapeaux, à Nogent-le-Rotrou.

Laborieux, très méritant. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

CARMEL (M^{lle} Eugénie), âgée de 16 ans, apprentie à la filature de M. Thierré, à Crécy-Condé.

Très assidue et bonne conduite. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

CHANTELOUP (M. Auguste), âgé de 18 ans 1/2, apprenti à la Tuilerie de M. Chanteloup, Pierre, à Beaumont-les-Autels.

Travailleur et très assidu aux cours d'adultes. — (*Proposition de M. l'inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

CHARRON (M. Alexandre), âgé de 18 ans, apprenti fendeur dans la fabrique de chapeaux de M. Lebrun, à La Bazoches-Gonet.

Déjà bon ouvrier, laborieux et rangé. — (*Proposition de l'inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

CHARRON (M. Frédéric), apprenti à la manufacture de chapeaux de M. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

Assidu, très soumis, intelligent. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

DELESTANG (M^{lle} Angèle), apprentie dans la même fabrique.

Bonne ouvrière, assidue et rangée. — (*Proposition de l'inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

DEROUARD (M^{lle} Joséphine), apprentie à la fabrique de chapeaux de M. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

Très bonne ouvrière, soutient sa famille. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

GRAFFIN (M^{lle} Andreline-Sinaï), apprentie dans la même fabrique.

Bonne ouvrière, assidue et rangée. — (*Proposition de l'inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

GUILLEUX (M. Adolphe), apprenti dans la fabrique de chapeaux de M. Quinton, à Nogent-le-Rotrou.

13 ans, assidu et travailleur. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

HÉE (M^{lle} Maria), apprentie chez M^{lle} Renou, couturière, à Nogent-le-Rotrou.

15 ans, fait sa quatrième année d'apprentissage à la pleine satisfaction de sa patronne. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LORET (M^{lle} Gabrielle), apprentie chez M. Quinton, fabricant de chapeaux, à Nogent-le-Rotrou.

15 ans, assiduité et travail très satisfaisants. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

MAYER (M. Joseph), apprenti rattacheur à la filature de M. Waddington, à Saint-Remy-sur-Aure.

Laborieux et exact. — (*Proposition de M. Mauger, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

PIGEON (M. Émile), apprenti dans la fabrique de chapeaux de M. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

18 ans et demi, termine son apprentissage. Bon ouvrier, très exact et dévoué. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Livret de caisse d'épargne de 10 francs.**

PIGEON (M. Paul), apprenti dans la même fabrique.

17 ans, travail assidu, bonne conduite. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

RICHARD (M. Victor), apprenti à la fabrique de chapeaux de M. Tirard, à Nogent-le-Rotrou.

Déjà très au fait de son métier, intelligent et laborieux. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

VASEUX (M. Louis-Pierre), apprenti à la fabrique de chapeaux de M. Quinton, à Nogent-le-Rotrou.

17 ans, laborieux, très assidu et bonne conduite. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

INDRE-ET-LOIRE

DENIS (M. Charles), apprenti à la papeterie de Lahaye-Descartes, à Balesmes.

Très laborieux et rangé, fréquente assidument l'école, pourvu du certificat primaire. — (*Proposition de M. Langlois, inspecteur divisionnaire à Linoges.*) **Livret de caisse d'épargne de 10 francs.**

MARRON (M. Jules), apprenti à la papeterie de Lahaye-Descartes à Balesmes.

Très laborieux et rangé, fréquente assidument l'école, pourvu du certificat d'études primaires. — (*Proposition de M. Langlois, inspecteur divisionnaire.*) **Livret de caisse d'épargne de 10 francs.**

LOIRE-INFÉRIEURE

BRÉTÉCHÉ (M. René), âgé de 17 ans, apprenti de 4^{me} année à l'école d'horlogerie de l'établissement Livet, de Nantes.

Conduite très bonne, travail soutenu, progrès remarquables. — (*Proposition de M. Livet, de Nantes, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

LOIRET

AMIARD (M^{lle} Marie), apprentie chez MM. Gourdin et Gravier, fabricants de bonneterie, à Orléans.

Laborieuse, se conduit très bien. — (*Proposition de M. Beaugendre, inspecteur départemental à Orléans.*) **Mention honorable.**

BOYER (M^{lle} Berthe), apprentie de 3^{me} année à la fabrique de papier de M. Contadeur, à Orléans.

Laborieuse, intelligente, vient en aide à sa famille. — (*Proposition de M. Beaugendre.*) **Mention honorable.**

JEANTHAN (M. Fernand), apprenti de 4^{me} année chez M. Fleury, papetier, à Orléans.

Exact, laborieux et rangé. — (*Proposition de M. Beaugendre, inspecteur départemental, à Orléans.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

PERRION (M^{lle} Blanche), apprentie effileuse à la bonneterie de MM. Gourdin et Gravier, à Orléans.

Laborieuse et de très bonne conduite. — (*Proposition de M. Beaugendre.*) **Mention honorable.**

LOIR-ET-CHER

BOURRACÉ (M. Henri), apprenti chez MM. Rousset-Estribaud, fabricants de chaussures, à Blois.

Ponctuel et docile, assidu aux cours d'adultes. — (*Proposition de M. Charton, inspecteur départemental, à Blois.*) **Mention honorable.**

BOURRÉE (M^{lle} Élise), apprentie à la fabrique de chaînes de montres de M. Bellair, à Vendôme.

17 ans, laborieuse et rangée. — (*Proposition de M. de Piquigny, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

DESBRIÈRES (M. Joseph), 17 ans, apprenti de 4^{me} année, décorateur sur faïence chez M. Besnard, fabricant de faïences d'art, à Blois.

Très assidu au travail, constamment occupé à se perfectionner dans son art, excellente conduite. — (*Proposition de M. Ulysse Besnard, fabricant de faïence d'art, à Paris.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LECLERQ (M. Isidore), apprenti de 3^{me} année chez MM. Normand, à Romorantin.

Laborieux et bon écolier. — (*Proposition de M. Saindenis, inspecteur départemental.*) **Mention honorable.**

LUBINEAU (M^{lle} Louise), apprentie à la papeterie de Courcelles.

Très laborieuse et appliquée; vient en aide à sa famille. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

PERROCHON (M. Eugène), apprenti à la fonderie de MM. Vavasseur et Malmart, à Vendôme.

17 ans, déjà bon ouvrier, très estimé de ses patrons. — (*Proposition de M. de Piquigny, inspecteur départemental.*)

Mention honorable.

POUGAN (M. Marcel), apprenti de 3^{me} année chez MM. Normand, à Romorantin.

Laborieux et bon écolier. — (*Proposition de M. Saindenis.*)

Mention honorable.

MARNE

DEFOSSEZ (M. Adolphe), rattacheur à la filature de MM. Dauphinot et Martin, à Reims.

Très bonne conduite à l'atelier et dans sa famille. Assiduité exemplaire.

Pourvu du certificat d'instruction primaire. — (*Proposition de M. Delaissement, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

HARDI (M^{lle} Clarisse), rattacheuse à la filature de M. Oudin, à Reims.

Très bonne conduite. Assidue à l'école. — (*Proposition de M. Delaissement.*)

Mention honorable.

HEMLER (M^{lle} Frédérica), apprentie chez M^{me} Gayot, couturière, rue Landerzy, 41, à Reims.

Très exacte et laborieuse. Bonne conduite. Assidue à l'école. — (*Proposition de M. Delaissement, inspecteur divisionnaire.*)

Mention honorable.

JAROT (M^{lle} Marie), apprentie chez M^{lle} Jarot, couturière, rue du Faubourg-d'Épernay, 38, à Reims.

Très exacte et très laborieuse. Progrès rapides. Assidue à l'école. — (*Proposition de M. Delaissement, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LEHÉ (M. Auguste), rattacheur à la filature de M. Oudin, à Reims.

Très laborieux. Excellente conduite à l'atelier et dans sa famille. — (*Proposition de M. Delaissement, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

MORITZ (M. Gustave), apprenti menuisier chez M. Thomé, rue du Mont-d'Arène, à Reims.

Apprenti très appliqué et docile. Possède le certificat d'études primaires. — (*Proposition de M. Delaisement, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

MEUSE

GUILLAUME (M. Antoine), apprenti de 4^{me} année, chez M. Tassin, tailleur d'habits, rue Saint-Victor, à Verdun.

Très laborieux et très exact. Excellente conduite. Pourvu du certificat d'études primaires. — (*Proposition de M. Delaisement.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

NORD

CHARMEUR (M^{lle} Marie), 15 ans, apprentie chez MM. Freland frères, à Houplines.

Bonne élève, intelligente et douce, assidue à l'école. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

DUPONT (M^{lle} Hélène), 15 ans, apprentie chez M. Lebègue-Maillet, filateur, à Fourmies.

Excellente conduite, assiduité à l'école comme au travail. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

HAIMEZ (M. Ernest), 14 ans, apprenti chez M. Droulers-Verrier, filateur, à Lille.

Très intelligent, bon caractère, assidu au travail comme à l'école. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LECOUTÈRE (M. Ernest), âgé de 16 ans, apprenti chez M. Dequay, actuellement Union linière, à Lille.

Bon sujet, très estimé de ses patrons. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LENGRAND (M. Auguste), apprenti chez M. Boussus, filateur, à Wignchies, 15 ans.

Conduite irréprochable, assiduité au travail. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

RIGARD (M^{lle} Florine), 15 ans, apprentie chez M. Dequoy, actuellement Union linière, à Lille.

Laborieuse, n'a jamais manqué au travail; a toujours été bonne élève. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

VANTHOUROUT (M. Charles), 15 ans, apprenti chez MM. Freland frères, filateurs, à Houphines.

Intelligent, très soumis, aimé de ses patrons. — (*Proposition de M. Nadeau, inspecteur divisionnaire, à Lille.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

SEINE

ANTOINE (M. Paul), apprenti chez M. Richardot, relieur, rue de Suresnes, 15, à Paris.

Apprenti de 3^e année, âgé de 16 ans. Excellente conduite, travail soutenu, progrès remarquables. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 25 francs.

BATEAU (M. Léon), âgé de 14 ans et demi, apprenti de 2^e année chez M. Bèche, bijoutier, rue Vieille-du-Temple, 58.

Conduite excellente, travail très suivi et progrès remarquables. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

BEAUTEMPS (M^{lle} Berthe) âgée de 13 ans et demi, apprentie de 2^e année chez M^{me} Girard, implanteuse, 83, rue Saint-Honoré.

Conduite excellente, application soutenue, progrès très rapides. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

BEDEL (M. Ernest), âgé de 14 ans, apprenti de 2^e année chez M. Bouasse-Lebel, éditeur, imprimeur-lithographe, rue Garancière, 3.

Très bonne conduite, travail soutenu, progrès satisfaisants. — (*Proposition de M. Bouasse-Lebel, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

BEDEZ (M^{lle} Sophie), 15 ans et demi, apprentie de 3^e année chez M^{me} Weymiller, brunisseuse, rue de la Folie-Méricourt, 108.

Conduite excellente, progrès très satisfaisants. — (*Proposition de M^{me} Weymiller, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

BELLEMIN (M. Eugène), 15 ans et demi, apprenti de 3^e année chez M. Courmont, relieur, rue des Canettes, 14.

A constamment mérité les éloges de son patron pour sa bonne conduite et son application au travail. — (*Proposition de M. Eugène Beluze, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

BLAISE (M. Joseph), âgé de 17 ans, apprenti chez MM. Metz et C^{ie}, bijoutiers en faux, 49, rue de Turenne, à Paris.

Apprenti de 4^{me} année, donne satisfaction complète à ses patrons par son travail, sa conduite et son application. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 25 francs.

BOUILLET (M. François), âgé de 15 ans, apprenti de 3^e année chez M. Paris, cristallerie Saint-Joseph, au Bourget.

Travail très satisfaisant, conduite très bonne à l'atelier comme à l'orphelinat. — (*Proposition de M. Paris, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

BOUVACHON (M. Auguste), apprenti chez M. Lamé, papetier, rue d'Aboukir, 6, à Paris.

Apprenti de 2^e année, âgé de 14 ans, bonne conduite, bon travail, intelligent et de bonne volonté, lauréat du concours du papier en 1881. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

CAMILLE (M. Hyacinthe), âgé de seize ans, apprenti de 4^e année, chez M. Arquivet, sculpteur sur bois, rue de Cîteaux, 35.

Conduite, travail exemplaires, progrès sensibles. — (*Proposition de M. Lemoine, membre de la Société, président fondateur du patronage des enfants employés dans l'industrie de l'ébénisterie.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

CHABOUILLOT (M^{lle} Marie-Suzanne), 16 ans, apprentie de 3^e année chez M^{me} Bachelet, couturière, rue La Condamine, 28.

Très laborieuse, excellente conduite. — (*Proposition de l'inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

CHARLIER (M. Maximilien), âgé de 19 ans, apprenti graveur de 4^e année chez M. Chaix.

A été élève du lycée Charlemagne pendant cinq ans; conduite exemplaire à l'atelier et aux cours. — (*Proposition de M. Chaix, censeur de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

CHATARD (M^{lle} Irma), âgée de 17 ans, apprentie dans les ateliers de tapisserie de MM. Duplan et Hamot, rue de Richelieu, 75.

Conduite et travail dignes de tout éloge. — (*Proposition de la classe 24, de l'Exposition universelle.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

CHEREAU (M. Émile), apprenti de 3^e année, chez M. Magnani, tourneur guillocheur, rue de la Présentation, 8, à Paris.

Bonne conduite, bon travail, progrès soutenus. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

COMPAGNON (M. Jules), âgé de 14 ans, apprenti de 2^e année chez M. Jolly, orfèvre, rue Malebranche, 13.

Conduite exemplaire, travail soutenu, progrès rapides. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

CONSEIL (M. Marius), 17 ans, apprenti de 4^e année chez MM. Metz et C^{ie}, bijoutiers en faux, 49, rue de Turenne, à Paris.

Intelligent, travailleur et habile, vient de terminer un très bon apprentissage. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

DELAROCHE (M. Charles), apprenti de 4^e année chez M. Créange, bijoutier pour deuil, rue de Bondy, 74.

Toutes les qualités du bon apprenti; parfaite honnêteté. — (*Proposition de M. Duchollet, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

DELVAL (M. Auguste), 14 ans, apprenti de 4^e année, chez MM. Mourceau et Ledue, 25, rue du Mail.

Enfant laborieux, très bonne conduite. — (*Proposition du Comité de la classe 21 de l'Exposition.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

DENNÉ (M^{lle} Marguerite), âgée de 16 ans, apprentie chez M^{lles} Regnier, couturières, rue de Rennes, 90.

Conduite excellente, travail assidu, progrès rapides, n'a jamais mérité que des éloges. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

DESLIONS (M. Gustave), âgé de 15 ans, apprenti de 2^e année, chez M. Goubeaux, mécanicien en précision, rue Bellechasse, 6, à Paris.

Très bonne conduite, travail soutenu, progrès sensibles. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

DESPRET (M. Georges), âgé de 15 ans, apprenti de 2^e année, chez M. Bernard, mécanicien dentiste, rue Montmartre, 11.

Bonne conduite, travail satisfaisant, progrès soutenus. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

DEZALLEUX (M. Édouard), apprenti de 4^e année, chez M. Le-songeur, ciseleur, rue Chapon, n^o 20.

Très appliqué et intelligent, bonne conduite, vient en aide à sa famille. — (*Proposition de la Société d'apprentissage des jeunes orfèvres.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

DUMAZEAU (M. Georges), apprenti chez M. Nicole, relieur, rue des Grands-Augustins, 23, à Paris.

Apprenti de 3^e année, âgé de 13 ans, enfant intelligent et travailleur. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

DUMONT (M^{lle} Jeanne), 14 ans, apprentie de 2^e année chez M. Fenon, tapissier, 32, rue de la Boétie.

Laborieuse et studieuse, munie du certificat d'études primaires, excellente conduite. — (*Proposition de l'inspection de la Seine.*)

Mention honorable.

DUVIVIER (M^{lle} Eugénie), âgée de 16 ans, apprentie de 4^e année chez M^{me} Guyot, brunisseuse, rue du Pont-aux-Choux, 22.

Conduite excellente, travail hors ligne. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

FIX (M. Léon), âgé de 14 ans, apprenti de 2^e année chez M. Bimont, graveur héraldique, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 72.

Conduite excellente, travail assidu, progrès remarquables. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

FORGNE (M. François), apprenti de 3^e année à l'École des apprentis tailleurs, 86, rue Montorgueil.

Très laborieux et exact, assidu à l'école. — (*Proposition de M. Giraud, membre de la Société et de M. Noël.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

FREY (M^{lle} Marie), âgée de 16 ans, apprentie de 4^e année, chez M^{me} Rollin, brunisseuse, rue Grange-aux-Belles, 39.

Bonne conduite, travail satisfaisant. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

GALLIOT (M. Pierre), apprenti ciseleur de 4^e année, chez M. Lebrun, rue de la Pépinière, 8.

Bonne conduite, bon travail, progrès soutenus. — (*Proposition de Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

GALLOIS (M. Jean), apprenti, chez M. Musset, bijoutier, rue du Temple, 71.

Très appliqué et intelligent, bonne conduite, vient en aide à sa famille. — (*Proposition de la Société d'apprentissage des jeunes orphelins.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

GASSON (Augustin), âgé de 15 ans, apprenti imprimeur typographe de 3^e année, chez M. Chaix, imprimeur, rue Bergère, 20, à Paris.

Excellente conduite à l'atelier; suit très régulièrement les cours professionnels de la Maison. — (*Présentation de M. Chaix, censeur de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

GASSON (M. Étienne), apprenti de 4^e année, chez M. Perreau, ciseleur, rue Amelot, 34.

Éloges sous tous les rapports. — (*Proposition de M. Duchollet, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

GILOPPE (M^{lle} Blanche), âgée de 17 ans, apprentie de 5^e année, chez M^{me} Rollin, brunisseuse, rue Grange-aux-Belles, 39.

Conduite excellente, travail assidu, apprentie hors ligne. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

GORY (M. Louis), apprenti de 2^e année, chez M. Weingartener, ferblantier, rue Amelot, 34.

Bonne conduite, intelligence, travail et grands progrès. — (*Proposition de M. Duchollet, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

GOURSAUD (M. Henri), âgé de 15 ans, apprenti de 3^{me} année chez M. Plataut, sculpteur sur bois, rue Bassano, 13.

Certificat d'études. — Admis dans un excellent rang à l'école Turgot, a préféré prendre un métier manuel. Lauréat des expositions annuelles des patronages de Paris. — (*Proposition de M. Flich', avocat, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

GREENBACH (M. Henri), apprenti de 4^{me} année, chez M. Poin-teaux, horloger, rue Chérubini, à Paris.

Application, travail et conduite satisfaisants. — (*Proposition de la Société de patronage des ouvriers israélites.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

GUÉTAT (M. Joseph), apprenti de 3^e année, chez M. Metz et Cie, bijoutiers, rue de Turenne, 49, âgé de 16 ans.

Bonne conduite, bon travail. — (*Proposition du comité de placement de la Société.*)

Mention honorable.

GUYON (M. Victor), âgé de 15 ans, apprenti feuillagiste de 2^e année dans la maison J. Caillaux, 90, boulevard Sebastopol.

Exactitude remarquable à l'atelier. — (*Proposition de l'Assistance paternelle des fleurs et plumes.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

HAIS (M^{lle} Alice), apprentie monteuse de 3^e année dans la maison G. Marienval et Cie, 208, rue Saint-Denis.

D'une santé délicate et affligée d'une très mauvaise vue, cette jeune fille s'est concilié par son assiduité au travail et la douceur de son caractère l'affectueuse sympathie de tous ceux qui la connaissent. — (*Proposition de l'Assistance paternelle des fleurs et plumes.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

HOTTUA (M. Frédéric), âgé de 15 ans et demi, apprenti de 2^e année chez M. Pion, robinettier, rue Portefoin, 3.

Enfant fort intelligent. — Donne toute satisfaction à son patron.

Lauréat de l'exposition annuelle des patronages de Paris. — (*Proposition de M. Fliche, ancien président du patronage de Ménilmontant.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

HOUZIAUX (M. Marius), âgé de 15 ans, apprenti de 2^e année chez M. Acker, papetier, rue des Petits-Champs, 29, à Paris.

Bonne conduite, bon travail, progrès sensibles. Lauréat du concours du papier en 1881. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

HUBAULT (M^{lle} Mathilde), 16 ans, apprentie de 2^e année chez M^{me} Boudin-Vidalat, couturière, 6, rue de la Boétie.

Très laborieuse, excellente conduite. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*)

Mention honorable.

JOUVENELLE (M. Louis), apprenti de 4^e année chez M. Gauchot, horloger, rue des Trois-Bornes, 15.

Laborieux, intelligent et exact. — (*Proposition de la Société d'apprentissage de jeunes orphelins.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LABOURIER (M^{lle} Clarisse), 16 ans, apprentie de 4^e année chez M^{me} Boudin Vidalat, couturière, rue de la Boétie, 6.

Très assidue, bonne conduite, exemplaire dans sa famille. (*Proposition de l'inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LADOUÉ (M^{lle} Marguerite), apprentie de 2^e année chez M^{me} Guillaume, couturière, boulevard Beaumarchais, 109.

Ses progrès répondent à son travail. (*Proposition de M. Duchollet, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LAUDOIS (M. Louis), apprenti de 3^e année chez M. Brunet, bijoutier, rue Beaubourg, 20.

Conduite, travail et progrès très satisfaisants. — (*Proposition de M. Duchollet, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LECHEVET (M^{lle} Marie), apprentie de 3^e année chez M^{me} James, passementière, rue Montmorency, 35.

Jeune fille intelligente et honnête: bon travail. — (*Proposition de M. Duchollet, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

LECHERTIER (M^{lle} Éléonore), âgée de 17 ans, apprentie de 2^e année chez M^{me} Marmora, corsetière, rue Coquillière, 29.

Conduite et travail excellents. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de 15 francs.**

LECOMTE (M. Georges), âgé de 17 ans, apprenti de 3^e année chez M. Defrançois, fabricant d'objets de précision, place Dauphine, n^o 24.

Conduite excellente, travail soutenu, progrès remarquables. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

LEFÈVRE (M^{lle} Noémi), âgée de 18 ans, apprentie dans les ateliers de tapisserie de MM. Duplan et Hamot, rue de Richelieu, 25.

Conduite parfaite, grands progrès. — (*Proposition de la classe 21 de l'Exposition universelle.*) **Livret de caisse d'épargne de 15 francs.**

LEGRANDOIS (M. Adolphe), âgé de 14 ans 1/2, apprenti de 3^e année chez M. Augé, tourneur en cuivre, 26, rue Ménilmontant.

Conduite bonne, travail très satisfaisant, progrès remarquables, dévouement pour sa mère. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

LELEMENT (Henri), 15 ans, apprenti de 3^e année chez M. Leclerc, menuisier, rue de Beaune, 21.

Son patron est extrêmement satisfait de lui. — (*Proposition de M. Lehénaff, avocat, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LEREUIL (M. Georges), apprenti chez M. Ramé, rue d'Aboukir, 6, à Paris.

Apprenti, commis pour le magasin, âgé de 18 ans. Excellent sujet sous tous les rapports, très bonne conduite.

Lauréat au concours du papier en 1881. — (*Proposition de M. Ramé, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

LOCHEU (M. Henri-Louis-Charles-Auguste), apprenti tourneur en métaux, 12, rue Saint-Sabin, chez M. Vigneau.

Apprenti de 2^e année, sujet hors ligne, grandes aptitudes professionnelles, excellente instruction primaire. — (*Proposition de l'inspection de la Seine.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

MADRELLE (M. Auguste), âgé de 17 ans, apprenti de 4^e année chez M. Boitel, doreur sur cuir, rue du Temple, 83.

Apprenti hors ligne, conduite exemplaire, travail assidu, progrès sensibles, déjà récompensé en 1880. — (*Proposition du Comité de placement.*)
Livret de caisse d'épargne de 25 francs.

MANCET (M. Adolphe), apprenti coquilleur de 4^e année chez M. Billy, rue du Rocher, 46, à Paris.

17 ans; excellent sujet, conduite, travail et progrès soutenus. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

MAURARD (M. Maurice), âgé de 16 ans, apprenti de 4^e année chez M. Pâris, cristallerie Saint-Joseph, au Bourget.

Conduite excellente, travail suivi, digne d'éloges. — (*Proposition de M. Pâris, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

MAKAROFF (M^{lle} Georgina), âgée de 15 ans, apprentie de 2^e année chez M^{lle} Oury, brodeuse sur soie, rue Saint-Martin, 259.

Excellente conduite, très bon travail, progrès sensibles. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

MARCOU (M^{lle} Berthe), âgée de 13 ans 1/2, apprentie de 2^e année chez M^{me} Guyot, brunisseuse, rue du Pont-aux-Choux, 22.

Instruite, intelligente, dévouée à sa mère, travailleuse et obéissante. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

MARTEAU (M. Louis), âgé de 16 ans, apprenti de 3^e année chez M. Bouasse-Lebel, imprimeur-lithographe, rue Garancière, 3, à Paris.

Conduite excellente, travail soutenu, progrès rapides. — (*Proposition de M. Bouasse-Lebel, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

MORU (M. Étienne-Henri), apprenti de 4^e année chez MM. Dupont et Hervé, 6, rue d'Aboukir.

Très intelligent et travailleur, devant passer prochainement ouvrier. — (*Proposition du Comité de la classe 21, de l'Exposition.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

MÉNEAU (M. Gaston), apprenti chez M. Chartier, papetier, faubourg Saint-Honoré, 105, à Paris.

Apprenti de 3^e année, âgé de 17 ans. Conduite excellente, très bon travail, progrès remarquables. Lauréat du concours du papier en 1881. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 25 francs.

MEUNIER (M. Achille), âgé de 15 ans, apprenti de 3^e année, chez M. Niclaussé, imprimeur-lithographe, rue Amelot, 54.

Ardent au travail, il mérite tous les éloges pour sa conduite et son application. — (*Proposition de M. Christian de Coulonge, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de 10 francs.**

DE MONTRÉAL (M. Henri), âgé de 16 ans, apprenti de 3^e année chez M. Rouquairol, ébéniste en fantaisie, faubourg Saint-Honoré, 171.

Très bonne conduite, travail assidu, progrès satisfaisants. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

MOTTI (Henri), âgé de 19 ans, apprenti compositeur de 4^e année, chez M. Chaix, imprimeur, rue Bergère, 20, à Paris.

A quitté un emploi dans un bureau pour prendre le métier de typographe; excellent sujet à tous égards, a son certificat d'études. — (*Proposition de M. Chaix, censeur de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

NAMUR (M. Hippolyte), 16 ans, apprenti bijoutier de 4^e année chez son père, 24, rue des Gravilliers, à Paris.

Excellente conduite, travail soutenu. — (*Proposition de M. du Bellay, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

ODIOT (M. Elisée), âgé de 16 ans, apprenti de 4^e année, intelligent et travailleur, chez MM. Dupont et Hervé, 6, rue d'Aboukir. — (*Proposition du comité de la classe 21, de l'Exposition.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

PENDARIÈS (M^{lle} Marie) âgée de 13 ans, apprentie chez M^{me} Gædel, couturière, 87, rue du Bac.

Travail suivi, grande exactitude à la classe de demi-temps. — (*Proposition de l'Inspection de la Seine.*) **Mention honorable.**

PETIT (M. Alfred), âgé de 15 ans, apprenti de 2^e année chez M. Monpeur, graveur en caractères sur acier, rue Sainte-Apolline, 2.

Très bonne conduite, très bon travail, progrès sérieux. — (*Proposition du comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

PIRAUX (M^{lle} Hortense), apprentie de 2^e année chez M^{lle} Dool, raccommodeuse de dentelles, rue des Juifs, 13.

Grande douceur de caractère, travail satisfaisant. (*Proposition de M. Duchollet, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

PIRAUX (Louis), apprenti de 2^e année chez M. Dussourd, cartonnier, faubourg Saint-Denis, 61.

Ne mérite pas moins d'éloges pour les qualités du cœur que pour la conduite et le travail. — (*Proposition de M. Duchollet, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de 10 francs.**

POTTIER (M. Auguste), âgé de 15 ans, apprenti de 2^e année chez M. Denis, pâtissier, rue Linné, 5.

Intelligent et travailleur, bonne conduite. — (*Proposition du Comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

PRADÈRE (M. Jean), âgé de 17 ans, apprenti de 4^e année chez M. Defrançois, fabricant d'objets de précision, place Dauphine, 24.

Apprenti hors ligne pour sa conduite, son travail et son dévouement à ses parents. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 25 francs.

QUEUDÉ (M^{lle} Ernestine), apprentie chez MM. Mourceau et Leduc, 26, rue du Mail.

Commence sa 3^e année d'apprentissage et a constamment satisfait ses patrons sous tous rapports. — (*Proposition du Comité de la classe 24.*)

Livret de caisse d'épargne de 20 francs.

ROGER (Charles), âgé de 15 ans, apprenti imprimeur lithographe de 3^e année, chez M. Chaix, imprimeur, rue Bergère, 20, à Paris.

Conduite et travail dignes d'éloges, a le certificat d'études. — (*Présentation de M. Chaix, censeur de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

ROSSI (M^{lle} Jeanne), âgée de 18 ans, apprentie de 4^e année chez M^{me} Rollin, rue Grange-aux-Belles, 39.

Bonne conduite, travail très régulier, progrès sensibles, montre beaucoup d'ordre. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

RUPPER (M^{lle} Charlotte), âgée de 15 ans, apprentie de 4^e année chez M^{me} Guyot, brunisseuse, rue du Pont-aux-Choux, 22.

Conduite très bonne, travail excellent. — (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

SEGUIN (M. Louis), apprenti de 3^e année chez M. Amelot, ciseleur, rue Amelot, 34.

Irréprochable sous le rapport de la conduite et du travail. — (*Proposition de M. Duchollet, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

SCHMITT (M. Jean), âgé de 16 ans, apprenti tourneur-repasseur, 3^e année.

Travail très régulier, dévouement sans bornes à sa famille. Lauréat de l'exposition des Patronages de Paris. — (*Proposition de M. Fliche, ancien président du patronage de Ménilmontant.*)

Mention honorable.

SIMONET (M. Paul), apprenti de 4^e année chez M. Douarin, gainier, rue des Francs-Bourgeois, 43, Paris.

Excellent sujet sous tous les rapports. — (*Proposition du comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

TABARY (M^{lle} Hélène), âgée de 15 ans, apprentie de 4^e année chez M^{me} Rollin, brunisseuse, rue Grange-aux-Belles, 39.

Bonne conduite, travail très convenable. — (*Proposition de M^{me} Rollin, membre de la Société.*) **Livret de caisse d'épargne de 15 francs.**

TACNET (M. René), âgé de 16 ans, apprenti de 2^e année chez M. Goubeaux, mécanicien en précision, rue Bellechasse, 6.

Très bonne conduite, travail soutenu, progrès sensibles. — (*Proposition du comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

TARTARY (M^{lle} Léonie), apprentie brunisseuse chez M^{me} Thuot. (*Proposition du Comité de placement.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

VACOSSIN (M^{lle} Marthe), âgée de 15 ans, apprentie de 3^e année chez M^{lle} Oury, brodeuse sur soie, rue Saint-Martin, 259.

Bon travail, bonne conduite, très intelligente et très adroite. — (*Proposition du comité de placement de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

VIBERT (M. Ernest), âgé de 16 ans, apprenti de 2^e année chez M. Deleuil, constructeur d'instruments de précision, rue des Fourneaux, 42.

Conduite et travail excellents sous tous les rapports. — (*Proposition de M. Deleuil.*) **Livret de caisse d'épargne de 10 francs.**

WEILL (M. Jules), apprenti sertisseur chez M. Van Becelaere.

Apprenti à tous points digne d'éloges. — (*Proposition de M. Rebland, directeur du patronage des apprentis israélites.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

SEINE-ET-OISE

BOURDEAU (M. Elie), apprenti chez M^{me} veuve Boyard et Brinon, fabricant de bonneterie, à Pussay.

Déjà bon ouvrier, se conduit très bien. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire, à Orléans.*) **Mention honorable.**

DAVOIS (M^{lle} Adrienne), 15 ans, apprentie à la filature de MM. Blazy frères, à Yerres.

Bonne conduite, très laborieuse. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

DEBRAS (M. Oscar), apprenti à la filature de MM. Blazy frères, à Yerres.

Très bon sujet, intelligent et laborieux. — (*Proposition de M. Linarès, inspecteur divisionnaire.*)
Mention honorable.

DUCCLOS (M. Joseph), apprenti de 3^e année, chez M. Renaux, serrurier, rue de Bel-Air, à Versailles.

Laborieux et rangé, soutient sa famille. — (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur départemental, à Versailles.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

DUVAL (M. Georges-Louis), apprenti chez M. Creté, imprimeur, à Corbeil.

Application soutenue, très bonne conduite. — (*Proposition de M. Trouillet, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

FOUILLOT (M^{lle} Victorine), apprentie chez M. Cretté, imprimeur, à Corbeil.

Excellente conduite, application au travail. — (*Proposition de M. Trouillet, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

GAZERAT (M. Paul), 16 ans, apprenti de 4^e année chez M. Saivre, mécanicien, à Poissy.

Bon sujet, bon écolier. — (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur départemental.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

LANCELOT (M. Edouard), 16 ans, apprenti de 4^e année, chez M. Saivre.

A donné beaucoup de satisfaction à son patron pendant la durée de son apprentissage. — (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur départemental, à Versailles.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

NAVETTE (M^{lle} Jeanne), apprentie chez MM. Blazy frères, à Yerres.

Très laborieuse, se conduit bien. — (*Proposition de M. Linarès.*)

Mention honorable.

SCHIBIG (M. Joseph), 15 ans, apprenti de 3^e année chez M. Benoni, peintre en voitures, à Versailles, rue d'Anjou, 61.

Laborieux et exact, vient en aide à sa famille. — (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur départemental, à Versailles.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

SOMME

BERTON (M^{lle} Ernestine), apprentie pelotonneuse chez M. Le Coustellier, directeur de la Corderie abbevilleoise.

Très intelligente, très aimée de ses camarades, a son certificat d'études, et continue à suivre les cours. — (*Proposition de M. Le Coustellier, membre de la Société.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

CHEVALLIER (M^{lle} Félicie), apprentie chez M. Le Coustellier, directeur de la Corderie abbevilloise.

Va terminer son apprentissage de fileuse: très appliquée, docile; a son certificat d'études, ce qui ne l'empêche pas de suivre régulièrement l'école. — (*Proposition de M. Le Coustellier.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

DAUVERGNE (M. Amédée), apprenti chez M. Le Coustellier, directeur de la Corderie abbevilloise.

Apprenti modèle sous tous les rapports, beaucoup d'initiative travail très soigné, grande émulation. — (*Proposition de M. Le Coustellier.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

PRUVOST (M. Théodore), apprenti de 2^e année chez M. Le Coustellier, directeur de la Corderie abbevilloise.

Travaille avec goût, beaucoup d'aptitude, suit les classes régulièrement. — (*Proposition de M. Le Coustellier.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

TARDIF (M^{lle} Louise), âgée de 15 ans, apprentie fileuse chez M. Le Coustellier, directeur de la Corderie abbevilloise.

Remplie de bonne volonté, toujours empressée, progrès suivis. — (*Proposition de M. Le Coustellier.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

VAILLANT (M^{lle} Eugénie), âgée de 15 ans, apprentie de 2^e année chez M. Le Coustellier, directeur de la Corderie abbevilloise.

Bonne tenue, docilité, assiduité. — (*Proposition de M. Le Coustellier.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

VITAUZ (M^{lle} Mathilde), âgée de 16 ans, apprentie chez M. Le Coustellier, directeur de la Corderie abbevilloise.

Va finir son apprentissage, attention soutenue, excellente conduite. — (*Proposition de M. Le Coustellier.*)

Livret de caisse d'épargne de 15 francs.

VIENNE

BEAU (M^{lle} Aline), apprentie à la filature de M. Hambis, à Ligugé.

Laborieuse, très assidue à l'école, a obtenu le certificat d'études primaires. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire à Limoges.*)

Livret de caisse d'épargne de 10 francs.

MÉTAIS (M^{lle} Louise), apprentie à la filature de M. Hambis, à Ligugé.

Laborieuse, et très assidue à l'école, a obtenu le certificat d'études primaires. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire, à Limoges.*) **Livret de caisse d'épargne de 10 francs.**

TEXEREAU (M. René), apprenti à la filature de M. Hambis, à Ligugé.

Laborieux et très assidu à l'école, a obtenu le certificat d'études primaires. — (*Proposition de M. Landois, inspecteur divisionnaire, à Limoges.*) **Livret de caisse d'épargne de 10 francs.**

DEUXIÈME CATÉGORIE : Anciens apprentis devenus ouvriers, qui sont restés dans la maison où ils ont accompli tout leur apprentissage.

EURE

DOLY (M^{me} Marguerite), femme Gaillard, ouvrière, chez M. Boisard fils, fabricant de couteils, à Évreux.

Très exacte et très laborieuse depuis le premier jour qu'elle a travaillé dans l'établissement. — (*Proposition de M. Léon Petit, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

DOLY (M. Nicolas), ouvrier, chez M. Boisard, à Évreux.

17 ans de bons services dans la maison. — (*Proposition de M. Léon Petit, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

WAGNER (M^{lle} Marie), ouvrière, chez M. Boisard, à Évreux.

17 ans de bons services dans la maison. — (*Proposition de M. Léon Petit, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

BRETON (M. Constant), ouvrier, chez M. Boisard, à Évreux.

Très bon ouvrier, exact et laborieux. — (*Proposition de M. Léon Petit, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

AUBÉ (M. Alexandre), ouvrier, chez M. Ch. Hérissé, imprimeur typographe, à Évreux.

Exactitude et intelligence peu communes, est aujourd'hui premier conducteur des machines de la maison. — (*Proposition de M. Hérissé, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

QUINQUEMPOIX (M. Paul), ouvrier chez M. Hérissé.

Très bon ouvrier, dirige avec dévouement les apprentis placés sous ses ordres. — (*Proposition de M. Hérissé, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

ROGER (M. Henri), 18 ans, ouvrier chez M. Hérissé.

Très bon ouvrier, conduite exemplaire. — (*Proposition de M. Hérissé, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

EURE-ET-LOIR

MONGRUEL (M. Louis), ouvrier à la filature de M. Waddington, à Saint-Remy-d'Aure.

49 années de bons services dans la maison, d'une exactitude et d'une activité hors ligne. — (*Proposition de M. l'inspecteur départemental.*)
Médaille de bronze.

MABYRE (M. Denis), ouvrier chez MM. Glaçon et Lecourt, à Dreux.

22 ans de services dans la filature, d'une probité à toute épreuve, très dévoué à ses patrons. — (*Proposition de M. l'inspecteur départemental.*)
Médaille de bronze.

HAYES (M. Denis), ouvrier, après avoir été apprenti chez M. Gâté, tanneur, à Nogent-le-Rotrou.

Presque muet et complètement ignorant quand il est entré dans cette maison, Hayes, à force de persévérance, est devenu un excellent ouvrier, très aimé de ses camarades, très bonne conduite. — (*Proposition de M. Rataud, inspecteur départemental.*)
Mention honorable.

SEVRÉ (M.), ouvrier mégissier chez M. Gâté, tanneur, à Nogent-le-Rotrou.

Très laborieux et exact, ne s'est pas absenté un jour en douze ans. — (*Proposition de M. Batard, inspecteur départemental.*)
Mention honorable.

HAUTES-PYRÉNÉES

FOURCADE (M. Dominique), ouvrier chez M. Géruzet, marbrier, à Bagnères-de-Bigorre.

Actif et laborieux, il donne toute satisfaction à son patron, chez lequel il a fait tout son apprentissage. Fréquente très régulièrement le patronage. — (*Proposition de M. Gaudy, président du patronage de Bagnères.*)
Médaille de bronze.

LOIRE-INFÉRIEURE

MEHEUX (M. Joseph), 19 ans, ouvrier à l'établissement d'horlogerie Livet, à Nantes.

Bon ouvrier exact et rangé. — (*Proposition de M. Livet, de Nantes, membre de la Société.*)
Mention honorable.

NORD

GRUMAUX (M. Gustave), ouvrier typographe chez M. L. Danel, à Lille.

Entré comme apprenti à l'âge de 12 ans ; actuellement margeur. Excellent sujet, bon ouvrier, exact et laborieux. d'une conduite

exemplaire. A obtenu le certificat d'instruction dans l'établissement ; est le soutien de toute sa famille. — (*Proposition de M. Nadaud, inspecteur divisionnaire, à Lille.*) **Médaille de bronze.**

SEINE

BRETON (M. Prosper), ouvrier chez M. Mersch, imprimeur, rue Saint-Jacques, à Paris.

Aptitude exceptionnelle, conduite irréprochable à l'atelier, dans sa famille et au patronage. Plusieurs fois lauréat à l'exposition des patronages de Paris. — (*Proposition de M. Fliche, ancien président du Patronage de Ménilmontant.*) **Médaille de bronze.**

CHAPPE (M^{lle} Blanche), ouvrière chez MM. Blazy frères, rue de Turbigo 15, à Paris.

Très laborieuse et exacte. Conduite exemplaire. — (*Proposition de MM. Blazy, membres de la Société.*) **Mention honorable.**

DELAHAYE (Georges), ouvrier chez M. Chaix, imprimeur, rue Bergère, 20, à Paris.

Très laborieux, excellente conduite. — (*Présentation de M. Chaix, censeur de la Société.*) **Mention honorable.**

FOUCHET (Antoine), ouvrier chez M. Chaix, imprimeur, rue Bergère, 20, à Paris.

Grande régularité, très bonne conduite. — (*Présentation de M. Chaix, censeur de la Société.*) **Mention honorable.**

HICSON (M. Etienne), 17 ans et demi, ouvrier chez MM. Ramard et Niclaux, lithographes, rue Amelot, 54.

Travailleur, dévoué à ses patrons, et d'une excellente conduite. — (*Proposition de M. Christian de Coulanges, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

LABOURÉ (M^{lle} Léonie-Victorine), ouvrière chez MM. de Soye et fils, imprimeurs à Paris, 5, rue du Panthéon.

Excellente ouvrière dans la maison où elle a débuté à 12 ans. — (*Proposition de l'inspection de la Seine.*) **Médaille de bronze.**

LAURENT (Auguste), ouvrier chez M. Chaix, imprimeur, rue Bergère, 20, à Paris.

Très assidu et très rangé. — (*Présentation de M. Chaix, censeur de la Société.*) **Mention honorable.**

LECORNU (M. Eugène-Louis), 18 ans, ouvrier chez M. Delarue gainier, rue du Temple, 64.

Très laborieux et d'une conduite exemplaire ; a employé ses premiers gains à acquitter les dettes de son grand-père mort depuis 10 ans, qui l'avait élevé. — (*Proposition de M. de Bellay, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

PROMPT (M. Arthur-Louis-Eugène), ouvrier chez MM. de Soye et fils, imprimeurs à Paris, 5, rue du Panthéon.

Estimé du patron chez lequel il a commencé comme apprenti.
— (*Proposition de l'inspection de la Seine*). **Mention honorable.**

SURIVET (M. Louis-Auguste), âgé de 21 ans, ouvrier chez M. Paris (cristallerie Saint-Joseph, au Bourget).

Ancien apprenti et élève de l'orphelinat de l'établissement, conduite irréprochable, ouvrier depuis cinq ans, s'occupe avec dévouement des jeunes apprentis confiés à ses soins. — (*Proposition de M. Paris, membre de la Société.*) **Médaille de bronze.**

TRIBOUDE (M^{lle} Virginie), 20 ans, ouvrière après avoir été apprentie chez M^{me} Caillaux, boulevard Sébastopol, 90.

S'est dévouée à apprendre à lire à toutes ses compagnes d'apprentissage. — (*Proposition de M. Duchollet, membre de la Société.*) **Mention honorable.**

VIAU (M. Désiré), ouvrier chez M. Benoist, ciseleur, rue de Charonne, 8.

N'a jamais eu que des éloges de son patron pour son assiduité au travail et la régularité de sa conduite.

Dévouement exemplaire envers sa mère veuve et son aïeul aveugle.
— (*Proposition de M. l'abbé Duboy, aumônier du patronage Sainte-Rosalie.*) **Mention honorable.**

SEINE-ET-MARNE

PERNOT (M^{lle} Joséphine), metteuse en pages à l'imprimerie de M. Brodard, à Coulommiers.

Grande assiduité au travail, excellente conduite (a déjà obtenu une mention honorable de la Société). — (*Proposition de M. Blanchon, inspecteur départemental.*) **Médaille de bronze.**

SEINE-ET-OISE

LAURENT (M. Victor), ouvrier chez M. Mathieu, menuisier, à Versailles, 14, rue du Peintre-Lebrun.

30 ans de bons services dans la même maison, excellente conduite.
— (*Proposition de M. Leclercq, inspecteur départemental à Versailles.*) **Médaille de bronze.**

PRIX SPÉCIAUX

DÉCERNÉS PAR LES COMITÉS ANNEXES

1. — PRIX DE L'Œuvre de l'Assistance judiciaire.

Une médaille d'honneur pour reconnaître les services rendus, dans l'ordre judiciaire, à la cause des Apprentis et Enfants employés dans les manufactures.

(Ce prix n'est pas décerné en 1882).

2. — PRIX DE L'Œuvre des Sociétés d'Assistance paternelle.

Une médaille d'honneur sera décernée à la Société d'Assistance paternelle qui aura pris les mesures les plus efficaces pour développer l'enseignement technique des apprentis ou apprenties.

(Ce prix n'est pas décerné en 1882.)

3. — PRIX DU Comité des Accidents de fabrique.

PRIX N° 1. — Médaille d'honneur et un prix de 500 francs, pour l'invention et l'application d'une disposition propre à prévenir les accidents nombreux auxquels donne lieu l'usage des scies circulaires.

PRIX N° 2. — Une médaille de vermeil et un prix de 500 francs, pour une étude sur les établissements du département de la Seine, employant la scie circulaire.

PRIX N° 3. — Médaille d'argent à tout établissement qui, possédant plusieurs scies circulaires, les aura remplacées dans l'année par des scies moins dangereuses.

PRIX N° 4. — Une médaille de vermeil et 500 francs, pour la meilleure étude sur l'industrie de l'imprimerie faite au point de vue des accidents qu'elle peut occasionner aux ouvriers et plus particulièrement aux apprentis, et des moyens d'y remédier.

PRIX N° 5. — Une médaille d'argent à tout industriel qui, dans ses ateliers, aura éloigné les causes d'accidents par sa transmission de mouvement, en adoptant tous les appareils ou moyens d'isolement et de couverture actuellement usités.

PRIX N° 6. — Une médaille sera donnée aux industriels qui, dans l'année, auront établi dans leurs ateliers plusieurs monte-courroies.

(Aucun candidat n'a été présenté pour ces différents prix.)

PRIX N° 7. — Une médaille d'argent, pour toute invention nouvelle ou perfectionnement ayant pour but de prévenir les accidents de machines dans une industrie quelconque employant des enfants.

PETRY (M.), ingénieur, à Montbard (Côte d'Or).

S'occupe depuis plusieurs années, avec le zèle le plus louable, d'apporter à diverses machines employées dans l'industrie des modifications qui suppriment les dangers inhérents à leur usage.

Cette année il a soumis au comité un modèle de scie horizontale qui paraît pouvoir éviter les accidents sans entraver le travail, et un appareil destiné à protéger, dans les machines à battre les céréales, les mains des étaleurs contre l'entraînement des cylindres. — L'ensemble de cette œuvre mérite de grands éloges. — (Proposition de M. le Dr Albert Robin, membre de la Société.)

Médaille d'argent.

PRIX N° 8. — Une médaille d'argent, avec ou sans prime en argent, pour tout directeur d'établissement, contremaître, ouvrier ou toute autre personne qui aura introduit dans les ateliers des amé-

liorations spéciales ayant pour but de prévenir les accidents de machines.

(Ce prix n'est pas décerné en 1882.)

4. — PRIX DE L'Œuvre des Institutrices de charité.

Une médaille d'honneur sera décernée à l'institutrice (congréganiste ou laïque) que l'Œuvre reconnaîtra s'être dévouée à un haut degré à l'enseignement primaire des apprenties par des *cours d'ateliers*.

Dévouées et vaillantes jusqu'au dernier jour de leurs excellents services, les institutrices du comité spécial ont combattu l'ignorance avec une énergie au-dessus de tout éloge. Au moment où la loi rend inutile leur concours par la création de cours publics désormais vulgarisés, leur mérite doit être salué du témoignage dû aux ouvriers de la première heure.

M ^{lle} LAVAL	Médaille de vermeil.
M ^{lle} LANGLOIS	Médaille d'argent.
M ^{lle} ROUSSEL	Médaille d'argent.
M ^{lle} LAVOYE (Hortense)	Médaille d'argent.
M ^{lle} VADLER (Marie)	Médaille d'argent.
M ^{lle} LEJEUNE (Marie)	Médaille d'argent.
M ^{lle} DOKER (Eugénie)	Médaille d'argent.
M ^{lle} PÉRIN	Rappel de médaille d'argent.
M ^{lle} LUCHEUX	Rappel de médaille d'argent.
M ^{me} SIGRIST (Eugénie)	Rappel de médaille d'argent.

5. — PRIX DU Comité des Bibliothèques d'apprentis.

1^{er} AUX OUVRAGES D'ÉDUCATION OU D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE PROFESSIONNEL, SPÉCIALEMENT CONSACRÉS AUX APPRENTIS ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

2^e AUX AUTEURS DE PUBLICATIONS LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES FAITES EN VUE D'INSTRUIRE ET DE MORALISER LES ENFANTS DES ATELIERS.

MEURTHE-ET-MOSELLE

GARDEIL (M^{le}), directrice de l'école professionnelle de Nancy.

A publié, sous le titre de *Jeanne*, un livre très utile, dédié aux jeunes filles apprenties, dans lequel elle leur donne avec une grande expérience pédagogique des conseils maternels, une direction de conduite élevée et la preuve de la sollicitude la plus touchante. — *Proposition de M. Ernest Nusse, secrétaire de la Société.*

Médaille de bronze.

RÉCOMPENSES

DÉCERNÉES AUX AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE

qui (du 1^{er} janvier 1880 au 1^{er} avril 1882) ont constaté des infractions à l'article 3 du décret du 13 mai 1875.

(D'après l'État de propositions de M. le PRÉFET DE POLICE.)

E DE POLICE

— 4^e bureau.

ES ENFANTS

LES MINEURES

ANS L'INDUSTRIE

9 mai 1874.)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Paris, le 19 avril 1882.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Conformément au désir que vous m'avez exprimé, j'ai l'honneur de vous adresser un état nominatif des agents de la police municipale qui, du 1^{er} janvier 1880 au 1^{er} avril 1882, se sont plus particulièrement signalés dans la constatation des infractions à l'article 3 du décret du 13 mai 1875.

Je vous prie, Monsieur, de remercier en mon nom la Société dont vous êtes le Président pour les nouveaux encouragements qu'elle se propose d'accorder aux agents de mon Administration.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Pour le Préfet de Police :

Le Secrétaire général,

VEL DURAND.

ARRONDISSEMENTS	NOMS ET PRÉNOMS	QUALITÉS	NOMBRE de contraventions DÉCLARÉES	DATES DES CONTRAVENTIONS	RÉCOMPENSES précédemment ACCORDÉES	RÉCOMPENSES décernées EN 1882
XI ^e	HAUTY (Louis-Charles)	Gardien	8	5, 12 novembre 1880; 2, 5, 23 mars, 5, 16 mai, 3 novembre 1881.		Médaille d'argent
IV ^e	GARY (Etienne-Cyr-Célestin)	S.-brigad.	4	4 septembre, 31 dé- cembre 1880; 23 juin, 23 septembre 1881.	M. B. 4876 M. A. 4878	Médaille de vermeil
III ^e	DAURIOS (Jean) . .	Gardien	3	23 juillet 1880, 29 octo- bre, 4 novembre 1881.		Médaille de bronze
XI ^e	COULOMBEL (Louis-Maurice)	id.	3	17 juin 1881, 18 jan- vier, 10 mars 1882.		Médaille de bronze
XI ^e	DAVESNE (Louis-Alex.-Aug.)	id.	3	30 avril, 17 septembre, 18 novembre 1881.		Médaille de bronze
II ^e	DAGRON (Armand-Robert)	Brigad.	2	26 mars, 10 juin 1881.		Médaille de bronze
II ^e	BATTIN (Jean)	Gardien.	2	25 novembre, 30 décem- bre 1880.		Médaille de bronze
XI ^e	FLOGNY (Hubert-Cyrille)	id.	2	14 avril, 13 août 1880.		Médaille de bronze
XI ^e	GREILING (Claude) .	id.	2	22 juin, 8 septem- bre 1880.		Médaille de bronze
XX ^e	MALFILATRE (Claude)	id.	2	14 octobre 1880, 2 avril 1881.		Médaille de bronze

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

du jeudi 6 juillet 1882.

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r MARJOLIN, l'un des *Vice-Présidents* de la Société.

Sont absents excusés par lettres, MM. *Faustin Hélie, J. Périn, Chaix, Félix Tournier.*

CORRESPONDANCE. — M. *Léon Vèzes*, avocat général à la Cour de Dijon, avec lequel nous avons déjà été en correspondance, nous a de nouveau fait l'honneur de nous écrire pour emprunter certains documents du Bulletin à l'effet de préparer un travail pour le Congrès international de la Protection de l'Enfance réuni par les soins de M. *Bonjean*. Nous nous sommes empressés de déférer à son vœu.

M. l'Inspecteur divisionnaire *Laporte* de Paris, nous ayant prié de lui procurer des renseignements sur le nombre d'usines soumis au bill anglais de 1878, de personnes protégées par cette loi, d'inspecteurs la faisant fonctionner, enfin sur le traitement de ces agents et sur les charges du budget à cet égard, nous avons reçu la dépêche ci-dessous de M. *Redgrave*, inspecteur en chef (Guildhall, Londres) en réponse à la lettre que nous lui avons adressée.

SERVICE DE SA MAJESTÉ

A M. le Secrétaire de la Société de Protection des Apprentis.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR

MONSIEUR,

J'ai le plaisir de vous transmettre un état qui indique le nombre des inspecteurs, leurs traitements, leurs frais de route, leurs indemnités personnelles et le nombre des établissements situés dans la circonscription de chacun. J'aurai toujours le plus

grand plaisir à vous donner les renseignements qui sont en mon pouvoir. — Je vous ferai remarquer que je ne suis pas le successeur de M. *Baker* qui était mon collègue moins ancien.

Je suis, très honorable Monsieur,

Votre très obéissant serviteur,

A. REDGRAVE.

L'état qui accompagnait cette lettre et que nous avons envoyé à M. *Laporte*, contenait en substance l'exposé suivant :

L'Inspection anglaise comprend quatre branches : 1^o les manufactures et ateliers ; 2^o les matières fulminantes ; 3^o les houilles ; 4^o les minerais métallurgiques ; 5^o les produits chimiques.

La plus intéressante est certainement pour nous la première ; elle se compose :

1^o D'un inspecteur en chef touchant 30,000 francs de traitement ;

2^o De cinq inspecteurs contrôleurs touchant de 12,500 à 17,500 francs avec augmentation de 500 francs par an, jusqu'à ce maximum ;

3^o De 39 inspecteurs dont 7 de première classe touchant de 10,250 à 12,500 francs, avec augmentation de 375 francs par an ; — 32 de deuxième classe touchant de 7,500 à 10,000, avec augmentation de 250 francs par an ; — 10 inspecteurs débutants (juniores), de 5,000 à 7,500, avec augmentation de 250 francs par an.

En sus de ce traitement fixe, l'inspecteur a droit à des vacations (*fees*) qui consistent : 1^o en des frais de voyage ; 2^o en une allocation personnelle, ou indemnité calculée par jour et par nuit de service effectif en tournée et tarifée progressivement suivant le grade hiérarchique.

Ces traitements et indemnités sont fort élevés ; il faut signaler la considération qui s'attache à la fonction de l'Inspecteur, spécialement à celle de l'Inspecteur en chef qui ne voyage qu'en wagon-salon.

A la suite de l'envoi de cet état, nous avons reçu de M. *Laporte* une lettre qui contient les passages suivants :

« Je vous suis infiniment reconnaissant de m'avoir procuré l'intéressant document communiqué par M. *Redgrave*, mais je vous remercie surtout de la bienveillante attention que vous avez eue de m'en traduire les parties essentielles. . . . »

Cette correspondance, les visites que nous avons reçues de MM. *Plassiard*, *Délaisement* et *Estelle*, inspecteurs divisionnaires à Nancy, Reims et Nîmes, les protestations réitérées de ces messieurs que la mission de la Société est partout efficace et salubre, sont des preuves nouvelles de l'étroite solidarité qui existe entre nos efforts et ceux de l'Inspection.

COMMUNICATIONS. — Nous avons reçu de M^{lle} *Gardeil*, directrice de l'école professionnelle de Nancy, des renseignements très curieux sur les origines, la création, les cours et les tendances de cette école ; il y a là les éléments d'une notice intéressante pour notre Bulletin.

Vous lirez également avec fruit l'opuscule publié par M. *Chaix* sur les résultats de la participation dans sa maison.

M. *Giraud*, notre collègue, nous a de son côté transmis d'utiles documents sur l'École professionnelle des apprentis tailleurs, située à Paris, 86, rue Montorgueil, ainsi que les statuts et règlements de cet établissement.

Votre Commission des Récompenses attire l'attention de la Société sur une brochure concernant les Institutions ouvrières de MM. *Dietsch* frères, à Liepvre (Alsace). — Toutes ces communications, en même temps qu'elles révèlent des efforts toujours sérieux et utiles et quelquefois brillants, constituent, pour le *Bulletin*, des études qu'il ne saurait omettre.

Notre excellent collègue M. *Bernot* nous envoie une conférence faite à Troyes, le 11 juin dernier, aux enfants travaillant dans l'industrie sous les auspices de la Société de protection de cette ville.

Enfin nous devons mentionner plusieurs publications officielles.

1^o Le rapport de fin d'année pour l'exercice de 1881 de la XXI^e Commission locale dont notre collègue M. *Mérice* nous fait hommage en nous priant d'insérer au *Bulletin* le vœu n^o I tendant à obliger l'Inspection à relever le nom des enfants ;

2^o Le fascicule des rapports annuels des Commissions locales du département de la Seine pour l'année 1881 ;

3^o Un recueil d'extraits de jugements rendus par le Tribunal correctionnel de la Seine en application de la loi du 19 mai 1874.

Cet opuscule doit attirer plus spécialement l'attention du Comité judiciaire.

DEMANDE DE SUBVENTION. — Le Comité de finances, d'accord avec M. le Trésorier, a l'honneur de vous proposer les allocations suivantes à titre de subvention :

Société d'apprentissage de jeunes orphelins, siège à Paris, 6, rue Pastourelle.	Fr. 50
École professionnelle des apprentis tailleurs, 86, rue Montaigne	50
TOTAL.	<u>Fr. 100</u>

Les fonds libres par suite des allocations précédentes étant de 520 francs, seraient réduits à 420 francs si la Société adoptait ces propositions. — La société les vote.

M. le Secrétaire donne communication des lettres de remerciements adressées par MM^{es} *Plassiard, Marie-Laurent* et MM. *Bernot, Rodanet, Ramé, Reblaud, Legentil*, au sujet d'allocations accordées dans la séance d'Avril dernier.

FÊTE DE L'ENFANCE OUVRIÈRE. — M. le Secrétaire annonce que M. *Landrin*, directeur du Palais du Trocadéro, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, a mis gratuitement la salle des fêtes à la disposition de la Société pour le 30 juillet 1882. — En outre, M. le *Ministre de l'Instruction publique* a bien voulu envoyer un assortiment de livres de prix pour être distribués en cette solennité.

M. le Secrétaire ajoute que, dans une visite qu'il a eu récemment l'honneur de faire à M. le Président DUMAS, celui-ci lui a donné mission d'inviter M. *Songeon*, président du Conseil municipal de Paris, M. *de Hérédia*, membre de la Commission supérieure et M. le *Préfet de police* à venir le 30 juillet siéger au Bureau.

La Société approuve cette décision concernant des personnages sympathiques à la cause des Enfants employés dans l'Industrie.

M. le Secrétaire, pour M. Tournier empêché, fait le compte rendu sommaire du résultat des travaux de la Commission des Récompenses ; il indique à ce jour la récapitulation de celles qui sont accordées.

Médailles de vermeil et mention spéciale	7
Mentions spéciales.	<u>1</u>
A reporter.	8

	<i>Report.</i>	8
Médailles d'argent		37
Médailles de bronze		64
Mentions honorables.		32
Livrets de Caisse d'Épargne (apprentis).		135
Mentions honorables aux apprentis:		31
Rappels de médaille d'argent.		5
	Total.	<u>312</u>

DONS ET LEGS. — M. *Bérard*, trésorier, communique une lettre de M. le *Ministre de l'Intérieur* annonçant qu'il accorde à la Société une subvention de 300 francs égale à celle de l'an passé sur les fonds dont peut disposer son département.

La Société accueille avec une profonde reconnaissance ce nouveau témoignage de la sympathie du Gouvernement.

M. *de Bellay* annonce, au milieu des applaudissements de la Société que M^{me} *Hesse* met quatre livrets de 10 francs à la disposition de la Société.

ORDRE DU JOUR. — M. le Président *Marjolin* donne ensuite la parole à M. le Secrétaire pour son rapport sur l'Enfance Infirme ou Incurable (Voir ci-après, Institutions en faveur des enfants).

Cette lecture est accueillie par les applaudissements de la Société.

La Société écoute aussi avec le plus grand intérêt une étude de M. *Is. Roche* sur l'Institution établie à Paris par M. *Lavanchy-Clarke* en faveur des aveugles apprentis.

La séance est levée à 10 heures et demie.

Le Secrétaire de la Société,

ERNEST NUSSE.

COMITÉS

DE LA

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

(Comptes rendus de leurs Travaux.)

COMITÉ JUDICIAIRE

Extrait du procès-verbal communiqué par M. TOURNIER, secrétaire-adjoint.

Séance du lundi 17 juillet.

Présidence de M. FAUSTIN HÉLIE.

Sont présents : MM. FAUSTIN HÉLIE ; président, GABRIEL DESCLOSIÈRES, secrétaire ; NUSSE, secrétaire de la Société ; SALLE, MILLOT, TOMMY MARTIN.

La séance est ouverte à deux heures précises.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. NUSSE communique une brochure contenant le recueil officiel des jugements rendus par le tribunal de la Seine et concernant la protection de l'enfance ouvrière. Cette publication faite par les soins de la Préfecture de Police, est destinée aux inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures ; elle porte la date de 1882.

M. LE PRÉSIDENT signale, dans le dernier fascicule du répertoire Sirey, un arrêt de la Cour de Paris, en date du 12 décembre 1881, qu'il serait intéressant de publier dans le *Bulletin* ; il appelle aussi l'attention du Comité sur le budget présenté par M. le Ministre du Commerce pour l'année 1883. On trouve dans le rapport de la Commission sur ce budget trois ou quatre colonnes consacrées à l'application de la loi de 1874. Ces renseignements qui figurent à la page 1853 des documents annexés à l'officiel pourraient être publiés in extenso dans le *Bulletin*, le rapporteur constate que les Commissions locales et les inspecteurs départementaux ne remplissent pas complètement leur mission, il voudrait des inspecteurs désignés par l'État et recevant un

crédit suffisant pour assurer leur bon recrutement. Le rapporteur conclut à une rigoureuse et stricte application de la loi.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que la proposition de M. NADAUD est toujours pendante à la Chambre des députés.

L'ORDRE DU JOUR appelle le rapport de M. SALLE sur les conditions légales les plus avantageuses pour parvenir à la formation des sociétés d'apprentissage.

M. SALLE dépose sur le bureau une brochure intitulée *de la constitution des sociétés en vue de l'établissement d'écoles libres*.

Il rappelle que lorsqu'il s'agit de semblables écoles, on rencontre les deux combinaisons suivantes.

Où une société se forme pour louer un immeuble dans lequel elle distribue l'enseignement moyennant redevance, les associés ont en vue un bénéfice possible, ce qui donne à leur société le caractère commercial, sans quoi il y aurait une association qui ne serait pas personne morale, à moins qu'elle ne soit reconnue d'utilité publique.

Où bien, les associés ont acheté un immeuble avec leurs capitaux et le mettent à la disposition d'une personne qui dispense l'instruction publique d'après des programmes déterminés. A ce double point de vue, il n'est pas sans difficulté de faire attribuer la forme commerciale à l'association. On peut regretter cet empêchement, car en adoptant la forme commerciale, il n'y aurait pas de doute au point de vue de la constitution de la personne civile et en outre, on obtiendrait cet avantage de relever de la compétence des tribunaux de commerce qui pourraient dans l'avenir offrir plus de sécurité au point de vue de la distribution de justice.

Au double point de vue où je me place, continue M. Salle, rien de plus simple que de donner la forme commerciale aux associations formées pour pratiquer le contrat d'apprentissage. Certes, pendant quelques années, l'éducation de l'apprenti exige des sacrifices, des épreuves, mais il arrive un moment où l'association profitera de son travail.

M. Salle cite plusieurs exemples d'associations fonctionnant commercialement : l'orphelinat de Saint-Denis, l'orphelinat du père Joseph, à Louvaine, sur le lac de Genève.

Dans ce même ordre d'idées, M. Nusse cite trois écoles libres d'apprentissage, mais qui n'ont pas recherché la forme commerciale. Celle des maîtres tailleurs, rue Montorgueil, 86 ;

l'école créée par des patrons, chambre syndicale de la carrosserie; enfin l'école plus importante créée par M. Rodanet, l'école syndicale de l'horlogerie.

Tout le monde est d'accord sur ce point que le travail de l'apprenti devient la propriété de l'école d'apprentissage. Mais peut-on dire qu'il y a acte de spéculation quand la combinaison se borne à l'exercice d'une profession industrielle, à l'éducation permettant d'exercer cette profession?

Les difficultés et contestations qui peuvent naître de l'application du contrat d'apprentissage relèvent de la juridiction du conseil des prudhommes, loi de 1851, et non du tribunal de commerce. Il est difficile de voir dans l'apprentissage autre chose que ce que le législateur a voulu y mettre. S'il ne s'agissait pas de l'enseignement d'un métier et des chances très problématiques d'un bénéfice, on pourrait considérer l'association comme commerciale; mais son véritable caractère sera l'œuvre charitable, bienfaisante, moralisatrice, ce n'est que par une extension forcée et détournée de la vérité, que l'idée de bénéfice peut apparaître.

M. Salle répond que l'argument tiré de l'application de la juridiction des prudhommes aux difficultés nées du contrat d'apprentissage ne peut être exclusif de la forme commerciale. Le chef d'atelier, dans ses rapports avec ses ouvriers, n'est-il pas lui aussi justiciable de la juridiction commerciale, et cependant il fait incontestablement acte de commerce? Il semble que la question revient plus exactement à celle-ci : l'association se livre-t-elle à l'achat de matières pour les faire manufacturer et les revendre? évidemment oui, seulement, au lieu de payer mes apprentis 3, 4, 5 et 7 francs, je les loge, les habille, les nourris, avec intention de les rémunérer plus tard, lorsqu'ils seront devenus des ouvriers.

M. le Président estime que la pensée d'un bénéfice très éloigné ne peut faire disparaître le caractère bienfaisant et charitable de l'œuvre et que, par conséquent, elle restera une association purement civile. D'ailleurs, ajoute M. le Président, la question étant fort importante, il y aurait intérêt à proroger la discussion à la séance de rentrée du mois de novembre.

Cette séance est fixée au lundi, 20, à 2 heures.

L'ordre du jour sera ainsi réglé : 1^o suite de la discussion sur la forme légale à donner aux associations pour favoriser

l'apprentissage; 2^o discussion du rapport sur l'emploi des mineurs des deux sexes dans les théâtres (M. Salle, rapporteur); 3^o rapport de M. le Président sur l'emploi des filles mineures dans les brasseries et autres établissements publics; 4^o élection du bureau pour l'année 1882-83.

ANNEXE

JURISPRUDENCE. — Accident. — Fabrique de bougies. — Enfant ayant eu les doigts broyés par un engrenage. — Imprudence de l'enfant.

Les patrons sont responsables de l'accident survenu à un enfant travaillant dans leur atelier, près d'engrenages non recouverts, même lorsque l'accident est survenu par suite d'une imprudence de l'enfant.

Les patrons ne sauraient même échapper à la responsabilité sous prétexte que l'accident est arrivé au moment où l'enfant jouait avec un de ses camarades d'atelier.

Jules Gurdebeke âgé de 11 ans, était occupé de huit à neuf heures par jour, dans la fabrique de bougies de M. D....., à recueillir le suif tombant d'un cylindre horizontal mù par des roues à engrenage. Tout en travaillant, il aurait jeté à un camarade d'atelier, placé derrière le cylindre, des boulettes de suif, et c'est dans ce mouvement que deux doigts de sa main droite auraient été pris et broyés par les engrenages de la machine.

D....., après avoir été condamné à 50 francs d'amende par le Tribunal correctionnel, pour contravention aux articles 3 et 14 de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures, et à l'article 2 du décret du 13 mai 1875, fut assigné en dommages-intérêts devant le Tribunal civil de Lille par le père du jeune Gurdebeke.

Le Tribunal, 1^{re} chambre, 17 février 1882, a rendu le jugement suivant :

Le Tribunal,

Attendu que l'accident dont a été victime, à la date du 14 octobre dernier, le jeune Jules Gurdebeke, âgé de 11 ans, dans l'établissement de D....., a été occasionné par le défaut de recouvrement des engrenages de la machine auprès de laquelle travaillait ledit Gurdebeke;

Qu'en admettant que cet accident soit arrivé au moment où l'enfant jouait en jetant des boulettes de suif à l'un de ses camarades, le défendeur n'en serait pas moins responsable, comme étant tenu de prendre, dans l'agencement

de son usine, les précautions nécessaires à l'effet de protéger ses ouvriers, et surtout les enfants qu'il emploie contre leur inexpérience et même contre leur propre imprudence;

Que le Tribunal a les éléments suffisants pour apprécier l'étendue du préjudice éprouvé, en tenant compte des sommes déjà payées par le défendeur;

Par ces motifs :

Condamne le défendeur à payer, à titre de dommages-intérêts au demandeur, en sa qualité de tuteur de Jules Gurdebeke, son fils mineur, une somme de 1.100 francs ;

Dit que, sur cette somme, celle de 1,000 francs sera, par les soins du défendeur, placée en rente 3 0/0 sur l'État français au nom du mineur Gurdebeke, et qu'elle sera incessible et insaisissable, jusqu'à la majorité du dit mineur.

Condamne le défendeur aux intérêts judiciaires du 9 décembre 1881, et aux dépens.

(La Loi, 1^{er} mars 1882.)

Accident. — Taillerie de diamants (enfant blessé dans une).

Le jeune Jules-Alphonse Rupaud, âgé de 15 ans et demi, apprenti, a été grièvement blessé dans les ateliers de M. R....., tailleur de diamants.

Par jugement rendu le 2 décembre 1881 du Tribunal correctionnel de la Seine, 10^e ch., le Tribunal a déclaré R..... coupable, d'avoir : 1^o dans le courant de l'année 1880, à Paris, contrevenu aux prescriptions de la loi sur le travail des enfants employés dans l'industrie et aux règlements relatifs à son exécution, en employant un enfant au-dessous de 16 ans dans ses ateliers qui mettent en jeu des machines dont les parties dangereuses et pièces saillantes mobiles ne sont pas couvertes de couvre-engrenages ou garde-mains ou autres organes protecteurs; 2^o en 1880, à Paris, par imprudence et par inobservation des règlements, involontairement causé des blessures à Rupaud; délits prévus et punis par les articles 12 et 15 de la loi du 19 mai 1874, et du décret du 13 mai 1875, et 320 du Code pénal; vu l'article 365 du Code d'instruction criminelle, et par application desdits articles, il l'a condamné à 100 francs d'amende; et statuant sur les conclusions de la partie civile:

Attendu que, par suite du délit commis par R., Rupaud avait éprouvé un préjudice dont il lui était dû réparation, mais que la demande, formée en son nom, de l'achat d'une inscription de 1,500 francs de rente 3 0/0 sur l'État français au profit dudit Jules-Alphonse Rupaud, et d'une somme de 1,000 francs, était exagérée.

Qu'il y avait lieu de réduire la demande dans de notables proportions; que de plus il convenait, en considération de ce que Rupaud était encore en état de minorité, de régler le mode suivant lequel la somme des dommages-intérêts qui allaient lui être alloués lui serait payée, a condamné par toutes voies de droit, même par corps, à servir à Jules-Alphonse Rupaud, à titre de dommages-intérêts, une somme annuelle et viagère de 600 francs, a dit que ladite pension serait fournie sous forme de rente 3 0/0 sur l'État français, inma-

tricolée pour la nue propriété au nom de R.... et pour l'usufruit au nom de Jules-Alphonse Rupaud, a dit que la rente courrait à son profit à partir du jour de la demande, et en outre aux dépens, lesquels ont été liquidés à 24 fr. 50 c. pour ceux avancés par la veuve Rupaud, et à 29 fr. 60 c., avancés par le Trésor, plus 2 francs pour droit de poste, a déclaré la femme veuve Rupaud civilement responsable des frais avancés par le Trésor sauf son recours de droit, a fixé à une année la durée de la contrainte par corps, s'il y avait lieu de l'exercer contre R..., pour le recouvrement de l'amende, des dommages-intérêts et des frais.

La dame Rupaud a interjeté appel de ce jugement, afin d'obtenir un chiffre d'indemnité supérieur à celui qui avait été alloué à son fils mineur.

La Cour, statuant sur l'appel interjeté par la femme veuve Rupaud du jugement sus-énoncé, ensemble sur lesdites conclusions, et y faisant droit;

Adoptant les motifs des premiers juges;

Mais considérant qu'il résulte des pièces produites que Rupaud (Jules-Alphonse) ne pourra jamais se servir librement de ses membres inférieurs et qu'il restera estropié pour toute la vie; que, dans ces circonstances, la réparation accordée par les premiers juges pour le préjudice à venir n'est pas suffisante;

Considérant que, d'autre part, aucune indemnité n'a été accordée pour le préjudice déjà subi;

Par ces motifs

Met l'appellation à néant.

Maintient la peine de 100 francs d'amende prononcée par les premiers juges.

Èlève de 400 francs la rente annuelle et viagère que R... a été condamné à servir à Jules-Alphonse Rupaud à titre de dommages-intérêts, ladite rente devant courir à son profit du jour de la demande (11 novembre 1881), et devant être fournie dans les conditions énoncées au jugement.

Condamne R... par toutes voies de droit, même par corps, à payer audit Jules-Alphonse Rupaud, la somme de 600 francs et ce à titre de dommages-intérêts.

La sentence au résidu sortissant effet.

Et condamne R... aux frais d'appel... Déclare la partie civile personnellement responsable des frais avancés par le Trésor, sauf son recours de droit. Fixe à 4 mois contre R... la durée de la contrainte par corps pour le recouvrement des dommages-intérêts et dépens. (C. Paris, ch. temporaire des appels de police correctionnelle, 1^{er} avril 1882, M. Violas, président.)

Accident. — Machine mue simplement à bras d'homme. — Inapplicabilité de la loi du 19 mai 1874 et de l'article 2 du décret du 13 mai 1875.

Les engrenages de machines simplement mues à bras d'hommes ne rentrent pas dans les prévisions de la loi du 19 mai 1874 et de l'article 2 du décret du 13 mai 1875.

En conséquence, il n'y a pas contravention dans le fait d'employer un enfant de moins de 16 ans dans un atelier où se trouve

une machine de cette nature, sans que l'engrenage soit muni d'un couvre-engrenage, d'un garde-main ou autre organe protecteur.

M. Brunet, armurier à Paris, employait dans son atelier un apprenti, âgé de 13 ans, nommé Andréoly. Un jour, un camarade de ce dernier le pria de l'aider à manœuvrer une machine à percer se mouvant à bras au moyen d'une manivelle; dans cette opération, le doigt du jeune Andréoly fut pris dans un engrenage de la machine et en partie coupé. M. Brunet fut poursuivi en police correctionnelle pour contravention à la loi du 19 mai 1874, article 12, et à l'article 2 du décret du 13 mai 1875.

Le Tribunal de la Seine, 10^e ch., 24 févr. 1881, a rendu le jugement suivant :

Le Tribunal,

Attendu que, si aux termes de l'article 2 du décret du 13 mai 1875, il est interdit d'employer des enfants au-dessous de 16 ans dans des ateliers qui mettent en jeu des machines dont les parties dangereuses et pièces saillantes ne sont pas couvertes de couvre-engrenages ou garde-mains ou autres organes protecteurs, cette disposition ne saurait être applicable au cas où, comme dans l'espèce, il ne s'agit que d'une machine se manœuvrant à la main et que l'ouvrier qui l'emploie fait manœuvrer en tournant lui-même la manivelle dont elle est munie;

Que si, en fait, et dans la manœuvre de cette machine, le jeune Andréoly, âgé de 13 ans, a eu un doigt en partie coupé, aucune imprudence ou négligence ne peut non plus être imputée au prévenu, puisqu'il est établi que c'est en son absence, à son insu, et sans son ordre que le jeune Andréoly a été invité par un de ses camarades à lui venir en aide et à tourner la manivelle de la machine dont il s'agit;

Par ces motifs,

Renvoie le prévenu des poursuites sur ces deux chefs de prévention (1).

(La Loi, 13 février 1882.)

(1) Une décision analogue, rendue par le Tribunal de Marseille le 1^{er} mars 1878, a déclaré également que les engrenages de machines simplement mues bras d'hommes ne rentraient pas dans les prévisions de la loi du 19 mai 1874, et qu'en conséquence il n'y avait pas contravention dans le fait de confier à un enfant de moins de 16 ans le soin de tourner une semblable anivelle.

DOCUMENTS OFFICIELS

LA SURVEILLANCE DES ÉLÈVES EN DEHORS DES CLASSES

Le ministre de l'instruction publique vient d'adresser aux préfets la circulaire suivante :

MONSIEUR LE PRÉFET,

Quelques faits regrettables viennent d'appeler mon attention sur une question dont l'importance ne vous échappera pas ; je veux parler de la surveillance des élèves des écoles primaires en dehors des heures de classe.

Sans doute l'instituteur ne peut ni ne doit se substituer à la famille : sa tâche est assez lourde, dans la classe même, pour qu'on n'ajoute point de nouvelles obligations et une responsabilité plus étendue à celles qui lui incombent. Mais, en fait, dans les villes au moins, le père et la mère retenus par le travail de chaque jour ne peuvent, même quand ils en comprennent la nécessité, exercer sur leurs enfants la surveillance nécessaire au moment où ceux-ci ne sont plus sous l'œil du maître.

Je n'ai pas à énumérer ici les dangers de toute nature que courent les enfants de cinq à treize ans, ainsi livrés à eux-mêmes. Sans parler d'accidents et de rixes, heureusement rares, mais qui ne sauraient l'être assez pour nous rassurer complètement, n'est-il pas à craindre que quelques-uns des élèves de nos écoles urbaines ne s'habituent ainsi au vagabondage, avec toutes ses dangereuses conséquences ?

Les municipalités de la plupart de nos grandes villes l'ont compris : soucieuses de l'éducation morale des enfants des classes laborieuses non moins que de leur instruction, elles ont accordé sur les ressources communales des allocations supplémentaires aux instituteurs, à qui elles demandent en retour de surveiller leurs élèves, soit pendant les récréations et les intervalles des classes, soit pendant une étude du soir consacrée au travail personnel des enfants.

Il est à souhaiter que d'aussi utiles mesures se généralisent. Le budget de l'instruction publique, sur lequel pèsent depuis quelques années tant de charges nouvelles, ne met à ma disposition aucune ressource applicable à cette institution. Je ne puis donc qu'en laisser l'initiative et l'entretien aux municipalités, à

qui les lois du 16 juin et du 29 juillet 1881 ont fait remise de sommes importantes et qui voudront continuer à en consacrer une partie aux dépenses facultatives de l'enseignement primaire.

C'est à vous, Monsieur le Préfet, qu'il appartient de vous concerter avec quelques-unes de ces municipalités et avec l'inspecteur d'académie pour introduire ce perfectionnement dans notre système scolaire, où il n'existe pas encore, pour en accroître l'efficacité partout où une prévoyante initiative l'a déjà constitué. Toutefois, quelque intérêt que présente pour les familles l'organisation de ce service supplémentaire, je ne voudrais pas acheter cet avantage au prix d'un surcroît de fatigue pour les maîtres ou d'une prolongation excessive des heures de classe pour les élèves. Deux choses doivent être bien entendues et ne plus retomber en discussion : d'une part, ce ne sont pas les maîtres chargés de la classe ordinaire qui auront à s'imposer deux ou trois heures de plus chaque jour : ou le service ne se fera pas, où il se fera soit par roulement entre divers maîtres, soit par les soins de maîtres auxiliaires spéciaux ; d'autre part, cette séance ne sera pas une sorte de classe ajoutée aux autres, mais se partagera en récréation et en étude, laissant à l'élève beaucoup plus d'initiative que la classe proprement dite et n'ayant pour but que de, upplée à la famille, dans l'intérêt des enfants, pendant la fin de la journée.

Moyennant l'observation de cette double règle, il convient de laisser aux autorités municipales et scolaires le soin de fixer les détails d'une organisation qui devra varier suivant la nature des besoins et les habitudes prises.

La seule disposition que vous ayez à interdire, la loi vous en faisant un devoir, c'est celle qui consisterait à exiger une rétribution quelconque de la part des élèves qui participeraient à ces études surveillées : ces études peuvent exister ou non, mais, là où elles se feront, elles doivent être mises, comme tous les exercices de l'école, gratuitement à la disposition de tous.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de me faire connaître dans un court délai les mesures prises pour l'exécution des présentes instructions.

Recevez, etc.

Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,
JULES FERRY.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

Le rapport de fin d'année de la XXI^e Commission locale (hommes), contient un vœu tendant à faire relever par l'inspection les noms des enfants travaillant dans l'Industrie; voici les principaux motifs allégués.

« Pour faire toucher du doigt la nécessité des constatations que nous réclamons, nous citerons seulement trois des exemples que nous fournit notre pratique de tous les jours.

» Le patron d'un atelier où nous nous présentions dernièrement nous déclara qu'il occupait 4 enfants, pour lesquels il nous exhiba 5 livrets tous en règle, avec inscription conforme sur le registre réglementaire. Il croyait tout fini par là. Mais ayant tenu, selon notre habitude constante à interroger les enfants, nous n'avons pas tardé à nous apercevoir: 1^o que les titulaires des livrets ne travaillaient pas à l'atelier; 2^o et que les enfants occupés effectivement par l'industriel n'avaient ni livrets, ni certificats d'école en leurs noms; que dès lors, le patron était dans son tort en les faisant travailler plus de six heures par jour:

» Une autre fois, un industriel affirme, à notre arrivée chez lui, que, bien qu'ayant à une époque occupé des enfants, il a renoncé à en employer. A ce moment, un jeune garçon entre dans l'atelier. L'industriel prétend ne pas le connaître. Nous n'en interrogeons pas moins l'enfant. Nous constatons alors qu'il figure sur notre bulletin de visite de l'année précédente, où nous voyons qu'il était lié par un contrat d'apprentissage au patron qui déclarait lui être étranger.

Enfin, pendant l'une de nos excursions, un apprenti nous nomme un de ses camarades, employé, nous dit-il, depuis un an dans une importante maison du faubourg. Nous vérifions le bulletin relatif à cet établissement, et, n'y trouvant pas le nom de l'enfant signalé, nous n'hésitons pas à y retourner. On nous avait justifié pourtant d'un registre parfaitement tenu, ainsi que de livrets et de certificats pour tous les enfants déclarés. A notre retour, sur une demande précise, on se décide à nous faire voir celui que nous cherchions. Il ne figurait pas sur le registre, et il n'était pas en état d'obtenir le certificat d'école. Nous fîmes alors remarquer au chef de maison que, de ce seul fait, il était passible de trois pénalités: la première pour omission du nom de l'enfant sur le registre; la seconde, parce que cet enfant n'avait pas de livret; la troisième enfin, parce que ce même enfant, sans être muni d'un certificat, travaillait induement plus de six heures par jour. Nous lui avons fait promettre de se conformer à la loi. »

EXTRAIT DU RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA COMMISSION LOCALE DE
TROYES EXERCICE 1882

MONSIEUR LE PRÉFET,

La Commission de surveillance des enfants mineurs travaillant dans l'Industrie, chargée de l'arrondissement de Troyes, a l'honneur de vous adresser le compte rendu de ses travaux :

Visites et constatations.

La Commission s'est divisée en deux sous-commissions comme précédemment.

Résumé des opérations des deux sous-commissions.

Établissements visités à Troyes	178
Établissements visités extra muros	75
TOTAL. . .	<u>253</u>
Enfants et mineurs trouvés dans les divers établissements :	
1 ^o A Troyes et à Sainte-Savine.	1147
2 ^o Extra muros	165
TOTAL. . .	<u>1312</u>
Contraventions relevées :	
1 ^o A Troyes et à Sainte-Savine	152
2 ^o Extra muros	91
TOTAL. . .	<u>243</u>

Il y a lieu d'observer que la plupart des contraventions concernent des industriels visités pour la première fois, et non renseignés sur la loi de 1874.

En 1881, les contraventions s'étaient élevées encore au chiffre de 419 d'où un écart de 176 en faveur de la loi, pour 1882;

L'écart est surtout sensible à l'égard des quatre années précédentes; aussi la Commission espère-t-elle atteindre, en 1883, à un résultat plus satisfaisant encore.

La Commission se fait un devoir d'attirer l'attention de M. le Préfet sur des certificats irréguliers délivrés par des instituteurs et institutrices publics et libres. Elle en a trouvé quelques-uns déclarant que l'enfant sait lire et écrire; d'autres avec cette mention: connaissance pratique du système métrique 0 ou nulle; d'autres, enfin avec des notes chiffrées dont on ignore la signification; ces divers certificats paraissent entachés de complaisance.

Pour faciliter l'application de la loi, cinq industriels continuent d'entretenir une école spéciale dans leurs usines;

Ce sont MM. Poron, Thévenot, Hoppenot, Couturat et Vachette. De plus sur les instances réitérées de la Commission, l'administration municipale vient de compléter ses Écoles dites de fabriques, par l'ouverture de deux écoles de jeunes filles, fonctionnant depuis Pâques, et recevant actuellement plus de 120 enfants.

Il résulte des chiffres de constatations en 1882, que le nombre des enfants ne fréquentant pas l'école, a diminué sensiblement, ainsi que les contraventions du fait des industriels ; ces derniers ont généralement bien accueilli les Commissions.

C'est avec une pleine satisfaction que la Commission signale à M. le Préfet ce progrès dans l'application de la loi.

Troyes, le 16 juillet 1882.

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

PATRONAGES ET INSTITUTIONS DIVERSES

L'enfance Infirme et Incurable à Paris

Trop d'esprits sont enclins de nos jours à dénigrer l'utilité sociale de la Charité pour qu'il ne convienne pas de combattre et de réfuter ce paradoxe. Sans doute il faut développer l'initiative individuelle, favoriser le progrès des institutions de prévoyance, substituer à l'aumône intermittente, capricieuse et humiliante, l'exercice continu et logique et relevant du droit né de l'association ou de la mutualité. Mais nul ne peut se flatter de dominer les événements et il se rencontrera telle défaillance des prévisions humains, telle lacune des programmes les mieux composés, tels faits exceptionnels et impossibles à classer dans un cadre déterminé où l'application d'une règle d'ailleurs sage et juste devient rigueur et dureté.

C'est alors que le Cœur corrigera les conséquences extrêmes, des principes arrêtés par la Raison. La faim, la maladie, les souffrances, les accidents, l'abandon, les fortunes de mer, s'imposeront toujours comme des faits impérieux déjouant les calculs de l'économie qui peut s'opposer à leur généralisation, mais non les supprimer d'une manière absolue.

Ces réflexions s'appliquent plus utilement encore à l'enfant qu'à l'adulte, surtout quand des défauts physiques compliquant sa faiblesse naturelle, tarissent chez lui les sources du travail dans le présent et dans l'avenir, et le laissent sans défense entre la misère ou l'égoïsme d'une famille trop souvent indifférente et l'abominable commerce de ceux qui l'achètent pour spéculer plus utilement sur la commisération publique. — Ceux là seuls se soucient de ses infirmités qui y voient une amorce pour exciter plus fructueusement la pitié des passants. Sous l'influence des mauvais traitements, des habitudes de vagabondage, des conversations et des exemples d'une cynique obscénité, on imagine à quel degré d'avilissement tombent ces misérables dont l'infortune à la fois méprisée et exploitée n'est plus qu'un prétexte de boniments grossiers et un sujet d'exhibitions malsaines. Souvent ils n'échappent aux brutalités qu'en de-

venant les complaisants d'odieuses infamies, et les plaies de leur corps ne sont pas les plus hideuses.

Il existe bien des établissements publics spéciaux ouverts à des infirmes de classes déterminées : aveugles, sourds-muets, mais les conditions particulières d'admission les ferment au plus grand nombre. En outre, la plupart des jeunes Incurables sont affligés de maux qui ne reçoivent nulle part l'hospitalité officielle : la masse de ces déshérités restait donc sans autre pain, sans autre asile que ceux de la honte.

Un homme forma le projet de les recueillir en les affranchissant de ce triste joug : ce fut l'abbé Moret. Frappé de paralysie à 63 ans, il s'inspira de ses douleurs pour en rendre les angoisses moins pénibles à ceux qui les partageaient. Sa généreuse vieillesse prit pitié de l'Enfance et plusieurs années avant sa mort, Notre-Dame des Sept Douleurs fut fondée pour les filles en 1853, avenue du Roule, 30, à Neuilly-sur-Seine. Cinq ans plus tard se créait à Paris en 1858 en faveur des garçons, l'asile des enfants infirmes et incurables, 217, rue Lecourbe, se modelant sur son aîné de Neuilly. L'asile de la rue Lecourbe est tenu par les frères Saint-Jean de Dieu, celui des filles par les sœurs de Saint-Vincent de Paul. L'infirmité est la seule condition de la réception ; elle devient ainsi un douloureux privilège ; il n'y a d'exception que pour l'épilepsie, la folie et l'hystérie. Les filles sont admises de 5 à 18 ans, les petits garçons aveugles de 10 à 12 ans. La guérison étant à peu près impossible, il n'y a pas d'époque réglementaire pour la sortie et la plupart de ceux qui ont une fois franchi le seuil de ces maisons s'y fixent à jamais. Les congédier serait les envoyer à une mort certaine. L'entrée est gratuite, et s'il y a un certain nombre de pensionnaires sur le pied de 50 centimes par jour, rue Lecourbe, de 15 à 25 francs par mois à Neuilly, l'immense majorité ne paye pas.

La population des filles est de 300, celle des garçons de 208, lamentables produits de tous les vices et de toutes les débauches parisiennes dont les traces sont marquées sur leurs personnes en ineffaçables stigmates. Remontant de l'effet à la cause, un médecin philosophe reconstituerait les drames, les hontes, les crimes dont ils sont issus, car leur corps est comme un livre malsain sur lequel leurs parents ont écrit le déplorable roman de leur existence. Teigne, gale, fistules, abcès, toutes les épouvantables dégénérescences des scrofules, éruptions herpétiques, gibbosités, tel est le triste spectacle donné par les habitants de ces refuges. Heureux les enfants aveugles qui échappent à cette vue, les sourds-muets qui n'entendent pas le cri de ces douleurs ! — Nourrissant ces ulcères, avivant ces plaies, amollissant ces chairs, déchirant ces muscles, débilitant ce sang, torturant ces os rongés de rachitisme, la mort joue avec ses

victimes comme un fauve avec sa proie. Elle dédaigne une victoire trop facile et refuse cruellement le coup de grâce à ces caricatures de la vie.

Pour la lutte quotidienne avec ces maladies incurables, il faut aux hospitaliers une installation hygiénique exceptionnelle. Le grand air pénètre par des fenêtres larges et multiples, les salles s'étendent vastes et spacieuses. Une propreté minutieuse, une nourriture tonique et réconfortante, une lingerie incessamment renouvelée, une série de corridors de dégagement commodes et amples, où la difficulté des communications résultant des infirmités ne soit pas augmentée par l'étroitesse des passages, des pharmacies riches surtout en cordiaux, ferrugineux, huile de foie de morue, des salles de bains confortables, d'immenses dortoirs aux lits convenablement garnis de matelas et de sommiers avec le porte-serviette adapté au chevet, telles sont les conditions indispensables, mais coûteuses du succès. Dans les deux maisons tout a été merveilleusement compris, mais je citerai particulièrement la classe-réfectoire des jeunes aveugles et le dortoir des petits paralytiques de la rue Lecourbe, aboutissant à une terrasse où ils peuvent se réchauffer aux rayons du soleil. Ils sont là 46, exposés à tous les inconvénients de cette demi-mort qui les rend absolument gâtés, et cependant leur lit est aussi net, aussi coquettement disposé que celui d'une petite maîtresse. Ce qu'il faut de soins rebutants et repoussants, pour obtenir ces résultats, ce qu'il faut de dévouement pour nettoyer, débarbouiller, habiller ces pauvres êtres, c'est ce que l'intelligence conçoit, mais ce qu'elle serait inhabile à produire sans le concours de la Charité.

Il y a des chiffres significatifs : les frères dépensent en blanchissage 400 francs par mois. Plus heureuses, les sœurs de Neuilly ont, en leur qualité de femmes, installé chez elles une blanchisserie avec moteur à gaz et repassent aidées des plus valides de leurs élèves dans une salle pourvue de tendoirs et habilement aménagée à cet effet. On est tout surpris du peu d'importance du personnel qui exécute par lui-même des travaux si considérables et si nombreux. Il y a 20 frères rue Lecourbe, 12 dames à Neuilly.

On doit aussi noter la disposition de la maison de Neuilly parce qu'elle est un chef-d'œuvre d'architecture spéciale.

En face de la chapelle on entre dans une cour d'honneur en forme de fer à cheval bordée de bâtiments qui présentent en façade, au rez-de-chaussée et au premier étage, une double rangée d'arcades superposées formant des galeries intérieures et abritées qui permettent de passer au grand air sans craindre les intempéries. Derrière la cour, vis-à-vis les jardins, règne encore le long des murs du rez-de-chaussée une nouvelle galerie extérieure, et découverte ; c'est une terrasse et non plus une véranda. Il n'est donc point de boîteux,

de cul-de-jatte ou de paralytique traîné dans son petit chariot qui ne puisse faire le tour de la maison. C'est le soleil, la lumière, l'exercice possible pour ces infortunés.

L'instruction donnée répond au programme des écoles primaires. Les cahiers des élèves de la rue Lecourbe sont d'une écriture excellente bien que quelques-uns soient rédigés de la main gauche. On le reconnaît à un léger tremblement des lignes qui dans ce cas ne peut être évité. On débute en écrivant sur l'ardoise avant d'user du papier, parce que le professeur a reconnu en cette méthode de grands avantages pour la main qui acquiert progressivement plus de sûreté. Enfin, on aborde à la fois l'écriture ordinaire et la sténographie, sans que la reproduction phonétique des sons nuise à la rédaction orthographique. On montre des cartes de géographie teintées au lavis avec autant de goût que pourraient en apporter les élèves de nos lycées. Dans le parloir de Neuilly, en face le buste du fondateur l'abbé Moret, on trouve une bibliothèque renfermant près de 2,000 volumes. Une sœur lit à haute voix pendant les travaux de l'ouvrage et le dimanche, des prêts individuels sont faits à toutes les lectrices qui le demandent. Mais de toutes les branches de l'enseignement, la plus populaire, la plus appréciée de ces jeunes esprits, c'est la musique. Par la richesse séductrice de ses intonations, alternativement graves et douces, la cadence de ses rythmes, la vivacité, la gaieté ou la grâce attendrissante de ses mélodies, la musique, cette grande consolatrice, ravit l'âme en un idéal plus facile à atteindre que le cénacle intime où la littérature convie quelques esprits d'élite. La fanfare de la rue Lecourbe est des plus brillantes. En l'écoutant, on oublie les difformités des exécutants qui y participent et dans cette nuit factice que l'audition a créée pour les yeux comme dans le célèbre roman de La Fontaine, Psyché conserve ses illusions. A Neuilly l'harmonie des chœurs que l'on y a organisés ne fait point négliger l'orgue par les petites infirmes. Vous y entendrez une paralytique qui étudie avec ardeur, pendant qu'une autre fillette supplée à l'engourdissement des jambes inertes de sa compagne, en faisant marcher le jeu des soufflets. C'est une vivante imitation de la gracieuse fable de Florian.

Mais j'ai hâte d'expliquer comment ces établissements se relient au travail industriel en pénétrant dans leurs ateliers. Ils s'ouvrent à ces petits infirmes dans la proportion que comporte leur force, ou pour être plus exact, leur faiblesse. Si jamais travail humain a été béni, c'est à coup sûr celui de ces êtres disgraciés et malheureux. Il y a pour les petits garçons une section de cordonnerie comprenant 7 ou 8 travailleurs. Il ne s'y exécute pas de commandes extérieures, mais on arrive à satisfaire aux besoins de la maison. La taillerie lingerie, confiée à 12 enfants, atteint les mêmes résultats; mais il

Il faut reconnaître qu'on est singulièrement aidé par les frères de Passy, qui donnent généreusement les vieux habits de leurs élèves. Dans la broserie, on occupe une douzaine de bossus pour lesquels la position assise serait intolérable. Ici, le travail est à l'entreprise. L'ouvroir de Neuilly confectionne ce qui est nécessaire à l'entretien de la maison et vend l'excédent s'il y en a un. — On a pu en outre grouper une trentaine de fleuristes et c'est un travail émouvant que celui de ces jeunes filles infirmes disposant ces produits gracieux qui forment un contraste si frappant avec les difformités de celles qui les ont créées. Toutes sont intéressées dans leur travail, mais, la formation d'un pécule par l'épargne serait un non-sens, car il n'y a point d'avenir individuel. La nature incurable de la maladie condamne les enfants à demeurer perpétuellement en ce refuge. La petite partie de leur gain qui leur est remise, leur procure quelques douceurs soit à l'orphelinat, soit dans les promenades que les plus valides font les dimanches au Bois de Boulogne.

Les plus fortes, celles dont l'infirmité ne peut être nuisible aux travaux de maison, sont attachées à la lessive, à la cuisine, où dix d'entre elles maintiennent dans sa reluisante splendeur le grand fourneau à gaz à quatre trous où s'élabore la préparation des mets. Et ces ministres de l'intérieur sont comme tant d'autres, exposées aux critiques et aux attaques, si le poivre ou le sel n'atteignent pas les doses exactes voulues par leurs administrées.

La récréation de ces enfants laisse une impression pénible, celle des petits garçons surtout. C'est en vain que le soleil les invite à courir, le bruit et le mouvement leur sont interdits et vous apercevez ces petits silencieux accoudés sur leurs damiers. La joie n'a fait explosion pour quelques minutes, que quand on a distribué de grossiers chapeaux de paille donnés par une dame bienfaisante pour garantir leur tête nue des ardeurs de l'été. L'animation est plus grande à Neuilly. La raison en est que les aveugles et les paralytiques s'y trouvent en bien moins grand nombre. Répondant à la réflexion que cette comparaison me suggérait, la sœur Claire, directrice de l'institution me disait que souvent l'observateur cherche en lui-même l'explication des sentiments qu'il prête aux autres, et que si l'attitude des petits garçons infirmes paraît plus attristée que celle des petites filles, c'est que l'ampleur des costumes féminins atténue l'aspect de l'infirmité, tandis que l'étroitesse du costume masculin plus exactement calqué sur les formes du corps, met en relief les découvertes de cette triste inspection. — Vous voyez que la robe de la religieuse n'exclut pas la finesse de la femme.

Mais la cloche a sonné et les notes vibrantes de l'orgue s'élèvent : les grands corridors s'emplissent. Les béquilles font retentir l'espace de leur bruit sec et sonore. — Comme une grappe humaine, les

aveugles s'appuyant des mains sur les épaules de celui qui les précède s'avancent d'un pas collectivement mesuré. Les culs-de-jatte rampent en s'aidant des bras ; les petites voitures des paralytiques sont poussées ; chaque porte dégorge une infirmité différente dans la chapelle qui ressemble à une nouvelle cour des Miracles, et devant ces difformités humaines, les frères s'humilient en procédant au lavement des pieds du jeudi saint.

Désormais, nous n'avons plus à visiter que l'infirmierie. Celle de Neuilly est heureusement presque vide. Nous n'y voyons qu'une jeune malade, mais dont l'état est des plus graves : l'affection scrofuleuse s'est portée sur les organes de la digestion qu'elle dévore d'un cancer. — Rue Lecourbe, nous passons dans la salle destinée aux frères. Un lit seul est occupé pendant la nuit : c'est celui du Directeur qui nous a si complaisamment dirigés, et sa confiance nous inspire le remords de notre fatigante curiosité. Le Frère Gaëtan, malade de l'estomac, ne se nourrit plus que de lait ; cependant chaque nuit, à une heure indéterminée, il se lève pour faire sa ronde de police des dortoirs. Sans doute un frère couche dans une cellule placée de manière à dominer le dortoir et le lavabo, mais, s'il s'endort, il faut suppléer à sa surveillance, car quelques-uns de ces enfants ont apporté du dehors le souvenir de bien des vices, et l'immoralité serait pour eux la mort à courte échéance.

Dans l'infirmierie des enfants, un lit attirait surtout les regards. Le visage émacié comme ceux que les peintres archaïques du ^{xv^e} siècle ont reproduits sur leurs tableaux, l'œil sec et profondément creusé sous l'arcade des sourcils, la boîte osseuse du crâne dessinant sous la chair un profil de squelette, les pommettes rouges se détachant sur un teint mat et blanc, les lèvres amincies et convulsivement serrées, un enfant considérait alternativement le soleil et le frère. En voyant cet agonisant, on comprenait le mot si profond du comte Xavier de Maistre : « il est encore au dernier terme de l'infortune une jouissance que le commun des hommes ne peut connaître, et qui vous paraîtra bien singulière, c'est celle d'exister et de respirer ». On eût dit que le jeune malade éprouvait avec le poète :

Le regret pensif et confus
D'avoir esté et n'estre plus.

Et ces regrets à la vie consacraient le chef-d'œuvre de la charité ! Jugez la somme de dévouement dépensée pour lui faire considérer l'existence comme un bienfait ! J'ai demandé au frère si ce moribond n'était point un phtisique. Il a tristement incliné la tête, mais si mélancolique que fût ce mouvement, il y avait la joie involontaire du devoir accompli. De ce monstre, n'avait-il pas fait un homme, de la boue des corruptions parisiennes, n'avait-il pas dégagé une

âme ? — Et l'austère philosophie du moyen âge avait été comprise par l'enfant. — Je ne sais quel courant mystérieux s'établit entre ces hommes, ces femmes qui ont renoncé au monde et ces enfants que le monde a abandonnés. — Ils vivent, ils sont aimés ! Peu leur importent les merveilles d'une civilisation qu'ils ignorent et qui les a froidement rejetés. Moins féroce que certaines constitutions antiques, au lieu de les immoler, elle se contentait de les laisser mourir. On les a recueillis, nourris, consolés. Sans doute la foi de ces sauveurs les transporte dans un monde qui n'est plus, mais elle leur procure la tutelle, le bon conseil, le secours, l'affection. Ces hospitaliers d'un autre âge leur ont révélé la charité de Dieu, — et il faut Dieu à ceux qui souffrent.

ERNEST NUSSE,

*Avocat à la Cour d'appel, docteur en droit,
Secrétaire de la Société de Protection des apprentis.*

L'École professionnelle des apprentis tailleurs.

Les lecteurs du Bulletin ont assisté aux débats et aux efforts de la Chambre syndicale des Marchands Tailleurs pour la création d'une École d'apprentissage. Un premier projet trop grandiose et par conséquent trop coûteux, n'a pu se réaliser, et c'est en dehors de la Chambre, mais avec le concours dévoué, quoique individuel de ses membres influents que s'est formée une association pour la fondation de l'École professionnelle établie 86, rue Montorgueil.

Composée de membres fondateurs (100 francs par an), de membres honoraires (20 francs par an), de membres effectifs (2 francs par mois, payables par trimestre), cette Société est dirigée par un Comité de quinze personnes élues en assemblée générale et constituant eux-mêmes le Bureau ; elle s'est mise sans retard à l'œuvre importante qu'elle avait entreprise.

L'École s'est ouverte pour tous les enfants âgés de 12 ans révolus présentés par leurs parents ou représentants légaux. Les élèves exclusivement externes qu'elle reçoit sont admis depuis 7 heures du matin, jusqu'à 7 heures du soir du 1^{er} avril au 30 septembre, et de 8 heures du matin à 7 heures du soir du 1^{er} octobre au 31 mars. Les douze élèves qu'elle renferme sont confiés aux soins d'un excellent directeur, dont le choix fait l'éloge du Conseil d'administration. M. Baillieu, né à Gand en 1828, mais fixé à Paris en 1855, n'a travaillé, pendant ce long séjour que pour deux des premières maisons de Paris. Son dernier patron n'a consenti à se séparer de lui que par dévouement pour l'Institution. Il réunit au talent d'un ouvrier émérite les vertus recommandables du père de famille. C'est

assez dire qu'il a les qualités voulues pour remplir la double mission technique et morale dont il est investi.

L'élève-apprenti, pourvu d'un contrat dont la durée est de trois années, apprend l'état de tailleur dans tous ses détails; il s'agit de réagir contre la spécialisation. A cet effet, l'École prend en confection des pièces remises par des tailleurs sociétaires, les seuls avec lesquels on entre en relations. Le professeur les inscrit sur un registre *ad hoc* avec la date d'entrée et de sortie et le nom du livreur et établit chaque semaine pour le trésorier l'état des ouvrages terminés avec le talon de chaque étiquette. La ligne de démarcation entre la vente commerciale et la fabrication à titre d'enseignement professionnel est donc soigneusement tracée et les recouvrements des factures sont l'affaire du trésorier.

Quant à la valeur des travaux, nous ne pouvons donner d'appréciation plus autorisée que celle de notre collègue, M. Giraud, maître tailleur lui-même, et ancien président de la Chambre syndicale : « Je ne puis, dit-il, que vous en témoigner mon étonnement; j'ai vu un apprenti de sept mois, faire des boutonnieres et border les devants d'un habit aussi bien que pourrait le faire un apprenti de de deux ans élevé par les moyens ordinaires. J'ai vu aussi un apprenti de deux ans ayant débuté avec le maître un an avant l'ouverture de l'École. Je puis affirmer que dans un an il pourra lutter avantageusement avec les bons ouvriers de Paris, arrivant ainsi à un degré qui n'est atteint en général que par huit ou dix ans d'efforts. »

Cette rapidité dans les résultats acquis pouvait amener un danger. Il était à craindre que l'École ne fût accaparée par les fils de maîtres-tailleurs désireux de s'initier promptement au métier. Sans les exclure de l'Institution, ce qui serait une injustice, les statuts les privent de la rétribution accordée aux autres élèves, contraignent leurs parents pour les présenter à entrer dans la Société et à lui payer 0 fr. 50 c. par jour pour le déjeuner de l'élève. Le fils de maître supporte ainsi les frais du modeste repas composé de viande et de légumes que ses camarades trouvent gratuitement à l'École. — Le mérite de l'enfant est encouragé par une gratification hebdomadaire de un franc pendant les six premiers mois; à la suite de chaque examen semestriel s'accorde une rétribution de semaine montant par augmentation progressive de deux francs jusqu'à six francs, sans préjudice de la gratification hebdomadaire d'un franc s'il y a lieu. En outre, il y a des expositions annuelles et un brevet de capacité à la sortie. Chaque journée se résume en une note mensuellement groupée dans le bulletin envoyé aux parents.

Nous nous permettrons de faire une simple réserve que nous avons formulée ailleurs, et que nous traduisions ainsi :

« Si la géométrie sert de base à la coupe, si d'autre part le vête-

ment n'a plus l'ornementation qui le décorait aux xvii^e et xviii^e siècles, il est certain qu'en dehors même des uniformes d'apparat, le costume le plus simple comporte dans son agencement et dans son adaptation au destinataire, un art dont la difficulté est de se plier aux variétés individuelles. Le but de la Chambre syndicale est, dit-elle, de réagir contre la tendance du consommateur « qui porte actuellement aujourd'hui ce qu'il n'eût osé porter autrefois ». Les résultats poursuivis ne seraient-ils pas meilleurs, si l'on créait, à l'instar de la bijouterie, des cours de coupe et d'assemblage, de dessin d'ornement avec composition. Quand le gouvernement ouvre des concours pour l'esquisse d'un costume officiel, comme l'a fait récemment l'Administration des Forêts, les concurrents seraient plus nombreux si le tailleur pouvait lui-même traduire ses idées, sans l'assistance forcée d'un dessinateur. »

Une heure seulement est réservée pour le cours d'instruction primaire ; il n'est point question dans le programme de technologie. Ce sont là suivant nous des desiderata ; mais il convient d'encourager ceux qui commencent et certes la jeune école a déjà trop fait dans son passé si court pour que nous ne nous portions point garants de ses succès, de ses perfectionnements et de ses progrès.

ERNEST NUSSE.

L'École professionnelle de Sainte-Anne de Nancy.

Nos lecteurs s'intéressent à l'École professionnelle de Nancy dont nous les avons plus d'une fois entretenus. Nous avons demandé à ses deux dignes directrices M^{lles} de Metz et Gardeil des renseignements sur l'histoire et l'organisation de cette excellente institution.

En lisant les lettres que ces deux dames ont bien voulu nous transmettre, nous avons compris que nous ne pourrions ni mieux dire, ni mieux peindre.

Nous laissons donc la plume à ces dames pour nous entretenir des phases successives de leur œuvre ; l'étude préliminaire, la conscience dans la recherche du vrai, le courage des débuts, la constance dans l'effort et le succès, cette récompense du bien.

«
Après la guerre, après les crises révolutionnaires de Paris, et l'occupation prolongée de la Lorraine par les Prussiens, nous étions tous sous l'impression vive et profonde des grandes épreuves patriotiques auxquelles pour beaucoup s'étaient ajoutées les épreuves personnelles et les pertes cruelles. Il s'était produit un mouvement très accentué dans les esprits et dans les âmes, les souffrances communes avaient rapproché et uni des personnes qui sans cela peut-être ne se seraient jamais rencontrées. Après avoir pansé ensemble

les blessures physiques aux ambulances elles sentirent qu'il fallait songer à panser aussi les plaies morales que les événements récents avaient mis au grand jour et dont ils avaient révélé aux moins clairvoyants la profondeur et la gravité.

» Dès 1871, dans un petit cercle Nancéen, il avait été question d'organiser des cours populaires pour les jeunes filles ; les maîtresses devaient être des volontaires dévouées qui se proposaient de consacrer leurs loisirs à cette œuvre importante.

» Le hasard que nous, chrétiens, nous appelons Providence, fit connaître à ces *provinciales* les Écoles professionnelles de Paris et tout en comprenant que l'imitation absolue de ces admirables et intelligentes institutions n'était pas possible ailleurs, elles sentirent que si tout n'était pas réalisable, on pouvait du moins faire et tenter quelque chose d'analogue.

» Les Ecoles de Paris furent étudiées en détail, grâce à la bienveillance de M. Jules Simon qui voulut bien alors accorder toutes les facilités d'examen dans les Écoles professionnelles laïques fondées sous son patronage, grâce aussi à l'accueil hospitalier accordé d'autre part dans les établissements du même genre dirigés par des religieuses appartenant aux différents ordres voués à l'enseignement populaire.

» Munies de tous ces renseignements, les futures directrices de l'École Sainte-Anne de Nancy revinrent en Lorraine pour essayer d'y fonder l'œuvre dont elles avaient compris l'organisation et constaté les bienfaisants résultats.

» Elles rencontrèrent dès aussitôt le sympathique accueil qui leur était nécessaire et les premières dames fondatrices versèrent dès ce moment la somme de 15,000 francs, pour permettre l'achat d'un immeuble convenable à l'installation de l'École projetée et qui fut acquis à des conditions relativement avantageuses.

» Depuis cette époque (1872), les dames fondatrices ont continué à protéger l'œuvre et ont plus que doublé leurs premières souscriptions par des versements annuels auxquels sont venus s'ajouter quelques dons particuliers, qui ont permis de solder les comptes des réparations urgentes et à compléter la somme nécessaire au règlement définitif des comptes de première acquisition. Aujourd'hui il ne reste plus à payer que 400 francs.

» Le 1^{er} mai 1873, l'École s'ouvrit avec cinq élèves. Un groupe de jeunes filles appartenant aux familles les plus honorables de la ville, s'était engagés à donner pendant la matinée l'instruction primaire. L'après-midi, une maîtresse rétribuée enseigna à ces jeunes apprenties les principes et la pratique de la couture. Des cours de tenue de livres et de dessin élémentaire complétaient le programme scolaire. Des leçons de repassage furent bientôt organisées et adjointes à l'atc-

lier de couture, et l'année suivante on put ouvrir un nouvel atelier de confection pour dames.

» Le but des directrices et des dames fondatrices était d'offrir aux parents honnêtes et chrétiens le moyen de compléter l'instruction de leurs enfants et de leur faire apprendre un état en dehors des ateliers ordinaires où le contact des ouvrières plus âgées, la déplorable coutume de faire faire aux apprenties toutes les courses extérieures et le mauvais système de ne les occuper qu'à une des parties de l'ouvrage, présentaient de graves lacunes pour l'apprentissage et d'imminents dangers moraux.

» Depuis 1873 et dès la première année, le nombre des élèves a augmenté; elles sont environ cinquante. Le dévouement des maîtresses de classe a grandi avec l'œuvre et ne s'est pas démenti un seul jour. L'échange fructueux des affections a produit un rapprochement bienfaisant entre les maîtresses et les élèves, les premières y ont appris à se dépenser elles-mêmes et à faire part de leurs talents acquis à celles qui ont tout à apprendre.

» Les élèves ont acquis les connaissances intellectuelles et professionnelles qui les rendent capables de gagner honorablement leur vie et elles apprécient la valeur des bienfaits reçus avec la charité fraternelle et bienveillante qu'inspirent et soutiennent les grands préceptes du christianisme.

» A leur sortie de l'École Sainte-Anne, après leurs années d'apprentissage, elles sont extrêmement recherchées comme ouvrières pour les bons ateliers, dans les magasins comme vendeuses et comptables.

» Plusieurs anciennes élèves sont actuellement employées à l'École comme surveillantes de classe et maîtresses d'atelier.

» Pour compléter l'œuvre de l'apprentissage et de l'éducation, un patronage du dimanche a été fondé dès 1874; il réunit après les offices paroissiens les anciennes élèves de l'école et des jeunes filles recommandées aux directrices. Ce patronage ne dure que 2 heures et demie chaque dimanche, afin de ne pas séparer pendant trop de temps les enfants de leurs parents. Une instruction religieuse morale et surtout pratique est donnée par la directrice, puis des maîtresses adjointes rappellent à ces jeunes filles les éléments essentiels du français et du calcul. Le chant et les jeux terminent la réunion; de petites fêtes sont données de temps en temps, et des diplômes avec médailles d'honneur sont accordées aux plus exactes, aux plus fidèles et aux plus vertueuses.

» Des dames patronesses expérimentées se chargent de la visite de ces jeunes filles dans leurs familles et dans leurs ateliers.

» Les élèves de l'École professionnelle et les jeunes filles membres du Patronage ont à leur disposition une bibliothèque spéciale dont

elles peuvent emporter les livres chez elles ; 80 volumes sont ordinairement en lecture.

» Depuis un an, les directrices ont organisé une société de lecture pour les jeunes maîtresses et pour les personnes amies de l'œuvre. Elles ont réuni un choix d'ouvrages sérieux et instructifs qu'on ne peut se procurer facilement ailleurs et qui sont examinés et contrôlés avant d'être mis en lecture. Chacune de ces bibliothèques compte plus de 300 volumes.

» L'immeuble qui renferme l'Ecole est situé dans un quartier populaire à l'angle des rues Jeannot et Didion.

» La maison est très modeste d'apparence à l'extérieur mais à l'intérieur elle s'étend sur toute la longueur de la cour qui est très vaste et plantée d'arbres.

» Le rez-de-chaussée comprend une grande salle affectée aux classes et aux réunions nombreuses, telles que le Patronage du dimanche, la Distribution des prix, etc., et un Réfectoire où les élèves prennent leur repas de midi.

» Le premier étage, se compose d'une salle très vaste et très éclairée qui renferme l'atelier de lingerie et l'atelier de confection. A l'une des extrémités de cette salle se trouve une pièce destinée à l'atelier de repassage. A l'autre extrémité et près de l'escalier est situé le bureau de la directrice qui renferme les deux bibliothèques dont il a été parlé.

» Les élèves se divisent en trois catégories.

» 1^o La classe préparatoire qui prend les enfants dès qu'ils savent lire et écrire et les garde jusqu'à l'âge de 13 ans en les préparant au certificat d'études. Elles ont classe toute la matinée et pendant deux heures de l'après-midi. Les deux autres heures sont employées à la couture, à la marque et aux autres ouvrages manuels :

» 2^o Les élèves qui ont atteint 13 ans consacrent la plus grande partie de la journée au travail professionnel ; elles n'ont plus que deux heures de classe par jour :

» 3^o Les élèves qui touchent à la fin de leur apprentissage. Celles-ci n'ont plus que trois heures de classe par semaine et reçoivent pour la plupart une légère rétribution qui permet de les conserver plus longtemps et de les perfectionner dans leur état.

» Les matières enseignées sont : le français, l'arithmétique, l'histoire de France, la géographie, l'économie domestique, le style épistolaire, tous les genres d'écriture et l'instruction religieuse.

» Le personnel enseignant se compose d'une directrice, de trois personnes qui se dévouent entièrement à l'œuvre, de dix maîtresses de classe munies du brevet supérieur, de cinq autres munies du brevet élémentaire, d'une maîtresse d'allemand, d'une maîtresse de dessin.

» Ces demoiselles qui appartiennent aux meilleures familles de la ville donnent gratuitement toutes leurs leçons depuis la fondation de l'école; elles viennent à heure et à jour fixes enseigner la branche qui leur est spécialement attribuée.

» Une surveillante, ancienne élève de l'École également munie de son brevet, les supplée au besoin.

» Les ateliers et cours professionnels portent en ce moment sur :

» La lingerie en tous genres ;

» La confection pour dames et enfants ;

» Un cours de comptabilité commerciale ;

» Un cours d'allemand ;

» Un cours de dessin industriel ;

» Le cours de repassage momentanément suspendu sera repris incessamment.

» On a ouvert avec succès un atelier de peinture sur faïence; mais il a fallu le fermer, les fabricants de la région tenant à avoir leurs ouvriers dans leurs établissements, à cause des inconvénients qu'amène le transport des faïences décorées non encore cuites.

» Le personnel de l'enseignement professionnel se compose de :

» 1^o Une maîtresse lingère ;

» 2^o Une sous-maîtresse lingère élève de l'École, elle a la direction spéciale de la classe préparatoire ;

» 3^o Une maîtresse tailleuse élève de l'École. Il y a deux ans elle a été médaillée comme sous-maîtresse par la Société de protection :

» 4^o Un professeur d'écriture et de comptabilité ;

» 5^o Une maîtresse de dessin industriel. »

.
Telle est cette œuvre si touchante des Dames de Nancy. L'idée est celle qu'ont propagée nos Associations polytechnique et philotechnique: la diffusion gratuite des connaissances utiles par ceux qui savent aux ignorants. Mais quelle supériorité marquée en faveur de cette école professionnelle de Nancy qui donne non seulement l'instruction primaire, mais l'enseignement professionnel, c'est-à-dire le gagne-pain et bien souvent la vertu de la femme.

S'il est louable de la part des hommes de se faire les apôtres de l'instruction populaire, combien est touchant et courageux le mérite de ces jeunes filles de Nancy qui dépouillent la timidité de leur sexe et de leur éducation pour se faire les professeurs des pauvres et leur prodiguer les trésors intellectuels dont leur situation de famille leur a assuré l'acquisition.

Mais leur initiative s'explique et nous remontons pour ainsi dire à la source de leur dévouement. En lisant cette lettre qui rappelle les origines de l'École professionnelle, nous avons été profondément émus par le simple récit ; que serait-ce si, comme les jeunes filles

de Nancy, nous entendions, suivant le mot d'Eschine sur Démosthènes, la parole persuasive des Directrices, si nous les voyions, si nous recevions directement l'impression de leurs convictions ?

Nous en savons assez pour comprendre qu'une bonne œuvre suppose de grands cœurs et que l'histoire de l'École professionnelle de Nancy est celle d'âmes nobles et élevées.

ERNEST NUSSE.

DISTRIBUTION DE PRIX

Association pour le placement en apprentissage et le patronage d'orphelins des deux sexes.

Parmi les œuvres de bienfaisance issues de l'initiative privée, il en est peu, à coup sûr, d'aussi intéressantes et de plus sérieusement recommandables que l'*Association pour le Placement en apprentissage et le Patronage d'orphelins des deux sexes*.

Fondée en 1829 par le docteur Ducholet et reconnue comme établissement d'utilité publique depuis 1867, cette Société a rendu, depuis son origine, et continue tous les jours à rendre les plus signalés services. Nous applaudissons, pour notre part, de grand cœur aux généreux efforts des membres de cette association, qui, en dehors de toute préoccupation politique, recueillent les enfants délaissés, orphelins ou autres, les entourant tous des mêmes soins attentifs pourvoyant à leur entretien pendant leur apprentissage, les préparant enfin, par une bonne éducation, à remplir dignement leur place dans la société.

Tout le programme de l'institution, venons-nous de dire, est conçu sans arrière-pensée politique. De même, les promoteurs ont tenu avec raison à ce que la liberté de conscience fût scrupuleusement observée. Chaque apprenti est assuré de trouver, au sein de l'association, un protecteur suivant la religion auquel il appartient, et il lui est aisé ainsi de persévérer fidèlement dans les croyances de ses parents.

Une foule nombreuse emplissait la vaste salle de l'amphithéâtre de la Sorbonne pour assister à la distribution solennelle des prix aux orphelins des deux sexes placés sous le patronage de la Société.

M. Kœchlin-Schwartz, maire du huitième arrondissement, avait accepté la présidence de cette réunion. Dans une allocution familière fréquemment applaudie, il s'est attaché à démontrer par quelques exemples empruntés à l'histoire commerciale et industrielle de la

France, que tout enfant ayant une certaine dose d'instruction peut arriver aujourd'hui, par une bonne conduite et une volonté ferme et inébranlable, à se créer une position honorable dans le monde. Il cite, en terminant, les noms de plusieurs apprentis patronnés par l'association et qui ont acquis, grâce à leur intelligence et à leur travail, une brillante situation dans le commerce et l'industrie.

Un avocat à la Cour d'appel, M. Henri Da, a ensuite donné lecture du rapport sur les travaux de l'association pendant l'année 1881. Ce document permet d'établir l'efficacité des efforts communs réalisés par les membres de l'association. Depuis l'année dernière les recettes provenant des subventions accordées par les pouvoirs publics, par le conseil municipal et de dons divers faits par des particuliers se sont accrues de trois mille francs. Elles atteignent en 1881 la somme de 20,030 fr. 63 c., tandis que les dépenses ne se montent qu'à 17,637 fr. 95 c. Comme on voit, la situation est aussi florissante que possible.

La cérémonie s'est terminée par la distribution aux orphelins et orphelines de médailles et de récompenses consistant en livres et livrets de caisse d'épargne. Et c'était un spectacle véritablement touchant de voir avec quelle bonhomie charmante M. Ducholet, en proclamant les résultats, invitait par un compliment aimable ou par un conseil paternel ses jeunes protégés à persévérer toujours dans la bonne voie.

Société d'apprentissage des Jeunes Orphelins.

Distribution des prix du 30 avril 1882.

Cette institution fondée en 1822 et reconnue comme d'utilité publique en 1839, a le même but que celle de M. Ducholet.

Elle procède par patronage des enfants assistés auxquels elle distribue des objets de literie et d'habillement. Elle se complète depuis 1855 par la Société de secours mutuels des amis d'apprentissage recrutée parmi les anciens pupilles, et rayonne ainsi pendant l'existence entière sur ses protégés. Après un discours de M. René Dubail, qui a rendu un juste hommage à la mémoire de M. le Duc de Cambacérès bienfaiteur de l'Œuvre, M. Colmet-Daâge juge d'instruction au tribunal civil de la Seine et président, a constaté avec regret la diminution du nombre des apprentis, parce que trop de familles, songeant plus au présent qu'à l'avenir, font de leurs enfants de petits ouvriers immédiatement rétribués mais n'apprenant aucun métier sérieux. — M. Brémont a exposé la situation financière du patronage. Puis les prix ont été proclamés. Les travaux des apprentis qui ont été exposés ont été achetés à leur profit par des assistants. — Malgré l'absence de M. de la Pommeraye qu'une

indisposition avait empêché de faire une conférence promise, la séance a été très suivie par un public sympathique qui a écouté avec de vifs applaudissements l'excellente musique du 31^e de ligne.

Distribution des prix aux apprentis du Papier.

Séance du 18 juin 1882.

La distribution annuelle des prix décernés par la Chambre syndicale du Papier aux apprentis des industries qu'elle représente, a eu lieu dimanche 18 juin, dans la salle de la mairie du quatrième arrondissement.

Cette cérémonie a été présidée par M. le sénateur Dietz-Monnin, qui avait pour assesseurs, MM. Frédéric Lévy, Président honoraire du Comité central des Chambres syndicales, et M. Gonthier-Dreyfus, Président de la Chambre syndicale du Papier ; autour d'eux se pressaient, en grand nombre, des notabilités du commerce et de l'industrie de Paris.

Devant la foule empressée et nombreuse qui remplissait la salle, MM. Dietz-Monnin et Frédéric Lévy ont, l'un et l'autre, prononcé une allocution pleine d'à-propos traitant l'objet et les conséquences de solennités semblables à celles qu'ils présidaient.

La distribution des prix a été suivie d'un remarquable concert, organisé par les soins généreux et sympathiques de M^{me} Brunet-Lafleur ; la grande artiste a chanté plusieurs airs de son répertoire, avec le style et le charme qui sont le propre de son admirable talent ; après elle on a entendu plusieurs morceaux joués, avec un entraînant brio, par la célèbre violoniste, M^{lle} Madeleine Godard ; les salves d'applaudissements qui les ont remerciées de leur dévoué concours n'ont pas manqué non plus à M. Grenet-Dancourt, qui est venu donner la note gaie de la cérémonie, par le récit divertissant de deux des plus amusants monologues qu'il ait composés.

Assistance paternelle des Fleurs et Plumes.

Distribution des prix du 19 juillet 1882.

Cette fête avait lieu au Trocadéro sous la présidence d'honneur de M. de Heredia, député.

M. Turney, président de l'Œuvre, a exposé la situation. Il a remercié les nombreux amis du Patronage toujours si fidèles au rendez-vous annuel, rappelé la marche ascendante de ses succès, ses efforts vers le bien encouragés à chaque étape par de nouvelles amitiés, puis indiqué en passant les causes de la décadence de l'apprentissage.

« Par des causes multiples, que nous indiquions en partie l'an

dernier, et dont l'étude nous entraînerait aujourd'hui trop loin, il se développe dans les familles une regrettable tendance à sacrifier l'avenir au présent, et à préférer pour les enfants de petits gains immédiats à l'acquisition réelle d'un métier. De l'apprentissage on conserve le nom, mais on supprime la chose. Pour minimes qu'ils soient, lorsque la compensation de ces salaires ne se trouve pas dans la durée de l'engagement, il est évident qu'il faut la demander à une production utile; d'où la spécialisation à l'excès, l'exagération dans la division du travail, système inapplicable à des élèves qui, s'ils produisent, doivent avant tout, apprendre. Il importe au premier chef de réagir contre cette funeste pratique: si elle se généralisait, elle ne tarderait pas à exercer de véritables ravages et à substituer des sortes de manœuvres aux collaborateurs accomplis qui assuraient naguère la suprématie de nos industries. Nos confrères fleuristes en savent déjà quelque chose: combien d'entre eux, il y a deux mois à peine, voyaient leur échapper en partie les bénéfices d'une saison favorable, faute de pouvoir se procurer des mains habiles et exercées! »

Mais l'Assistance paternelle réagit: par l'association toujours plus étroite des ouvrières à la marche de l'OEuvre, par l'ouverture des Concours à toutes les apprenties, même celles des maisons étrangères à l'association, par les développements de plus en plus larges de l'instruction primaire, enfin par la création projetée de groupes de familles où les apprenties seront logées et nourries.

Après un discours fort applaudi, dans lequel il a montré la nécessité des efforts de tous pour favoriser les progrès de l'enseignement, M. de Heredia a remis au milieu d'unanimes applaudissements les palmes académiques à M. Boileau.

Puis a commencé le brillant concert auquel l'Assistance paternelle nous a accoutumés.

Pourquoi faut-il que cette fête ait été suivie d'un cruel lendemain? A quelques jours de là, nous avons serré silencieusement la main de l'éminent président des Fleurs et Plumes, au moment où il conduisait à sa dernière demeure un fils de la plus brillante espérance. Nous attendions ce compte rendu pour lui rappeler que si les grandes blessures du cœur ne se ferment jamais, elles se pansent du moins par la pratique des vertus qui sont si familières à notre pauvre ami.

ERNEST NUSSE.

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre syndicale des Fleurs, Plumes et Modes

Séance du 14 avril 1882.

RAPPORT DE LA COMMISSION PRÈS L'ASSISTANCE PATERNELLE DES FLEURS ET PLUMES

M. Bonni rend compte des démarches faites par cette Commission. Nous pensions, dit-il, avoir été délégués pour assister à une discussion et prendre part à un vote, mais il n'en a pas été ainsi. Après avoir été présentés aux membres du Conseil d'administration de l'Assistance paternelle, réunis en séance, nous fûmes invités à prendre la parole pour exposer la mission pour laquelle nous étions délégués.

Prié par mes collègues de développer la question, je dus, étant pris au dépourvu, l'exposer de mon mieux, mais trop imparfaitement à mon avis. Plusieurs idées furent émises ; quelques-unes de nos propositions furent discutées, mais aucun vote ne survint en notre présence, et, à notre regret, nous devons vous dire que notre démarche paraît avoir été sans résultat. Contre notre attente, nous n'avons pu ni délibérer, ni voter, et aucune communication ne nous a été faite relativement aux décisions prises par l'Assistance paternelle.

M. Turney, répondant à M. Bonni, dit que les vœux de la Chambre ont été exposés avec une grande clarté et que M. Bonni ne rend pas assez justice à lui-même et à ses collègues en disant que les démarches de la Commission ont été inutiles. M. Turney ajoute qu'il y a eu un malentendu. Si M. Bonni veut se reporter au procès-verbal de janvier, il verra que la mission des délégués était seulement de présenter à l'Assistance paternelle les vœux de la Chambre. Il était du reste impossible, dès le même soir, d'arriver à un résultat, la séance étant consacrée à l'exposé de la question ; mais, à la séance suivante, des votes ont été émis et l'Assistance paternelle, flattée du témoignage de la Chambre, a exprimé le désir de lui faire présenter sa réponse par deux délégués ; MM. Boileau et Muller ont été chargés de cette mission, et, à cet effet, ils désirent assister à l'une de nos prochaines séances.

M. le Président répond que ces messieurs seront reçus avec empressement et M. le Secrétaire est chargé de les convoquer pour la prochaine séance.

M. Turney donne lecture d'un article intitulé *l'Apprentie*, publié,

sous la signature Gramont, dans le journal *l'Intransigeant*, du vendredi 14 avril.

Cet article, que l'on aime à croire inspiré plutôt par une complète ignorance de la matière que par un parti pris d'hostilité contre les employeurs, serait scandaleux s'il n'était de pure fantaisie. On se demande vraiment pour quels esprits crédules l'auteur s'est mis en pareils frais d'imagination : si certains des abus qu'il flétrit ont pu, il y a quelque trente ans, se produire à l'état isolé, le progrès des mœurs, la législation protectrice de l'enfance, l'intervention tutélaire des inspecteurs et des Commissions locales en ont heureusement rendu le retour impossible. Il y a flagrant délit d'anachronisme.

L'écrivain a été particulièrement mal inspiré en prenant pour objectif une industrie qui, plus que tout autre, se préoccupe du bien-être des enfants employés dans ses ateliers. Il ignore évidemment la constante sollicitude de notre Chambre syndicale et jusqu'à l'existence de notre Assistance paternelle qui, par ses délégués, veille sur les apprenties placées sous son patronage, les encourage chaque année par des récompenses s'élevant à plusieurs milliers de francs, et compte dans son sein des hommes assez dévoués pour consacrer gratuitement, chaque dimanche, leur temps et leurs peines à répandre l'instruction parmi les ouvrières et apprenties de la corporation.

La décadence de l'apprentissage est déjà assez inquiétante pour l'avenir de nos industries ; il serait désolant que des légendes de ce genre vinssent encore aggraver la situation.

Après un échange d'observations, la Chambre déclare qu'il n'y a pas lieu de prendre au sérieux l'article dont il est question, et qu'elle s'abstiendra, par conséquent, de toute réponse ou demande de rectification.

Avant de clore la séance, M. le Président donne lecture d'un projet dont il est l'auteur dans le but de prémunir les ouvrières contre les chômages des mortes saisons : il s'agirait de faire travailler annuellement les apprenties six mois dans une maison de fleurs et six mois dans une maison de plumes pour qu'à la fin de leur apprentissage elles soient ouvrières dans les deux parties. Ce projet fixe les appointements progressifs qui leur seraient alloués.

M. le Président demande à la Chambre de nommer une Commission pour étudier ce projet, si elle le croit réalisable.

M. Bourdin-Marly trouve que ce projet a quelque chose de très ingénieux. Il y a, en effet, des chômages annuels. Ce n'est qu'en faisant de grands sacrifices que certaines maisons gardent leur personnel toute l'année, et il serait bon pour les ouvrières d'avoir deux professions.

M. Laloue approuve l'idée de M. Delmart, d'autant mieux qu'elle

est déjà mise en pratique par les ouvrières dans plusieurs maisons. La proposition de M. le Président est adoptée.

Chambre syndicale des Fleurs, Plumes et Modes

Séance du 12 mai 1882.

MM. Boileau et Muller, délégués de l'Assistance paternelle, sont introduits.

M. le Président souhaite la bienvenue à ces messieurs.

M. Boileau remercie M. le Président de son gracieux accueil ; il n'en attendait pas moins de confrères dont il connaît depuis de longues années et la courtoisie et l'urbanité. Il s'excuse vivement de ne pouvoir présenter des résolutions définitives, mais seulement le résultat d'un premier examen.

M. le Président rappelle que la Chambre, au sujet d'une étude générale sur l'apprentissage, avait approuvé quelques vœux concernant l'Assistance paternelle. Ces vœux transmis à cette Société, puis présentés par une délégation de la Chambre, n'avaient pas été discutés en présence de cette dernière. Il avait été répondu qu'après une discussion approfondie, le résultat en serait porté au Syndicat. C'est cette mission que viennent remplir MM. Boileau et Muller. M. le Président ajoute que la présence de l'honorable M. Charles Petit est un gage de plus de succès, et certainement un supplément d'autorité pour les décisions à intervenir.

M. Boileau dit que les vœux de la Chambre peuvent se résumer ainsi :

1^o Donner à l'Assistance paternelle un caractère plus industriel, plus professionnel ;

2^o Voir si l'obligation du délégué n'est pas un obstacle à l'accroissement du nombre d'adhérents ;

3^o Supprimer l'obligation du contrat d'apprentissage ;

4^o Réduire le chiffre de la cotisation pour tous les adhérents.

M. Boileau tient à constater que dans l'étude à laquelle s'est livrée l'Assistance paternelle, cette Société a cru devoir se placer uniquement au point de vue de la déplorable situation actuelle de l'apprentissage, du danger qu'il y aurait pour l'industrie à ne pas lui venir en aide, et des moyens à employer pour faire cesser cet état de choses.

En ce qui a trait au premier vœu, dans une certaine mesure satisfaction a été donnée par la création de concours libres. Il y a deux ans, dans le Conseil de la Société, l'idée prit jour qu'un concours professionnel fût institué chaque année entre tous les apprentis de la corporation indistinctement. Tout d'abord cette proposition

n'eut aucune suite, mais cette année l'idée fut reprise et mise à exécution; le début en a été très heureux.

Sur le deuxième point, des objections d'une certaine gravité ont été présentées. Il semble difficile de supprimer la délégation qui, dans la pratique, est si douce, si efficace, que l'on a peine à y voir un obstacle sérieux. L'aversion du délégué doit être attribuée surtout à l'indifférence des patrons qui n'ont pas voulu prendre la peine de se renseigner, et ont cru comprendre qu'on allait s'immiscer dans leurs affaires. Il n'en est rien. M. Boileau espère qu'on pourra les faire revenir à une plus juste appréciation. Quoi qu'il en soit, le Conseil, sans opposer un *non possumus* formel, n'est pas d'avis de la supprimer quant à présent; il s'inclinerait volontiers si on lui prouvait qu'en cela elle porte obstacle à l'extension de la Société.

Sur le troisième point, le Conseil a été plus absolu: il maintient, en la tempérant, l'obligation du contrat d'apprentissage.

Sur le quatrième, l'entente sera plus facile, à la condition que l'on indique un moyen pratique de combler le déficit qui résulterait de la diminution de la cotisation. Il serait imprudent, pour embellir la maison, de la démolir tout d'abord, sans savoir comment la réédifier ensuite. Or, le Conseil serait heureux qu'on voulût bien lui créer de nouvelles ressources qui lui permettent d'attirer à lui un plus grand nombre d'adhérents par un abaissement du prélèvement annuel qu'il se trouve obligé de faire sur chacun d'eux; mais aucune proposition ne lui ayant été soumise à cet égard, il a dû s'abstenir sur une question du ressort de l'assemblée générale, seule maîtresse d'apporter un changement aux statuts de la Société.

En résumé, il semblerait, d'après ce court exposé, que les vœux de la Chambre n'ont pas reçu grand accueil; il faut se garder de le croire. L'Assistance paternelle s'en préoccupe, elle continuera l'étude commencée, et, quant à présent, elle a plus spécialement chargé ses délégués de demander au Syndicat son effectif concours, espérant dans l'avenir donner pleine et entière satisfaction aux vœux émis.

En terminant M. Boileau, répondant, à un passage du procès-verbal de la dernière séance, dit que ce n'est nullement par suite d'un sentiment de réserve envers les délégués de la Chambre que l'on n'a pas discuté en leur présence les résolutions proposées, mais seulement parce qu'aucune résolution ne peut être prise à cet égard qu'en assemblée générale.

M. Muller n'a rien à ajouter à ce qui a été si bien exprimé par M. Boileau.

M. le Président, relativement à la dernière observation de M. Boileau, fait remarquer que si le Conseil ne pouvait, en effet, prendre de mesures formelles, il pouvait tout au moins donner son avis, quitte à le faire ratifier par l'assemblée générale.

M. Delmart ne se souvient pas qu'il ait été question de la suppression du contrat d'apprentissage. De plus, il avait appuyé l'abaissement du chiffre de la cotisation en offrant le moyen suivant de remédier au déficit causé par ce fait : la cotisation du patron aurait été de 6 francs, mais il aurait dû inscrire son contremaître ou sa première comme membre de la Société et payer la même cotisation pour l'un ou pour l'autre.

M. le Président demande à MM. les délégués de la Chambre s'ils se rappellent avoir proposé l'abolition du contrat d'apprentissage.

M. Charles Petit croit qu'il y a confusion de la part de M. le délégué.

M. Boileau le reconnaît; il aurait dû dire que cette proposition avait été faite à propos de l'établissement du concours libre.

M. le Président fait remarquer que la Chambre ne méconnaît pas les difficultés à vaincre pour atteindre le but proposé; elle s'occupe de l'Assistance paternelle, dont l'œuvre lui est sympathique, dans l'espoir d'arrêter ce fâcheux mouvement qui tend de plus en plus à restreindre le champ d'action de cette Société. La Chambre avait cru, en outre, que cette institution devait s'attacher un peu plus au côté industriel et pratique de sa mission; elle a vu avec plaisir instituer les concours libres. Sur la nécessité du contrat, il y a accord quant au principe.

M. Boileau dit que l'on a étudié la question suivante, à savoir : si, pour le concours libre, les apprentis n'ayant pas de contrat pouvaient y participer sur la simple affirmation du patron. Le Conseil, se souvenant d'un fait passé il y a quelques années, a pensé que cette affirmation n'était pas suffisante; toutefois, dans certains cas particuliers, on a passé outre; il n'y a pas eu un droit d'établi, mais une tolérance ayant pour sanction la délibération du Conseil.

M. le Président explique : 1° à MM. les représentants de l'Assistance paternelle, relativement à la deuxième proposition, que la Chambre a constaté que la délégation était un obstacle au développement du patronage. Ce n'est pas que ses collègues s'en effrayent, car il est certain que les délégués remplissent leur mission avec tact, on ne pourrait citer une seule plainte à leur égard; mais il faut prendre les patrons avec leurs préjugés et reconnaître qu'un grand nombre considèrent la délégation comme une sorte d'inquisition dont ils ont souci de s'affranchir. Pour résoudre la difficulté, la Chambre avait dit : « Appliquez la délégation partout où elle sera acceptée, passez-vous-en là où on ne la voudra pas. » N'en a-t-il pas été ainsi pour le livret d'ouvrier, imposé autrefois? Le rôle de l'Assistance paternelle est de faire du bien partout où elle le peut; aucun patron ne se retirera d'elle parce que la délégation est devenue facultative, et tous ceux qui n'en veulent pas n'auront plus aucun prétexte pour ne pas en faire partie.

M. Boileau regrette de n'apporter aucune solution à cet égard ; il espère que l'entente pourra se faire. Il a proposé au Conseil de rendre la délégation facultative.

M. Petit fait observer qu'une des raisons qui militent en faveur du délégué sont les récompenses de bonne conduite données chaque année aux apprentis. Pour ces récompenses, le délégué est indispensable ; il se met en rapport avec le patron afin d'établir le degré de bonne conduite qui est représenté par un chiffre de 1 à 20. Or, comment fera le délégué pour donner une note représentée par ces chiffres à des enfants qu'il ne connaît pas ; ceux-ci devraient donc se passer de prix. D'ailleurs, depuis la loi de 1874, il y a bien un délégué municipal remplissant une mission analogue, ce délégué est bien plus exigeant que celui de l'Assistance paternelle, et cependant chacun l'accepte. Il serait plus juste de dire que la prévention des patrons est un ancien préjugé : ils craignaient autrefois la copie des modèles, mais pour lever tout scrupule on a bien soin, désormais, d'envoyer des fleuristes chez des plumassiers et réciproquement ; pourtant le préjugé est resté.

M. Delmart n'a pas de crainte à cet égard ; il préférerait, quant à lui, être contrôlé par un confrère plus compétent que tout autre pour apprécier les progrès de ses apprenties. Il ne croit pas que le délégué, au sujet des prix de conduite, puisse donner des notes très impartiales ; il pense que presque-toujours il s'en tient à l'affirmation du patron ; or, cette affirmation, désintéressée sans aucun doute, change selon le caractère de celui qui la donne. Un exemple entre autres : sa maison a placé sous le patronage un nombre considérable d'apprenties, elle n'a jamais eu l'honneur de voir une de ses élèves remporter le prix d'excellence. Ses apprenties cependant ne sont pas plus mauvaises que les autres, mais comme il disait la vérité, ses notes étaient primées par celles de ses confrères plus indulgents.

M. Bonni, dans ce cas, demanderait la suppression des prix de conduite.

M. le Président ne partage pas cet avis. Il conseillerait à l'Assistance paternelle de continuer à donner des prix de conduite, à l'exclusion des maisons qui refusent le concours du délégué. Il faut considérer que le tempérament du patron n'est pas le seul facteur dans le chiffre donné, le délégué finit par connaître les apprenties. Quand M. le Président avait cette mission, il donnait des notes à coup sûr sans être infaillible pour cela. Dans la vie, la bonne conduite est un titre à la reconnaissance ; le mérite professionnel n'est pas tout, il faut aussi récompenser les qualités de bonne tenue, de travail, d'exactitude, qualités indispensables pour obtenir un résultat sérieux. En somme, la Chambre maintient son avis de la délégation facultative.

Enfin, le troisième paragraphe ayant été retiré, le quatrième prend sa place. Cette réduction de la cotisation a été proposée en vue d'augmenter le nombre des adhérents de l'Assistance paternelle : le chiffre de 12 francs est un obstacle pour certains patrons peu fortunés, pour les parents des apprentis, pour les apprentis devenus ouvriers. En les engageant à participer, au moyen d'une faible obole, au fonctionnement de la Société, on ne perdrait rien, puisque, de ce côté, on ne reçoit rien actuellement.

M. le Président remarque, en outre, qu'en citant les vœux émis par la Chambre, M. Boileau n'a pas parlé du désir exprimé d'ouvrir toutes grandes les portes du Conseil à l'élément ouvrier. C'est cependant là une question importante : en tenant compte du mouvement actuel des esprits on ne peut méconnaître que les deux facteurs de la production tiennent à avoir voix au chapitre. Le méconnaître, c'est s'exposer, sinon à se créer des adversaires, tout au moins à faire des indifférents. L'ouvrier, pour la conduite au bien de l'apprentissage, est un auxiliaire précieux, mais il faut qu'il participe aux discussions, qu'il s'intéresse aux séances.

M. Boileau dit qu'en effet il avait oublié de mentionner ce vœu parce que le Patronage y a depuis longtemps donné satisfaction : une ouvrière fait partie du Conseil d'administration.

M. Bonni tient à préciser qu'en ceci la conception de la Chambre est bien différente de celle de l'Assistance : pour la Chambre, l'élément ouvrier ne doit pas être une exception, mais une force d'une puissance égale à celle du patron. Le Conseil d'administration possède une ouvrière, — cela est vrai, — mais cette ouvrière est arrivée là par suite de nombreux services rendus, par suite du concours exceptionnel qu'elle a donné à la Société. Cette exception confirme l'utilité qu'il y aurait à obtenir la participation effective de l'ouvrier.

On a reproché — très courtoisement et très finement d'ailleurs — aux vœux de la Chambre de demander un sacrifice d'argent sans offrir une compensation. C'est une erreur : en proposant l'abaissement des cotisations, M. Bonni faisait observer qu'elles entraient pour bien peu dans les ressources de la Société, et qu'en restreindre le chiffre ne constituerait pas une bien grande perte. Si cela est vrai, pourquoi éloigner les patrons qui trouvent ce chiffre de 12 francs trop élevé ? car il est plus facile — cela est humain malheureusement — d'obtenir une adhésion morale que toute autre. Pourquoi surtout ne pas attirer l'ouvrier qui, lui, ne peut pas grever son budget de cette somme, et qui ignore ainsi que le Patronage, bien au contraire de porter atteinte à son propre intérêt, lui rend de grands services en perfectionnant la main-d'œuvre, c'est-à-dire en obtenant un produit supérieur d'une valeur plus grande et, par

contre, pouvant supporter un salaire plus élevé ? Or, il est certain que la suppression de la cotisation amènerait un nombre considérable d'adhérents.

Séance du 9 juin 1882.

PRÉSIDENCE DE M. MIÉLARD, PRÉSIDENT

M. Turney, qui n'assistait pas à la dernière séance, demande la permission de relever quelques erreurs en ce qui touche l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes. L'appréciation attribuée à M. Delmart, relativement aux prix de conduite, pèche par la base : M. Delmart se trompe en croyant que c'est par suite de la trop grande exactitude des renseignements qu'il a donnés sur ses apprenties qu'aucune d'elles n'a eu le prix d'excellence. Ces notes de conduite n'entrent pour rien dans l'obtention de ce prix déterminé par la plus grande somme de points donnés aux apprenties suivant leur travail et leur instruction. Lorsque M. Delmart a signalé des mérites particuliers, ceux-ci ont été récompensés ; l'une des ses apprenties a très légitimement reçu une ovation à une fête de l'Assistance paternelle ; une autre, cette année, a obtenu un prix de conduite.

M. Delmart répond qu'il n'y a eu dans ses paroles aucune pensée de récrimination.

M. Turney désire également faire observer à M. Bonni, demandant que l'élément ouvrier soit représenté en nombre égal à celui des patrons dans le Conseil de l'Assistance paternelle, que cette question est subordonnée à la diminution du taux des cotisations ; et, au cas seulement, où cette diminution déterminerait l'entrée dans la Société d'un nombre assez important d'ouvriers.

Quant à dire que la fête annuelle coûte très cher, c'est une erreur complète : la caisse du Patronage ne souffre en rien de cette solennité qui provoque des dons particuliers couvrant largement l'excédent des frais. M. Turney constate, toutefois, que si la fête annuelle amène des adhérents nouveaux, le résultat n'est pas le même pour les apprenties. En cela, malheureusement, la Société est impuissante pour réunir un plus grand nombre d'apprenties sous son patronage, elle emploie tous les moyens de publicité, elle fait toutes les démarches nécessaires. En terminant, M. Turney remercie M. le Président de lui avoir permis de s'étendre un peu onguement sur ce sujet qui ne figurait pas à l'ordre du jour.

M. le Président n'a pas considéré les explications données par M. Turney comme une simple rectification au procès-verbal ; il est toujours bon de s'éclairer sur une question aussi importante que celle des vœux de la Chambre concernant l'Assistance paternelle.

M. Bonni ne croit pas être dans l'erreur ; les renseignements fournis par lui ont été puisés dans les documents officiels de la Société.

Il n'a jamais eu la prétention que d'énoncer une opinion personnelle, et, s'il a constaté le déficit que causait à l'Assistance paternelle la fête annuelle, ce n'est nullement pour faire une constatation puérile, mais parce qu'il ne pense pas que cette fête donne les résultats qu'on serait en droit d'en attendre. M. Bonni maintient donc ses assertions. Il ajoutera que, pour éviter tout malentendu, il avait mis, dans le dernier procès-verbal, sous une forme dubitative, ce qu'il avait dit d'une manière affirmative.

Sous le bénéfice de ces observations, le procès-verbal est adopté.

Pour remplacer cette somme ainsi sacrifiée, on pourrait, chaque année, provoquer des souscriptions volontaires, donner des fêtes payantes qui, tout au moins, rapporteraient, tandis que la solennité annuelle de la distribution des récompenses coûte une somme assez ronde à la Société.

M. Bonni demande, à cet égard, la permission d'exprimer son avis personnel. Pour lui, la fête de la distribution des récompenses va contre le but qu'elle se propose d'atteindre. Elle jette à la vérité un vif éclat sur la Société, mais elle est d'un effet médiocre au point de vue industriel. Chaque année, la salle des fêtes est trop petite pour contenir les personnes désireuses d'y participer : malheureusement, le nombre des apprentis mis sous le patronage n'augmente pas en proportion de cet empressement.

M. Deilles croit que la cotisation doit être d'un certain chiffre, car une Société dont les membres ne donneraient rien ou à peu près ne pourraient avoir des allocations de la ville. Quant à l'inégalité des cotisations, elle n'a pas lieu d'être, car le minimum fixé peut toujours être dépassé.

M. le Président remarque que cet avis est le même que celui qui a été exprimé par M. Bonni, et assurément on continuerait à recevoir des subventions quand même la recette des cotisations deviendrait plus minime ; mais cette question, répète M. le Président, doit être laissée à l'Assistance paternelle. Ce que nous désirons, c'est son agrandissement, c'est en ce qui nous concerne, que nos propositions aboutissent soit à une acceptation, soit à un refus motivé.

M. Deilles demande que le procès-verbal de la présente séance soit envoyé à l'Assistance paternelle. Cette proposition sera exécutée.

M. Caillaux conteste, tout au moins fait des réserves relativement aux déductions de M. Bonni quant aux résultats des cotisations et aux produits de la fête annuelle.

M. Petit pense que la fête ne coûte rien.

M. le Président pense le contraire.

M. Boileau donne raison à M. le Président.

M. Alberti dit qu'elle a eu un résultat comme propagande. Après chacune on a compté des adhérents nouveaux.

M. Bonni maintient ce qu'il a dit, savoir que les fêtes ont été onéreuses et que pendant deux années au moins il y a eu diminution d'adhérents et d'apprentis.

M. le Président réserve cette question. Il demande à MM. les délégués s'ils se déclarent satisfaits et s'ils n'ont rien à ajouter.

M. Boileau remercie la Chambre de son bienveillant accueil; il rapportera au Congrès de l'Assistance paternelle les avis exprimés à cette séance, et quant à lui il fera tout son possible pour les faire prévaloir.

Chambre syndicale de la Maroquinerie.

Séance du 17 mai 1882.

PRÉSIDENCE DE M. GOUVERNEUR

Sont présents : MM. Giraudon, Bertin, Gellée, Brochard, Rollet, Triefus, Le Brun, Huberson et Flandin.

L'ordre du jour appelle la discussion du règlement de l'école de dessin.

M. Rollet demande la suppression du mot « jeune » dans le paragraphe 1^{er}.

La Chambre a adopté la suppression.

A l'article 2, il est ajouté à la suite : « sur la demande qui en sera faite au Président de la Chambre ».

A l'article 3, la Chambre supprime les mots : « qui en fera la demande ».

A l'article 4, le mot « médaille de vermeil » est introduit.

A l'article 5, il est ajouté : « et de la surveillance des élèves ».

Le projet est donc ainsi modifié :

ARTICLE PREMIER. — Les apprentis et ouvriers de la Maroquinerie et de la Gainerie sont admis à suivre gratuitement les cours de dessin de l'Association philotechnique, dans le local de l'École d'horlogerie, 99, rue du Faubourg du Temple, sous le patronage direct de son Président, M. Rodanet.

ART. 2. — Ces élèves sont admis sur la présentation d'une carte délivrée par la Chambre syndicale de la Maroquinerie et Gainerie, sur la demande qui en sera faite au Président de la Chambre syndicale.

ART. 3. — Tout apprenti ou ouvrier recevra gratuitement le papier, les crayons et tout ce qui sera reconnu nécessaire pour suivre les cours de dessin linéaire et d'ornement.

ART. 4. — A la suite du concours de l'École, la Chambre syndicale distribuera aux plus méritants des récompenses, telles que livret de caisse d'épargne, médaille d'or, médaille de vermeil, médaille d'argent, médaille de bronze et mention honorable.

ART. 5. — Une Commission de trois membres sera élue par la Chambre syndicale tous les trimestres et sera chargée de l'exécution de ce programme et de la surveillance des élèves.

M. Le Brun présente une observation au sujet des médailles et se demande où l'on prendra ces prix.

M. le Président rappelle à la Chambre que, par un vote, il a été décidé que chaque membre s'imposait pour 3 francs par mois afin de former un fond de caisse ; il espère que nos collègues s'inscriront pour des dons particuliers.

Chambre syndicale des fabricants de Lampes et Ferblanterie.

Séance du 13 juin 1882.

Pour la troisième Commission, MM. Lhoste et Besnard présentent une étude sur le travail à fournir aux apprentis en première, deuxième et troisième année. Cette étude sera complétée prochainement par tous les autres documents et renseignements demandés à cette Commission.

Chambre syndicale des Chaudronniers-Étameurs.

Séance du 4 juin 1882.

L'ordre du jour portant des contrats d'apprentissage et de leur application par la Chambre syndicale, M. le Président démontre à l'assemblée la nécessité des contrats d'apprentissage, qu'il est urgent de faire des engagements soit avec les parents ou leurs représentants, afin que chacun des contractants soit responsable.

M. Royer demande que l'apprentissage soit libre, afin que les parents ou le patron puissent reprendre ou renvoyer les enfants lorsque l'urgence serait évidente, mais qu'il soit nommé une Commission qui sera chargée de la surveillance des enfants mis en apprentissage.

M. Guillout, qu'il soit fait des engagements écrits afin d'éviter le mauvais vouloir qui pourrait se produire de part et d'autre.

M. Hurel voudrait l'apprentissage sans engagements, craignant que la mauvaise volonté de certains enfants ne donne lieu à procès avec les parents.

M. Delcour expose que c'est pour éviter ces désagréments que le contrat est utile, qu'une des clauses du contrat d'apprentissage stipulera qu'en cas de non exécution des conventions le Conseil des prud'hommes statuera sur l'indemnité à allouer par la partie qui aura manqué à ses engagements et suivant le préjudice qui aura été causé.

Que la Commission d'apprentissage surveillera et signalera à qui de droit les inexécutions qui pourront se produire.

Sous ces observations, l'assemblée, consultée sur la nomination d'une Commission chargée de rédiger les termes de contrats d'apprentissage, approuve cette nomination.

Sont désignés : MM. Palix, Pichot, Hamon, Rougerie et Royer.

MM. le Président et le Secrétaire sont invités à fournir à la Commission les renseignements qu'ils ont pu recueillir sur les écoles d'apprentissage.

Chambre syndicale de la Passementerie, Mercerie, Boutons et Rubans.

Séance du 30 mai 1882.

ÉCOLE DE DESSIN

M. Jumelle fait part de la réunion qui doit avoir lieu jeudi 1^{er} juin à 8 heures du soir, à l'Union nationale.

Cette réunion est composée des membres du Conseil d'administration des deux Chambres de la Passementerie et de la Dentelle, qui ont été élus en assemblée générale le jeudi 23 mai. Cette réunion aura pour but de nommer son bureau.

M. Tourette n'ayant pu assister à l'assemblée générale, demande si un règlement a été imprimé, et qu'alors il en soit distribué un exemplaire à chacun des adhérents.

M. le Président répond que les statuts qui avaient été imprimés et distribués ayant subi quelques petites modifications seront imprimés à nouveau et distribués; ils devront aussi figurer au procès-verbal de l'assemblée générale.

M. Neau demande à M. Tourette, notre honorable Président honoraire, l'Administrateur adjoint de l'Union, s'il y aurait possibilité d'obtenir un local dans la propriété de l'Union pour y établir l'École de dessin.

M. Tourette répond qu'on veuille bien en faire la demande officiellement et que tout le possible sera fait pour cette installation.

La Chambre prie MM. Chenevière et Geoffroy de vouloir bien se charger d'adresser cette demande à M. l'Administrateur général de l'Union.

La création de cette école étant pour nos industries d'un intérêt capital, nous comptons sur le concours de tous pour nous faire de nombreux adhérents honoraires, afin de mener cette œuvre à bonne fin.

Il y a quelques jours, M. Jules Ferry, accompagné de M. Buisson, inspecteur général, a visité l'École des hautes études commerciales. Le directeur et les membres du Comité de fondation leur ont fait les honneurs.

Le Ministre de l'instruction publique a vivement loué les services que cet établissement peut rendre à l'enseignement commercial qui avait été un peu négligé jusqu'à ce jour.

Chambre syndicale des Marchands-Tailleurs.

Séance du vendredi 19 mai 1882.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Ducher, demandant que la Chambre recommande l'école d'apprentissage à la Société de Protection des apprentis; il ajoute qu'il n'a voulu faire aucune démarche avant d'être régulièrement autorisé par la Chambre syndicale.

M. Versini approuve vivement la lettre de M. Ducher, et, après une courte discussion, la Chambre autorise son Président de faire les démarches nécessaires pour obtenir le résultat que se proposent les dévoués Administrateurs de notre école d'apprentissage.

Chambre syndicale de la Maroquinerie et Gainerie.

Séance du 21 juin 1882.

PRÉSIDENCE DE M. GOUVERNEUR

L'ordre du jour rappelle la discussion de la proposition de M. Rollet, tendant à diminuer la cotisation de 3 francs par membre, que la Chambre s'était imposée pour subvenir aux premières dépenses de l'école de dessin.

Plusieurs membres, en raison de l'absence de M. Rollet, demandent l'ajournement de cette discussion.

M. Gouverneur aurait désiré la présence de M. Rollet, mais il fait observer que la Chambre ne se réunira pas avant le mois d'octobre et que les cours de M. Rodanet s'ouvrent avant notre prochaine séance. Il est donc indispensable de voter les ressources nécessaires aux premières dépenses.

La proposition de M. Rollet ainsi conçue est adoptée à l'unanimité.

Chaque membre de la Chambre syndicale de la Maroquinerie et de la Gainerie versera mensuellement la somme de 2 francs en faveur de l'école de dessin. Cette somme sera perçue à partir du 1^{er} juillet.

Chambre syndicale des Marchands-Tailleurs.

Séance du 23 juin 1882.

M. le Président rend compte de sa visite à la Société de Protection des apprentis; il y a trouvé l'accueil le plus bienveillant et le

plus encourageant au sujet de la demande de récompense qu'il a formulée au nom de la Chambre pour l'intelligent et zélé directeur de notre École d'apprentissage et pour un de ses élèves, le jeune Hugues; il a l'espoir que, sinon cette année, au moins l'année prochaine, ces récompenses seront accordées, et que si, comme tout le fait espérer, l'école prospère et répond à ce que l'industrie en attend, le concours de la Société de Protection des apprentis sera acquis à cette institution qui y trouvera un bienveillant et généreux appui.

Chambre syndicale des fabricants d'Appareils d'éclairage et de chauffage par le gaz.

PROJET DE STATUTS POUR LA CRÉATION D'UNE ÉCOLE D'APPRENTISSAGE PROFESSIONNEL SPÉCIALE A LA FABRICATION DES APPAREILS D'ÉCLAIRAGE.

§ 1^{er} But de la Société et organisation de l'école.

ARTICLE PREMIER. — Sur l'initiative et sous le patronage de la Chambre syndicale des fabricants d'Appareils d'éclairage et de chauffage par le gaz, il est créé une Société pour la fondation d'une école spéciale d'apprentissage, sous la dénomination d'école d'apprentissage de la fabrication des appareils d'éclairage et de chauffage par le gaz.

ART. 2. — L'enseignement de l'école comprendra :

1^o L'instruction primaire, le calcul et le dessin.

Cette instruction pourra être donnée dans une école communale, voisine de l'atelier, où les apprentis seront conduits par un surveillant attaché à l'établissement ;

2^o L'enseignement professionnel, comprend: la tournure, la monture, la cisclure et la serrurerie appliquées au gaz; il sera donné dans les ateliers de la Société.

ART. 3. — Les enfants seront admis à l'école à l'âge de douze à seize ans; ils devront savoir lire et écrire.

ART. 4. — L'apprentissage sera entièrement gratuit, sa durée sera de trois années. Avant la signature du contrat, les enfants devront faire un stage de trois mois, afin de bien constater leurs goûts et leurs aptitudes. Le temps du stage sera compté dans les trois années de l'apprentissage.

ART. 5. — Les apprentis ne seront ni nourris, ni logés; ils devront arriver à l'atelier, l'été à sept heures, et l'hiver à huit heures du matin, dimanches et fêtes exceptés en tout temps, et ils en sortiront à six heures du soir pour rentrer dans leurs familles. Ils apporteront le repas de midi et le prendront à l'atelier.

ART. 6. — Le travail sera fourni par les membres fondateurs et il sera payé à l'établissement suivant un tarif dressé par le conseil d'administration.

ART. 7. — Un règlement d'administration intérieure, rédigé par le même conseil, fixera le nombre d'heures du travail quotidien et celui des cours d'instruction élémentaire. Il indiquera les encouragements et les gratifications à accorder aux apprentis sur le montant du travail exécuté par eux, le surplus devant être versé dans la caisse de l'établissement pour contribuer exclusivement aux frais d'entretien et d'amélioration de l'école.

ART. 8. — Les droits et les obligations de la Société à l'égard des apprentis résultent du contrat passé entre les parties et revêtu de la signature du Président et d'un délégué du conseil d'administration.

ART. 9. — Le contrat d'apprentissage sera résilié de plein droit, et sans indemnité, dans le cas où la Société viendrait à être dissoute pour une cause quelconque.

Il pourra également être résilié sans aucune indemnité sur l'avis du conseil d'administration, en cas de maladie se prolongeant au delà de trois mois, d'inconduite, d'insubordination et autres faits graves dont le conseil aura l'appréciation souveraine.

§ 2. *Formation de la Société.*

ART. 10. — La Société prendra le titre de Société protectrice de l'école d'apprentissage de la fabrication des appareils d'éclairage et de chauffage par le gaz. Sa durée et le nombre de ses membres sont illimités; son siège est provisoirement fixé rue de Lancry, n° 10, et sera ultérieurement reporté au siège de l'atelier social. Elle ne sera légalement constituée qu'après avoir réuni la souscription de quinze membres fondateurs et de vingt membres sociétaires, et lorsque le capital annuel souscrit par tous les adhérents, réuni aux subventions, atteindra le minimum de 10,000 francs.

ART. 11. — La Société se composera : 1° des membres fondateurs; 2° de membres sociétaires; ces deux premières catégories comprendront exclusivement des patrons appartenant à l'industrie du gaz; 3° de membres adhérents; 4° de bienfaiteurs.

ART. 12. — Les membres fondateurs devront s'engager à faire un versement annuel, minimum de 200 francs; les membres sociétaires de 100 francs, et les membres adhérents de 25 francs.

ART. 13. — Pour faire partie de la Société, il faudra être admis par le Conseil d'administration sur la présentation de deux membres de la Société. Les admissions partiront du 1^{er} janvier et du 1^{er} juillet de chaque année.

ART. 14. — Les engagements seront d'un an au moins, et ils se poursuivront d'année en année, jusqu'à ce que le sociétaire ait fait connaître par lettre écrite trois mois avant l'expiration d'une période annuelle, son intention de faire cesser son engagement. Les versements se feront par semestre et d'avance. Toute somme versée

ne sera sujette à aucune restitution et demeurera définitivement acquise à la Société.

ART. 15. — En outre, dans le but d'obtenir des subventions et des dons, il sera fait appel aux administrations publiques, à toutes les institutions et à toutes les personnes qui s'intéressent aux œuvres de l'enfance et à l'industrie nationale.

§ 3. *Administration.*

ART. 16. — La Société sera administrée par un Conseil composé de douze membres qui prendra le nom de Conseil d'administration.

ART. 17. — Les membres du Conseil d'administration seront élus en assemblée générale, par tous les membres composant la Société ; mais ils ne pourront être choisis que parmi les membres fondateurs et les membres sociétaires.

Le premier Conseil restera en fonction pendant trois années consécutives.

ART. 18. — A l'expiration de cette première période de trois ans, le Conseil d'administration se renouvellera par tiers, d'année en année. Un tirage au sort désignera les membres sortants, les deux premières années ; le renouvellement s'opérera ensuite par rang d'ancienneté. Les membres sortants sont rééligibles.

En cas de vacance de plus de deux membres par suite de décès, démission ou non acceptation, le Conseil aura le droit de se compléter, sauf à faire ratifier ses choix par la plus prochaine assemblée générale.

ART. 19. — Le Conseil d'administration nomme lui-même les membres de son bureau qui se compose d'un Président, d'un Vice-Président, d'un Secrétaire et d'un Trésorier.

Il se réunit sur la convocation de son Président, envoyée au moins trois jours à l'avance, chaque fois que les affaires de la Société l'exigent, et au moins une fois par mois.

Tout membre ayant manqué à trois séances consécutives peut être considéré comme démissionnaire.

ART. 20. — Le Conseil administre la fortune et les revenus de la Société, opère tous les achats et ventes, fait tous placements ou retraits de fonds, dresse et signe tout contrat d'apprentissage, statue sur leur résiliation, dans les cas prévus par les règlements ; agissant en cela comme mandataire de la Société, mais sans contracter aucune obligation personnelle ou solidaire.

ART. 21. — Le Conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions à un ou plusieurs de ses membres qui prendront le titre d'administrateurs délégués.

ART. 22. — Trois membres nommés par le Conseil et pris dans son sein seront délégués pour surveiller l'école. Ils resteront en fonc-

tions pendant trois mois et ne pourront être réélus qu'après une période d'interruption de trois mois. Ils devront visiter l'école au moins une fois par semaine, ensemble ou séparément. Tous les trimestres, en sortant de fonction, les délégués présenteront au Conseil un rapport sur l'état moral, intellectuel et matériel de l'école.

§ 4. *Comptabilité et inventaires.*

ART. 23. — Les livres de la Société seront tenus en partie double par un agent attaché à l'administration et qui prendra le titre d'agent comptable.

ART. 24. — Les ressources de la Société se composeront :

1^o Des cotisations de tous ses membres ;

2^o Des subventions qui pourront être obtenues ;

3^o Du produit du travail des apprentis ;

4^o Des sommes qui pourraient être recueillies par des fêtes, des quêtes, des loteries, des distributions de prix, etc. que le Conseil d'administration décidera d'organiser.

ART. 25. — Il sera créé un fond de réserve qui se composera du quart des excédents des recettes sur les dépenses de l'année.

ART. 26. — Chaque semestre il sera dressé un état sommaire de la situation active et passive de la Société, lequel sera remis au Conseil d'administration.

ART. 27. — Tous les comptes seront arrêtés le 31 juillet de chaque année, et il sera établi à cette date, pour être présenté à l'assemblée générale de tous les membres de la Société, un inventaire contenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

§ 5. *Assemblées générales.*

ART. 28. — L'assemblée générale se compose de tous les membres fondateurs, sociétaires, adhérents et bienfaiteurs.

ART. 29. — Tous les ans, au mois d'août, il sera tenu une assemblée générale de tous les membres de la Société désignés dans l'article précédent ; la date et l'ordre du jour en seront fixés par le Conseil d'administration. Les convocations seront faites à domicile, par lettres envoyées au moins huit jours à l'avance, et indiquant les questions à l'ordre du jour. Elle sera présidée par le Président du Conseil d'administration.

ART. 30. — En dehors de cette assemblée générale réglementaire, le Conseil d'administration pourra réunir les membres de la Société en assemblée générale, chaque fois qu'il le jugera convenable.

Dix membres fondateurs ou sociétaires pourront ainsi obtenir, sur leur demande motivée par écrit et signée, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire.

ART. 31. — Pour être valables, les délibérations du Conseil d'administration, et celles des assemblées générales, devront être prises à la majorité et par au moins la moitié des membres qui les composent. En cas de partage des voix, celle du Président sera prépondérante.

Néanmoins, pour les assemblées générales, si à une première réunion la moitié au moins des membres de la Société n'étaient pas présents, il serait fait à quinzaine une nouvelle convocation, et alors les décisions prises à la majorité seraient valables quel que fût le nombre des assistants.

ART. 32. — L'ordre du jour de la séance statutaire d'août comprendra : 1^o le compte rendu des opérations de la Société pendant l'exercice écoulé; 2^o le bilan du 31 juillet; 3^o le compte rendu du Trésorier; 4^o les élections du tiers des membres du Conseil d'administration; 5^o toutes questions soumises à l'avance au Conseil et portées par lui à l'ordre du jour.

§ 6. *Modifications aux statuts.*

ART. 33. — Les statuts pourront être modifiés en assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration ou à la demande de dix membres fondateurs ou sociétaires, préalablement soumises au Conseil qui présentera un rapport.

Tout projet de réunion ou de modification sera envoyé à chacun des membres de la Société, au moins huit jours à l'avance.

ART. 34. — Aucune modification ne pourra être votée par une première assemblée générale, si elle ne réunit au moins la moitié plus un des membres de la Société et les deux tiers des voix des membres présents.

Si l'assemblée générale ne réunissait pas le nombre des membres prévus dans le présent article, et si les modifications proposées étaient approuvées par les deux tiers des membres présents, il serait fait une nouvelle convocation à huitaine, et alors les délibérations seraient valables si elles étaient prises à la majorité des deux tiers des membres présents, quel qu'en fût le nombre.

§ 7. *Dissolution.*

ART. 35. — La dissolution de la Société ne pourra être prononcée que par une assemblée générale convoquée spécialement à cet effet par le Conseil. Cette décision ne sera valable que si l'assemblée se compose du tiers au moins des membres de la Société, et si elle obtient le vote des deux tiers des membres présents.

ART. 36. — La dissolution aura lieu de plein droit dans le cas où le montant des cotisations et des subventions ne serait pas suffisant pour assurer l'existence de l'école, et si le Conseil d'administration

déclarait, par un vote, être dans l'impossibilité de subvenir aux dépenses. Dans ce cas, le Conseil serait tenu de convoquer immédiatement l'assemblée générale et de lui exposer la situation.

ART. 37. — La liquidation décidée sera faite par une Commission de trois membres nommée à cet effet par l'assemblée générale et investie des pouvoirs les plus étendus.

ART. 38. — Les présents statuts, ainsi que toutes les modifications qui pourraient y être apportées, seront soumis à l'approbation de l'autorité compétente.

VOIES ET MOYENS

Dépenses.

Frais de première installation :

10 tours à 350 francs l'un, compris outillage . . .	Fr.	3.500	»
25 mètres d'établis à 8 francs.		200	»
20 étaux à 35 francs.		700	»
20 outillages de 20 étaux à 35 francs		700	»
Matériel estimé		2.000	»
TOTAL. . . .	Fr.	7.100	»

Dépenses annuelles et permanentes :

Loyer d'un local pouvant contenir de 25 à 30 apprentis avec logement pour l'agent comptable.	Fr.	2.400	»
Livres et fournitures classiques pour 25 élèves		500	»
Entretien de l'outillage et du matériel.		500	»
Assurances et impôts		250	»
Eclairage et chauffage		1.200	»
Frais prévus.		500	»

Personnel :

1 agent comptable.		1.800	»
1 contre maître		3.000	»
1 garçon d'atelier		1.500	»
TOTAL. . . .	Fr.	44.650	»

Recettes.

15 membres fondateurs à 200 francs.	Fr.	3.000	»
20 — sociétaires à 100 francs.		2.000	»
125 — adhérents à 25 francs.		3.125	»
Bienfaiteurs et subventions diverses		2.000	»
Produit du travail des apprentis, fêtes, quêtes, etc. . .	mémoire.		
TOTAL . . .	Fr.	10.125	»

REVUE DE L'ÉTRANGER

RUSSIE

Le *Bulletin des lois* publie un avis du conseil de l'Empire, approuvé par S. M. l'Empereur, concernant les mesures à prendre en vue de limiter le travail des enfants occupés dans les fabriques, usines et autres établissements industriels et de favoriser leur instruction, ainsi que celle des adultes. La décision établit à cet égard les règles suivantes :

1^o Ne pas admettre au travail les enfants au-dessous de douze ans.

2^o Ne pas permettre que les enfants de douze à quinze ans travaillent plus de huit heures par jour, non compris, bien entendu, les heures des repas, ainsi que celles consacrées à la fréquentation des écoles et au repos. Ne pas tolérer que le travail dure plus de quatre heures de suite.

3^o Ne pas occuper au travail les enfants au-dessous de quinze ans entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, ni les dimanches et jours fériés.

4^o Ne pas employer les enfants au-dessous de quinze ans à des travaux qui, par leur nature, pourraient nuire à leur santé ou provoquer leur épuisement.

Il est réservé aux ministres des finances et de l'intérieur de régler les détails de ce dernier point en arrêtant de commun accord la liste des établissements auxquels ne pourront être occupés les enfants, avec indication des degrés d'âge que concernera cette interdiction.

5^o Obliger les propriétaires d'usines, de fabriques et de manufactures de laisser aux enfants qu'ils occupent et qui ne seraient point pourvus d'un certificat prouvant qu'ils ont achevé le cours, au moins d'une classe populaire ou du même degré, — la faculté de fréquenter les établissements scolaires au moins pendant trois heures par jour ou dix-huit heures par semaine.

En outre, pour la surveillance de l'exécution des susdits règlements, une inspection spéciale doit être instituée dans les conditions suivantes :

1^o Partager en arrondissements spéciaux les centres industriels.

2^o Instituer dans chaque arrondissement un ou plusieurs inspecteurs, en confiant la surveillance générale à l'inspecteur en chef. Subordonner la susdite inspection à la juridiction du département du commerce et des manufactures (ministère des finances).

3° Subordonner directement les inspecteurs d'arrondissement à l'inspecteur général et les mettre à l'égard des autorités provinciales et de district dans les mêmes rapports que ceux où se trouvent les fonctionnaires du ministère des finances.

4° Leur imposer : *a*, la surveillance des susdits règlements ; *b*, la rédaction, avec le concours de la police locale, des procès-verbaux en cas d'infractions et la remise de ceux-ci aux instances judiciaires compétentes ; *c*, de poursuivre devant les tribunaux les personnes coupables de ces infractions, avec faculté d'en charger les fonctionnaires de la police locale.

5° Les indications détaillées des obligations des inspecteurs seront établies par des instructions spéciales approuvées par le ministre des finances, d'accord avec les ministres de l'intérieur et de l'instruction publique.

6° L'action de la susdite inspection ne s'étendra pas aux établissements industriels de l'État, où la surveillance à exercer concernant l'observation des présents règlements est confiée aux fonctionnaires chargés de la direction de ces établissements.

Les règlements de l'article 1^{er} devront entrer en vigueur le 1^{er} mai 1883.

Les projets relatifs aux présents règlements devront être soumis à l'approbation de S. M. l'Empereur. Une somme de treize mille roubles est affectée aux honoraires de l'inspecteur en chef et de quatre inspecteurs d'arrondissement, qui devront entrer en fonctions le 1^{er} juillet 1882.

L'avis du conseil de l'Empire contient en outre quelques mesures provisoires qui, après avoir été expérimentées pendant l'espace de deux ans, devront, au bout de ce terme, faire l'objet d'un nouvel examen pour être transformées en dispositions définitives.

— Nous ajouterons que la charge d'Inspecteur général est confiée à notre collègue, M. le Conseiller intime E. Andréeff, ancien professeur de technologie, membre fondateur de la Société impériale polytechnique de Russie et de plusieurs écoles pour les ouvriers et leurs enfants, de plus *membre perpétuel de la Société de Protection des Apprentis et des Enfants employés dans les Manufactures*. M. Andréeff s'est beaucoup occupé de la question du travail des enfants et c'est sur son initiative et sous sa présidence, qu'une commission spéciale de la Société polytechnique avait étudié et élaboré en 1875 un projet de loi sur le travail des ouvriers mineurs, qui a fait partie des matériaux présentés par M. Andréeff au Congrès international d'hygiène et d'économie sociale, à Bruxelles en 1876, et publiés sous le titre : « Institutions pour l'amélioration du sort des ouvriers en Russie. »

ANGLETERRE

Organisation et Rémunération de l'Inspection. — Nous renvoyons aux détails qui se trouvent consignés dans le procès-verbal de la séance du 6 juillet 1882 (V. page 255).

CHRONIQUE

LE LIVRE D'OR DES ANCIENS APPRENTIS ET DES OUVRIERS

Dans sa séance du 21 mars 1882, la Société nationale d'Encouragement au bien a décerné diverses récompenses à MM. Henri Geniès de Bordeaux, Alexandre Étienne Asselin de Paris, Henri Michel Morel de Versailles, François Auguste Villez de Versailles, Victor Alexandre Laurent et Eugène Cuvé de Versailles, Georges Nicolas Maillard de Maule, qui se sont désignés à ses suffrages par la fidélité et le dévouement au regard de la maison dans laquelle ils avaient débuté comme apprentis. — De ces mérites, il convient de rapprocher ceux de MM. Martin Rensch de Berghem, Mathurin Purt de Bassins, Damien Paquet de Denain, Charles Bietrex de Paris, Jules Barbet de Montmorency qui, dans leur longue carrière d'ouvriers ont fait preuve de toutes les vertus privées qui font l'honnête homme et le bon citoyen.

LES CONFÉRENCES DE TROYES A L'ENFANCE OUVRIÈRE

La Société de protection de l'enfance ouvrière a donné le 11 juin 1882 dans la grande salle de l'hôtel de ville, aux enfants qui travaillent dans les usines, une nouvelle conférence accompagnée de chants. Cette conférence a été des plus intéressantes.

Plus de 130 enfants s'y étaient rendus avec leur famille.

Une cantate glorifiant le travail, l'amour du devoir et de la patrie y a été exécutée avec une entente vraiment remarquable.

Le conférencier était M. François, un honnête instituteur aussi distingué par ses connaissances que par sa modestie. Il a développé ce sujet : C'est par l'empire qu'on sait prendre sur soi-même qu'on prévient les funestes conséquences de l'inconduite et des passions mauvaises, qu'on devient homme de bien, ouvrier honnête et laborieux, aimant les joies de la famille, ne trouvant son bonheur qu'avec sa femme et ses enfants, vivant de la même vie qu'eux, des mêmes plaisirs, des mêmes jouissances, des mêmes peines, des mêmes chagrins, et sachant inspirer à tous ceux qui l'entourent, des goûts simples et modestes, le sentiment des convenances sociales, du désintéressement et du devoir. M. François a traité son sujet en homme habitué à vivre au milieu de la jeunesse et sachant combien la première éducation a d'influence sur le reste de la vie.

M. Vernant, trésorier, a ensuite rendu compte de la situation de la Société qui se trouve avoir, pour 1881, un excédent de recette de 436 fr. 70 c.

M. Vernant a en outre annoncé que la Société de Protection des apprentis de Paris a bien voulu comme marque de sympathie accorder à la Société troyenne pour 1882, une somme de 150 francs.

LA FÊTE DE LA SOCIÉTÉ AMICALE EN FAVEUR DES PROFESSEURS DES ÉLÈVES DES COURS GRATUITS D'ADULTES

Nous avons déjà entretenu nos lecteurs du but de cette Association dont nous devons la connaissance au sympathique M. Asselin, l'un de ses plus zélés propagateurs. C'est elle qui procure l'enseignement secondaire littéraire et scientifique et la préparation aux écoles du gouvernement, aux élèves d'une intelligence exceptionnelle qui ont montré des aptitudes hors ligne dans les cours d'adultes. — Sa fête du 23 avril 1882 au Palais du Trocadéro a été digne de ce généreux programme. La présidence de M. Frédéric Passy et le concours des artistes éminents qui avaient été conviés à la cérémonie ont donné à l'Association le lustre qu'elle mérite et lui ménageront par les ressources acquises de nouveaux et légitimes éléments de succès.

LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE DE LA MAISON DIETSCH FRÈRES A LIEPVRE (ALSACE)

« Ce qui augmente le bien de tous, augmente la part de chacun. »

L'Alsace, cette terre classique du progrès économique et de la sollicitude des patrons à l'égard de leurs collaborateurs ouvriers, s'est toujours placée à la tête de la science et de l'humanité. Nous extrayons d'une brochure publiée en 1881 sur les institutions de l'établissement de MM. Dietsch frères, des documents qui sont bien de nature à fortifier cette appréciation.

Ces institutions se résument ainsi : Caisse des mères, fondée en 1867 ; — caisse de secours, créée en 1865 ; — société de consommation coopérative dite la Fraternelle établie en 1879 ; — économat, bains chauds, maisons ouvrières, assurances collectives contre les accidents et contre l'incendie (1880) ; — petite caisse d'épargne (1881) ; — caisse d'épargne et de prévoyance (1876) ; — cuisine économique (1876) ; — caisse des retraites (1869) ; — caisse des retraites auxiliaire (1873) ; — asile des infirmes (1875).

La maison prend ainsi l'enfant à la naissance et suit l'homme jusqu'à la vieillesse et la mort.

Dans cet ordre logique de la prévoyance se présente en premier lieu la caisse des mères. Elle comprend 247 membres dont l'ensemble des cotisations, qui s'est élevé à 964 francs en 1881, est doublé par MM. Dietsch frères. — Au 31 décembre 1881, elle comptait 3,727 fr. 80 c. d'encaisse.

La caisse des mères est obligatoire pour toutes les ouvrières depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à celui de quarante-cinq.

La cotisation individuelle est de quinze centimes par quinzaine. Les chefs de la maison versent à cette caisse une somme équivalente. Les mères restent à la maison pendant un mois, et reçoivent pendant ce temps une indemnité journalière de 1 fr. 50 c. Les soins du médecin et de la sage-femme sont gratuits. La maison fournit la layette. Pour avoir droit à tous ces avantages, il suffit de dix mois de cotisation. La crèche déjà riche de 2,952 fr. 45 c., produit de dons, représentations théâtrales, ou loteries, va entrer en activité

aussitôt que d'autres ressources auront suffisamment accru son capital de fondation. — La participation à la caisse de secours est obligatoire. — La cotisation est prélevée sur le salaire à raison de deux centimes par franc du gain de l'ouvrier.

Ainsi un ouvrier gagnant 25 francs par quinzaine, paye 50 centimes de cotisation par quinzaine. Par contre, en cas de maladie il a droit gratuitement aux soins du médecin et aux médicaments, et reçoit en outre un secours de un franc par jour.

En cas de décès, la caisse de secours paye à la famille du défunt, trente-six francs pour les frais funéraires.

La caisse a une dépense annuelle de 7,000 francs environ.

Les dépenses consistent en :

- 1° Journées payées aux malades (3,093 fr. en 1881);
- 2° Frais de pharmacie;
- 3° Frais d'enterrements;
- 4° Honoraires du médecin (à raison de 2 fr. 50 c. par membre);
- 5° Loyer de la pharmacie à l'établissement, mais les chefs reversent ce loyer à la caisse des malades et de secours;
- 6° Petits déboursés divers;
- 7° Remboursement de cotisations à un membre renvoyé faute de travail;
- 8° Imprimés (bulletin de visite des membres du comité aux malades);
- 9° Débours pour entretien et réparation des bains;
- 10° Versement à la caisse des retraites des trois quarts des bénéfices faits par la caisse de secours (mesure décidée il y a quelques années par le comité).

Les recettes sont alimentées par :

- 1° L'encaisse constitué par le bénéfice de l'année précédente. (Depuis quelques années, en vertu d'une décision du comité, les trois quarts des bénéfices de cette caisse sont versés chaque année dans la caisse de retraites);
- 2° Les cotisations des membres de la Société au nombre de 617;
- 3° Le produit des amendes de police;
- 4° La vente d'huile de foie de morue;
- 5° La vente de fioles (les médicaments sont fournis gratuitement aux malades, mais pour chaque fiole ils déposent dix centimes, qui leur sont remboursés lorsqu'ils rendent les fioles vides);
- 6° L'intérêt à 5 0/0 du capital placé à la maison.

Mais MM. Dietsch frères ne se sont pas contentés d'organiser les secours aux cas extrêmes de maladie et de mort; au moyen de la Fraternelle, société coopérative de consommation, ils ont voulu rendre la vie facile.

Le but de cette Société est de fournir aux associés des denrées alimentaires de bonne qualité, et autres objets nécessaires au ménage.

Le bénéfice se trouve réparti au bout de l'année entre les membres, ce qui constitue pour ceux-ci une vraie caisse d'épargne.

Les achats se trouvent réglés tous les quinze jours par les sociétaires et directement au caissier de la société. (L'établissement n'intervient pas.)

Le but moral atteint par la société est celui-ci :

Les cent quatorze familles sociétaires sont arrivées au bout de l'année sans avoir de dettes chez l'épicier et chez le boulanger, bien au contraire elles

touchent une somme assez rondelette comme bénéfice. Cette somme sert à acheter un meuble ou à payer une location, une petite fantaisie.

La Fraternelle a donné 5.64 0/0 net sur le chiffre de l'épicerie, 4 0/0 sur la boulangerie en plus de l'intérêt à 5 0/0 des versements de chaque sociétaire.

— L'économat a été créé afin de procurer à bas prix aux ouvriers : *des meubles, de la literie, des ustensiles de ménage, des articles de vannerie*, articles que l'on ne pouvait pas se procurer à Liepvre, et dont les achats nécessitaient des déplacements.

Son chiffre d'affaires a été de 3,374 fr. 35 c. qui ont donné 8 0/0 de bénéfice net sur le chiffre d'affaires, il est alloué 5 0/0 à la vendeuse et 2 0/0 à l'employé chargé des écritures.

Le local (magasin de vente) est fourni gratuitement par la maison.

La Cuisine économique met à la disposition des ouvriers le litre de bouillon de bœuf à 0 fr. 25 c., la grande portion de légumes 0 fr. 15 c., le litre de potage à 0 fr. 25 c. Les portions peuvent être emportées ou consommées sur place dans un réfectoire chauffé l'hiver. On cuit gratuitement les mets que les ouvriers apportent tout préparés du dehors.

En 6 ans, la cuisine a fourni : bœuf, 6,363 kilogr.; bouillon, 52,208 litres; légumes, 21,837 portions; soupes diverses, 10,176 litres.

Lorsqu'un incendie vient à éclater dans une de ces vastes maisons qu'on compte encore en trop grand nombre dans quelques villes manufacturières et dont les locataires vivent en général du travail manuel, il est bien rare qu'il n'anéantisse complètement ce qui fait le plus souvent la fortune de l'ouvrier, c'est-à-dire son mobilier, sa literie, son linge et ses vêtements!

Voilà l'ouvrier et sa famille subitement réduits à la misère, et si la charité leur vient en aide, elle ne peut généralement le faire que d'une manière incomplète et insuffisante.

Mais, dira-t-on, pourquoi l'ouvrier ne fait-il pas assurer son mobilier, l'assurance coûte si peu de chose! s'il est malheureux, il l'est bien par sa faute.

Quand on va au fond des choses, on voit que ce reproche, en apparence fondé, l'est fort peu en réalité.

En effet, quelle est la valeur d'un ménage d'ouvrier? douze à quinze cents francs en moyenne, pas plus. Pour faire couvrir cette somme, il faudrait que, rendu attentif à la nécessité de se faire assurer et l'ayant admise, l'ouvrier se rendit auprès de l'agent d'une compagnie d'assurances, qu'il fit sa déclaration, qui serait d'un bien mince intérêt pour cet intermédiaire, puisqu'il s'agirait de primes de 1 fr. 50 c. à 3 francs; qu'il payât pour la police une somme dépassant le plus souvent le montant de la prime, et eût d'ailleurs bien soin de faire faire un avenant à chaque changement de domicile.

Voilà bien des démarches, bien des courses à faire, aux heures où il faut être au travail sous peine de voir son salaire réduit.

En cas de sinistre, ces difficultés, si graves déjà, le sont bien plus encore! Comment l'ouvrier, dont le travail absorbe tous les instants, pourrait-il remplir régulièrement toutes les formalités nécessaires pour se mettre bien en règle, pour discuter avec les compagnies l'indemnité qui lui serait due?

Il y a une impossibilité absolue pour la plupart d'entre eux!

Et cependant, qui est-ce qui a le plus besoin d'être garanti dans ce qu'il possède, si ce n'est celui qui possède peu?

L'ouvrier ne pouvant pas aller à l'assurance, il a fallu que celle-ci vint à lui. Voici une combinaison fort simple pour remédier à cet inconvénient.

La maison a obtenu d'une bonne compagnie d'assurances une police unique comprenant tous ceux des ouvriers désireux d'assurer leur mobilier.

L'établissement paye les primes en bloc; le montant en est réparti entre les assurés au prorata de la valeur garantie.

L'ouvrier est couvert partout où il réside, pourvu qu'à chaque changement de domicile il en fasse la déclaration. Cette déclaration fait l'objet d'une inscription dans un registre spécial tenu à l'établissement.

On a donc atteint, en ce qui regarde le personnel, les résultats suivants : vulgarisation de l'assurance, économie de temps pour l'assuré, économie très grande de frais, simplification et unité dans la rédaction de la police, simplification extrême dans le règlement des sinistres.

Un employé de la maison fait gratuitement toutes les écritures, ce qui lui prend, du reste, peu de temps.

En thèse générale, voici comment se résument les avantages par l'assurance collective.

Police gratuite pour les intéressés (la maison prend le coût de la police et les frais à son compte).

Le mobilier est assuré à raison de soixante-dix centimes par mille francs.

Les immeubles à raison de trente centimes par mille francs.

Les intéressés payent la prime, ce qui est tout naturel, mais pas d'autres frais.

Cette institution est des plus simples. Bien appliquée, on n'aura plus sous les yeux le spectacle navrant de familles ouvrières incendiées dont toutes les épargnes, tout l'avoir, sont partis en fumée.

105 ménages sont assurés pour un total de 233,506 francs.

A côté de l'assurance contre l'incendie se place celle contre les accidents.

Les héritiers de l'assuré reçoivent en cas de décès ou d'incapacité de travail *totale*, permanente et incurable, quatre cents fois le salaire quotidien, en cas d'incapacité de travail *partielle*, permanente et incurable, totale et temporaire, 50 % du salaire quotidien pendant six mois au plus. En vertu d'une police additionnelle, et moyennant une prime supplémentaire, la Compagnie rembourse par tête de victime une somme dont le maximum est de 15,000 francs.

Une combinaison d'assurance sur la vie est à l'étude.

Dans l'épargne c'est le commencement qui est pénible, c'est pourquoi en créant la petite caisse d'épargne on a voulu engager les jeunes gens à commencer de bonne heure à faire des économies.

Les jeunes ouvriers sont enclins à dépenser leur argent au fur et à mesure qu'ils le gagnent.

Les femmes sont plus économes, mais elles aussi sacrifient à leur toilette maint écu qui serait mieux placé à la caisse d'épargne.

Il faut réagir contre cette inclination à la prodigalité, et multiplier non pas les occasions de dépenses, mais les occasions de faire des économies.

La petite caisse d'épargne, qui compte 47 déposants et 171 fr. 10 c. versés, est ouverte tous les quinze jours, le dimanche, de 7 à 9 heures du matin. On reçoit des dépôts de dix centimes à cinq francs au plus. Dès que le dépôt atteint la somme de deux francs, cet argent porte intérêt à raison de cinq pour cent, dont un demi pour cent est versé à l'employé chargé de cette caisse.

Le livret est fourni gratuitement.

La grande caisse d'épargne est destinée à recevoir les économies des ouvriers et des employés de l'établissement. Les versements se font le dimanche, lendemain de paie, dans la matinée. Il en est de même des demandes de remboursement.

Cette caisse a déjà rendu de très grands services. Elle a cet avantage considérable que, se trouvant sur les lieux mêmes, elle évite aux déposants un voyage toujours plus ou moins onéreux pour porter dans une des villes voisines le fruit de leurs économies.

Les versements sont limités. Ils ne peuvent, par déposant, capital et intérêts compris, dépasser la somme de 1,000 francs. Dès que l'actif d'un déposant dépasse 1,000 francs, le surplus est improductif d'intérêts. Mais alors, la caisse achète, sans frais, pour le compte du déposant, un titre de rente sur l'Etat, à moins que le titulaire du livret n'ait réduit son avoir au-dessous de cette limite.

Le taux de l'intérêt est de 5 0/0 l'an. Mais il est prélevé sur le produit total de l'intérêt annuel 1/4 0/0 à titre de rétribution à l'employé chargé de ces comptes.

Les déposants en 1881 se sont élevés à 67 ; il y a eu 9,895 fr 10 c. en versements pour 3,984 fr. 25 c. de retraits de fonds.

Grâce à la Caisse des retraites, alimentée par le versement des 3/4 des bénéfices annuels de la caisse des secours et grossie par les dons de la famille Dietsch, après dix ans de travail dans l'établissement et de cotisation à la caisse des secours, tout ouvrier devenu, par suite d'infirmités, incapable de travail, trouve une ressource certaine.

Les veuves, ainsi que les orphelins d'ouvriers, s'ils sont indigents, peuvent aussi participer aux secours délivrés par cette caisse.

Les pensions à payer ne sont prélevées que sur l'intérêt du capital ; la quotité de ces pensions est fixée par le comité.

L'Asile des Infirmes est riche d'environ 11.000 francs provenant des libéralités de la famille Dietsch. L'intérêt sert provisoirement à créer une petite pension aux ouvriers qui n'ont pas de droit à la caisse de retraite de l'établissement, parce qu'ils font partie de la caisse de secours du village, qui n'est pas en état de leur allouer une indemnité suffisante.

Une fois ces quelques cas, d'ailleurs rares, épuisés, le capital reviendra à sa véritable destination, c'est-à-dire qu'il servira à la création d'un asile pour les infirmes.

Cette admirable organisation se complète par différentes institutions qu'il est utile de résumer.

Une bibliothèque composée de 400 volumes français et de 169 volumes allemands est ouverte tous les dimanches de 7 à 9 heures du matin. En 1880, 1,230 livres ont été lus.

Une école de couture reçoit les jeunes filles trois fois par semaine de 7 à 9 heures du soir. La fréquentation moyenne est de 90 élèves. La salle, l'éclairage, le chauffage, aussi bien que les coupons d'étoffe sont fournis gratuitement par MM. Dietsch. Les jeunes filles de l'ouvroir se font à leur tour bienfaitrices, et ont, au moyen de trois loteries, procuré 4,500 francs aux pauvres du village.

Enfin, on n'oublie, ni les enfants qui ont leur arbre de Noël, ni les malades, et convalescents qu'une sœur de charité visite pour leur distribuer médica-

ments, bouillon et vin, ni les pauvres qui reçoivent des secours et qui en 1881, ont été dotés de 317 vêtements.

Trois cabinets de bain sont mis à la disposition des ouvriers. Le bain coûte 12 cent. 1/2, le linge est fourni par l'établissement. En 1864, on avait construit 22 maisons louées à bas prix chacune pour un seul ménage, mais des logements s'étant installés au village, de nouveaux bâtiments sont devenus inutiles.

Nous laisserons MM. Dietsch frères conclure en résumant ainsi leur œuvre : « Chercher à améliorer le sort du travailleur, supprimer les causes qui abaissent sa condition, l'aider à s'élever sur l'échelle sociale, le mettre à l'abri des besoins de la vieillesse sans qu'il soit à charge à personne, faire disparaître l'antagonisme entre le capital et le travail : voilà le but que doit poursuivre aujourd'hui tout homme de cœur.

» La tâche est grande, mais les moyens sont multiples. Mettons la main à l'œuvre ; et qui sait, peut-être le malaise fatal qui pèse sur la société, au lieu de progresser, entrera dans une période décroissante. Pierre travaille aujourd'hui, gaiement, avec ardeur parce qu'il est jeune et fort. Dans sa maisonnette blanche, il est secondé par une femme aimée, un baby rose lui sourit : c'est le bonheur !

» Mais demain, après demain ?...

» L'avenir est à Dieu !

» Les enfants poussent, deux, trois, plus encore ! les ressources restent stationnaires, souvent elles diminuent et cependant les dépenses augmentent. Puis survient le chômage ou la grêle dans les récoltes, puis l'incendie, les maladies, que sais-je encore ?

» Si dans ces moments de crise et de malheurs, Pierre n'est pas secondé, aidé, s'il n'existe pas autour de lui de planche de salut, la misère s'introduit au logis, et alors découragé, démoralisé, Pierre reniera peut-être ses devoirs les plus sacrés.

» Que deviendra alors la femme et qu'adviendra-t-il des enfants ?

» Eh bien ! cette planche de salut pour tous les naufragés, nous pouvons la posséder : elle consiste dans différentes institutions créées ou à créer, ayant toutes en vue le bien-être moral, intellectuel et physique.

» Il y a là une obligation, un problème à la solution duquel chacun doit travailler.

» La récompense de tous, s'ils n'entrevoient pas dès le début un horizon déterminé, sera au moins dans la satisfaction du devoir accompli.

» Celui qui veut sérieusement arriver au but ne manquera pas le chemin. »

Nous ne sommes pas surpris de trouver en Alsace des sentiments si français.

ERNEST NUSSE.

GEORGES MOORE.

Nous extrayons d'un discours prononcé par notre collègue M. Wickham, adjoint au maire du II^e arrondissement, l'intéressante biographie de Georges Moore, dont il a élégamment entretenu les enfants de l'École communale de la rue du Sentier, 21, à l'occasion de la distribution des prix du 11 août dernier.

« Je vous ai parlé conscience, cela touche à la morale que vos maîtres, en toute occasion, vous enseignent avec tant de soin, et cela me remet en mémoire une vie exemplaire que je me plais à vous raconter. Il s'agit non pas d'un

grand conquérant, mais tout simplement d'un homme de bien, qui fut d'abord en enfant du peuple, allant à l'école comme vous. C'est de Georges Moore que je vais vous parler, cet homme modeste fort justement appelé « le héros de la philanthropie ». Il naquit au commencement de ce siècle; son père était un ouvrier vivant honorablement de son travail. Le temps que Georges Moore passa à l'école fut pour lui un temps d'épreuves; son maître était brutal et ivrogne. On ne peut vraiment se figurer ces choses quand on voit ce que sont les maîtres d'école, les instituteurs d'aujourd'hui, si dignes de la haute considération qui doit les entourer; en ce temps-là, ce n'était pas ainsi, on était en monarchie et l'instituteur, si vénéré aujourd'hui, et qui doit l'être de plus en plus, était alors bien peu de chose; il passait, bien à tort, après d'autres fonctionnaires d'un ordre spirituel, lesquels abusaient de leur toute-puissance.

» Voilà donc notre pauvre Georges à l'école, battu et maltraité; cela ne l'empêche pas de travailler et d'apprendre; sa conscience à toute minute le rappelle au devoir, l'encourage et lui crie: En avant.

» A treize ans, il quitte l'école et il s'en va avec l'autorisation de ses parents chercher fortune et livrer la bataille de la vie. Il fut admis tout d'abord chez un marchand de draps en qualité d'apprenti de commerce; les apprentis alors allumaient le feu, balayaient le magasin, soignaient le cheval, etc.

» Croyez-vous qu'il se plaignait de tous ces rudes travaux? Non.

» Toujours exact, toujours de bonne humeur, il devint bientôt le favori des clients; au bout de deux ans, il passait maître apprenti, et fut chargé de la comptabilité; il consacrait toutes ses soirées à l'étude.

» A 19 ans, l'envie lui vint de chercher pour son activité un théâtre plus vaste et il s'en alla dans la grande capitale; il y arriva sans place, sans recommandation, mais très résolu à se tirer d'affaires. Il ne tarda pas à trouver une situation chez un passementier; son patron, écrivant à un de ses amis, s'exprimait ainsi à son sujet: « Je vis entrer chez moi un garçon solidement bâti, qui avait les yeux pleins de larmes; sa valise ou plutôt une vieille caisse était à côté de lui. Quand il eut essuyé ses larmes et porté sa valise dans sa petite mansarde, il redescendit, se mit aussitôt à l'œuvre, et dès cette heure même, fut le plus grand travailleur que la maison eût jamais vu. »

» Georges Moore s'aperçut que son éducation était très inférieure à celle des jeunes gens employés comme lui; il se hâta de suivre les cours du soir, et il empruntait bien des heures au sommeil dans le but de s'instruire; au bout de dix-huit mois d'études aussi assidues, il eut la satisfaction de voir qu'il pouvait prendre rang parmi ceux qui l'entouraient.

» Deux ans plus tard, il entra chez un marchand de dentelles; comme il eut là, tout de suite en entrant, des appointements plus forts que précédemment, il se crut un homme de grande importance; écoutez la leçon de modestie qu'il ne tarda pas à recevoir; c'est Georges Moore qui parle: « J'avais alors une assez haute opinion de moi-même, mais je n'étais pas dans la maison depuis plus de deux à trois semaines que mon patron commença à me dire que j'étais le plus imbécile de ses employés et comme il me répétait la même chose durant plusieurs mois, à raison de deux ou trois fois par semaine, je finis par n'en plus douter, et il ne me resta plus rien de ma sotte vanité. Un fameux débarras pour un garçon de 20 ans! »

» Le patron ne tarda pas à changer d'opinion au sujet de son employé, et voyant se développer son intelligence et grandir ses capacités, il lui jugea

trop de talent pour rester derrière un comptoir et il résolut de l'envoyer visiter ses clients, en un mot, de l'employer comme voyageur de commerce. Ce fut pour Georges Moore l'occasion de succès toujours croissants; en peu de temps, il devint le plus habile des commis-voyageurs, et par sa loyauté, sa bonne humeur dans l'exercice d'une profession souvent dédaignée, il prouva qu'il n'est point de métier si humble qui ne puisse ennoblir les sentiments élevés de celui qui l'exerce.

» Travail, telle était sa devise, en voyage, comme au magasin; dès la première heure, il était debout, faisant le tour de la ville, prenait les commandes et aussitôt après déjeuner partait pour une autre ville, y visitait tous les marchands, et finissait souvent la journée dans un troisième endroit. Il avait pour règle de ne jamais reculer devant le devoir, et de l'accomplir tout entier et de toutes ses forces.

» Quand on est un pareil employé, on ne tarde pas à devenir chef. Une maison de la capitale résolut de s'attacher celui qu'on appelait le roi des commis voyageurs; en juin 1830, à 23 ans, notre héros devint l'associé d'une des plus grandes maisons de commerce de l'époque.

» Tel fut le point de départ de l'immense fortune de celui qui, à sa mort, possédait un revenu d'environ 1,00,000 francs par an. Nous dirons quelles ont été les causes de ce beau succès. Il travaillait en moyenne seize heures sur vingt-quatre, et passait d'ordinaire deux nuits par semaine; c'est vous dire qu'il avait une santé de fer. « Ne commencez jamais, disait-il, ce qui ne saurait être amené à bonne fin, mais si vous avez jugé qu'une chose est faisable, n'y renoncez à aucun prix. Vaincre ou mourir. »

« Faites de votre mieux, disait-il encore, toujours de votre mieux, de votre mieux en toutes choses. » Impossible, était un mot qu'il ne pouvait admettre, et grande était son indignation quand quelqu'un des siens lui disait: « Je ne peux pas faire telle ou telle chose. Je ne peux pas! » s'écriait-il. Que voulez-vous dire, jeune homme? Je ne comprends pas ce que vous voulez dire? Ce moi-la n'est pas dans le dictionnaire... Courez faire à l'instant même ce que je vous commande. »

» Dès que Georges Moore eut une certaine fortune, il s'occupa de la question de l'enseignement; il fonda des écoles, des bibliothèques, il devint membre de toutes les sociétés charitables et trouva le temps de s'occuper de toutes.

» Il vint en aide à des milliers d'individus pour leur trouver des emplois, mais il avait pour principe de n'aider que ceux qui avaient bonne conduite, et qui voulaient s'aider eux-mêmes. Quand il les avait placés, il les suivait et les recevait chez lui; nous lisons dans son journal: « Avoir eu à diner vingt-deux des jeunes gens que j'ai placés; je ne veux jamais oublier que dans mes jours d'apprentissage je n'avais personne pour m'inviter... C'est du peuple que je suis sorti, disait-il, j'espère que ma prospérité ne me fera jamais oublier les amis pauvres de mon enfance. » Il lui était si doux de faire du bien qu'un jour il s'écriait: « Si le monde pouvait seulement deviner la moitié de la joie qu'on trouve à faire du bien, il ne chercherait plus le bonheur ailleurs. »

» Ce grand philanthrope mourut en 1875, victime d'un accident; un cheval emporté le heurta, le renversa sur le pavé et vingt-quatre heures après il succombait. Sa devise était: « Il ne vaut la peine de vivre que pour faire du bien autour de soi. » Les témoignages d'affection, de respect, d'admiration, furent prodigués à sa mémoire.

» Quiconque se trouvait à Paris en février 1871 ne perdra jamais le souvenir des lugubres journées de la fin du siège. La population hâve, amaigrie, affamée; les queues à la porte des boucheries, sous la pluie, sous la neige ou dans le brouillard glacé du matin; les préparatifs mystérieux d'une dernière sortie, suprême effort du patriotisme aux abois, puis la défaite et l'armistice.

» Beaucoup de gens au dehors s'étaient émus à la pensée de nos souffrances et avaient pris leurs mesures pour nous envoyer des vivres aussitôt que les portes de Paris s'ouvriraient. Un négociant, bien connu pour sa prodigieuse activité et pour sa charité inépuisable, fut chargé d'apporter à Paris un témoignage de sympathie et de générosité de la part des habitants de Londres. Il partit sans perdre une heure, surmonta tous les obstacles et eut la joie d'arriver le premier, lui et son convoi de vivres, au secours de Paris affamé.

» Puis il se mit à l'œuvre, organisa les distributions, y présida lui-même et les continua pendant plus de vingt jours sans prendre un moment de repos.

» Après les sanglantes journées de la Commune, ce même bienfaiteur revenait parmi nous; il recommença, au milieu des ruines fumantes de la capitale, une mission de charité et de dévouement, non moins douloureuse que la première pour un cœur comme le sien.

» Quand il retourna dans son pays, il succombait presque sous le poids de la fatigue et de l'émotion, ses cheveux avaient blanchi et d'effrayants cauchemars faisaient revivre pour lui, chaque nuit, les scènes dont il avait été témoin.

» Ce négociant, ce bienfaiteur du dehors, c'était notre héros, c'était Georges Moore. Souvenez-vous donc toujours de lui, mes chers amis; faites comme lui, que cette belle vie soit à jamais présente à votre esprit et qu'elle vous serve de modèle. »

L'INSPECTION DES ÉCOLES PROFESSIONNELLES

Le Préfet de police vient d'adresser, aux présidents et présidentes des commissions locales du travail des enfants, une circulaire pour les prévenir que les dispositions de la loi du 19 mai 1874 ne s'appliquent qu'aux ateliers dont les patrons bénéficient du produit du travail, et que, par conséquent, ils n'ont pas à surveiller les ateliers des écoles professionnelles, qui n'ont aucun caractère d'établissement industriel dans le sens mercantile du mot.

LES COURS GRATUITS PROFESSIONNELS COMMERCIAUX DE L'UNION NATIONALE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE POUR LES DEUX SEXES

Hôtel des Chambres syndicales, 10, rue de Lancry.

L'inauguration solennelle des cours gratuits professionnels commerciaux, institués à l'Union nationale, aura lieu le *jeudi 19 octobre 1882*, à huit heures du soir, hôtel des Chambres syndicales, sous la présidence de M. Hiélard, président du Syndicat général.

Déjà, l'année dernière, le programme de ces cours avait été augmenté; cette année encore le Comité spécial d'organisation a cru devoir y ajouter un nouveau cours, celui de la géographie commerciale dont l'étude est trop négligée en France.

Ce cours sera accompagné de conférences agrémentées de projections.

Le programme comprendra donc cette année les cours suivants :

Deux cours de COMPTABILITÉ COMMERCIALE.

Un cours de STÉNOGRAPHIE.

Un cours de langue ANGLAISE.

— de langue ALLEMANDE.

— de langue ESPAGNOLE.

— de langue ITALIENNE.

— de GÉOGRAPHIE COMMERCIALE.

Conférences sur la Géographie commerciale.

Les inscriptions seront reçues tous les jours (dimanche excepté), de dix heures à midi et de deux heures à cinq heures du soir.

Les élèves et leurs familles, ainsi que tous les membres des chambres syndicales, sont invités à la séance d'inauguration.

MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRE PERPÉTUEL

Nom des adhérents.

Présentateurs.

MM.

MM.

Roche (Isidore), censeur de la Société

MEMBRES ORDINAIRES

Moutier (Paul), serrurier, à Saint-Germain-en-Laye	Linarès,
Majesté , imprimeur, à Châteauroux	id.
Boulenger aîné, fabricant de carreaux mosaïques, à Auneuil (Oise)	Wallet.
Durand , directeur de la verrerie de Montmiral (Sarthe)	Linarès.
Gardeil (M ^{lle}), directrice de l'École professionnelle Sainte-Anne de Nancy, 25, rue de la Pépinière, à Nancy	Nusse.
Sourdat , mécanicien, à Paris	id.
Thomas (Ernest), étudiant en médecine, à Paris	Roche.
Brunet , batteur d'or, 167, rue Saint-Maur, à Paris	id.
Gatteaux (M ^{lle}), rentière, 10, rue des Saints-Pères, à Paris	id.
Girard (M ^{me}), planteuse, 83, rue Saint-Honoré, à Paris	id.
Thuot (M ^{me}), brunisseuse, 44, rue de Bretagne, à Paris	id.
Carenou et Tur , fabricants de réglisse à Mousac (Gard)	Estelle.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ

PROCÈS-VERBAUX

DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE ORDINAIRE TRIMESTRIELLE

Du jeudi 9 novembre 1882.

PRÉSIDENCE DE M. LE D^r MARJOLIN, l'un des *Vice-Présidents* de la Société.

La séance est ouverte à 8 heures.

Sont absents, excusés par lettres : MM. *Martial Bernard, Marochetti, J. Périn, Albert Robin.*

M. le Président donne la parole à M. le Secrétaire pour le dépouillement de la correspondance et les communications.

CORRESPONDANCE. — Nous avons reçu un très grand nombre de lettres émanant de lauréats ou de présentateurs à l'occasion de la fête de l'Enfance ouvrière. A l'exception de deux réclamations isolées, nous avons été heureux de constater que les décisions de la Commission des récompenses ont été généralement accueillies avec une profonde sympathie et une sincère reconnaissance.

Nous mentionnerons tout particulièrement la correspondance échangée avec MM. les Inspecteurs divisionnaires *Landon* et *Délaissement*, M. *Bernot* de Troyes, MM. *Dietsch* frères de Liepvre (Alsace), M. le *Directeur* de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, M. le *Secrétaire* de la Commission de patronage des apprentis de Verdun, M. *Le Coustellier* d'Abbeville, etc.

De ces lettres il faut détacher celle que nous a envoyée le 5 août dernier M. *de Bouteiller*, alors vice-président du Conseil municipal de Paris, qui s'exprimait dans les termes suivants :

« J'ai l'honneur de vous renvoyer la très remarquable sténographie que vous avez bien voulu me communiquer et je saisis cette occasion pour vous remercier de la courtoisie de votre accueil à l'intéressante solennité qui m'a procuré l'honneur d'entrer en relation avec vous. »

Notre fête du 30 juillet dernier a eu divers échos, sans parler des éloges unanimes de la Presse parisienne, sans distinction

d'opinion. M. *Chaix*, dans la distribution particulière des prix de son École, a mis en relief les récompenses accordées à quelques-uns de ses élèves ou employés exactement comme les lycées rappellent les prix par eux obtenus à la Sorbonne.

A Nogent-le-Rotrou, pendant la distribution des prix du 16 août, célébrée à l'école communale des garçons, un épisode tout de circonstance, dit *le Nogentais* du 20 août, est venu terminer cette fête de l'enfance, et nous a valu d'excellents encouragements pour notre population ouvrière, rehaussés par deux bons discours. Nous voulons parler de la remise des médailles et livrets de caisse d'épargne, accordés par la Société de protection des apprentis et des enfants employés dans les manufactures de Paris. L'honorable M. *Linarès*, inspecteur divisionnaire, était venu lui-même procéder à cette cérémonie et a exposé le but fécond de cette œuvre qui, tous les deux ans, viendra récompenser les plus dignes de nos travailleurs. M. le docteur Desplantes, président de la Commission locale, a pris ensuite la parole et a distribué les éloges et les conseils, faisant ressortir nettement les exigences d'une loi, dont la stricte application peut paraître difficile, mais dont on ne saurait asser louer l'esprit, puisqu'elle n'a d'autre but que de sauvegarder la moralité et la santé de la génération laborieuse.

A Troyes, le journal *l'Aube* du 23 août dernier, rendant compte de la solennité annuelle de la Société de protection de l'enfance ouvrière de cette ville, nous atteste également que nos distinctions ont été accueillies en grand honneur. Nous extrayons du discours de M. *François*, instituteur à Troyes, les lignes suivantes :

« Notre sœur aînée de Paris a eu à cœur d'ajouter, à un subside assez élevé, plusieurs récompenses auxquelles nous sommes très sensibles. A une médaille d'argent, décernée à notre vénérable président, elle a joint plusieurs médailles de bronze. La première a été remise à l'un de nos plus honorables manufacturiers, M. Thévenot, pour la bonne installation d'une école de fabrique, entretenue à ses frais et destinée aux enfants occupés dans ses ateliers. L'éloge de M. Thévenot n'est plus à faire ; il jouit depuis longtemps d'une grande considération dans notre ville. La deuxième a été donnée à un pionnier de la civilisation, l'honorable M. Gayon. Je ne vous parlerai pas de ce qu'il fut pendant sa longue carrière d'instituteur ; ce serait l'affaire de ses supérieurs ; toutefois, au risque de blesser sa modestie bien connue, je ne

puis continuer sans proclamer hautement son dévouement pour sa famille.

» La troisième est pour un autre instituteur, M. Petit.

» Chargé au début de sa carrière de la création d'une école de fabrique, il a su la faire prospérer rapidement, elle tend chaque jour à devenir plus importante. Ce n'est pas tout. La même Société a mis à notre disposition quatre livrets de caisse d'épargne pour nos lauréats de l'an dernier, puis un prix d'honneur offert par M. le Ministre de l'instruction publique. »

M. *Gauthier-Dreyfus*, président de la Chambre syndicale du papier et des industries qui le transforment, nous a fait parvenir ses remerciements à raison des livrets votés par la Société à l'occasion de la dernière distribution de prix de cette Chambre.

Un père de famille de Vincennes réclame l'intervention de la Société au sujet d'un accident survenu à son fils dont quatre doigts de la main gauche auraient été broyés dans les engrenages d'un bobinoir ; il y aurait lieu de renvoyer à l'examen du Comité judiciaire de votre Société. Ce renvoi est prononcé.

Notre collègue, M. *Andréef*, de Saint-Petersbourg, nous a fait l'honneur de nous recommander un de ses compatriotes, M. le comte *Moussine Poushkine*, chargé d'une mission administrative dans le but d'étudier en France et en Allemagne la question de l'enseignement professionnel. M. *Andréef* a bien voulu nous informer qu'il avait fait traduire en langue russe et joindre aux pièces justificatives d'un volume qu'il vient de publier sur la question scolaire, le rapport que nous avons présenté à la Société sur « l'enseignement professionnel par les Chambres syndicales ». En même temps, et par suite de notre insistance, M. *Andréef* nous a adressé d'après le *Journal de Saint-Petersbourg* des 13-1^{er} juillet 1882, le texte de la loi russe sur la protection de l'Enfance dans l'industrie et d'intéressants détails sur le service dont il est l'organisateur et le chef en qualité d'inspecteur général. M. *Andréef* conserve de nous le meilleur souvenir et se rappelle notamment à MM. *Marjolin*, *Ch. Robert*, *Gréard*, de *Malarce* et *Chaix*. Il nous promet un exemplaire de l'ouvrage qu'il a fait paraître à Bruxelles en 1867 sur « les établissements pour l'amélioration de la classe ouvrière en Russie ».

M. *Bernot*, de Troyes, présente à l'agrément de la Société en qualité de membre nouveau M. *Petit*, instituteur des écoles publiques de Troyes. En même temps, il nous entretient de l'excel-

lente institution d'un concours mensuel entre tous les enfants travaillant dans l'industrie, avec inscription sur un registre du classement des places par ordre de mérite.

M. le Colonel du Régiment des Sapeurs Pompiers de la Ville de Paris nous a fait parvenir la lettre suivante :

RÉGIMENT

DE

SAPEURS-POMPIERS

DE PARIS

BUREAU DU MATÉRIEL

9, Boulevard du Palais.

N° 718.

Paris, le 21 octobre 1882.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

Le Régiment des Sapeurs-Pompiers peut recevoir quarante engagés volontaires par an, à quelque moment que ce soit de l'année; cette latitude lui a été octroyée par le Ministre de la guerre pour qu'il puisse recruter ses comptables, ses dessinateurs, ses ouvriers en fer et en bois, ses mécaniciens et chauffeurs.

J'ai pensé qu'il vous paraîtrait peut-être utile de porter ce fait à la connaissance de vos abonnés, afin que les jeunes gens travaillant chez les architectes, ingénieurs, industriels, etc.... qui désireraient utiliser leurs connaissances dans nos bureaux et satisfaire à la loi militaire, puissent s'engager directement.

Le Capitaine Trésorier du Régiment, 9, Boulevard du Palais, donnera d'ailleurs aux intéressés tous les renseignements utiles; cependant les jeunes gens appartenant au recrutement de la Seine et de Seine-et-Oise, ne peuvent être acceptés.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Colonel Commandant le Régiment,

COUSTOU.

COMMUNICATIONS. — Avec le mémoire et compte rendu des travaux de la Société des ingénieurs civils de mai, de juin et juillet 1882, nous avons reçu une brochure qui en a été extraite, « La liberté des mesures contre les accidents industriels, par M. Georges Salomon, ingénieur civil des mines ». Ce travail vise et discute le rapport que nous vous avons soumis au sujet des projets de loi Oviève et Nadaud, et, bien que les conclusions diffèrent en partie des nôtres, nous nous félicitons de voir le

talent de l'auteur rendre la question plus complète et par là même plus intéressante.

Le procès-verbal de la deuxième assemblée de la Société générale de protection pour l'Enfance abandonnée ou coupable, en même temps qu'il nous permet d'applaudir aux progrès d'une Société amie, nous apprend que le Congrès international de la protection de l'Enfance auquel nous devons prendre part, est ajourné au 15 mai 1883.

Dans le compte rendu de la Société protestante de prévoyance et de secours mutuels de Paris, pour 1881, M. *Louis Souter*, rapporteur, constate les mérites de l'un des nôtres, M. *Georges Wickham*, honoré d'une médaille d'argent par le Ministère de l'Intérieur, et annonce un travail important sur les Écoles Professionnelles d'apprentissage d'après un dossier par M. le Pasteur *Robin*; « car, dit le rapporteur, plus je m'occupe de ces diverses institutions dont l'objet commun est l'amélioration de la condition matérielle et morale de l'ouvrier : l'école primaire, l'école professionnelle, l'apprentissage, l'atelier, la société de secours mutuels, plus je suis frappé de l'appui réciproque qu'elles se prêtent, en se complétant et en se préparant l'une l'autre; plus il me semble important, par conséquent, de les développer toutes parallèlement, et surtout de les pénétrer de cette sève chrétienne, sans laquelle l'expérience, d'accord avec la parole de Dieu, nous enseignent qu'il ne se peut rien faire de bon et de durable. »

Nous vous signalons le palmarès de l'École professionnelle *Chaix* avec le discours de l'honorable patron, de MM. *Charles Robert*, *Charles Noblet* et *Jousset*; il sera donné analyse au prochain bulletin de la fête du 3 septembre 1882.

Enfin la Préfecture de police nous a remis le procès-verbal de la réunion générale des Présidents et Secrétaires des Commissions locales tenue le 30 mai 1882. Nous en reproduirons les traits principaux dans le Bulletin des Commissions locales.

COMITÉS DE LA SOCIÉTÉ. — Les travaux de notre savant collègue M. le docteur *Albert Robin* l'ayant empêché de remplir effectivement la fonction de secrétaire du Comité des Accidents de fabrique, il s'en était suivi un certain relâchement dans les travaux de ce Comité. Nous sommes heureux de présenter à la Société un jeune étudiant en médecine, M. *Ernest Thomas* qui déjà nous a puissamment secondés dans la préparation de la fête

du 20 juillet dernier et auquel de fortes études scientifiques permettent de prendre le rôle si utile de secrétaire du Comité. — Le Comité des Accidents de fabrique sera réuni à très courte échéance.

ÉLECTIONS DE 1883. — Afin de permettre au Secrétaire de faire préparer la liste électorale en vue du renouvellement du mandat des membres du Conseil d'administration et du Conseil d'honneur pour l'exercice 1883, M. *Isidore Roche* prie la Société de vouloir bien déterminer la date d'une réunion spéciale.

M. le président *Marjolin* répond que le Bureau se réunira à cet effet au commencement de décembre.

ORDRE DU JOUR. — M. le président *Marjolin* donne la parole à M. *Isidore Roche* pour un rapport d'ensemble administratif et financier sur l'organisation de la fête du 30 juillet 1882. La Société l'écoute avec le plus vif intérêt et en ordonne le classement dans ses archives.

M. le docteur *Perrin* propose un vote de reconnaissance en faveur de la Commission qui a eu le soin de la préparation de cette fête et qui a si bien réussi dans ses efforts.

M. le président *Marjolin* s'associe à cette motion que la Société accepte par une adhésion unanime.

M. *Nusse* communique à la Société une étude intitulée : *l'Histoire d'une boîte de sardines*. La Société accueille cette lecture par ses applaudissements.

La séance est levée à 10 heures 1/2.

Le Secrétaire de la Société,

ERNEST NUSSE.

COMITÉS
DE LA
SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS
EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES
(*Comptes rendus de leurs Travaux.*)

COMITÉ JUDICIAIRE

Extrait du procès-verbal communiqué par M. DESCLOSIÈRES, *secrétaire*.

Séance du lundi 20 novembre 1882.

PRÉSIDENCE DE M. FROGER DE MAUNY, vice-président.

Sont présents : MM. FLICHE, LAMBERT, NUSSE, TOMMY MARTIN, MILLOT, HUMMANN, DESCLOSIÈRES, BREUL.

Sont absents et excusés : MM. FAUSTIN HÉLIE, ÉMILE SALLE.

M. NUSSE communique au Comité judiciaire une lettre écrite par les parents d'un apprenti victime d'un accident dans l'usine de M. D.....

Une demande pour faire obtenir à ce jeune ouvrier l'assistance judiciaire sera préparée.

M. NUSSE communique en outre, quatre décrets réglementant le travail des enfants et complétant la loi de 1874, ces décrets seront publiés dans le bulletin.

M. TOMMY MARTIN fait allusion à un projet de loi présenté par MM. NADAUD et Félix FAURE pour réglementer l'hygiène et la salubrité des usines. Si ce projet n'est pas spécial aux apprentis, il concerne tous les ouvriers en général, et par conséquent, les conditions du travail des enfants dans les manufactures. M. FLICHE est prié de présenter un rapport sur cette communication.

M. NUSSE donne lecture d'un arrêt de la cour de Grenoble, en date du 9 mars 1882, rapporté par Dalloz 1882, partie 2^{me}, page 203, et concernant le travail des enfants dans les manufactures et la foi due aux procès-verbaux des inspecteurs divisionnaires. Cet arrêt sera inséré à la suite de ce procès-verbal.

Il est ensuite procédé par voie d'élection à la constitution du bureau du Comité judiciaire pour l'année 1883.

Le nombre des votants est de neuf.

Ont obtenu pour la présidence : M. FAUSTIN HÉLIE, 9 voix.

Pour la vice-présidence : M. FROGER DE MAUNY, 8 voix.

Et M. JORET-DESCLOSIÈRES, 1 voix.

Pour le secrétariat : M. JORET-DESCLOSIÈRES, 7 voix.

M. FLICHE, 1 voix.

M. TOURNIER, 1 voix.

Pour le secrétariat-adjoint : M. TOURNIER, 8 voix.

M. FLICHE, 1 voix.

En conséquence M. LE PRÉSIDENT déclare constitué pour l'année 1883 le bureau du Comité judiciaire de la manière suivante :

Président : M. FAUSTIN HÉLIE.

Vice-Président : M. FROGER DE MAUNY.

Secrétaire : M. GABRIEL JORET-DESCLOSIÈRES.

Secrétaire-adjoint : M. TOURNIER.

La prochaine séance aura lieu le lundi 20 janvier 1883.

ANNEXE

JURISPRUDENCE. — *Cour d'appel de Grenoble.*

(Audience du 9 mars 1881.)

Travail des enfants, industrie : 1° et 2° Procès-verbaux, inspecteur divisionnaire, force probante; 3° Ateliers, dangers, insalubrité, cause, mise en demeure; 4° Dangers, insalubrité, constatations; inspecteur divisionnaire; 5° Commission locale, avis, procès-verbal, mention.

Les procès-verbaux des inspecteurs divisionnaires du travail des enfants dans les manufactures font foi, jusqu'à preuve contraire, des énonciations qu'ils contiennent, et, notamment, du fait que des enfants âgés de moins de quinze ans accomplis ont été employés à travailler plus de dix heures par jour, sans production du certificat d'instruction primaire élémentaire (L. 17 mai 1874, art. 9 et 18).

Et il en est ainsi, alors même que l'inspecteur divisionnaire n'a pas indiqué dans son procès-verbal, les moyens par lui employés pour arriver à la constatation de la durée du travail. La contravention résultant de l'état de danger ou d'insalubrité que présente un atelier où sont employés des enfants peut être relevée contre un chef d'industrie, bien que les causes de danger ou d'insalubrité ne lui aient pas été préalablement signalées, et qu'il n'ait pas été mis en demeure d'y remédier (L. 19 mai 1874, art. 14 et 18).

Un inspecteur divisionnaire a qualité pour constater seul, spécialement dans les usines à moteurs mécaniques, l'état de danger ou d'insalubrité que pré-

sente un atelier, lorsque cet état résulte de l'inobservation de l'une des précautions prescrites par l'article 14 de la loi du 19 mai 1844.

L'avis de la commission locale établie par les articles 20 et suivants de la loi du 16 mai 1874, sur le travail des enfants dans les manufactures, n'est exigé et ne doit être consigné dans le procès-verbal que lorsque l'état de danger ou d'insalubrité se produit dans une usine, en dehors de l'une des causes prévues et déterminées par cette loi ou par les décrets réglementaires qui l'ont suivie.

Ministère public contre X....

Le 20 décembre 1881, jugement du tribunal correctionnel de Saint-Marcelin, ainsi conçu :

En ce qui concerne l'application des articles 14 de la loi du 19 mai 1874 et 2 du décret du 13 mai 1875 visés dans le procès-verbal de l'inspecteur divisionnaire Delattre, sous les numéros 1 et 4. — Attendu qu'aux termes de l'article 18 § 5 de la même loi sagement interprété à l'aide du procès-verbal des séances du Corps législatif et de la circulaire ministérielle du 29 mai 1875, l'existence dans les usines d'installation d'engins dangereux ne peut être l'objet d'un procès-verbal et motiver une condamnation qu'autant que les appréciations de l'inspecteur sur ce point auraient été contrôlées par la commission locale, ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce. — Qu'on ne saurait distinguer à cet égard entre les dispositions de l'article 14 de la loi et celles de l'article 2 du décret, ces diverses prescriptions dictées par les mêmes motifs, s'appliquant aux mêmes faits d'imprudence et de négligence, et le décret n'ayant pas pu supprimer dans un cas identique, par cela seul qu'il ne les a pas appelées, les garanties établies par la loi en faveur du justiciable;

En ce qui concerne le défaut de certificat d'instruction primaire de trois ouvrières âgées de moins de quinze ans, relevé dans le procès-verbal sous le numéro 5. — Attendu que la contravention prévue par l'article 9 de la loi n'existe qu'autant que les enfants qui se trouvent dans cette situation travaillent plus de six heures par jour, ce qui n'est pas suffisamment établi en présence des dénégations formelles du prévenu, l'inspecteur n'ayant pu faire sur ce point aucune constatation réellement probante.

Appel par le procureur général près la cour de Grenoble.

ARRÊT.

LA COUR. — Sur les contraventions à l'article 9 de la loi du 19 mai 1874, pour avoir admis les trois jeunes filles dénommées au procès-verbal du 11 mars 1881, alors âgées de moins de 15 ans accomplis, à travailler plus de six heures chaque jour sans qu'elles aient justifié par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'elles avaient acquis l'instruction primaire élémentaire. — Attendu qu'en cela encore le procès-verbal de l'inspecteur divisionnaire fait foi jusqu'à preuve contraire du fait que les enfants en question ont travaillé chaque jour plus de six heures, et que, contient-il l'indication par l'inspecteur des voies et moyens par lesquels il est arrivé à se renseigner pour le constater, ce qui serait préférable à son silence sur ce point, c'est encore par la preuve contraire seule que le prévenu pourrait être admis à combattre la foi qui est due audit procès-verbal; — que c'est donc à tort que les premiers juges ont, en l'absence d'une preuve

contraire, méconnu l'effet dudit procès-verbal, admis les simples dénégations du prévenu et déclaré que l'inspecteur n'avait pu faire aucune constatation probante. — Attendu au surplus, qu'à l'audience publique du trois du courant, X.... a loyalement reconnu devant la cour avoir appris, depuis la décision dont est appel, qu'en effet, antérieurement au procès-verbal du 11 mars 1881, les trois jeunes filles y dénommées, sans être pourvues alors du certificat exigé par la loi, et bien que âgées de moins de quinze ans accomplis avaient été admises à travailler plus de six heures par jour dans ses ateliers; — attendu qu'il existe des circonstances atténuantes;

En ce qui concerne la contravention à l'article 14 de la loi susvisée; attendu qu'il peut être regrettable au point de vue des intérêts généraux de l'industrie, que les manufacturiers soient exposés à voir verbaliser contre eux, sans que préalablement les dangers que peuvent présenter leurs ateliers leur aient été signalés, et qu'ils aient été ainsi appelés à y remédier; mais que la loi de 1874 n'a édicté, comme devant être le préalable obligé du procès-verbal et de la poursuite, aucune mise en demeure de la nature de celle tirée par X.... des expressions du troisième paragraphe de l'article 14; qu'en effet, la loi n'a déterminé ni la forme d'un pareil acte, ni la personne de laquelle il devait émaner, ni le délai auquel, avant le procès-verbal ou la poursuite, il y devait être procédé, que le décider autrement serait empiéter sur le pouvoir administratif; qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à cette prétendue fin de non recevoir; — Attendu d'autre part, que l'article 18 prescrit, il est vrai, aux inspecteurs divisionnaires de prendre l'avis de la commission locale, lorsqu'ils auront reconnu qu'il existe dans un établissement ou atelier une cause de danger d'insalubrité; mais que cet article dispose ainsi en vue d'un danger dont la cause est indéterminée par la loi, et d'ateliers ou établissements dont les moteurs ne sont pas spécifiés par elle; tandis que l'article 14, après avoir prescrit les conditions de propreté, de salubrité, de ventilation, de sécurité des ateliers, spécifie les engins ou appareils desquels peut résulter le danger dans des usines précitées celles à moteur mécanique; qu'il soit de là que lorsqu'il s'agit de l'application de l'article 14, en tant que disposant comme il vient d'être dit, l'inspecteur n'a pas à prendre l'avis de la commission locale; attendu qu'il en est de même en ce qui concerne l'application de l'article 2 du décret du 13 mai 1875, cet article spécifiant certains ateliers caractérisés par les machines déterminées qu'ils mettent en jeu et spécifiant aussi par cela même le danger qui y est inhérent;

Qu'ainsi, au point de vue, soit de l'article 14, soit de l'article 2, le procès-verbal de l'inspecteur couvre son autorité jusqu'à preuve contraire et cela sans qu'il y ait eu à demander l'avis de la commission locale, cet avis n'étant nécessaire que lorsque, soit dans l'article 14, soit dans l'article 2, comme dans l'article 18, la cause du danger n'est pas expressément définie; — qu'en tout cas la déposition de l'inspecteur, entendu comme témoin en première instance, aurait à ce titre, la valeur d'un témoignage ordinaire ne pouvant lui aussi être combattu par une preuve contraire;

Attendu que la preuve contraire par voie d'expertise est subsidiairement offerte au nom de X.... au regard soit de la contravention relevée en vertu de l'article 14, soit de celles relevées en vertu de l'article 2 du décret; attendu que la contravention à l'article 2 existe par le seul fait que l'enfant de moins de seize ans a été employé dans les ateliers spécifiés par ledit article;

Réforme et déclare X.... convaincu d'avoir depuis moins de trois ans à Rives, commis...; 2° trois contraventions à l'article 9 de ladite loi, en admettant dans ses ateliers, à un travail de plus de six heures par jour, les trois jeunes filles dénommées au procès-verbal, âgées de moins de quinze ans au 11 mars 1881, date à laquelle il a été dressé et dépourvues à la même époque du certificat d'études primaires élémentaires;

En réparation, condamne X.... à un franc d'amende par chaque contravention, soit en tout 125 francs d'amende; accueillant les conclusions subsidiaires de X.... et avant dire droit ordonne, que par expert il sera procédé à la vérification de l'usine X....

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

RAPPORT

SUR LE SERVICE DES ENFANTS MORALEMENT ABANDONNÉS

DU 1^{er} JANVIER 1881 AU 1^{er} JUILLET 1882

MONSIEUR LE PRÉFET,

Au 1^{er} juillet 1882, date du jour où je signe ce Rapport, dix-huit mois se sont écoulés depuis qu'en exécution de la délibération prise, sur ma demande, par le Conseil Général, dans sa session de décembre 1880, fonctionne le nouveau service des Enfants moralement abandonnés. C'est de cette période que je vais rendre compte. Sa durée a été assez longue pour qu'on puisse considérer comme définitive et concluante l'expérience hardie qui a été tentée en faveur d'enfants innocents que, jusqu'alors, on n'avait moyen de préserver de la misère et des dangers de la rue qu'en les enfermant dans des maisons de correction jusqu'à 21 ans.

Le service des Enfants moralement abandonnés est désormais une branche importante des services départementaux confiés au Directeur de l'Assistance publique et qui ont pour mission d'assurer la protection de l'enfance.

Les résultats considérables déjà obtenus, ceux qu'il est permis d'espérer pour l'avenir, la faveur unanime de l'opinion publique, les dons nombreux, dont plusieurs vraiment magnifiques, qui ont été faits au profit des nouveaux pupilles du Département sont pour le Directeur de l'Assistance publique, qui s'est efforcé de réaliser les intentions du Conseil Général de la Seine, la meilleure des récompenses.

Votre regretté prédécesseur, si tôt enlevé à notre affection, suivait avec le plus vif intérêt le développement progressif d'une institution

qui avait pris naissance sous son administration, et vous, Monsieur le Préfet, vous m'avez, dès votre entrée en fonctions, assuré que votre bienveillance et votre encouragement ne me feraient jamais défaut pour mener à bien une œuvre hérissée de difficultés, mais qui doit rendre de si grands services à la population de Paris et des communes suburbaines.

I

CATÉGORIES DIVERSES DES ENFANTS QUI, DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE, NOTAMMENT, DOIVENT ÊTRE L'OBJET DE LA PROTECTION DE L'AUTORITÉ PUBLIQUE

Avant de rappeler tout ce que la charité publique a fait dans le Département de la Seine pour la protection de l'enfance, avant et depuis 1881, nous allons donner la douloureuse mais utile nomenclature des diverses catégories d'enfants qui, notamment dans les grandes villes et plus particulièrement encore à Paris, réclament la sollicitude des pouvoirs publics. C'est dans cette masse d'enfants voués à la misère et à son fatal cortège de conséquences, soit par la maladie, la disparition, la mort de leurs parents, plus souvent par la négligence et les vices de ceux-ci, que se forment peu à peu les futurs contingents de la criminalité et de la prostitution.

L'enfant — et sur ce point la loi est d'accord avec la nature — l'enfant, jusqu'à ce qu'il soit en état de subvenir à ses besoins, doit trouver, dans sa famille, asile, nourriture, éducation, protection. Lorsque, pour une cause quelconque, la protection de sa famille vient à lui manquer, c'est à la société à la remplacer et à remplir dans toute leur étendue les devoirs que la famille a désertés. Si la société oublie ce devoir, c'est elle qui devient responsable de la conduite et du sort futur de l'enfant. L'enfant ne naît point, en effet, vagabond, mendiant ou voleur; il le devient par l'influence du milieu mauvais dans lequel on l'abandonne sans appui, et ce n'est que progressivement qu'il s'habitue à cette existence qui, à la longue, finit par lui plaire.

Que peut faire un enfant sans asile, si ce n'est, quand vient la nuit, s'étendre sur un banc, coucher dans les bateaux à charbon, dans les carrières, sous les arches des ponts, c'est-à-dire commettre le délit de vagabondage? S'il n'a ni nourriture, ni vêtements, il lui faut mendier ou dérober aux étalages, c'est-à-dire commettre le délit de mendicité ou de vol. S'il ne reçoit aucune éducation, aucune direction morale, il suit les mauvais exemples qu'il a sous les yeux, et la lutte pour l'existence l'entraîne peu à peu à tous les excès. La loi ne considère que le délit commis; elle voit seulement le coupable; elle le frappe. Et pourtant, la véritable responsabilité des fautes de

l'enfant doit retomber sur sa famille, qui n'a pas rempli envers lui ses devoirs, ou sur la société, qui, à défaut des parents, n'a pas su en prendre charge.

Le remède à cette situation est donc, non pas de laisser se produire les délits pour les punir, mais de les empêcher de naître en tarissant les causes.

Jusqu'ici donc, c'est en prenant pour point de départ le Code pénal qu'ont été poursuivies et même réalisées, il faut le dire, des améliorations très sérieuses, telles que celles de la loi du 5 août 1850, soit dans les maisons correctionnelles, soit dans les colonies agricoles. C'est dans ce même courant d'idées qu'on étudie depuis plusieurs années la création des écoles de réforme et des écoles industrielles, et qu'on cherche à y établir une ventilation excellente en soi-même entre les enfants de différents âges et de moralités différentes, qu'en effet, il faut séparer.

Mais, à mon sens, ce n'est pas seulement dans l'amélioration de la situation de l'enfant interné que consiste le progrès. Je me propose bien plus. Je veux empêcher par l'assistance, par le patronage, par les bienfaits de toute nature, les enfants de franchir le seuil des établissements d'éducation correctionnelle.

Sans doute, l'article 66 du Code pénal était déjà un progrès, car mieux valait interner l'enfant innocent que de le laisser mourir de faim et de misère dans les rues. Le principe de cet article se trouvait d'ailleurs déjà formulé dans l'article 2 de la loi des 25 septembre et 6 octobre 1791 : « Si les jurés décident que le coupable a commis le crime sans discernement, il sera acquitté ; mais le tribunal criminel pourra, suivant les circonstances, ordonner que le coupable sera rendu à ses parents ou qu'il sera conduit dans une maison de correction pour y être élevé et détenu au maximum jusqu'à 20 ans. » C'est de cette idée qu'est née la création des établissements correctionnels destinés à recueillir les enfants acquittés, tels que Mettray, Cîteaux, le Val d'Yèvre, etc. Ces créations furent dans leur temps des conceptions heureuses, d'autant plus qu'il est arrivé autrefois que par suite d'encombrements dans les colonies pénitentiaires, le service des prisons avait demandé de ne pas appliquer l'article 66, ce qui équivalait à rendre au vagabondage les enfants arrêtés. Il faut hautement louer les fondateurs de Mettray d'avoir permis, par cette institution nouvelle, d'enlever aux maisons centrales les enfants qui y étaient jusque-là renfermés. Mais, même ainsi amélioré, l'internement d'un enfant acquitté nous semble devoir être remplacé maintenant par un système plus en harmonie avec notre état social.

Le progrès est de sa nature indéfini ; ainsi, l'internement de l'enfant innocent prescrit par l'article 66 était un bienfait comparatif ; la création de maisons spéciales pour recueillir ces enfants a réalisé

ensuite une amélioration considérable. A notre tour nous croyons avoir fait un pas en avant en nous efforçant, dans la limite de la nature des choses, de substituer l'éducation préventive à l'éducation correctionnelle, et sans doute, plus tard, nos successeurs feront mieux encore.

En résumé, notre système consiste à recueillir l'enfant avant qu'il ne soit tombé dans le vice et à réserver les maisons de correction pour les seuls enfants vicieux, dont le nombre diminuera au fur et à mesure que se développera l'éducation préventive.

Nous allons maintenant énumérer les diverses catégories dont se compose la population infantile des grandes villes et qui doivent être l'objet de la charité publique ou privée. Je laisse de côté les enfants que leurs parents surveillent; pour ceux-là, il suffit de mettre à leur portée l'école. Nous n'avons à nous occuper que de ceux qui sont délaissés ou négligés par des parents indigents, indifférents ou criminels.

Voici cette nomenclature :

1^o Les enfants trouvés.

Ce sont les enfants presque tous du premier âge, que leurs parents exposent sur la voie publique au risque de causer leur mort, par le froid, la faim ou les accidents. Ils forment la première catégorie des Enfants Assistés entretenus aux frais du Département. Leur nombre, à Paris, atteint encore environ 30 par an. Si restreint que soit ce chiffre, il n'en est pas moins douloureux; il ne devrait y avoir aucun enfant trouvé dans Paris, puisque, grâce à la facilité d'admission à notre hospice dépositaire, les mères n'ont à redouter, en les y portant, aucun refus d'abord, et ensuite aucune crainte d'indiscrétion. Il leur suffit de déclarer l'enfant né de père et mère inconnus.

Avant la Révolution, le nombre des enfants exposés s'est élevé jusqu'à 5,000 par an, à Paris seulement. C'était la seule forme de l'abandon ou à peu près.

Pour ces enfants, il n'y a donc pas de réformes à réaliser à Paris du moins.

2^o Les orphelins indigents.

Ce sont des enfants dont le père et la mère sont morts. Ils sont recueillis sur simple présentation par le service des Enfants Assistés. Lorsque des membres de la famille ou des amis veulent se charger de les élever, une pension leur est servie jusqu'à ce que l'enfant ait 12 ans, et à cet égard le service des Moralement Abandonnés offre désormais à leurs protecteurs de se charger de leur mise en apprentissage.

La situation des orphelins est donc complètement sauvegardée.

3^o *Les abandonnés.*

Parmi eux se trouvent les enfants dont les parents sont disparus, ce qui crée des orphelins de fait. Mais la grande majorité des abandonnés comprend les enfants que les parents viennent remettre entre nos mains comme étant dans l'impossibilité de s'en occuper. Régulièrement, nous ne devrions recevoir au nombre des enfants élevés aux frais du Budget départemental que les enfants naturels non reconnus, cependant, par intérêt pour l'enfant, nous admettons les légitimes, sans distinction d'origine et quelle que soit leur nationalité.

Le Département de la Seine pratique ainsi le système d'admission libre à bureau ouvert. Ce système si supérieur à celui quasi barbare du tour, s'il était généralisé dans toute la France, ferait disparaître toute l'agitation en faveur des tours, surtout si, comme nous l'avons sans cesse réclamé avec le Conseil général, on supprimait les recherches relatives au domicile de secours. (Voir le rapport sur les Enfants Assistés de 1880.)

Il n'est que juste de rendre hommage en cette occasion au libéralisme du Conseil général de la Seine; car en recueillant ainsi les enfants légitimes d'autres départements qui refusent trop souvent de les reprendre, c'est en somme le Budget départemental de la Seine qui supporte la charge de leur éducation; quant aux admissions d'enfants étrangers, il est quelquefois difficile d'en obtenir le rapatriement; avec la Belgique notamment, cela est presque impossible; rien que pour ces enfants, le Département de la Seine s'impose une dépense annuelle d'environ 40,000 francs. (Voir : Rapport sur les Enfants Assistés en 1880.)

Nous rappellerons enfin qu'avant d'admettre un enfant, nous offrons aux mères, que leur indigence seule — sans autres motifs d'ordre moral — amène à notre hospice, des secours pour leur permettre d'éviter l'abandon. Le total de ces secours s'élève annuellement à 772,000 francs.

On ne saurait donc être plus large et plus libéral pour cette classe très nombreuse d'enfants. La seule lacune qui restât à combler, et qui l'a été par le service des Moralement Abandonnés, consistait à accepter leur admission de 12 à 16 ans. Mais ici encore, il ne faut pas se le dissimuler, quand l'enfant de plus de 12 ans appartient à un autre département que le nôtre, nous avons grande chance de ne pouvoir en faire accepter le rapatriement. Le Ministère depuis quelque temps a répudié, il est vrai, la funeste circulaire de 1823, sans toutefois l'avoir abrogée par une autre, mais beaucoup de Conseils généraux l'invoquent quand leur intérêt est en jeu et comme les lois de 1866 et de 1871 donnent à ces assemblées le

droit de règlement en matière d'Enfants Assistés, nous devons reculer dans nos contestations sous peine de faire trancher la question par le Conseil d'État.

4^o Les enfants dont les parents sont en prison.

Il était d'usage de les admettre au nombre des Enfants Assistés, quand ils avaient moins de 12 ans : le service des Moralement Abandonnés les recueille au delà de cet âge, jusqu'à 16 ans.

5^o Les enfants dont, temporairement, les parents ne peuvent prendre soin, parce que leur mère est traitée dans un de nos hôpitaux ou que le père est en prévention, attendant le prononcé du jugement.

Ils sont recueillis au dépôt de l'hospice des Enfants Assistés jusqu'à la guérison ou l'acquiescement des parents. C'est le budget hospitalier de l'Assistance publique qui supporte cette dépense.

6^o Enfants moralement abandonnés proprement dits.

Le principe de l'abandon réside dans la déclaration émanée de la volonté libre et expresse des parents de confier à la charité publique l'enfant qu'ils refusent d'élever. Aussitôt cette déclaration faite, le Directeur de l'Assistance publique en devient le tuteur ; tout lien est détruit entre l'enfant et sa famille, et ne peut se renouer que si le tuteur y donne son assentiment et rend l'enfant.

Aussi, malgré la facilité avec laquelle, sans fléchir cependant sur les règlements, le service des Enfants Assistés de la Seine accepte les enfants qui sont présentés, un nombre considérable de parents ne demandent-ils pas cette admission, parce que, bien que ne s'en occupant aucunement, ils ne veulent pas perdre tout droit sur eux, soit par un reste de bon sentiment, soit par amour-propre, soit pour d'autres motifs qui sont loin d'être désintéressés.

D'autres, que l'extrême misère, l'ivrognerie ou le vice ont conduits à une insouciance criminelle et à la dégradation, ne demanderaient pas mieux qu'on les déchargeât du soin d'élever leurs enfants ; mais ils ne prennent pas même la peine de les amener à l'hospice, qui leur ouvrirait ses portes, et les laissent errer sur la voie publique, sans s'inquiéter de leur nourriture et encore moins de leur éducation.

C'est l'abandon moral, qui ne se distingue de l'abandon matériel qu'en ce que la déclaration officielle d'abandon n'a pas été faite, et que dès lors l'Administration n'a aucun droit de s'occuper d'un enfant qu'on ne lui a pas formellement confié. Il faut donc que l'Administration attende qu'un délit ait été commis par l'enfant, ou qu'une circonstance quelconque l'ait mis entre ses mains, pour en prendre charge et l'élever.

En Angleterre, malgré le respect de la liberté individuelle, depuis un *Act* de 1866, tout citoyen qui rencontre dans les rues, à l'état de vagabondage, un enfant de moins de 14 ans, a le droit de le conduire devant le magistrat de police qui désigne l'école industrielle, la société ou l'établissement qui le recueillera et l'élèvera, sans s'occuper des réclamations des parents. En fait, la *Reformatory and Refuge Union Society* a des agents spéciaux nommés *boys beadles* (bedeaux de l'enfance), qui parcourent les rues et ramassent les jeunes vagabonds, les petits Arabes, *Arab boys*, et les mènent au siège de la Société où, avec autorisation sommaire du magistrat, ils les font élever.

De grands bienfaits sont à coup sûr ainsi obtenus, mais un tel système ne saurait être pratiqué en France, et il peut engendrer de terribles abus. Aussi pour réaliser les mêmes avantages a-t-il fallu, en attendant le projet de loi sur la déchéance paternelle, procéder tout autrement. D'une part, une circulaire du Directeur de l'Assistance publique a fait connaître à tous ceux que leurs fonctions mettent en contact journalier avec les Enfants moralement abandonnés (tels que les maires de Paris et des communes suburbaines, les présidents des Bureaux de bienfaisance, les bureaux de la Préfecture de Police, les commissaires de police), que l'Administration était disposée à se charger gratuitement de la mise en apprentissage de tout enfant que ses parents seraient, pour toutes sortes de causes, dans l'impossibilité d'élever. La seule condition exigée, c'est que les parents s'engagent, une fois que l'enfant est confié au service des Moralement Abandonnés, à ne pas le retirer, sans raisons sérieuses, jusqu'à sa majorité ou tout au moins jusqu'à ce que l'enfant ait appris un métier qui le mette en état de gagner sa vie.

7^o Enfants arrêtés sur la voie publique et déferés au parquet.

Lorsqu'un enfant est trouvé errant sur la voie publique, ou mendiant, ou à l'état de vagabondage, ou qu'il a commis quelque délit, il est, par les soins des agents préposés au bon ordre, conduit au dépôt de la Préfecture de Police. Un commissaire interrogateur s'enquiert s'il a des parents ou quelqu'un qui en réponde. Lorsqu'il n'y a pas de délit caractérisé et que les parents le réclament, l'enfant leur est rendu. Il serait désirable presque toujours que l'enfant ne fût pas remis à ses parents, car le lendemain il reprend l'existence interrompue par son arrestation; mais, respectueuse de la loi qui ne donne jusqu'ici aucun moyen de l'enlever à la puissance paternelle, la Préfecture de Police se borne à proposer maintenant aux parents de confier l'enfant au service des Moralement Abandonnés. Lorsque ceux-ci y consentent, l'enfant est envoyé à l'hospice. Mais ce consentement est rare; c'est l'exception. La plupart du temps,

les parents reprennent l'enfant; un grand nombre y ont un intérêt direct; ils font mendier l'enfant à leur profit, et même ils l'emploient, quand c'est une fille, à d'autres buts encore moins avouables. Peut-être, cependant, sur la menace de les déférer à la justice, en vertu de la loi du 20 décembre 1874, sur les professions ambulantes, art. I, II, III, comme employant leurs enfants à la mendicité, certains parents consentiraient-ils à ne pas les réclamer et à les confier au service des Moralement Abandonnés. Mais la plupart ne s'effrayeraient pas pour si peu, et d'ailleurs on comprend que le commissaire interrogateur, craignant d'être taxé d'arbitraire, hésite à recourir à ce moyen.

Le remède efficace pour ce mal ne se trouvera que dans la loi soumise en ce moment au Parlement, et qui permettra, dans certains cas, de frapper de déchéance paternelle les parents indignes.

Lorsque la Préfecture de Police défère l'enfant à la justice, celui-ci est interrogé par les Magistrats du petit Parquet. Voici comment les choses se passaient avant la création du service des Moralement Abandonnés. Si les magistrats reconnaissent qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre, ou que l'affaire devait rester sans suite, ils mandaient les parents et leur rendaient l'enfant. Si les parents refusaient de se charger de leur enfant ou avaient disparu, les magistrats n'avaient de choix qu'entre mettre en liberté l'enfant, ou, prononçant son acquittement et appliquant l'article 66 du code pénal, l'envoyer dans une maison d'éducation correctionnelle jusqu'à sa majorité.

Dans le premier cas, l'enfant remis, sans ressources, sur la voie publique, ne pouvait que reprendre sa vie de vagabondage et de désordre jusqu'à une nouvelle arrestation qui ne pouvait tarder. Dans le second cas, également douloureux, le malheureux enfant, bien qu'acquitté comme innocent, n'en subissait pas moins un internement de plusieurs années, tout comme s'il avait été reconnu coupable. Sans doute de très grandes améliorations ont été introduites dans le régime intérieur des établissements d'éducation correctionnelle, et certains d'entre eux, en tête desquels, comme nous l'avons déjà dit, il faut placer Mettray, sont cités avec raison comme des modèles d'organisation, mais le séjour de l'enfant dans ces établissements n'en est pas moins funeste à bien des égards sur lesquels nous n'avons pas à nous étendre ici.

Je me suis empressé de mettre à la disposition du Procureur de la République de la Seine le service des Moralement Abandonnés, qui est hautement apprécié des Magistrats du petit Parquet. On verra plus loin les résultats qu'il y a lieu d'espérer à ce point de vue, pour l'avenir du fonctionnement de ce service.

8° *Enfants rebelles à l'autorité paternelle.*

Le Code civil, dans ses articles 375 à 383, donne le moyen aux chefs de famille de réclamer l'internement de leurs enfants insoumis ou contre lesquels ils ont des sujets de mécontentement très graves. Mais le père étant tenu de payer les frais d'internement de son enfant, les parents indigents se trouvent dans l'impossibilité de profiter de la loi, et dès lors, beaucoup d'enfants qui, internés à temps, auraient pu revenir dans la bonne voie, se trouvent irrémédiablement perdus. Ils entrent donc pour une part dans nos jeunes arabes des rues de Paris.

Le service des Moralement Abandonnés n'est pas créé pour eux; il ne peut fournir aux parents un moyen de tourner la loi; il est destiné à protéger les enfants contre les parents indignes et non point les parents contre les enfants qu'ils n'ont pas su élever. D'ailleurs, le principe sur lequel repose le service ne consiste pas à supprimer l'éducation correctionnelle pour les enfants déjà corrompus et vicieux, mais une éducation préventive donnée à temps, à empêcher l'enfant de se corrompre.

Toutefois, il est certain que le nombre des enfants pour lesquels les parents réclament l'internement, par voie de correction paternelle, diminuera par suite de la création du service des Moralement Abandonnés, parce que ces enfants insoumis ne sont devenus tels que par degrés insensibles, et par suite de l'impossibilité où leurs parents, occupés toute la journée à leurs travaux, ont été de les surveiller et de les diriger.

9° *Enfants ayant commis des délits.*

Après leur arrestation et l'instruction qui en résulte, ils se divisent en deux catégories, la première dont nous avons parlé plus haut, celle des enfants acquittés en vertu de l'article 66, et la seconde celle des enfants condamnés comme ayant agi avec discernement, en vertu des articles 67 et 69 du Code pénal. Ils subissent leurs peines dans les établissements qui leur sont destinés. Nous n'avons pas à en parler ici, cette catégorie sortant de notre cadre et de nos attributions. Nous avons lieu d'espérer que dans quelques années le nombre de ces enfants condamnés subira aussi une diminution, parce que beaucoup d'entre eux ne sont devenus coupables que parce que la protection de l'autorité publique ne s'est pas, en temps opportun, étendue sur eux.

10° *Mineurs libérés à l'expiration de leur internement.*

L'article 19 de la loi du 5 août 1850, porte :

« Les jeunes détenus désignés aux articles 3, 4, 10 § 2 et § 3 sont

à l'époque de leur libération, placés sous le patronage de l'Assistance publique pendant trois ans au moins. »

Les jeunes détenus libérés dont il est question ici comprennent :

1^o Les détenus acquittés en vertu de l'article 66 ;

2^o Les détenus condamnés en vertu des articles 67 et 69 à plus de six mois et à moins de deux ans ;

3^o Les jeunes détenus condamnés à plus de deux ans ;

4^o Enfin les détenus des colonies pénitentiaires déclarés insubordonnés.

Jusqu'ici, cet article de la loi est resté inappliqué, et jamais l'Assistance publique de Paris n'a été invitée à prendre les mesures nécessaires pour créer ce patronage des jeunes détenus libérés.

La charité privée seule a fondé des sociétés de patronage pour cette classe intéressante d'enfants. En outre, les établissements où les enfants ont été détenus s'occupent de les patronner à leur sortie.

Nous nous proposons, en mettant à profit les ressources et l'organisation du service des Enfants Assistés et de celui des Enfants moralement abandonnés, d'organiser à l'avenir ce patronage et de procurer des placements à cette catégorie de mineurs, si le Conseil Général nous y autorise. Cela nous sera très facile. Les dépenses en seront d'ailleurs fort peu élevées puisqu'elles se réduiront à quelques secours en nature ou en argent.

Telles sont les catégories diverses des enfants des grandes villes auxquels il est indispensable que la charité publique ou privée vienne en aide, ou qu'il y a lieu d'envoyer dans les établissements correctionnels et pénitentiaires. Chacune de ces catégories exige qu'un remède spécial et distinct lui soit appliqué. A mesure que progressent en France les institutions protectrices de l'enfance, la nécessité de créer des régimes distincts pour chaque catégorie et, dans chaque catégorie, de créer encore des subdivisions suivant les âges, s'est affirmée de plus en plus. Tel a été le but des grandes réformes de la science pénitentiaire et des institutions de charité et de solidarité publiques et privées.

C'est ainsi qu'en France, jusque vers 1824 et 1826, où furent créés, à Strasbourg et Rouen, des quartiers spéciaux correctionnels, les jeunes détenus étaient mêlés dans une promiscuité honteuse avec les condamnés ; plus tard fut construite la maison cellulaire de la Roquette, puis se fondèrent, à partir de 1839, des colonies agricoles pénitentiaires : Mettray, Cîteaux, etc., etc.

Enfin, le 5 août 1850, une loi d'éducation et de patronage, dont les bienfaits ont été considérables, a été rendue, mais elle a encore le tort de réunir dans le même établissement les enfants de l'article 66 et les condamnés de l'article 67, comme aussi des détenus de

plus de 12 ans avec des enfants au-dessous de cet âge. C'est pour réformer cette loi et l'améliorer encore qu'une Commission d'enquête a été instituée il y a quelques années.

Dans un rapport des plus remarquables, M. F. Voisin a étudié la question sous toutes ses faces. Un projet, non encore adopté, a proposé de créer deux sortes d'établissements : des écoles de réforme pour les vicieux et des maisons de préservation. Peu à peu enfin, se produit sous diverses formes cette nécessité de catégorisation dont nous venons de parler.

Les progrès qui ont été réalisés en d'autres pays, particulièrement en Angleterre et en Amérique, ont été également considérables, mais les lacunes qu'on y constate tiennent à ce que cette catégorisation de l'enfance abandonnée, indigente ou coupable, est moins observée. Les services des Enfants Assistés n'y existent pour ainsi dire pas ; les enfants malheureux se trouvent confondus dans les écoles de *work-houses*, dans les *ragged schools*, dans les *industrial schools* et dans les *reformatories* avec des enfants qui, en France, seraient les uns élevés comme Enfants Assistés, les autres comme Moralement Abandonnés, d'autres enfin détenus comme enfants coupables.

A cause des différences considérables entre la situation des œuvres en faveur de l'enfance dans les deux pays, et tout en admirant profondément les progrès obtenus par nos voisins par les *acts* de 1854 et de 1866, inspirés d'ailleurs, il faut le dire, par notre belle loi du 5 août 1850, je ne crois pas qu'il y ait lieu d'appliquer en France ce qui a été fait en Angleterre.

En ce qui concerne notre pays, les progrès à réaliser désormais doivent tendre à substituer le plus possible l'éducation préventive à l'éducation correctionnelle. C'est dans cette voie qu'il faut marcher ; ne plus enfermer l'enfant dans des maisons de correction, des colonies pénitentiaires, des colonies agricoles, le régénérer par le travail libre.

Tel est l'enseignement qui résulte de l'expérience que nous avons si hardiment tentée par la création du service des Enfants Moralement Abandonnés, et qui, en dix-huit mois, a donné de si heureux résultats.

II

INDICATION SOMMAIRE DES INSTITUTIONS PUBLIQUES OU PRIVÉES AYANT POUR OBJET LA PROTECTION DE L'ENFANCE. — ÉVALUATION DU NOMBRE D'ENFANTS DANS CHAQUE CATÉGORIE

Nous venons d'énumérer les diverses catégories dont se compose la population infantile malheureuse, abandonnée ou coupable, dans les grandes villes, dans le Département de la Seine.

Nous allons maintenant indiquer successivement, autant qu'il est possible, le chiffre des enfants qui les composent, et aussi ce qui a été fait pour leur venir en aide par les efforts de la charité privée ou publique à Paris. Il ne faut pas oublier que nous nous trouvons dans la capitale en présence d'une population totale d'enfants de 1^{er} jour à 16 ans s'élevant environ à 450,000 soit pour le Département entier; environ 550,000; et que chaque année il naît environ 80,000 enfants des deux sexes dans la Seine. Les moyens doivent donc être proportionnés à l'importance de l'œuvre à accomplir.

1^o Trouvés, Orphelins, Abandonnés.

Les quatre premières catégories dont nous avons parlé : trouvés, orphelins, abandonnés, et enfants dont les parents sont condamnés, dont l'ensemble forme le service des Enfants Assistés de la Seine, s'élèvent à un total pour 1881, de 28,933, dont 16,366 de 1^{er} jour à 12 ans et 12,569 de 12 ans à la majorité. En outre, 11,264 ont été secourus par ce même service en 1881. Total général : 40,199.

Les dépenses en sont supportées par le Département de la Seine, avec contribution de Paris et des communes suburbaines, et s'élèvent annuellement à 4,400,000 francs environ. Le Directeur de l'Assistance publique est, en vertu des lois des 15^{avril} pluviôse an XIII et 10 janvier 1849, leur tuteur.

2^o Enfants secourus afin d'éviter leur abandon. — Secours pour favoriser l'allaitement maternel.

Le chiffre des secours pour éviter l'abandon et pour favoriser l'allaitement maternel est de 772,000 francs chaque année, supporté de compte à demi par le budget du département et celui de l'Assistance publique.

3^o Orphelins placés par l'Assistance publique aux frais du budget hospitalier. — Orphelinat Riboutté-Vitallis.

En dehors du service des Enfants Assistés, qui, bien que placé sous les ordres du Directeur de l'Assistance publique, est un service départemental, l'Assistance publique, au moyen de fondations charitables spéciales, place dans des orphelinats privés un certain nombre d'orphelins.

Enfin, cette année, j'ai fondé et ouvert à Forges, près de l'hôpital d'enfants, un orphelinat destiné à des garçons de 12 ans, orphelins de père et de mère. L'établissement porte le nom de Riboutté-Vitallis, noms des testateurs qui ont laissé à l'Assistance publique des sommes dont les revenus, déduction faite des dépenses d'achat, d'appropriation, s'élèvent à 35,000 francs, et servent à entretenir 40 garçons et à leur donner une éducation professionnelle.

4^o *Orphelinat de Cempuis. Fondation Prévost (Budget départemental).*

Un autre orphelinat (garçons et filles), celui-ci appartenant au département, et situé à Cempuis, provenant des libéralités de M. Prévost, se propose de recevoir les enfants les mieux doués, afin de leur donner une éducation d'élite au point de vue professionnel.

5^o *Caisse des pupilles de la Ville de Paris (Budget de la Ville de Paris).*

L'an dernier, la Ville de Paris a créé en outre des bourses qu'elle entretient dans les lycées et collèges municipaux ou de l'État, et dans des orphelinats, une œuvre dite de la Caisse des pupilles de la Ville de Paris, pour des enfants non abandonnés, mais dont les parents sont dans une situation digne d'intérêt. Les dépenses de ce service s'élèvent, cette année, à 300,000 francs, et elles seront augmentées probablement de 100,000 francs en 1883.

Ces enfants sont placés dans des pensions particulières moyennant un prix en général de 500 francs. Le prix de revient de l'enfant, trousseau compris, s'élève, sans compter les frais généraux, à environ 650 francs par an pour les garçons et à 700 francs pour les filles. Quand l'enfant aura 12 ans, le service des Moralement Abandonnés se chargera de le mettre en apprentissage quand les parents y consentiront.

6^o *OEuvres spéciales des arrondissements de Paris.*

Enfin, plusieurs arrondissements de Paris, particulièrement les 1^{er}, XVIII^e et XIX^e, recueillent des orphelins et enfants indigents et les placent dans le quartier, en général, réalisant ainsi une assistance locale toute familiale, de nature à rendre de grands services à l'enfant. Les bureaux de bienfaisance distribuent, en outre, des secours mensuels variant de 5 à 15 francs pour les orphelins conservés par leurs familles.

Toutes ces formes d'assistance à l'enfance par la charité publique sont nouvelles : Service des Moralement Abandonnés, Caisse des Pupilles, Orphelinat Vitallis, Orphelinat Cempuis, etc., et sont administrées par différents services.

7^o *Orphelinats, œuvres de la charité privée.*

De son côté, la charité privée a institué de nombreuses œuvres en faveur des Enfants Abandonnés et des Orphelins. Le nom générique ordinaire est celui d'orphelinat. Mais, en réalité, la majorité des enfants recueillis ne sont ni abandonnés, ni orphelins, ou du moins orphelins de père et de mère. Plusieurs sont de simples pensions payantes, entre autres les trois établissements dits de Saint-Nicolas, et qui reçoivent un millier de garçons.

Nous avons eu récemment l'occasion de faire un recensement des orphelinats, asiles, œuvres de l'enfance dans le Département de la Seine. Les résultats généraux en sont les suivants :

Autant qu'il a été possible de le savoir, le nombre de ces établissements privés s'élève à 184 dont 21 seulement pour les garçons et 163 pour les filles. Un très petit nombre d'entre eux est exclusivement gratuit; dans la plupart les élèves, payants et gratuits sont mêlés. Le prix de la pension varie de 15 francs à 35 francs par mois, et est en général de 30 francs par mois, et en outre ordinairement 30 francs ou 100 francs d'entrée. L'âge d'admission est en général de 7 à 12 ans: cependant quelques maisons prennent des enfants à partir de 4 ans. Les enfants restent jusqu'à 21 ans, et comme ces orphelinats sont en réalité des ouvroirs et des ateliers de filles, c'est le travail de celles-ci qui pourvoit à la dépense de l'établissement et constitue leur principale ressource avec les pensions payées soit par les parents, soit par des bienfaiteurs. Ce qu'y ajoute la charité privée, proprement dite, n'est pas considérable, et c'est pour cela qu'il y a si peu d'orphelinats de garçons, car à Paris, le travail des garçons ne compense pas leur dépense, tandis que c'est le contraire pour les filles. Ces établissements renferment 12,740 mineurs dont 3,687 au-dessous de 12 ans et 7,053 au-dessus de cet âge.

8° Enfants dont temporairement les parents ne peuvent prendre soin.

Recueillis au dépôt à l'hospice de la rue Denfert-Rochereau, pendant la maladie ou la prévention de leurs parents, aux frais du Budget hospitalier, ils sont au nombre de 5 à 6,000; en 1881, il y en a eu 6,328, donnant un nombre de journées de 98,525. Sur ce nombre, 2,661 ont été définitivement abandonnés.

9° Enfants Moralement Abandonnés proprement dits. Enfants arrêtés sur la voie publique pour menus délits.

Il est impossible d'établir par un chiffre le nombre des Moralement Abandonnés non arrêtés existant dans le Département de la Seine, et cela se comprend, car on ne se trouve pas en face d'une situation précise et définie. Tant qu'un fait brutal n'a pas signalé à l'Administration l'état d'abandon moral d'un enfant, comme par exemple son arrestation pour vagabondage, mendicité ou bien la constatation des mauvais traitements que lui font subir ses parents, ou bien encore la déclaration de ceux-ci qu'ils sont, par suite de leurs infirmités, de leur genre de profession ou pour toute autre cause, dans l'impossibilité de veiller à son éducation, l'enfant Moralement Abandonné se trouve confondu dans la masse générale des enfants ayant leur famille. Lorsque la loi, permettant de frapper de déchéance les

parents dont les vices, l'inconduite notoire, la brutalité, mettront en péril la santé, la sécurité ou la moralité de leurs enfants, aura été rendue, on aura déjà une base plus précise. En ce moment on ne peut raisonner que par conjectures. Toutefois j'estime, d'après l'expérience que donne la pratique, que le nombre de ces enfants est au-dessous des estimations qui ont été données. Il ne doit guère s'élever au delà de 5 ou 6 mille enfants à Paris. Mais, quant aux enfants arrêtés, nous nous trouvons au contraire en présence d'un fait précis. Le tableau suivant, dressé sur des chiffres émanés de la Préfecture de police, nous renseigne exactement.

	1878	1879	1880	1881
Enfants arrêtés sur la voie publique.	2,056	1,672	2,001	1,866

On verra plus loin le nombre des enfants de cette catégorie qui ont été recueillis, par le service des Moralement Abandonnés, du 1^{er} janvier 1881 au 1^{er} janvier 1882.

10° Enfants détenus par voie de correction paternelle dans le Département de la Seine.

Le chiffre des Enfants détenus par voie de correction paternelle, ayant passé par la Roquette, est ainsi établi :

1874	1875	1876	1877	1878	1879	1880	1881
340	288	366	413	434	369	390	321

11° Enfants détenus dans les établissements correctionnels.

La statistique des prisons pour 1878 publie les chiffres suivants sur les détenus dans les établissements correctionnels :

Établissements correctionnels. Population au 31 décembre 1878.

1° GARÇONS

Quartiers correctionnels.	306
Colonies pénitentiaires publiques	2.067
— privées	4.950
Écoles de réformes privées	262

2° FILLES

Établissements divers, Bons Pasteurs, etc . .	1.840
---	-------

NOMBRE	PROPORTION 0/0
306	4,04
2.067	27,25
4.950	65,26
262	3,45
7.585	100
1.840	

Le nombre des garçons entrés pendant l'année 1878, a été de 2.200
Celui des filles. 694

Composition de la population au 31 décembre 1878.

	GARÇONS	FILLES.
Acquittés, article 66, et détenus	7.389	1.650
Condamnés, article 67 :		
1° Pour 2 ans et moins	29	27
2° Pour plus de 2 ans	139	21
Détenus par voie de correction paternelle . .	28	163
TOTAUX	7.585	1.840

Moyenne de la durée de l'internement pour les enfants de l'article 66 : 5 ans, 11 mois 1/2.

Le Département de la Seine a fourni en 1878 : 1.413 garçons, soit 18.67 0/0 de l'ensemble.

La population des jeunes détenus se répartissait ainsi, quant à l'âge, au moment de l'envoi en correction :

De 12 à 14 ans	2.552	soit 33,65 8/0.
10 à 12 ans	1.882	— 24,81 —
14 à 15 ans	1.423	— 18,76 —
15 à 16 ans	900	— 11,86 —
8 à 10 ans	728	— 9,60 —
Au-dessous de 8 ans	100	— 1,32 —
	<u>7.585</u>	<u>100</u>

III

COMPTE RENDU DU SERVICE DES MORALEMENT ABANDONNÉS
DU 1^{er} JANVIER 1881 AU 30 JUIN 1882

Admissions.

Le service des Moralement Abandonnés a commencé à fonctionner le 1^{er} janvier 1881.

De cette date au 30 juin 1882, il a recueilli 1,151 enfants, dont 846 garçons et 305 filles.

Au point de vue de la provenance, ces 1,151 admissions se répartissent ainsi :

Envoyés par les Magistrats du Petit Parquet	220
Envoyés par le Préfet de Police	169
Amenés directement par les parents, soit de leur propre volonté, soit sur l'invitation des commissaires de police, des maires de Paris ou des communes suburbaines, des bureaux de bienfaisance, etc	762
TOTAL	<u>1.151</u>

Le rapport de l'an dernier a indiqué en détail toute l'organisation et le fonctionnement du service, ce qui nous permet d'être brefs sur ce point. Nous rappellerons seulement que lorsqu'un enfant nous est présenté, quelle que soit sa provenance, nous commençons d'abord par l'admettre à l'hospice dépositaire pendant 15 jours en moyenne, avant de prononcer son admission définitive. — Durant cette période, bienfaisante pour l'enfant, auquel elle assure un calme, un repos d'esprit, une détente générale; au sortir des épreuves qu'il vient de subir; l'enfant est étudié à un double point de vue. Tout d'abord, il est indispensable d'écarter ceux des enfants dont un état de santé chronique ou des infirmités dissimulées par les parents, ne permettraient pas la mise en apprentissage et qui, une fois placés, seraient inévitablement renvoyés à l'Administration par leurs patrons.

Sans cette précaution, beaucoup de parents, sous prétexte de ne pouvoir veiller à l'éducation de l'enfant, emploieraient ce moyen détourné pour obtenir l'hospitalisation ou le traitement d'enfants malades, infirmes, aliénés, épileptiques, etc., etc. S'ils ont des ressources, ils se soustrairaient ainsi à un des devoirs du père de famille, et s'ils n'en ont pas, c'est à l'Assistance publique, sur son budget hospitalier, ou à d'autres services spéciaux, qu'incombe la charge de ces enfants. On ne saurait sans abus l'imposer au service des Moralement Abandonnés, qui est payé par le budget départemental et dont la mission est de toute autre nature. Mais, bien entendu, une fois l'admission définitive prononcée, si une maladie ou une infirmité frappe l'enfant, le service des Moralement Abandonnés fait sur ses crédits tout ce qu'exigent les circonstances.

Malgré ces précautions, un nombre assez élevé d'enfants s'est trouvé dans ce cas, ce qui justifie notre prudence. En dépit même de cet examen et du certificat donné après ce stage de 15 jours, par les médecins et chirurgiens de l'hospice, j'ai été forcé de placer dans des établissements spéciaux, pour être traités comme épileptiques et autres maladies chroniques, plusieurs enfants chez lesquels les symptômes ne se sont manifestés que postérieurement à l'admission définitive.

Le stage de 15 jours nous a servi aussi à écarter les enfants tous à fait corrompus, dont le placement chez des patrons eût été impossible et serait devenu une cause de désorganisation pour notre service. L'internement dans des maisons de correction ou des écoles de réforme est le seul moyen d'empêcher ces enfants vicieux de commettre des méfaits, et en même temps de les régénérer; notre système de placement libre ne convient qu'à des enfants que la misère et l'abandon n'a pas encore irrémédiablement perdus, et qui peuvent se relever quand on leur tend une main secourable. Lorsque l'enfant

est gangrené par des vices précoces et déjà invétérés, ce n'est plus l'éducation préventive qui lui est nécessaire, il est trop tard; c'est à l'éducation correctionnelle à faire son œuvre. Nous cherchons, néanmoins, en ce moment, une combinaison nous permettant d'admettre ces enfants vicieux, que nous placerions dans des internats sévères, où ils pourraient s'amender. Mais la dépense qui en serait le résultat nous commande d'être circonspects, et il n'est que juste que l'État, à qui nous rendons ainsi de grands services, consente à y participer. En attendant cette amélioration, dont nous poursuivons la réalisation, il nous faut continuer à écarter les enfants tout à fait vicieux.

C'est grâce en partie à ce triage, qu'ont été obtenus les excellents résultats que je suis heureux de pouvoir signaler au Conseil Général. C'est pour le même motif qu'il est possible d'admettre sans danger tout enfant qui nous est présenté. Ce ne sont pas d'ailleurs ceux qui arrivent avec les plus fâcheux renseignements, ou les plus chargés par leurs parents, qui sont les plus mauvais, et réciproquement.

Le nombre des enfants non admis définitivement comme atteints de maladies chroniques, comme vicieux, ou pour quelques causes diverses a été de 178. Le chiffre des enfants réellement placés par nous en 18 mois a donc été de 973. A l'avenir, dans les statistiques, ne figureront plus que les admissions définitives. Même pour les enfants non conservés, le séjour à l'hospice, pendant 15 jours, aura été un bienfait; d'ailleurs, nous ne les remettons à leurs parents qu'avec un secours, que quelquefois même nous avons prolongé plusieurs mois.

Placement de l'enfant. -- Sa mise en apprentissage.

Dès que l'admission définitive est prononcée, il y a lieu de mettre l'enfant en apprentissage et de lui apprendre un état.

Ainsi que je le disais dans mon premier Rapport, je n'ai de parti pris contre aucun système de placement. Je pousse même l'éclectisme jusqu'à penser qu'ils sont tous bons, à la condition qu'ils soient appropriés aux caractères, aux habitudes de ceux à qui on les applique.

Ainsi, le placement agricole, le travail de la ferme et des champs. la transformation de l'enfant de Paris en ouvrier de la campagne reste toujours, à mes yeux, le placement préférable. C'est à la campagne que l'Administration place ses 30,000 Enfants Assistés, qui deviennent tous, dans quatorze départements, de précieux auxiliaires pour l'agriculture. Mais le placement agricole, excellent pour des enfants abandonnés dès leur jeune âge, ne produirait que des échecs, appliqué à des enfants de douze ans habitués à la vie active des villes, à des milieux industriels et ouvriers, et à la turbulence

de leur existence antérieure. Ils pourraient être seulement groupés en colonies agricoles, mais alors ce serait rentrer dans le type de la maison de correction et de la discipline rigoureuse qui y est indispensable. Les placements dans des ateliers ou des usines, soit isolément, soit par groupes, m'ont paru plus conformes au système de régénération par le travail libre, et les résultats obtenus n'ont fait que confirmer mon opinion. Ce qui constitue la base même du système, ce qui est à mes yeux le point le plus important, c'est le mélange des enfants envoyés de Paris en apprentissage avec les autres enfants du pays, sans que rien les distingue les uns des autres. L'Administration remplace la famille qui a déserté ses devoirs ; elle agit comme la famille aurait dû agir ; elle interroge les goûts, elle constate les aptitudes de l'enfant, et, dans la limite des ressources et des offres, cherche un placement ; l'enfant est mis en apprentissage, comme eût dû faire la famille, chez un patron, ou dans une usine.

Sauf les professions dangereuses ou malsaines, il n'en est pas qui soient écartées à dessein. La plus grande variété dans les placements permet de répondre à la variété des aptitudes des enfants.

Le Rapport que j'ai eu l'honneur de présenter l'an dernier, expose en détail tout ce qui concerne les placements à Paris et en province. La même voie, consacrée par l'expérience, a été suivie cette année.

Nos pupilles se sentent constamment surveillés et protégés ; ils voient que l'Administration vigilante s'occupe de leur bien-être et de leurs progrès proportionnels, qu'elle encourage leur zèle par des récompenses. Jamais rien ne rappelle leur passé ; il n'y a aucune différence entre eux et leurs petits camarades d'ateliers, si ce n'est peut-être les témoignages de sollicitude que reçoivent nos enfants sous la forme de livres, d'outils et surtout de bons points. Chaque semaine ils peuvent ainsi avoir une petite somme pour leurs menus plaisirs, somme qui a d'autant plus de prix qu'elle est la récompense de leurs efforts.

Associer le petit apprenti aux sociétés de gymnastique, aux orphéons, aux sociétés de toutes natures dont font partie les enfants du pays ; écarter tout ce qui pourrait l'isoler de ses jeunes camarades ; multiplier ses distractions ; lui donner ici, un petit jardin à cultiver, là, des jeux de toutes sortes, presque partout un gymnase, une bibliothèque ; distribuer, au 1^{er} janvier, des étrennes aux plus méritants, et, à d'autres époques, des livrets de caisse d'épargne et des récompenses, tels sont les procédés employés, et qui ont pour résultat d'attacher l'enfant à sa nouvelle situation, de calmer ses instincts de turbulence et de vice, de lui inspirer le goût du travail.

En outre des placements que je viens d'indiquer, j'ai demandé au Conseil Général, dans la session extraordinaire qu'il a tenue cette

année, en février, de m'autoriser à créer deux écoles d'apprentissage, l'une d'horticulture et de culture maraîchère, l'autre d'ébénisterie, au moyen de dons considérables qui ont été faits en faveur de nos enfants, notamment par M. le baron de Sarter et M. le baron Jacques de Reinach.

Grâce à ces libéralités, ainsi qu'à l'emploi des économies réalisées sur le crédit de l'an dernier, j'ai pu, sans demander aucun sacrifice au Conseil, créer deux établissements, modestes assurément puisque je n'avais que fort peu d'agent à y consacrer, mais qui n'en seront pas moins appropriés au but que nous poursuivons.

École d'ébénisterie des pupilles de la Seine, à Montévrain.

Cette école a été créée à Montévrain, près Lagny (Seine-et-Marne), dans une ancienne colonie pénitentiaire inhabitée depuis la guerre. Le prix d'acquisition a été de 40,000 francs en principal, y compris une chaufournerie louée 900 francs par an, et qui nous fera retour à l'expiration du bail. En réalité, l'école proprement dite, avec ses dépendances, ne nous revient qu'à 25,000 francs.

Les premiers travaux d'aménagement et d'appropriation s'élèvent à 20,000 francs environ. Ils seront soldés ainsi que le prix d'achat de l'établissement, sur le don manuel de M. le baron de Sarter et de quelques autres de moindre importance. Quant aux frais de mobilier, de literie, de lingerie, etc., peu élevés du reste, ils seront prélevés sur le crédit ordinaire.

L'école doit ouvrir en septembre de la présente année. Lorsqu'elle sera complètement installée, c'est-à-dire vers la fin de 1883, elle pourra contenir 120 à 140 enfants, auxquels on enseignera divers métiers notamment l'ébénisterie, la serrurerie et plus tard l'imprimerie. Mais, pour débiter, un seul enseignement professionnel doit d'abord être donné à Montévrain, celui de l'ébénisterie.

Les ressources étaient trop restreintes pour songer à créer une école professionnelle semblable à celle de La Villette, dont l'entretien annuel s'élève à 86,000 francs, *bien que ce ne soit qu'un externat*, et que, dès lors, il n'y ait aucune dépense de logement, de nourriture et d'habillement. Aussi ai-je cherché une combinaison que j'ai été assez heureux de rencontrer. Je me suis adressé au commerce parisien, et des ébénistes ont bien voulu s'engager à faire travailler à façon les enfants placés à l'école de Montévrain, dans les conditions suivantes, arrêtées pour cinq ans, et qui, après cette époque, pourront être révisées conformément aux données de l'expérience.

Ces industriels s'engagent à fournir les outils professionnels, les bois et matériaux à mettre en œuvre, ce qui évite un fonds de roulement considérable. D'autre part, les meubles fabriqués par les pupilles sont achetés par les industriels. Pour la représentation de ce travail

il a été convenu qu'une redevance fixe qui, avec certains remboursements accessoires, s'élèvera à environ 1 fr. 50 par jour et par enfant, sera payée pendant trois ans que durera l'apprentissage. La quatrième année notre pupille pourra, en général, gagner 4 francs par jour. il ne nous coûtera donc rien cette dernière année, et après le remboursement de son prix de pension, il lui restera une somme de plus de 600 francs qui sera placée à son nom.

Au bout de cette période, l'enfant devenu tôle-niste restera à son gré dans la maison, aux conditions ordinaires des ouvriers de sa profession, ou entrera dans un atelier de Paris ou de la province sous notre surveillance.

Des contremaîtres, choisis parmi les ouvriers les plus habiles, sont chargés de l'instruction technique des enfants, auxquels l'enseignement primaire est donné également par un instituteur.

Les enfants sont, en outre, astreints aux exercices militaires et gymnastiques, et on leur apprend la manœuvre de la pompe. Il m'a paru, en effet, indispensable d'organiser un service contre l'incendie, en raison des bois précieux qui se trouvent emmagasinés dans l'école.

Le régime alimentaire de l'enfant, qui comprendra la viande chaque jour et de l'abondance, coûtera 1 franc par jour et par tête.

J'ai calculé qu'un enfant dans l'établissement dont il s'agit, reviendrait, frais généraux, dépenses d'instruction, etc., compris, à 650 francs environ par an.

Mais cette dépense ne sera pas supportée entièrement par le Département, car il faut déduire la recette qui sera faite pour chaque élève, et que l'on peut évaluer en moyenne à 450 francs en chiffres ronds, par tête.

Ce n'est donc, en réalité, qu'une somme de 200 francs que le Budget départemental devra supporter par enfant, et je puis affirmer hardiment qu'il n'existe aucune école réalisant de telles conditions de bon marché unies à une instruction professionnelle aussi complète et pratique.

École d'horticulture de Villepreux.

A Villepreux (Seine-et-Oise), l'école a été établie dans un immeuble acquis avec jardin planté, au prix de 20,000 francs. On y pourra entretenir 40 enfants.

Avec l'autorisation du Conseil Général, j'ai acheté, en outre, pour 17,000 francs, un terrain de culture, soiten tout 40,000 francs environ avec les frais.

Les travaux d'appropriation ne se sont élevés qu'à 1,800 francs. Enfin il a été payé, pour l'achat des outils, fumiers, semences, etc., 2,400 francs. De plus, une serre chaude, qu'on est en train de construire reviendra à 3,500 francs. Je m'empresse d'ajouter, avec reconnai-

sance, que l'école a reçu de nombreux dons de plantes, soit du service des plantations de la Ville, soit de l'école de Grignon, soit des particuliers.

Toutes ces dépenses, si modestes en résumé, ont été prélevées sur les économies réalisées sur le crédit que le Conseil avait accordé pour 1881, le surplus sera payé avec les dons manuels de 25,000 francs que nous a faits M. le baron Jacques de Reinach.

Dans cette école, commencée avec des ressources si restreintes, les enfants apprendront le jardinage, la culture maraîchère, la floriculture et l'arboriculture.

Pour le début, la culture maraîchère avec un peu de floriculture est seule enseignée; plus tard, quand des ressources suffisantes le permettront, l'achat d'un terrain propre à l'arboriculture facilitera le développement progressif de l'enseignement professionnel de nos pupilles.

L'école a déjà obtenu une médaille d'argent au concours agricole qui s'est tenu à Villepreux en juin, et une médaille de vermeil au concours de Ws-Marines.

Après 3 ou 4 ans d'apprentissage, l'enfant sera placé aisément comme jardinier dans les nombreuses maisons de plaisance des environs de Paris, à des conditions excellentes.

Les enfants reçoivent également, dans cette école, d'un instituteur, l'instruction primaire, et du Directeur, ancien élève de Grignon, l'enseignement théorique, professionnel, théorique et pratique. Ils sont d'ailleurs, comme ceux de Montévrain, astreints aux exercices militaires.

Le régime alimentaire, comprenant viande et abondance, revient également à 1 franc par jour et par tête.

Les dépenses de l'école peuvent s'établir ainsi, approximativement :

Nourriture des enfants	Fr. 14.600 »	
Nourriture du personnel	730 »	
Chauffage et éclairage	1.320 »	
Blanchissage, entretien, trousseau	2.840 »	
Personnel : Indemnité au Directeur	3.000 »	} 6.560 »
2 Surveillants	2.160 »	
Jardinier	800 »	
Indemnité à l'Instituteur	600 »	
Frais médicaux, imprévus, etc	1.000 »	
	<u>27.050 »</u>	

Quant aux recettes et aux dépenses de la culture, nous ne sommes pas encore en mesure de leur donner une évaluation suffisamment exacte. Cependant, si le Conseil Général nous autorise, conformément à des rapports spéciaux sur ce sujet, à louer un terrain pour

l'arboriculture et un autre de cinq hectares environ pour la culture maraîchère, nous espérons obtenir une recette d'environ 10,000 francs.

En outre, nous avons organisé un atelier de vannerie horticole, pour occuper les enfants pendant les mauvais temps et l'hiver, 10 0/0 seront attribués aux enfants sur le produit de leur travail, en dehors des bons points et des récompenses ordinaires. Le reste viendra en défalcation de la dépense et produira environ 3,000 francs.

La dépense réelle sera donc de 14,000 francs environ pour 40 enfants, soit 350 francs par tête. Ces calculs ne sont qu'approximatifs. Après un an d'expérience, ils seront établis avec plus de précision.

Dans ces deux écoles, on a pu remarquer qu'il n'y a, pour ainsi dire, aucun personnel domestique. Organisés sur le système militaire, les enfants font eux-mêmes — sauf la cuisine et le blanchissage — tous les travaux de propreté et autres de la maison. De là, une économie de revient considérable.

En résumé, ces écoles modestes à leur début, mais qui se développeront avec le temps, auront le grand avantage de n'avoir grevé en aucune façon les finances départementales pour leur acquisition et leur appropriation qui ont pu être faites grâce aux libéralités des généreux donateurs, M. le baron de Sarter et M. le baron Jacques de Reinach, dont je proposerai à M. le Préfet de faire graver les noms sur des plaques commémoratives qui seraient placées dans chaque établissement.

Résultats moraux obtenus par la création du service des Moralement abandonnés.

La conduite de nos pupilles est très satisfaisante dans son ensemble. Tous les trois mois, des notes détaillées sur chaque enfant sont envoyées et par le patron et par le Directeur d'agence compétent. Elles présentent la diversité de celles qui sont données dans les collèges, et n'en diffèrent guère.

Le nombre des enfants ayant donné de graves sujets de mécontentement et qui, pour cette cause, ont dû être remis à leurs parents ou, avec l'autorisation de ceux-ci, internés, a été d'une quarantaine. Le nombre de ceux qui ont quitté leurs placements sans autorisation et pour n'y plus revenir, a été d'une trentaine. Sur le chiffre de 973 admissions définitives, c'est donc environ 70 insuccès, soit à peu près 7 0/0. En d'autres termes, environ 93 0/0 des enfants recueillis ont justifié nos espérances. C'est là un magnifique résultat, meilleur encore que je n'osais l'attendre. Le Conseil Général se rappellera que, dans mon premier Rapport au Préfet, au moment où je demandais l'autorisation de créer le service des Enfants

moralement abandonnés, je m'étais montré plus modeste dans mes prévisions; mes espérances ont été dépassées, je m'en félicite, mais il faut reporter une grande partie du succès au zèle du personnel. J'ai rencontré partout un concours émpressé chez les directeurs d'agence, chez les patrons, chez les usiniers. Tous se sentent heureux de travailler à une œuvre dont ils apprécient la grandeur, et ils me remercient tous les jours de les y avoir associés.

Dès son admission, un compte est ouvert à l'enfant, on porte à son actif tout ce qu'il gagne, et à son passif les dépenses faites pour lui. Bien entendu, l'Administration ne débite l'enfant ni du séjour à l'hospice, ni des voyages, ni du premier trousseau, ni des frais d'instruction, de médecin, en général d'aucuns frais généraux. Dès que par son travail il aura remboursé les frais de son apprentissage, l'excédent sera capitalisé à son profit sous forme de livrets de caisse d'épargne. Il n'y a pas encore assez de temps d'écoulé pour que les actifs dépassent de beaucoup les passifs; cependant pour ceux qui ont plus de quatorze mois d'apprentissage, un commencement de pécule se dessine déjà. L'an prochain, cet avoir prendra de l'importance pour s'accroître d'année en année.

Depuis le 1^{er} janvier 1881, les dons fait en faveur des Moralement Abandonnés ont atteint 105,645 francs.

Ces libéralités ont permis, ainsi que nous l'avons dit plus haut, d'acquérir et d'approprier les deux écoles d'apprentissage de Villepreux et de Montévrain.

En outre, il a été décerné aux pupilles les plus méritants les récompenses suivantes :

35 livrets de caisse d'épargne de 50 francs.

1	—	—	45	—
3	—	—	40	—
21	—	—	30	—
19	—	—	25	—

et cinq polices d'assurances de 200 francs. Parmi ces libéralités, il en est deux qui empruntent à leur origine un caractère particulier et touchant. Les élèves des collèges Chaptal et Charlemagne ont donné 1,500 francs par chaque collège. Cela crée des liens de solidarité entre les pauvres apprentis et leurs jeunes protecteurs. J'ai eu l'occasion de remercier les élèves de Chaptal à leur distribution de prix; mes remerciements s'appliquent aussi aux élèves de Charlemagne.

IV

COMPTE DE 1881

*Sous-chapitre VIII, article 34 du budget départemental
(Crédit de 150,000 francs).*

Les dépenses mandatées ou restant à mandater, à la clôture de l'exercice ont été de 119,662 fr. 03 c. En voici la répartition :

1 ^o Frais de séjour à l'hospice	Fr. 26.270 14
2 ^o Frais de déplacement et de transport	19.253 80
3 ^o Frais d'entretien, frais de dépôt.	6.884 49
4 ^o Frais de trousseau.	38.431 97
5 ^o Dots d'apprentissage.	5.871 15
6 ^o Frais d'école, récompenses	5.491 70
7 ^o Dépenses en personnel.	3.457 80
8 ^o Frais de maladie.	1.503 41
9 ^o Dépenses diverses	12.497 37

Mais, à cette époque, il y avait encore à faire face à des dépenses engagées. Si je n'ai pas, lors de l'établissement des feuilles du compte départemental, demandé que la différence entre la somme de 119,662 fr. 03 c. et celle de 150,000 francs, montant du crédit, soit reportée d'office à 1882, pour dépense à continuer, c'est parce que les dépenses en cours, n'étant pas suffisamment connues, j'ai pensé qu'il convenait, pour plus de régularité, de laisser tomber le disponible du crédit, et ensuite, de demander l'inscription d'une somme équivalente au budget rectificatif de 1882.

Cette somme, ainsi que le Conseil Général l'a décidé, dans sa session de février 1882, sera affectée à une partie du paiement des dépenses d'acquisition et d'installation de l'École d'horticulture de Villepreux (S.-et-O.).

Propositions pour le budget de 1883 (sous-chapitre VIII, art. 34).

En raison de l'accroissement du nombre des Enfants moralement abandonnés, je proposerai pour 1883, un crédit de 250,000 francs, chiffre supérieur de 50,000 francs aux fixations de 1882.

L'augmentation à supporter par le Département ne sera que de 25,000 francs, attendu que la moitié de la dépense de ce service incombera à la Ville de Paris (délibération du Conseil Général en date du 3 décembre 1881), et sera même nulle, si, comme nous l'indiquerons plus loin, nous obtenons de l'État une contribution de 25,000 francs.

Le crédit de 250,000 francs sera réparti comme suit :

1 ^o Frais de séjour à l'hospice (20,000 journées à raison de 1 fr. 90 c.)	(A reporter) Fr. 38.000 »
--	---------------------------

	<i>Report.</i> Fr.	38.000	»
2 ^o	Frais de voyage et de déplacement	30.000	»
3 ^o	Frais d'entretien, frais de dépôt.	20.000	»
4 ^o	Frais de trousseau	48.000	»
5 ^o	Dots d'apprentissage	20.000	»
6 ^o	Frais d'école, récompenses	22.000	»
7 ^o	Frais de maladie et d'inhumation	3.000	»
8 ^o Dépenses du personnel, savoir :			
1 ^o	Prime de 4 francs par an et par enfant au		
	Directeur d'agence.	8.000	
2 ^o	Émoluments d'un Directeur d'agence à créer.	4.000	
3 ^o	École de Villepreux { 1 Directeur . . 3.000 } { 1 jardinier et 2 } { surveillants . 3.000 } { } 6.000		
4 ^o	École de Montévrain { 1 Directeur (ap- pointements et frais de bureau) 4.000 } { 4 Surveillants . 6.000 } { 3 Contremaît. 10.800 } { 1 Instituteur . 2.000 } 22.800		46.800 »
5 ^o	Émoluments d'un Inspecteur	6.000	
6 ^o	Personnel { 1 Commis principal. . 3.600 } des bureaux { 1 Commis rédacteur . 3.400 } { 1 Expéditionnaire. . 2.400 } 9.400		12.400 »
7 ^o	Indemnités et travaux extraordinaires	3.008	
9 ^o	Frais de nourriture des Enfants de ces écoles.	<i>Mémoire.</i>	
10 ^o	Dépenses diverses.	11.000	»
TOTAL ÉGAL		250.000	»

Les dépenses de nourriture des Enfants de Villepreux et de Montévrain s'élèveront à environ 52,000 francs. Elles seront couvertes par le produit des salaires des enfants et des recettes spéciales à ces écoles.

Je les ai mentionnées pour mémoire afin d'établir que, bien que la dépense totale prévue soit de 302,000 francs environ, la charge du département de la Seine et de la Ville de Paris ne sera, en réalité, que de 250,000 francs.

Or, la population des Enfants moralement abandonnés sera, à la fin de 1883, d'environ 2,400, sans compter environ 300 recueillis provisoirement, mais non admis définitivement. Dès lors, le sacrifice qu'aura à faire le département pour la nourriture, le coucher, l'entretien, l'instruction primaire, l'instruction professionnelle, etc., etc., de chaque enfant se bornera, l'an prochain, à une centaine de francs seulement; il sera encore moindre les années suivantes.

Ce résultat, qui est de nature à étonner au premier abord, ne peut être obtenu que : 1^o parce que le travail de l'enfant après un court apprentissage suffit non seulement à rembourser partie de sa dépense, mais encore à lui constituer un pécule; 2^o parce que l'organisation puissante du service des Enfants Assistés supprime une grande partie des frais généraux du personnel qu'aurait à supporter celui des Moralement Abandonnés s'il était livré à lui-même.

Pour faire face à la totalité des dépenses sus-indiquées, je demanderai, lors de la préparation du budget rectificatif de 1883, ainsi que le Conseil général en a admis le principe, un crédit égal au montant des revenus des écoles de Villepreux et de Montévrain, soit environ 52,800 francs; lequel crédit serait rattaché à celui qui aura été inscrit au Budget primitif (sous-chapitre VIII).

J'avais dans mon Rapport de l'an dernier demandé la création d'un Inspecteur des Enfants moralement abandonnés. J'ai pu, cette année, grâce au concours vigilant des Contrôleur et Contrôleur adjoint du service des Enfants Assistés qui ont été en tournée la majeure partie de l'année, assurer l'inspection de nos nouveaux pupilles. Mais en 1883, avec le nombre toujours croissant de cette catégorie d'enfants, il est indispensable d'exonérer le Contrôleur des Enfants Assistés de tout travail à l'Administration centrale, ajoutant à ses fonctions de Contrôleur celle d'Inspecteur des Moralement Abandonnés. Cette dépense pourrait être supportée par les sous-chapitres VII et VIII du Budget départemental. J'ai, en outre, prévu la création d'un emploi de Directeur d'agence de Moralement Abandonnés. Peut-être le développement du service nous amènera-t-il à en créer deux et même trois; mais j'ajournerai la demande de crédits jusqu'au jour où la nécessité en sera absolument démontrée.

Recettes.

1^o Vente des produits des deux écoles de pupilles Fr. 52,000 •

On a vu, plus haut, des détails sur les produits des deux écoles professionnelles. Je ne demanderai l'inscription de cette recette qu'au Budget rectificatif, parce qu'à ce moment nos chiffres seront plus précis, puisque l'école d'horticulture aura alors plus d'un an de durée et que l'école d'ébénisterie fonctionnera depuis plusieurs mois.

Alors, je demanderai que ces recettes spéciales viennent accroître les ressources du service; je redoute, il faut l'avouer, que ces recettes, ainsi que cela a lieu pour le service des Enfants Assistés, n'accroissent simplement le Budget général des recettes, sans profiter directement aux enfants. D'ailleurs, c'est grâce à ces recettes, provenant exclusivement du travail des pupilles, que l'on pourra solder les frais de nourriture et autres non compris dans les prévisions ordinaires de dépense. Je déclare à l'avance que j'ai l'intention de demander à

cette occasion, de ne faire de versement de ces recettes qu'après un prélèvement de 10 0/0 au profit direct de l'enfant, afin de l'intéresser à son travail et bien que celui-ci n'équilibre pas sa dépense.

2° Contribution du Budget municipal de Paris. 125,000 »

La Ville de Paris contribuera ainsi à la moitié de la dépense; la plupart des enfants recueillis viennent en effet de la capitale, il n'est que juste que le Budget municipal contribue ainsi à une dépense qui lui est si profitable.

3° Contribution éventuelle de l'État. 25,000 »

Le principe de la contribution de l'État à un service qui se propose de diminuer la population d'enfants internés à ses frais dans des établissements correctionnels est évident de soi. Le quantum de la contribution est plus difficile à établir, surtout après une si courte période de fonctionnement. Si mes prévisions se réalisent, — et tout me porte à le croire, — sur les 7 à 800 enfants recueillis annuellement, on peut estimer à 300 environ, d'après des évaluations très modérées, le nombre des enfants qui, sans l'intervention de l'Administration, auraient été envoyés, en vertu de l'article 66, en correction. La durée moyenne de l'internement est, d'après la statistique de la Direction des prisons, de 6 ans, soit une population permanente de 1,800 enfants que l'État n'aura plus à entretenir à raison de 75 centimes par jour, soit 270 francs par an. L'économie quotidienne pour l'État, sera donc de 1,350 francs, et pour l'année de 486,000 francs.

D'ailleurs, notre dépense pour le même enfant, pendant 6 ans, ne sera que de 200 francs la première année, de 50 pour les trois suivantes, et nulle pour les autres, soit 350 francs, quand l'État en dépense 1,620. Les 1,800 enfants ne nous coûteront annuellement pendant cette période de 6 ans que chacun le 1/6 de 350 francs soit, à peu près 60 francs par an et pour l'ensemble 108,000 francs.

C'est donc seulement une portion de cette somme que nous pouvons légitimement réclamer à l'État; nous espérons qu'il ne se refusera pas à en verser la moitié au profit du Département, soit 50,000 francs. En ce moment, nous sommes à notre début, nos chiffres peuvent être contestés; ce n'est que dans quelques années qu'ils auront atteint le niveau définitif. Nous vous proposons donc de n'entamer de négociations avec le Ministère que pour une contribution de 25,000 francs en 1883, contribution susceptible d'augmenter successivement d'année en année jusqu'à 50,000 francs.

Ce n'est pas seulement d'ailleurs sur les enfants acquittés de l'article 66 que nous espérons opérer une diminution; c'est aussi sur les enfants condamnés des articles 67, 68 et 69 et sur ceux de la correction paternelle. Par voie de conséquence, nous verrons, non sans un

légitime orgueil, s'abaisser les chiffres de la criminalité. C'est notre ferme espoir. Ce sera notre plus chère récompense.

Paris, le 1^{er} juillet 1882.

*Le Directeur de l'Administration générale
de l'Assistance publique à Paris,*

CH. QUENTIN.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(Séance du 26 juin 1872)

EXTRAIT DU RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET
CHARGÉ D'EXAMINER LE PROJET DE LOI PORTANT FIXATION DU
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 1883 (MINISTÈRE DU COMMERCE),
PAR M. LUCIEN DAUTRESME, DÉPUTÉ

Article 6. — Inspection du travail des enfants dans les manufactures.

Deux de nos collègues, MM. Waddington et Duvivier, ont déposé un amendement qui a pour but d'augmenter de 50,000 francs le crédit relatif au service de l'inspection du travail des enfants dans les manufactures. Pour justifier l'avis que nous vous proposons d'émettre sur cette proposition, il est nécessaire d'entrer dans quelques explications, que nous nous efforcerons, d'ailleurs, de rendre aussi courtes que possible.

Vous savez, messieurs, qu'en 1874 l'Assemblée nationale a voté une loi destinée à réglementer le travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures. Le mécanisme de cette loi se compose de deux rouages principaux : un corps d'inspecteurs et des commissions locales.

Les inspecteurs sont au nombre de 15, répartis en autant de circonscriptions, dont quelques-unes ne comprennent pas moins de 8, 9 et 10 départements, et, bien que, dans chaque département, le conseil général puisse leur adjoindre un inspecteur spécial, on voit immédiatement combien est lourde la tâche qui leur incombe.

Les commissions locales sont plus nombreuses. Aux termes de l'article 21, le conseil général de chaque département est tenu d'en établir, une au moins dans chaque arrondissement et d'en établir en outre, dans les principaux centres industriels ou manufacturiers où il le juge nécessaire.

Qu'a produit cette organisation depuis cinq ans qu'elle fonctionne?

En ce qui concerne les commissions locales, sauf le département de la Seine et quelques rares exceptions, tous les documents

officiels constatent « qu'elles n'ont pas répondu aux vues du législateur. » Pour parler sans euphémisme; la plupart n'existent que sur le papier.

Quoiqu'un peu meilleurs, les résultats qu'a donnés l'inspection sont encore loin d'être complets. La faute n'en est pas au personnel.

En 1874, on n'avait que des indications très vagues sur le nombre des enfants et des filles mineures employés dans les manufactures. Celui qu'indiquaient les statistiques était de beaucoup inférieur à la réalité; en le prenant pour base dans la fixation du nombre des inspecteurs à créer, on fit un mauvais départ, et, dès le début, le service de l'inspection se trouva insuffisant. Il l'est bien plus encore maintenant: chaque jour on découvre de nouveaux établissements soumis à la loi de 1874.

Ce n'est pas tout. On n'inspecte pas efficacement de son cabinet. Pour que leur action s'exerce utilement, il faut que les inspecteurs se présentent à l'improviste et voyagent fréquemment. Il leur est alloué à cet effet une indemnité qui ne peut, pour chacun d'eux, dépasser 3,000 francs et, à 25 francs par jour équivalant à 120 jours de tournée. On peut dès lors affirmer que tel est le maximum de leurs déplacements dans le cours d'un exercice. C'est trop peu.

Il en résulte que l'inspection n'atteint d'une façon régulière que les établissements importants et facilement accessibles, tandis qu'elle laisse échapper les petits ateliers, ceux où la surveillance doit être d'autant plus active et rigoureuse que, par leur nature, leur isolement et leur nombre, ils ont plus de moyens de s'y soustraire.

De là une inégalité fâcheuse qui n'est pas seulement préjudiciable aux industriels qu'elle place dans des conditions d'infériorité par rapport à leurs concurrents, mais qui a l'inconvénient plus grave d'établir parmi les enfants ouvriers deux catégories distinctes: l'une qui bénéficie des avantages matériels et moraux de la législation, l'autre sur qui continue de peser la funeste influence d'un labeur précoce.

Pour seconder les inspecteurs de l'État, la loi de 1874 a autorisé les conseils généraux à créer des inspecteurs locaux; mais, si l'on excepte toujours le département de la Seine où ce service auxiliaire est sérieusement établi, on est forcé de reconnaître que les conseils généraux n'ont pas usé de l'autorisation ou n'en ont usé qu'avec une parcimonie significative.

Ainsi dans sept circonscriptions, celles de Nevers, Nancy, Lisieux, Nantes, Bordeaux, Nîmes et Marseille, il n'y a pas un seul inspecteur départemental. Dans celles de Reims, Rouen, Limoges et Toulouse, il y en a deux, dans celle de Lille trois, et dans celle de Lyon quatre. La circonscription d'Orléans présente un chiffre

exceptionnel, elle en compte vingt-huit; mais ce sont des inspecteurs primaires qu'on a chargés par surcroît de cette besogne et la misérable indemnité de 330 francs qu'ils touchent permet d'apprécier ce qu'on attend de leur concours.

Tous ces faits démontrent à l'évidence, qu'avec l'organisation actuelle, la loi de 1874 ne reçoit et ne peut recevoir qu'une exécution incomplète. Comment remédier à cette situation? La question est très controversée.

Les uns voudraient augmenter le nombre des commissions locales et en étendre les attributions. Nous serions plutôt disposés à les supprimer, car leur composition les condamne à être impuissantes, ou les expose à devenir nuisibles.

Elles sont en général impuissantes, parce qu'il n'y a guère d'hommes qui consentent à consacrer gratuitement une portion sérieuse de leur temps à rechercher et à signaler contre leurs voisins, leurs amis ou leurs parents, des contraventions qu'il leur arrive parfois à eux-mêmes de commettre.

Elles peuvent devenir nuisibles parce qu'en ouvrant, à ceux qui en sont membres, la porte de tous les ateliers, elle leur donne la possibilité de surprendre les secrets de fabrication de leurs confrères ou de satisfaire, à l'abri de leurs fonctions, des rancunes personnelles.

Ces inconvénients sont particulièrement à craindre dans les petites localités, où les rapports plus directs rendent les dissentiments plus aigus et les influences sociales plus puissantes.

L'augmentation du nombre des inspecteurs locaux, au moins tels qu'ils sont institués, n'assurerait pas mieux, selon nous, l'application de la loi de 1874.

Le contrôle n'est efficace que lorsque celui qui l'exerce possède, à l'égard de celui qui le subit, une indépendance absolue. Or, quelle peut être l'indépendance d'un agent qui tient sa nomination de ceux-là mêmes qu'il est chargé de surveiller. Et si cet agent n'est qu'un simple inspecteur primaire, ou un modeste employé des contributions indirectes, quelle force aura-t-il pour lutter contre un gros manufacturier et ne préférera-t-il pas fermer les yeux plutôt que de courir le risque, en les ouvrant, de s'attirer de redoutables inimitiés?

Le meilleur moyen, à notre sens, d'obtenir que l'exécution de la loi de 1874 s'opère sur tout le territoire avec unité, sans faiblesse et sans tracasseries, c'est de la confier à un corps fortement constitué, ayant sa hiérarchie propre et dont tous les membres, qu'ils soient rétribués par l'État ou par les départements, seraient exclusivement nommés par le pouvoir central.

Mais, enfin, quelle que soit la solution qu'il convienne d'adopter, il est hors de doute que les quinze inspecteurs divisionnaires

actuellement chargés du service ne peuvent suffire à leur tâche. Ils suffiront bien moins encore si, comme la Chambre vient de le décider, sur la proposition de M. Waddington, il leur faut en outre surveiller l'exécution de la loi des heures de travail. L'amendement de MM. Duvivier et Waddington, qui a pour but d'en augmenter le nombre améliorerait notablement la situation ; votre commission ne vous demande pas cependant de le voter. Elle estime que les questions auxquelles il se rattache ont besoin d'être envisagées de haut et dans leur ensemble, et elle en recommande l'étude à M. le ministre du commerce, en le priant de vouloir bien soumettre le plus tôt possible au Parlement les mesures qui lui sembleront le plus propres à atteindre le but que se sont proposé nos prédécesseurs. (*Officiel* des 15, 16 juillet 1882 p. 1853).

DÉCRETS SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS.

Le président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu l'article 13 de la loi du 19 mai 1874 ;

Vu le décret du 26 février 1881, contenant une nomenclature supplémentaire des établissements dangereux, incommodes ou insalubres ;

Vu les décrets du 14 mai 1875 et du 24 septembre 1879 ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;

Le conseil d'État entendu ;

Décrète :

ARTICLE PREMIER. — Le travail des enfants est interdit dans les établissements dénommés au tableau A additionnel annexé au présent décret.

ART. 2. — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 octobre 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République ;

Le ministre du commerce,

PIERRE LEGRAND.

Etablissements dans lesquels l'emploi des enfants est interdit.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES	RAISON DE L'INTERDICTION
Acide salicylique (fabrication au moyen de l'acide phénique).	Émanations corrosives.
Celluloïde et produits nitrés analogues (fabrication du).	Vapeurs nuisibles, dangers d'explosion ou de brûlures.
Celluloïde et produits nitrés analogues (ateliers de façonnage du).	Dangers d'explosion ou de brûlures.
Chlorures de soufre (fabrication des).	Émanations nuisibles.

Le président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu l'article 12 de la loi du 19 mai 1874, ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux présentant des causes de danger ou excédant leurs forces qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où ils seront admis » ;

Vu le décret du 13 mai 1875, rendu en conformité de l'article 12 précité, et relatif aux travaux dangereux ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;

Le conseil d'État entendu,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit d'employer les enfants de moins de seize ans et les filles mineures de moins de dix-huit ans, comme producteurs de force motrice, au tissage par les métiers dits à la main.

ART. 2. — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 octobre 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce.

PIERRE LEGRAND.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu l'article 13 de la loi du 18 mai 1874, ainsi conçu.

« Les enfants ne pourront être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux que sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique ;

» Cette interdiction sera généralement apportée à toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé. »

Vu le règlement du 3 mars 1877, rendu en exécution du paragraphe 2 dudit article et contenant, dans le tableau C qui y est annexé, une nomenclature des établissements dans lesquels le travail des enfants est interdit.

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mai 1874 ;

Le conseil d'État entendu,

Décète :

ART. 1^{er}. — Le travail des filles mineures employées au triage ou au déliassage des chiffons est interdit dans les ateliers reconnus, conformément aux prescriptions de l'article 18 de la loi de 10 mai 1874, insuffisamment aérés ou ventilés.

ART. 2. — Cette interdiction devra être ajoutée à celles déjà portées au tableau C annexé au décret du 3 mars 1877.

ART. 3 — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 novembre 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

PIERRE LEGRAND.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre du commerce,
Vu l'article 12 de la loi du 19 mai 1874 ;
Vu le décret du 13 mai 1875 ;
Vu l'avis du comité des arts et manufactures ;
Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi du 19 mai 1874 ;

Le conseil d'État entendu,

Décète :

ART. 1^{er}. — Il est interdit d'employer des enfants de douze à quatorze ans et les filles de douze à seize ans à traîner des fardeaux sur la voie publique.

Les garçons et les filles au-dessus de douze ans peuvent traîner des fardeaux dans l'intérieur des manufactures, usines, ateliers et chantiers, à la condition que le trainage sera effectué sur un terrain horizontal et que la charge ne dépassera pas 100 kilogrammes, véhicule compris.

Les garçons seuls de quatorze à seize ans seront autorisés à traîner des fardeaux sur la voie publique, à la condition que la charge ne dépassera pas cent kilogrammes, véhicule compris.

Le paragraphe 3 de l'article 3 du décret du 13 mars 1875 est et demeure abrogé.

ART. 2. — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 octobre 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République

Le ministre du commerce,

PIERRE LEGRAND.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu l'article 13 de la loi du 19 mars 1874, ainsi conçu :

« Les enfants ne pourront être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux que sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique ;

« Cette interdiction sera généralement appliquée à toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé » ;

Vu le règlement du 3 mars 1877, rendu en exécution du paragraphe 2 dudit article et contenant, dans le tableau C qui y est annexé, une nomenclature des établissements dans lesquels le travail des enfants est interdit ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mars 1874 ;

Le conseil d'État entendu,

Décète :

ART. 1^{er}. — Il est interdit d'employer les enfants aux opérations qui dégagent des poussières dans les ateliers où l'on travaille à sec la corne, les os et la nacre. Il est également interdit de les employer à un travail quelconque dans les mêmes ateliers lorsque les poussières se dégagent librement.

ART. 2. — Cette interdiction devra être ajoutée à celles déjà portées au tableau C annexé au décret du 3 mars 1877.

ART. 3. — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 novembre 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

PIERRE LEGRAND.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce ;

Vu l'article 12 de la loi du 19 mars 1874, ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux présentant des causes de danger ou excédant leurs forces qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où ils seront admis » ;

Vu le décret du 13 mai 1875, rendu par application de l'article 12 précité et relatif aux travaux dangereux ;

Vu les avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 23 de la loi du 19 mars 1874 ;

Le conseil d'État entendu,

Décète :

ART. 1^{er}. — Il est interdit aux couvreurs et aux plombiers d'employer des enfants à des travaux qui sont effectués sur les toits.

ART. 2. — Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 octobre 1882.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

PIERRE LEGRAND.

BULLETIN DES COMMISSIONS LOCALES

RÉSUMÉ DE LA RÉUNION GÉNÉRALE

DES PRÉSIDENTS ET SECRÉTAIRES DES COMMISSIONS LOCALES DE
SURVEILLANCE DU TRAVAIL DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE

Tenue le mardi 30 mai 1882, aux Tuileries.

M. LE PRÉSIDENT. — Je dois donner la parole à M. Besançon pour des communications sur la marche du service; mais auparavant, Mesdames et Messieurs, permettez-moi de me féliciter de voir au milieu de nous M. Dumas, le savant éminent qui fait honneur à la science française, et qui a attaché son nom à l'institution du premier service de l'inspection du travail des enfants dans les manufactures. M. Dumas est le Président de la Commission supérieure qui fonctionne près du Ministère du Commerce. Je ne puis être que fort honoré et en disant cela, je crois être votre interprète à tous de le voir siéger aujourd'hui parmi nous. (*Applaudissements.*)

M. DUMAS. — J'ai saisi en effet avec empressement l'occasion qui m'était offerte par votre dévoué Président de venir assister au moins un jour aux travaux que vous poursuivez avec tant de zèle. La Commission supérieure les connaît depuis longtemps, les apprécie avec le plus grand intérêt, en fait usage dans beaucoup d'occasions, et je suis sûr d'être son interprète auprès de vous en vous félicitant d'une manière très sincère et très profonde de l'activité que vous avez déployée, et en vous demandant de la continuer dans l'intérêt des enfants que nous aimons tous et qu'il faut aimer dans l'intérêt de leur avenir et de l'avenir du pays. (*Applaudissements.*)

M. BESANÇON. — Dans notre dernière séance, nous vous avons informés que l'Administration ferait tous ses efforts pour obtenir une statistique complète des ateliers occupant des enfants et des filles mineures. Ces efforts, malheureusement, n'ont pas été couronnés de succès. M. le Ministre de l'Intérieur n'a pu revenir sur la décision qu'il avait prise, de telle sorte que nous sommes obligés d'attendre une nouvelle occasion pour tenter de réaliser votre vœu, relatif à la confection d'une nomenclature complète des ateliers où travaillent des enfants; quant à présent, il faut nous contenter des relevés des visites faites successivement par l'inspection.

Une Commission locale de Dames, la 17^e, avait demandé qu'à l'avenir toutes les communications adressées aux Présidents et Présidentes fussent également envoyées aux Secrétaires pour pouvoir

figurer dans les archives des Commissions. C'est ce que nous avons fait régulièrement depuis que cette demande a été formulée.

La même Commission avait émis un second vœu auquel il a été également donné satisfaction. Il s'agissait de laisser sur les nouvelles affiches de la loi permettant d'y indiquer les noms et adresses des membres des Commissions locales.

Suivant notre désir, nous faisons payer maintenant à la caisse de la Préfecture de police les allocations qui étaient soldées précédemment au Ministère des finances.

M. le Président de la Commission locale n° 22, nous a demandé la conduite à tenir vis-à-vis d'un atelier, dans lequel il y avait uniquement des enfants parlant allemand. Nous en avons référé à M. le Ministre du Commerce, et il a été décidé une fois de plus qu'il fallait, pour ces ateliers comme pour les autres, tenir la main à l'exécution littérale de la loi. Voici le texte de la décision ministérielle :

« La question de l'application de la loi du 19 mai 1874 aux enfants étrangers employés dans l'industrie, a déjà fait l'objet d'un examen spécial de la part de la Commission supérieure du travail des enfants. Dans sa séance du 16 mai 1879, cette Commission a exprimé l'avis que les dispositions de la loi devaient être appliquées à tous les enfants, quelle que soit leur nationalité, qui sont employés dans les établissements industriels dénommés à l'article premier. Il est d'ailleurs évident qu'en affranchissant les enfants étrangers de l'obligation du certificat d'études, ou de toute autre disposition réglementaire, même momentanément, on créerait, en leur faveur, un privilège préjudiciable à nos nationaux. Je partage l'avis de la Commission supérieure. »

Je me permettrai d'appeler l'attention des membres des Commissions locales sur un fait relevé plusieurs fois par le Service d'Inspection. Il a été constaté que quelques Membres avaient signé sur les registres d'inscriptions en faisant suivre leur nom de la mention : *Inspecteur* ou *Inspectrice*. Il est évident que c'est le résultat d'une erreur ; mais nous vous serions reconnaissants de prendre toujours à l'avenir la qualité de Membres de la Commission locale. Il pourrait y avoir des inconvénients à faire croire à l'industriel qu'il est soumis à plusieurs inspections en même temps.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que des modifications sont survenues dans la Commission supérieure départementale depuis notre dernière réunion.

M. de Hérédia, élu Député, a été remplacé par M. le docteur Robinet, Conseiller général ; M. le docteur Villeneuve, élu également Député, a été remplacé par M. Combes, Conseiller général ; M. Hervé-Mangon, directeur du Conservatoire des Arts-et-Métiers, élu Député, a eu comme successeur M. le colonel Laussédats ; enfin, M. Gambon,

Secrétaire général de la Préfecture de Police, a été remplacé par M. Vel-Durand.

Le départ de M. de Hérédia avait laissé vacante la place de Vice-Président de la Commission départementale supérieure; M. Songeon, Président du Conseil municipal, a été élu Vice-Président.

Depuis votre dernière réunion, la Commission départementale a eu quatre séances, les 20 décembre, 24 janvier, 23 février et le 4 mai.

Dans chacune de ces séances, nous avons eu à prendre un certain nombre de délibérations sur lesquelles je dois vous dire quelques mots.

Dans sa séance du 20 décembre, la Commission a arrêté le modèle du relevé des visites de l'Inspection qui vous est adressé chaque mois. Nous vous avons demandé tout d'abord de nous renvoyer ces tableaux; nous avons pris des dispositions qui nous permettent aujourd'hui de ne plus les réclamer. L'Administration a pensé qu'il était nécessaire de ne plus vous obliger à copier ces listes, afin de vous laisser employer intégralement les loisirs que vous voulez bien consacrer à notre œuvre, à visiter les ateliers. Le 4^e Bureau conservera un double de ces listes, dont vous pourrez garder les originaux dans les archives de vos Commissions. Je vous prierai seulement de nous adresser régulièrement, par lettre, toutes les observations que vous suggérerait l'examen de ces tableaux.

Dans la même séance, la Commission départementale a émis un avis favorable à la publication d'un Recueil d'extraits des jugements rendus par le tribunal de la Seine concernant la loi sur le travail des enfants. Nous avons adressé à chacun de vous un exemplaire de ce Recueil.

Dans la séance du 24 janvier, la Commission départementale a examiné une question soulevée par trois Commissions locales à la dernière Assemblée, et relative à l'emploi de l'allocation annuelle. Pour l'exercice 1883 nous demanderons au Conseil général de voter le crédit de 200 francs dans des termes un peu différents, de façon à vous permettre une application plus large de ce crédit.

Nos deux réunions des 23 février et 4 mai ont été occupées presque intégralement par l'examen des candidats à l'emploi d'Inspecteur et d'inspectrice du travail des enfants.

J'ai l'honneur de vous présenter un relevé numérique des visites faites par les Inspecteurs et les Inspectrices pendant l'exercice 1881.

Le total de toutes les visites est de 20,809. C'est un chiffre un peu inférieur à celui de 1880, mais cette différence ne saurait être défavorablement interprétée pour l'Inspection. D'une part, en effet M. Boyer, qui était chargé d'une section, a été forcé de remplir les fonctions d'inspecteur divisionnaire intérimaire à la suite du décès de M. Maurice jusqu'à la nomination de M. Laporte; d'autre part un inspecteur était démissionnaire le 1^{er} avril 1881, et des maladies se

sont produites ; en outre, M. l'Inspecteur divisionnaire n'admet plus sur le relevé des visites que celles des ateliers dans lesquels on emploie ou peut employer des enfants ou des filles mineures. En somme, je crois pouvoir affirmer que le nombre des visites faites par l'Inspection a certainement augmenté pendant l'exercice 1881.

Enfin, Mesdames et Messieurs, vous savez que le Conseil général de la Seine, dans une délibération du mois de février dernier, a décidé qu'il allait être pourvu immédiatement aux deux emplois vacants parmi le personnel d'Inspection et qu'il allait être créé deux emplois d'Inspecteur suppléant et deux d'Inspectrice suppléante. Les candidats ont subi une épreuve écrite et une épreuve orale devant la Commission départementale supérieure et la liste des admissibles a été envoyé au Conseil général. Nous attendons les nominations.

Dans le personnel actuel, il y a eu seulement deux changements. M. Poussart, qui était chargé de la 3^e section, est aujourd'hui chargé de la 1^{re}, c'est-à-dire des VIII^e, XVI^e et XVII^e arrondissements, en remplacement de M. Boyer ; d'autre part, M. Dubuisson, précédemment attaché à la 7^e section est maintenant attaché à la 3^e. Actuellement il y a deux sections qui manquent de titulaires, les 5^e et 7^e, la première depuis le 1^{er} avril dernier, la deuxième depuis le mois de janvier dernier.

M. LAPORTE, *inspecteur divisionnaire*, présente des observations d'ensemble au sujet des appréciations insérées dans les rapports des Commissions locales sur le service de l'inspection.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à l'examen des vœux des Commissions locales.

Commission locale n° 17 (Dames).

« Proposition d'interdire le travail des enfants (filles) au-dessous de seize ans, dans l'industrie des souffleurs de perles. »

M^{me} DEVÉ. — La 17^e Commission a été frappée des inconvénients présentés par l'industrie des souffleurs de perles, inconvénients qu'elle avait déjà signalés superficiellement dans son rapport de 1880. Nous avons constaté que là, bien plus qu'ailleurs, les enfants sont pâles et malades.

1^o Les enfants sont obligées de *manœuvrer une pédale* pour entretenir la flamme d'une petite forge placée devant elles. — Le paragraphe q du règlement d'Administration publique du 13 mai 1875, dit que les enfants du sexe masculin, au-dessous de seize ans, ne pourront être employés, comme producteurs de force motrice, que pendant la durée d'une demi-journée de travail, divisée par un repos d'une heure au moins. — Cette première opération présente également des dangers d'incendie.

2^o Elles chauffent jusqu'à la fusion des tubes de verre dans la

fabrication desquels il entre une certaine quantité de plomb. — Les industries où l'on fond le plomb sont interdites aux enfants dans le tableau A, pour cause de dangers d'intoxication.

3^e Elles soufflent ensuite ce verre pour en faire des boules qu'elles jettent dans une caisse en comptant à haute voix. — Le soufflage du verre est interdit aux enfants ainsi que le soufflage des boyaux, comme offrant des dangers d'affections pulmonaires. Aucun règlement n'interdit de compter le travail à haute voix, c'est une habitude que nous regrettons de trouver dans plusieurs industriels; l'enfant étant obligé de crier assez fort pour être entendu du patron qui est souvent dans une pièce voisine, doit s'en trouver très fatigué à la fin de la journée.

4^e Enfin lorsqu'on pile les boules de verre, ainsi soufflées, pour en faire le *diamanté* qui sert pour les fleurs et les feuillages artificiels, il se forme une poussière excessivement fine et légère qui pénètre dans tout l'organisme. — L'emploi des enfants est interdit partout où il se dégage librement des poussières malsaines. (Tableau B.)

En conséquence, la Commission a l'honneur de soumettre à l'Assemblée la proposition suivante :

La réunion générale des Présidents, Présidentes et Secrétaires des Commissions locales,

Considérant

Les dangers que l'industrie des souffleurs de perles présente pour la santé et la sécurité des enfants,

Émet le vœu :

Qu'il soit interdit d'employer des enfants (filles) au-dessous de seize ans dans l'industrie des souffleurs de perles.

M. LAPORTE. — J'ai été saisi par M^{me} Devé de cette question, et j'ai fait une enquête de laquelle il résulte que, d'abord, il y a très peu d'enfants employés dans cette industrie à Paris; que la plupart ont dépassé l'âge de seize ans, et que d'une part, le soufflage des perles demande le développement de très peu de force; mais que, d'autre part, dans les ateliers où l'on fait la poudre diamantée, la poussière fine qui se dégage de cette opération peut avoir des effets nuisibles à la santé des enfants. Les résultats de cette enquête seront soumis à M. le Ministre du Commerce et à la Commission supérieure qui statueront.

M. ROBIQUET. — Je voudrais que cette question fût renvoyée à une Commission d'hygiène instituée pour ces sortes de travaux.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous n'avons qu'un droit, celui d'émettre des vœux qui sont adressés à M. le ministre du Commerce. C'est lui qui doit faire procéder aux enquêtes nécessaires pour statuer. Dans l'état actuel de la législation, l'Administration est suffisamment armée, mais enfin, il y a peut-être lieu d'examiner de près la question, et

quant à moi, je verrais avantage à prendre en considération la proposition de M^{me} Devé, sauf au ministre du Commerce à la faire étudier d'une façon plus précise. (Approbation.)

(La proposition, mise aux voix, est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à la *Commission locale n° 19 (Hommes)*.

« Nécessité d'organiser à bref délai les échanges de Rapports entre les Commissions locales et le service de l'Inspection. »

M. CARRÉ — Mesdames et Messieurs, le vœu que nous venons vous soumettre et qui est ainsi formulé : *Nécessité d'organiser à bref délai les échanges de Rapports entre les Commissions locales et le Service de l'Inspection*, ne rencontrera, pensons-nous, aucune opposition.

Un grand nombre de Commissions locales, de même que la 19^e, ont déjà reconnu en effet que parmi toutes les causes qui contribuaient à rendre inefficaces leurs visites aux industriels, la plus importante était, sans contredit, le manque de sanction de ces visites, manque de sanction forcé, puisque jusqu'à présent le Service de l'Inspection n'a pas connaissance d'une manière régulière des infractions à la Loi relevées par les Commissions.

D'un autre côté, les Commissions locales ont aussi intérêt, pour être guidées dans leurs visites, à connaître le nom des industriels visités par l'Inspection et les mesures prises par ce service.

Pour donner satisfaction dans une certaine mesure à ces besoins, la Préfecture de Police a adressé aux présidents des Commissions locales, à la date du 23 janvier dernier, la lettre-circulaire suivante.

Paris, le 23 janvier 1882.

« Messieurs,

» Pour donner satisfaction aux vœux émis par plusieurs Commissions locales et conformément à l'avis exprimé par la Commission départementale supérieure dans sa séance du 20 décembre dernier, je viens de décider qu'un relevé spécial des visites faites par le Service d'Inspection, depuis le 1^{er} janvier courant, sera adressé *chaque mois* à partir du 1^{er} mars prochain, aux Commissions locales intéressées *qui m'en feront la demande*.

» Les renseignements à fournir seront consignés dans un tableau dont le cadre a été établi comme suit :

NOM de L'INDUSTRIEL	ADRESSE	DÉSIGNATION de L'INDUSTRIE	ENFANTS DE 12 A 16 ANS		FILLES MINEURES de 16 à 21 ANS	OBSERVATIONS
			GARÇONS	FILLES		

» Les présidents, présidentes ou secrétaires voudront bien, après avoir consulté ces tableaux, les viser et les annoter au besoin, puis les retourner à mon administration, qui les mettra ensuite sous les yeux de la Commission départementale supérieure.

» J'ai l'honneur de vous prier, Messieurs, de porter cette circulaire à la connaissance des membres de la Commission locale que vous présidez.

» Agrérez, Messieurs, l'assurance de ma considération très distinguée.

» *Le Préfet de police.*

CAMESCASSE. »

Le moyen proposé est bon, la 19^e Commission s'est empressée d'y donner son adhésion. En effet, on connaîtra ainsi dans chaque quartier les visites faites par l'Inspecteur, les mesures qu'il aura prises ; en se rendant chez ces mêmes industriels, s'ils le désirent, les membres des Commissions locales pourront annoter les états qui leur auront été communiqués.

Mais, en admettant même que cette mesure soit généralisée, ce que la lettre-circulaire ne permet pas de conclure, la 19^e Commission pense que les résultats seraient forcément incomplets, car en dehors des industriels visités par les Inspecteurs, il y en a d'autres et très nombreux qui échappent à tout contrôle de l'Inspection, que les membres des Commissions locales découvrent dans leurs visites du quartier, nécessairement plus minutieuses que celles des Inspecteurs et qu'il y aurait utilité à signaler périodiquement à la Préfecture, par un système nettement arrêté, ceux de ces Industriels qui se montreraient récalcitrants aux conseils des Commissions locales, pour attirer sur eux l'attention de l'Inspection.

Depuis six mois, un échange de renseignements entre la Préfecture et la Commission, s'inspirant de ces données, est employé par la 19^e Commission.

Trois états conformes au modèle ci-dessous ont été envoyés à la Préfecture et ont été retournés avec les suites données par le service de l'Inspection.

NOM de L'INDUSTRIEL	NATURE de L'INDUSTRIE	DOMICILE de L'INDUSTRIEL	NOMBRE D'ENFANTS	NATURE de la CONTRAVENTION

La 19^e Commission se trouve bien du moyen qu'elle emploie ; il complète celui proposé par la Préfecture, elle pense qu'il y aurait intérêt à les voir fonctionner tous les deux pour toutes les Commissions.

Comme conclusion, conséquemment elle demande que l'Assemblée veuille bien appuyer de son vote le système d'échange de rapports suivant qui résume ce qui vient d'être dit et qui se ferait obligatoirement par l'intermédiaire de la Préfecture :

1^o Envoi chaque mois, aux présidents des Commissions locales, de l'état des inspections faites dans chaque quartier par l'Inspecteur ;

Et renvoi de cet état annoté par le président après avis des membres de la Commission dans le ressort desquels se trouveront les industriels signalés ;

2^o Envoi chaque mois, ou tous les deux mois, si cela paraît préférable par chaque président de Commissions locales, à M. le Préfet, d'un état signalant les industriels à faire visiter par l'Inspection.

Et renvoi de cet état annoté par la Préfecture ou l'Inspection, à chaque président.

Par ce moyen, rien de ce que fait l'inspection ne serait inconnu des Commissions.

De même, toute Commission aurait la facilité de faire agir l'Inspection envers tout industriel récalcitrant et serait avisée des mesures prises.

C'est là, pensons-nous, les desiderata de tout le monde et ce qui nous permet d'espérer que le vœu que nous soumettons sera favorablement accueilli.

(La proposition de la 19^e Commission, mise aux voix, est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — *Commission locale, n° 32 bis (Hommes)* : « Les maires des communes suburbaines doivent-ils exiger le paiement des livrets d'enfants ? »

M. MOISY. — C'est une question que nous avons posée, parce qu'il se trouve souvent des enfants qui n'ont pas les 15 centimes prévus par la Loi pour le paiement des livrets.

(Le vœu est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — *Commission locale n° 36 (Hommes et Dames)* :

1^o Il serait désirable que l'examen d'obtention du certificat d'instruction exigé par l'article 9 de la Loi compris, à l'avenir, les quatre premières règles de l'arithmétique.

(Le vœu est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — 2^o « Les certificats scolaires ne pourront plus être délivrés que par des Instituteurs et par des Institutrices diplômés. »

M. LAPORTE. — A propos du vœu de M. Rama, je dirai que depuis presque un an le service d'inspection a reçu ordre de ne considérer comme valables que les certificats d'Instituteurs et d'Institutrices publics communaux, c'est-à-dire qui sont soumis à la direction de l'enseignement primaire et sur lesquels, par l'intermédiaire de cette Direction, nous avons une action ; mais j'ai prescrit aussi que tous

es anciens certificats datés avant cette mesure seraient considérés comme bons. (Approbation.)

UN MEMBRE. — Les Instituteurs libres peuvent-ils continuer à délivrer les certificats?

M. LAPORTE. — Oui, du moment où ils ont un diplôme, mais nous demandons aux patrons d'envoyer de préférence les enfants à l'Instituteur public.

Nous passons au troisième vœu :

« L'article 9 de la loi de 1874 dispose que l'enfant de 12 à 15 ans, s'il ne peut justifier d'un certificat d'instruction, ne doit travailler que six heures par jour. Aucune loi n'exigeant de l'enfant qu'il aille à l'école, celui-ci, après six heures de travail, est abandonné à lui-même pendant le reste de la journée. Les dispositions de l'article 9 sont-elles bien en harmonie avec le principe de protection de l'enfant qui caractérise la Loi de 1874? »

M. RAMA. — Je reconnais que ce vœu n'a plus de raison d'être aujourd'hui en présence de la loi nouvelle sur l'instruction laïque et obligatoire.

M. le PRÉSIDENT. — En effet, la fréquentation de l'école est obligatoire. Nous passons au quatrième vœu.

» Proposition de prélever annuellement une allocation sur le budget du Ministère de l'Instruction publique, dans le but de fonder des écoles d'atelier de fabrique, et de délivrer des cartes géographiques et des tableaux de système métrique et d'histoire naturelle, des livres scolaires, etc., aux industriels qui possèdent déjà une école ou à ceux qui manifesteraient l'intention d'en ouvrir une. »

Je crois que c'est un vœu qui est dans l'esprit de tous, mais je me permettrai de dire à ses auteurs que, autant que possible, il faudrait nous maintenir dans le cercle un peu restreint de notre action. Tout le monde désire que l'instruction soit répandue le plus possible. Tous les efforts en ce sens sont réalisés, vous le savez. Mais je pense qu'il n'appartient pas à notre Assemblée d'émettre un vœu de ce genre.

M. RAMA. — D'ailleurs, en présence de la loi nouvelle, ce vœu n'a plus la même importance.

(Le vœu est retiré.)

M. le PRÉSIDENT — « Application de la Loi de 1874 à tous les établissements, civils et religieux, sans exception. »

Vous savez, Messieurs, qu'il y a un jugement de la Cour de cassation dans ce sens; aujourd'hui l'inspection s'applique à tous les établissements indistinctement. Par conséquent, vous avez satisfaction.

M. RAMA — Pardon, les établissements pénitentiaires ne seraient pas soumis à l'inspection, et nous demandons formellement que les établissements de l'Etat y soient soumis également.

M. LAPORTE. — Cette question vous a déjà été soumise à votre dernière séance, et j'ai eu l'honneur de répondre que les établissements de l'Etat étaient soustraits à l'inspection par suite d'une circulaire ministérielle du 20 mars 1877; on suppose avec raison, je crois, que l'Etat applique la loi dans ses établissements puisqu'il est chargé de la faire respecter par tous les citoyens.

M. RAMA. — C'est justement contre la circulaire ministérielle que la 36^e Commission a émis un vœu; et la question n'a pas été étudiée à la précédente séance, parce que le vœu n'était pas à l'ordre du jour. C'est pour cela que nous l'avons formulé. Aujourd'hui, je le répète, nous demandons formellement que, contrairement à la circulaire ministérielle, les établissements de l'Etat soient soumis à l'inspection.

(La proposition de la 36^e Commission mise aux voix n'est pas adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Robiquet fait une autre proposition: elle consiste à émettre le vœu que M. le Ministre de l'Intérieur donne des instructions aux inspecteurs des établissements pénitentiaires pour attirer leur attention sur l'application stricte de la Loi de 1874 dans les établissements de l'Etat. (Très bien!)

Il me semble, Messieurs, qu'il serait sage de renvoyer l'examen de cette question à votre Commission départementale supérieure qui, elle, pourra s'entourer de tous les renseignements et s'assurer de la façon dont la loi de 1874 est appliquée dans tous les établissements de l'Etat.

(La proposition est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Demande d'un règlement d'Administration publique, prescrivant que tout enfant doit être pourvu d'un certificat de vaccine, ou justifier qu'il a eu la petite vérole, pour être admis dans un atelier. Ce certificat resterait joint au livret. »

(L'ordre du jour est mis aux voix et adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Toutes les communications adressées aux Présidents, Présidentes et Secrétaires des Commissions locales par l'Administration, seront portées à la connaissance de chaque Membre de Commission dans l'intérêt du service. »

Ceci est fait; tous les imprimés sont envoyés à tous les Membres des Commissions. Par conséquent, vous avez pleine satisfaction.

« Proposition tendant à ce qu'un exemplaire du rapport adressé chaque année, aux termes de l'article 24 de la Loi, par le Président de la Commission supérieure au Président de la République, sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la Loi, soit envoyé aux membres des Commissions locales, ou tout au moins à chaque Commission. »

M. LE PRÉSIDENT. — Nous demanderons à M. le Ministre du Com-

merce d'en faire tirer un nombre d'exemplaires suffisant pour qu'il en soit envoyé un exemplaire à chaque Commission, — un à chacun des membres des Commissions serait peut-être excessif. — Je mets aux voix cette proposition. (Adopté.)

Commission locale n° 7 (Hommes).

« 1° Enjoindre, par une circulaire préfectorale, aux employés des Mairies chargés de la délivrance des livrets, de demander, au moment de l'inscription, le nom et l'adresse du patron chez lequel l'enfant est, ou va être occupé, et de transmettre sans retard ce double renseignement à la Préfecture de Police. »

Voilà une question qui est déjà revenue souvent devant vous ; vous savez qu'il y a eu des difficultés pour l'application, qui ont été citées. — M. le Docteur Périn développe cette proposition.

M. LE PRÉSIDENT. — La 32^e Commission fait la proposition suivante, plus générale que celle de la Commission n° 7.

« Inscrire dans la Loi l'article suivant :

« Toute personne qui emploie des enfants au-dessous de seize ans est tenue d'en faire la déclaration dans le délai de quinze jours, à la Mairie de sa commune ou de son arrondissement. »

Je dois faire remarquer à l'Assemblée que la proposition de M. le Dr Perrin est immédiatement réalisable, sauf de petites difficultés budgétaires qui peuvent surgir, car les employés de nos Mairies sont déjà surchargés de travail, et il faudra leur donner une indemnité pour cette besogne supplémentaire, tandis que la proposition de la 32^e Commission nécessite l'intervention du législateur, ce qui exigera un délai extrêmement long.

(La proposition est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — « Vu l'impossibilité dans laquelle un grand nombre de patrons se trouvent de ne pouvoir surveiller ou garder pendant les jours fériés les enfants qu'ils occupent, et, vu les dangers que courent ces mêmes enfants livrés le plus souvent au vagabondage de la rue, ouvrir dans une ou plusieurs écoles municipales de chaque arrondissement, un patronage ou externat laïque, analogue à ceux qui existent en si grand nombre chez les catholiques, les protestants et les israélites, et dans lesquels les jeunes gens qu'on reçoit trouvent dans ces jours de repos, jeux et distractions de toutes sortes.

(La proposition, mise aux voix, est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arrivons à une très grosse question présentée par la *Commission locale n° 14 (Dames)* : « Proposition relative à la revision projetée de différents articles de la Loi de 1874. Je donnerai la parole aux membres de la Commission qui soulèvent cette question, mais je les prierai d'être extrêmement succincts et

si nous entrons dans l'examen de tous les articles de la Loi de 1874 de nature à être révisés, je crains que cela ne dure longtemps. (Rires approbatifs.)

N'entrons pas dans l'examen de toutes les modifications qu'il y aurait lieu d'introduire dans la Loi, nous n'en sortirions pas ! Contentons-nous d'un vœu général, et bornons-nous à dire qu'il y a lieu de réviser la Loi dans un sens meilleur.

(Le vœu, dans les termes formulés par M. le Président, est mis aux voix et adopté.)

M^{lle} RADU. — Messieurs et chers collègues, en présence de la révision projetée de la Loi de 1874 et de l'augmentation de charges attendues, au sujet de l'application de la Loi de 1848 et celle de l'instruction obligatoire, la 14^e Commission vient vous soumettre la proposition suivante, qu'elle croit urgent d'adopter.

Avant que les honorables protecteurs de notre institution n'abordent au Corps législatif les questions de hautes réformes, nous vous demandons s'il ne serait pas juste et sage que nous, Commissions locales du département de la Seine, de concert avec le Corps de l'Inspection, l'Administration et les Commissions départementales supérieures, nous ayons cherché à régler *entre nous* toutes les questions relatives à notre organisation et à notre service personnel.

Nous, 14^e Commission, croyons être l'interprète de notre majorité, en priant aujourd'hui nos collègues des soixante-seize Commissions du département de la Seine, si notre proposition est acceptée en principe, de bien vouloir, séance tenante, nommer à leur choix :

Trois membres dans les Commissions de dames ;

Trois membres dans les Commissions d'hommes ;

Membres dont la simple mission serait d'organiser une réunion générale, mais intime.

A cette réunion les meilleurs moyens pratiques de s'entendre tous seront discutés.

Une fois le plan d'études à faire adopté, tous les membres présents nommeront à leur gré les secrétaires-rapporteurs du travail à remettre à l'Administration, qui devra, à son tour, le soumettre à l'examen des Commissions départementales supérieures.

M. LE PRÉSIDENT. — Permettez-moi de vous dire que les réunions semestrielles ont précisément pour objet d'arriver à nous connaître les uns les autres, et de discuter tout ce qui peut intéresser le Service de l'Inspection et l'organisation des Commissions locales. Multiplier les réunions de ce genre serait, selon moi, un véritable danger : il ne faut pas fatiguer les membres des Commissions locales par des réunions trop répétées. Vous avez ici toute liberté, mademoiselle Radu, pour exposer vos idées.

(La proposition de M^{lle} Radu, mise aux voix, n'est pas adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — *Commission locale, n° 21 (Hommes).*

« Proposition tendant à ce que MM. les Secrétaires des Commissions locales soient autorisés par M. le Ministre des Finances à relever dans les bureaux de la Direction des contributions directes de la Seine, sur les matrices des patentes, les noms des industriels susceptibles d'occuper des enfants. »

M. LE PRÉSIDENT. — Je crains fort que cette demande ne soit suivie d'aucun effet; le ministre des finances résistera probablement.

M. LAPORTE. — D'ailleurs, les matrices des patentes sont publiques pendant dix jours.

(La proposition, mise aux voix, n'est pas adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — *Seizième Commission locale (Dames).* « Proposition de délivrer à chacun des Membres des Commissions locales un plan parcellaire, bien détaillé, des rues et des quartiers à visiter. — Les Commissions pourraient, au besoin, subvenir aux frais de ces plans, au moyen des fonds de l'allocation annuelle. »

M^{me} SALAMBIEN. — Il y a un moyen bien simple de connaître exactement les limites des quartiers, c'est de se rendre chez le Commissaire de Police qui vous indiquera les rues et les numéros des maisons à visiter.

M. MÉRICE. — Il suffit d'avoir un plan de Paris, vous y verrez la délimitation de chaque quartier.

M. LE PRÉSIDENT. — A la Préfecture de la Seine, il existe des plans; il sera facile d'en distribuer aux Commissions, et vous aurez ainsi satisfaction. (Approbation.)

Nous passons à une autre question : « *Commission locale, n° 49 (Dames).* — Proposition tendant à ce que toutes les pièces relatives au service des Commissions locales soient communiquées au même Bureau (2^e Division, 4^e Bureau). » Je crois que c'est ce qui se fait.

M^{me} LERCH. — J'ai fait une demande à la Préfecture au sujet d'une pièce...

M. BEZANÇON. — Il s'agit dans la pièce d'une question de personnel, de la nomination d'un membre de Commission locale.

M. LE PRÉSIDENT. — Lorsque vous aurez des renseignements d'ordre administratif à demander, vous aurez un moyen simple et correct de les obtenir, c'est de vous adresser à M. le Préfet de Police, qui sera toujours heureux de recevoir les Membres des Commissions locales. M. le Chef de division vous a dit très justement qu'il ne vous appartenait pas de déterminer les attributions des bureaux de l'administration de M. le Préfet de Police. Je crois qu'il vaut mieux ne pas persister à demander un vote sur ce vœu. Vous avez fait votre déclaration, et M. le Chef de division — vous savez quel est son dévouement au service — fera tout son possible pour vous donner satisfaction.

Maintenant, vous demandez « quelle est l'autorité à laquelle incombe le devoir de compléter les Commissions locales ? » Mais la loi le dit d'une façon expresse. « Les Membres des Commissions locales sont nommés par le Préfet de Police, sur la présentation du Conseil général. »

Le Conseil général renouvellera ses efforts pour arriver à compléter les Commissions. Au point de vue pratique, il y aurait peut-être une amélioration à introduire dans le service. Le Préfet ne peut nommer un membre de Commission locale qu'autant que ce membre est présenté par le Conseil général; or si une candidature est posée dans l'intervalle des sessions de cette Assemblée, le Préfet ne peut le nommer. N'y aurait-il pas lieu de donner à la Commission départementale autorité nécessaire pour présenter, par délégation, les candidats aux Commissions locales ? (*Très bien !*)

Lorsque j'avais l'honneur d'être président de la Commission départementale, j'approuvais les présentations, sauf ensuite à les faire ratifier par le Conseil général. Je crois que l'on pourrait faire la même chose. (*Approbation.*)

Je reçois de M. le Dr Perrin la proposition suivante :

« Le soussigné propose que dans les séances des présidents et secrétaires, chaque Commission locale ne puisse présenter qu'un seul vœu, afin de rendre possible à l'avenir la discussion fructueuse et complète de chacun d'eux. » (*Bruit.*)

M. FRANCOLIN. — Je demande, pour ma part, que sur l'ordre du jour on inscrive les vœux non par ordre, mais suivant les objets; on répète souvent les mêmes choses.

M. LE PRÉSIDENT. — Il serait peut-être difficile de limiter la bonne volonté des Commissions; mais ce que propose M. Francolin est pratique; en suivant son procédé, il y aurait plus de méthode dans nos discussions.

Il est entendu que pour la prochaine réunion, l'Administration établira un classement méthodique des vœux sans suivre l'ordre des Commissions. D'autre part, je supplie les Commissions locales de se borner, dans l'expression de leurs vœux, aux mesures qui intéressent directement le service. Je les prie également lorsqu'une question a été déjà à peu près épuisée dans nos réunions antérieures, de ne pas la remettre sur le tapis. (*Approbation.*) Je continue :

8^e Commission locale (*Hommes*). « Unité de direction et entente amiable entre l'Inspection et les Commissions locales au sujet de l'alternance des visites à faire, dant l'intérêt général. »

M. DE BELLAY. — Nous avons satisfaction.

M. LE PRÉSIDENT. — Alors nous passons à la proposition suivante :

« Feuille de service à souche à établir qui permettrait d'indiquer

sûrement les nom, profession et demeure du fabricant, les nom et prénoms des enfants qu'il occupe, ainsi que les numéros de leurs livrets et ceux des arrondissements où ils ont été délivrés. »

Tout cela a déjà été examiné.

M. DE BELLAY. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — Pour le 3^e vœu :

« Si l'enfant abandonnant son livret quitte le patron qui l'occupe, celui-ci devra en informer, avec toutes les indications nécessaires, le Président de la Commission locale de son quartier, dont le siège est à la mairie de l'arrondissement. »

Vous avez satisfaction par le vote qui a été émis tout à l'heure. Ce sera maintenant l'employé de mairie qui recueillera ces renseignements.

« 4^e Demande d'affichage, au-dessous de la loi de 1874, de l'article 11 de la loi sur l'apprentissage, et s'il y a lieu, des devoirs de l'homme et du citoyen, imprimés tout ou partie en caractères bien apparents. »

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ne sommes pas chargés d'appliquer la loi sur l'apprentissage; il faut prendre garde d'étendre notre action outre mesure. Nous devrions aussi, à ce compte, afficher la loi sur l'instruction obligatoire, et des prescriptions concernant l'hygiène des ateliers; il y a mille choses que nous pourrions faire connaître aux intéressés. Insistez-vous pour que je mette aux voix cette proposition ?

M. DE BELLAY. — Non, monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. — 17^e Commission: « 1^o Création de nouvelles classes d'apprentis dans le X^e arrondissement, dans la partie comprise entre le boulevard de Strasbourg, le faubourg Poissonnière et la rue Lafayette : une de garçons et une de filles. »

Voilà une question toute locale; comment voulez-vous que nous, qui appartenons à d'autres arrondissements, nous puissions apprécier ?

M. LE PRÉSIDENT. — L'Administration transmettra ce vœu à la Direction de l'Enseignement qui appréciera; nous n'avons pas de vote à émettre sur une question de cet ordre.

« 2^o Intervention des membres des Commissions locales dans la délivrance des certificats d'instruction par les instituteurs, et ce, avant le visa de la municipalité. »

M. FRANCOLIN. — Comme le certificat qui était indiqué par la Loi de 1874 sera prochainement remplacé par celui qu'impose la loi sur l'obligation, la proposition n'a plus d'objet. (*Approbation.*)

M. LE PRÉSIDENT. — 20^e Commission. — « Il serait désirable que des conférences traitant de la loi du 19 mai 1874 fussent faites dans les mairies, notamment au XI^e arrondissement, par des membre

des Commissions ou des conférenciers. Elles seraient fixées par des délibérations particulières ou communes à plusieurs Commissions d'un même arrondissement. »

C'est encore une question sur laquelle nous n'avons pas à voter; il appartient à tous les membres des Commissions locales d'organiser des conférences et de s'entendre avec la municipalité de leur arrondissement.

« 2^e Le contrôle des Commissions locales ne peut s'effectuer efficacement que si la feuille d'inscription des enfants dans les ateliers relate la date du passage de l'Inspecteur et l'apposition de sa signature. L'Administration ne pourrait-elle pas donner des instructions précises à ce sujet ? »

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à un autre article; il est question de « prier l'Administration de statuer à bref délai sur la situation du Service d'Inspection dans le XI^e arrondissement. » On vous a dit que la nomination de l'Inspecteur va être faite à bref délai par le Conseil général.

32^e Commission.

« 1^o Inscrire dans la Loi l'article suivant :

» Toute personne qui emploie des enfants au-dessous de seize ans, est tenue d'en faire la déclaration, dans le délai de quinze jours, à la mairie de sa commune ou de son arrondissement. »

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte l'Assemblée sur ce vœu qui sera transmis à M. le Ministre du Commerce, de façon qu'il puisse saisir la Commission supérieure et au besoin le Parlement.

(Le vœu est adopté.)

« 2^e Exiger que les certificats prescrits par la Loi du 19 mai 1874, soient délivrés sur les modèles imprimés mis à la disposition des maires par l'Administration. »

M. LE D^r VILLENEUVE. — Ce vœu n'a plus une grande importance; dans deux ou trois ans il n'en sera plus question.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à la Commission, 32 bis;

« Autoriser les Commissions locales, pour donner plus d'importance à leur mandat, aux yeux des industriels, à signer les feuilles d'inscription et à laisser ainsi une preuve évidente de leur visite. »

Il est entendu que les membres des Commissions locales ont le droit de signer ces feuilles.

M. LE D^r PERRIN. — Je demande que sur les feuilles il y ait une colonne spéciale indiquant les visites des membres des Commissions (Très bien !)

M. LE PRÉSIDENT. — Dans les prochains imprimés, la modification sera introduite.

On aura soin de réserver une colonne sur laquelle vous pourrez signer comme membres des Commissions locales.

Je prie l'Administration de transmettre une circulaire spéciale aux membres des Commissions locales pour leur faire connaître d'une façon bien nette qu'ils ont le droit de signer les feuilles, mais que la signature n'est pas obligatoire.

M^{me} DREYFUS. — Une question : Les enfants employés par ces entrepreneurs nomades de spectacles forains, qu'on ne saurait qualifier d'industriels et qui cependant utilisent le service de jeunes enfants, ne peuvent-ils être considérés comme soumis à la Loi de 1874 ou plutôt protégés par elle.

La 16^e Commission locale fait, dans son dernier rapport (p. 78), une observation sur les enfants vagabonds qui a des rapports avec cette question, et nous paraît devoir appeler l'attention de quelques-uns de nos membres qui traitent avec tant d'autorité tout ce qui concerne la protection due aux enfants dont ceux que nous signalons sont une partie également intéressante.

M. BESANÇON. — Il y a une loi spéciale qui porte la date du 7 décembre 1874.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est vrai de dire qu'elle n'est pas rigoureusement appliquée.

M. LAPORTE. — Ce sont les commissaires de police qui sont chargés de l'exécution de cette loi.

M. LE PRÉSIDENT. — Cela ne concerne pas nos Commissions locales. J'arrive à une proposition qui ne me paraît pas acceptable pour les mêmes motifs qui ont été donnés tout à l'heure, quand il s'est agi de modifier les attributions des bureaux de la Préfecture de Police.

Commission locale, n° 37 (Hommes). — « 1^o Prière à Monsieur le Préfet de Police de vouloir décider à l'avenir : que toutes les nominations de membres des Commissions locales soient faites directement par les soins de la 2^e division, 4^e bureau, au lieu de l'être par le Service du personnel de l'Administration, afin d'éviter les lenteurs et les difficultés résultant forcément de ce dernier mode de nomination. »

Il n'y a pas à intervenir dans des questions de ce genre ; par conséquent je ne mets pas la question aux voix. (Approbation.)

Je lis ce qui suit :

« 2^o Ne serait-il pas possible à l'Administration de faire apposer tous les six mois, aux portes des mairies, et aux endroits affectés « l'affichage administratif des exemplaires de la Loi du 19 mai 1874 ? »

Voilà une proposition qui me paraît excellente.

(La proposition, mise aux voix, est adoptée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Par conséquent l'Administration est invitée à prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Commission locale, n° 38 (Hommes). — « Pour empêcher certains patrons qui, en violation de la loi, font travailler les enfants, le dimanche ou en dehors des heures de travail de jour, il serait utile que MM. les Inspecteurs fissent de temps à autre quelques visites dans les ateliers les jours fériés et à certaines heures du soir, pour protéger les enfants contre les exigences fâcheuses et illégales. »

C'est le devoir de l'Inspection.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arrivons au dernier article:

« 2° Il y aurait intérêt à ce que les mêmes membres des Commissions locales visitassent toujours les mêmes quartiers ou les mêmes communes afin de présenter aux patrons les listes annotées devant eux et de leur mettre sous les yeux les engagements qu'ils ont pris lors de la dernière visite. Chaque membre se ferait ainsi un dossier de son quartier, dossier qui ne permettrait plus aux patrons d'arguer de leur ignorance des prescriptions de la Loi du 19 mai 1874.

C'est une simple invitation, nous n'avons pas de vote à émettre sur cette question.

Je vous invite à procéder à la nomination du bureau de la prochaine Assemblée générale.

M. LE D^r PERRIN. — Je propose le maintien du bureau. (Approbation générale.)

(Le bureau est réélu.)

INSTITUTIONS CRÉÉES DANS L'INTÉRÊT MORAL ET MATÉRIEL DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

TRAVAUX DES FEMMES ET DES ENFANTS

L'histoire d'une boîte de sardines.

Sur les côtes de la Bretagne, baignées par la Manche et l'Atlantique, il est une richesse quotidienne donnée par la mer et commune à toutes les populations du littoral : c'est la pêche de la sardine. Aux îles de Siek et de Tudy, à Douarnenez, à Concarneau, à Locudy et à Audierne, hommes, femmes ou enfants, tout le monde s'occupe à l'envi de prendre ou de préparer ce petit poisson. C'est le but des efforts et des travaux, la cause des salaires, l'objectif universel, et cette absorption de l'existence dans cette collaboration d'ensemble, lui donne une physionomie spéciale. L'air, pour la confusion des narines délicates s'imprègne d'une odeur caractéristique, la mer se pare de flottilles qui la couvrent de leurs voiles innombrables et la terre elle-même se nourrit des rebuts de la pêche d'où la chimie agricole sait tirer le principe d'un fécond engrais. Nous sommes à Douarnenez; les bateaux alignés à l'horizon de la magnifique baie que l'on a pu comparer à celle de Naples se sont insensiblement rapprochés. Le reflux de la marée descendante les convie à rentrer au port. D'abord points imperceptibles à l'œil nu, ils commencent à apparaître nettement. Leurs mâts, leur voilure se détache sur la teinte verdoyante des vagues; c'est le défilé de l'arrivée un peu maigre tout d'abord et restreint au nombre limité des plus heureux, mais bientôt plus condensé et comprenant la totalité des barques inscrites. Elles ont franchi le môle protecteur de la rade, les voici rangées en une sextuple ligne, encadrées entre la jetée qui les entoure à gauche de sa masse imposante, les collines pittoresques abritant à droite la gracieuse plage du Ris; les voici faisant face à la ville où elles apportent l'abondance. Les cales de débarquement se garnissent des courtières que les fabriques envoient pour l'achat. — Combien les 1000 têtes, et la réponse générale est qu'elles valent 40 francs. Les courtières discutent et marchandent; ces marins ne sont pas raisonnables, comment à ce prix là couvrir ses frais? Le taux de 04 centimes la pièce est exorbitant. Trois fabriques ont manqué par suite de ces exigences. Faut-il que les usines ferment toutes? — Mais les marins bretons sont tenaces. Ils comptent sur la concurrence des industriels pour assurer le triomphe de leurs

conditions. — Calcul bien fondé : les voici acceptées, le marché est fait. Il faut livrer. Les marins ramassent le poisson épars sur le fond de la barque et le jettent en des paniers. Pauvre sardine, elle est déjà bien alanguie depuis que le filet l'a déposée dans le bateau ! L'être de la création n'est plus qu'une marchandise dont l'acheteur veut sauvegarder la fraîcheur dans le trajet du port à l'usine. Les paniers sont plongés dans la mer : c'est le dernier adieu à l'élément natal. Alors et après les riches qui paient arrivent les pauvres qui demandent l'obole des malheureux. Puisque la sardine est la richesse elle sera l'aumône. Celles que le filet a entamées en blessant le corps ou en arrachant les têtes sont distribuées aux indigents qui les viennent recevoir à bord. Dans cette foule aux haillons sordides est un enfant aveugle. Du bout du bâton qui le dirige, il sonde en tâtonnant le terrain et s'avance vers la barque sur la cale de débarquement ; sa sagacité d'aveugle a mesuré l'intervalle de la barque, où il veut entrer et du môle contre lequel elle s'appuie ; il s'embarque avec la même sécurité qu'un clairvoyant. Spectacle effrayant, car le caprice du flot en augmentant l'oscillation de l'esquif pourrait déjouer les calculs de l'enfant. Mais la faim et l'habitude effacent le sentiment du péril couru, et le jeune aveugle, porteur du modeste don qu'il a reçu, revient par le dangereux chemin qu'il a déjà suivi.

D'après les prix de vente, on a déterminé la part de chaque pêcheur. L'équipage est de 6 hommes. Moitié revient au patron armateur de la barque, chargé de fournir à ses frais les filets et l'appât nécessaire pour attirer le poisson, cette rogue qui coûte 65 francs la barrique. L'autre moitié se partage par portions égales entre les hommes, à l'exception du mousse qui n'a que demi-part, le surplus de celle dont il ne reçoit pas l'intégrité revenant au patron.

C'en est fait, la pêche est vendue, tous s'empressent de débarquer. Paniers, manteaux de toile cirée, tout s'entasse sur les épaules du mousse qui plie sous le poids du fardeau. Ils sont loin les excellents gardiens de la paix que nous récompensions naguère pour leur vigilant service. Hélas, l'enfant est seul et l'homme en profite pour se venger sur lui des furies de la mer : il veut paraître fort devant celui qui est faible. Mousse, porte en silence, car le jour de la protection est proche, mais s'il devait tarder, ne concentre pas dans ton âme l'espoir d'une vengeance brutale. Pleure sur tes maux si tu souffres, mais quand tu auras la vigueur du corps, ne te fais jamais tyran, sous prétexte que tu auras été victime. — Tandis que l'enfant passe ainsi péniblement courbé sous le faix, le patron descend à terre. A quelques pas de lui sur le môle git un marsouin que des pêcheurs ont harponné en mer au moment où il se ruait sur les filets pour attraper et manger la sardine. En le croisant, l'homme lance un coup de pied à l'animal mourant. Le monstre accablé par

cette dernière douleur suit d'un œil terne le sang qui coule de ses blessures vers cette mer qu'il désire et en laquelle il ne rentrera jamais. Les pêcheurs s'amuseut de l'agonie de ce destructeur de filets. C'est bien la peine d'acheter des sennes à 1000 francs l'une pour que ce voleur de sardines vienne les déchirer. Il faut tuer à petits coups le coupable.

Pendant cette scène, les femmes assises le long du quai n'ont pas cessé de continuer leur tricot. Peut-être celles d'entre elles qui sont ramondeuses, savent elles gré au poisson d'avoir détérioré les filets d'un patron. — C'est de l'ouvrage pour elles. Mais les cloches des fabriques retentissent par toute la ville. Soudain, les aiguilles se posent dans les pelotons de laine, le travail commencé se réfugie dans les poches des tabliers, le bruit précipité des sabots résonne sur le pavé et, suivies des fillettes, les ouvrières de tout âge se dirigent en hâte vers les ateliers. Si, derrière elles, nous franchissons le seuil, une heureuse surprise nous attend. Au mur est suspendue l'affiche de la Loi du 19 mai 1874. Ainsi la protection de l'enfant travaillant dans l'industrie a pénétré jusque dans ces régions éloignées de la Basse-Bretagne; cette vue nous procure une vive et sincère émotion. C'est Paris faisant à 120 lieues de distance vibrer l'âme généreuse de la France, c'est la langue nationale refoulant le vieil idiome celtique et proclamant la marche ascendante de la civilisation, c'est le germe d'un avenir encore latent, mais déjà perceptible.

Nous sommes dans les magasins. Là s'accumule le sel venu des bords de l'Atlantique ou des salines de l'Est. L'usinier l'a reçu en franchise et ne paiera au fisc que sur le pied de 22 francs par 1000 kilos de sardines, si le poisson est conservé dans l'huile, 350/0 kilos, s'il est entassé en bennes. A côté s'alignent les barils d'huile que le chemin de fer a apportés de Provence. Les *saleuses* prennent les 200 sardines que contient chaque panier et les mélangent avec le sel sur une table dressée à cet effet. C'est la toilette du condamné. Les *nettoyeuses* coupent au ras de l'ouïe les têtes qui tombent dans une manne enlevée par des petites filles au fur et à mesure qu'elle se remplit. On en fera de l'appât pour pêcher, des engrais simples ou composés, car l'industrie, cette grande écolière de la nature, s'ingénie à ne rien laisser perdre. L'exposition sent de près l'exécution, car le poisson est jeté dans le bac à saumure pour y rester une heure ou deux suivant sa grosseur. Ensuite les *laveuses* le plongent dans des baquets d'eau douce. Maintenant le petit corps a la rigidité de la mort et le bain ne lui rend qu'une couleur d'un blanc mat. Vous chercheriez en vain sur ses écailles les facettes que le soleil faisait brillamment resplendir: l'éclat s'en est à jamais terni car si la nature fait le diamant, l'homme ne fabrique que le strass. Du moins l'industrie va-t-elle nous séduire par l'harmonie de son ordre symé-

trique. Vous voyez ces dressoirs appelés grils en fil de fer léger dont les deux branches collatérales supportent des agrafes.

C'est le coquet instrument qui va préparer la sardine, c'est la baignoire dans laquelle elle va successivement traverser les épreuves de l'eau, de l'air chaud et de l'huile. Rien de plus curieux que de voir garnir ces grils. Sur chacun d'eux se creusent huit rainures parallèles formant comme autant de sillons destinés à servir de logettes à la sardine. Rapides et agiles, les doigts des femmes la saisissent et la déposent la queue en l'air dans les rainures, en moins de temps qu'il n'en faut pour le décrire. Vous diriez des bijoutières plaçant dans un écrin les diverses pièces d'une parure. Puis chaque gril contenant de 120 à 200 poissons est mis successivement en deux eaux pour enlever le sel et les traces du sang qui s'échappe de la partie mutilée.

Ces lavages indispensables ont entretenu une humidité que la dissécation va combattre. Mais que de précautions pour l'empêcher de dégénérer en coction prématurée! Quand il peut être employé, l'agent le plus efficace est certainement le soleil. Les femmes exposent pendant deux heures les grils à ses rayons, exerçant une surveillance continue pour en modérer les effets. Mais le soleil de Bretagne est capricieux et rare et les intempéries de ce climat brumeux compromettraient le succès de l'opération si l'on n'avait souvent recours à des procédés factices. D'ailleurs la pêche se prolonge au cours de l'hiver où la température est très pluvieuse. Après avoir suspendu les grilles pour l'égouttage aux poutres du plafond, on les porte à un four d'une disposition spéciale. Une colonne forcée percée de trous et aménagée dans un cylindre plus ample, alimenté d'air froid, entretient par le mélange des deux airs la dissécation dans de justes limites, et après un séjour de 33 minutes, 10 à 12,000 sardines sont prêtes à passer au *bouilloir*.

Sur un fourneau allumé et supportant une nappe d'eau qu'il chauffe, les *fricasseuses* ont posé des bassines remplies d'huile qui reçoivent ainsi par communication, au moyen d'un bain-marie, une chaleur dont le minimum doit être de vingt-cinq degrés. Chaque bassine retient au plus trois ou quatre grils à la fois. Si le mouvement des ouvrières est singulièrement rapide, les grils ne font qu'entrer dans le bassin pour en sortir, et pendant le temps nécessaire pour en retirer deux, la cuisson est déjà complète. Il est difficile de concevoir la dextérité et la célérité qui président à cette manœuvre qui permet de préparer 25,000 poissons en une heure. La partie la plus délicate de la fabrication est terminée et après un nouvel égouttage de deux heures au-dessus des plateaux que les petites filles essuient, l'emboîtage peut commencer. En France où le goût et la coquetterie de l'apprêt sont si vulgaires, il n'est point de marchandise et surtout

de denrée alimentaire qu'on ne songe à payer. Aussi, les *coupeuses*, égalisent-elles la mutilation de la tête avec des ciseaux, et raccourcissent-elles la queue de la sardine. Si exercées que soient les mains des emboîteuses, elles ont pu, dans leur précipitation, se tromper, réunir une série de poissons trop gros ou trop petits. La pesée des balances en révélant les écarts du poids moyen, permet de rectifier ces imperfections.

Il n'est rien de plus ingénieux ou de plus intéressant que le système employé pour le remplissage. Qu'on se figure un mécanisme reproduisant en miniature celui des bateaux dragueurs, et ayant la main pour moteur. Une double rangée de godets s'alimentant dans un réservoir d'huile vient parallèlement déverser le liquide dans une série de 18 boîtes, dont chacune correspond à l'un des godets et renfermées en une benne unique. Les godets vides sont ramenés par un mouvement circulaire de rotation vers le récipient d'huile où ils s'emplissent une seconde fois pendant que de nouvelles bennes succèdent à celles contenant les boîtes pleines.

L'emporte-pièce a déjà disposé les plaques de fer blanc qui serviront de couvertures aux boîtes. Il reste à les souder ; c'est le travail particulier des hommes, car quelques efforts que les industriels aient fait, pour le confier aux femmes, et favoriser ainsi le développement des bonnes mœurs dans leurs établissements, l'infériorité d'aptitude constatée a dû faire renoncer à ces tentatives. La boîte fermée est plongée de une heure et demie à deux heures dans la *bouillotte*, sorte de chaudière d'eau bouillante dont la mission est de faire le vide pour favoriser la conservation et de révéler, s'il y en a, les fissures. Si elle se bombe, elle est d'un excellent usage et bonne à livrer ; si elle demeure plate, ce n'est qu'un rebut, car l'huile est sortie laissant seul le poisson à vide. Au sortir de la bouillotte l'humidité se sèche à la sciure de bois et l'emballage s'opère dans les caisses adressées à la clientèle. Le salaire des femmes est de 1 fr. 75 c. par mille de sardines préparées. Les *saleuses* et les *fricasseuses* touchent à titre de supplément un quart de cette somme pour mille têtes sur la totalité du poisson fabriqué. Les petites filles gagnent 0 fr. 45 c. sur l'ensemble de la fabrication.

Ces salaires réunis assureraient une certaine aisance si l'imprudente insouciance du lendemain n'entraînait pas constamment une gêne voisine de la misère. La table est plus abondante que ne le comporterait l'humilité de la position ; l'agglomération des femmes dans les ateliers provoque des rivalités de dépenses et de toilettes. Les bonnets et broderies bretonnes satisfont plus la vanité qui les porte que la bourse qui les paie. Certes les gains de la femme sont une précieuse ressource pour le budget d'un ménage ouvrier, mais son absence de la maison n'entraîne-t-elle pas des inconvénients

plus sérieux que les avantages ne sont grands. Au retour de sa course, le pêcheur ne trouvant pas de foyer y supplée par le cabaret. Aussi a-t-il des dettes malgré ses larges rémunérations et sa gêne constante l'oblige à demander des avances au fabricant. Au lieu du repos et de la distraction qu'il cherche, c'est la ruine et la maladie qu'il rencontre. — Ah, l'enseigne du cabaret est bien trompeuse et l'erreur du marin est grande s'il se croit là « à l'abri de la tempête ». Le cerveau alourdi perd sa lucidité ; la main appesantie oublie son adresse ; cependant, la crüe monte, il faut partir ; viennent l'orage et les coups de vent, le bras inerte ne sait plus manœuvrer ; en vain veut-il parer, la lame de fond entraînant sa victime la brise contre un récif. Puis le flot rapportant le corps du noyé sur les rivages de la sinistre baie des trépassés, apprend à la femme qu'elle est veuve et qu'il faut pourvoir à la vie des orphelins. L'école des pupilles et celle des mousses recueillent les petits abandonnés et l'imprévoyance et l'ivresse continuent sans que cette douloureuse leçon profite à ceux qui en ont sous les yeux le triste et quotidien spectacle.

Il faudrait avoir le temps de compléter cette étude en exposant la préparation du thon, des anchois, des conserves de turbot et de maquereau. Il faudrait décrire la grande habileté des *Etireuses* qui ôtent, pour les raffinés, l'arrête de la sardine, comme les femmes de Normandie enlèvent la carapace de la crevette. Mais l'esquisse prendrait les proportions d'un tableau.

Je n'ose même suivre la boîte de sardines dans toutes les phases de ses pérégrinations, dans les magasins du négociant dont elle complique la comptabilité, dans la devanture de la boutique où elle excite des convoitises que répriment des gardiens en blouse blanche, sur la table du consommateur où sa modestie la fait apprécier de tous : hors-d'œuvre pour les riches, assaisonnement du pain des pauvres. Sa vieillesse même sera utile et lorsque la cuisinière l'aura dédaigneusement rejetée, le chiffonnier la recueillera et le métal découpé servira à la fabrication des jouets de nos enfants. Par un singulier retour de la fortune, après avoir occupé et nourri des hommes, elle devient l'amusement des bébés.

Il y a des gens qui ne voient que de l'huile et des poissons dans une boîte de sardines. Pour nous, c'est la boîte de Pandore, renfermant les vertus et les vices. C'est qu'il n'est point d'œuvre si modeste, qu'elle ne porte l'empreinte de l'homme, de sa liberté et de son âme. C'est ainsi que l'histoire d'une boîte de sardines est l'abrégé de celle de l'humanité.

ERNEST NUSSE,

*Docteur en droit, avocat à la Cour d'appel,
Secrétaire de la Société de protection
des apprentis.*

DISTRIBUTION DE PRIX

Ecole professionnelle Chaix.

Distribution des prix du 3 septembre 1882.

Cette solennité a eu lieu avec le même succès que les années précédentes. M. Chaix a montré par des chiffres la prospérité des institutions dont il a le droit d'être fier. Les jetons de présence aux élèves laborieux représentent 1,507 fr. 20, les versements à la caisse de répartition des compositeurs 1,369 fr. 40, ceux à la caisse des retraites 3,760 fr. Les primes d'assurances en cas de décès ou d'accidents ont atteint 1,483 fr. 65. La caisse d'épargne scolaire a reçu 2,390 fr. Ce sont là d'excellents remèdes contre la passion *papillonne* qui conseille à certains apprentis le changement et l'instabilité. M. Chaix rappelle la fondation de l'école professionnelle de Saint-Ouen qui, malgré certaines difficultés de début, sera l'émule de celle de Paris. Il offre comme modèles aux élèves de cette école deux livres du célèbre imprimeur de la Renaissance, Simon de Colines, et il dit avec raison que les grands imprimeurs de cette époque ont autant fait pour la gloire de la France que les plus fameux capitaines.

M. Jousset, président de la Chambre des Imprimeurs de Paris, donne aux apprentis de salutaires conseils. Si chacun, en effet, par un effort soutenu, cherche à atteindre le mieux dans la profession qu'il exerce, il trouvera d'abord dans l'amélioration de son sort une récompense légitime, mais aussi dans sa conscience le sentiment d'avoir concouru à la fortune et à la gloire de son pays.

M. G. Berger, professeur de l'école, a fait le rapport sur l'exercice 1881-1882. Il a insisté sur l'innovation scolaire de l'année, la division des élèves en deux sections.

Dans la première division (*élèves de première année et de deuxième année*) le cadre des études comprend : 1^o l'enseignement primaire spécial; 2^o les parties les plus élémentaires de la composition et de la grammaire typographique.

Dans la deuxième division, l'enseignement confié à des professeurs spéciaux pour chaque faculté, y reste scindé en deux parties: l'enseignement technique et progressif de la typographie et l'enseignement complémentaire.

M. Charles Robert, en une ingénieuse improvisation, regarde la France à vol d'oiseau; estime que *ce qui domine dans cette France industrielle de 1882, ce sont les régions où règne une moyenne plus ou moins bonne de paix, d'ordre, d'entente cordiale, de bonne volonté réciproque entre les patrons et les ouvriers.*

L'orateur voit aussi la paie des ouvriers qui s'en va au cabaret. Le cabaret, voilà un vrai péril social ! Il admire tous ceux qui s'efforçant de réconcilier le travail et le capital, très largement, très hardiment abordent le grand problème, et essayent de le résoudre.

Tournant les yeux vers l'Est, il s'inquiète du sort réservé à ces belles associations alsaciennes nées sous le régime français, imprégnées d'initiative personnelle, filles de la liberté, organisées pour vivre indépendantes, merveilleusement adaptées aux besoins locaux ? Un souffle autoritaire les menace, un socialisme d'État paraît vouloir se substituer à ces œuvres spontanées et passer son niveau brutal sur leurs ingénieuses combinaisons.

Au milieu des progrès et des institutions qu'il enfante, M. Charles Robert entend bien les voix discordantes des socialistes révolutionnaires, mais il est rassuré par cette constitution sociale de la France, qui la protège contre de telles aberrations. Le sol et les valeurs mobilières sont entre les mains d'innombrables propriétaires, paysans et ouvriers ; c'est par millions qu'on les compte, garantie puissante pour la conservation de l'ordre social : l'épargne, c'est la force de la France, c'est le lest du grand vaisseau battu par les vents. Que tous songent à l'époque de la vie où le travail ne sera plus possible, et la sagesse sera universelle, le jour où le gouvernement fera afficher dans toutes les communes, ces mots : « Connaissez-vous la Caisse des retraites ? voilà son adresse avec l'heure de l'ouverture de ses bureaux ! »

CHAMBRES SYNDICALES

Chambre syndicale des fleurs, plumes et modes.

Annexe au procès-verbal de la séance du 9 juin 1882.

Messieurs,

A notre dernière réunion, notre excellent collègue M. Delmart vous communiquait un projet ayant pour but une organisation nouvelle de l'apprentissage dans les industries des fleurs et des plumes.

Après avoir écouté avec intérêt les idées émises par notre Vice Président, vous désigniez une Commission composée de l'auteur du projet, MM Laloue et Bourdin pour vous présenter un rapport à ce sujet.

La Commission s'est réunie, et je vais, Messieurs, vous donner communication du résultat de son étude.

L'idée qui a présidé à l'éclosion du projet est tout à l'honneur de l'éminent industriel et du véritable homme de bien qui l'a conçu.

Donner à l'industrie des plumes et des fleurs, de bonnes ouvrières, c'est procurer à ces industries la possibilité de maintenir la supériorité de la fabrique française; donner à l'enfant deux bons métiers ayant de grandes analogies, métiers dont les chômages se produisent alternativement, c'est lui assurer la sécurité du travail et la possibilité d'échapper au désastreux chômage et à ses tristes conséquences.

Voilà l'idée première du projet; elle est excellente de tous points, et nous croyons que la Chambre syndicale doit s'efforcer d'en amener la réalisation.

En homme pratique, M. Delmart a organisé son projet dans tous les détails.

L'apprentissage aurait une durée de cinq années, passées successivement dans une fabrique de fleurs et un atelier de plumes.

L'élève recevrait une rétribution progressive variant de 50 centimes par jour dès le commencement de l'apprentissage et qui s'élèverait jusqu'à 3 francs pour les six derniers mois.

Il est certain que pour obtenir des ouvrières sachant complètement les deux métiers une durée d'apprentissage de cinq ans n'a rien d'exagéré. Quelques maisons modèles, pratiquant dans son intégralité le mode imaginé par M. Delmart obtiendraient assurément les meilleurs résultats.

Mais, d'autre part, si nous considérons qu'aujourd'hui les enfants restent plus longtemps en classe qu'autrefois, et que, par conséquent la jeune fille commençant l'apprentissage à treize, quatorze et quinze ans, ne le terminerait qu'à dix-huit, dix-neuf et même vingt ans, ce qui serait d'une pratique difficile et à laquelle les parents ne consentiraient que bien rarement, nous serions d'avis de réduire à quatre années le temps de l'apprentissage pour les deux métiers et de laisser aux parties intéressées la faculté de traiter les questions de détail qui pourraient varier suivant l'âge de l'élève et les aptitudes constatées après l'essai du premier mois.

Ce qui subsiste, qui est important, que nous retenions, c'est l'idée féconde du double apprentissage, favorable à l'industrie à qui elle fournirait des mains à l'heure du besoin et surtout favorable à l'enfant qui, en acquérant un double métier, trouverait toute sécurité de travail dans la vie.

Nous résumant, nous dirons 1^o l'apprentissage double préconisé dans le projet de notre collègue M. Delmart est une idée pratique que nous ne saurions trop conseiller; 2^o la Société de patronage peut réaliser ce projet; en prenant cette initiative, elle agirait au mieux dans l'intérêt des enfants qu'elle protège en même temps

qu'elle ferait œuvre utile en faveur des industriels dont elle émane.

Suivant nous, il y aurait lieu, pour la Chambre syndicale, de renvoyer le projet à la Société de patronage en lui demandant de bien vouloir l'étudier à son tour et, — comme nous n'en doutons pas, — après avis conforme, d'aviser ensuite à sa mise en pratique,

Chambre syndicale des marchands-tailleurs

Séance générale du 21 juillet 1882.

La séance est ouverte à 8 heures trois quarts sous la présidence de M. Noël, Président.

La feuille de présence porte les signatures de MM. Bourdeaux, Buisson, Delon, Lacapère, Napoléone, Noël, Troin, Versini et Vivier, Syndics.

MM. Crotet, Pittard, Schrader, Ulmer et Ducher s'excusent par lettre de ne pouvoir venir à la réunion.

Un certain nombre d'adhérents assistent à la séance.

M. le Président les remercie vivement d'être venus nous apporter leur concours.

La parole est donnée au Secrétaire pour la lecture du procès-verbal de la précédente séance, qui, ne donnant lieu à aucune observation, est adoptée par la Chambre.

M. le Président annonce qu'il va remettre à la caisse la somme de 5 francs, montant d'une expertise. Il compte remettre pareille somme à la prochaine séance, car il a reçu avis le jour même qu'une nouvelle affaire lui était renvoyée.

La Chambre remercie son Président pour le zèle et le dévouement qu'il met à s'occuper des affaires litigieuses qui lui sont adressées, et le félicite du succès presque constant qu'il obtient dans le règlement d'affaires parfois difficiles, compliquées qu'elles sont par l'obstination ou l'amour-propre de deux parties.

M. Noël donne ensuite lecture d'une lettre du directeur de l'Institution des sourds et muets demandant des renseignements sur les habitudes de notre corporation en matière d'apprentissage.

M. le Président annonce qu'il a répondu à cette lettre en donnant les renseignements les plus amples possible. Il a, de plus, informé M. le directeur de l'Institution des sourds et muets de la création de notre école et de son heureux développement.

Lecture est ensuite faite d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Imprimeurs demandant des renseignements sur l'organisation et le fonctionnement de notre école d'apprentissage.

M. le Président dit qu'en répondant à cette lettre il a cru devoir adresser M. le Président de la Chambre de l'Imprimerie à M. Joseph

Vivier, délégué général à cette école, qui pouvait lui fournir à ce sujet tous les renseignements qui seraient jugés utiles et lui communiquer les statuts de notre institution professionnelle.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de M. Ducher annonçant qu'il a reçu avis que la Société de protection des enfants employés dans les manufactures avait accordé une médaille au zélé directeur de notre école d'apprentissage et adressé ses remerciements à la Chambre syndicale pour l'heureux résultat de la demande qu'elle avait faite à cette Société.

M. le Président dit qu'il est heureux de la distinction accordée à notre vaillant directeur; il a pu apprécier par lui-même les services rendus par cet intelligent professeur et son digne fils; la Chambre syndicale s'associe à son Président et saisit avec empressement cette occasion pour lui exprimer, avec ses félicitations, le désir de le voir continuer dans cette voie, elle a la confiance que cette école répondra à l'espoir de notre corporation et prendra parmi ses devancières une place digne de notre industrie :

**Chambre syndicale de la passementerie, mercerie,
boutons et rubans.**

Séance du 26 septembre 1882.

PRÉSIDENCE DE M. C. WEBER

M. Weber, qui fait partie de la Commission d'organisation de cette école, informe la Chambre que le siège est fixé place des Vosges, 3, local de l'union centrale des Beaux-Arts appliqués à l'industrie.

Le professeur qui a été choisi est un ancien dessinateur d'une importante fabrique de Mulhouse. Nul doute que ce praticien, par des cours suivis, n'inculque rapidement à nos jeunes élèves les meilleurs principes de dessin élémentaire et spéciale à notre industrie de la passementerie, broderie et dentelles.

Cette école qui est appelée à nous créer une pépinière de jeunes employés, de contre-maîtres et de chefs d'ateliers, sera fort appréciée par la suite.

Nous prions donc instamment les membres de la Chambre, ainsi que MM. les adhérents, d'apporter à cette œuvre, non-seulement leur généreux concours par des souscriptions ou des offrandes, mais encore nous leur demandons de lui procurer des élèves afin de nous aider à atteindre le but que nous poursuivons. Développer l'instruction de ces jeunes gens et leur apprendre la théorie et la pratique du dessin si nécessaires à l'essor de nos industries, c'est le seul moyen de pouvoir lutter avantageusement contre la concurrence des produits étrangers; c'est le seul moyen de maintenir à la France

industrielle le premier rang qu'elle s'est acquis par le goût et le fini de ses produits.

M. le Président est heureux d'apprendre à la Chambre que notre collègue M. Langlois a souscrit pour cette œuvre la somme de 1,000 francs.

La Chambre, s'associant à son Président, vote à M. Langlois de chaleureuses et unanimes félicitations.

**Chambre syndicale du papier et des industries
qui le transforment.**

Séance du vendredi 6 octobre 1882.

Sur la proposition de M. Vadampierre, la Chambre décide que la nomination de la Commission des apprentis aura lieu, à l'avenir, chaque année, avant les vacances de la Chambre.

Chambre syndicale de la maroquinerie et gainerie.

Séance du 11 octobre 1883.

PRÉSIDENCE DE M. GOUVERNEUR

Étaient présents : MM. Gouverneur, Bertin, Gellée, Brachard. Triéfus, Lebrun, Huberson et Amson.

M. le Président annonce à la Chambre que M. Flandin ne pourra assister à la séance, retenu chez lui par une indisposition.

M. Keller s'excuse par lettre.

MM. Bertin et Triéfus versent chacun 3 francs.

Lecture est faite du procès-verbal de la séance du 21 juin, qui est adopté.

Dans cette séance du 21 juin, la Chambre avait nommé une Commission de trois membres, MM. Gouverneur, Giraudon et Amson, afin d'organiser définitivement l'école de dessin et d'envoyer à tous les membres de notre corporation une lettre ainsi que le texte de la décision prise par notre Chambre.

M. Gouverneur prend la parole. Il rend compte de la réunion de la Commission et donne lecture de la lettre aux fabricants qui y avait été rédigée. Il fut convenu, à l'issue de cette séance, que MM. Gouverneur et Giraudon se rendraient chez M. Rodanet et lui soumettraient le texte de la circulaire et du projet de la loi.

M. Rodanet a reçu nos délégués avec son affabilité bien connue, mais il n'a été rien décidé.

L'Association philotechnique avait ouvert l'année dernière un cours de dessin, 99, rue du Faubourg-du-Temple, dans le local de l'école d'horlogerie, sous le patronage de M. Rodanet. Ce cours était complètement indépendant de l'école d'horlogerie. M. Rodanet a

fait comprendre que ce cours n'avait qu'imparfaitement réussi et qu'il ne pouvait fixer la date exacte de sa réouverture.

M. Gouverneur s'est rendu alors chez le directeur de l'école municipale de dessin, rue Étienne-Marcel, qui lui a offert de venir assister à un cours du soir.

La Chambre est unanime à considérer qu'elle doit persévérer dans son projet et elle invite MM. Brochard, Lebrun et Amson à accompagner M. Gouverneur dans sa visite.

Chambre syndicale des chaudronniers-étameurs.

Séance du 17 septembre 1882.

Une réponse de M. le Président de l'orphelinat maçonniqne au sujet de la demande d'apprentis que la chambre lui avait faite.

M. le Président développe le rapport fait par la Commission d'apprentissage nommée à la dernière séance pour élaborer, s'il y avait lieu, un contrat d'apprentissage devant servir à l'avenir aux apprentis patronnés par la chambre syndicale des Chaudronniers-Étameurs.

M. Picot fait observer que la rédaction du présent contrat présente quelques inconvénients, demande à l'assemblée de vouloir bien la modifier et propose un amendement qui soulève une discussion à laquelle prennent part MM. Dolé et Hamel aîné, lesquels demandent la suppression de l'article 2.

M. Lebreton prend la parole et fait observer que les termes de la rédaction sont vulgaires, mais plus explicites.

M. Vaugrente demande la parole et prie l'assemblée de ne pas prolonger la discussion, que les libellés du contrat d'apprentissage soient laissés à l'appréciation de M. le Président et de M. le Secrétaire qui les ont déjà rédigés : que la Chambre a beaucoup de travaux à l'étude, et qu'il serait heureux de voir que l'assemblée mette un peu de bon vouloir pour que tous ces travaux se terminent.

Après plusieurs observations de la part de l'assemblée, l'amendement de M. Picot, mis aux voix est adopté.

L'ensemble des articles formant le contrat d'apprentissage est adopté à l'unanimité.

Chambre syndicale de la bijouterie-imitation et des industries qui s'y rattachent.

Séance du 4 octobre 1882.

M. Lejollot donne quelques explications relatives à l'école de dessin, notamment d'un nouveau mode de pointage pour constater la présence des élèves à l'école, afin de pouvoir décerner à la fin de l'année plus exactement les prix d'assiduité. La séance est de huit à

dix heures du soir, soit deux heures; la présence est comptée par quarts d'heure autant de points que de quarts d'heure; ainsi à l'élève qui arrive à huit heures il est compté pour huit points; celui qui arrive à huit heures un quart a sept points, et celui qui arrive à huit heures et demie, six points. Après huit heures et demie, la porte est fermée, on n'est plus admis. A la fin de l'année, tous ces points seront récapitulés et les élèves seront classés pour l'assiduité par la somme des points obtenus ainsi.

La chambre apprend avec plaisir que l'école est remplie d'élèves et que la rentrée s'est faite dans de bonnes conditions.

Chambre syndicale des dentelles, tulles et broderies.

Assemblée générale du 10 octobre 1882.

La séance est ouverte à huit heures et demie sous la présidence de M. Loiseau, assisté de MM. Chauvin et Lepelletier, Vice-Présidents; Ancelot et Clabault, Secrétaires.

M. Clabault donne lecture du compte rendu des travaux de l'année :

« Dans la séance du 17 janvier, M. le Président donne communication à la Chambre de la démarche faite près de M. le Ministre du commerce pour l'abaissement des droits sur la broderie.

» Cette démarche ayant soulevé un incident entre le groupe de la broderie et le groupe dentelles et tulles, après une vive discussion la Chambre reconnut le bien fondé de la démarche de son Président faite dans l'intérêt de la broderie et du commerce qui la transforme, passe à l'ordre du jour.

Création d'une école professionnelle de dessin qui doit être fondée avec le concours de la Chambre de la passementerie.

» M. Ancelot, membre de la Commission, exprime ses remerciements à M. le Président et aux membres de la Chambre de la passementerie pour l'appui précieux et dévoué que ces messieurs veulent bien apporter à la création de cette œuvre.

» M. le Président donne connaissance à la Chambre de l'invitation qu'il a reçue, ainsi que M. Ancelot, d'assister au banquet de la passementerie. L'accueil sympathique et bienveillant qui a été fait aux deux représentants de la Chambre ne pourra que resserrer les liens qui vont nous unir dans le but que nous poursuivons, celui de la création en commun d'une école de dessin et l'organisation du bal qui va avoir lieu dans quelques jours.

» M. Amelot communique à la Chambre les résultats obtenus jusqu'à ce jour. Il donne lecture du projet de statuts, commun aux deux Chambres.

» Après avoir discuté tous les articles et mis aux voix, les statuts sont votés.

» Les deux Chambres procèdent à la nomination d'un Comité de douze membres pris dans les deux Chambres, soit chacune six membres.

M. Amelot donne communication à la Chambre du rapport du Comité de l'école de dessin :

« Paris, le 10 octobre 1882.

» Messieurs,

Le 23 mai dernier, réunis en assemblée générale avec les membres de la Chambre de la passementerie, vous avez voté la fondation d'une école de dessin professionnel pour les enfants et adultes des industries représentées par les deux Chambres.

» Dans cette même séance vous avez nommé une Commission qui, sous le titre de Comité de l'école, devait se charger de la direction et de l'organisation de cette école.

» Avant l'ouverture des cours, qui aura lieu assurément le mois prochain, nous avons tenu à vous rendre compte de nos travaux, et je viens, au nom du Comité, vous donner un résumé de nos délibérations.

» Dans la première séance du Comité nous avons dû procéder à la nomination du bureau conformément aux statuts.

» M. Charles Lecomte, député, fut nommé Président d'honneur.

» M. C. Weber, Président de la Chambre de la passementerie, fut nommé Président.

» M. A. Loiseau, Président de la Chambre des dentelles, fut nommé Vice Président.

» M. Ancelot, fut nommé Trésorier-Secrétaire.

» M. Pignon fut nommé Secrétaire.

» Aussitôt notre bureau constitué, nous nous sommes occupés de trouver un local et nous avons la satisfaction de pouvoir vous annoncer que nous avons trouvé le plus bienveillant accueil auprès de M. Antonin Proust, Président de l'Union centrale des arts décoratifs, qui nous accorde gracieusement un local en partie agencé.

» Un règlement très complet a été fait pour l'administration de l'école et fonctionnera dès l'ouverture des cours.

Sur la proposition de MM. Loiseau et Weber, nous avons décidé la création d'un Comité de patronage choisi parmi les hommes marquants de tous les partis : ministres, sénateurs ou députés, conseillers généraux ou municipaux, maires ou adjoints, ingénieurs, artistes, industriels et commerçants. Nous avons pensé avec juste raison je crois, que ce Comité pourrait avoir une influence très salubre pour l'avenir de notre école.

» De nombreuses visites ont été faites pour obtenir des adhésions,

et nous pouvons déjà vous présenter une première liste qui présente une certaine importance.

Sur la proposition de M. Eymery, nous avons nommé comme professeur honoraire M. Gattiker, qui a bien voulu nous accorder son précieux concours et s'occuper de nous trouver un professeur. Nous pouvons vous annoncer que M. Lefébure a été choisi comme professeur et qu'il commencera ses cours le mois prochain, 3, place des Vosges, deux fois par semaine, le soir, de huit à dix heures.

» Enfin, Messieurs, nous avons nommé les commissaires chargés de recueillir les adhésions des membres fondateurs et honoraires, et notre succès jusqu'à ce jour nous fait espérer qu'avec votre concours les souscriptions ne nous feront pas défaut.

Jusqu'à ce jour, nous avons vingt-deux membres fondateurs formant un total de 5,200 francs.

Plus vingt membres honoraires formant un total de 400 francs par an.

» Nous avons fait tous nos efforts pour la réussite de notre entreprise; nous espérons, Messieurs, que vous voudrez bien nous seconder et le succès sera certain. »

M. le Président fait un appel chaleureux à tous les adhérents et s'exprime en ces termes :

Messieurs,

» Vous venez d'entendre le rapport du Comité de l'école de dessin que nous allons fonder avec le concours de la Chambre de passementerie. C'est une œuvre importante et qui mérite votre bienveillante attention. Nous avons choisi pour premier professeur un ancien dessinateur d'une grande fabrique de Mulhouse; nous avons l'espoir qu'avec son concours et sa direction nous formerons d'excellents contre-maîtres, dessinateurs, chefs d'ateliers qui trouveront ensuite parmi nous les éléments pour utiliser leurs connaissances dans chacune de nos industries.

» Nous faisons un appel pressant à votre bon vouloir ainsi qu'à Messieurs les adhérents, apportez-nous des souscriptions, des offrandes, faites de la propagande, procurez-vous des élèves, aidez-nous enfin à atteindre le but que nous poursuivons.

» Développer le goût du dessin, c'est assurer à nos industries le maintien de la place qu'elles occupent; je n'hésite pas à dire que, si, dans le passé, nos prédécesseurs avaient créé à Paris des écoles de dessin industriel, nous aurions autour de nous un centre de production qui n'aurait pas son égal dans le monde entier. Paris donne le goût, tâchons de lui conserver toujours cette prépondérance ».

REVUE DE L'ÉTRANGER

ALSACE-LORRAINE

Influence de l'Anonymat sur les institutions ouvrières.

Le Comité d'Utilité publique de la Société industrielle de Mulhouse avait posé cette simple question dans un programme de prix : « Les sociétés par actions remplaceront-elles, sans préjudice pour l'ouvrier, les sociétés en nom collectif, qui, pendant un demi-siècle, ont su prendre l'initiative des institutions nombreuses qui ont amélioré son sort? »

Aucun mémoire n'ayant été présenté, c'est notre vénéré président M. Engel-Dollfus qui, dans une communication du 29 mars 1882, a présenté la solution. Après avoir constaté que le nombre des Établissements industriels constitués par actions est de 27 en Alsace, et que sur ce nombre il en est seulement 5 dont la mise en actions est antérieure à 1870, M. Engel-Dollfus établit la statistique suivante :

Les 27 établissements qui ont adopté la forme de l'action, comparés à la totalité de ceux d'Alsace représentent :

88 millions sur 300 en capitaux,

14 millions sur 31 en salaires,

17500 ouvriers sur 46000.

.
La forme particulière à chaque société commerciale est, en général, la résultante des circonstances particulières qui ont présidé à sa formation; il ne saurait y avoir à cet égard de règle précise; l'importance plus ou moins grande des capitaux disponibles ou assurés à l'entreprise, la nature ou le développement de l'industrie à exercer, les considérations de famille ou le nombre des fils d'âge à pouvoir gérer, sont autant de facteurs qui, en Alsace, favorisent ou entravent l'association par actions ou l'association en général, et y font entrer un nombre plus ou moins grand d'intéressés étrangers à la gestion.

Le développement qu'ont acquis les établissements industriels par la nécessité de produire beaucoup, afin d'abaisser leurs prix de revient, a, aussi bien que le désir de mobiliser les fonds dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons, provoqué la constitution de la plupart des sociétés par actions; celles qui ont vu le jour pendant la fièvre d'émission sont l'exception.

Il est difficile à la haute banque de toucher aux affaires indus-

trielles, et elle n'a, en général, pas eu la main heureuse en Alsace quand elle l'a tenté, tandis que (et cela se comprend) elle a été plus favorisée dans la constitution d'entreprises financières et d'assurances.

Dans cette situation, les anciens gérants ou propriétaires des établissements convertis en sociétés par actions sont généralement restés gérants et devenus propriétaires d'une grande partie des actions dans toutes les branches qui ne signalaient pas à l'attention de la spéculation ou aux placements locaux des bénéfices extraordinaires.

Ces bénéfices ont été considérables dans les filatures de laine, les teintures et apprêts, et satisfaisants, en moyenne, dans les autres branches; leurs actions sont cotées avec une majoration sensible, basée sur des résultats suivis.

.
Je crois avoir donné la mesure exacte de la transformation des sociétés qui, à Mulhouse et en Alsace, ont été mises en actions.

Ce qui a arrêté une évolution plus complète, c'est évidemment l'absence de profits chez les uns ou la prospérité même des autres; il est difficile de mettre par actions une entreprise qui ne fait pas de bénéfices, et il est plus difficile encore, à moins de décès, de perturbation politique ou d'autres circonstances graves, d'amener au partage des profits un établissement très prospère; l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne, en troublant profondément la situation des familles et des personnes, y a créé des difficultés auxquelles on doit rattacher presque exclusivement la métamorphose dont nous avons voulu étudier les conséquences; il n'y a pas de réserves à faire à cet égard qu'en ce qui touche les filatures de laine.

Comme il y a eu substitution ou cession plutôt que transformation organisée *à priori*, il n'est pas étonnant de retrouver le plus souvent, à la tête de la gestion, les mêmes hommes, les mêmes principes, les mêmes vues.

L'industrie de l'impression est plus rebelle que les autres à la mise par actions; elle s'y prête moins, parce qu'elle est plus difficile, qu'elle nécessite beaucoup de fonds, et demande pour la gérance une liberté de mouvement et d'initiative qui font son salut ou sa ruine, suivant l'usage qui en est fait.

On pourrait la comparer à une monarchie absolue, mais dont l'absolutisme est tempéré par la nécessité d'un concours d'élite dans toutes les subdivisions du travail; on pourrait la définir mieux encore : la fraction *maritime* de l'industrie textile; non parce qu'elle est la seule qui fasse traverser les océans à ses produits, mais bien parce que ceux qui la dirigent voguent toujours plus ou moins sur la mer inconstante et capricieuse des modes féminines.

La forme de sociétés par actions lui a rarement été favorable, et si elle semble l'être maintenant ou si elle doit l'être définitivement un jour, ce ne sera jamais que par la très grande latitude laissée à une gérance bien unie de vues et d'intérêt.

Je m'arrêterai à ces considérations et je chercherai à déterminer un peu plus tard (car plus j'avance dans mon examen, plus il me semble prématuré de formuler dès à présent un jugement qui ne reposerait que sur des indices) en quoi nos institutions de prévoyance peuvent avoir souffert ou gagné par les changements des deux dernières années. J'étudierai spécialement ce qu'il y aurait à faire pour tirer de ces changements le parti le meilleur; car, sans admettre avec M. de Molinari (1) « que l'avenir appartient exclusivement à l'entreprise collective, que le jour viendra où l'entreprise individuelle sera une rareté comme le rouet ou le métier à la main », nous devons reconnaître avec lui « que la transformation continuera de se poursuivre en s'accéléralant, et que, tandis que la petite industrie ne comportait guère que des entreprises individuelles, la grande industrie ne peut à part des exceptions qui deviendront de plus en plus rares, être mise en œuvre que par des entreprises collectives, dont le plus grand avantage consiste dans la division du capital d'entreprise en coupures mobilisables, permettant aux plus petits capitaux de participer aux bénéfices de la production. » (Il eût bien fait d'ajouter encore : « mais aussi d'en subir les mauvaises chances .»)

En face de l'absorption prévue, nous aurons donc à nous demander une dernière fois si dans notre pays, les collectivités comprendront leurs devoirs sociaux, comme l'ont compris et pratiqué les individualités, ou si elles nous amèneront, sur les ruines de nos institutions mulhousiennes, éparses elles-mêmes sur celles de nos libertés politiques, au système anglais ou américain du salaire tenant lieu de tout?

Cet examen fera l'objet d'une étude qu'il a fallu interrompre par de nouveaux motifs, en voyant rentrer en scène un élément tout puissant qui risque de détruire ce qu'a produit de mieux l'initiative privée, en nous ôtant toute espèce d'option.

Il est permis de se demander, en effet, ce que deviendraient nos fondations ouvrières, le jour où l'État sous la forme d'autant d'assurances obligatoires visant les accidents, le chômage, les pensions de retraites ou le décès, viendrait se substituer légalement au libre arbitre de l'ouvrier et à l'industrie elle-même agissant jusqu'ici librement sous l'empire du sentiment et du devoir? L'État-Providence, si tant est qu'il soit viable comme dispensateur de toute chose, agirait-il lentement et avec toute la prudence qu'exigent les

(1) *L'Évolution économique du dix-neuvième siècle*. Paris, Reinwald.

intérêts économiques et sociaux? Cela paraît douteux, car son cœur se réveille sur le tard et il semble en fièvre de réparer le temps perdu. Là est le danger, car on ne fait que trop souvent de l'injuste en précipitant ou en outrant l'application d'un principe juste.

Ne pouvant payer deux fois, notre industrie commencerait évidemment par acquitter l'impôt, et peut-être, emboitant le pas d'un militarisme nouveau, lui faudrait-il un jour courber la tête et laisser tomber des créations spontanées qui étaient pour elle un sujet de satisfaction intime bien plus qu'un motif de fierté.

Puissions-nous, en écrivant ce qui précède, n'avoir obéi qu'à des craintes et n'avoir visé qu'un danger imaginaire?

ANGLETERRE

Les inconvénients de l'apprentissage nomade.

Le grave inconvénient du défaut de fixation de l'enfant dans un atelier pour y faire son apprentissage commence à émouvoir nos voisins d'outre-Manche. Dans le congrès ouvrier, trades Unions Congress qui s'est tenu à Manchester le 18 septembre dernier, M. Battersby, s'est prononcé pour l'apprentissage réglé par un contrat entre le patron et les parents de l'enfant. « Tous les délégués ici présents dit-il, savent que l'opinion populaire réclame énergiquement l'instruction professionnelle et qu'elle est assez disposée à croire que sous ce rapport, l'ouvrier anglais le cède à l'ouvrier du Continent. Or la pratique qui s'est introduite d'avoir des apprentis allant sans cesse d'un atelier dans un autre est certes une des principales causes de cette infériorité à la supposer réelle. Il faudrait donc encourager autant que possible le système des apprentis par contrat; et ceux dont les souvenirs peuvent se reporter à 30 ou 40 ans en arrière, conviendront facilement que les ouvriers de cette époque devaient leur supériorité à l'instruction technique qu'ils avaient reçue dans un seul et même atelier. » (*L'Économiste français* du 30 septembre 1882.)

CHRONIQUE

LES COLONIES AGRICOLES DE LA VILLE DE PARIS

— Nous apprenons qu'on a remis au président de la République un important projet de création, en France, de vingt maisons ou colonies agricoles pour les vingt arrondissements de la Ville de Paris.

Ces maisons, spécialement destinées à recevoir les enfants des classes ouvrières, seraient disposées pour recevoir cinq cents garçons et cinq cents filles de trois à six ans jusqu'à vingt et un ans.

Le prix de la pension, par chaque enfant, serait de *soixante centimes* par jour, tous frais compris pour son instruction professionnelle, sa nourriture et ses vêtements.

Une prime d'assurance de 2,500 francs serait remise à l'enfant de vingt et un ans à sa sortie des maisons ou colonies agricoles.

Ce projet est soumis à une commission spéciale pour être examiné attentivement et pour suivre son exécution.

« *Le Soleil* », 6 novembre 1882.

LES EXPLOITEURS D'ENFANTS

On a arrêté, le 4 novembre, rue Richelieu, une mendiante qui, en montrant aux passants une jeune fille de douze ans et un garçon de six ans, criait d'un ton lamentable :

— Ayez pitié de mes deux pauvres enfants estropiés et de leur mère sans travail et sans ressources.

La jeune fille avait le bras droit en écharpe et un bandage venait jusque sur la main inerte. Le petit garçon avait le genou droit emmaillotté dans des chiffons.

Un agent de police reconnut la mendiante et les enfants pour les avoir aperçus, il y a quelques jours, dans le jardin du Palais-Royal, mais ils ne paraissaient avoir aucune infirmité apparente. Il conçut des soupçons et les emmena au commissariat de police de la rue Villedo où un médecin vint, à la grande consternation de la mendiante, enlever les bandages de la jeune fille. On lui avait serré le poignet à l'aide d'une corde, de façon à arrêter la circulation du sang et à faire paraître la main paralysée.

Le genou du petit garçon, les chiffons enlevés, ne portait également aucune trace de plaies.

Les deux enfants ont avoué, en pleurant, que la mendiante les avait loués à leurs parents, demeurant à Ménilmontant, pour les faire mendier.

Cette femme a été écrouée au dépôt, et les parents des enfants seront poursuivis pour les avoir loués à une mercenaire afin d'exploiter la charité publique.

LES APPRENTIS QUI S'AMUSENT EN ROUTE

Un jeune homme, nommé François Dupont, âgé de seize ans, apprenti orfèvre, chez M. Durand, avenue Parmentier, s'était attablé chez un marchand

de vins du quai d'Austerlitz. Près de lui se trouvaient deux individus de mauvaise mine, qui lièrent conversation avec lui et l'engagèrent à venir se promener avec eux à Charenton.

François Dupont, en payant les consommations, eut l'imprudence de faire voir son porte-monnaie assez bien garni, et accepta la proposition.

Ils allèrent jusqu'à Charenton et de là jusqu'à Gravelle, en longeant la Marne. Il était environ six heures du soir quand ils parvinrent au canal. Il faisait nuit et il n'y avait pas un promeneur sur la berge. Le jeune homme marchait devant sans défiance. Tout à coup il reçut sur la tête un violent coup de poing qui le fit tomber. S'inspirant de la méthode employée par les Fenayrou vis-à-vis du malheureux Aubert, les deux misérables ligotèrent les jambes de l'infortuné et le baillonnèrent.

Après l'avoir dévalisé, ils le portèrent jusqu'au canal, le jetèrent à l'eau et disparurent dans la nuit.

Fort heureusement, le jeune homme savait nager. Avec un courage étonnant, il essaya, bien qu'il lui fût impossible de remuer les jambes, de gagner la rive, qu'il atteignit après des efforts inouïs.

François Dupont se rendit ensuite chez le commissaire de police de Charenton, auquel il donna le signalement des deux mauvais drôles.

Le *Soleil*, 5 novembre 1882.

LES INVALIDES DU TRAVAIL

M. Jean Dollfus vient d'acquérir, à Mulhouse, un magnifique édifice, placé dans une excellente situation, entouré de jardins ombreux, pour y fonder un asile des « invalides du travail ».

Cette fondation pourra recueillir cent vieillards, appartenant indifféremment à toutes les religions.

LISTE DES MEMBRES NOUVEAUX

MEMBRES ORDINAIRES

Noms des adhérents :

Présentateurs

MM.

MM.

Petit, instituteur des écoles de fabrique, à Troyes **M. Bernot**.

LAURÉATS

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS

ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

I. — INSTITUTIONS CHARITABLES

FONDÉES DANS LE BUT D'INSTRUIRE, DE MORALISER, D'AIDER
LES APPRENTIS (GARÇONS OU FILLES)

*Œuvres de Patronage, Orphelinats, Écoles professionnelles,
Pensions d'apprentis, etc. (sans distinction de culte).*

Aisne.

Asile évangélique de Lemé; — *mention honorable* (Bulet. I, p. 295.)

Ardèche.

Cercle catholique des jeunes apprentis et jeunes ouvriers (Directeur fondateur, M. l'abbé Dusert), à Annonay; — *médaille de bronze* (VIII, 386).

Communauté des Dames de la Providence, à Annonay; — *médaille de bronze* (VII, 386).

Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul d'Annonay; — *mention honorable* (VII, 386).

Aube.

Orphelinat de Saint-Martin des Vignes tenu à Troyes par les sœurs de la Providence; — *médaille d'argent* (XV, 210).

Patronage d'apprentis, fondé à Troyes par M. l'abbé Tridon; — *médaille d'argent* (I, 192).

Société de protection de l'enfance ouvrière, fondée à Troyes, par M. Bernot; — *médaillé d'argent* (XV, 210).

Bas-Rhin.

École israélite des arts et métiers de Strasbourg (I, 285).

Établissement du Bon Pasteur, à Strasbourg (II, 332).

Orphelinat de Neuhoef (II, 333).

Union chrétienne de jeunes gens, à Strasbourg; — *médaille de bronze* (II, 334).

Basses-Pyrénées.

Atelier de ganterie de Bidache, dirigé par les Filles de la Croix (II, 334).

Bouches-du-Rhône.

Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigée par M. l'abbé Timon-David, à Marseille; — *médaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat du Sacré-Cœur à Marseille (M^{lle} Guichard de Choisy, fondatrice-directrice de l'); — *médaille d'argent* (IX, 248).

Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon, à Marseille; — *médaille d'argent* (I, 293).

Calvados.

Orphelinat-ouvroir de Notre-Dame, à Caen, fondé par M^{lle} de Valroger (II, 331).

Orphelinat avec apprentissage, à Caen, fondé et dirigé par M. l'abbé Leveneur; — *médaille d'argent* (I, 290).

Cher.

Colonie professionnelle de Foëcy; — *médaille d'argent* (I, 293).

Dordogne.

Œuvres de la Force (II, 333).

Doubs.

Association évangélique de Montbéliard pour le patronage des enfants indigents; — *médaille d'argent* (I, 291).

Drôme.

Maison de Recoubeau (II, 332).

Orphelinat Napoléon, à Valence (I, 289).

Œuvre des Orphelins de Crest; — *médaille de bronze* (II, 334).

Eure.

Patronage d'apprentis à Évreux dirigé par M. Odieuvre; — *médaille de bronze* (XV, 211).

Patronage d'apprentis, à Pont-Audemer, dirigé par M. Malherbe; — *médaille d'argent* (I, 293).

Eure-et-Loir.

Ouvroir Saint-Pierre, à Chartres; — *médaille de bronze* (II, 334).

Finistère.

Ouvroir interne de Poul-ar-Bachet (II, 333).

Gard.

Société de patronage des jeunes gens de l'Église réformée, à Nîmes; — *médaille d'argent* (I, 292).

Gers.

Œuvre des jeunes apprenties, fondée, à Auch, par M^{lle} Debus; — *médaille d'argent* (I, 292).

Orphelinat gratuit de jeunes filles, à Auch; — *médaille honorable* (I, 294).

Gironde.

Atelier chrétien de M^{lle} Sivan, à Bordeaux (II, 332).

Orphelinat agricole de Gradignan près Bordeaux (M. l'abbé Moreau, directeur); — *médaille d'argent* (VII, 386).

Ouvroir Saint-Bruno, à Bordeaux, dirigée par les sœurs de l'Immaculée Conception; — *médaille de bronze* (II, 35).

Haute-Garonne.

Orphelinat de l'Immaculée-Conception, à Toulouse (M. l'abbé Julien, directeur fondateur de l') (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame, à Toulouse (M. l'abbé Ribains, directeur-fondateur); — *médaille d'argent* (IX, 249).

Patronage de Saint-Sernin, rue de la Chaîne, 14, à Toulouse (M. l'abbé Merceille, directeur du); — *mention honorable* (IX, 249).

Patronage Saint-Cyprien, allée de Garonne, 35, à Toulouse (M. l'abbé Tournamille, directeur-fondateur du); — *médaille de bronze* (II, 249).

Haute-Loire.

Atelier de lingerie des sourdes et muettes, au Puy, dirigé par les sœurs de la Présentation de Saint-Andréol; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orphelinat du Puy; — *médaille d'argent* (I, 293).

Haute-Marne.

Orphelinat des filles de Villegusien (M. l'abbé Molard, directeur-fondateur de l'); — *médaille de bronze* (IX, 249).

Patronage de Chaumont; — *mention honorable* (I, 249).

Haut-Rhin.

École israélite de Mulhouse, dirigée par M. Gimpel (I, 287).

Orphelinat de Cernay ; — *médaille de bronze* (II, 334).

Orphelinat de Colmar, fondé par les dames Glaubetz ; — *mention honorable* (I, 295).

Orphelinat de Kembs ; — *médaille d'argent* (I, 293).

Orphelinat de Ribeauvillé ; — *médaille de bronze* (II, 334).

Ille-et-Vilaine.

Œuvre de patronage, fondée et dirigée par l'abbé Bourdon, à Rennes ; — *médaille d'argent* (I, 291).

Indre.

Orphelinat de Déols pour les jeunes filles ; — *médaille d'argent* (I, 294) ; — *rappel de médaille d'argent* (VI, 387).

Indre-et-Loire.

Maison d'apprentis Tonnelé (directeur, M. l'abbé Archambault), à Tours ; — *médaille d'argent* (IX, 248).

Patronage de Notre-Dame-le-Riche, à Tours ; — *mention honorable* (I, 294).

Isère.

Asile Sainte-Agnès, à Grenoble (M^{me} Saint-Remi Cuzin, religieuse, directrice de l') ; — *médaille d'argent* (IV, 23).

Orphelinat de Notre-Dame-de-Vouize, à Voiron, fondé par les frères de la Sainte-Famille ; — *médaille de bronze* (XI, 429).

Société de patronage des jeunes apprentis de Grenoble ; — *médaille d'argent* (XIII, 267).

Loire.

Patronage fondé à Saint-Étienne, par M. l'abbé Monnier (II, 331).

Patronage du Treul, fondé par M. Ron-del ; — *médaille d'argent* (XIII, 267).

Loire-Inférieure.

Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléem, près Nantes (M. l'abbé Bauduz, directeur de la) ; — *médaille d'argent* (IX, 250).

— (Sœur Marie, supérieure des reli-

gieuses de la) ; — *médaille de bronze* (IX, 250).

Œuvre de Notre-Dame-de-Toute-Joie, dirigée par M. l'abbé Peigné, à Nantes ; — *médaille d'argent* (I, 290).

Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (M. l'abbé Dabin, fondateur et directeur del') ; — *médaille de bronze* (XI, 429).

Société de protection des apprentis à Nantes, sous la direction de la Société industrielle ; — *médaille d'argent* (I, 290).

Loiret.

Œuvre des apprentis d'Orléans ; — *médaille d'argent* (I, 290).

Orphelinat protestant d'Orléans ; — *mention honorable* (I, 295).

Ouvroir interne du cloître Saint-Aignan, à Orléans, dirigé par les Filles de la Croix ; — *médaille de bronze* (II, 335).

Patronage des apprentis à Orléans (frère Nicolin, directeur du) ; — *médaille de bronze* (IX, 250).

Maine-et-Loire.

Orphelinat municipal professionnel pour les garçons de la ville d'Angers ; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Patronage de Notre-Dame-des-Champs à Angers (I, 288).

Marne.

Patronage fondé par la Société industrielle de la ville de Reims ; — *mention honorable* (I, 295).

Société de Bethléem à Reims ; orphelinat ; — *médaille d'argent* (XV 211).

Meurthe-et-Moselle.

École professionnelle de Nancy (M^{mes} de Metz et Gardeil, directrices de l') ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Maison d'apprentis de la ville de Nancy ; — *mention spéciale de reconnaissance* (IX, 250).

Maison des apprentis de Nancy

(M. Alexandre Wehrle, vice-président de la); — *medaille d'argent* (IX, 251).

Œuvre des apprentis de la ville de Nancy (I, 286).

Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels de Lunéville, dirigé par M. Cobus, (I, 293).

Patronage des apprentis et apprenties de Nancy (M. Boulard, président); — *medaille d'argent* (IX 250).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz (directeur: M. l'abbé Risse); — *medaille d'argent* (VII, 389).

Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de Metz; — *mention honorable* (I, 295).

Meuse.

Œuvre d'apprentis à Bar-le-Duc (M. Aug. Mathieu, directeur d'une); — *medaille de bronze* (IX, 251):

Œuvre d'apprentissage, fondée par M. l'abbé Aubry à Futeau (I, 288).

Morbihan.

Œuvre de patronage des écoliers et jeunes apprentis de Lorient (M. Grouhel, négociant, à Lorient, collaborateur de l'); — *medaille de bronze* (IX, 251).

Patronage d'écoliers et de jeunes apprentis (M. l'abbé Charil de Ruillé, curé de Saint-Louis, à Lorient); — *medaille d'argent* (IX, 251).

Nièvre.

Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, à Fourchambault (directeur M. l'abbé Comoy); — *medaille d'argent* (VII, 388).

Nord.

Congrégation des Filles de l'Enfant Jésus, à Lille; — *medaille d'argent* (I, 294).

Œuvre de la Jeunesse, rue de la Monnaie, à Lille; — *medaille d'argent* (I, 291).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de la Providence, à Douai (IX, 251).

Patronage de jeunes filles, dirigé par les dames de Saint-Vincent-de-Paul, à Douai; — *medaille d'argent* (IX, 252).

Patronage des apprentis et jeunes ouvriers de la ville de Douai; — *medaille d'argent* (IX, 252).

Oise.

Orphelinat du Ménéil-Saint-Firmin, dirigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny; — *medaille de bronze* (II, 335).

Orne.

Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons indigents de la ville d'Alençon; — *medaille d'argent* (I, 291).

Patronage pour les jeunes filles, fondé à Flers (Orne), par l'abbé Foucault; — *medaille d'argent* (I, 294).

Pas-de-Calais.

Patronage d'apprentis (Maison de l'Immaculée-Conception), fondée à Arras, par le P. Halluin (I, 288); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 388).

Patronage d'apprentis, fondé et dirigé par M. Flour, à Boulogne-sur-Mer; — *medaille d'argent* (I, 292).

Rhône.

École gratuite du dimanche (M. Trévoux, fondateur de l'), à Lyon; — *medaille d'argent* (XI, 430).

Maison de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Lyon (M. Camille Recordon, président de la); — *medaille d'argent* (XI, 430).

Œuvre des apprentis de la ville de Lyon (I, 288).

Œuvre de la providence Saint-Bruno, à Lyon, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, aux Chartreux; — *medaille de bronze* (II, 335).

Œuvre des dames lyonnaises dites tutrices, à Lyon (M^{lle} Masson, direc-

trice de l'); — *médaille d'argent* (IV, 21).

Œuvre des Zélatrices (M^{me} la supérieure de l'), à Lyon; — *médaille d'argent* (IV, 21).

Orphelinat, rue d'Auvergne, à Lyon, fondé par M^{lle} Paula Gagny; — *médaille d'argent* (XI, 430).

Société de patronage des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon; — *médaille d'argent* (I, 292).

Sarthe.

Communauté de Ruillé-sur-Loir (M^{me} la sœur supérieure de); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Savoie.

Orphelinat de Douvaine, près Genève, fondé par le R. P. Joseph; — *médaille d'argent* (XIII, 68).

Seine.

Asile et apprentissage de jeunes gens infirmes, dirigé par les frères Saint-Jean-de-Dieu; — *médaille d'argent* (I, 289).

Association des fabricants et artisans pour le patronage des enfants des deux sexes; — *médaille d'argent* (I, 294).

Cercle des jeunes ouvriers, à Paris (I, 289).

Cercle des maçons et tailleurs de pierre (directeur: le R. P. Montazeau, à Paris); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Cercle et asile pour les jeunes ouvrières employées dans le commerce (fondatrice: M^{me} Eug. Roche en religion sœur Saint-Augustin de l'ordre des Sœurs de charité de la Présentation de la Vierge); — *médaille d'argent* (XI, 431).

Comité de patronage de l'Eglise réformée de Paris (M. Roland, agent, rue de l'Oratoire-Saint-Honoré, 4); — *médaille d'argent* (VII, 387).

Comité de patronage des apprentis et des jeunes ouvriers de l'Eglise évangélique de la Confession d'Augsbourg; — *médaille d'argent* (VII, 387).

Ecole professionnelle pratique de jeunes filles (directrice: M^{me} Carot née Chuard), à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Etablissement à Saint-Denis, fondé par M^{lle} Génin; — *médaille de vermeil* (XI, 430).

Maison d'apprentissage des jeunes garçons de la Confession d'Augsbourg (M. Lucien Coutellier, directeur de la); — *médaille de bronze* (IX, 252).

Œuvre de jeunes apprenties, dirigée par la sœur Magniol, à la Chapelle; — *médaille d'argent* (I, 290).

Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Léocadie, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 292).

Œuvre de jeunes ouvrières, fondée par M^{lle} Payen, à Grenelle; — *médaille d'argent* (I, 290).

Œuvre de Saint-Nicolas, à Paris (rue de Vaugirard, n° 92) (I, 292); — *médaille de vermeil* (IX, 253).

Œuvre des petits ramoneurs et fumistes (directeur: P. Plainemaison, rue Lhomond, 18); — *médaille de bronze* (II, 334).

Œuvre des sourdes-muettes de Bourgl-Reine, dirigée par les sœurs de Notre-Dame-du-Calvaire; — *médaille de bronze* (II, 335).

Œuvre du patronage de la Confession d'Augsbourg (I, 286).

Œuvre du patronage de la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Paris (I, 286).

Œuvre du patronage des jeunes ouvrières et apprenties sous la direction de M^{me} la baronne de La Doucette (I, 285).

Œuvre générale des Ecoles professionnelles catholiques, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 252).

Orphelinat de jeunes filles à Paris, rue de Billettes, 16; — *mention honorable* (I, 295). — (M^{me} la supérieure de l'); — *mention honorable*.

Orphelinat de jeunes filles à Plaisance, dirigé par le pasteur Paumier; —

- médaille d'argent* (I, 290); — *Rappel de médaille d'argent* (VII, 388).
- Orphelinat de Notre-Dame-Préservatrice (directeur le P. Besserat), rue Lhomond, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).
- Orphelinat des arts fondé par M^{me} Marie Laurent et plusieurs autres dames artistes; *médaille d'argent* (XV, 211).
- Orphelinat des Saints-Anges, à Paris (I, 289).
- Ouvroir de l'École d'apprentissage de couture (M^{me} la sœur Paul, née Letrosne, directrice de l'), rue des Boulangers, 19; — *médaille de bronze* (VII, 388).
- Ouvroir interne de la paroisse Saint-Ambroise, fondé par M. l'abbé Langénieux; — *médaille d'argent* (IV, 25).
- Ouvroir interne des orphelines de Saint-Denis (directrice : M^{me} Prampain, en religion sœur Gabriel de la charité de Saint-Vincent-de-Paul); — *médaille d'argent* (XI, 431).
- Ouvroir Sainte-Geneviève (M^{me} la sœur Vincent, directrice de l'), rue Boutebrie, à Paris; — *mention honorable* (IX, 254).
- Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé sous le nom de Saint-Jean, à Paris, par M. le comte de Lambel; — *médaille d'argent* (I, 293).
- Patronage de la paroisse des Blancs-Manteaux (M. l'abbé Chanteaux, directeur); — *médaille d'argent* (IV, 23).
- Patronage de la Providence Sainte-Marie (I, 286).
- Patronage de l'Église réformée (I, 287).
- Patronage de Notre-Dame-de-Nazareth (directeur M. l'abbé Lantiez); — *médaille d'argent* (VII, 388). — M. Vasseur, directeur; — *médaille d'argent* (IX, 254).
- Patronage des apprentis et ouvriers israélites, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 254).
- Patronage des frères de la Doctrine chrétienne (I, 284).
- Patronage dit d'Intérieur de Nazareth, à Paris; — *mention honorable* (I, 255).
- Patronage et école, dirigés par les sœurs Saint-Charles, à Paris; — *mention honorable* (I, 294).
- Patronage Saint-Charles (M. Victor Mesny, professeur); — *médaille de bronze* (IX, 25).
- Pension d'apprentis, rue Folie-Méricourt, n° 4, fondée par M. l'abbé Chevojon; — *médaille d'argent* (IV, 26).
- Pension d'apprentis, à Auteuil, dirigée par l'abbé Rousselle; — *médaille d'argent* (IV, 26).
- Pension israélite d'apprentis, à Paris (II, 334).
- Pensionnat de jeunes filles de l'Église réformée, à Paris, rue de Renilly, 97; — *médaille d'argent* (I, 294).
- Société de patronage des jeunes filles israélites, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 293).
- Société d'apprentissage de jeunes orphelins, rue d'Anjou, au Marais, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).
- Société des amis de l'Enfance (I, 287).
- Société générale de protection de l'enfance abandonnée ou coupable fondée à Paris par M. Georges Bonjean; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance*; (XV, 211).
- Société de secours mutuels du IX^e arrondissement de Paris, pour la protection des apprentis; — *médaille d'argent* (I, 294).
- Société des ateliers d'aveugles, 11, rue Basfroi, à Paris, fondée par M. Lavanchy Clarke; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XV, 211).
- Société pour l'enseignement professionnel des femmes, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 253).
- Société protestante des écoles du dimanche (I, 257).

Seine-et-Marne.

Orphelinat de Mary sur Marne, fondé et dirigé par M^{lle} Colombes; — *médaille de bronze* (XV, 212).

Patronage et orphelinat des apprenties de Meaux, dite l'œuvre des jeunes économes, dirigé par M^{me} Dumont; — *médaille de bronze* (XV, 212).

Seine-et-Oise.

Asile maternel de Versailles, dirigé par M^{lle} Portz; — *médaille d'argent* (I, 293).

Orphelinat de jeunes garçons de Saint-Germain-en-Laye, dirigé par les frères de la Doctrine chrétienne; — *médaille d'argent* (I, 291).

Orphelinat de l'Assomption, à Élan-court, fondé et dirigé par l'abbé Méquignon; — *médaille d'argent* (I, 294).

Orphelinat de Luzarches, fondé par M. l'abbé Soret; — *médaille d'argent* (I, 292).

Orphelinat de Pont-à-Mousson, dirigé par les sœurs de la Nativité de la Vierge, de Saint-Germain-en-Laye; — *médaille de bronze* (II, 335).

Orphelinat impérial de garçons, dirigé par le frère Photius, à Versailles (I, 287).

Patronage de la Roche-Guyon, dirigé par M. l'abbé Portier; — *mention honorable* (I, 295).

Seine-Inférieure.

Œuvre des Dames de la providence formant les apprenties pour la con-

fection de la dentelle et de la couture, à Dieppe; — *médaille d'argent* (I, 291).

La même Œuvre, à raison de son École professionnelle du Filet, de son Orphelinat de ses Écoles et de son dispensaire — *médaille d'argent* (XV, 211).

Orphelinat de Crośnes, fondé par M. Esnault-Peltre, ancien négociant en dentelles; — *médaille d'argent* (VII, 289).

Orphelinat de Notre-Dame-des-Flots à Dieppe, dirigé par la sœur Élisabeth, *médaille d'argent* (XV, 212).

Somme.

Patronage des jeunes ouvriers, dirigé par M. Caille à Amiens (I, 288).

Patronage du Bourg-d'Ault, dirigé par M. Romain fils; — *mention honorable* (I, 294).

Tarn.

Orphelinat protestant de Castres; — *médaille d'argent* (I, 291).

Tarn-et-Garonne.

Établissement fondé par M. le marquis de Bellisens, à Monbeton (II, 333).

ÉTRANGER

Suisse.

Œuvre de la Cure d'été et des vacances en Suisse, fondée par M^{me} Engel-Dollfus; — *médaille d'argent* (IV, 22).

II. — INSTITUTIONS MANUFACTURIÈRES

INDUSTRIELS QUI SE SIGNALENT PAR LEUR SOLLICITUDE
POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET MORAL
DE LEURS APPRENTIS ET JEUNES OUVRIERS

1^{re} Catégorie : — *comprenant les Manufacturiers et Industriels ayant créé dans leurs établissements des institutions en vue de faciliter l'apprentissage, d'assurer la santé et l'instruction tant générale que spéciale ou professionnelle, aussi bien que la moralité et l'avenir des apprentis et jeunes ouvriers.*

Ain.

Bonnet et C^{ie} (MM.), filateurs et tisseurs de soie, à Jujurieux; — *médaille d'argent* (IX, 254).

Aisne.

Maillard (M.), fabricant de châles, à Grougis; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Sevart (M.), à Saint-Michel et à Paris; — *médaille* (I, 304).

Godin-Lemaire (M.), à Guise, fabrique d'appareils à vapeur; — *médaille* (I, 304).

Allier.

Boigues, Rambourg et C^{ie} (MM.), à Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

Société des Forges de Châtillon e de Commentry; — *médaille d'argent* (II, 338).

Ardèche.

Blanchon (M.), à Saint-Julien-Saint-Alban; — *médaille* (I, 305).

Canson et Montgolfier (MM.), papeterie de Vidalon-lès-Annonay; — *médaille d'argent* (II, 336).

Chabert et C^{ie} (MM.), filateurs de soie, à Chomérac; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Plantevin aîné (M.), moulinage de soies, à Veyrières, commune de Chirol, canton de Thuets; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Rostaing (M. Léon), l'un des direc-

teurs de la Papeterie de Vidalon près Annonay; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 431).

Ardennes.

Mines de Blanz y (Compagnie des), (I, 300).

Aube.

Poron (M.), manufacturier, à Troyes; — *médaille d'argent* (XIII, 268).

Thévenot père et fils (MM.), filateurs à Troyes; — *médaille de bronze* (XV, 213).

Bas-Rhin.

Stehelin (M^{me}), à Bischwiller; — *médaille de bronze et mention honorable* (II, 339).

Bouches-du-Rhône.

Messageries nationales (Transports maritimes). Établissement de La Ciotat (I, 301).

Calvados.

Duchesne-Fournet (M. Paul), filature de lin et tissage, à Lisieux; — *médaille de bronze* (II, 340); — *médaille d'argent* (IX, 255).

Charente.

Laroche-Joubert (M.), directeur de la Papeterie coopérative d'Angoulême; — *médaille d'argent* (IX, 255); — *rappel de médaille d'argent* (XI, 432); — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 268).

Cher.

Chauveau (M.), directeur de forges, à Torteron; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Drôme.

Lacroix (M.), filateur et moulineur de soie, à Montboucher; — *médaille de bronze* (II, 340).

Eure.

Hamelin (M. A.) fils, fabricant de soie à coudre, aux Andelys; — *rappel de médaille d'argent* (VII, 389).

Gard.

Carenou et Tur (MM.), fabricants de réglisse à Moussac; — *médaille d'argent* (XV, 213).

Compagnie des mines de la Grand Combe (I, 300).

Escale (M.), directeur des hauts fourneaux de Tamaris; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Jouguet (M.), directeur des usines de Bessèges et Tamaris; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Maison protestante des sourds-muets de Saint-Hippolyte-du-Fort; — *médaille d'argent* (IV, 25).

Gironde.

Vieillard (MM. A. et Ch.), fabricant de porcelaines et poteries, à Bordeaux; — *médaille d'argent* (VII, 390).

Haute-Garonne.

Bonnet frères (MM.), fondeurs, ingénieurs-mécaniciens au Grand-Rond, à Toulouse; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Haute-Loire.

Colcombet et C^{ie} (MM.), à la Seauve (I, 301).

Sarde (M.), à Saint-Didier-la-Seauve; — *médaille* (I, 303).

Haute-Vienne.

Haviland et C^{ie} (MM.), fabricants de porcelaines, à Limoges; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Vignerie (M.), directeur de papeterie à Saint-Julien; — *médaille d'argent* (IX, 255).

Haut-Rhin.

Association pour prévenir les accidents de machines de Mulhouse; — *médaille* (I, 307); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).

Gros et C^{ie} (MM.), à Wesserling (I, 300).

Hartmann, Schmalzer et C^{ie} (MM.), filature de laine, à Malmerspach; — *médaille d'argent* (II, 336).

Kœchlin-Dollfus et C^{ie} (MM.), à Mulhouse; — *médaille d'argent* (II, 337).

Siegfried (M. Jules), à Mulhouse; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 343).

Trapp (M.), manufacturier, à Mulhouse (I, 306).

Hérault.

Maistre (M.), filateur, à Villeneuve près Clermont; — *médaille de bronze* (IX, 256).

Ille-et-Vilaine.

Guy (M. Joachim), fondeur à Rennes; — *médaille d'argent* (XI, 432).

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs, à Rennes; — *médaille d'argent* (VII, 390); — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 432).

Indre.

Balsan et fils (MM.), fabricants de draps, à Châteauroux; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Indre-et-Loire.

De Montgolfier (M.), directeur de la papeterie de Lahaye Descartes, à Balesmes; — *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 214).

Durand (M. Albert), à Tours; — *médaille* (I, 303).

Mame et fils (MM.), imprimeurs, à Tours; — *rappel de médaille d'argent* (IX, 256).

Isère.

Durand (M. Eugène), à Vizille (I, 301).

Loire.

Alamagny (M.), à Saint-Chamond ; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Colcombet (M. Victor), fabricant de rubans, à Saint-Étienne ; — *médaille de vermeil* (IX, 256).

Vignat (M. Claudius), à Bourg-Argental ; — *médaille de bronze* (II, 340).

Loire-Inférieure.

Lediberder (M.), manufacture impériale des Tabacs de Nantes ; — *médaille d'argent* (II, 338).

Loiret.

Bapterosses (M. F.), fabricant de boutons et perles, à Briare ; — *médaille d'argent* (VII, 390) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Gondouin (M.), directeur de la faïencerie artistique, à Gien ; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 269).

Maine-et-Loire.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers ; — *médaille d'argent* (IX, 256) ; — *rappel de médaille d'argent* (XI, 433).

Max Richard, L. Caillaux et Segris (MM.), filateurs de chanvre, à Angers ; — *médaille d'argent* (XI, 462).

Oriolle fils et Rochard (MM.), filateurs de laine, à Angers ; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Marne.

Harmel (M.), filature et tissage de laines (I, 302).

Ninet aîné, directeur de la société anonyme des déchets de la fabrique de Reims ; — *médaille d'argent* (XV, 214).

Mayenne.

Denis (M. Gustave), manufacturier, à Fontaine-Daniel, près Mayenne ; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Meurthe-et-Moselle.

Cristallerie (La) de Baccarat, à Baccarat (I, 299) ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 590).

Karscher et Westermann (MM.), mines et usines d'Ars-sur-Moselle ; — *médaille d'argent* (II, 338).

Nord.

Chartier (M. Alain), maître de verrerie, à Douai ; — *médaille de bronze* (II, 257).

Scrive (MM. Jules) et fils, tisseurs de lin, à Marquette (I, 306).

Seydoux (M. Auguste), filature et tissage de laines, au Cateau ; — *médaille d'argent* (II, 335).

Thiriez (MM.) père et fils, filateurs de coton, à Lille ; — *médaille de vermeil* (IX, 257).

Oise.

Dupont (M. Philippe-Alphonse), fabricant de brosses et conseiller général, à Beauvais ; — *médaille d'argent* (XI, 433). *Rappel de médaille d'argent*, (XV, 214).

Latour et C^{ie} (MM.), fabrique de chaussures ; directeur : M. Parzudaki, à Liancourt, près Clermont ; — *médaille d'argent* (IX, 257). Parzudaki (M.), successeur, *mention spéciale de reconnaissance*, (XV, 214).

Lebeuf, Millet et C^{ie} (MM.) ; — *médaille* (I, 307).

Mercier (M. Auguste), directeur de la filature et tissage mécanique d'Ourscamps ; — *médaille d'argent* (XI, 433).

Société anonyme des forges et fonderies de Montataire, à Montataire (siège social à Paris, rue Béranger, 21) ; — *médaille d'argent* (IX, 257).

Orne.

Boissière (M.), au Gast-Tanville (I, 303).

Tailfer (M. Jules), fabricant de toiles, à Vimoutiers ; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Pas-de-Calais.

Fourment (M. le baron de), filature de laines de Boubiers-sur-Canche et de Cercamps-les-Frevent; — *médaille d'argent* (II, 337).

Rhône.

Gillet et fils (MM.), teinturiers en soie, à Lyon, quai de Serin; — *mention honorable* (I, 307); — *mention honorable* (IV, 29); — *médaille d'argent* (VII, 391).

Martin (MM. J.-B. et Pétrus), à Lyon et Tarare (I, 301).

Saône-et-Loire.

Creusot (Le) (I, 300).

Savoie.

Champenois (M.), fabricant de tissus de soie, à Cognin, près Chambéry; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Seine.

Baster et Viellemard (MM.), lithographes, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 269).

Boullanger (M.), fabricant de porcelaine à Choisy-le-Roi; — *médaille de bronze* (II, 340).

Cartier-Bresson (M.), filature de coton, à Pantin, route de Flandre; — *médaille* (I, 308); — *médaille d'argent* à l'œuvre du (IV, 25); — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 391).

Chaix et C^{ie} (MM. A.), imprimeurs, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 304); — *médaille d'honneur* (VII, 409).

Chardin (M. Ern.), fabricant de soie à coudre, à Paris, rue aux Ours, 40, et usine à Persan (Seine-et-Oise); — *médaille d'argent* (I, 303); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 393).

Claye et C^{ie} (MM.), imprimeurs, à Paris, rue Saint-Benoît; — *médaille d'argent* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 391).

Compagnie (la) des chemins de fer de l'Ouest ayant son siège à Paris; — *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 215).

Deschiens (M.), fabricant de télégra-

phie et horlogerie électriques, Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Dupont (M. Paul), imprimeur, à Paris (I, 305).

Ettlinger (M. Alb.), vice-président de la chambre de la tabletterie, Paris, rue du Temple, 103; — *médaille de bronze* (VII, 391).

Favier (M.), fabricant de fleurs, rue des Jeûneurs, 27, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Gévelot (M.), député à l'Assemblée nationale, fabricant de munitions de guerre et de chasse, à Issy, rue de Meudon, 40, et à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, 30; — *médaille d'argent* (VII, 391).

Godchaux et C^{ie} (MM. Aug.), imprimeurs, rue de la Douane, 10, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).

Goffin et Barbas (MM.), entrepreneurs de couverture et plomberie, boulevard de Strasbourg, 85, à Paris; — *mention honorable* (IX, 258).

Groult (M. C.), fabricant de pâtes alimentaires, à Paris, rue Sainte-Appoline, 12, et à Vitry-sur-Seine; — *médaille d'argent* (I, 304); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Hamelin (M.), filateur, à Paris (I, 301).

Hayem (M. Julien), de la maison Hayem aîné, fabricant de cols-cravates (manufacture du Phénix), à Paris, boulevard Voltaire, 145; — *médaille d'argent* (VII, 392).

Hémon (M. Alexandre), bijoutier en imitation, à Paris; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Jolifié (M. et M^{me}), fabricants de broderies, rue des Fontaines-du-Temple, 13; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Leclaire (M.), entreprise de peinture, dirigée par M. A. Desfourneaux; — *médaille* (I, 304).

Lekime van den Orst (M^{me}), rue de

Charenton, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 20).

Lemaire (M.), fabricant de lorgnettes, à Paris (I, 301).

Monnin frères (MM.), verriers, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 28).

Mourceau (M.), fabricant de tissus d'ameublement, à Paris; — *médaille* (I, 307); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Muller (M. Emile), professeur à l'Ecole centrale des arts et manufactures architecte de la cité ouvrière de Mulhouse, fabricant de tuiles et poteries, à Ivry; — *médaille d'argent* (II, 337).

Najean (M.), à Saint-Denis, Seine; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Œuvre des enfants du Papier peint, à Paris (I, 305).

Paris (M. Emile), verrerie, au Bourget; — *médaille* (IV, 28); — *rappel de médaille d'argent* (VII, 392).

Petit (M. Charles), fabricant de fleurs, à Paris, rue Neuve-des-Capucines, 9; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 392). *Rappel et médaille de vermeil* (XV, 219).

Piver (M. Alph.), parfumeur, à Paris, boulevard de Strasbourg, 10; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311); — *rappel de mention spéciale de reconnaissance* (VII, 393).

Sajou (M.), maison de tapisserie, à Paris (I, 305).

Société pour l'assistance paternelle des enfants employés dans la fabrique des Fleurs et Plumes (I, 306).

Société pour l'assistance paternelle des enfants de l'Ébénisterie; — *médaille* (I, 306).

Turney (M. Robert), 36, boulevard Sébastopol, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Vacquerel (M.), fabricant de papiers de fantaisie, à Paris; — *médaille de bronze* (II, 340); — *mention honorable* (IV, 29).

Seine-et-Marne.

Barluet (M.), fabricant de faïences, à Montereau; — *médaille d'argent* (XIII, 270).

Dumont (M.), directeur des papeteries du Marais; — *médaille d'argent* (XV, 215).

Haureau (M.), imprimeur à Lagny-sur-Marne, *médaille de bronze* (XV, 215).

Seine-et-Oise.

Chardin (M.), à Persan; — *médaille* (I, 303).

Féray (M.), manufacturier, à Essonnes; — *mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 270).

Seine-Inférieure.

Badin (M. A.), filateur de lin et coton, à Barentin; — *médaille d'argent* (IX, 258).

Cheffray (M.), imprimeur sur étoffes, à Maromme; — *médaille de bronze* (XIII, 270).

Fauquet-Lemaître fils (M.), filateur de coton, à Bolbec; — *médaille d'argent* (IV, 29); — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 434).

Lucas (M. Étienne-César), administrateur gérant de la Société cotonnière de Saint-Étienne de Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 434).

Tarn.

Sévin (M.), ingénieur-directeur de la Société anonyme des mines de Carmaux; — *médaille d'argent* (XI, 435).

Vissac (M.), directeur de la Société anonyme des aciéries du Saut-du-Tarn, près Albi; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vaucluse.

Favier, directeur et propriétaire de la papeterie de Grommel, à Vindennes; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Vienne.

Hambis (M.), filateur à Ligugé, *médaille d'argent* (XV, 215).

Vosges.

Canton de Schirmeck (M. le Maire du); — *médaille* (I, 306).

Legrand et Fallot (MM.), fabrique de rubans de coton, du Ban-de-la-Rochette ; — *médaille d'argent* (II, 337).

ÉTRANGER

Alsace.

Boucard (M.), manufacturier, à Guebwiller ; — *médaille* (I, 303).

Dietsch frères (MM.), manufacturiers à Liepvre ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XV, 213. V. aussi I, 308).

Steinheill (M.), à Rethau ; — *médaille* (I, 305).

Bade (Grand-Duché de).

Metz (M.), fabrique de soie à coudre, à Fribourg-en-Brisgau ; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Écosse.

Smieton (MM. James) et fils, fabrique de toiles, à Carnoustie ; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

États-Unis.

Williams Chapin (M.), filature et fabrique de tissus du Pacifique Mills, à Lawrence ; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Prusse.

Schoeller, Mœvisen et Buckler (MM.), manufacture de lin, à Durin ; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

Suisse.

Richter Linder (M.), dévidage à Schoren près Bâle ; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 342).

2^e Catégorie : — *comprenant les Industriels qui, sans avoir créé d'institutions ou organisé dans leurs ateliers des moyens permanents d'instruction générale ou spéciale, se sont fait remarquer par une sollicitude personnelle et attentive à l'égard des apprentis ou jeunes ouvriers.*

Ardèche.

Blachier (M. Francisque), tissage de la soie, à Annonay ; — *médaille de bronze* (II, 339).

Bas-Rhin.

Kolb (M.), fabricant de machines agricoles, à Strasbourg ; — *médaille* (I, 308).

Cher.

Sauvard Martin (M.), manufacturier à la Guerche ; — *mention honorable* (XV, 216).

Côte-d'Or.

M. l'abbé Rey, à la colonie de Cîteaux ; — *médaille d'argent* (IV, 27).

Montgolfier (M.), papeterie de Fontenay, près Semur ; — *médaille de bronze* (II, 340).

Robin (M^{me} V^e A.), filature de laine, à Dijon ; — *médaille d'argent* (VII, 394).

Drôme.

Latune frères (MM.), papeterie de Mirabel et Blacons, près Crest ; — *médaille de bronze* (II, 340).

Eure.

Daliphard (M.), manufacturier, à Rade-pont ; — *médaille* (I, 308).

Jolliot (M.), contremaître, à Rade-pont ; — *médaille* (I, 308).

Vuilliamy frères (MM.), filature de laine, à Nonencourt ; — *médaille de bronze* (II, 340).

Gard.

Péchiney (M.), fabricant de produits chimiques, à Salindres ; — *médaille d'argent* (XIII, 271).

Hautes-Alpes.

Chancel (M.), peignerie de déchets de soie, à Sainte-Catherine ; — *médaille de bronze* (II, 339).

Haute-Vienne.

Sazerat (M. L.), fabricant de porcelaine, à Limoges; — *médaille d'argent* (IX, 259).

Sœurs de Marie-Joseph au Dorat; — *médaille de bronze* (II, 341).

Haut-Rhin.

Dollfus Jean (M.), manufacturier, à Mulhouse; — *médaille* (I, 308).

Hartmann et fils (MM.), à Munster, filature et tissage du coton; — *médaille d'argent* (II, 337).

Japy frères et C^{ie} (MM.), à Beaucourt; — *médaille d'argent* (II, 338).

Zuber et Riedler (MM.), fabrique de pa à l'île Napoléon, près Rixheim; — *médaille d'argent* (II, 336).

Ille-et-Vilaine.

Sacher-Delannay (M^{me}), fabrique de papiers peints de M^{me} Hermant, à Rennes; — *médaille de bronze* (VII, 394); — *rappel de médaille de bronze* (XI, 435).

Indre.

Lebrasseur et Faynot (M^{mes}), maison de lingerie et couture, à Châteauroux; — *mention honorable* (VII, 394).

Valadon (M^{lle} A.) couturière, à Châteauroux; — *mention honorable* (VII, 394); — *médaille de bronze* (XI, 435).

Vanvœuren (M. François), fabricant de confections de linge, au Blanc; — *mention honorable* (XIII, 271).

Indre-et-Loire.

Demetz (M.), directeur de la colonie pénitentiaire, à Mettray; — *médaille d'argent* (IV, 27).

Isère.

Auger (M.), fabricant de soieries, à Bousieux, près Bourgeois; — *médaille de bronze* (II, 339).

Malescourt (M^{lle}), à Saint-Jean-de-Bournay; — *mention honorable* (IV, 30).

Montessuy et Chomer (MM.), dévidage

de la soie, à Renage et à Vienne; — *médaille de bronze* (II, 339).

Jura.

Clevénod (M.), maître de forges, à Bourg-de-Sirod; — *médaille* (I, 308).

Guillaume (M.), maître de forges, à Pont-du-Navoy; — *médaille* (I, 308).

Loire-Inférieure.

Buisson (M.), directeur de la manufacture des tabacs, à Nantes; — *médaille de bronze* (IX, 260).

Brisonneau frères (MM.), constructeurs-mécaniciens, à Nantes; — *médaille d'argent* (IX, 260).

Loiret.

Pépin-Vieillard (M.), fabricant de couvertures, à Orléans; — *mention honorable* (XIII, 271).

Loir-et-Cher.

Rousset, Estribaud (MM.), fabricant de chaussures, à Blois; — *mention honorable* (XV, 216).

Maine-et-Loire.

Religieuses du Bon-Pasteur, à Angers (M^{mes} les); — *médaille de bronze* (II, 341).

Manche.

Brehier (M.), filateur de laine, à Saint-Brice-de-Landelle; — *médaille d'argent* (IX, 260).

Meurthe-et-Moselle.

Cristalleries de Saint-Louis (Compagnie des); — *médaille d'argent* (II, 337).

Religieuses du Saint-Cœur-de-Marie (M^{mes} les), à Nancy; — *médaille de bronze* (II, 341).

Nièvre.

Sœurs de charité et instruction chrétienne, à Nevers; — *médaille de bronze* (II, 341).

Nord.

Dansette Joseph (M.), filateur, à Marquette-Bareuil; — *médaille* (I, 308).

Messenger, contremaître, à Caudry; — *médaille* (I, 308).

L'abbé Socket (M.), directeur de l'œuvre des apprentis du collège libre de Nancy; — *médaille d'argent* (IV, 24).

Thirier frères (MM.), à Esquermes, Lille; — *médaille* (I, 308).

Toffin (M.), à Caudry; — *médaille* (I, 308).

Oise.

Dupont et Deschamps (MM.), manufacture de tabletterie, à Beauvais; — *médaille d'argent* (II, 338).

Rhône.

Teste (M.), fabricant d'aiguilles, à Lyon; — *médaille* (I, 308).

Saône-et-Loire.

Andelle (M.), verrier, à Epinac; — *médaille* (I, 308).

Seine.

Baras (M. F.), ingénieur-mécanicien, à Paris; — *médaille de bronze* (XIII, 271).

Chertonne (M. et M^{me}), polisseurs de mouvements de montres, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Chevalier (M. Émile), ciseleur, faubourg du Temple, 17, à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 216).

Cohadon (M^{me}), atelier de brunissage, rue Charlot, 33; — *mention honorable* (I, 308); — *médaille de bronze* (VII, 394).

Defourneaux et C^{ie} (MM. A.), ancienne raison Leclaire, peinture, à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 395).

Delaporte (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).

Delhaie (M^{me}), fabricante de fleurs, aux Prés-Saint-Gervais; — *médaille de bronze* (XI, 435).

Delvincourt (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Dostal (M.), ciseleur, 41, rue des Tournelles, à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 216).

Dubosq (M^{me}), fabrique de fleurs artificielles, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).

Galmiche (M.), mécanicien, 9, rue de la Perle; — *mention honorable* (XI, 436).

Gillon (M^{me}); — *mention honorable* (IV, 29).

Gonelle (M.), dessinateur, à Paris; — *médaille* (I, 308).

Haffner, à Paris; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Hayem (M. Armand), de la maison S. Hayem aîné, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Henry et C^{ie} (MM.), fabricants de cartonage de luxe, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 395).

Heymann (M. Léon), de la maison Metz et C^{ie}, bijoutiers en imitation, à Paris; — *médaille de bronze* (VIII, 271).

Keyder (M^{me}), institutrice de charité, à Paris; — *mention honorable* (IV, 30).

Lemoine-Montigny (M.), directeur du Gymnase, enfants adoptés par la Société des artistes dramatiques; — *médaille d'argent* (IV, 29).

Lequin (M.), surveillant général à l'École Turgot; — *mention honorable* (IV, 30).

Marchand (M.), verrier, à Saint-Ouen; — *mention honorable* (I, 308).

Midocq et Guillard (MM.), fabricants de troussees de voyage, à Paris; — *mention honorable* (I, 308).

Monot (M.), cristallerie, à Pantin; — *médaille* (I, 308).

Montandon (M.), fabricant, à Paris; — *médaille* (I, 308).

Mourceau (M^{me}); — *mention honorable* (IV, 29).

Navette (M^{me}), lingère, 226, rue Saint-Denis, à Paris; *médaille d'argent* (XV, 217).

Paris (M.), verrier, à Paris; — *mention honorable* (I, 308); — *mention spéciale de reconnaissance* (XV, 215).

Piat (M.), fondeur, à Paris; — *médaille d'argent* (VII, 396).

Pleyel, Wolf et C^{ie} (MM.), manufacture de pianos, à Paris; — *médaille d'argent* (I, 338).

Pointeaux (M.), horloger, à Paris ;
— *mention honorable* (XIII, 272).
Rollin (M^{me}), brunisseuse, à Paris ; —
médaille de bronze (XIII, 272).
Rocatti (M. Giovanni), tailleur, à Paris ;
— *médaille de bronze* (XIII, 272).
Talbert (M.), fondateur de l'Œuvre
des apprentis du collège Rollin ; —
médaille d'argent (IV, 23).

Thoury (M^{lle}), blanchisseuse, à Paris ;
— *mention honorable* (XIII, 272).
Vériac (M.), horloger, 54, rue du
Temple, à Paris ; — *médaille de
bronze* (XV, 217).

Vilpelle et Gamba (MM.), graveurs sur
métaux, à Paris ; — *mention hono-
rable* (I, 308).

Wickam (M. Georges), président de
la Chambre syndicale des instru-
ments et appareils de l'art médi-
cal ; — *médaille de bronze* (XI,
436).

Bardin (M.), filateur de Rouen ; —
médaille d'argent (IV, 29).

Seine-et-Oise.

Berrurier (M.), fabricant de bretelles,
à Saint-Cyr-l'École ; *mention hono-
rable* (XV, 217).

Corbin (M. Paul), fabricant de sucre,
à Magny ; — *médaille d'argent*
(XIII, 272).

Gerf (MM.), imprimeurs, à Versailles ;
— *médaille d'argent* (XIII, 272).

Baillet (M. et M^{me}), fabricants d'épin-
gles, à Viroflay ; — *médaille de
bronze* (XIII, 272).

Cécile (M.), fabricant de registres, à
Meulan ; — *médaille de bronze*
(XIII, 272).

Goulon (M. et M^{me}), fabricants de tri-
cots, 9, rue Saint-Charles à Ver-
sailles ; — *mention honorable* (XV,
217).

India Rubber Company (The), fabri-
que de caoutchouc ; — *médaille de
bronze* (IX, 260).

Malot (M.), directeur de l'imprimerie
Belin à Saint-Cloud ; — *mention
honorable* (XV, 217).

Moutier (M.), entrepreneur de ser-
rurerie à Saint Germain-en-Laye ;
— *médaille de bronze* (— V. 217).

Seine-Inférieure.

Fromage (M.), fabricant de tissus en
caoutchouc, à Rouen ; — *médaille
d'argent* (IV, 29).

Oviève (M.), directeur de la manu-
facture de MM. Fromage, à Rouen ;
— *rappel de médaille d'argent* (XI,
462).

Tarn.

Vidal (M.), filateur de laine à Maza-
met ; — *médaille d'argent* (XV, 217).

Vaucluse.

Gros frères (MM.), imprimeurs, à
Avignon ; — *médaille de bronze*
(VII, 260).

Vendée.

Filles de la Sagesse à Saint-Laurent-
sur-Sèvre (M^{mes} les) ; — *mention
honorable et médaille de bronze* (II,
41).

Vosges.

Lung frères (MM.), filateurs et tis-
seurs à Moussey, près Senones ; —
médaille d'argent (IV, 29).

ÉTRANGER

Alsace.

Blech (M.), manufacturier, à Sainte-
Marie-aux-Mines ; — *médaille d'ar-
gent* (IV, 29).

Bruststein (M.), fabricant de papier, à
Meynard ; — *médaille* (I, 308).

Angleterre.

Akroyd (M.), filateur de laine, mem-
bre de la Chambre des Communes ;
— *médaille d'argent* (IV, 31).

Backer (M.), inspecteur ; — *médaille*
(II, 27).

Tinmins Chance (M. James), verrier,
à Smetwick, près Birmingham ; —
médaille d'argent (IV, 31).

Belgique.

Houget (M.), Société libre pour la
protection des enfants ; — *médaille
d'argent* (IV, 32).

Hollande.

Suringar (M.) ; — *médaille d'argent*
(IV, 32).

Martin Coster, à Amsterdam, taille
de diamants ; — *mention honorable*
(IV, 32).

3^e catégorie : — *comprenant les Industriels et Patrons chez lesquels le Contrat d'apprentissage est exécuté loyalement et efficacement pour les jeunes apprentis et qui veillent avec sollicitude au bien-être de leurs jeunes ouvriers.*

Ardèche.

Palluat et C^{ie}, filateurs et mouliniers de soie, à Largentière; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Aude.

Mir (M. Ach.), directeur général de la manufacture de Trivalle, à Carcassonne; — *médaille d'argent* (XI, 436).

Eure.

Lucas (M.), directeur des établissements de M. le marquis de Croix, à Saint-Ernest-Serquigny; — *médaille de bronze* (II, 340).

Gard.

Tardieu Jarrige et Sacconney (MM.), fabricants de tapis, à Marguerittes; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Haute-Garonne.

Goudard (M.), constructeur à Toulouse; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Haut-Rhin.

Boigeol (M.), filateur, à Giromagny; — *médaille* (I, 309).

Hérault.

Carrière (M. Émile), filateur de soie, à Gauges; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Vitalis (MM.) frères, filateurs de laine, à Lodève; — *médaille d'argent* (IX, 261).

Ille-et-Vilaine.

Oberthur (M.), imprimeur, à Rennes; — *mention honorable* (I, 309).

Indre.

Langlois (M^{me} Victorine, en religion sœur Saint-Léon), directrice de l'Ouvroir des sœurs de la Providence, au Blanc; — *médaille de bronze* (XI, 436).

Indre-et-Loire.

Mame (MM.), imprimeurs, à Tours; — *médaille* (I, 309).

Loir-et-Cher.

Estriboud (M.), fabricant de chaussures, à Blois; — *mention honorable* (XIII, 273).

Marne.

Cabanis (M.), directeur de l'établissement du conditionnement des laines à Reims — *médaille de bronze* (XV, 218).

Nièvre.

Bréloux (M.), mécanicien, à Nevers; — *médaille de bronze* (IX, 261).

Nord.

Baillancourt (M. de), à Douai; — *médaille* (I, 309).

Seine.

Alexandre (M.), fabricant d'orgues, à Ivry; — *mention honorable* (I, 309).

Balazuc (M.), cordonnier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Blanche (M.), maire de Puteaux et imprimeur sur étoffes; — *médaille d'argent* (XI, 436).

Boudin Vidalat (M^{me}), couturière, 6, rue de la Béotie à Paris; — *médaille de bronze* (XV, 218).

Boucher (M.), brossier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Bourgade (M^{me} V^e), brodeuse, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Calard (M.), fabricant de toiles perforées, à Paris; — *médaille* (I, 309).

Collinot (M.), à Boulogne-sur-Seine, fabrique de poteries artistiques; — *médaille de bronze* (II, 339).

Collomb (M. E.), bijoutier, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 336).

Dehenne (M^{me}), fabricante de fleurs fines, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).
Delaplace (M^{me}), fabricante de fleurs fines, à Paris; — *médaille de bronze* (VII, 396).
Deroy (M.), brocheur, à Paris: — *mention honorable* (IX, 261).
Engel (M.), relieur, à Paris; — *médaille de bronze* (IX, 261).
Fourdinois (M.), fabricant de meubles, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).
Godefroy (M.), imprimeur sur étoffes à Puteaux; — *médaille d'argent* (XI, 437).
Husny-Bey (M. le major); — *mention honorable* (IV, 32).
Kirmain (M.), tourneur, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).
Ladois (M.), fabricant d'instruments de géodésie, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).
Lasnier (M.), menuisier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).
Lhermite (M.), fabricant de coffres-forts, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).
Michel (M.), fabricant d'instruments de précision, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).

Moreau-Degois (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris; — *médaille de bronze* (VIII, 396).
Pankoucke (M.), typographe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).
Poupinel (M.), cartonnier, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).
Ramard (M.), imprimeur-lithographe, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).
Robert-Houdin fils (M.), horloger, à Paris; — *mention honorable* (I, 309).
Taborin (M.), fabricant de limes, à Paris; — *médaille* (I, 309).
Vanoni (M.), président de la Chambre syndicale de la fumisterie, à Paris; — *médaille d'argent* (IX, 262).
Vigneau (M.), relieur, à Paris; — *mention honorable* (IX, 262).

Seine-et-Marne.

Jacquín (M.), fabricant de bonbons, à Danismarie-les-Lys; — *médaille de bronze* (XIII, 273).

Somme.

Aubert (M.), de la maison Aubert, Bulot, Lhotelier, à Amiens; — *mention honorable* (XIII, 273).
Boquet et C^{ie} (MM.), à Ailly-sur-Somme; — *médaille* (I, 309).

4^e Catégorie : — *comprenant les Personnes et Associations étrangères à l'industrie qui, par dévouement pour l'enfance et la jeunesse ouvrière, sont venues en aide aux industriels comme auxiliaires des œuvres entreprises en faveur des apprentis ou apprenties.*

Aisne.

Kretchemar (M. J.-B.), instituteur public, à Pont-à-Bucy; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Aube.

Gayon-Philéas (M.), ancien instituteur public à Troyes; — *médaille de bronze* (XV, 218).
Petit-Rossignol (M.), instituteur public

à Troyes, — *médaille de bronze*; (XV, 218).

Bas-Rhin.

Kunzer (M^{me} V^e), à Bischwiller; — *médaille d'argent* (IV, 28).

Bouches-du-Rhône.

Cœurs de la Sainte-Famille (M^{me}s les), attachés aux établissements de la Compagnie impériale des

messageries ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Charente.

Clouzet (M. Armand), secrétaire de M. Laroche-Joubert, directeur de la Papeterie coopérative d'Angoulême ; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Creuse.

Drive (M. l'abbé Jean), vicaire d'Aubusson et aumônier du collège de cette ville ; — *médaille d'argent* (XI, 437).

Eure.

Buffet (M. Désiré-Lambert), instituteur public, à Louviers ; — *médaille de bronze* (XI, 437).

Haute-Loire.

Dames de l'Instruction (les), au Puy ; — *mention spéciale de reconnaissance* (II, 341).

Maurin (M^{me} Marie), en religion sœur Elisabeth, supérieure de la maison de la Seauve ; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Colcombet, à la Seauve ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Ille-et-Vilaine.

Cabdasis (frère), sous-directeur des écoles municipales de Rennes ; — *médaille de bronze* (XI, 438).

Célestin (frère), directeur des écoles municipales de Rennes ; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Cornélis (frère), inspecteur des écoles municipales de Rennes ; — *médaille de bronze* (XI, 438).

Indre-et-Loire.

Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus (M^{mes} les) dans la manufacture de M. Albert Durand, à Tours ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Tétrel Flavie (M^{me}) en religion sœur Saint-Antoine, institutrice à la papeterie de la Haye Descartes ; — *mention honorable* (XV, 219).

Isère.

Héraud (M.), inspecteur des enfants assistés ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Loire.

Brochet (M^{me} Marie), en religion sœur Louis-Ernest), directrice de l'Internat et des écoles de MM. Colcombet, à Bourg-Argental ; — *médaille d'argent* (XI, 438).

Élisa (sœur), née Marie Morin, directrice des apprenties de MM. Colcombet ; — *médaille de bronze* (IX, 262).

Loiret.

Maertens (M. Henri), soldat à la 5^e section d'administration, à Orléans ; — *médaille de bronze* (XIII, 274).

Loir-et-Cher.

Brocheton (M.), inspecteur des enfants assistés du département de Loir-et-Cher ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Maine-et-Loire.

Mérou (M^{me} René, en religion sœur Sainte-Rose), institutrice de l'école de MM. Joubert, Bonnaire et C^{ie} d'Angers ; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Pion (M^{me} Marie, en religion sœur Sainte-Léonie), institutrice à l'école de fabrique annexée à la filature de chanvre de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers ; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Renaudier (M^{me} Louise, en religion sœur Saint-François-Xavier), institutrice à l'école de MM. Max-Richard, L. Caillault et Segris, à Angers ; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Supérieure (M^{me} la) et les religieuses de la Charité de la Présentation, directrice de l'Orphelinat municipal pour les garçons de la ville d'Angers ; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Vaux (M^{lle} Ch. de, en religion sœur Saint-Léopold), directrice de l'école

de MM. Oriolle fils et Rochard, à Angers; — *médaille de bronze* (IX, 262).

Marne.

Buirette (M^{lle} Julia), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

Frères de la Doctrine chrétienne employés dans la manufacture de MM. Harmel, à Bazancourt; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Maget (M^{me} Marie Cédulie), institutrice à l'école de la rue du Ruisseau, à Reims; — *mention honorable* (XV, 219).

Mangenot (M. Joseph), instituteur à l'école du boulevard Carteret, à Reims — *mention honorable* (XV, 219).

Oury (M^{lle} Léonie), à Suippes; — *mention honorable* (IX, 263).

Mayenne.

Beaumer (M^{me} Marie, née Colombey), institutrice à l'école de M. Denis, manufacturier, à Fontaine-Daniel; — *médaille de bronze* (XI, 439).

Meurthe-et-Moselle.

Comité des apprentis du bureau de bienfaisance de la ville de Nancy; — *médaille d'argent* (VII, 397).

Didelot (M. l'abbé), chanoine honoraire, à Nancy; — *médaille d'argent* (XIII, 274).

Millot (M.), fondateur de la Société des Familles de Nancy; — *médaille d'argent* (XI, 440).

Sœurs Saint-Charles de Nancy (M^{mes} les), à la manufacture de M. Cartier-Bresson, à Nancy; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Meuse.

Duchemin (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Nord.

Cattoir (M^{lle} E.), institutrice aux écoles de MM. Ravinet-Grisez et Rid frères, à Dunkerque; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Charlon (M. Émile), instituteur, à Douai; — *mention honorable* (IX, 263).

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Tarranzano (M.), directeur de la filature de Baillencourt, à Douai; — *mention honorable* (IX, 263).

Villay (M.), instituteur à Haumont, — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Oise.

Bochant (M. Ch.-Hipp.), employé à la filature de laine de MM. Demachy et Dellièvre, à Crambisy; — *médaille de bronze* (XI, 440).

Poulain (M.), instituteur à Voisinlieu près Beauvais; — *médaille de bronze* (XV, 219).

Orne.

Feret (M. Alexandre, en religion frère Émile), instituteur, à Flers, par Domfront; — *médaille de bronze* (IX, 263).

Pas-de-Calais.

Norieux (M.), instituteur, à Lapugnois; — *médaille de bronze* (XIII, 274).

Rhône.

De Liguori (sœur Alphonse), née Gilbert, de l'ordre de Saint-Joseph, supérieure de la manufacture de M. J.-B. Martin, à Tarare; — *médaille d'argent* (VII, 399).

Sœurs de Saint-Joseph attachées à l'établissement de M. Teste, à Lyon; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Seine.

Arnould (M. Honoré), homme de lettres, à Paris; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Bachotet (M. Étienne), directeur du groupe scolaire de Puteaux; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XI, 440).

Berger (M. Gustave), attaché à l'imprimerie A. Chaix ; — *médaille de bronze* (III, 431).

Canonge (M.), directeur de la *Tutelle*, Pension d'apprentis à Paris, rue d'Albouy, 27 ; — *mention honorable* (IV, 30) ; — *médaille d'argent* (VII, 397) ; — *médaille de vermeil et mention spéciale de reconnaissance* (XIII, 274).

Canonge (M^{me} Constance-Camille) , 27, rue Albouy ; — *médaille d'argent* (XI, 440).

Charpentier (M.), surveillant à l'École de dessin et de modelage de la Chambre de la Bijouterie ; — *médaille de bronze* (VII, 397).

Demonsant (M. J.), instituteur, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 397).

Duplouty (M. A.-J.), agent du Patronage des jeunes détenus, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 398).

Fichot (M.), bandagiste, à Paris ; — *mention honorable* (IV, 30).

Gerdalle (Sœur Onésime), de la Congrégation de Saint-Charles, directrice de l'Ouvroir des apprenties de l'Association des jeunes économes de Marie ; — *médaille de bronze* (VII, 398).

Gresser (M. Edmond), directeur du patronage Saint-Charles, à Paris ; — *médaille d'argent* (VII, 398).

Hennequin (M. Lucien), professeur de dessin à l'École de fabrique de MM. Mourceau et Leduc, à Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 274).

Huré, professeur à l'École d'apprentis de M. Piat, fondeur, à Paris ; — *médaille de bronze* (XIII, 275).

Laude (M. P.-L.), facteur à la direction générale des Postes, à Paris ; — *mention honorable* (VII, 398).

Legentil (M. Alexandre), membre du Comité consultatif des Arts et Manufactures, à Paris ; — *mention spéciale de reconnaissance* (VII, 398).

Lespinasse (M.), à Aubervilliers ; — *mention honorable* (IV, 30).

Louvel (M.) instituteur public, 14, rue

Michel-Lecomte ; — *médaille d'argent* (XV, 220).

Marais (M. Léon), instituteur à l'imprimerie Chaix, à Paris ; — *médaille de bronze* (VII, 399).

Moynier (M.), employé à la mairie du 1^{er} arrondissement ; — *médaille d'argent* (IV, 23).

Porphyre (Le frère), chargé de l'école annexée aux ateliers de MM. Oberthur et fils, imprimeurs, à Rennes ; — *médaille de bronze* (VII, 399).

Ramé (M. A.), secrétaire de la Chambre syndicale du Papier peint, à Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 275). — *Rappel* (XV, 215).

Sarecy (M. Francisque), homme de lettres, à Paris ; — *médaille d'argent* (VII, 399).

Sœurs de Saint-Vincent de Paul, manufactures de MM. Harmel, Chardon, Monot, Savard, fabricants de papiers peints, etc. ; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 310).

Thorel (M.), délégué cantonal, à Paris ; — *médaille d'argent* (VI, 27).

Trombert (M. Albert), professeur à l'école professionnelle de M. Chaix, à Paris ; — *médaille d'argent* (XIII, 275).

Weil (M.), directeur de la Pension israélite d'apprentis ; — *mention honorable* (IV, 30).

Seine-et-Oise.

Le Roy de Saint-Arnaud (M. le sénateur), vice-président de l'Orphelinat du prince impérial, à Versailles ; — *mention spéciale de reconnaissance* (IV, 310).

Seine-Inférieure.

Calbry (M.), instituteur libre, à Lillebonne ; — *mention honorable* (XIII, 275).

Chopard (M.), instituteur libre, à Monville ; — *mention honorable* (XIII, 275).

Dillois (M^{me} Léopoldine, en religion sœur Sylvie), directrice des écoles, salle d'asile, crèche, annexées à l'usine de M. Badin, à Barentin ;

- *médaille de bronze* (XI, 441);
- *rappel* (XIII, 275).

Grimin (M. Georges), instituteur-adjoint, attaché à l'école de fabrique de la maison Girard et C^{ie}, à Rouen; — *mention honorable* (XIII, 275).

Lambert (M. G.), chef d'institution, au Havre; — *médaille de bronze* (XI, 441).

Leroux (M^{me} Adolphine), institutrice adjointe à Maromme; — *mention honorable* (XI, 441).

Meunier (M^{me} Marie-Virginie-Aline, en religion sœur Stéphanie), institutrice des œuvres diverses de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *médaille d'argent* (XI, 441).

Née (M.), instituteur aux Écoles de la Société cotonnière de Saint-Étienne-de-Rouvray; — *mention honorable* (XIII, 276).

Pégard (M.), instituteur, à Darnetal; — *mention honorable* (XIII, 276).

Rainsart (M. E.-Th.), instituteur public, à Deville-lès-Rouen; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *rappel* (XIII, 276).

Rousselet (M. A.), instituteur, à Maromme; — *médaille de bronze* (IX, 263).

Serrurier (M.), directeur de l'École Sainte-Marie, au Havre; — *mention honorable* (XIII, 276).

Sèvres (Deux-).

Mady (M. Henry), ouvrier jardinier; — *médaille de bronze* (IX, 264).

Somme.

Lenoir (M. François-Hilaire), instituteur public, à Abbeville; — *médaille de bronze* (XI, 441); — *rappel* (XIII, 276); — *médaille d'argent* (XV, 220).

Dault (M.), instituteur-adjoint à Abbeville; — *mention honorable* (XV, 220).

Les Religieuses augustines, institutrices à Abbeville; — *médaille de bronze* (XV, 220).

Tarn.

Estelle (M.), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Falc (M.), inspecteur des enfants assistés; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Vienne.

Dubreuil (M.), ancien instituteur public à Liguzé; — *médaille de bronze* (XV, 220).

ÉTRANGER

Alsace.

Maréchal (M^{lle}), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

Worms (M^{lle}), institutrice, à Rothau; — *mention spéciale de reconnaissance* (I, 311).

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS

LE BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS

ET ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES.

(De 1867 à 1881.)

A

ABUS du travail des enfants commis dans les départements jusqu'en 1861. (Extrait des mémoires des Instituteurs sur les), I, 25. — (Pétition au Sénat, mai 1864, par M. l'abbé Aubaine sur les) I, 26. — (Rapport de M. Dumas, sénateur, sur les), *ibid.* — Contre les mineurs au-dessous de 16 ans (proposition de loi sur les), VI, 342. — (Voy. *Travail des enfants.*)

ACCIDENTS des machines ou de fabrique (*Association*, fondée par M. Fr. Engel-Dollfus, à Mulhouse, pour prévenir les), I, 262, 307. — (Comité formé à Paris pour prévenir les), II, 284. — (Règlement de M. Chaix sur les), 285. — (Statuts de l'*Association pour prévenir les*), II, 238. — (Loi relative à la création de Caisses d'assurance en cas d'), II, 455. — (Note sur la question des), III, 209. — (Enfants victimes d'), III, 214; X, 424; XI, 332, 334; voy. *Apprentis mutilés et Jurisprudence protectrice des apprentis.* — (Statuts de la Commission des), III, 284. — Différence entre l'*Association pour prévenir les accidents* et la *Commission des accidents*, III, 284, note. — (Rapport par M. Engel-Dollfus sur l'*Association pour prévenir les*), III, 294; — auxquels sont exposés les apprentis, par M. le Dr Marjolin, III, 358. — (Observations sur

les), par M. Tresca, 376. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), VI, 521; VII, 26. — (*Comité des*), VI, 517. — (Communication de M. le Dr Marjolin sur le *Comité des*, 16. — (Lois et ordonnances en Allemagne et en Alsace-Lorraine, relatives aux), 70. — (Extraits de jugements relatifs aux), 77. — (Lettre sur la statistique des), 193. — (Règlement du *Comités des*), 108, 182. — Prix et médailles offerts, 205. — (Procès-verbaux de séances du *Comités des*), 422. — Causés par les scies circulaires, 426. — (*Œuvre des*), 484-491. — Causés par les arbres et les courroies de transmission, 493; VIII, 6. — Précautions à prendre dans les filatures de coton et de laine, VIII, 423. — (Agencements préventifs de la maison Chaix et C^{ie} contre les), 494. — (*Comité des*), 13. — Rapport de M. Leroux, 16. — Rapport de M. Robin pour 1874, 25, 67. — (Prix offerts par le *Comité des*), 73. — (Lettre de M. Engel-Dollfus sur les), 333. — (Rapport détaillé, par M. Leroux, sur les précautions pour éviter les), 423. — (Enquête du ministre sur les), 509. — (Rapport sur les travaux en 1875 du *Comité des*), IX, 24. — (Concours pour prix d'un système préservatif des), 37. — Dans les scieries mécaniques, 46. — (Procès-verbal du *Comité des*), 155. — (Monte-courroie contre les), 160, 576. — (Rapport

- sur les travaux, en 1873, du *Comité des*, X, 34. — (Prix offerts par le *Comité des*), 45. — (Séance du *Comité des*), 101. — (Rapport sur les enfants blessés à la suite d'), 218. — Rapport sur les explosions de meules 221. — (*Comité des*), XI, 16, 474, 576. — Demande de récompenses en faveur des inventeurs, à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce, 480. — Réponse de M. le Ministre, 481. — Compte rendu de la justice criminelle, pour l'année 1877, 404. — Prévention des accidents de fabrique, XIII, 50. — Responsabilité des, en Angleterre (bill), XIII, 460. — Les projets de loi Oviève et Nadaud (Réglementation préventive des) et organisation des responsabilités qu'ils entraînent, XIV, 32. — (L'Association de Rouen pour prévenir les), 54. — (Projet de loi et rapport de M. Nadaud sur la responsabilité des), 61. — (Enquête sur les) ordonnée par le ministre de l'agriculture et du commerce, 63. — (Tableau statistique des) en Angleterre, 98. — (Projet de lois allemandes sur la déclaration et la réglementation des), 99 et 100. — (Discours de M. Vavasseur sur la responsabilité des), 121. — (Correspondance du *Comité des*), 141. — (Assurance en Allemagne contre les), 203. — Appareil protecteur dans les métiers à coton par M. Plassiard, 234. — (La loi allemande sur les assurances contre les), 294. — (Réponse au discours de M. Vavasseur sur la responsabilité des), 311. — Notice sur l'Association de Mulhouse pour prévenir (les), 328. — Responsabilité, après mutilation d'enfant, XV, 109. — Rapport à l'Association de Rouen pour prévenir (les), 120. — Tableau statistique (des) en Angleterre, exercice 1880. — *idem* en Prusse, 1875 à 1880, 178, (Voy. *Jurisprudence*.)
- ACROBATES (Les petits), IX, 634; XII, 334.
- ADULTES (Cours d'), VIII, 536. — Enseignement primaire complémentaire, IX, 483.
- AGE des enfants (L'), à propos de la loi sur le travail, II, 189. — (Opinion de M. Dollfus et de M. l'abbé Lantiez sur l'), II, 231. — (Propagande pour relever le *minimum* d'), II, 286. — D'admission et d'instruction des enfants, par M. Descotts, V, 348.
- AGRICULTURE en Angleterre (Enquête sur l'emploi des enfants dans l'), (Orphelinats fondés pour l'), III, 333. — (Voy. *Orphelinats, Campagnes*.)
- AIGNAN (Loiret). Ouvroir externe du cloître, II, 335.
- Akroyd (M. Edward), (Médaille à l'Etablissement de), IV, 31.
- Aldrophe (M.), secrétaire du *Comité de l'Enseignement artistique*, V, 38.
- ALENÇON (Œuvre pour le placement en apprentissage des jeunes garçons de la ville d'), I, 291.
- Alicot (M.). Rapport sur l'*Œuvre des Bibliothèques*, III, 389.
- Allard (M. Paul). Rapport de la *Société d'émulation de commerce de la Seine-Inférieure* sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures, III, 444.
- ALLEMAGNE (Orphelinats établis en), II, 396. — (Filatures de lin en), 408. — (Apprentis imprimeurs en), IV, 62. — (Note sur le travail des enfants en), V, 325. — (Asiles en), VII, 47. — (Lois relatives aux accidents de fabrique en), 70. — (Loi sur le travail des enfants en), 177. — (Rapport de M. Neumark sur les institutions ouvrières en), VIII, 137. — Les fabriques de Berlin, inspection des machines, etc., 380. — Congrès d'Eisnach, 484; IX, 95. — (Le service de l'inspection en), X, 165. — (Congrès des ouvriers d'), 307. — (Inspection du travail des enfants en), communication de M. le Dr Marjolin, XI, 261. — (Les Corporations en), VII, 82. — L'atelier annexé à l'école, 217. — Loi du 17 juillet 1878 modificative de la législation industrielle, XIII, 445. — Projet de loi sur la déclaration et la réglementation des accidents industriels, XIV, 99 et 100. — L'assurance contre les accidents, 204, 294.
- ALLIANCE UNIVERSELLE (Comité de l') VII, 462, 487. — (Congrès de l'), VIII, 50. — (Programme de l'), 403.
- ALSACE-LORRAINE (État des établissements industriels en), VI, 379, 450; XI, 95, 516. — Dépopulation industrielle, IX, 95. — Toast à la ville de

- Mulhouse, XII, 460. — (Association d'), XIII, 477.
- ALSACIENS-LORRAINS** (*Soc. fraternelle d'*), fondée par M. Arronsohn, V, 30. — (Les apprentis), 31. — Souscription en faveur des Alsaciens-Lorrains demeurés Français, 402. — (Société de patronage des orphelins), XI, 288. — (Visite du maréchal de Mac-Mahon et du général Chanzy à l'exposition de la), XI, 387.
- AMEUBLEMENT** (Chambre syndicale de l'). (Voy. *Chambres syndicales.*)
- AMIENS** (Patronage des jeunes ouvriers d'), I, 284. — (Opinion de la Société industrielle d') sur le travail des enfants, II, 248.
- Amigues** (M. Jules). Article sur la *Société de protection* à propos de la séance de la *Société. patern. des fleurs et plumes*, V, 245.
- AMIS DE L'ENFANCE.**—(Voy. *Société des Amis de l'enfance.*)
- ANGERS** (Patronage de N.-D.-des-Champs, dirigé par les dames du Bon-Pasteur à), I, 288 ; II, 341.
- ANGLETERRE** (Loi sur le travail des enfants en), I, 370. — Education et travail des enfants en), impulsion donnée par M. Chadwick, II, 23. — (Institutions ouvrières en), 409. — (De l'inspection des manufactures en), 430. — (De l'inspection du travail des enfants en), III, 10 à 49. — (Rapport semestriel des Inspecteurs des manufactures en), par M. Striber, 232 ; de M. Baker, 237. — (Etat des diverses industries par rapport à l'apprentissage en), 240. — (Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en), 333. — (Instruction des enfants en), V, 323. — (Situation des ouvriers en), VI, 455. — (Travail des enfants en), VII, 343, 457, 542. — Industrial schools, 352. — (Extrait d'un livre sur la législation manufacturière en), VIII, 140. — (Inspection des machines dangereuses en), 393, 483 ; IX, 96, 344, 630. — (Le Contrat d'apprentissage en), X, 379. (Ecole nationale de cuisine en), 503. — (Législation sur le travail dans les manufactures en), XII, 83. — (Gain des classes laborieuses en), 92. — Acte législatif concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, traduit par M. J. Périn, 218. — (Troubles en), par suite de congé, édicté par la loi sur les fabriques, 301. — L'asile pour les enfants en convalescence à Norbiton, V. *Apprentissage*, 461. — Loi sur la responsabilité des accidents, XIII, 413. — Statistique des accidents de fabrique, XIV, 93. — La loi française du 7 décembre 1874 comparée à l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, 199. — L'enfance abandonnée ou coupable (en) XV, 80. — Tableau statistique des accidents (en), année 1880, 177. — Organisation et rémunération de l'inspection (en), 310, 255.
- ANNONAY.** Communauté des dames de la Providence, VII, 386. — Patronage d'apprentis, fondé par la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, VII, 336. — Cercle catholique des apprentis et jeunes ouvriers, M. l'abbé Du Sert, directeur, VII, 386.
- Anthoine** (M.), inspecteur d'académie à Lille, *Mémoire sur l'instruction primaire dans le département du Nord*, XII, 313.
- ANZIN** (Conditions des enfants dans les mines d'), VII, 509.
- APPRENTIS** (Legs en faveur d'), I, 268 — de l'imprimerie Chaix, II, 84 ; — de M. Lemaire, 86. — (Notice sur des anciens), V, 416. — (Rapport sur la condition des), par M. Legentil, VII, 65. — Etat des apprentis à Paris, 149, 435. — (Conditions des), à Paris et dans la Seine, par M. Lefort, IX, 581. — Papeterie (Concours d'), X, 76. — (Comité de placement des) (Voy. *Comités*) ; voy. aussi *Enfants, Pensions, Maison d'apprentis, Lits, Bibliothèques*, et en général, les noms des villes ou des établissements. (Rapport sur la réglementation de la condition des), XII, 425. — (Proposition sur l'établissement d'un tableau d'honneur des) XIII, 363. — Responsabilité des patrons relativement à la surveillance des apprentis par M. J. Périn, XIV, 13). (V. *Patronage.*)
- APPRENTIS ÉTRANGERS** (Patronage des), III, 398.
- APPRENTIS MUTILÉS** (Patronage des) III, 401. — (Liste des enfants secou-

- rus comme), 404. — Suicide d'un apprenti, V, 30; XI, 332, 334.
- APPRENTIS VICTIMES** d'accidents; des mauvais traitements; de prétendues plaisanteries d'atelier, IV, 37. — D'accidents, 128; VI, 433; VII, 192; VIII, 173; IX, 428, 576; X, 30, 33.
- APPRENTISSAGE** (Texte de la loi du 4 mars 1851 sur les contrats d'), I, 16. — Discorde de cette loi avec celle de 184, 22. — (Rapport sur les Ateliers d'), par M. Délerot, 147. — (Bourses d'), à Paris, 215. — (Œuvre de la mairie du IV^e arrondissement pour l'), *ibid.* — Dans les C^{ies} de chemin de fer, 324. — Dans les usines du Creusot, 330. — (Etude historique sur l'), par M. Julien Hayem, II, 30. — Chez les Grecs, 33. — Chez les Romains, 36. — Sous le régime féodal du xiv^e au xv^e siècle, 40. — Du xvi^e à la fin du xviii^e siècle, 46. — Dans les Fleurs et Plumes, par M. Hiéland, 67. — (Loi du 22 février 1851, sur le Contrat d'), 165. — (Des moyens à mettre en œuvre dans l'industrie parisienne pour relever le niveau de l'), V, 111, 216, 280, 356; VIII, 511. — (Exécution du contrat d'), V, 126. — (Extrait du *Traité du Contrat d'*), par MM. J. Hayem et J. Périn, 140. — (Projet d'une Ecole d') par M. Robert, VI, 372. — (Contrat d'), IX, 221. — (*Formule* du Contrat d'), 223. — Au point de vue de la loi et des mœurs, par M. E. Nusse, X, 51. — (Du contrat d') dans le droit anglais, par M. E. Nusse, 379. — (De l') dans les métiers du bâtiment, par E. Flamant, XII, 445. — (Rapport sur ses résultats et sur le projet de loi des écoles d') par M. E. Nusse, XIII, 403. — Note historique (sur l'), par M. J. Périn XIV, 323. — Société (d') des jeunes orphelins, 286. — V. Association, Patronage, Placement, Société.
- ARBRES** de Noël, fêtes des enfants à Mulhouse. Note de M. Dollfus, II, 460. — (Etablissement à Paris des), 463. — Arbres de Noël, par M. R. Jeannel, III, 72. — Comité des institutrices de charité (Fête de l'), XI, 14; XIII, 10, 436; XIII, 410.
- ARCHEVÊQUE DE PARIS** (Mgr l'), son discours à l'impératrice Eugénie pour la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 276.
- Arlès-Dufour** (M.), censeur de la Société, en 1867, I, 35.
- ARMÉE DE TERRE** (Institution de l'État pour les enfants de l'), III, 114.
- Arnault** (M. l'abbé). Observations sur le travail, II, 237.
- ARRAS** (Maison d'apprentis fondée par le Père Halluin sous le nom de *Maison de l'Immaculée-Conception*, à), I, 78. — Etude sur cette maison, V, 374.
- Arronsohn** (M.), fondateur d'une Soc. d'Alsaciens-Lorrains, V, 30.
- ASILES** d'enfants à New-York, VII, 47. — A Norbiton (Angleterre) pour les enfants convalescents, XII, 461.
- ASSISTANCE JUDICIAIRE**, V, 35. — (Règlements et bureau du Comité de l'), VII, 68, 172, 204, 489; VIII, 71, 173, 331; IX, 23, 120, 145, 321, 428; X, 30, 118, 195, 212. (Voy. *Comité judiciaire*.)
- ASSISTANCES PATERNELLES**. — Aux enfants de l'imprimerie, IV, 52. — (Note sur les Sociétés d'), VII, 14. — (Discours de M. Ch. Robert aux Chambres syndicales sur les), 89; — aux enfants des Fleurs et Plumes, V, 466; VII, 320, 536; VIII, 344, 518; IX, 428; — du Papier peint, VIII, 293; IX, 184; X, 270; — de l'Ebénisterie, 494; XI, 530; — des Fleurs et Plumes, distribution des prix, 403, 609; XI, 376. — Patronage des apprentis tapissiers XII, 13; — des fleurs et plumes, XII, 70. — *idem*, distribution des prix, 204. — Voy. *Papier* (groupe syndical du).
- ASSISTANCE PUBLIQUE**, à Paris, IX, 516. Rapport du directeur de l') sur le service des enfants moralement abandonnés, XIV, 333.
- ASSOCIATION** pour le placement en apprentissage et le patronage d'orphelins des deux sexes, XV, 285.
- ASSOCIATION pour prévenir les accidents de fabrique** (Statuts de l'), II, 238; VII, 393. — (Voy. *Accidents*.)
- ASSOCIATION** pour la réforme du travail des enfants, III, 306.
- ASSOCIATION POLYTECHNIQUE**, liste des cours, VII, 555.
- ASSURANCES** (Loi sur les Caisses d'), II, 455. — L'assurance en Allemagne contre les accidents, XIV, 203, 294.

- ATELIER (L')**, annexé à la classe, V, 218. — (L'école annexée à l'), extrait de M. d'Eichthal, 311. — (L'enfant et l'), conférence par M. Fliche, XIX, 182.
- ATELIERS D'APPRENTISSAGE** (Rapport sur les), par M. Délerot, I, 147.
- ATELIER en voyage** (un), récit, IV, 60.
- A TELIERS-ÉCOLES** (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 263. (Projet d') pour marins, 295; — pour les jeunes filles, XI, 294.
- ATELIERS-MODÈLES** (Notice sur les), II, 266. — (Lettres sur la création d'), V, 252. — (Présentation au Conseil municipal de Paris d'), 254. — (Subsides accordés par le Préfet de la Seine aux), VI, 12. — Ateliers-modèles d'apprentissage chez MM. Oberthur, à Rennes, VII, 338. — Précautions contre les jeux des apprentis de M. Chaix, VIII, 136.
- ATELIERS INSALUBRES**, IX, 578.
- AUCH** (Œuvre des apprentis fondée par M^{lle} Debus), I, 294.
- AUTRICHE** (Travail des enfants en), III, 467. — (*Athenæum* en), VI, 451.
- AVANT-PROPOS** sur les lois et sur les efforts tentés pour protéger les enfants, avant la fondation de la *Société*, I, 3.
- B**
- BACCARAT** (La Cristallerie de), I, 299. — Sa pension d'apprentis, VII, 335, 390. — (*Voy. Cristalleries Verreries*.)
- Baines** (M.). Extrait de son discours sur une Méthode d'enseignement populaire, V, 240.
- Baker** (M.), inspecteur du travail des enfants en Angleterre, II, 27. — De l'inspection des manufactures d'après les lois anglaises, II, 430. — (Article de M. Striber sur l'inspection de), III, 11.
- BALE** (Législation sur le travail des manufactures de la ville de), III, 471.
- Bamberger** (M.), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 213.
- Bapterosses** (M.). Son matériel d'installation pour les Salles d'écoles d'apprentis (avec une planche). V, 78; VII, 390.
- Baras** (M.), instituteur à Liancourt. Son rapport sur les institutions scolaires et de prévoyance de la maison Ph. Latour, XIV, 288.
- Barbier** (M.). Note sur les Œuvres de la Savoie, III, 275; — sur l'émigration des enfants de la Savoie vers les centres industriels, III, 320. — Lettre, IX, 126.
- Barreswil** (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département de la Seine; secrétaire de la Société (1867), I, 35. — Compte rendu financier à la séance du 23 février 1868, II, 12. — Sa mort; son éloge, par M. Dumas, président (6 août 1871), IV, 106. — Sur les enfants émigrés, pendant le siège de Paris, sous sa conduite, IV, 122.
- Barret** (M. J.). *Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire considérés au point de vue religieux*, XII, 117.
- BATIMENT** (De l'apprentissage dans les métiers du), par E. Flamant, XII, 445.
- Bauduz** (M. l'abbé), directeur de la Colonie agricole de Notre-Dame-de-Bethléem, près Nantes, IX, 250.
- Baumert** (M. l'abbé), s.-direct. des jeunes ouvriers de Metz, V, 395.
- Beaulieu** (M. A.). Rapport sur le travail des enfants dans les manufactures de coton de Rouen et environs, III, 54.
- Beauvais** (*Œuvre du Sacré-Cœur* à), III, 90. — (Autres Œuvres à), 92.
- BELGIQUE** (Statuts d'une Société pour la diminution du temps du travail en), III, 480. — (Note sur le travail des enfants en), 12. — *Association pour la réforme du travail en*, 306. — (Travail des enfants en), V, 317. — (Les enfants dans les mines à charbon en), 320. — (Projet de loi sur le travail des enfants en), 400. — (Rapport sur l'industrie de la houille en), VI, 521. (Caisses d'épargne en), VII, 539. — (Congrès d'hygiène en), VIII, 484. — Congrès de Bruxelles, X, 167. — (Travail des enfants dans les mines en), XI, 382. — (Ecole d'Art décoratif en), XII, 390. — (L'enseignement professionnel et industriel en), 465.
- Bérard** (M. E.-Paul), secrétaire pro-

- visoire, IV, 113; — trésorier adjoint, puis trésorier de la Société. — Exposés et comptes rendus financiers pour 1871, V, 12, 38. — Enquête sur l'emploi des enfants dans les travaux agricoles en Angleterre, III, 333. — Note sur une nouvelle méthode d'enseignement populaire, V, 240. — Rapport sur le règlement d'administration publique déterminant les circonscriptions attribuées aux inspecteurs divisionnaires, VIII, 78. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants au-dessous de 12 ans, VIII, 85. — Rapport sur le règlement relatif au travail de nuit, VIII, 192. — Rapport sur le règlement relatif aux travaux fatigants ou dangereux, VIII, 230. — Rapport sur des faits relatifs à la gestion financière de la Société, XI, 487.
- Berger** (M. Gustave). Projet d'une Maison d'apprentis de la typographie, V, 224 à 240. — Considérations sur l'apprentissage à propos de la maison fondée par M. Piver, sous le nom de *la Tutelle*, 294 et suiv. — Société pour l'assistance paternelle aux enfants employés dans l'industrie de l'emballage, VI, 442. — Institution en faveur de l'apprentissage à Meaux, VII, 451. — Note sur l'organisation des Caisses d'épargne scolaires, à Paris et en province: à Saint-Nicolas, à la Tutelle des apprentis, à l'imprimerie de M. Chaix, VIII, 366. — Sur l'école technique de l'Horlogerie, IX, 168. — Quelques observations à propos de l'arrêt du 10 août 1877 de M. le Préfet de la Seine relatif aux classes d'apprentis dans les écoles de Paris, XI, 172.
- Bernot** (M.), président fondateur de la Société de protection de l'Enfance ouvrière de Troyes, inaugure cette Société, son discours, XIV, 383. — Son article sur l'Orphelinat de Saint-Martin des Vignes, XV, 143.
- Berthier** (M. Ch.), vice-président de la Société en 1867, I, 35. — Réélu vice-président, en 1872, V, 8. — Président de l'*Œuvre des Lits d'apprentis*, II, 174. — Sur le travail de nuit, II, 204.
- Beslay** (M.), sur l'inspection du travail, II, 221.
- Beudant** (M.), conseiller municipal de Paris; extrait de son rapport au Conseil municipal sur les ateliers-modèles, V, 254. — Rapport sur les écoles d'apprentis, 281. — (*Voy. Atelier-modèles.*)
- BIBLIOTHÈQUES des Patronages** (envois de livres aux), II, 282. — Des apprentis israélites, III, 226. — Des pensions d'apprentis, III, 229. — Rapport sur l'*Œuvre des*, III, 389. — (*Œuvre des*) confiée à M. de l'Etang, V, 36; — populaires (communication de M. Hennequin sur les), V, 342; — spéciale de la Société de protection (création de la), V, 397. — Bibliothèques des apprentis (*Œuvre des*), VII, 476, 565; VIII, 318, 409. — Bibliothèques communales, 497, 506; d'apprentis, IX, 104; 358. — Livres: M. L. Rostaing, *Conférences ouvrières*, IX, 208. — M. L. Lefébure, *Questions vitales*, X, 639. — M. Tallon (Eug.), *La vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89; — Dubail (M.), *Géographie de l'Alsace-Lorraine*, 191; — M. Robiquet, *Les origines et l'application de la loi du 19 mars 1874*, 311; — M. Georges Lassez, *L'Enseignement professionnel, ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504; — M. Ducarre, *Rapport sur les conditions du travail en France* XI, 110. — Rapport de M. Lefébure sur les bibliothèques d'apprentis, 132. — M. Jules Lallos, inspecteur des prisons, *Des projets de réforme pénitentiaire*, 295; — M. G. Fagniez, *Etude sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII^e et au XIV^e siècles*, 392. — M. Victor Bohert, *La Participation aux Bénéfices*, 392; — M. le docteur Elie Goubert, *Des agents perturbateurs de la jeunesse*, 395; — MM. Joret-Desclousières et Ch. Beaufrand, *Biographie des grands inventeurs dans les arts, les sciences et l'industrie*, 706. — MM. J. Hayem et J. Périn, *Traité du contrat d'apprentissage*; MM. Jules Périn et E. Nusse, *Commentaire de la loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie* — mêmes auteurs, *De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques*, XI, 564; — M. Ch. Bonne, *Petites études d'économie sociale. (Les lois fondamentales de la société, La Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la Patrie et l'Etat)*, XII, 98; — M. J. Barret,

- Quelques réflexions sur la réglementation du travail des enfants et l'instruction obligatoire, considérée au point de vue religieux*, 117. — M. Hubert Valeroux, *Etude sur les diverses législations qui règlent le travail des enfants et des femmes employés dans l'industrie*, XIII, 107, M. G. Bruno, *Francinet*, XII, 406, — *L'ascience pénitentielle au congrès de Stockholm*, MM. Fernand Desportes et Léon Lefebure, XIV, 207.
- BIDACHE** (Basses-Pyrénées). Atelier de ganterie, dirigé par les Filles-de-la-Croix, II, 334.
- BIJOUTERIE ET ORFÈVRERIE** (Statuts de la Société des enfants de la), II, 156. — (Ecole de dessin et de modelage fondée par la Chambre syndicale de la), III, 412. — Récompenses à cette école, VI, 434. — Bal de souscription, VII, 184. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355; IX, 164, 322. — (Société d'encouragement de la), VIII, 491; X, 256. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de la), 362. — *idem*, XIII, 79.
- BIJOUTERIE-IMITATION** (Chambre syndicale de la), X, 366. — Compte rendu des travaux de l'année 1876, 366. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale de la), 369. — (Chambre syndicale de la), VIII, 355. — (Création d'une Ecole gratuite de dessin par la Chambre syndicale de la), IX, 164, 322; X, 366, 369. — (Distribution des prix de l'école de dessin de la), XIII, 93.
- BILLETES** (L'Orphelinat luthérien des), I, 295; IV, 30.
- Blanc** (M. Louis). *Le Droit de protection sociale*, VII, 420.
- Blanchon** (Filature, dans l'Ardèche, dir. par M. Louis), I, 305; II, 392.
- BLANZY** (C^{ie} des mines de), I, 300.
- Blot et Drouard** (Caisse de secours et de retraite du personnel de la Maison), VIII, 359.
- Bohert** (M.), auteur de *La Participation aux bénéfices*, XI, 392.
- Bois** (M. Victor), sa lecture sur la vie de *Stephenson*, par Samuel Smiles, III, 40.
- Bonjean** (Georges), fondateur de la Société de protection de l'enfance abandonnée ou coupable, XIII, 479. Vice-président de la société de protection des apprentis, XV, 4 et 17. — L'œuvre de (M.), rapport par M. Nusse, 133.
- Bonne** (M. Ch.), avoué, à Bar-le-Duc (Petites études d'économie sociale, offertes à la Société par) sur les *Lois fondamentales de la société, la Misère, les Machines, les Salaires, le Travail, Devoirs envers la patrie et l'Etat*, XII, 98.
- Bonnechose** (M^g de), discours au Sénat pour la création d'inspecteurs d'ateliers, I, 159.
- BON-PASTEUR** (Dames du) de Strasbourg, II, 332. — (Maisons fondées par les religieuses du), II, 371. — (Maison fondée à Lyon pour les dames du), III, 88.
- BORDEAUX**, Ouvroir Saint-Bruno, II, 335.
- Boudrand**, fondateur de l'Œuvre de Notre-Dame-de-Bon-Conseil, à Lyon, XI, 430.
- BOULOGNE-SUR-MER**. Patronage d'apprentis fondé et dirigé par M. Flour, I, 292.
- BOURG D'AULT** (Somme). Patronage dirigé par M. Romain fils, I, 294.
- Bourreuille** (M. de), ancien conseiller d'Etat et secrétaire général du Ministre de l'Agriculture, etc. Vice-Président d'honneur en 1867, I, 35. — Rapport de la Commission des récompenses à distribuer par la Société, 282.
- Bouteiller** (M. de), son allocution, comme délégué du conseil municipal à la séance extraordinaire du 30 juillet 1882. (6^e fête de l'Enfance ouvrière). XV, 207.
- Boyer** (M.), inspecteur principal départemental du travail des enfants, XII, 156.
- BREST** (Offre d'une prime de 50,000 fr. pour l'établissement d'une cotonnerie d'Alsace dans l'arrondissement de), V, 247.
- Breton** (M.), I, 308. — (Orphelinat de la papeterie de), 407.
- BRONZE ET MÉTAUX** (Détermination sur les enfants des Chambres des). III, 421.
- BRUXELLES** (Rapport sur le Congrès d'hygiène et de sauvetage tenus à) IX, 533.
- Buisson** Rapport sur l'instruction

primaire à l'Exposition de Vienne, IX, 483.

Buisson (M.), ingénieur, directeur de la manufacture de tabac de Nantes, IX, 260.

Burat (M.), rapport sur le travail des enfants dans les mines, II, 240.

C

CABARETIER (Danger pour l'apprenti), VI, 333.

CAEN. Orphelinat avec apprentissage, I, 290.

Caille (Patronage dirigé [par M.], I, 288.

CAISSES D'ASSURANCE, en cas d'accidents (Loi relative à la création de), II, 455.

CAISSES des Écoles, I, 213. — (Situation des), II, 453. — (Lettre du Ministre de l'instruction publique sur les), IV, 66. — (Note relative à l'organisation des), 67; — des II^e et XIX^e arrondiss^{ts} de Paris, 70. — (Projet d'organisation dans une commune rurale et statuts des), 73. — (Circulaire du Ministre de l'instruction publique sur les), 76. — (Création d'une), à Versailles, III, 422. — (Assemblée à Versailles de la Société des), IV, 90. — (Création de nouvelles), V, 327; VII, 345; IX, 199. — (Extrait du Rapport de M. Sigismond Lacroix sur les), et l'Enseignement professionnel, XI, 90, 287. — (Situation de 'la) au 1^{er} juin 1878, XII, 95. — (Statuts de la) du II^e arrondissement, 402. — (Circulaire de la Société à MM. les Présidents des), XIV, 134.

CAISSES D'ÉPARGNE en Belgique, VII, 539, 558. — Caisse de participation de l'imprimerie Godchaux, VIII, 128. — (Note sur l'organisation des) VIII, 146, 366; — scolaires à Saint-Nicolas, 371; — à l'établissement de la *Tutelle*, 373; — chez M. Chaix, 375, 534; — de Saint-Nicolas, IX, 94; X, 394.

CAISSES D'ÉPARGNE SCOLAIRES (Communication de M. de Malarce sur les), VII, 417, 498; X, 394.

CAISSE de patronage. V. *Patronage*.

CAISSES DE PRÉVOYANCE pour les ouvriers du Tonage de la Seine, IX, 193.

CAISSES DE RETRAITE, de secours d'assurances, à l'Ecole professionnelle des typographes de M. Chaix, VI, 489. — De la maison Blot et Drouard, VIII, 359.

CALIFORNIE (Les Écoles en), VII, 184.

CALVADOS (Note sur les enfants employés dans les manufactures du), II, 301.

CAMPAGNES de l'Est (Condition des enfants dans les), III, 102.

Carriot (M.), rapport (de), sur l'enseignement professionnel, XV, 46.

CARROSSERIE. — V. société d'Instruction.

CASTRES (Tarn). (Orphelinat établi près de), I, 290; V, 390.

CAUTERETS (Maison hospitalière de). (Communication de M. J. Périn sur la), IX, 523; — (de M. E. Nusse sur la), XI, 216.

CÉRAMIQUE (Lettre au Ministre du commerce par la Chambre syndicale de la), VI, 394.

CERCLE DES JEUNES OUVRIERS, dirigé à Paris, par M. Maignen, I, 289.

CERCLE DES MAÇONS ET TAILLEURS DE PIERRE (Directeur, le Rev. P. Montazeau, à Paris), VII, 387.

CERNAY. Orphelinat, II, 334.

Cerfberr (M. Th.). Notice sur les apprentis dans les campagnes de l'Est, III, 102. — Note sur la colonie de Gentilly, près Nancy, 439.

CERTIFICATS d'études (sujet de composition pour), V, 327.

Chaix (M. A.) Distribution des prix aux élèves de l'imprimerie de), I, 173; — (Maison de M.), 304. — (Les apprentis de l'imprimerie), II, 82. — (Visite du Ministre de l'Instruction publique aux ateliers de M.), 263. — Son règlement contre les accidents de machines, 285. — (Caisse de retraite pour les apprentis chez M.), 469. — (L'Ecole professionnelle de M.), III, 431; V, 474. — (Intérêt de participation de l'ouvrier dans les bénéfices établi par M.), V, 408. — Projet de local pour les apprentis pendant les heures de repas, VI, 382. — Notice et renseignements sur son Ecole professionnelle des typographes, VI, 480; VII, 409. — (Précautions contre les accidents de machines chez M.),

VII, 494. — Prix décernés à l'Ecole professionnelle, 523; IX, 615; X, 390; XI, 545. — Précautions contre les jeux, VIII, 136. — Discours aux prix de l'Ecole, 455. — (Caisse d'épargne d'apprentis, chez M.), VIII, 534. — Inauguration du buste de M. Napoléon Chaix, X, 396. — Distribution des prix à l'Ecole professionnelle XIV, 399. — (Voy. *Typographes.*)

CHALES (Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de), par M. Maillard, I, 318.

CHAMBERY (Établissement de sourds-muets à), III, 275.

CHAMBRES SYNDICALES (Protection accordée aux apprentis par les) II, 288. — (Notions sur les Œuvres des), III, 452. — (Réponse des) sur l'Enseignement technique, V, 256; — de l'Ameublement, XI, 239; XII, 71; — des Appareils de chauffage, VII, 532; VIII, 452; IX, 92; — des Arts et Industries appliqués au culte et aux édifices religieux, XI, 239; — de la Bijouterie, X, 256, 265, 266, 362; — médaille de bronze à l'Exposition universelle de 1878, XII, 100; — de la Bijouterie-imitation, VIII, 355; IX, 164, 322; X, 366. — (Distribution des prix de l'Ecole de dessin de la), 369; XI, 242; XII, 72, 369; — de la Bimbeloterie, XI, 92, 246; — de la Boucherie, VIII, 452; — du Caoutchouc et des Toiles cirées, X, 79; — de la Chaussure, IX, 168; X, 280; — des Chocolatiers et Confiseurs, XI, 248; — de la Corderie, Boissellerie, Sparterie, X, 80; — des Doreurs, Miroitiers et Ornementalistes, XII, 377; — des Emballeurs, VIII, 512; IX, 93; X, 82; — des Entrepreneurs de charpente, X, 279; — des Fleurs et Plumes, VII, 166; IX, 605; X, 82; XII, 378; — de la Fumisterie, VIII, 359, 453, 515; IX, 83; — de la Ganterie, IX, 168; X, 84; — de l'Horlogerie, IX, 168; X, 281; — des Instruments et appareils de l'art médical, XI, 248; XII, 74; — des Maîtres Tailleurs, IX, 181; XI, 252; XII, 75, 201; — de la Maroquinerie et Gainerie, XII, 75; — des Mécaniciens, Chaudronniers, Fondeurs, etc., VI, 407; — du Papier et des industries qui le transforment, VII, 437; VIII, 352; IX, 92; 187, 322, 501; X, 85, 148, 270; XI, 25, 386; XII, 76. — (Distribution

des prix aux apprentis du), 198, 207, 370; — de la Passementerie, Mercerie, Boutons et Rubans, VIII, 517; XI, 254; — des Pâtisseries, XII, 210, 303; — de la Tabletterie, proposition de statuts pour une école, VIII, 323; X, 161; XI, 259; des Tapisseries, IV, 12; V, 280; VII, 165, 532; IX, 534; — de la Teinture et du Nettoyage, X, 161; — des Doreurs, miroitiers, ornementalistes, XII, 448; — des Pâtisseries, 450; — de la Bijouterie-imitation, XIII, 74; — des Doreurs Ornementalistes, *ibid.*; des Fleurs, plumes et modes, 75; — des Instruments et appareils de l'art médical, 77; — des Sculpteurs Ornementalistes, *ibid.* — de l'Ameublement, 206; — de la Bijouterie-imitation; — de la Bonneterie en gros; — de la Brosserie, 207; de la Confection pour dames et enfants; — des Doreurs Ornementalistes, Miroitiers et Encadreurs, 208; — des Fabricants d'appareils à gaz; — des fils et toiles de lin; — des Fleurs, plumes et modes, 209; — de l'Horlogerie, 211; — du Papier, règlement sur le concours des apprentis, 211; — des entrepreneurs de couverture, XIII, 411; — de la maroquinerie et gainerie, XIV, 78; — de la photographie, 81; — des marchands tailleurs, 82; — de la Bijouterie-imitation, 87; — de la Passementerie, 162; — de la Maroquinerie, 162; — des pâtisseries, 163; — des fabricants d'appareils d'éclairage, 171; — de la Bijouterie-imitation, 171; — des Corsets, 172. — L'enseignement professionnel ouvrier (par les), 222. — Chambre de la passementerie, 255; — des Pâtisseries, 255; — de la Maroquinerie 257. — De la serrurerie, — des marchands tailleurs, 394. — de la passementerie, — de la photographie, 395; — des emballeurs, — de la passementerie, 78; — des fabricants de lampes et ferblanterie, 155; — des fabricants d'appareils d'éclairage et chauffage par le gaz, 156; — des corsets et accessoires, 157, 158, 160; — de la bijouterie imitation, 161, 163; — de la photographie, 165; — de la maroquinerie et gainerie, 169; — de la passementerie, 171; — des emballeurs, 172; — de la maroquinerie, 298; — des fabricants de lampes et ferblanterie, 299; — des chaudronniers étameurs, 299; — de la pas-

- sementrie, 300; — des marchands tailleurs, 301; — de la maroquinerie, 301. — des fabricants d'appareils d'éclairage et chauffage par le gaz, 302; — (Voy. *Horlogerie, Papier, Fleurs et Plumes.*)
- Chapin** (M. Williams), sa Maison de jeunes filles, aux Etats-Unis, II, 342. — (Note sur les Fabriques de), 411.
- Chardin** (La fabrique de soie de M. Ernest), I, 303. — (Note sur la Maison de M.), II, 387; VII, 393.
- CHARITÉ MATERNELLE** (Société de), son histoire, VIII, 307.
- Charton** (M. Edouard), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.
- CHARTRES** (Sœurs de Saint-Paul à), II, 362.
- Château** (M.). Rapport sur le concours pour éviter les accidents de fabrique, IX, 37. — Note sur un monte-courroie, 160.
- CHATILLON ET COMMENTRY** (L'Orphelinat de), II, 338. — (Orphelinat de la C^{ie} de), 379.
- CHAUFFAGE** (Chambre syndicale du), IX, 92.
- Chaurand** (Baron), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 226.
- Chauveau-Lagarde** (M.), juge honoraire au tribunal civil de la Seine, Président du Comité judiciaire de la Société, III, 213; V, 37. — Article nécrologique, XIV, 303.
- CHEMINS DE FER** (Apprentissage dans les C^{ies} de), I, 324.
- Chevalier** (M. Michel), membre de l'Institut; Censeur de la Société en 1867, I, 35.
- CHINE**. — Jeunes gens envoyés en France et en Angleterre, XII, 390.
- CIRCULAIRE** du Ministre de l'intérieur du 25 sept. 1854 sur l'inspection des enfants dans les manufactures, I, 23; — du Ministre de l'agriculture sur l'inspection des enfants dans les manufactures, II, 448; — du Ministre de l'instruction publique relative au certificat d'étude exigé par la loi du 19 mai 1874, X, 111; — du Ministre de la justice sur les procès-verbaux dressés par les Inspecteurs divisionnaires, 113; — du Ministre de l'intérieur aux préfets XI, 28; — du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la loi du 19 mai 1874, 158; — du Ministre de la justice prescrivant la communication aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, XII, 352. — (Voy. *Ministres.*)
- CLASSES LABORIEUSES** (Enquête sur la condition des), V, 82. — Libertainage, VI, 455.
- CLASSES SPÉCIALES** pour apprentis. (Lettre du Préfet de la Seine aux maires de Paris), V, 344. — (Lettre d'un maire de Paris sur les), 427. — (Rapport de M. Gréard sur les), 460, — (Voy. *Ecoles.*)
- Claude** (M.), député des Vosges. — Son discours sur le travail des enfants, VI, 165.
- Claye** (M.), (Atelier d'instr. typographique de), III, 221. — (L'Œuvre de), IV, 28. — (Note sur l'atelier de), V, 369; VII, 391.
- Clémendot** (M.), sur le travail de nuit, II, 202; — sur les classes spéciales, V, 431.
- CLUNY** (Sœurs de Saint-Joseph de), II, 364.
- Cochin** (Augustin), membre du Conseil d'honneur de la Société; sa mort, V, 131.
- Cohadon** (Atelier d'apprentissage de brunissage dirigé par M^{me}), I, 154-305. — (Visite du Ministre de l'instruction publique à l'atelier de M^{me}), II, 265. — (Compte rendu d'une visite à l'atelier de M^{me}), par M. Robiquet, III, 434. — (Emigration, pendant le siège de Paris, de l'atelier de M^{me}), IV, 112. — (Situation de l'atelier de M^{me}), V, 123. — (Don fait par la Société à M^{me}), V, 261. — (Note de M. Havard sur l'atelier de brunissage de M^{me}), VI, 448; VII, 394.
- Colcombet frères** (MM.), à Saint-Etienne (fabrique de), I, 301. — (Rubannerie de), II, 388; IX, 256.
- Collinot** (M.) (Note sur l'atelier de), II, 271, 339.
- COLOMBIER** (M.), inspecteur, à Rouen. — Son discours à la distribution des récompenses des élèves des écoles de fabrique de Rouen, XI, 499. — Sa nécrologie, XII, 310.
- COLONIE** agricole et pénitentiaire de Gentilly, près Nancy, VII, 14; —

de Sainte-Foy (Rapport sur la), XII, 383.

COMITÉS de la Société: 1° de publication, 2° des recettes, 3° des dépenses (Liste des membres composant les), I, 34; — d'enseignement religieux, composition de ses membres, 157; — d'enseignement élémentaire, composition de ses membres, *ibid.*; — de l'enseignement artistique, 104. — (Ancienne composition des), V, 10; — de l'enseignement artistique, 37. — (Renouvellement des divers), 37. — (Observations faites sur les), 423. — (Comptes rendus des), X, 12, 101, 195. — (Voy. Comité des Accidents de fabrique, Comité des Institutrices de charité, Comité judiciaire, Comité des Sociétés d'assistance paternelle et Comité du placement des apprentis.)

COMITÉ DES PUBLICATIONS (Règlement du), VII, 9.

COMITÉ DES ACCIDENTS DE FABRIQUE. — (Voy. *Accidents de fabrique.*)

COMITÉ JUDICIAIRE de la Société, sa formation, II, 10; III, 160; — sa composition, 213 — (Compte rendu du), *ibid.* — (Appendice au compte rendu du), 406. — (Comptes rendus du), IV, 37, 127. — (Question sur le Contrat d'apprentissage posée au), IV, 130. — (Maintien du), V, 37. — Comptes rendus, V, 128, 179; X, 420; XI, 155, 324, 490, 583, 587; XII, 16, 117, 130, 326, 422; XIII, 19, 120, 325, 401; XIV, 21, 25, 136, 236, 321; XV, 18, 100, 114, 260. (Constitution de Sociétés en vue de création d'écoles d'apprentissage.)

COMITÉ DES INSTITUTRICES DE CHARITÉ. (Voy. *Institutrices de charité.*)

COMITÉ DE PLACEMENT DES APPRENTIS. — (Voy. *Placement des apprentis.*)

COMMISSIONS dont se composait la Société: 1° des mines, agriculture; 2° imprimerie, papier; 3° bijouterie, horlogerie; 4° filature, tissage, impressions; 5° tissus divers; 6° confections diverses; 7° bâtiment; 8° ameublement et accessoires; 8° industries diverses. Listes des membres composant ces commissions, I, 37; — du travail des enfants chargés d'examiner le projet de loi de M. Joubert, V, 22. — (Observations faites aux), V, 425; — de surveillance du travail des enfants à Mulhouse

(réponses au questionnaire du Ministre de l'agriculture par la), I, 363.

COMMISSION DES RÉCOMPENSES accordées par la Société. — (Rapport de la), par M. de Boureuille, vice-président d'honneur de la Société, I, 282.

COMMISSIONS LOCALES de surveillance (Nomination de membres des), dans la Seine, VIII, 42; IX, 19, 136; — dans l'Oise, la Seine-Inférieure, la Somme, 141; — dans la Manche, Eure, Orne, 296; — Calvados, Ille-et-Vilaine, 300; — Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure, 302. — Maine-et-Loire, Sarthe, Mayenne, 304. — Finistère, Morbihan, 306. — Haute-Garonne, 308. — (Circulaire du préfet de l'Aude sur les), 310. — *Idem*, du préfet de l'Ariège, 315. — Aveyron, Cantal, Tarn, 316. — Pyrénées-Orientales, 317. — Nord et Pas-de-Calais, 424. — (*Bulletin des*), X, 21, 205. — (Rapport de la 2° de Paris, 21. — (Rapport de l'ancienne 4°) de Paris, 115. — (Composition des nouvelles) de la Seine, 205. — Rapport des commissions locales à M. le Préfet de police sur l'ensemble de leurs travaux en 1877, XI, 35. — (Circulaires du Ministre de l'agriculture et du commerce sur l'assiette et la formation des), XI, 158. — (Rapport de la 8°), présenté au conseil général de la Seine par M. de Heredia, XI, 164. — (Rapport adressé à M. le Préfet de police par la 3°) pour 1877, 344. — Article de M. Robiquet sur la protection de l'enfance ouvrière, 499. — (Rapport au nom de la 8°), présenté par M. de Heredia au conseil général de la Seine, 638. — Compte rendu de la 5° (*Panthéon*), 658. — (Rapport de la) du VIII° arrondissement de Paris sur ses travaux en 1878, XII, 45; — du III° arrondissement, 157; — du VI° arrondissement, 159; — du IX° arrondissement, 163; — du XVII° arrondissement, 170. — (Recrutement des membres des), 318. — Instruction du Préfet de Police sur les dépenses des), 363, 364. — (*Bulletin des*), rapport des Commissions locales avec les Inspecteurs du travail des enfants, 444. — Rapport de la 6° Commission locale, XIII, 65. — Réunion générale des présidents et des secrétaires du département de la Seine, 158. — Décision du Con-

- seil général de la Seine sur leur composition. *ibid.* — Rapport des I^{re}, XIV^e, XVII^e, XIX^e, XXI^e, XXXVI^e Commissions locales 165, et suiv. — (Compte rendu des séances des) du département de Seine-et-Oise, 359. — (Recueil de décisions et instructions à l'usage des), XIII, 413. — (Réunion générale des présidents et secrétaire des), 429. — *Idem*, XIV, 67. — Rapport de la XIX^e commission locale, 69; — de la commission locale de l'arrondissement de Troyes, 155. Réunion générale des présidents et secrétaires (des), XIV, 357. — *idem* XV, 56. — Extrait du rapport de la XXI^e commission locale, hommes, 269. — *Idem* de celle de Troyes, 270.
- COMMISSION SUPÉRIEURE du travail des enfants. Renouvellement des membres de la Commission, XI, 619. — Rapport de M. Dumas, président, XII, 342; XIII, 143.
- COMMISSION SUPÉRIEURE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL DES ENFANTS. — (Rapport présenté à M. le préfet de police par la), XII, 373. — *Idem* exercice 1879, XIII, 414. — (Observations de M. le Dr Perrin devant la), sur l'inexécution de l'art. 14 de la loi du 19 mai 1874, XIV, 249. — (Voy. *Travail des enfants*.)
- COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST, ses institutions en faveur de l'Enfance ouvrière, XIV, 284.
- COMPIÈGNE (Collège d'apprentissage à) fondé par Napoléon I^{er}, 118.
- COMPTES RENDUS (Echange de) entre les diverses Œuvres, II, 280; III, 386; — dirigé par M. Fouchet, V, 36. — (Liste des), échangés entre les Œuvres et reçus par le secrétaire, V, 61. — (Comité de l'Echange des), V, 395; VI, 421.
- CONCOURS pour le prix d'un système préservatif des accidents dans les fabriques, II, 37.
- CONDAMNATIONS (Relevés des) par le tribunal de simple police pour infractions à la loi sur le travail des enfants, V, 94; XI, 705. — (Voy. *Comité judiciaire*.)
- CONDAMNÉS LIBÉRÉS (Composition du Patronage des), VII, 190.
- CONDÉ-SUR-ITON (Orphelinat fondé à), V, 390.
- CONFÉRENCE de St-Vincent-de-Paul, protectrice des apprentis, III, 483. Conférence professionnelle, XIV, 402. — Conférence de Troyes, XV, 87, 310.
- CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES (Orphelinats fondés par les), II, 347; — (Voy. *Orphelinats*.)
- CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT. — Questions posées, XI, 292, 555.
- CONGRÈS NATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, IX, 103.
- CONGRÈS INTERNATIONAL (Projet du) de la protection de l'Enfance dans l'industrie, XI, 152.
- CONGRÈS OUVRIERS, IX, 632; XI, 291; XIII, 473.
- CONGRÈS PÉNITENTIAIRE, XI, 557.
- CONGRÈS SOCIALISTE, XIV, 402.
- CONSEIL D'HYGIÈNE (Composition du), VIII, 535.
- CONSEILS de Prud'hommes (Articles sur les), XI, 106.
- CONSEIL d'honneur de la Société; membres dont il se compose, I, 58.
- CONSEIL d'honneur et d'administration (Elections du), I, 35; VI, 1; VII, 413; VIII, 1; IX, 370; XII, 6.
- CONSEIL GÉNÉRAL de la Seine. — Séances du 24 juillet 1875, VIII, 400; des 23 et 30 octobre; 4, 6, 11, 16, 18, 23 novembre 1875, 481, 535, du 28 novembre 1876, IX, 573; des 26 et 29 janvier 1878; 7 et 14 février 1878; propositions de MM. Songeon, Leven, Dujarrier et de Heredia, XI, 105, 278. — Rapports de M. de Heredia, 164, 638, 771. — Création d'un service médical des écoles municipales et salles d'asile, XII, 305. — Frais d'inspection du travail des enfants, 443.
- CONSEIL GÉNÉRAL des manufactures. Ses délibérations pour faire exécuter la loi de 1841 sur le travail des enfants, I, 15.
- CONSEILS GÉNÉRAUX, leurs vœux de 1852 à 1864 au sujet de l'exécution inégale de la loi sur le travail des enfants, I, 24. — (Réponse des) sur le travail des enfants, II, 126.
- CONSEIL MUNICIPAL de Paris (Rapport au), sur la création d'une École d'apprentis, par M. Boudant, V, 214. — Sa reconnaissance légale de l'Œuvre des apprentis dirigée par les frères, VI, 423. — Sur la

- gymnastique, VIII, 306; préaux des écoles, VIII, 306; — Discussion sur divers projets d'écoles, IX, 347, 512. — Installation d'écoles de demi-temps, rue Bouret, XI, 278. — Séances du 18 mai 1878 et du 8 juin, 383. — Proposition de M. Mailard, 701; — de M. Hovelacque, XIII, 305.
- CONTRAT d'apprentissage**, I, 16. — (Exemples d'exécution du), III, 217; V, 126. — (Extrait du *Traité du*) par MM. Hayem et J. Périn, V, 140. — (Modèle de), IX, 221. — (Voy. *Comité judiciaire*.)
- CONTRAVENTIONS aux lois régissant le travail des enfants**, XI, 329.
- CONTREMAITRES faisant des Cours d'apprentis**, II, 160.
- Corbin (M. Henri)**. Note sur le travail des enfants dans les sucreries, II, 245.
- Cordier (M.)**, député. — Son discours sur l'âge de l'apprentissage, VI, 28.
- Cornudet (M. Michel)**. Rapport sur les médailles à décerner pour 1870, IV, 17.
- CORPORATIONS D'ARTS ET MÉTIERS (Anciennes)**, à Lyon, XI, 685.
- COTON** (Travail des enfants dans les manufactures de), à Rouen, III, 54.
- Coulon (M.)**, membre du *Comité judiciaire*. Communication sur la salubrité des logements, III, 378.
- Coulonge (M. Christian de)**. Etudes sur les Œuvres de patronage : Patronage des garçons de la ville de Paris, I, 208. — Sur le repos du dimanche, II, 206. — Sur le placement des apprentis, XI, 296.
- COUTURE** (Ouvroir de la Caisse des écoles du V^e arrond^t pour les travaux de), VI, 475.
- CREUSOT (LE)**, I, 300. — (De l'apprentissage dans les usines du), 330. — (Condition des enfants au), VIII, 526; XI, 386.
- CRISTALLERIES ET VERRERIES** (L'enfant dans les), I, 350. — Baccarat, Gast, Epinac, Saint-Ouen, Pantin, Le Bourget, Saint-Denis, *ibid.* — (Voy. *Verreries*.)
- Crouslé (M. L.)**. Rapport sur la création d'une Ecole d'apprentis dans le V^e arr^t, V, 220.
- Crozatier** (Concours pour le prix de M.), IX, 357.
- CULTES DIVERS** (Œuvre pour les enfants de), I, 226.
- D**
- Dabin (M. l'abbé)**, fondateur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon, XI, 429.
- Dalsème (J.-M.)**, sa conférence sur la takimétrie, XII, 413.
- DANEMARK** (Loi sur le travail des enfants en), VI, 375, 422.
- Decaisne (Dr.)**. Sa brochure : Des effets du tabac chez les enfants, IV, 48.
- DÉCRET reconnaissant la Société de protection des apprentis et enfants employés dans les manufactures comme établissement d'utilité publique**, II, 175; — relatif à l'exécution de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants employés dans l'industrie, X, 108. — Du 22 septembre 1879, interdisant le travail des enfants dans les établissements dénommés au tableau A et l'autorisant dans ceux dénommés au tableau B, XII, 349.
- Délaissement (M.)**, inspecteur. Son discours aux prix décernés à Toulouse, IX, 564.
- Delaporte** (Don de 500 fr. par M^{lle}, IV, 114. — (Don de 1,500 fr. aux Ecoles professionnelles de jeunes filles par M^{lle}), V, 181.
- DÉLÉGATION cantonale pour l'instruction du II^e arrond.** (Communication de M. Thorel à la), IV, 100.
- Délerot (M. Émile)**, Conservateur de la Bibliothèque de Versailles. Avant-propos sur la situation faite aux enfants dans les ateliers avant la fondation de la Société, I, 3. — Secrétaire du Comité de publication, I, 36; V, 37. — Rapport sur les pensions d'apprentis, I, 64; — sur les ateliers d'apprentissage, I, 147. — Compte rendu à l'assemblée de la Caisse des écoles de Versailles, IV, 90. — Secrétaire provisoire de la Société, 113. — Les enfants de l'industrie émigrés de Paris, pendant le siège, IV, 122. — Note sur les classes d'enfants, V, 428.
- DENI-TEMPS** pour le travail des enfants adopté en Angleterre et à

- Mulhouse par M. J. Dollfus, I, 370. — (Discussion sur le), II, 194; en Angleterre, IV, 34. — (Proposition de M. Descottes sur le), V, 333. — (Voy. *Ecoles, Travail des Enfants.*)
- Denière** (M.), président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104; V, 38.
- DÉOLS** (Indre). Orphelinat pour les jeunes filles, I, 294; VII, 387.
- DÉPOT** de la Préfecture de police (Visite au), VII, 186, 562.
- Descottes** (M.), ingénieur des mines. Observations sur l'âge d'admission et l'instruction des enfants dans les manufactures, V, 332, 348 et suiv.
- Désir** (M^{lle}), Présidente du *Comité des institutrices de charité*, II, 159. — Ses écoles professionnelles, VII, 347. — Notice nécrologique, VIII, 332.
- DESSIN** et modelage (Statuts de l'École de), fondée par la Chambre syndicale de la Bijouterie, III, 412. — (Distribution des prix à l'École professionnelle de), V, 284. — (Programme de l'enseignement du) dans les écoles primaires et supérieures, XI, 384. — (Distribution des prix aux élèves de l'école de la ville de Paris, XII, 398.
- Devienne** (M^{lle}), fondatrice d'un Ouvroir, à Beauvais, III, 92.
- DIACONNESSES** PROTESTANTES (Œuvres fondées par les), II, 374.
- Didot** (M. Ambroise-Firmin), préside la séance du Patronages des enfants de la Papeterie, III, 420.
- DIEPPE**. Œuvre des apprentis pour la confection de la dentelle et la couture, I, 291. — (Les sœurs de la Providence de), II, 360. — (Les institutions charitables de), XIII, 434.
- Dieterle** (M.), vice-président de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104.
- Dietsch**, (M.), I, 308. — (Écoles fondée à Liepvre (Haut-Rhin), par) III, 425. — (Etat récapitulatif des fondations de M.), 427. — Propose de décerner des médailles, V, 260. — (Notice nécrologique sur M.), VIII, 62. Institutions de prévoyance (de la maison), XV, 311.
- Dietz-Monnin** (M.), membre du Conseil municipal et de la Chambre du commerce. — Discours à la Chambre syndicale de l'Horlogerie, X, 281.
- Dollfus** (M. Jean), de Mulhouse, vice-président d'honneur en 1867, I, 35, 308. — Rapport sur une médaille à décerner, II, 27; — sur le travail du demi-temps, 195; — sur la loi du travail des enfants, 231. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7; — opte avec ses ouvriers pour la nationalité française, 247.
- Dubois** (M.), (Enquête sur la situation des enfants dans la verrerie, par), IV, 46; — sur les enfants de la verrerie, V, 336.
- Dubosq** (M^{me}), fabricante de fleurs, à Paris, VII, 395.
- Ducarre** (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 216. — Rapport sur les conditions du travail en France, XI, 110.
- Ducellier** (M.), sur l'inspection du travail, II, 222.
- Duchollet** (M. le Dr), président d'une Association de patronage, I, 227.
- Duffourc d'Antist** (M.), chargé des envois de livres aux bibliothèques, II, 282.
- Dufreney**, fabricant de soies (Nécrologie de M. Gabriel), II, 15.
- Dumangin**, président de la 2^e Commission locale de Paris. Rapport au Préfet de la Seine, X, 21.
- Dumas** (M.), membre de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. *Président de la Société de protection*, I, 39; — rapport sur les abus du travail des enfants en 1864, I, 27; — discours d'ouverture à la séance d'inauguration, I, 45; — discours à la distribution des récompenses le 27 octobre 1867, I, 278; — préside les séances des 9 et 19 juin 1868 pour la discussion de la loi sur le travail des enfants, II, 194, 209; — allocution comme président de la séance du 27 décembre 1868, II, 323; — préside la séance du 19 juin 1870, IV, 3; — du 6 août 1871, 105; — du 2 mai 1872, V, 183; — réélu président de la Société, V, 8; — sur l'enseignement pratique, 188; son rapport

sur le travail des enfants, IX, 13.

— Rapport sur le fonctionnement de la loi du 19 mai 1874, X, 7.

— Rapport présenté à M. le Président de la République par le président de la commission supérieure du travail des enfants, XI, 337. — (Allocution de) à la 4^e Fête de l'enfance ouvrière, 404. — Rapport à M. le Président de la République au nom de la commission supérieure du travail des enfants, XII, 342. — (Allocution de) à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 256. — Lettres à MM. J. Périn et Ernest Nusse au sujet de la mutation du secrétariat, XIV, 15 et 16. — Rapport à M. le Président de la République au nom de la commission supérieure du travail des enfants, 113. — Allocution (de M.) à la sixième fête de l'enfance ouvrière XV, 187.

Dumoustier de Frédyll (M.), directeur du commerce intérieur, au Ministère de l'agric. et du comm. Discours: à la distribution de l'Ecole de dessin de la Chambre de la Bijouterie et Joaillerie, VI, 437; — à la séance de la Société des Fleurs et Plumes, VII, 321; — à la distribution des récompenses de la Société, 358; — de l'Ebénisterie, VIII, 288; — aux prix de l'Ecole supérieure de commerce, 492; — à la Chambre syndicale du Papier peint, IX, 187; — à la Chambre syndicale de la Bijouterie, X, 363; — à la Société des enfants du Papier peint, 273; — à la distribution des récompenses des enfants des Fleurs et Plumes, XI, 377; — à la distribution des prix des enfants de l'Ebénisterie, 536.

Dupin (M. le bon), son projet de loi sur le travail des enfants, présenté à la Chambre des pairs le 15 février 1847, I, 10. — Censeur de la Société, en 1867, 35.

Dupont (M.), inspecteur du travail des enfants dans le département du Nord, I, 311.

Duproy (Notice nécrologique sur M. Isaac) II, 15.

Dupuy de Lôme (M.). Sur les périls de l'atelier, 217.

Duvergier (M.), anc. président de section au Conseil d'Etat; Censeur de la Société en 1867, I, 35.

E

EBÉNISTERIE (Société des enfants de l'), I, 231. — Société paternelle de l'), 330. — (Récompenses à la Soc. paternelle des enfants de l'), II, 145. — (Concours de 1868 pour les enfants de l'). 274. — (Etat de la Société des enfants de l'), III, 411. — (Distribution des prix aux enfants de l'), V, 15. — (Notice sur la Société des enfants de l'), V, 118. — (Séance solennelle du Patronage des enfants de l'), V, 15, 473. — (Patronage des enfants de l'), V, 367. — Distribution des prix, VI, 152, 409. — Séance solennelle du 7 février 1875, VIII, 283. — Distribution des prix pour 1875, IX, 494. — Allocution de la Société de protection, XI, 14. — (Distribution des prix aux enfants de l'), 530. — *Idem* en 1881, XIV, 95. — *Idem* en 1882, XV, 149.

ECOLE-ATELIER (L') — Article de M. P. Robiquet sur la proposition de loi de M. Martin-Nadaud, XII, 188.

ÉCOLES COMMUNALES (Création d'un service médical dans les) et salles d'asile de la Ville de Paris, XII, 305. — Sortie des enfants pour prendre leurs repas, 305. Surveillance des élèves en dehors des temps de classes (des) XV, 267.

ÉCOLES intermédiaires pour les professions, I, 120; — professionnelles de Paris (Rapport sur les), 137; — d'apprentis de MM. Trapp et Steinheil, I, 378; — diverses de l'Etat inscrites comme membres perpétuels de la Société, II, 274; — d'apprentis (Mémoire au Préfet de la Seine sur les), par M. Gréard, V, 65. — (Choix des métiers pour les), 66. — (Organisation des), 69. — (Frais d'installation et budget des), 72. — (Matériel d'installation, tables, encriers, etc. des), 78. — (Projet de création des) d'après le rapport de M. Gréard, V, 111. — (Rapport au Conseil municipal de Paris sur la création d'une), V, 214, 287. — (Projet d'école à fonder dans le V^e arr^t), 220. — (Vote du Conseil municipal pour la création d'une), 284; — professionnelle de dessin fondée par la Chambre de la bijouterie, 284; VI, 434. — D'apprentissage (article de M. Robert sur les) à établir

dans les Magasins-Réunis, VI, 372. — (Article de M. Em. Corra sur les), VIII, 39; IX, 201. — Ecoles techniques, article de M. Marjolin, 435. — Discussion sur les Ecoles municipales, 347. — Règlement de l'Ecole municipale d'apprentis de Paris, 468. — *Ibid.*, 512. — Ecole du boulevard de La Villette, IX, 468. — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473. — Projet de loi tendant à la création d'Ecoles professionnelles dans chaque département, X, 145.

ÉCOLE D'APPRENTISSAGE (Projet d'une) par M. Robert, VI, 372; — de couture, 475. — (Discussion devant la Chambre des députés du projet de loi sur les), Proposition de M. Lorois, 153; XI, 365; XII, 16. — (Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les), XIII, 29. — (Rapport de la Commission du Sénat sur les), 35. — (Proposition de loi adoptée par la Chambre des députés sur les), 46. — (Projet de la Commission présenté au Sénat sur les), 47. — (Discussion au Sénat d'une proposition de loi sur les), 124. — Rapport supplémentaire au Sénat, 349. — (Rapport sur le projet de loi des écoles d'), XIII, 403.

ÉCOLE D'ARTS ET MÉTIERS (Conseil général de la Seine au sujet d'une), VIII, 489. — Industrielles pour réprimer le vagabondage (Rapport par M. Robin sur les), VII, 35. — De M. Mourceau, 167. — *an Industrial School* chez les Anglais, 352. — Ecoles de mendiants à Londres, VIII, 60. — Prix à l'Ecole de commerce de Paris, 402. — Ecole professionnelle de typographie chez M. Chaix, distribution des prix, 455. — Ecole de commerce, 492. — (Article de M. Salicis sur les), VI, 335. — Distribution de récompenses à l'Ecole de dessin et de modelage de la bijouterie, 434; — de la ville de Paris, 473; — des typographes fondée par M. Chaix, 480 et suiv.; — de MM. Goffinon et Barbas, VIII, 124, 146. — Projet d'école d'apprentis pour la Tabletterie, IX, 323, 468; — Conditions d'admission, 469. — Règlement, 473, XIII, 469. — Création à Lille et Nevers, XIV, 112. — (Voy. *Typographes*.)

ÉCOLES DE DEMI-TEMPS à Lille, II, 297. — Acte du Massachusetts, IV,

101. — (Annexion d') à celle de la rue Bouret, XI, 278. — (Réflexions sur les) par MM. Nusse et J. Périn, à propos d'une visite faite à l'école de demi-temps de Puteaux, 504. — (Ouverture par la Ville de Paris de trois), 554; XI, 278.

ÉCOLES DE FABRIQUE (Lettre de M. Colombier sur les), X, 107; — de la Ville de Paris, 393.

ÉCOLES DE JEUNES DÉTENUÉS (Création d'), XI, 556.

ÉCOLES ET MUSÉES D'ART INDUSTRIEL (Projet de création d'), XII, 309.

ÉCOLE (L') MUNICIPALE D'APPRENTIS, boulevard de La Villette, VI, 473; IX, 103, 468, 473; X, 392, 498; XI, 659. — (Don fait à l'), XI, 278.

ÉCOLE (L'), municipale de physique et de chimie industrielle, XV, 180.

ÉCOLE MUNICIPALE THÉORIQUE ET PRATIQUE D'HORLOGERIE (Règlement de l'), de Besançon communiqué à la Société par M. Is. Roche, XII, 79.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE des apprentis tailleurs, XV, 278; — de la maroquinerie (Statuts), 298; — de la passementerie, 300; — des fabricants d'appareils à gaz, 302.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE JEUNES TYPOGRAPHES de l'imprimerie Chaix — (Voy. *Typographes*.)

ÉCOLES PROFESSIONNELLES de Paris (Rapport sur cinq), par M. Émile Pereire fils, I, 137. — Les Écoles professionnelles, XIV, 401 (V. *Société*)

ÉCOLE PROFESSIONNELLE PRATIQUE DE JEUNES FILLES, directrice, M^{me} Carot, à Paris, IX, 252; — de couture à Paris, M^{me} Trembley directrice, XIV, 283.

ÉCOLE PROFESSIONNELLE DES FILLES DE NANCY (L'), dirigée par M^{me} de Metz. — (Extrait du rapport annuel de), XI, 542; XII, 211. — (Allocation à l'), 319. — L'Ecole professionnelle de Sainte-Anne de Nancy, XV, 280.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DU COMMERCE (Voyage entrepris par l'), XI, 286.

ÉCONOMIE CHARITABLE (Société d'), VIII, 52. — (Résolutions adoptées dans le Congrès d'), 155.

ÉCONOMIE DOMESTIQUE (Exposition universelle d'), en 1872, V, 181.

ÉCOSSE. — Les habitations ouvrières (en), XV, 84.

ÉDUCATION des enfants apprentis par la famille, I, 235; — par l'atelier, 242; — par le dimanche (Discours du père Hyacinthe), 245.

Eichthal (M. Eug. d'). Observations sur le projet de loi sur le travail des enfants, V, 265. — Extrait d'une brochure sur le *Travail des Enfants*, 311.

ELANCOURT. Orphelinat de l'Assomption, fondé et dirigé par M. l'abbé Méquignon, I, 294.

Elhoungne (M. d'), député belge. Opinion sur le travail des enfants, III, 135.

EMBALLAGE (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans l'industrie de l'); statuts, VI, 442.

EMBALEURS (Chambre syndicale des), VIII, 512; IX, 92. — L'Emballeur parisien, IX, 356.

ÉMIGRATION de Paris, pendant le siège, des enfants de l'industrie, IV, 122.

EMPLOI DES ENFANTS (De l') dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc., par MM. E. Nusse et J. Périn, XI, 187. — Jurisprudence, XII, 334. — Réclamations sur l'inexécution de la loi, XIV, 107. — Rapport par M. Emile Salle sur cette inexécution, 119. — Circulaire de M. le Préfet de police sur cette inexécution, 151. — La loi française du 7 décembre 1874 et l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, par M. E. Nusse, 199. — Exécution des lois protectrices de l'Enfance, par M. Ad. Faustin Hélie, 298. — Note sur les tours de force au moyen âge, par M. J. Périn, 323. — Rapport de M. Tournier, sur les exercices de dislocation 324. — Rapport de M. Marjolin sur les exercices dangereux, XV, 14.

ENCOURAGEMENT AU BIEN (Société d'), récompenses offertes, VI, 424; VII, 503.

ENFANCE ABANDONNÉE OU COUPABLE, XIII, 478. — Projet de modification à la puissance paternelle, XIV, 103. — (Circulaire de l'Assistance publique sur), 104. — (Projet de loi sur l'), 296. — Rapport du directeur de l'Assistance publique sur le service des Enfants moralement

abandonnés, XIV, 333; — leur protection, 400. — En Portugal, Suisse ou Mexique, XV, 80; — en Angleterre *ibid.* — L'Œuvre de M. Georges Bonjean en faveur de l') 133. — L'Œuvre de l'adoption des petites filles, 182.

ENFANCE INFIRME OU INCURABLE A PARIS, XV, 272.

ENFANTS (Les). (Œuvre des vacances des), fondée par M^{me} Dollfus à Mulhouse, IV, 22; — de l'industrie, émigrés pendant le siège de Paris, 122.

ENFANT des manufactures (L'), par M. Migneret, I, 200. — (Relèvement de l'âge des), II, 286. — (Article de M. Wolowski sur les), II, 91. — (Vacances des), III, 327; — dans les imprimeries, VIII, 20. — Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger leur santé, XIII, 373. — L'enfant et l'atelier, conférence par M. Fliche, XIV, 182. — (Voy. *Instruction, Récréations, Vacances.*)

ENFANTS SURCHARGÉS, V, 128. — Victimes d'accidents, III, 214; IV, 37, 128; V, 128, 179; VII, 77, 95, 172, 493; IX, 23, 146, 321; X, 122, 214; XI, 294, 388, 555.

ENFANTS dans les professions ambulantes, VI, 342; VII, 458. — (Texte de loi relative à la protection des), 143. — Adoption et correction des enfants abandonnés ou vicieux, 150, 307. — (Lettre du Ministre sur les), 400. — Infraction à la loi sur les), VIII, 144; X, 310. — (De l'emploi des), commentaire de la loi, XI, 187.

ENFANTS MALHEUREUX (Les), II, 705.

ENFANTS MINEURS (Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs), VI, 465. — Leur emploi aux théâtres, XV, 117.

ENFANTS MUTILÉS (Patronage des), V, 36, 53.

ENFANTS PATRONNÉS (Les), XI, 712.

ENFANTS PAUVRES (Création à Ashford (Angleterre) d'une école d'), VII, 45.

ENFANT de la rue (L'), chronique, V, 27. — (Condamnations contre l'), V, 327. — Transformé en apprenti, 413. — (Deux types opposés d'), VI, 525. — (Cas de vol commis, par

des), VII, 97, 189, 564 ; IX, 205 ; — à New-York, VII, 47, 463 ; VIII, 54. — (V. *Enfance abandonnée*.)

ENGAGÉS volontaires d'un an (Examen professionnel à subir par les), V, 411.

Engel-Dollfus (M. F.), de Mulhouse. — Article sur les arbres de Noël, II, 460. — Communication et rapports divers au nom de la Commission pour les accidents de machines à Mulhouse, III, 2-4. — Communications sur les législations de Zurich et de Bade, III, 46). — Médaille pour son Œuvre des vacances des apprentis, IV, 21. — Rapport à la Société d'instruction de Mulhouse, 83 ; — offre les *bulletins de l'Association pour prévenir les accidents*, V, 199. — Sa lettre sur les accidents de machines, VI, 519 ; VII, 25, 30 ; VIII, 333. — Lettre sur le Congrès d'Eisenach, 70.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, dans les campagnes, VI, 524. — Rapport sur l'enseignement primaire à Vienne (Autriche), par M. Buisson, IX, 483. — (Rapport de M. Sigismond Lacroix sur l') et les Caisses des Ecoles, XI, 10. — (Voy. *Dessin, Instruction primaire*.)

ENQUÊTE sur l'Enseignement professionnel en 1863, I, 125. — Sur la situation des classes ouvrières, V, 83, 246, 326 ; — sur l'Enseignement technique, 256 et 336 ; — sur l'état de l'instruction des apprentis, 341, 427 ; — sur les conditions du travail, 46 ; — VIII, 486 ; — sur les institutions et œuvres d'assistance, d'épargne et de mutualité créées soit par les chefs d'industrie en faveur de leurs ouvriers, soit par leurs ouvriers eux-mêmes pour améliorer leur condition physique et morale, XI, 28. — Questionnaire sur ladite enquête, XI, 30.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (Note sur l'), article de M. Migneret, I, 151. — (Rapport du g^{al} Morin sur l'), VII, 513.

ENSEIGNEMENT POPULAIRE (Nouvelle méthode adoptée en Suisse et en Angleterre pour l'), V, 240.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (Coup d'œil historique sur l'), par M. Migneret, I, 107 ; — technique (projet de loi présenté le 2 juin 1865 sur l'), 127. — (Note sur les

écoles d') à Mulhouse, 132. — (Ecole d') religieux fondée par l'abbé Chevrier à Lyon, III, 89. — (Amendement de M. Darimon sur l'), 106. — Professionnel pratique (sur l'), V, 183. — (Observations en séance publique sur l'), 183. — (Conclusions de la Société sur l'), 191. — (Observations sur l'), par M. Ch. Robert, 212. — Lettre de M. le président de la Société à M. Beudant, conseiller municipal, et à M. le Préfet de la Seine, 252. — (Enquête sur l'), réponses des Chambres syndicales, 256. — (Observations sur l'), par M. d'Eichthal, 311. — (Enquête sur l'), 339. — Enseignement primaire et apprentissage, VI, 334. — (Observation à l'Académie des sciences morales sur l'), 378. — Primaire à l'Ecole de M. Mourceau ; VII, 167. — (Questionnaire d'), 183. — (Notes sur l'utilité publique de l'), 317. — Prix décernés chez M. Chaix, 523. — (Rapport de M. Manès sur l'), VIII, 112. — (Rapport sur l'), par M. Favre, VIII, 511 ; — dans le Rhône, IX, 353. — (Séances du Sénat et de la Chambre des Députés du 16 janvier sur l'), XII, 93 ; — de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, par M. E. Flamant, 445. — (L') en Belgique, 465. — Distribution des prix aux élèves de l'école professionnelle de dessin et de modelage de la bijouterie, XIII, 79. — de l'école de dessin de la Bijouterie-Imitation, 93. — Cours de coupe et d'assemblage, XIV, 64. — L'enseignement manuel, 212. — Le travail manuel dans les écoles, 215. — L'enseignement professionnel ouvrier par les Chambres syndicales, 222. — Rapport de la Commission instituée par le préfet de la Seine sur l'), XIV, 392. — Rapport de M. Carriot sur l'), XV, 46.

Esnault-Peltre (M. P.), fondateur d'un Orphelinat, à Croisne, VII, 389.

ESPAGNE. Loi du 24 juillet 1873, réglant le travail des Enfants dans les fabriques et ateliers, X, 497.

Estelle (M.), inspecteur libre pour le travail des enfants, I, 311, 312. — Inspecteur à Mazamet ; son tableau pour les apprentis, II, 235.

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES (Crédit alloué par la Ville de Paris pour), V, 327. — (Circulaire du Préfet de

la Seine sur l'instruction et les), 344.
— insalubres (Règlement sur les),
VIII, 248.

ÉTAT (Institutions de l') en faveur
des enfants, I, 340.

ÉTATS-UNIS (Filature et fabrique de
MM. Chapin, aux), II, 411. — (Rè-
glement de l'école et du travail aux)
de l'Etat de Massachusetts, IV, 101 ;
VII, 514. — (Sociétés protectrices
de l'Enfance aux), X, 86. — Lois
obtenues par une Société fondée à
New-York en vue de prévenir les
cruautés dont les enfants peuvent
être victimes, XI, 93. — Dispo-
sitions de ces lois, 94. — Fondation
en faveur des femmes, 382. — Modi-
fications, loi de Massachusetts, XV,
84.

ÉTRANGER (Renseignements divers sur
le travail à l'), VI, 375, 450, 521.
— (Asiles et écoles d'enfants à l'), VII,
45, 177. — Ecoles en Californie,
184. — (Revue de l'), 343, 457. —
Industrial School chez les Anglais,
352. — Ecole de mendians à Lon-
dres, VIII, 6). — En Alsace et en
Belgique, 112. — Inspection du tra-
vail de fabrique en Allemagne,
380. (Voy. *Allemagne, Angleterre,*
Belgique, Italie, etc.)

ÉTRANGERS (Patronage des apprentis),
III, 338 ; V, 36 ; X, 413.

ÉTRANGERS (Pays). Etude législative
sur la pratique de l'enseignement
primaire obligatoire, par M. E.
Nusse, XI, 350, 513.

Ettlinger (M.), sa proposition sur
les Pensions d'apprentis, VI, 370 ;
VII, 391.

EXPOSITION de 1876 à Philadelphie
(Devoirs d'écoliers américains re-
cueillis à l'), X, 401 ; — de 1877
à Sydney (Australie), XII, 309 ; —
scolaire à Lausanne, 309.

EXPOSITION de 1878 à Paris (Circu-
laire du Comité du contentieux à
l'), X, 30. — (Participation de la
Société de protection à l'), X, 322,
415 ; XI, 22, 148, 312, 319, 479 ; —
(Bibliothèque d'ouvrages techni-
ques à l'), XI, 107. — Règlement des
conférences et Congrès à l'), 279.
— (Distinctions honorifiques ac-
cordées aux membres de la Société
à l'occasion de l'), 553.

EXPOSITION DES SCIENCES APPLIQUÉES
À L'INDUSTRIE, XII, 90, 320, 401.

EXPOSITION universelle d'Économie
domestique (Groupes composant l'),
V, 247.

EXTERNAT d'apprentis (Devis d'un), V,
238.

F

FAIENCE. — (Voy. *Gien*.)

Falize aîné (M.), Président de la
Chambre syndicale de la Bijouterie,
III, 413. — Son discours à la distri-
bution des prix de l'École profess. de
dessin, V, 285. — *Ibid.*, VI, 434.

Fagniez (M. Gust.), auteur d'*Études
sur l'industrie et la classe indus-
trielle à Paris au XIII^e et au XIV^e
siècles*, XI, 392.

Fanien (MM.), fabricants de chaus-
sures à Lillers. — Fondation d'une
école, XI, 551.

Feray (M.), député. — Son discours
sur la durée de la journée pour
les enfants, VI, 46.

Ferry (M. E.), son discours à l'École
professionnelle de M. Chaix, IX, 624.

FÊTES organisées pour les enfants ;
vacances des enfants des manu-
factures, III, 327. — des Rois
dans un Patronage, III, 329. —
Récréations offertes aux enfants à
Paris et à Mulhouse, III, 396. —
(Voy. *Arbres de Noël*.)

FÊTES DE L'ENFANCE OUVRIÈRE (Dis-
tribution des récompenses de la
Société de protection). — (1^{re}),
27 octobre 1867, I, 271. — *Distribu-
tions de récompenses* du 27 décem-
bre 1868, II, 319 et du 21 juin 1870,
IV, 10-33. — (2^e), 5 juillet 1874,
VII, 357-410 ; IX, 11, 123. — (3^e),
30 avril 1876, 229. — (Programme
des prix de la 4^e), XI, 5. — (4^e),
28 juillet 1878, 401. — (Programme
des prix de la 5^e), XIII, 5. — Compte
rendu de cette fête, 229. — (Pro-
gramme des prix de la 6^e), XV, 5.
— Compte rendu de cette fête,
185.

FILATURES (École de), fondée à Mul-
house, I, 134. — (Manufacture de
M. Harmel pour la), 332. — (Salai-
res des enfants employés dans les),
VIII, 176. — (Précautions à prendre
pour éviter les accidents dans les),
VII, 423. — de Betton-Bettonnet,
Savoie, 475. — Métiers à tisser
(Nettoyage des), VII, 7. — De

- MM. Thiriez, à Loos-lez-Lille, IX, 335.
- FILLES** (Écoles professionnelles à Paris pour les), I, 138. — (Ateliers de travaux à l'aiguille pour les), 149. — (Rapport sur l'organisation du travail des jeunes), II, 345. — (Limite d'âge pour l'apprentissage des), VI, 7. — (Note sur le travail des) par M. Joseph Lefort, 469.
- FILLES DE LA SAGESSE** à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), II, 341.
- Flamant** (M. E.), de l'apprentissage dans les métiers du bâtiment, XII, 445.
- FLERS.** Patronage pour les jeunes filles, fondé par M. l'abbé Foucault, I, 294.
- FLEURS ET PLUMES** (Société fondée par les fabricants de). — (Séance d'inauguration de la Société des). (Note sur l'apprentissage des), I, 172. — (Société d'assistance paternelle pour les enfants employés dans les fabriques des), I, 232. — Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des fleurs et plumes, X, 428; — (à la Société des), 306. — (Apprentissage des), à Clamecy, I, 387. — De l'apprentissage et de l'assistance donnée aux enfants dans l'industrie des), II, 67. — (Etat dans Paris de la fabrication des), II, 68. — (Distribution de récompenses à la Soc. des), II, 151. — (Société paternelle des enfants des), III, 410. — (Lettre de M. Ch. Petit sur les apprentis des), V, 122. — (Assemblée générale de la Société des), 466. — Séance du 20 avril 1873 de l'Assistance paternelle aux enfants des), VI, 397; — du 11 novembre 1873, 507. — (Projet de Pensionnat-Ecole pour les apprentis des), VII, 92. — (Assemblée générale de la Société des), 535. — (Chambre syndicale des), 166. — Récompenses du 29 mars 1874, 320. — Séance du 10 novembre 1874, 535. — Séance du 4 avril 1875, VIII, 344. — Assemblée générale du 16 novembre 1875, 518. — Récompenses du 23 avril 1876, IX, 609. — (Chambre syndicale des), X, 82. — (Distribution des récompenses à la Société d'assistance paternelle des enfants employés dans les), XI, 376. — Assemblée générale du 19 novembre 1878, 665. — (Compte rendu de la séance du 23 décembre 1878 de la Société d'assistance paternelle des), XII, 70. — (Distribution des prix aux enfants des), 196. — Assemblée de la chambre syndicale, XIII, 433; XIV, 78, 173. — (Distribution des prix de l'Assistance paternelle des), 180. — Assemblées de la chambre syndicale, 256, 258, 264, 277, XV, 76. — Distribution des prix aux enfants de l'assistance paternelle (des) 287. — Assemblées de la Chambre syndicale (des), 289, 291, 296.
- Fliche** (M. Louis). L'enfant et l'atelier, conférence, XIV, 182.
- Flour** (M. Edouard). Son projet d'atelier-école pour marins, II, 2⁵.
- FOECY.** Colonie professionnelle, I, 293.
- FOLEMBRAY** (Les enfants de la verrerie de), III, 112.
- Follot** (M.), secrétaire du Patronage du papier peint. — Son compte rendu, VIII, 301. — Président du Patronage industriel des enfants du papier peint, XI, 176. — Censeur de la Société, 7.
- Forcade** (Rapport sur l'inspection du travail des enfants, par M. de), II, 439.
- FORCE** (Dordogne). (Orphelinat de la), II, 333.
- Fouchet** (M. Paul). Rapport sur la manufacture de MM. Harmel frères, I, 332. — Note sur l'atelier de M. Collinot, I, 271. — Note sur les apprentis décorateurs sur porcelaine, III, 279. — Rapport sur l'échange des comptes rendus entre les Œuvres, III, 386. — Notice sur l'apprentissage en Suède, III, 473.
- FOURCHAMBAULT.** Patronage d'enfants et jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Comoy, VII, 388.
- Fourment** (Orphelinat de M. de), II, 337. — (Note sur l'Orphelinat de), 379.
- Fourneyron** (Nécrologie de M. Benoit), II, 16.
- FRÈRES** de la Sainte-Famille, à Voiron (Isère), fondateurs de l'Orphelinat de Notre-Dame de Vouize, XI, 429.
- FRÈRES** des Écoles chrétiennes. Fondent plusieurs écoles profession-

nelles au XVIII^e siècle, I, 112. — (Patronage dirigé par les), I, 216, 284, 310. (Voy. *Patronages*.)

Frère-Orban, Ministre des finances en Belgique. Son opinion sur le travail des enfants, III, 141.

Freycinet (M. de). Rapport sur le règlement d'administration publique relatif au travail des enfants dans les mines, VIII, 180. — Rapport sur le règlement relatif à l'emploi des enfants dans les établissements classés comme dangereux ou insalubres, 248.

Froger de Mauny (M.). Rapport au Comité judiciaire sur la proposition d'exclusion des enfants de moins de 16 ans de tous travaux dangereux, XII, 118. — Notice nécrologique sur M. Chauveau-Lagarde, XIV, 303.

Froment-Meurice (M.), secrétaire de la Commission de l'enseignement artistique, I, 104.

FUMISTES ET RAMONEURS (Œuvre des jeunes), II, 426. — (Patronage des), VIII, 531. — (But de l'Œuvre des), X, 162.

FUNISTERIE (Chambre syndicale de la), VIII, 359, 453, 515; X, 83.

Funck (M.). Discours au Parlement belge sur le travail des enfants, III, 120.

FUTEAU (Meuse). Œuvre d'apprentissage fondée par M. l'abbé Aubry, I, 288.

G

Gagny (M^{lle} Paula), fondatrice de l'Orphelinat de la rue d'Auvergne, à Lyon, XI, 430.

GANTERIE (Apprentissage dans les ateliers de), à Chaumont, II, 306. — (Chambre syndicale de la), à Grenoble, X, 84.

GARDERIES (les) d'enfants, XV, 87.

GARDIENS DE LA PAIX (Lettre du Président de la Société à M. le Préfet de Police sur les récompenses à décerner aux), X, 9, 413; XI, 148. — (Lettre de M. le Préfet de Police à M. le Président de la Société, envoyant la liste des) méritant d'être récompensés, 310. — (Démarche faite par M. le Président de la Société auprès de M. le Préfet de Police relativement aux récompenses à dé-

cerner aux), 316. — (Récompenses décernées aux) à la quatrième Fête de l'Enfance ouvrière, 463. — (Listes de) ayant constaté une infraction à l'article 3 du décret du 13 mai 1875, 464.

Génin (M^{lle} Louise), fondatrice d'un établissement à Saint-Denis, XI, 430.

GENTILLY (Notice sur la Colonie agricole et pénitentiaire de), par M. Cerlber, III, 439.

Geoffroy-Saint-Hilaire (M.), président du Comité des recettes et dépenses, V, 38.

GÉOGRAPHIE (Méthode d'enseignement de la), V, 44.

Gerdalle (M^{me} (Sœur Onésime) de la congrégation de Saint-Charles, à Bar-le-Duc, VII, 398.

GIEN (Travail des enfants à), III, 268. — (Fabrique de faïence à), 271.

Gilet-Piéron (Fabrique de M.), I, 307. — (Rapport sur la teinturerie de M.), 337.

Gillon (M. Paulin), député. Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 240.

Giraud (M.), président de la Chambre syndicale des marchands tailleurs, IX, 181; XI, 252; XII, 75, 201.

Goblet (M. René), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VII, 287.

Godchaux (Don de cahiers par M.), II, 283. — (Caisse de participation de l'imprimerie), séance solennelle. VIII, 128; IX, 258.

Godin (M.), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 90.

Goffin (M.), président de la Soc. des Amis de l'enfance, II, 261.

Goguel (M.). (Notice nécrologique sur), VII, 474.

Goldenberg (M.). Lettre à M. le Ministre du commerce sur le travail des enfants, II, 129. — Discussion sur l'âge des enfants, II, 189. — Son polissoir ventilateur, IV, 48. — (Notice nécrologique sur), V, 132.

Goldschmidt (M. Léopold), don à l'Œuvre des Bibliothèques, V, 26.

Goubert (M. le docteur Elie), a publié un ouvrage intitulé: des

Agents perturbateurs de la Jeunesse, XI, 395.

GRADIGNAN. Orphelinat agricole dirigé par M. l'abbé Moreau, VIII, 386.

GRAND'COMBE (Gard), (Compagnie des mines de la), I, 3.

Gras (M.), son Ecole typographique, à Montpellier, III, 223.

Graux (M. Georges), avocat, secrétaire du Comité de l'Assistance judiciaire, VII, 68.

Gréard (M.), membre de l'Institut, inspecteur général de l'instruction publique, directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine; président du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57 V, 37. — Extraits de son mémoire sur les Ecoles d'apprentis, V, 65. — Directeur de l'enseignement primaire, V, 328. — Rapport sur les classes spéciales, 460. — Sur l'instruction élémentaire, IX, 100. — (Extrait d'un mémoire publié à l'occasion de l'Exposition universelle de 1878, par) sur l'enseignement primaire à Paris et dans le département de la Seine, XI, 659.

GRENOBLE (L'asile Sainte-Agnès de), IV, 23.

Grosselin (M.), fondateur d'un Orphelinat de sourds-muets (notice sur), IV, 14.

Groult (M.) (Maison de), I, 304, — (Internat manufacturier de), II, 303. — (Compte rendu d'une visite à l'internat de), II, 420. — Sur l'enseignement technique, V, 139. — (Prix fondé par), V, 247; — nommé Offic. d'académie, 328; VII, 392.

Guerrier de Haupt (M^{lle} Marie), lauréat de l'Académie française et de la Société de Protection des apprentis, XI, 462. — La Clé d'or (Histoire de deux apprentis par), 466.

Guichard de Choisy (M^{lle}), fondatrice-directrice de l'Orphelinat du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 248.

GYMNASTIQUE (Résultats de la), II, 298. — (Arrêté préfectoral sur la), V, 327. — (Exercices de) pour le dimanche, III, 107. — Création par la Ville de Paris de cinq gymnases, XII, 305.

H

HABITATIONS (les) ouvrières en Écosse, XV, 84.

Halluin (Le rév. P.), directeur de l'Immaculée-Conception, maison d'apprentis à Arras, I, 78, 288. — Article sur l'organisation de cette Maison, V, 374 à 390; VII, 388.

Hamelin (M.), compte rendu de la distribution des récompenses à l'atelier de jeunes ouvrières pour dévider la soie, I, 166. — (L'établissement de), 301. — (Fabriques de soie de), II, 382; VII, 389.

Hansen (M. Pierre-Ch.), secrétaire de la Chambre de commerce de Kiel. Article sur l'apprentissage dans le Schleswig-Holstein, XII, 394.

Harmel frères (Établissement de MM.), I, 302. — (Rapport sur la manufacture de MM.), 332. — (Extrait d'une brochure faite par), XI, 546.

Havard (M.), président de la Chambre de la Papeterie, III, 420. — Discours à la Chambre syndicale du papier, VII, 449; VIII, 352; X, 158.

HAVRE (École d'apprentissage au), II, 292.

Hayem (M. Armand), mention honorable, I, 308; — secrétaire de l'Œuvre des lits d'apprentis, II, 174. — Sur le repos du dimanche, II, 207.

Hayem (M. Julien), Étude sur l'Apprentissage depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, II, 30. — Extrait du *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. J. Périn, V, 140; VII, 392. — Note sur l'enseignement primaire (l'Ecole annexée à l'atelier), IX, 588. — (Rapport présenté par), à la délégation cantonale du XI^e arrondissement, sur un projet de création et d'organisation d'un service alimentaire, destiné aux écoles communales, XII, 51.

Hébert (M.), vice-président de la Société des enfants de l'ébénisterie, V, 21.

Hébert-Duperron (M.). Note sur les écoles annexées aux manufac-

- tures, dans l'arr. de Lisieux, II, 471.
- Hélie** (M. Faustin), juge au Tribunal civil de la Seine, — président du Comité judiciaire, en remplacement de M. Eug. Tallon, nommé avocat général à Lyon, XI, 155; — vice-président de la Société, XIV, 14. — Son article sur l'exécution des lois protectrices de l'Enfance ouvrière, 298. — Rapport sur l'emploi des mineurs des deux sexes dans les théâtres, XV, 117.
- Hément** (Félix), secrétaire du Comité de l'enseignement élémentaire, I, 57; V, 37.
- Hémon** (M. A.), bijoutier, à Paris. — (Notice sur les ateliers de), par M. E. Nusse, XI, 552.
- Héraud** (M.), inspecteur des enfants assistés du département de l'Isère, I, 311.
- Heredia** (M. de), député, président de la Commission départementale (Seine), du travail des enfants. — Rapports présentés au Conseil général de la Seine, XI, 164, 638.
- Hermant** (M^{me}), lettre sur une fête de Noël, à Rennes, VIII, 10.
- Hervé-Mangon** (M.), membre de la commission supérieure départementale du travail des enfants, XIII, 157.
- Hiéland** (M. Léon), président du syndicat général d'industries parisiennes. — De l'apprentissage dans les fleurs artificielles et plumes de parure, II, 67; — dans l'industrie parisienne; les pensions d'apprentis, III, 165. — Compte rendu de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes (11 novembre 1873), VI, 507. — Discours à la Chambre syndicale du Papier, X, 152.
- HOLLANDE** (Loi sur le travail en), III, 479.
- HORLOGERIE.** (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), IX, 168. — (Projet d'une Ecole technique d'), 170; X, 281. — (Distribution des récompenses à la Chambre syndicale de l'), XIII, 365. — Création d'une Ecole d'Horlogerie à Paris, XIV, 91. — Son inauguration, 94. — (Chambre syndicale de l'), 398. — *Id.*, de Lyon, distribution de prix, XV, 76.
- Houget** (M.) de Verviers (Belgique), lettre sur l'initiative en Belgique, III, 158. — Communication sur les Associations pour la réforme du travail des enfants, III, 306. — Extraits de sa brochure sur la réforme du travail des enfants, 481; IV, 31. — Lettre sur la loi de l'apprentissage, 42.
- Hudelot** (M.), inspecteur départemental du travail des enfants, XIII, 158.
- Hyacinthe** (P.), Conférence sur les devoirs de l'industrie envers l'enfance, I, 180. — Discours sur l'éducation des apprentis, I, 235, 313.
- HYGIÈNE de l'atelier** (Discussions sur l'), II, 209; III, 196. — (Conseils d') donnés par le Dr Magnin aux apprentis de M. Chaix, VIII, 451. — Congrès d'hygiène et de sauvetage, à Bruxelles, VIII, 484; IX, 524.
- I
- Impératrice Eugénie** (L') reçoit une députation de la Société, I, 99. — (Discours de Mgr l'Archevêque de Paris à), 276. — (Discours de M. le sénateur Dumas à), 278.
- Imprimerie** (Institutions de protection en faveur des enfants de l') III, 218. — (Statuts de la Société *paternelle des enfants de l'*), *ibid.*, — (Société *paternelle de l'*), IV, 52. — (Les apprentis allemands de l'), 62. — (Accidents dans l'), VIII, 16, 22.
- INSALUBRITÉ de l'industrie.** Mèches à fumer, IX, 578.
- INSPECTEURS du travail des enfants,** créés dans le département de la Seine en 1864, I, 28; — d'ateliers, dans les pensions d'apprentis, I, 71; — des études dans les mêmes pensions, *ibid.* — Spéciaux pour le travail des enfants, article de M. Ch. Robert, V, 41; — des apprentis (instruction des), 355. — (Discussion du projet de loi sur les), VI, 235. — (Communication des), VII, 94. — (Loi sur les), 267. — État des circonscriptions, et nomination des), VIII, 82. — Séance de réunion avec le Bureau de la Société, 164. — (Tableau du service des), 280. — Circulaires du Ministre de l'Agriculture et du Commerce sur les accidents atteignant les enfants,

420, 509 ; — sur les fonctions, attributions et le serment des inspecteurs XI, 161 et 163. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — (Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'), 653. — Nomination d'inspecteurs et inspectrices départementaux, 655. — Leurs rapports avec les commissions locales, XII, 444. — Circulaire de la Société à MM. les Inspecteurs divisionnaires sur l'état de l'inspection départementale, XIV, 17. — (Voy. *Inspection*.)

INSPECTION du travail des enfants, (Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 25 septembre 1854 sur l'), I, 23. — (Pétition au Sénat sur l') 360. — (Discussion sur l'), II, 218. — (Rapport du Ministre sur l'), 439. — (Décret chargeant les ingénieurs des mines de l'), 445. — (Commission supérieure de l'), 446. — (Circulaires du Ministre aux Préfets sur l'), 448 et suiv. ; — en Angleterre ; article de M. Alphonse Striber, III, 11 à 40 ; — en Silésie, VIII, 383. — Frais d'inspection du travail des enfants, XII, 443. — Lettre de MM. les Inspecteurs départementaux de la Seine, XIII, 64. — Remise aux enfants de la II^e circonscription des récompenses décernées par la Société de protection, 358. — Division du département de la Seine en sections d'inspection, XIII, 412. — (L') et le Conseil général de la Seine, XV, 85. — (Organisation et rémunération de l') en Angleterre, 310, 255.

INSTITUT NORMAL catholique fondé par M^{lle} Désir (séance de l'), VIII, 54. — (Voy. *Société*.)

INSTITUT PRIMAIRE MODÈLE (Article sur un), par M. Salicis, répétiteur à l'Ecole polytechnique, VI, 331.

INSTITUTION Livet à Nantes, XIII, 103.

INSTITUTIONS PRIVÉES en faveur des enfants, I, 347. — (Comité des), X, 406, 427.

INSTITUTRICES DE CHARITÉ (*Comité des*), II, 158 ; V, 36 ; VII, 110, 197, X, 406, 427 ; XI, 157, 474, 492 ; 618 ; XII, 26, 336. — (Règlement du *Comité des*), VII, 176, 490. — (Fête du *Comité des*), VIII, 13. — (Nécrologie de M^{lle} Désir, présidente du *Comité des*), VIII, 332. — Fête de l'Arbre de Noël, XI, 14. — (Distri-

bution des récompenses aux élèves des cours d'ateliers, dirigés par les), 301. — Fête de l'Arbre de Noël, XII, 10, 436 ; XIII, 149. — (Les élèves apprentis des), 353 ; XIII, 410 ; XIV, 141.

INSTRUCTION des enfants des manufactures (Discours de M. Jules Simon sur l'), I, 252. — (Discussion sur l'), II, 208. — (Enquête sur l'état d'), V, 427. — Des apprentis (extrait d'un discours de M. Müller concernant l'), V, 109. — (Notice par M. Michel Alcan sur l'), dans les fabriques de Bohain (Somme), 110. — Instruction primaire, VIII, 38, 46, 491 ; IX, 483. — Circulaire relative au certificat d'instruction primaire élémentaire, 441 ; — sur le même objet, XIII, 150 ; — sur le visa des certificats d'instruction, 152. — Classes spéciales pour les apprentis, 156. — Circulaire du préfet de police sur le visa des certificats d'instruction, XIV, 248.

INSTRUCTION PRIMAIRE OBLIGATOIRE des enfants de 10 à 12 ans, IX, 10. — (Cours complets d') dans une institution fondée par M^{me} Hippolyte Menier, XI, 387. — (Statistique de l'), XII, 555. — (Projet de loi sur l'), XII, 94.

INTÉMPÉRANCE (De l') chez les enfants, par M. Joseph Lefort, VIII, 33.

INTERNAT D'APPRENTIS (Projet de pétition à présenter au Conseil municipal en faveur d'un), X, 197. — Rapport de M. Is. Roche sur les), XI, 133. — (Considéranis votés sur les), par M. Lefebvre, secrétaire général de la Société, 140. — (Rapport de M. Nusse sur les), 305. — (Commission des), XII, 101. — (Rapport de la Commission des), présenté à la Société par M. Nusse, secrétaire de ladite Commission, 105.

INTERNATS de charité, fondés par les congrégations religieuses et par les laïques, article de M. Monnier, II, 345 ; — d'apprentis des sœurs de Marie-Auxiliatrice (Rapport de M. Marjolin), IX, 329.

INTERNAT MANUFACTURIER (Nouvel) de Vitry-sur-Seine, II, 303. — Internats divers, 378. — (Visites à l') de M. Muller, 413 ; — (à l') de M. Groult, 420.

INVALIDES du travail, à Lille (Lettre

de M. Longhaye sur l'Œuvre des), VIII, 337.

ISRAËLITE (Œuvre pour les enfants du culte), I, 225. — (Pension d'apprentis du culte), II, 262.

ITALIE (Condition des enfants dans les fabriques en), X, 676. — Opinion sur l'intervention du législateur pour la réglementation du travail des enfants, XII, 392. — Les Pifferari, XIII, 216. — Projet de loi sur le travail des enfants dans l'industrie, 378.

J

JAPON (Instruction primaire au), IX, 517.

Japy (M.), président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours, X, 284.

Jay (M. Raoul), son livre sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, XIII, 384.

Jeannel (M. R.). Articles sur les arbres de Noël, III, 72.

Joret-Desclosières (M.), secrétaire du Comité judiciaire, IX, 23. — Son livre sur les grands inventeurs dans les sciences, les arts et l'industrie, XIII, 385. — Compte rendu de l'ouvrage de MM. Léon Lefébure et Desportes, sur la science pénitentiaire, XIV, 207.

Joubert (M. Ambroise), membre de l'Assemblée nationale. Sa proposition de loi sur le travail des enfants ; amendement à cette proposition, IV, 870. — *Ibid.*, V, 22. — Délibération sur son projet de loi, son discours, V, 438 ; VI, 33 ; VII, 225, 270 ; VII, 385.

Joubert-Bonnaire frères (MM.), filateurs de chanvre, à Angers, IX, 256.

Jourdain (M.), vice-président de l'Œuvre des lits d'apprentis, II, 82. — Notice sur les apprentis de l'Imprimerie Chaix, II, 180. — Rapport (1869) de l'Œuvre des lits d'apprentis, III, 382.

Jullien (M. l'abbé), directeur-fondateur de l'orphelinat professionnel de l'Immaculée-Conception à Toulouse, 219.

JURISPRUDENCE protectrice des apprentis, V, 94, 100, 272, 354 ; VI,

433 ; VII, 192 ; VIII, 173 ; IX, 428, 576 ; X, 30, 33 ; XII, 24, 137, 140, 142, 331, 334 ; XIII, 328 ; XIV, 28, 243. — Travail des mines, 243. — (Visite aux orphelinats), 245. — Travail des mines, nuit, XV, 28, 107. — Responsabilité après mutilation d'enfant, 109. — Cumul de peines, contraventions, 111. — Responsabilité, imprudence de l'enfant, 263. — Taillerie de diamants, 264. — Machine mue à bras d'hommes, 265. — (Voy. *Comité judiciaire*.)

K

Keller (M.), député, son discours dans la discussion de la loi sur le travail des enfants, VI, 235.

KEMBS (Haut-Rhin). Orphelinat.

Kérisvoal (M. O.). Les Institutions de l'Etat en faveur des enfants, I, 340.

Krafft (M. Théodore), directeur de l'établissement protestant de Neuhof, V, 396.

L

Laboulaye (M.), vice-président de la Société en 1872, V, 8.

Lacroix (M. Sigismond). (Extrait du Rapport de) sur les Caisses des Ecoles de l'Enseignement professionnel, XI, 90.

Ladoucette (Patronage de M^{me} de), I, 285. — (Rapport de M. le B^{on} de), 360.

Lallon (M. J.), auteur des projets de réforme pénitentiaire, XI, 295.

Laneyrie (M.), avocat à la Cour de cassation. Analyse des lois anglaises du 16 août 1878 (ayant pour objet de prévenir les accidents causés par les machines à battre le grain), et du 27 mai 1878 (sur le travail dans les établissements industriels), XII, 83.

Langénieux (M^{re}), fondateur de la Soc. Paternelle de l'Ebénisterie, II, 145. — (Œuvre fondée par), VI, 25.

Lantiez (M. l'abbé), sa communication sur la question d'apprentissage, II, 233. — Sur les classes spéciales, V, 434. — Président de l'enquête sur la suppression du vagabondage, VII, 31, 112.

Lassez (M. G.), auteur de *l'Enseignement professionnel, ce qu'il est, ce qu'il doit être*, X, 504.

LAUSANNE (Exposition scolaire à), XII, 309.

Lavollée (M. C.), sa discussion sur la loi du travail des enfants, II, 187.

LAYETIERS-EMBALLERS. — (Voy. *Emballers*.)

Leclaire (M.), entrepreneur de peinture. — (Distribution des prix aux apprentis de la Maison), I, 165. — (L'Etablissement d'apprentis de M.), I, 304. — (Nouveaux statuts de la Maison), II, 468. — Sa mort, V, 328. — (Société de prévoyance et de secours mutuels de la Maison), Banquet du 11 mars 1877, X, 189.

Lefebure (M. Léon), ancien député, *Secrétaire général de la Société* 1872, V, 9. — Sur l'enseignement pratique, 193. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 245. — Rapport sur les travaux et les récompenses de la Société de protection en 1875-76, IX, 234. — Livre intitulé : *Les Questions vitales*, 623. — Rapport à la séance solennelle de 1874, VII, 367. — Discours sur l'instruction populaire et le devoir, 545. — Son livre sur *les Questions vitales* (Compte rendu de), 639. — (Rapport de), sur les Bibliothèques d'apprentis, XI, 132. — (Rapport de) sur l'exercice 1879-1880 de la Société et des récompenses qu'elle décerne, XIII, 232. — (La science pénitentiaire au Congrès de Stockholm par M.), XIV, 207.

Lefort (M. Joseph). Note sur le travail des jeunes filles, VI, 469. — Statistique des salaires des enfants, VII, 143. — Sur les enfants dans les mines d'Anzin, 509. — De l'intempérance chez les enfants, VIII, 33; — *Intempérance et misère*, VIII, 539. — Salaires des enfants dans les filatures, 176. — Condition des enfants au Creusot, 526. — Condition des apprentis à Paris, IX, 581. — (Article bibliographique de), XI, 564. — La collection *Législation protectrice de l'Enfance ouvrière*.

Legentil (M.). Rapport sur la condition des apprentis à Paris, VII, 65; VII, 398.

LÉGISLATIONS anglaise et autres (Quel-

ques mots sur le travail dans les), I, 4.

LÉGISLATION. — (Voy. *Loi*.)

Legouvé (M.), vice-président d'honneur de la Société, V, 7.

Legrand (M. Anatole). Notice sur les apprentis de M. Lemaire, II, 86. — Notice sur les ateliers-mo-dèles, II, 266.

LEGS en faveur d'apprentis à l'hospice de Versailles, par M^{me} Lespinasse de Florentin, I, 268.

Lekime (M^{me}), Directrice de l'atelier de cigarières, IV, 26. — Emigration pendant le siège de Paris, 124. — (Don fait par la Société à), V, 261.

Lemaire (M.) (Fabrique de), I, 302. — (Les apprentis de), II, 86. — (Visite du Ministre de l'Instr. publ. aux ateliers de), II, 264.

Lemoine (M. Henri). Allocution à la séance de la Société paternelle de l'Ebénisterie, II, 145; — président du Patronage des enfants de l'Ebénisterie, V, 15; — président de la Société de l'Ebénisterie, III, 411. — Notice sur la Société des enfants de l'Ebénisterie, V, 118. — Discours aux prix des enfants de l'Ebénisterie, VII, 152; VIII, 284; IX, 494. — Rapport à la distribution du Patronage de l'Ebénisterie, XI, 531.

Leguien (M. Justin), son offre de 25 places gratuites pour le dessin, I, 260. — (L'Ecole de), IV, 30.

Leroux (M. Emile), ingénieur. — Rapport sur les accidents de machines dans les imprimeries, VIII, 16; — dans les filatures, 423. — Visite à Mulhouse, 330. — Sur un concours pour éviter les accidents, IX, 37. — Secrétaire du *Comité du placement des Apprentis*; rapports sur le placement des apprentis, X, 13, 91; — sur une allocation de secours à certains apprentis, 102. — (Rapport de) sur les travaux du Comité de placement des apprentis, XI, 19. — (Rapport de), XI, 112.

LES DAMES DE LA PROVIDENCE DE DOUAI, patronage de jeunes filles, IX, 221.

Lespinasse de Florentin (M^{me}) sœur de Saint-Vincent-de-Paul ancienne supérieure de l'Hôpital

civil de Versailles. — Legs en faveur d'apprentis, I, 268.

L'Étang (M. de), chargé de l'Œuvre des bibliothèques, V, 36.

Leurent (M.), député. Discours à l'Assemblée sur le travail des enfants, VI, 14.

LIBÉRÉS (Patronage des). — (Voy. Société pour le patronage des libérés.)

LIBRAIRIE (Soc. paternelle des enfants de l'imprimerie et de la), IV, 52.

LILLE. Œuvre de la jeunesse, I, 291. — Congrégation des filles de l'Enfant-Jésus, I, 294. — (Distribution des prix offerts aux Ecoles professionnelles de), II, 297.

Linarès (M.), la loi sur le travail des enfants dans Seine-et-Oise, XV, 125.

LISIEUX (Ecoles annexées aux manufactures dans l'arrond^{de} de), II, 471.

LITS D'APPRENTIS (*Œuvre des*), II, 174. — (Souscripteurs à l'*Œuvre des*), II, 283. — (Rapport, en 1866, de l'*Œuvre des*), III, 382; V, 39.

LOGEMENTS et établissements industriels (De la salubrité des), III, 378. — (Loi relative à l'assainissement des), III, 379. — Des apprentis, communication de M. Simon Schloss, V, 342. — (Extrait du rapport de la Commission des), XI, 669.

Loi du 22 mars 1841 sur les enfants employés dans les manufactures. Texte, I, 5. — Insuffisance de cette loi, 9. — (Projet de) sur le travail des enfants, présenté par M. Dupin à la Chambre des pairs, le 15 février 1847, texte, 10. — Avantages sérieux de ce projet de loi, 11. — (Texte de) voté par la Chambre des pairs le 21 février 1848, 14. — (Texte de) sur les contrats d'apprentissage, promulguée le 4 mars 1851, 15. — (Texte de la proposition de), par M. Wolowski, en août 1848, II, 118. — Sur le travail des enfants en 1841, 161. — Sur les contrats d'apprentissage en 1851, 165. — Discussion en forme d'enquête préparatoire à la loi sur le travail des enfants, 184. — (Observations de M. Houget sur le projet de), IV, 42. — (Proposition de) sur le travail des enfants, par M. Ambroise Joubert, et amendement à cette proposition, 116. — *Idem*, V, 22. — (Travaux de la Com-

mission de l'Assemblée pour le projet de) sur le travail des enfants V, 39. — (Etat du même projet de), V, 92. — Sur le travail des enfants. (texte de projet de), V, 205. — (Note sur le projet de) par M. d'Eichthal, 264. — Sur l'instruction, IX, 129. — (Article additionnel à la), 294. — Modification de la loi du 19 mai 1874, discussion au Sénat et à la Chambre des députés, 379. — (Voy. Travail.)

LOI DU 19 MAI 1874 sur le travail des Enfants employés dans l'industrie (texte de la), V, 389. — (Circulaire de M. le Ministre du commerce relative à), VI, 347; — Texte de la loi, VII, 305. — Enquête relative au règlements d'administration publique, VII, 506; VIII, 105. — Application de la loi en Savoie, 419. — Proposition de modification à la loi par M. Testelin, IX, 294. — (Rapport de M. Dumas sur le fonctionnement de la), IX, 13. — (Proposition ayant pour but de modifier la), 380. — (*Explication théorique et pratique de la*), par M. Jules Périn, avocat, X, 226, 336, 436; XI, 53. — (L'origine et l'application actuelle de la), par M. Paul Robiquet, X, 311. — (Circulaire du Ministre de l'agriculture et du commerce relative à la), XI, 158. — (Observations relatives à l'exécution de la), 313. — (Recueil des instructions et décisions relatives à l'application de), XIII, 313. — (Rapport au comité judiciaire sur l'interprétation de l'article 18 de), 240. — (Circulaire de M. le Préfet de police sur l'interprétation de l'article 10 de), 247. — (Observations de M. le Dr Perrin sur l'inobservation de l'article 14 de), 149. — Contravention, peine, cumul, XV, 111. — Dans le département de Seine-et-Oise, 125.

LOI ALLEMANDE du 17 juillet 1868 modifiant la législation industrielle, XIII, 143.

LOI ANGLAISE sur la responsabilité des accidents, XIII, 460.

LOI FÉDÉRALE SUISSE (des 19-23 mars, 3 décembre 1877), concernant le travail dans les fabriques, XI, 98.

LOIRET (L'apprentissage dans le dép. du), III, 259.

Longhaye (M. Aug.). Son rapport

sur l'apprentissage dans les filatures de M. Thiriez, à Lille, IX, 335.

Lorois (M.). Rédaction d'un projet de loi sur les Ecoles d'apprentissage, soumis à la Chambre des Députés et adopté, XII, 153.

Lossler (M.). Sa note sur l'observation de la loi d'apprentissage en Prusse, II, 310.

LUNDI (Société du travail du), II, 300.

LUNÉVILLE. Patronage de la Société de prévoyance et de secours mutuels, dirigé par M. Cobus, I, 293.

Luynes (M. de). Rapport sur un matériel d'installation d'école d'apprentis, imaginé par M. Bapterosse, V, 78.

LYCÉE FONTANES (Allocution à la Société), XII, 8,

LYCÉE LOUIS-LE-GRAND (Allocution à la Société), XI, 130; XII, 8.

LYON (Distribution des prix à l'Ecole d'enseignement professionnel de), I, 162. — (L'Œuvre des apprentis de), 288. — Providence Saint-Bruno, dirigée par les sœurs de Saint-Joseph, II, 335. — (Orphelinats des sœurs de Saint-Joseph à), 354. — [Succursales des sœurs de Saint-Joseph, aux Chartreux, à), 395. — (Les Œuvres de la ville de), III, 78 et suiv. — L'Œuvre des dames tutrices établies à), IV, 21. — (L'Œuvre des dames zélatrices établie à), *ibid.* — Fondation Pleney, X, 399.

M

MACHINES MUES A BRAS D'HOMME. XI, 333. — (Rapport au Comité judiciaire sur les), par M. E. Nusse, XII, 18.

Maffre (M.). (Notice nécrologique sur), VII, 475.

Maignen (M. Maurice). (Cercle de jeunes ouvriers fondé par), I, 289. — Offre au Cercle des jeunes ouvriers des lits d'apprentis, II, 276.

Maillard (M.). Rapport sur la situation de l'enfant dans les fabriques de châles, I, 318. — Son école établie à Grougis (Aisne), II, 343.

MAISON D'APPRENTIS TONNELLÉ, directeur: M. l'abbé Archambault, à Tours, IX, 249.

MAISON D'ÉCOLE ; leur insalubrité à

Paris blâmée par M. le Dr Marjolin, V, 337. — Règles applicables à leur construction, *ibid.* (note).

MAISON DE FAMILLE fondée par la Soc. des Amis de l'enfance (Visite du Ministre de l'instr. publ. à la), II, 261.

MAISON D'APPRENTIS. Œuvre de l'Immaculée-Conception, à Arras, V, 374.

MAISON D'APPRENTIS, de la ville de Nancy, IX, 250.

MAISON DE CONVALESCENCE (La) des enfants, XII, 215.

MAISON DE NOTRE-DAME DU BON CONSEIL, fondée par M. Bondrand, à Lyon, XI, 430.

MAITRES (Droits et devoirs des), extrait du *Traité du contrat d'apprentissage.* par MM. Hayem et Périn, V, 141.

MAITRE D'ÉCOLE prussien (Le) VII, 497.

Malarce (M. de), *Manuel des caisses d'épargne*, IX, 112. — (Communication de) sur les Caisses d'épargne scolaires, X, 498. — Création d'un Bureau d'épargne des manufactures et ateliers, 502.

Malartre (M.), député. — Son discours sur la loi sur le travail des enfants, VII, 227.

Malescourt (M. Louis), Internat manufacturier, IV, 30. — Lettre à la Société, V, 200. — Autre lettre, 261. — Orphelinat à Saint-Jean-de-Bournay (Isère), V, 341.

Mame (MM.), I, 309. — (Fête à l'Imprimerie de), à Tours, VII, 462; IX, 256.

MANUFACTURES (Rapport sur le travail des enfants dans les) de Rouen, par M. A. Beaulieu, III, 54. — (Travail des enfants dans les), VIII, 78, 180, 192, 230, 248. — (Voy. *Travail des enfants.*)

Marceille (M. l'abbé), directeur du patronage de Saint-Cernin, à Toulouse. — (Lettre de) à M. le Président de la Société, XI, 27.

Marguerin (M.), directeur de l'école Turgot (Livre donné à), I, 313. — Président du Comité du *Bulletin*, V, 37.

Marie (M.), ancien bâtonnier, censeur de la Société, en 1867, I, 35.

Marienvall (M.). Son rapport au Patronage des Fleurs et Plumes, VI, 514; VII, 325; VIII, 525.

MARINE (Institutions de l'Etat, en faveur des enfants dans la), I, 340. — (Voy. *Messageries*.)

MARINS (Projet d'atelier-école pour l'instruction des jeunes), II, 295.

Marjolin (M. le Dr) (Discours de), II, 143. — Sur l'âge des enfants pour le travail, II, 192. — Sur l'hygiène de l'atelier, 212. — Recherches sur les accidents et les affections chirurgicales auxquels sont exposés les jeunes apprentis, III, 358. — Sur l'Enseignement technique, V, 192. — Sur le Demi-temps et les Ecoles, 334. — Sur les Ecoles, 427. — Quelques réflexions sur la loi du travail des enfants, VI, 317. — Rapport sur l'Orphelinat de Saint-Joseph, 410. — Sur l'enquête du vagabondage, VII, 31, 112. — Rapport sur l'Internat des sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Article sur les Ecoles techniques et professionnelles, 435. — Délégué au Congrès d'hygiène et de sauvetage de Bruxelles; son rapport, 533; — son allocution à la séance du 4 janvier 1877. — (Communication faite par), sur l'inspection en Allemagne, XI, 261. — Discours à la séance de rentrée du 7 novembre 1878, XI, 569. — Observations sur le danger de la préparation des enfants aux exercices acrobatiques, XV, 14.

Marochetti (M.), ingénieur civil, secrétaire du Comité de placement des apprentis, XI, 708. — (Rapport de), 706. — Rapport à M. le Préfet de police de la VIII^e Commission locale, en 1878, XII, 45; — Rapport au Comité de placement, sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879, 337. — Sur l'exercice 1881, XV, 29.

MARSEILLE. Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers, fondé et dirigé par M. Lyon, I, 293. — Œuvre d'apprentis et de jeunes ouvriers, dirigé par M. l'abbé Timon-David, I, 291.

Martin (MM. J.-B. et Pétrus), 301. — (Notice nécrologique sur M. J.-B.), II, 17.

Mathieu (M. H.). De l'appren-

tissage dans les Compagnies de chemins de fer, I, 324.

Mauge du Bois des Entes (M.) (Notice nécrologique sur), IX, 206.

Maurice (M. Gustave), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, V, 332. — Communications, VIII, 452. — Lettre à la Société de protection, IX, 8. — Observations sur l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 80. — Lettre à la Chambre syndicale de la Fumisterie, 83. — Lettre demandant une rectification, XII, 44.

Max Richard (M.), député. Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 146.

Mayniel (M. E.). Note sur l'Œuvre des fumistes et ramoneurs, II, 425.

MAZAMET (Règlement sur l'apprentissage dans la commune de), I, 372.

Mazaroz (Programme d'apprentissage de M.), V, 358.

MEAUX (Institutions pour favoriser l'apprentissage à); distribution de récompenses, VIII, 448.

MÉCANICIENS (Projet d'Ecole d'internes pour les apprentis), VI, 407.

MÉDAILLES accordées aux membres des Commissions à propos de la séance solennelle du 27 oct. 1867. I, 313. — A propos de la séance du 27 déc. 1868, II, 343. — (Voy. *Récompenses*.)

Melun (M. le C^{te} de). Compte rendu d'une fête de Patronage, I, 255. — Fondateur des Patronages des frères des Ecoles chrétiennes, I, 284. 312. — Discours à l'Assemblée sur la loi du travail des enfants, VI, 39, 279; VII, 385.

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ (Liste des) en janvier 1867, etc., I, 39, 94, 95, 181, 269, 390. — II, 171, 316, 475. — III, 331, 334. — IV, 104. — Listes générales, IV, 134. — V, 481. — VI, 533. — VII, 567. — VIII, 548. — IX, 651. — X, 509. — XI, 715.

MEMBRES CORRESPONDANTS de la Société de protection des apprentis (Instruction pour les), I, 270; VI, 530.

MÉMOIRES des instituteurs (Extraits des) sur les abus du travail des enfants en 1861, I, 25.

MÉNIL-SAINT-FIRMIN. Orphelinat di-

rigé par les sœurs de Saint-Joseph de Cluny, II, 335.

MESSAGERIES (De l'enfant dans les services maritimes des), I, 347.

MÉTIERS. — (Voy. *Filatures*.)

METTRAY (La Colonie de), IV, 27.

METZ (Rapport à la Société des jeunes ouvriers de), V, 393.

METZ (Œuvre du Patronage des jeunes ouvriers et apprentis de la ville de), I, 295 ; VII, 389.

Metz (M.). Maison de jeunes filles, II, 342. — (Orphelinat fondé à Fribourg-en-Brisgau par), II, 399.

MEULES (Rapport du conseil d'hygiène sur les précautions à prendre dans l'emploi des), X, 221.

MEXIQUE (L'Enfance abandonnée au), XV, 80.

MEYSENTHAL (Les Enfants dans la verrerie de), III, 111.

Midocq (M.), (Ateliers de), II, 267.

Migneret (M.), ancien conseiller d'Etat ; vice-président en 1867, I, 35. — Sa circulaire aux membres du conseil demandant à établir la situation des Enfants dans l'industrie, 104. — Coup d'œil historique sur l'origine, la marche, les progrès, et l'état actuel de l'Enseignement professionnel, 107. — L'enfant des manufactures, à Mulhouse, 200. — Rapport sur les récompenses aux industriels pour les soins qu'ils donnent à leurs apprentis, 296. — Allocution sur le projet de fondation de pensions d'apprentis à Paris, 314. — Préside la séance du 23 février 1878, II, 3. — Préside la séance du 15 mai 1868, son discours, II, 184. — Réélu vice-président en 1875, V, 8.

Million (M^{lle}), Directrice de l'Œuvre de Sainte-Catherine, à Lyon, III, 81.

MINES (Rapport sur le travail des enfants dans les), II, 240. — (Règlement d'administration pour les enfants employés dans les), VII, 180. Le travail de nuit de l'enfant dans les mines est-illicite? rapport par M. Tournier, XV, 20. — Observations sur le même sujet par M. Eugène Tallon, 102.

MINISTRE DE LA JUSTICE (Circulaire du), prescrivant la communication

aux inspecteurs divisionnaires des procès-verbaux relatifs aux accidents ayant atteint des enfants, X, 113 ; XII, 352.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE (M. le). Circulaire sur l'inspection par les ingénieurs des mines, V, 448. — Allocations à la Société, V, 89 ; VI, 457. — (Lettre de), sur l'inscription de diverses Ecoles du gouvernement, II, 274. — (Lettre de), XI, 130. — (Circulaires de), relatives à la loi du 19 mai 1874, 158. — (Discours de), à la 4^e fête de l'enfance ouvrière, 408. — (Lettre de) accordant 500 entrées gratuites à l'Exposition, 574. — Circulaire ordonnant une enquête sur les accidents de fabrique, XIV, 63. — Idem sur le travail des enfants dans les manufactures, 153.

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Discours à la distribution des prix à l'école d'Enseignement professionnel de Lyon, I, 162. — Visite dans les ateliers, II, 258 ; — à la Société, V, 89. — (Instruction du), sur l'instruction primaire des enfants des manufactures, VIII, 341. — Instruction relative au certificat d'instruction primaire, IX, 129. — Ecoles, 345. — Circulaire relative à l'application de la loi du 19 mai 1874, X, 111. — Allocation à la Société, XI, 129. — Lettre au président de la Société s'excusant de ne pouvoir assister à la 4^e fête de l'Enfance ouvrière, 401. — (Arrêté du), instituant une Commission spéciale pour l'étude des questions relatives aux bâtiments et matériel scolaires, XII, 303. — (Décret du), du 13 mai, créant un musée pédagogique et une bibliothèque centrale de l'instruction primaire, 305. — Circulaire relative au certificat d'instruction primaire, 441. — Circulaire sur les cours normaux de coupe et d'assemblage, XIV, 64. — Circulaire (de) sur la surveillance des enfants en dehors des classes, XV, 267.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR (M. le). Allocation à la Société, VI, 457. — Lettre à tous les préfets du 17 janvier 1878, XI, 28. — (Exposition collective du), 701.

Monnier (Fréd.). Rapport sur la distribution des récompenses à la séance du 27 décembre 1868, II,

331. — Organisation du travail manuel des jeunes filles, 345. — Vice-président du Comité judiciaire de la Société, II, 213.
- MONTARGIS** (Société d'assistance de), III, 264.
- MONTATAIRE** (Organisation des usines de), VIII, 303.
- MONTBÉLIARD.** Association évangélique pour le patronage des enfants indigents, I, 291.
- Monteaux (M.).** Observations sur l'hygiène et l'inspection des ateliers, II, 214. 219. — Sur l'Enseignement professionnel, V, 192. — Sur l'âge d'admission, 334.
- Moore** (Georges), sa biographie, XV, 316.
- Mouchy** (duc de), prince de Poix, secrétaire général de la Société, en 1867, I, 35. — Compte rendu sur l'organisation et les travaux de la Société, à la séance d'inauguration, 56. — Compte rendu, 102. — Compte rendu fait à la séance du 10 septembre 1867, 183. — Compte rendu des séances des 27 octobre et 12 décembre 1867, 271. — Compte rendu des actes de la Société à la séance du 23 février 1868, II, 8. — Compte rendu de la séance du 25 mai 1868, 179. — Vœux exprimés par la Société de protection, 253. — Compte rendu de la séance du 27 décembre 1868, 321. — Compte rendu de la séance du 12 juin 1869, III, 159. — Compte rendu de la séance du 19 juin 1870, IV, 4. — Sa démission de membre du Bureau, V, 33.
- Mourceau** (Fabrique de M.), I, 307.
- Son Ecole pour les apprentis, VII, 167, 392.
- MOUSSES** (Ecoles de), subventionnées par l'Etat, I, 341.
- MULHOUSE** (Les Ecoles techniques de). I, 132. — (Ecole de filature fondée à), I, 134. — (L'enfant des manufactures à), 200. — (Réponse au questionnaire du Ministre de l'Agriculture, par la Commission de surveillance de), 363. — (Ecole d'apprentis, de M. Trapp à), 378. — (Association pour prévenir les accidents de machines, fondée à), II, 233 ; VII, 393. — (Société industrielle de), III, 297. — (Société des amis de l'instruction populaire de), IV, 81. — (Exposition industrielle à), IX, 342. — Notice sur l'association (de) pour prévenir les accidents de fabrique, XIV, 323.
- Müller** (M. Emile). Discours sur la question de l'apprentissage, V, 109. — (Etablissement de), II, 337. — (Description de l'internat de), 337.
- MUSÉE CANTONAL** (Le). Observations de M. G. Wickam, XII, 308.
- MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS** (Le), XII, 307.
- MUSÉE INDUSTRIEL** (Le), au Champ-de-Mars, XII, 94.

N

- Nadaud** (M. Martin). (Examen du Rapport de), par M. E. Nusse, XI, 589. — (Rapport de), à la Chambre des députés, 621. — Projet de loi sur la responsabilité des accidents de fabrique, XIV, 61. — Examen de ce projet par M. Ernest Nusse, 32.
- Najeau** (M.), son Internat pour les enfants de la Passementerie, III, 432. — (Œuvre de), IV, 29.
- NANCY** (Œuvre des apprentis de), I, 286. — Sœurs Saint-Charles, chez M. Cartier-Bresson, I, 310 ; II, 363. — (Orphelinat des sœurs du Saint-Cœur de Marie à), II, 341, 355. — (Comité des Apprentis du Bureau de bienfaisance de la ville de), VII, 397. — (Ecole professionnelle Sainte-Anne à), IX, 627.
- NANTES** (Ecole d'apprentis à), I, 261. — Œuvre de Notre-Dame-de-Toute-Joie, I, 290.
- Napias** (M. le Dr H.). Dispositions prises dans les différents pays de l'Europe pour protéger la santé des enfants travaillant dans l'industrie, XIII, 373.
- NÉCROLOGIE.** MM. Gabriel Dufrenoyt, II, 15 ; Isaac Duproy, 15 ; Benoît Fourneyron, 16 ; J.-B. Martin, 17 ; Martin Riess, 18 ; Roche, 19 ; J.-J. Roquebert, 20 ; Sallandrouze, 21 ; Sommier, 22. — Aug. Cochin, V, 131 ; Goldenberg, 132 ; Leclair, 328 ; — Philib. Pompée, VII, 101 ; H. de Triqueti, 354 ; Goguel, 474 ; Maffre, 475 ; Sahler, 475 ; Rouvenat, 564. — Dietsch, VIII, 62 ; Defourneaux, 538. — Mange du Bois-des-Entes, IX, 206 ; Schlumber-

ger, 639. — Ern. Labbé, X, 88 ; Isid. Carhian, 89. — Six Titus-salt ; Henri Haffely-Patek ; Vincent Dubochet ; J.-B. Pastré ; E. Moïana ; A. Wallaert ; Jean Brunet ; Debain ; Ch. Reboux ; Heynin ; Ch. Semon ; M^{me} Chisholm ; Miss Carpenter ; Lud. Duchesne ; Juteau ; Weill-Picard ; Mathias ; Ch. Gundelach, XI, 109 ; — Schloss, 294 ; Germ. Thibaut, 390 ; Jules Riotot, 562. — Benjamin Colombier, XII, 310 ; El. Bachotet, 407 ; M^{me} Canonge, 408. M. Hippolyte Topart, 477. — M. Courvoisier, XIII, 227. — M. Hénon aîné, *ibid.* ; M. Cartier-Bresson, 479. — M. l'Inspecteur Maurice, XIV, 112 ; M. Chauveau Lagarde, 303. — M. le baron James Édouard de Rothschild, 406. — M. Albert Cécille, XV, 88.

NEUHOF (Orphelinat de), II, 333. — (Etablissement protestant à), V, 396.

NEVERS (Sœurs de), II, 341. — (Orphelinats fondés par les sœurs de charité de), 359.

NEW-YORK (Les asiles d'enfants à), VII, 47. — (La misère et le crime à), par M. Brace, VII, 463. — (Les enfants des rues à), VIII, 54. — Lois du Parlement de New-York, obtenues par la Société, créée en vue de prévenir les cruautés dont les enfants peuvent être victimes, XI, 93. — Teneur de ces lois, 94.

NIEDERBRONN (Bas-Rhin). (Sœurs du Divin Rédempteur à), II, 363.

NORD (Rapport fait en 1868. au Conseil général du), II, 249. — (Application de la loi sur le travail des apprentis, dans le département du), III, 156. — (L'instruction primaire dans le département du), par M. Anthoine, inspecteur d'académie à Lille, XII, 303. — Rapport sur les enfants blessés et mutilés, X, 218.

NUSSE (M. Ern.), avocat. Conférence sur l'apprentissage, au point de vue de la loi et des mœurs, X, 51. — Rapport sur l'étude de M. André Morillot, *De la nécessité de modifier la loi du 19 mai 1874*, 125 ; — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. J. Périn (voy. ce nom), 226, 336, 436 ; XI, 53. — Rapport à la Commission chargée de décerner quatre

livrets de la Caisse d'épargne, 323.

— *Etude sur le contrat d'apprentissage dans le droit anglais*, 379. — (Notice de), sur la loi fédérale suisse concernant le travail dans les fabriques des 19-23 mars, 3 décembre 1877, 96 ; — *De l'Emploi des Enfants dans les professions ambulantes de saltimbanques, acrobates, etc.*, en collaboration avec M. J. Périn, 187 ; — Rapport sur les internats d'apprentis, 305 ; — Etude législative sur la pratique de l'Enseignement primaire obligatoire, dans les pays étrangers, 350 ; — Secrétaire du Comité des Publications de la Société, 474 ; — *Réflexions sur les Ecoles de demi-temps*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504 ; — Etude législative sur la pratique de l'enseignement primaire obligatoire, dans les pays étrangers, 513 ; — Notice sur les ateliers de M. Hémon, bijoutier à Paris, 552 ; — (Communication de), secrétaire des publications de la Société sur divers ouvrages publiés sous les auspices de la Société, 577 ; — Examen du Rapport de M. Martin Nadaud, 589 ; — *Le Travail de l'enfant dans l'arrachage de la betterave, les Sucreries agricoles, et les Accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. J. Périn, 671. — Relation de la fête de l'Arbre de Noël des apprentis des ateliers, XII, 10. — Rapport sur les machines mues à bras d'homme, 18. — (Rapport présenté à la Société au nom de la Commission des Internats d'apprentis, par), 195. — Rapport sur les modifications à introduire dans la loi du 19 mai 1874, 121. — La Maison hospitalière de Caunterets, 216. — Les ouvriers meuliers de La Ferté-sous-Jouarre (Etude de), 368. — Rapport sur la réglementation de la condition des apprentis, 425. — Rapport sur les contradictions existant entre la loi du 4 mars 1851 et celle du 19 mai 1874 et le mode d'interprétation proposé pour les lever, 432. — L'Arbre de Noël, 438. — Rapport sur la proposition de loi présentée au Sénat par la Commission du projet de loi sur les écoles d'apprentissage, XIII, 29. — L'institution Livet à Nantes, 103. — Les élèves apprenties des institutrices de charité, 353. — Proposi-

tion sur l'établissement d'un tableau d'honneur des apprentis de France, 362. — Rapport sur les résultats de l'apprentissage et sur le projet de loi des écoles d'apprentissage, 403. — L'arbre de Noël, 410. — Le petit vagabond du pays de Caux et les institutions charitables de Dieppe, XIII, 434. — *Secrétaire de la Société de protection des apprentis*, XIV, 14. — Lettre de M. J. B. Dumas à ce sujet, 16. — Les projets de loi Oviève et Nadaud, réglementation préventive des accidents de fabrique et organisation des responsabilités qu'ils entraînent, 32. — La loi française du 7 décembre 1874 et l'acte anglais du 24 juillet 1879 sur les exercices dangereux des enfants, 199. — L'enseignement professionnel ouvrier par les chambres syndicales, 222. — Rapport au Comité judiciaire sur l'interprétation de l'article 18 de la loi du 19 mai 1874, 240. — Les institutions de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest en faveur de l'Enfance ouvrière, 284. — Réponse au discours de M. Vavasseur sur la responsabilité des accidents de fabrique, 311. — Rapport sur la durée du travail industriel, XV, 24. — L'Orphelinat des Arts et les Dames fondatrices, 69. — L'œuvre de M. Georges Bonjean, 133. — La Société d'Instruction professionnelle et artistique de la Carrosserie, 147. — Compte rendu bibliographique de *Jeanne*, par M^{lle} Marie Lacroix, 179. — L'enfance infirme et incurable à Paris, 272. — L'École professionnelle des apprentis tailleurs, 278. — L'École professionnelle de Sainte-Anne de Nancy, 281. — Les Institutions de prévoyance de la maison Dietsch frères, 311.

O

Oberthur et fils (MM.), imprimeurs à Rennes, I, 309. — Leur atelier d'apprentissage, VII, 338, 530.

OBJETS D'ART donnés aux réunions d'enfants, III, 398.

OBSERVATIONS (Quelques), à propos de l'arrêt de M. le Préfet de la Seine, relatif aux classes d'apprentis, dans les écoles de Paris, par M. Berger, membre de la

Commission locale du XI^e arrondissement, XI, 172.

ŒUVRES ANNEXES de la Société de protection des Apprentis et des Enfants employés dans les manufactures, VII, 14. — (*Voyez Comités annexes.*)

ŒUVRE DE JEUNES APPRENTIES, dirigée par la sœur Mogniol, à Paris, I, 290.

ŒUVRES OUVRIÈRES catholiques (Congrès des directeurs des), VIII, 404; IX, 515.

ŒUVRE DE JEUNES OUVRIÈRES, à Grenelle, fondée par M^{lle} Payen, I, 290.

ŒUVRE DU PATRONAGE DES JEUNES OUVRIÈRES ET APPRENTIES, sous la direction de M^{me} la baronne de Ladoucette, I, 285.

ŒUVRE DES JEUNES OUVRIÈRES, fondée à Paris par M^{lle} Léocadie, I, 292.

ŒUVRE DE SAINT-NICOLAS, à Paris, médaille d'argent, I, 292; IX, 253. — (Distribution des prix aux élèves des classes supérieures et aux apprentis de l'), XII, 404.

ŒUVRE DES PETITS RAMONEURS ET FUMISTES DE PARIS, II, 334. — (Note sur l'), par M. Mayniel, 425. — (Compte rendu de), VIII, 531. — (But de l'), X, 162. — (Lettre du directeur de l') à M. le secrétaire de la Société de protection, 164. — (Lettre du Directeur de l'), à M. le secrétaire, XI, 26. — (Allocation à l'). Société de protection, 26. — (Remise d'une médaille à l'), 580. — (Allocation d'un livret à l'), XII, 103.

ŒUVRE DES ZÉLATRICES (M^{me} la supérieure de l'), à Fourvières, IV, 21.

ŒUVRE générale des Écoles professionnelles catholiques, à Paris, IX, 252.

ŒUVRE des apprentis orphelins à Autenil (But de l'), X, 378.

ŒUVRE des apprentis de la ville de Nancy (Récompense à l') I, 286.

ŒUVRE des vestiaires, VII, 184.

ŒUVRE D'HOSPITALITÉ DE NUIT POUR FEMMES ET ENFANTS, à Paris, rue Saint-Jacques, 253 et 255, XII, 305; — Boulevard de Vaugirard, n° 14, 307.

OFFRES d'apprentis à placer, V, 87,

133. — Par les patrons, de places d'apprentis, V, 249; — D'apprentis, 250, 329, 419, 479.

OISE (Œuvres du département de l'), III, 90.

Ollivier (M.) (Lettre d'adhésion de), IV, 5.

ORLÉANS. Œuvre des Apprentis, I, 290. — (Société de Patronage, à), III, 259.

ORPHELINAT DE NOTRE-DAME-PRÉSERVATRICE, à Paris, IX, 253.

ORPHELINAT et Écoles professionnelles des sœurs de la Providence-Sainte-Marie, à Paris, IX, 253.

ORPHELINAT. — du Prince impérial (Œuvre de l'), I, 211. — De garçons à Versailles, 287. — Des Saints-Anges, à Paris, 289. — De Luzarches, 263, 292. — Protestant, à Orléans, 295. — De MM. Harmel, I, 336. — D'Allemagne, II, 397. — Du Prince impérial (situation en 1868 de l'), III, 117. — A Castres (Tarn), V, 390. — De Saint-Joseph, à la cristallerie du Bourget, VI, 374, 410. — Orphelinat agricole, dans le Gard, 421. — En Vendée, VII, 454. — Dans la Haute-Marne, 456. — Société générale de Patronage des Orphelinats agricoles, VIII, 51. — Des pauvres écoliers, à Paris, 364. — Des Sœurs de Marie-Auxiliatrice, IX, 329. — Des sœurs fidèles compagnes de Jésus, 509. — Du Sacré-Cœur de Jésus, à Marseille, IX, 263. — D'Auteuil, X, 378. — De Notre-Dame-de-Vouize, à Voison, XI, 429; — De la Ducheraie, commune de Cambon, 419; — Pour les garçons de la ville d'Angers, 430; — De la rue d'Auvergne, à Lyon, 430; — De M^{lle} Génin, à Saint-Denis, 430; — De l'Adoption, XII, 459. — Des arts et les Dames tondatrices, XV, 69. — De Saint-Martin des Vignes, à Troyes, 143.

ORPHELINS (de la Garde des) au moyen âge, note de M. J. Périn, IX, 149. — (Association pour le placement en apprentissage et le patronage d') des deux sexes, XV, 285. — (Société d'apprentissage des jeunes), 286.

Oscar de Vallée (M.), sur le travail de nuit, II, 205.

Ouvroir Saint-Pierre à Chartres, II, 334. — De la Providence à Beau-

vais (Oise), III, 92. — Marie (Note sur l'), VIII, 135; — Sainte-Geno-viève, VIII, 480.

Ouvroir du V^e arr^t (Ecole d'appren-tissage et de couture), VI, 475; VII, 388.

P

Paillard (M. Victor), sur l'Ensei-gnement professionnel, V, 192.

PAIN (Bons supplémentaires de), don-nés aux ouvriers, VII, 99.

PAPETERIES (Notes sur diverses), II, 405; V, 476.

PAPIER (Groupe syndical du). (Dis-tribution des prix aux apprentis du), VII, 319. — Séance de distribution de récompenses, 437. — (Con-cours ouvert par la Chambre syn-dicale du), VIII, 419. — (Séance de la Chambre syndicale du), discours de M. Havard, 352. — (Chambre syn-dicale du), X, 85. — (Distribution des prix à la Chambre syndicale du), IX, 92, 184, 322; X, 148, 270. — (Règlement sur le concours des ap-prentis du), XIII, 211. — Assem-blée de la Chambre syndicale, XIV, 83. — Commission du concours des apprentis, 84. — Chambre syn-dicale, concours des apprentis, 164. — Distribution des prix, 170. — Programme des cours, XV, 172. — Distribution des prix, 287.

PAPIER PEINT (Distribution des prix à l'Œuvre des apprentis du), I, 169. — (Société des enfants du), 229. — Distribution des récompenses, II, 275, 305. — (Note sur l'indus-trie du), VI, 425. — (Distribution des prix aux enfants du), VII, 159; VIII, 293. — (Société d'assistance paternelle aux enfants du), X, 270. — Distribution des prix, XIV, 94. *Id.* en 1882, XV, 149.

PARENTS (Responsabilité des) pour leurs enfants mineurs : Ordonnance de police à ce sujet, VI, 465.

PARIS (École municipale d'apprentis de la ville de), VI, 473. — Paris industriel depuis un demi-siècle, ouvrage de M. Devinck, VII, 147. — (Allocation à la Société, par la ville de), XII, 8.

PARTICIPATION de l'ouvrier aux béné-fices, dans l'imprimerie de M. Chaix, V, 408. — Dans l'imprimerie de M. Godchaux, VIII, 128. — Dans

la librairie de M. Masson, 134; — chez M. Chaix, XIII, 471. — (Voy. *Caisses*.)

Parzudaki, successeur de Ph. Latour; ses institutions à Liancourt en faveur de l'enfance, XIV, 288.

PASSEMENTERIE (Internat des enfants de la), III, 432. — (Banquet de la Chambre de la), VIII, 517.

PATRONAGES (Études sur les Œuvres de), par M. de Coulange, I, 208. — Dirigés par les frères des Ecoles chrétiennes, 216. — Dirigés par les sœurs de St-Vincent-de-Paul, 218. — De la Société de St-Vincent-de-Paul, 220. — (Association de fabricants et d'artisans pour les) d'orphelins des deux sexes, 227. — De la confession d'Augsbourg, 286. — De la *Providence Sainte-Marie*, *ibid.* — De l'Eglise réformée, à Nîmes, 292. — Des jeunes gens de l'Eglise réformée, à Lyon, 292. — Patronage d'apprentis et de jeunes ouvriers sous le nom de Saint-Jean, à Paris, I, 293. — Visite faite à deux patronages, par le Ministre de l'Instr. publ., II, 259. — De l'Eglise réformée, 287; VII, 387. — Des apprentis étrangers, II, 260; III, 398. — Des apprentis mutilés, 401. — Société d'assistance paternelle, VI, 367. — Patronage à Bordeaux, VII, 342. — Pour l'amélioration de l'apprentissage dans le département de Seine-et-Marne, 451. — Notre-Dame-de-Nazareth, I, 275; VIII, 388, 481. — Des enfants étrangers, X, 413. — Allocations à l'Association pour le patronage d'orphelins des deux sexes, XII, 102. — Patronage Saint-Charles, 319. — Patronage des apprentis du XIII^e arrondissement, (Caisse de), Société de protection et de placement, XV, 150. — (Association pour le) des orphelins des deux sexes, 285.

PATRONAGES INDUSTRIELS. — (Voy. *Assistance paternelle*, *Société des*.)

PAYS-BAS (Le travail des enfants dans les), VII, 343.

Paz (M. Eugène). Offre de son gymnase pour le dimanche, III, 107.

PENSIONS d'apprentis (Établissement des). Articles de M. Délerot, I, 64. — (Organisation et description des), 66. — A Strasbourg, dite *Ecole des Arts et Métiers*, *ibid.* — A Mulhouse en 1842, 74. — A

Nancy, en 1845, 76. — A Arras, 78. — A Lyon et dans d'autres villes, 79. — Situation de ces pensions, à Paris, 84. — A Tours, fondation de M^{me} Tonnelle, 86. — (Allocation de M. Migneret sur la fondation de), 314. — (Visites du Ministre de l'Instr. publ. aux), II, 258. — La Tutelle; les apprentis protestants; Providence Sainte-Marie; Maison de famille; apprentis israélites, 258; récompenses, 334; — (Note sur les), 276. — De Saint-Ambroise-Popincourt (fondée par l'abbé Chevojon), II, 279. — (Étude sur les), par M. Héliard, III, 165 à 182. — Lettre de M. Schloss, V, 342. — Proposition aux Chambres syndicales pour les), par M. Ettlinger, VI, 370; VII, 172. — (Projet de budget pour les), 329. — Pension d'apprentis de Baccarat, 335. — Ecole d'apprentis de l'industrie parisienne, IX, 323.

PENSIONNAT de jeunes filles. — De l'Eglise réformée à Paris, I, 294; — d'apprentis de la typographie (projet d'un), V, 224. — (Enseignement dans le), 234. — (Devis pour un), 237. — La Tutelle, fondée par M. Piver, 294; VIII, 472. — (Voy. *Orphelinats*, *Internats*, *Maisons*.)

Pereire (M. Émile) fils. Rapport sur cinq Ecoles professionnelles de Paris, I, 137.

Pericoli (M.), député italien. Projet de loi sur la responsabilité des entrepreneurs de travail, en cas d'accident atteignant les ouvriers, XII, 23.

PÉRILS et police de l'atelier (Discussion sur les), II, 209.

Périn (M. Jules), avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, suppléant du Juge de paix du V^e arr. de Paris. — Projet de *Traité de la Responsabilité des Accidents qui atteignent les personnes dans les travaux industriels*, I, 263. — Membre, puis secrétaire du *Comité judiciaire*. II, 180, 322; III, 213; V, 37. — Secrétaire de la Société, V, 9. — A publié: *Le travail des apprentis et des enfants des manufactures, devant la Jurisprudence*, III, 183, 406. — Lettre à M. Engel-Dollfus sur les *Accidents dans les Scieries mécaniques* (devant la jurisprudence), IX, 46, 91. — Comptes rendus du Co-

mité judiciaire, III, 213; IV, 37, 127; V, 128, 179. — Communications diverses, sur l'hygiène et les périls de l'atelier, II, 209; les Chambres syndicales, 289; la Soc. du travail du lundi, 300; l'apprentissage de Benvenuto Cellini, III, 52, note. — Situation de la Société, plan de son *Bulletin*, V, 3. — L'enfant de la rue, 27. — Compte rendu de la séance du 4 avril 1872, 135. — Extrait de son *Traité du Contrat d'apprentissage*, en collaboration avec M. Julien Hayem, V, 149. — Compte rendu de la séance du 2 mai 1872, 183. — Lettre aux secrétaires des Chambres syndicales, 202. — Note sur l'apprentissage dans les industries parisiennes, 216. — Compte rendu des séances ordinaires de la Société, du 6 juin, 251; du 1^{er} août, 331; du 7 novembre 1872, 421, etc. — Responsabilité des père et mère à l'égard de leurs enfants mineurs (Note sur la), VI, 465. — *Bibliothèque de l'enfance ouvrière* : Histoires d'apprentis des divers métiers, VII, 477. — Note sur la garde des Orphelins au moyen âge, IX, 46, 149; — *Explication théorique et pratique de la loi du 19 mai 1874*, en collaboration avec M. E. Nusse, avocat, 326, 336, 436; XI, 53. — *De l'emploi des enfants dans les professions ambulantes des saltimbanques, acrobates, etc.*, 187. — *Réflexions sur les Ecoles de demi-tours*, à propos d'une visite faite à l'école de Puteaux, 504. — Allocution sur la tombe de M. J. Riotot, 563. — *Le Travail des enfants dans l'arrachage de la betterave, les sucreries agricoles, et les accidents les plus fréquents dans ces industries*, en collaboration avec M. E. Nusse, 671. — Traduction de l'Acte anglais. concernant les manufactures et les ateliers, du 27 mai 1878, XII, 218. — Ordre du jour du bureau de la Société concernant sa retraite des fonctions de secrétaire, XIV, 15. — Lettre de M. J. Dumas sur le même sujet, 15. — Responsabilité des patrons relativement à la surveillance des apprentis, 139. — Note historique sur l'apprentissage, 323; — sur les tours de force au moyen âge, 323.

Périsse (M. Antoine). Écoles établies à Lyon, par), III, 87.

Pernolet (M.), député, son discours sur le travail des enfants, VI, 63, 83; VII, 232.

Péronne (M.), rapport sur l'École d'apprentissage, V, 199.

Perrin (M. le Dr). Discussion sur l'âge des enfants, II, 191. — Sur l'hygiène, IX, 156. — Chevalier de la Légion d'honneur, 519; — Officier d'académie, X, 88. — Note sur les améliorations hygiéniques à apporter dans l'opération du Bronzage, 142. — (Observations de) présentées à la commission départementale supérieure sur l'exécution de l'article 14 de la loi du 19 mai 1874, XIV, 249.

Petit (M. Ch.), président-fondateur du Patronage des Fleurs et Plumes (Rapport de), à l'Assemblée générale des Fleurs et Plumes, 663. — Discours à la distribution des récompenses, II, 150. — Lettre sur les apprentis, V, 122. — Censeur de la Société, préside la séance du 1^{er} août 1872, V, 331. — Sur les classes spéciales, 423. — Rapport à la Soc. des Fleurs et Plumes, 470; VII, 392. — Son rapport aux enfants des Fleurs et Plumes, VIII, 518. — Vice-président de la Société, IX, 1. — Nommé Président-fondateur du Patronage, avec médaille d'or, XII, 70.

Piel (M.), président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, IX, 165. — Discours à l'Assemblée générale, 1877, X, 371.

Piéttri (M.), ancien Préfet de police. Vice-Président d'honneur en 1867, I, 35.

Pirmez (M.), Ministre de l'Intérieur en Belgique. Opinion sur le travail des enfants, III, 132.

PITHIVIERS (Œuvres établies à), III, 266.

Piver (M. Alphonse), fondateur de la Tutelle, maison d'apprentis, à Paris, I, 86. — Pensionnat d'apprentis, fondé sous l'impulsion de la Société, 175, 311. — Maison d'apprentis la Tutelle, V, 294. — Président de l'Œuvre du placement des apprentis, IX, 217. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1879, XIII, 315.

PLACEMENT des apprentis (*Comité du*), V, 87, 133, 183, 249, 329, 419, VI, 527; VII, 28, 101, 191, 35, 479,

566 ; VIII, 62. — Séances du 5 avril 1875, VIII, 157 ; du 8 juin, 313. — (Observations sur le), 66. — Conditions d'admission, 158. — Situation du Comité, 321 ; IX, 115, 217, 359 ; 1^{er} fév. 1877, X, 91. — Séance du 20 nov., 643. — (Communication sur le), 411. — (Rapport de M. Leroux sur le), 102 ; XI, 19. — (Distribution de livrets de Caisse d'épargne aux apprentis du), 20. — Séance du 2 juillet 1877, 111. — (Rapport de M. Leroux, secrétaire du Comité du), 112. — Séance du 26 décembre 1877, 114. — (Règlement du Comité du), 116. — (Avis donnés à MM. les membres de la Société, par le Comité du), 127. — (Lettre de M. de Coulange au), 296. — Lettre de M. Roche, adressée au Président de la Société, en réponse à une lettre de M. de Coulange, 396. — (Compte rendu des travaux du), pendant les 10 premiers mois de l'année 1878, par M. Marochetti, 708. — (Elections du), 710. — Procès-verbal de la séance du 3 janvier 1879, 26. — (Rapport au nom du Comité de), sur l'exercice 1878, par M. Is. Roche, vice-président, 28. — Procès-verbal de la Séance du 28 mars 1879, 149. — Séance du 20 juin 1879. Rapport sur l'exercice du 1^{er} semestre 1879, 337. — Rapport sur l'exercice 1879, présenté par M. Is. Roche, vice-président. XIII, 53. — Rapports sur l'exercice 1880, présenté par M. Is. Roche, XIV, 43. — Idem sur l'exercice 1881, présenté par MM. Roche et Marochetti, XV, 29. — Placement des apprentis du XIII^e arrondissement, XV, 150. — Association (pour le) en apprentissage et, le patronage d'orphelins des deux sexes, 285

PLAISANCE. Orphelinat de jeunes filles, dirigé par le pasteur Paumier, I, 291 ; VII, 388.

Plassiard (M.), inspecteur divisionnaire à Nancy. Sa lettre sur les appareils de sécurité pour nettoyer les métiers à coton, XIV, 234.

Poan de Sapincourt (M.), Membre correspondant du Comité des accidents de fabrique, XIV, 10. — Article sur l'association de Rouen pour prévenir les accidents de fabrique, 54. — Rapport à cette association, exercice 1880-1881, XV, 120.

Poiré (M.), Livre sur les principales industries, IX, 104.

POITIERS (Orphelinat des filles de la Croix à), II, 357.

POLISSOIRS à ventilateurs de M. Goldenberg, IV, 48.

PONT-AUDEMER. Patronage d'apprentis, dirigé par M. Malherbe, I, 293.

PONT-A-MOUSSON. Orphelinat, dirigé par les sœurs, II, 335.

PORCELAINE (Apprentis décorateurs sur), III, 279.

PORTUGAL. Écoles professionnelles d'apprentissage, XI, 383. — L'enfance abandonnée (en), XV, 80.

Portz (M^{lle}) (Asile établi à Versailles par), III, 95.

POUL-AR-BACHET (Finistère) (Ouvroir de), II, 333.

Pouyer-Quertier (M.), député. — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 203.

PRÉFECTURE DE POLICE (Le dépôt de la), VII, 186, 562. — (Rapport de la 2^e Commission locale de Paris, à la), X, 21 ; — (de l'ancienne 4^e Commission locale de Paris, à la), 115. — Statistique des apprentis et enfants, employés dans les manufactures, XI, 277. — Enquête faite par les ordres de M. le Préfet de Police, 384. — Examen pour la nomination de 6 inspecteurs et de 7 inspectrices, 494. — Questions posées à l'examen des candidats à l'emploi d'inspecteur, 655. — (Inspecteurs et Inspectrices nommés par la), pour compléter le service de l'Inspection, XII, 43. — (Décision préfectorale du 26 avril 1879, relative aux livrets d'apprentis, délivrés par la), 155. — (Rapport de la Commission départementale supérieure du travail des enfants à la), 353. — Lettres à M. le Président de la République, 363. — (Note de la), concernant les dépenses des Commissions locales, 364. — Rapports des inspecteurs sur le travail des enfants avec les Commissions locales, 444. — Visa des certificats d'instruction. XIII, 152. — Etat des livrets délivrés en 1879, 154. — Division du département de la Seine en sections d'inspection, XIII, 412. — Circulaire sur la salubrité des ateliers, XIV, 66. — Idem sur l'exécution

de la loi des 7-20 décembre 1874 pour les enfants employés par les acrobates, 151. — Circulaire sur l'interprétation de l'article 10 de la loi du 19 mars 1874, 247. — Idem sur le visa des certificats d'instruction, 248.

PRÉFET DE LA SEINE (Lettres à M. le), sur les Ecoles techniques, V, 252. — (Sur l'instruction des apprentis, circulaire du), 344. — Circulaire aux instituteurs, VIII, 38. — Circulaire aux instituteurs sur l'application de la loi du 19 mai 1874, IX, 132; — sur les Ecoles de demi-temps, 134-135. — Circulaire aux maires, sur la réorganisation des cours d'adultes, X, 330 et 332. — Circulaire aux instituteurs sur le certificat à délivrer aux enfants employés dans l'industrie, XIII, 150. — Circulaire sur les classes spéciales d'apprentis, 156.

Prétavoine (M.), député. Discours sur la loi sur le travail des enfants, VI, 187.

Prevost et Lambert (MM.). Atelier de porcelaine, III, 279.

PRÉVOYANCE (Institutions de), IX, 103, 203, 357. — (Congrès de la), XI, 287. — Institutions (de) de la maison Diestch, XV, 311.

Prieur de la Comble (M.), banquier; trésorier de la Société en 1867, I, 35. — (Voy. aussi VI, 114, et V, 38).

PRIX décernés par la Société. — Offerts par le Comité des accidents pour 1876, VIII, 73. — Liste des prix à décerner en 1876, VIII, 543. — Pour le concours contre les accidents, IX, 37. — A la Chambre syndicale du Papier peint, 184. — Liste des prix à décerner en 1878, XI, 5. — (Voy. *Récompenses*.)

PROCÈS-VERBAUX des séances de la Société. (Voy. *Société*.)

PROTECTION de l'enfance ouvrière (article de M. Robiquet, sur la), XI, 499.

PROTESTANT (Œuvre pour les enfants du culte), rue de Charonne, I, 224. — (Etablissement) [de Neuho], V, 396.

PRUSSE (Situation des apprentis en), I, 375. — (Observ. de la loi d'apprentissage en), II, 310. — (Les écoles de fabrique spéciales en), X, 167. — (Inspection du travail des

enfants, dans les manufactures en), XII, 392. — Statistique des accidents (en) de 1875 à 1880, XV, 178.

Puy (LE). Orphelinat, I, 293. — Institut des Dames et Beates de l'instruction, II, 341.

R

Ramard (M.), imprimeur lithographique, à Paris, I, 309.

Rambaud (École de M. l'abbé), à Lyon, III, 81.

RAMONEURS. — (Voy. *Œuvre des petits Ramoneurs*.) — Les petits Ramoneurs, XIII, 225.

RAPPORT présenté par le Président de la Commission supérieure du travail des enfants, à M. le Président de la République, XI, 337; XII, 342; XIV, 143.

RÉCEPTION de la députation de la Société par l'impératrice Eugénie, I, 99.

RÉCOMPENSES accordées par la Société aux Œuvres de bienfaisance, séance solennelle du 17 octobre 1867 (rapport de M. de Boureuille sur les), I, 282. — A donner aux industriels, pour leurs soins envers les apprentis (rapport de M. Migneret), I, 296. — (Rapport de M. Monnier sur les), séance du 27 décembre 1868, II, 331. — Rapport de MM. de Rothschild et Cornudet sur les; séance du 19 juin 1870, IV, 10, 17. — Récompenses décernées aux étrangers, IV, 31. — (Distribution de), par une Commission de Mulhouse, pour réduire les causes d'accidents, III, 291. — Récompenses diverses, accordées par la Société, VII, 199. — (Distribution des) en séance solennelle, 385. — Récompenses aux institutions charitables, 386, aux Œuvres manufacturières, 289, aux contremaîtres, 399, aux apprentis, 403. — Prix décernés par les Œuvres annexes, 408. — Distribution solennelle du 30 avril 1876, IX, 229. — A l'École professionnelle de M. Chaix, 615. — A la Chambre syndicale du Papier, 148. — Distribution (des) en 1882, XV, 185. — Liste (des) en 1882, 210.

RÉCOMPENSES AUX AGENTS DE L'AUTORITÉ POUR SURVEILLANCE, IX, 530; X, 9.

RECOUBEAU (Drôme), (Maison de), II, 332. — (Ateliers dir. par des sœurs à), 393.

RÉCRÉATIONS aux enfants, III, 396.

RÉFORME pénitentiaire (Art. de M. Robiquet), VII, 559.

RÈGLEMENT DU COMITÉ. (Voy. *Comités.*)

REIMS. Patronage, fondé par la Société industrielle, I, 295.

RENNES. Œuvre de Patronage fondée par M. l'abbé Bourdon, I, 291.

Renault (M. Léon), avocat, député; — nommé membre de la Commission supérieure du travail des enfants, XII. — Rapport à la séance du 30 juillet 1882 sur l'exercice 1880-1882, XV 191.

REPOS des dimanches et fêtes (Discussion sur le), II, 206.

RESPONSABILITÉ. Du patron qui impose à son apprenti des travaux et des fatigues excessifs pour son âge et ses forces, XIII, 24. — Du patron employant un enfant dans une industrie non comprise dans le décret des 22-24 mai 1875, 137. — Pour défaut de surveillance, 142.

Reuil (fondations de M. l'abbé), à Lyon, III, 78.

Reverdy (prix fondé par M.), IX, 347. — (Legs), XI, 390.

Rey (M. l'abbé). Colonie de Citeaux, IV, 27.

RHONE (Œuvres et institutions du département du), III, 77.

Ribains (M. l'abbé de). directeur du Patronage Notre-Dame, à Toulouse, IX, 249.

RIBEAUVILLÉ. Orphelinat dirigé par les sœurs de la Divine-Providence, II, 334.

Richter-Linder à Bâle (Etablissement de M.), II, 342. — (Orphelinat allemand de M.), 397.

Riess (Notice nécrologique sur M. Martin), II, 18.

Riottot (M. Jules), Président de la Soc. des enfants du Papier peint. — Sur la loi du travail, II, 186. — Sur les enfants du Papier peint, V, 429. — Discours aux prix des enfants du Papier peint, VII, 160; VIII, 249; IX, 185; X, 271. — (Nécrologie de), XI, 562.

Risse (Rapport sur la Soc. des jeunes ouvriers de Metz par l'abbé), V, 393. — Sa lettre, 435.

Rivarol (M. le C^{te} de), Directeur de la *Maison de famille*, II, 261.

Robert (M. Charles), anc. conseiller d'Etat; vice-président en 1867, I, 35. — (Circulaire de), secrétaire général du Ministre de l'instruction publique, adressant un exemplaire du n^o 2 du Bulletin de la Société, à tous les provideurs et principaux des lycées et collèges de l'Empire, I, 102. — Préside la réunion du 10 sept. 1867, I, 190. — Préside les récompenses de la Soc. paternelle de l'Ebénisterie et des Fleurs et Plumes, II, 145. — Discours sur M. Barreswil, IV, 109. — Réelu vice-président en 1872, V, 8. — Préside la séance des enfants de l'Ebénisterie, discours, V, 15. — Article sur la nécessité de créer des inspecteurs spéciaux nommés et rétribués par l'Etat, V, 41. — Discours sur l'enseignement technique, à la séance du 2 mai 1872, V, 183. — Notes relatives à l'Enseignement technique, V, 212. — Préside la séance du 6 juin 1872, 251. — Préside les prix de l'Ecole professionnelle de dessin, son discours, 289. — Préside la séance du 7 novembre, 421. — Son discours à l'assemblée de la Soc. des Fleurs et Plumes, 466. — Discours à la séance de l'Assistance des Fleurs et Plumes, VI, 378. — Au syndicat des Chambres syndicales sur les Assistances paternelles, VII, 89. — Conférence intitulée: Ecole ou prison, 140. — Discours à l'Ecole de M. Chaix, 528. — Aux enfants du Papier peint, VIII, 296. — Aux enfants des Fleurs et Plumes, 345. — Aux apprentis de M. Chaix, 468; — à la 3^{me} distribution des prix de la Société de protection, IX, 231; — aux apprentis de M. Chaix, 620. — Discours prononcé à la distribution des récompenses aux enfants des Fleurs et Plumes, X, 429. — Lettre à M. le Ministre de l'Agriculture et du commerce, pour récompenses en faveur d'inventeurs, non brevetés, de procédés ou d'appareils propres à rendre inoffensives les machines reconnues d'un emploi dangereux, XI, 480. — Discours à la distribution des prix de l'Ecole professionnelle de M. Chaix, XII, 451.

Robert (M. Victor). Sur les Sociétés de secours mutuels, II, 237. — Lettre sur le même sujet, III, 108. — La Société de Protection et les Sociétés de secours mutuels, II, 434.

Robin (M. Albert), secrétaire de l'Œuvre des enfants mutilés. Rapport sur le patronage des apprentis mutilés et blessés, III, 401. — Etude médico-chirurgicale sur le travail des enfants dans les manufactures, V, 54. — Secrétaire du Comité des accidents de fabrique; son rapport pour 1874, VIII, 25. — Même rapport pour 1875, IX, 24. — Même rapport pour 1876, X, 34. — Nommé officier d'académie, 191.

Robin (M. le pasteur). Son rapport sur les Ecoles industrielles, leur but et leur nécessité, VII, 35. — Extrait de son livre sur la Question pénitentiaire, VII, 55.

Robiquet (M. Paul). Compte rendu d'une visite à l'Internat de M. Müller, II, 413; — de M. Groult, 420; — d'une visite à l'atelier de M^{me} C., III, 434. — Elu secrétaire du Comité des publications de la Société. — Membre de l'ancienne 4^{me} Commission locale. Rapport à M. le Préfet de police, X, 115. — Son étude sur l'origine et l'application de la loi du 19 mai 1874, 311. — Démission de ses fonctions de secrétaire du Comité des publications, XI, 473. — (Article de), sur la protection de l'Enfance ouvrière, notamment à Paris, 499. — Observations sur la nouvelle loi suisse, 694. — Rapport de la 6^{me} Commission locale, XII, 159. — (Article de), sur l'Ecole-Atelier, 188. — Rapport de la 6^e Commission locale, XIII, 65.

Roche (M. Isid.), ingénieur civil, vice-président du Comité de placement. Rapport au nom du Comité de placement, sur les Pensions ou internats d'apprentis, XI, 134. — Lettre en réponse à celle de M. de Coulange, 396. — (Rapport présenté par), au nom du Comité de placement des apprentis sur l'exercice 1878, XII, 28; — sur l'exercice 1879, XIII, 53; — sur l'exercice 1880, XIV, 43. — sur l'exercice 1881, XV, 29. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'exercice 1881, 93.

Roche (M^{me} Eugénie), en religion

sœur Saint-Augustin de la Présentation de la Vierge, fondatrice d'un cercle et d'un asile, pour les jeunes ouvrières et demoiselles employées dans le commerce, XI, 431.

Roche (Nécrologie sur M.), II, 19.

Roche-GUYON (La). Patronage dirigé par M. l'abbé Portier, I, 295.

Rodanet, président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. — (Voy. Horlogerie.)

Rolland (M.), directeur-général des manufactures; vice-président en 1867, I, 37.

ROLLIN (Les apprentis du collège), I, 389. — (L'Œuvre du collège), IV, 24.

Roquebert (Nécrologie sur M. Jean-Jacques), II, 20.

Rostaing (M. Léon). Communication sur l'extension de la Société, VII, 415. — Conférences sur les Questions ouvrières, IX, 105, 208.

Rothschild (M. le baron James-Nathaniel de). Rapport sur les récompenses, le 19 juin 1870, IV, 10. — Vice-président en 1872, V, 8. — Membre du Conseil d'honneur, XII, 7.

Rothschild (M. le bar^{on} Edmond de). Sa lettre au Maire du IX^e arrondissement (Don de 100,000 francs, en vue de favoriser l'apprentissage), X, 398.

ROUEN (Rapport sur le travail des enfants, à), III, 54. — (Association de) pour prévenir les accidents de fabrique, XIV, 54. — Rapport à cette association sur l'exercice 1880-1881, XV, 120.

Roussel (M. l'abbé), Directeur de l'Œuvre des Apprentis orphelins, à Paris-Auteuil, IX, 253.

Roussel (M. Théophile), député. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 116; VII, 253.

Rouvenat (M.). Sur les classes spéciales, V, 428. — (Nécrologie sur), VII, 564.

Rouville (M. de). Proposition pour l'Enseignement de la géographie, V, 244.

RUILLÉ-SUR-LOIR (la communauté des sœurs de), VII, 387.

RUSSIE (Fondation d'écoles profession-

nelles en), VI, 376. — L'industrie et les ouvriers en Russie, XIII, 463. — Avis du conseil d'Etat de l'empire (de), pour les mesures concernant le travail des enfants employés dans l'industrie, XV, 308.

S

SACRÉ-CŒUR (L'Œuvre du), à Beauvais (Oise), III, 90.

Sahler (A.) (Notice nécrologique sur M. le pasteur), VII, 475.

SAINT-BRIEUC (Orphelinat des filles du Saint-Esprit, à), II, 359.

SAINTE-CATHERINE (L'Œuvre de), à Lyon, I.

SAINT-EFOY (Colonie agricole de) (Dordogne). (Rapport de la), XII, 383.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Sœurs de la Nativité, à). — Orphelinat de jeunes garçons, I, 291; II, 367.

SAINT-LAURENT-SUR-SÈVRES (Vendée). (Orphelinat des filles de la Sagesse, fondé à), II, 341, 358.

Saint-Mauris (M. René de). Études sur les Sociétés paternelles, fondées par les patrons, à Paris, I, 229.

SAINT-NICOLAS (Œuvre de). — (Voy. Œuvre.)

Saint-René-Taillandier (M.). Discours à la séance du 18 juillet 1870, de la Société paternelle de l'imprimerie, IV, 54.

SAINT-VINCENT-DE-PAUL, I, 340. — (Orphelinat des sœurs de), II, 349.

Sajou (M. et M^{me}), directeurs d'un atelier de travail à l'aiguille, I, 147, 305.

SALAIRES des enfants dans les diverses industries (Statistique des), par M. J. Lefort, VII, 143.

Salicis (M.), répétiteur à l'École polytechnique. Les Écoles professionnelles, VI, 335.

Sallandrouze de Lamornaix (Nécrologie de M. Charles-Jean), II, 20.

Salle (le vénérable Abbé de la); fondateur d'une École professionnelle, en 1668, I, 110.

Salle (M. Emile), son rapport sur les

exécutions de la loi du 20 décembre 1874, XIV, 119.

SALUBRITÉ DES ATELIERS (La), extrait du Rapport de la Commission des logements insalubres, XI, 669. — (Circulaire de M. le Préfet de police sur la), XIV, 66.

Sarda (Fabrique de velours de M.), I, 303. — (Rubannerie de M.), II, 390.

Saunier (M. Claudius), vice-président de la Chambre syndicale de l'Horlogerie. Son discours à la séance du 3 mars 1877, V, 293.

Saveney (M. Edgar). Extrait de son article sur les vœux des ouvriers, II, 290.

SAVOIE (Les Œuvres en faveur de l'Enfance, en), III, 275, 320.

SAXE (Ecoles du soir pour les apprentis, en), V, 181.

Say (Léon), vice-président d'honneur de la Société, V, 7. — Rapport sur l'exécution de la loi du 19 mai 1874 en Seine-et-Oise, XV, 125.

SCHLESWIG-HOLSTEIN (L'apprentissage dans le), par M. Pierre Ch. Hapsen, XII, 394.

Schneider (M.), ancien président du Corps législatif, vice-président d'honneur en 1867, I, 35.

Schoëlcher (M.), Rapport sur l'enfance abandonnée ou coupable en Angleterre, XV, 80.

SCIÉRIES mécaniques (Lettre de M. J. Périn sur les accidents des), IX, 46, 578.

SCULPTURE (État de l'Enseignement technique de la), à Paris, V, 340.

SÉANCES de la Société. — (Voy. Société.)

SECOURS MUTUELS (Extension aux enfants des Sociétés de), II, 434. — (Sociétés de), pour protéger les apprentis, III, 108. — (Le Congrès des), XIV, 301

SEINE-ET-OISE (Œuvres et institutions de), III, 95. — La loi du 19 mai 1874, dans le département (de), XV, 125.

SEINE-INFÉRIEURE (Rapport sur le travail des enfants, à la Société d'émulation de la), III, 444 à 467.

Serstevens (M. T.). Son rapport sur diverses pétitions, présentées à la Chambre belge, III, 126.

Sérurier (M. le C^{te}). Sa communication sur les enfants de l'imprimerie, III, 218. — Président de la Société paternelle des enfants de l'imprimerie, IV, 52. — Préside la séance d'inauguration du 18 juillet 1870.

SERVICE ALIMENTAIRE des élèves des écoles communales : Rapport présenté à la délégation cantonale du XI^e arrondissement, par M. Julien Hayem, XII, 51.

SILÉSIE (Voy. *Inspection*.)

Simon (M. Jules). Discours sur l'instruction des enfants employés dans les manufactures, I, 252. — Discours à la distribution des prix des Fleurs et Plumes, XII, 196.

Sivan (M^{lle}), à Bordeaux (Maison de), II, 331. — (Note sur l'établissement de), 376.

Smiles (M. Samuel). Son ouvrage : *la Vie de Stephenson*, III, 40.

SOCIÉTÉ d'apprentissage des jeunes orphelins, XV, 286.

SOCIÉTÉ des Amis de l'enfance, I, 222, 287. — Fonde *la Maison de famille*, II, 261.

SOCIÉTÉ des Amis de l'instruction populaire de Mulhouse (Statuts et actes de la), IV, 81.

SOCIÉTÉ des Artistes dramatiques, IV, 23.

SOCIÉTÉ d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure (Rapport de M. Allard à la), III, 444 à 467.

SOCIÉTÉ d'encouragement au bien (Séance de la) dirigée par M. Honoré Arnoul, V, 247 ; VI, 424.

SOCIÉTÉ d'encouragement de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie X, 256. — Reconnue comme établissement d'utilité publique, 265. — (Statuts de la), 266.

SOCIÉTÉ d'encouragement des ouvriers. — Lettre de M. Fougousse, entrepreneur de travaux publics, XI, 107.

SOCIÉTÉ DE PARTICIPATION aux bénéfices, formée pour faciliter l'étude pratique des diverses méthodes de participation du personnel dans les bénéfices de l'entreprise, XII, 301.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PRISONS (Constitution de la), X, 186.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE de Mulhouse.

Ses vœux, en forme de projet de loi sur le travail des enfants, III, 297.

SOCIÉTÉ DE L'ORPHELINAT DE LA SEINE (Assemblée générale de la), XI, 288.

SOCIÉTÉ de tempérance, XI, 291.

SOCIÉTÉ d'instruction professionnelle et artistique de la carrosserie, XV, 147.

SOCIÉTÉ générale pour le patronage des libérés ; But, XI, 289, 556.

SOCIÉTÉ de patronage des Alsaciens-Lorrains. son but, XI, 288.

SOCIÉTÉ d'instruction primaire, à Lyon, IV, 72.

SOCIÉTÉS PATERNELLES fondées par les patrons (Etudes sur les) ; par M. de Saint-Mauris, I, 229. — (Distribution de récompenses aux), II, 145. — (Situation, en 1868, des), 274.

SOCIÉTÉ de prévoyance et de secours mutuels de la maison Leclaire — Banquet du 11 mars 1877, X, 189.

SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES. — (Séance préparatoire de la), I, 32. — Statuts provisoires, 33. — (Conseil de la), 35. — (Comités de la), 35. — (Commissions de la), 37. — (Séance d'inauguration de la), I, 45. — Compte rendu financier, 60, 61. — (Réception par l'impératrice Eugénie d'une députation de la), 99. — Séance du 10 septembre 1867, 183. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (27 octobre 1867), 271. — Séance du 12 décembre 1867, 314. — (Mention de la) dans l'exposé de la situation de l'Empire, 361. — Séance du 23 février 1868, II, 3. — Compte rendu financier, 12. — Séances du 25 mai, 179 ; du 9 juin, 194. — Reconnue comme établissement d'utilité publique. Décret 175. — (Subvention accordée à la), 179. — Séance du 19 juin, 209. — (Vœux exprimés par la), 253. — Séance solennelle du 27 décembre 1868, 319. — Distribution des récompenses, 331. — (Les Sociétés de secours mutuels et la), 434. — Séance du 20 mars 1869, III, 3. — Allocation, par la ville de Paris, à la), 106. — Séance du 12 juin 1869, 158. — Statuts, 487. — (Propagande pour relever l'âge des apprentis, organisée par la), 489. —

(Ecriveaux fixant l'âge des apprentis, mis à la disposition des industriels par la), *ibid.* — Séance générale du 19 juin 1870, IV, 3. — Réunion du 6 août 1871, 105; du 8 novembre 1870, 114. — Assemblée générale du 23 décembre 1871, V, 6. — Exposé financier, pour 1871, 12. — Séance générale du 8 février 1872, 33. — Sa situation et son *Bulletin* en 1872, 3. — (Propagande pour accroître les souscripteurs perpétuels de la), 31, 34. — (*Comités annexes* de la), 35. — (Lettre du Ministre de l'Inst. publ. accordant une subvention à la), 89. — (Lettre du Min. du Commerce accordant une subvention à la), 90. — Séance générale du 4 avril 1872, 165; du 2 mai, 183; du 6 juin, 251. — (Compte rendu financier trimestriel de la), 91. — (Allocation de la ville de Paris à la), 251. — (Compte rendu financier de la), 91, 263. — (Don du Min. de l'Intérieur à la), 331. — Compte rendu financier, 348, 459. — Séance du 7 novembre 1872, V, 431. — Procès-verbal de la séance du 9 janvier 1873, VI, 5; — du 6 mars 1873, discussion sur la loi du travail des enfants, 345; — du 1^{er} mai 1873, 381. — Demande un traité international pour le travail des enfants, 350, 386. — Compte rendu financier, 388. — Obtient un diplôme de mérite à Vienne, 428. — Séance du 3 juillet 1873, 428; du 6 novembre 1873, 457; — (allocation par les Ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture à la), 457. — Instructions pour les membres correspondants, VI, 530. — Séance du 8 janvier 1874, VII, 11. — Note sur son but, 5. — Souscripteurs perpétuels, 7. — Du 5 mars 1874, 105. — Procès-verbal de la séance du 5 mai 1874, 193. — Listes de ses récompenses, 199. — Séance solennelle pour la distribution des récompenses (5 juillet 1874), 357. — Procès-verbal de la séance du 2 juillet, 411. — Rapport financier pour 1872 et 1873, par M. Bérard, 418. — Procès-verbal de la séance du 5 nov. 1874, 481. — (Allocation par la ville de Paris et par le Ministère de l'Intér. à la), 481. — Compte rendu financier, 12, 488. — Séance du 6 janv. 1875, VIII, 5. — Compte rendu financier, 12. — Séance du 4 mars, 65; — du 3

mai 1875, 161. — Séance de réunion avec les Inspecteurs, 164. — Rapport financier pour 1874, 171. — Procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 1875, 325; — du 4 novembre 1875, 413. — Liste de ses récompenses, 543. — Séance du 6 janvier 1876, IX, 5; du 2 mars, 117. — Distribution des récompenses pour l'année 1876, 229. — Séance du 4 mai, 285. — Séance du 6 juillet, 365. — du 2 novembre, 521. — Rapport financier pour 1875, 375. — Séances du 4 janvier 1877, X, 5; — du 1^{er} mars, 97; — du 3 mai, 193; — du 5 juillet, 313; — du 8 novembre, 405. — (Etat financier de la), 316. — Rapport des censeurs, pour l'année 1876, 326. — (*Voy. Statuts.*) — Participation à l'Exposition universelle de 1868, IX, 528. — (Allocation de M. le Ministre de l'Instruction publique à la), X, 129. — Séances du 3 janvier 1878, XI, 11; — du 7 mars 1878, 129. — (Allocation de M. le procureur du Lycée Louis-le-Grand), 130. — Séance du 2 mai 1878, 301. — Séance du 6 juin 1878, 315. — Séance du 4 juillet 1878, 473. — Liste des récompenses décernées en 1878, 478. — Rapport des censeurs pour l'année 1877, 482. — Etat financier, 487. — Séance du 7 novembre 1878, 569. — Diplôme d'honneur décerné à la Société par M. le Ministre de l'Intérieur, XII, 5. — Séance du 9 janvier 1879, XII, 6. — Décision qui réduit les séances de la Société à quatre par an, et rend la publication de son Bulletin trimestrielle. — Séance du 3 avril 1879, 97. — Séance du 3 juillet 1879, 313. — Compte rendu financier de l'année 1878, 321. — Séance du 6 nov. 1879, 409. — Programme des prix à décerner en 1880 à la 5^e fête de l'enfance ouvrière, XIII, 5. — Séance du 15 janv. 1880, 11; — du 8 avril 1880, 112. — Compte rendu de la distribution des récompenses de la 5^e fête de l'enfance ouvrière, 229. — Rapport sur l'exercice 1879-1880 de la Société et les récompenses qu'elle décerne, 232. — Allocation de M. le Président de la Société, 256. — Séance du 1^{er} juillet 1880, 305. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'année 1879, 315. — Séance du 4 novembre 1880, 389. — Réim-

- pression des statuts, XIV, 5. — Séance du 13 janvier 1881, 7. — Elections, *ibid.* — Rapport des censeurs sur l'exercice 1880, 18. — Séance du 7 avril 1881, 113. — Ordre du jour sur l'exécution de la loi du 20 décembre 1894, 117. — Circulaire de la Société à MM. les Présidents de la Caisse des Ecoles, 134. — Séance du 7 juillet 1881, 217. — Séance du 3 novembre 1881, 305. — Programme des prix à décerner en 1882 à la 6^e fête de l'Enfance ouvrière XV, 5. — Séance du 5 janvier 1882, 11. — Séance du 20 avril 1882, 89. — Rapport des censeurs sur la comptabilité de l'exercice de 1881, 93. — Séance extraordinaire du 30 juillet 1882, distribution des récompenses, 185. — Allocution de M. Dumas, président, 187. — Rapport de M. Léon Renault, secrétaire général, 191. — Allocution de M. de Bouteiller, délégué du conseil municipal, 207. — Séance du 6 juillet 1882, 255. —
- SOCIÉTÉ de protection et de placement des apprentis du XIII^e arrondissement**, XV, 150.
- SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL** (Patronages de la), I, 220, 286.
- SŒURS BLEUES** (Maisons des), II, 367.
- SŒURS DE MARIE-AUXILIATRICE.** — Leur internat d'apprenties, IX, 329.
- SŒURS fidèles compagnes de Jésus.** Leur orphelinat, IX, 509.
- SŒURS de Saint-Vincent-de-Paul.** (Patronages dirigés par les), I, 218.
- SOIE** (Jeunes ouvrières employées, à Lyon, au dévidage de la), III, 3.
- Sommier** (Nécrologie de M. Pierre Alexandre), II, 22.
- SOURDS-MUETS.** Œuvre des sourds-muets, de Bourg-la-Reine, II, 335. — (Atelier de lingerie, au Puy, pour les), 335. — (Etablissement de), à Chambéry, III, 275. — (Maison protestante, établie dans le Gard, pour les), IV, 25. — (Société pour les publications, à l'usage des), X, 99.
- Spuller** (M.), député. Discours à la Distribution des prix de l'école de Dessin, de la Chambre syndicale de la Bijouterie-Imitation, XII, 73.
- Sriber** (M. Alphonse). Article sur l'inspection du travail des enfants et des femmes, dans les manufactures anglaises, III, 11.
- STATUTS** provisoires, lors de la fondation de la Société, I, 33. — (Approbation des), II, 176. — (Modification aux), IV, 34.
- Steinheil** (M.), I, 305. — (École d'apprentis de M.), 331.
- Stephenson** (La vie des), par Samuel Smiles, III, 40.
- STRASBOURG** (École israélite des *Arts et Métiers*, de), I, 285. — Union chrétienne, II, 334. — (Sœurs de la Croix, à), II, 365.
- SUBLIME** (le), ou le Travailleur en 1870, étude sur l'apprentissage, V, 359.
- SUCRERIES** (Travail des enfants dans les), II, 245. — (Accident à un enfant employé dans une), XII, 142.
- SUÈDE** (Note sur l'apprentissage, en), III, 473. — (Le travail des enfants en), X, 171. — (L'instruction industrielle en), XIII, 105.
- SUISSE** (Enquête sur le travail des enfants en), III, 313. — Législation du canton de Zurich, 469; de la ville de Bâle, 471. — (L'instruction primaire en), VI, 452. — (Sur le repos du dimanche en), VII, 93. — (Le travail des enfants en), 345, 457. — Une école d'horlogerie, à Genève, VIII, 141. — Loi fédérale des 19-23 mars 1877, 3 décembre 1877, concernant le travail dans les fabriques. Observations de M. Robiquet sur la nouvelle loi, 694. — L'enfance abandonnée (en) XV, 80.
- SURVEILLANCE MATERNELLE** (Maison de), à Lyon, III, 88.
- SURVEILLANT** (Rôle du), dans les Pensions d'apprentis, I, 73.
- Suzainnecourt** (C^{ie} de), fondateur de la colonie de Gentilly, près Nancy, III, 439.
- SYDNEY** (Australie). (Exposition de), XII, 309.

T

- TABAC**, ses effets chez les enfants, IV, 48. — (Décret rendu par le Conseil d'Unterwalden (Suisse), contre l'usage du), IV, 50.
- TABLETTERIE** (Projet d'école d'apprentis par la Chambre syndicale de la), VII, 92; IX, 323. — (Chambre syndicale de la), X, 161.

Taborin (L'apprentissage dans les ateliers de M.), I, 386; I, 309.

TAILLE des Diamants (La), XIV, 299.

TAILLEURS, l'École professionnelle des apprentis XV, 278.

Talbert (M.). Œuvre des apprentis, au collège Rollin, à Paris, IV, 24.

Tallon (M. Eugène), avocat général à la cour de Lyon, membre de la Commission supérieure du travail des enfants, ancien député. — Rapport sur la proposition de loi du travail des enfants, V, 203; — Observations sur ce rapport, 264. — Ses discours, 457; VI, 24, 70 et 153; VII, 228. — Mention spéciale de reconnaissance, VII, 385. — Livre sur la *Vie morale et intellectuelle des ouvriers*, X, 89. — Président du Comité judiciaire, 118. — *Manuel pratique pour l'application de la loi du 19 mai 1874*, sur le travail des Enfants employés dans l'industrie, 212. — Rapport sur l'exercice 1877-78 de la Société, à la 4^e fête de l'enfance ouvrière, XI, 412. — Les anciennes Corporations d'arts et métiers, à Lyon. (Discours prononcés par), à l'audience de rentrée de la Cour d'appel, 685. — Observations sur le travail de nuit des enfants dans les mines XV, 102.

TAPISSIERS (Communication de la Chambre syndicale des), VII, 165.

— (Statuts du Patronage des), 532.

— (Chambre des), IX, 354.

TEINTURERIE de soie (rapport sur la) de M. Gilet-Piéron, à Lyon, I, 337.

Teisserenc de Bort (M.). — Discours sur la loi du travail des enfants, VI, 199. — (Discours de), à la Fête de l'Enfance ouvrière, XI, 408.

TEMPÉRANCE (Société française de), VIII, 53; IX, 215.

THÉÂTRE Rapport sur l'emploi des mineurs des deux sexes (au) par M. Faustin Hélie.

Thénard (M. Arnoult). Rapport sur la teinturerie de M. Gilet-Piéton, I, 337. — Etude sur l'état matériel et moral des jeunes ouvriers, à Lyon, III, 3 à 10. — Note sur le Patronage des apprentis étrangers, III, 398.

Thiriez (MM.), à Esquermes, Lille, I, 308. — Organisation de l'apprentissage dans leurs filatures, IX, 335-257.

Thorel (M.), conseiller municipal de Paris, délégué cantonal, IV, 27.

TISSAGE (École théorique et pratique de), à Mulhouse, I, 132.

Tonnellé (M^{me}) et son fils, Alfred Tonnellé. Fondation de leur Maison d'apprentis, à Tours, I, 86. — (Règlement de la Maison d'apprentis, établie à Tours par M.), II, 277.

Topart (M.), vice-président de la Chambre syndicale de la Bijouterie-imitation. Son discours, X, 374.

TOUAGE de la Seine, caisse de prévoyance de la Compagnie, IX, 193.

TOULOUSE (Organisation des apprentis à), IX, 140. — (Distribution des prix, à), 562.

Tournier (M.), son rapport sur les exercices de dislocation XIV, 324. — Rapport sur la question de savoir si le travail de l'enfant dans les mines est licite, XV, 20.

TOURS (Fabrique de M. Albert Durand à), I, 303. — Œuvre du Patronage de N.-D.-le-Riche, I, 294. — (Sœurs de la Présentation, à), II, 365.

Trapp (M.), I, 306. — Son École d'apprentis à Mulhouse, 378.

TRAVAIL (Enquête sur les conditions du), VIII, 486. — (Durée de dans les manufactures, XIV, 403. — Rapport sur la durée du travail industriel, XV, 24.

TRAVAIL DES ENFANTS. En Angleterre, I, 259. — (Réponses de la Commission de Mulhouse sur le), I, 363. — Discours de M. Wolowski, les 14 et 17 avril 1868, au Conservatoire des arts et métiers, II, 91 à 125. — Inconvénients du travail prématuré et prolongé, lettre de M. Goldenberg, 129 à 143. — (Discussion préparatoire à la loi sur le), 184 à 258. — Considéré au point de vue de l'économie sociale, III, 118. — Devant le Parlement belge, 120. — Devant la jurisprudence, étude de M. J. Périn, 183. — (Vœux de la Soc. ind. de Mulhouse sur le), 297. — (Rapport à la Société de la Seine-Inférieure sur le), 444 à 467. — (La réforme du), par M. Houget, 481. — (Projet de loi sur le), V, 22, 39, 92. — (Etude médico-chirurgicale sur le), par M. A. Robin, V, 54. — (Projet de loi sur le), V, 205, 264. — (Règlement sur le), 277. — (Obser-

vations de M. Descottes sur le), 347. — (Délibération de l'Assemblée nationale sur le), 438. — (Société du), 478. — (Discussion à l'Assemblée nationale (2^e lecture), de la loi sur le), VI, 14 à 316. — Quelques réflexions sur cette loi, par M. le Dr Marjolin, VI, 317. — Discussion sur la même loi, VI, 345. — (Article sur la loi du), VII, 208. — (3^e délibération à l'Assemblée nationale, de la loi sur le), 216 à 304. — (Texte de la loi sur le), 305. — Commission supérieure chargée de l'application de la loi, 428. — (Lettre de M. Louis Blanc sur la question du), 429. — (Questionnaire relatif à la loi sur le), 505. — (Actes de la Sous-Commission nommée en exécution de la loi sur le), VIII, 78. — (Revue des diverses industries, questionnaire relatif à la loi sur le), 85. — Emploi des enfants au-dessous de 12 ans, 96. — Emploi des enfants dans les travaux souterrains, 184. — (Règlements d'administration sur le), 192. — *Idem* sur le travail fatigant ou dangereux, 230. — *Idem* sur le travail insalubre, 248. — Etablissements dans lesquels le travail des enfants est interdit, 251 et suiv. — Instruction sur le travail et sur l'instruction primaire, 341. — (Inspection du), 399. — Documents relatifs à la loi sur le), 420. — (Rapport de M. Dumas sur le), IX, 13. — (Conférence sur les conditions du), 105, 208. — (Voy. Lois.) Dans l'arrachage de la betterave, les sucreries et les accidents les plus fréquents dans ces industries, par MM. E. Nusse et J. Périn, XI, 671. — (Frais d'inspection du), XII, 443. — (Rapports des commissions locales avec MM. les inspecteurs du), 444. — Circulaire de M. le Ministre du Commerce sur le), XIV, 153.

TRAVAIL DE NUIT pour les enfants (discussion sur le), II, 202. — Enquête et règlement d'administration sur le), VIII, 192. — Décret du Ministre du Commerce, relatif au travail de nuit et du dimanche, XI, 159. — Industrie non comprise dans celles spécifiées au décret des 22-24 mai 1825, XII, 157. — Est-il licite dans les mines? Rapport de M. Tournier, XV, 20. — Jurisprudence, 28. — Observations de M. E. Tallon sur le travail de nuit des enfants dans les mi-

nes, 102. — Arrêt de Cassation, 107.

TRAVAILLEURS INDUSTRIELS (Fondation de la Société d'encouragement des), V, 86.

TRAVAUX FATIGANTS OU DANGEREUX (Règlement d'administration sur les), VIII, 230, 248.

Tresca (M.). Observations sur les accidents de fabrique, III, 376.

Trévoux (Ecole de M.), à Lyon, III, 86.

TROYES. Patronage d'apprentis, fondé par M. l'abbé Tridon, I, 292. — Société de protection de l'enfance ouvrière, statuts, XIV, 88. — (Voy. Commission locale.) — Inauguration de la Société de protection de l'enfance ouvrière de), XIV, 383. — Conférences de cette société, XV, 87, 310. — (L'Orphelinat de Saint-Martin-des-Vignes à), 143. — (Extrait du rapport de la Commission locale de) pour 1882, 270.

Turney (M. R.), trésorier de l'Assistance des Fleurs et Plumes; rapports, VI, 404, 513. — Secrétaire du Syndicat général; rapports, VII, 315; — VIII, 524; — IX, 258. — Président de l'Assistance paternelle des Fleurs et Plumes, XII, 70. — Lettre sur un cas d'inobservation de la loi de 1874, 375.

Turquetil (M. Jules). Sur l'inspection du travail, II, 224. — Lettre sur la loi de travail des enfants, V, 200.

TUTELLE (Ouverture de La). Maison d'apprentis, fondée par M. Piver, I, 175. — Visitée par le Min. de l'Instr. publ., II, 258. — Pensions d'apprentis, conditions, VIII, 472; IX, 327. — La Question des Tutelles, XII, 152.

TYPOGRAPHES (Ecole professionnelle, fondée par M. Chaix pour les), notices et conditions, I, 173; VI, 480. — Formules et tableaux de comptabilité, 496. — Distribution des prix, 506. — (L'apprentissage et projet d'une maison d'apprentis de), V, 224 à 240. — (Atelier d'instruction de M. Claye, pour les), II, 221; V, 369. — (Ecole professionn. de), 474. — Documents relatifs à cette école, VI, 479. — Distributions des prix, VII, 623; VIII, 455; X, 396; XI, 545; XII, 403, 451.

V

VACANCES. — (Voy. *Enfants*.)

VAGABONDAGE (Enquête sur les moyens de prévenir le), VII, 31, 112. — (Rapport sur les causes du), par M. Marjolin, 119. — (Cas de), 347. (Le) et le Dépôt de la Préfecture de police, XI, 109. — Arrestation de vagabonds, XII, 307. — Le petit vagabond du pays de Caux, XIII, 434.

VALENCE (Drôme), (Orphelinat de), I, 289.

Valroger (M^{lle} de), à Caen (Bannière à la Maison de), II, 331. — Note sur cette même maison, 376.

Vavasseur (M.), avocat à la cour d'appel. — Discours sur la responsabilité des accidents de fabrique, XIV, 121. — Réponse à ce discours par M. Nusse, 311.

VERRERIES ET CRISTALLERIES. Verrière de M. Boissière, I, 303. — (L'enfant dans les), I, 350. — (Règlements intérieurs de plusieurs), II, 455. — (Règlements des enfants dans les), III, 111. — (Travail des enfants dans les), III, 442. — (Situation des enfants dans les), par M. Dubois IV, 46. — (Emploi des enfants dans l'industrie de la), V, 335. — (Orphelinat de Saint-Joseph, au Bourget, pour les apprentis de la), VI, 374. — (Exposé fait aux membres de la Commission par la Chambre syndicale de la), VI, 390. — (Rapport de M. Marjolin sur l'Orphelinat du Bourget, pour les enfants de la), 410. — (Voy. *Céramique, Cristalleries*.)

VERSAILLES (L'Orphelinat de), I, 287. — (Asile maternel de M^{lle} Portz, à), I, 293; III, 95. — (Statuts de la Caisse des écoles de), III, 422. — (Société de la Caisse des écoles, à), IV, 90.

VERVIERS (Belgique). (Association pour la réforme en faveur des enfants à), III, 306.

VESTIAIRES (But de l'Œuvre des), VII, 184.

Veber (M.), président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie et Orfèvrerie. Discours, X, 362.

VIDALON-LES-ANNONAY (Papeterie de), II, 405; V, 476.

VIENNE (L'*Athenæum* de), VI, 451. — (Rapport sur l'Enseignement primaire, à l'Exposition de), par M. Buisson, IX, 483.

VILLE DE PARIS. — (Voyez *Paris*.)

Villeminot (Règlement de la manufacture de M. Jouanny), II, 309.

Vilpède et Gamba, I, 308. — (Ateliers de MM.), II, 266.

Viollet-le-Duc (M.). Sa conférence sur l'enseignement des arts du Dessin, X, 172.

VISITES du Ministre de l'Instr. pub. à divers établissements industriels: Chaix, etc., II, 258.

VIZILLE (Manufacture de M. Durand à), I, 302. — (Note sur la même), II, 391.

VŒUX exprimés par la Société de protection, et présentés au Ministre, II, 253; — des Délégations ouvrières, sur les apprentis, 290.

W

Wickham (M. Georges), président de la ch. synd. des Instruments et Appareils de l'art médical. — Observations au sujet du Musée de M. Twining de Twickenham, XII, 308. — Biographie de George Moore, XV, 316. —

Wolf (M.), École d'apprentissage, I, 174.

Wolowski (M.). Rapport sur une médaille à décerner, II, 23. — Le travail des enfants dans les manufactures, cours d'économie politique au Conservatoire des arts et métiers, leçons des 14 et 17 avril 1868, II, 91. — Vice-président d'honneur de la Société, V, 7. — Son discours sur la loi du travail des enfants, VI, 171.

WORKHOUSE. (Établissements de couture), VI, 451.

Z

ZURICH (Législation relative aux enfants dans le canton de), III, 469.

LISTE GÉNÉRALE

DES

MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DE PROTECTION

DES APPRENTIS ET DES ENFANTS EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES

MEMBRES PERPÉTUELS (FONDATEURS)

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE;
M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR;
M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE;
LA VILLE DE PARIS.

Abadie, fabricant, à Paris. Adelson-Monteaux, propriétaire. Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord). Agard (Michel), à Marseille. Alamagny, f., à Saint-Chamond (Loire). Albert, négociant, à Paris. Andreëff (E.), professeur à l'Institut agricole, à Saint-Petersbourg (Russie). Archino-Valenti, à Paris. Arlès-Dufour, négociant. Asile (l') de Vincennes. Aubert, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Lisieux. Aubert (L.), à Nancy. Auger, propriétaire, à Paris. A. ***. Backer, inspecteur général du travail des enfants dans les manufactures, à Londres. Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen. Barreswil (feu), ancien secrétaire de la <i>Société de protection</i>. Barreswil (M^{me}). Baude, inspecteur général des ponts et chaussées, à Paris. Bellay (M. de), à Paris. Bérard (P.), trésorier de la <i>Société de protection</i>. Berger (H.), à Montbéliard. Berteaux, à Paris. Berthier, ancien président de la Chambre de commerce, à Paris. Bertrand, ingénieur civil, à Paris. Besson, dir. de la <i>Belle-Jardinière</i>, à Paris. Besson (le docteur Eug.), à Paris.	Bigo-Danel, imprimeur, à Lille. Bixio, libraire-éditeur, à Paris. Blache (le docteur), à Paris. Blanche, manufacturier, à Puteaux. Blanzy, à Boulogne (Pas-de-Calais). Boissière, maître-verrier au Gast (Orne). Boucicaut (M^{me}), négociant, à Paris. Boulenger, à Choisy-le-Roi. Brault, maître de forges. Bréant, fabricant de châles, à Paris. Brenot (M^{me}), à Paris. Butenval (comte de). Cahen, d'Anvers, banquier, à Paris. Caill, constructeur-mécanicien, à Paris. Carcenac, maire du II^e arr^t, à Paris. Cartier-Bresson père, à Paris. Cartier-Bresson fils, à Paris. Cartier-Bresson (F.), à Paris. Cartier-Bresson (C.), à Paris. Cartier-Bresson (J.), à Paris. Cartier-Bresson (L.), à Paris. Cartier-Bresson, anc. négociant à Paris. Cartier-Bresson (M^{me}), à Paris. Cartier-Bresson (Louis), à Paris. Cary, négociant, à Paris. Chabert (J.), à Chomerac. Chaix, imprimeur-typographe, à Paris. Chambre des notaires, à Paris. Chambre syndicale du caoutchouc, à Paris. Champonnois, ingénieur civil, à Paris. Charlier, à Buckarest. Chartreux (les) de la Gr.-Chartreuse. Chiris (E.), à Grasse. Chiris (S.), à Grasse.
--	---

(1) Les noms des *Membres perpétuels* figurent également sur la *Liste générale des Sociétaires* ci-après.

Clotilde (la princesse).
 Colcombet, fabricant, à Saint-Étienne.
 Collège Rollin (le), à Paris.
 Colleson, négociant, à Paris.
 Commission locale du VI^e arrondissement, à Paris.
 Commission locale du VIII^e arrondissement de Paris (n^o 14 hommes).
 Compagnie des forges du Creusot.
 Compagnie générale marit., à Paris.
 Courcy (de), dir. Comp. d'assur. gén.
 Couturier, à Vizille (Isère).
 Cuvillier, négociant, à Paris.
 Damon, négociant, à Paris.
 Davanne, chimiste, à Paris.
 Delafoy (Laurent), à Argenteuil.
 Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique.
 Delaporte (Georges), ingénieur, à Lillers.
 Délerot (Emile), à Versailles.
 Delicourt, à Paris.
 Deschiens, constructeur-mécanicien, à Paris.
 Desfontaines, horloger, à Paris.
 Dheur, à Paris.
 Dietsch, à Lièpvre (Haut-Rhin).
 Dollfus (Jean), à Mulhouse.
 Dommartin, à Paris.
 Dorvault, directeur de la Pharmacie centrale, à Paris.
 Drouin, négociant en droguerie, à Paris.
 Du Boys, notaire, à Paris.
 Dubrunfaut, chimiste, à Bercy.
 Dumas, secrétaire perpétuel de l'Acad. des sciences, Président de la Société.
 Dumas (Alexandre).
 Duplay (le professeur), à Paris.
 Dupont et Hervé, manufacturiers, à Paris.
 Dupont et Deschamp, fab., à Beauvais.
 Dupuy de Lôme, memb. de l'Institut.
 Durenne, fab. de chaudières, à Courbevoie.
 Dussautoy, à Paris.
 Dutfoy (G.), négociant, à Moscou.
 Dutfoy (S.), négociant, à Moscou.
 Duvergier, ingénieur-construct., à Lyon.
 Ecole d'Aix.
 Ecole d'Angers.
 Ecole centrale des arts et manufact.
 Ecole de Châlons.
 Ecole d'horlogerie de Cluses.
 Ecole des mineurs de Saint-Étienne.
 Ecole des mines.
 Ecole des maîtres mineurs d'Alais.
 Ecole normale supérieure.
 Ecole des ponts et chaussées.
 Engel (Alfred), à Mulhouse.
 Engel (Eugène), élève de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures.
 Engel (Gustave), à Mulhouse.
 Engel Dollfus (Fr.), à Mulhouse.
 Engel-Gros, à Mulhouse.
 Farcot, ing.-mécanicien, à Saint-Ouen.
 Fauquet-Lemaître, à Bolbec.
 Féray (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonnes.
 Follot (Félix), fabricant de papier peint, à Paris.
 Frémont-Mustel, à Paris.
 Froger de Mauny, ancien magistrat, à Paris.
 Fromage, fabricant, à Paris.
 Froment-Meurice, orfèvre, à Paris.
 Froment-Meurice (M^{me}).

Gautier-Bouchard, fabricant, à Paris.
 Giot, avoué à la Cour d'appel, à Paris.
 Gobley, de l'Académie de médecine.
 Godard-Desmarests, président de la Compagnie de Baccarat.
 Godchaux, imprimeur-éditeur, à Paris.
 Godillot (Alexis), à Paris.
 Goffin, président de la Société des Amis de l'Enfance.
 Goldenberg, manufacturier, à Zornhoff.
 Gosselin (le professeur), à Paris.
 Gouller (le colonel), à Paris.
 Gouvy (H.), maître de forges, à Dieulouard.
 Goy, à Paris.
 Gratien-Milliet, manufacturier.
 Griffon, négociant, à Paris.
 Godillot (Alexis), à Paris.
 Gosselin (A.), à Paris.
 Guerlain (A.), à Paris.
 Guerlain (J.), à Paris.
 Guillou, négociant.
 Guillout, fabricant, à Paris.
 Guimet (Emile), à Lyon.
 Guizot (Guillaume), à Paris.
 Gundelach, duc de Bade.
 Hamelin, manufacturier, à Paris.
 Herbette (M^{me}), née Barreswil, à Paris.
 Houget, manufact., à Verviers (Belgique).
 Hubault, à Paris.
 Hughes, parfumeur, à Grasse.
 Hulot, directeur de la fabrication des timbres-poste.
 Husny-Bey (le commandant).
 Jacqz, président de la Société la Philanthropie commerciale, à Paris.
 Joannès Vintry, à Lyon.
 Joly (Pierre-César), à Argenteuil.
 Joly (Pierre-Théophile), à Argenteuil.
 Joriaux, négociant, à Paris.
 Jullien, filateur, à Rouen.
 Kœchlin-Steinbach (Alfred), à Paris.
 Kœchlin (Rodolphe), à Mulhouse.
 Kœchlin frères, à Mulhouse.
 Lagoutte (J.), maître de forges, à Paris.
 Lamé Fleury, ingén. des mines, à Paris.
 Landon, négociant, à Paris.
 Larrey (baron), inspecteur général du corps médical militaire.
 Laumonier, manufacturier, à Flers.
 Laurent-Richard, à Paris.
 Lebaudy, raffineur de sucre, à Paris.
 Leclert, négociant en bois, à Paris.
 Le Coustellier, manufacturier, à Abbeville.
 Lefebvre-Ducatteau, manufacturier, à Roubaix.
 Lefèvre (Emile), négociant, à Anvers.
 Legrand, secrétaire de la Société des Amis des sciences.
 Lemaire, fabricant, à Paris.
 Lemaréchal (M^{lle}), à Paris.
 Lemoine-Montigny, directeur du théâtre du Gymnase.
 Lemoine (H.), fabricant de meubles, à Paris.
 Leroux (Emile), ingénieur, à Paris.
 Leroy (J.), fabricant de papier, à Paris.
 Liebig (Johan), à Reichenberg (Bohême).
 Liebig (la bar.), à Reichenberg (Bohême).
 Loreau (A.), à Paris.
 Lung frères, à Moussej.
 Lycée Condorcet.
 Lycée Henri IV.
 Lycée Louis-le-Grand.
 Lycée Fontanes.

Lycée Saint-Louis.

Macé (Jean), pensionnat du petit château de Monthiers (Aisne).
Maillard, ancien négociant, à Louviers.
Mallet, négociant, à Paris.
Mame père, imprimeur, à Tours.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Marjolin (le docteur), à Paris.
Marochetti (M^{me} V^e), à Paris.
Martin, manufacturier, à Tarare.
Martin-Baron, à Paris.
Masquelier fils, au Havre.
Maurice (M^{me} V^e), à Paris.
Mazaroz-Riballier, à Paris.
Mercier, directeur de la *Société d'Ours-camps*.
Meunlé (Félix), rentier, à Paris.
Meuriot (le D^r André), à Paris.
Michel, ingénieur des ponts et chaussées, à Lyon.
Migneret, à Paris.
Millescamps, à Paris.
Moisset-Foye, à Paris.
Monduit, entrep. de plomberie, à Paris.
Monjean, directeur du collège Chaptal.
Mouchy (duc de).
Mouchy (duchesse de).
Mouchy (de) fils.
Mourceau, négociant, à Paris.
Müller (A.), manufacturier, à Paris.
Murat (princesse).
Najean, manufacturier, à Paris.
Nattan (Georges), manufacturier, à Paris.
Newton-Scott (Charles), à Paris.
Nusse (Ernest), avocat, docteur en droit, secrétaire de la *Société de Protection des apprentis*.
Oberthur, imprimeur, à Rennes.
Odiot, orfèvre, à Paris.
Ouvriers de la maison Christophle (les), à Paris.
Payen, négociant en soieries, à Paris.
Pelouze (Eug.), chimiste, à Paris.
Peltreau, manufacturier, à Paris.
Pensionnat des frères de Passy.
Périn (Jules), D^r en droit, Secrétaire honoraire de la *Société de protection des apprentis*.
Perrin (le D^r), à Paris.
Petit (Francis), à Paris.
Piat, fondeur en métaux, à Paris.
Pillet (M^{me}), à Paris.
Piver, fabricant de parfumerie, à Paris.
Plassiard, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Nancy.
Porion, distillateur, à Wardrecques.
Prévot, avoué, à Paris.
Raingo (Victor), à Paris.

Rallet, propriétaire, à Grenoble.
Ranchon (Georges), architecte, à Paris.
Rapet, inspecteur général honoraire de l'enseignement primaire, à Paris.
Renard, entrepreneur de travaux publics, à Paris.
Richard aîné, fabricant, à Paris.
Richard (Max), député.
Roche (Isidore), ingénieur civil à Paris.
Richou, à Paris.
Robert (Charles), directeur de la compagnie *l'Union* (Vic), *Vice-Président de la Société de protection des apprentis*.
Robin (Albert), le docteur, à Paris.
Robiquet (Paul), avocat à la Cour de Paris.
Rondelet, chasublier, à Paris.
Rothschild (baron de), à Paris.
Roy, négociant, à Paris.
Sahler (Léon), à Audincourt.
Sakakini, à Paris.
Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel.
Salle (Julien-Hippolyte), banquier (Caisse commerciale).
Schæffer, à Aubervilliers.
Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.
Schneider, directeur du Creusot.
Sciama frères, marchands de diamants, à Paris.
Seydoux, à Paris.
Société de la Vieille-Montagne.
Société industrielle de Reims.
Souplet, à Saint-Quentin.
Teisserenc de Bort, ancien ministre de l'agriculture et du commerce.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez.
Teste, manufacturier, à Lyon.
Thénard (M^{me} Henri).
Tissier fils, manufacturier, au Conquet.
Trapp, à Mulhouse.
Trille (Edmond), à Paris.
Trille (P.), à Paris.
Turner (Luke), à Londres.
Vancauwenberghe, Seys (E.), **Snowden et C^{ie}**, filateurs à Dunkerque.
Vatry (M^{me} la baronne), à Paris.
Vatry (baron Edgar de), à Paris.
Verdè-Delisle (Ad.), à Paris.
Verdè-Delisle (Paul), à Paris.
Vilmorin (Henri), à Paris.
Vintry (J.), à Lyon.
Vulliamy (Edward), à Tillières-sur-Avre (Eure).
Wappler (C.), agent général de la Société suisse d'assurances de Winterthur.
Weens, employé de commerce à Paris.
Weldon (M^e), à Paris.
Zégut, manufacturier, à Tusey.

MEMBRES SOCIÉTAIRES ⁽¹⁾

- Abadie**, fabric., rue Saint-Martin, 257.
Acker (Emile), fabricant de registres, rue Neuve-des-Petits-Champs, 29.
Agache fils, manufacturier, à Lille (Nord).
Achaintre, régleur, rue Saint-Martin, 129.
Adelson-Montaux, propriétaire, rue Notre-Dame de Lorette, 10.
Agard (Michel), rue Nicolas, 5, à Marseille (Bouches-du-Rhône).
Alamagny, fabricant de lacets, à Saint-Chamond (Loire).
Albert, nég., boul. Haussmann, 58.
Alberti, fabricant de fruits artificiels, rue d'Aboukir, 121.
Alicot (M^{me}), rue Sainte-Foy, à Montpellier (Hérault).
Alicot (M.), avocat, avenue de Messine, 14.
Allain, négociant, rue Dieu, 10.
Allmayer, négociant en tissus élastiques, rue d'Hauteville, 26.
Alphand, ingⁿ en chef des ponts et chaussées, rue Largillière, 7.
Althoffer, manuf. de draps, à Gebwiller (Alsace).
Amos (Jacques), manufacturier, à Wasse-lonne (Alsace).
Amson (A.), fabricant, rue de Turbigo, 46.
Amson (G.), — — — — —
Andelle, verrier, à Epinac (Saône-et-Loire).
André (M^{me} ve J.), au Vieux-Thann (Alsace).
Andreeff (E.), professeur de technologie, à l'Institut agric. de Saint-Petersbourg (Russie).
Archédacon (M^{me}), avenue des Champs-Élysées, 45.
Arlès-Dufour, négociant, rue du Conservatoire, 11.
Armingaud (J.), violoniste-compositeur, rue d'Hauteville, 11.
Arnal (Léon), avocat à la Cour d'appel, rue Bourdaloue, 6.
Arthus (Fr.), fabricant de cuirs vernis, rue Richer, 23.
Asile de Vincennes (l'), à Saint-Maurice, près Charenton (Seine).
Attias, nég^t, 43, rue de l'Entrepôt.
Aubergier, doyen de la Faculté des sciences, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
Aubert, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, rue Lepois, 17, à Lisieux (Calvados).
Aubert (L.), à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Aubès (Marcel), inspecteur départemental du travail des enfants, allée Saint-Etienne, 43, Toulouse (Haute-Garonne).
Aubriet (Maurice), rue St-Quentin, 22.
Aubry (Victor), fabricant de dentelles, rue des Jeûneurs, 33.
Aubry-Vitet, rue Barbet-de-Jouy, 9.
Aucoc (L.), orfèvre, rue de la Paix, 6.
Audiffred (J.-F.), boul. des Capucines, 8.
Auger (C.), prop., rue des Moulins, 21.
Avril (Charles), rue Legendre, 43.
Babey, manufacturier, à Saint-Pierre-les-Calais (Nord).
Bac, fabricant, rue Porte-Foin, 12.
Baeker (Robert), inspecteur des manufactures, Milverton hill (Lemington).
Badin (A.), filateur à Barentin (Seine-Inférieure).
Badouilleau-Levillain, r.d'Hauteville, 20.
Baecque (E. de), ancien nég., rue de l'Annonciation, 39.
Baecque (Ch. de) et **Beau**, faub. Poissonnière, 9.
Bagriot, graveur, rue Saint-Denis, 168.
Baille (Elie), ancien président de la Chambre de commerce, à Nancy.
Baillet, manufacturier, à Viroflay (Seine-et-Oise).
Baillencourt, président de la Chambre de commerce, Douai (Nord).
Balguerle d'Egmont (M^{me}), rue Legendre, 4.
Balsan (C.), manufacturier, rue de la Baume, 6.
Balsan, fab. de draps, rue de la Baume, 6.
Bapterosses, manufacturier à Briare (Loiret).
Baraban, architecte, rue Perroquet, 72, à Neuilly-sur-Seine.
Baradoz (Louis), nég., porte Saint-Jean, à Bordeaux.
Barallon, à Saint-Etienne (Loire).
Barbedienne, fabricant de bronzes, boulevard Poissonnière, 30.
Barbey, maire, membre du Conseil général, à Mazamet (Tarn).
Bardin, imprimeur sur étoffes, à Rouen.
Barluet (H.), gérant de la Société des faïenciers de Creil et de Montreuil, rue des Pyramides, 20.
Baron (E.), avocat, rue de Lille, 101.
Barreswil (M^{me}), r. Roy 9.
Barthélemy, négociant en papiers, rue Saint-Séverin, 40.

(1) Avis. — MM. les Membres de la Société sont priés de signaler (avant le 1^{er} février 1883) les rectifications et modifications de noms, professions et adresses, qui devront être apportées à cette Liste.

Nous attachons le plus grand intérêt à tenir au courant ce Répertoire de nos Sociétaires, destiné à faciliter les rapports entre eux, en même temps qu'à assurer l'exactitude du service du *Bulletin*.

- Baude**, inspect. général des ponts et chaussées, rue Royale-Saint-Honoré, 40.
- Baudoin** (Achille), ancien manufacturier, avenue d'Orléans, 52.
- Baudouin**, président du Conseil des Prud'hommes, boul. Péreire, 186.
- Baudrillart**, membre de l'Institut, avenue Mélanie, 42, Bellevue (Seine-et-Oise).
- Baumgartner** (Henri), à Mulhouse (Alsace).
- Bayvet** (G.), boulevard Haussmann, 82.
- Bazin**, avocat, à la Banque populaire, rue des Cloîtres-St-Martin, 3, à Angers (Maine-et-Loire).
- Beaufonds** (de), rue Verneuil, 52.
- Beaufour**, syndic, rue de la Boétie, 8.
- Beer** (J.), rue des Mathurins, 34.
- Béhier** (A.), rue de l'Arcade, 36.
- Belhatte**, graveur, 16, rue M. le-Prince.
- Bellay** (de), boulevard Beaumarchais, 94.
- Bellet**, négociant, quai de Béthune, 48.
- Bellon** (Joseph), place Louis XVI, à Lyon.
- Beluze**, rue de Madame, 75.
- Bérard**, ingénieur, rue de Tractir, 9.
- Bérard** (Paul), chimiste, secrétaire du Comité consultatif des arts et manufactures, trésorier de la Société, rue Casimir-Delavigne, 2.
- Bérard** (Raoul), rue Embouque-d'Or, à Montpellier.
- Berger-Levrault**, impr. libraire, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- Berger** (Henri), de la maison Ed. Sahler, filature et tiss., à Montbéliard.
- Bernard**, de la maison Bonjean, à Saint-Etienne (Loire).
- Bernard** (Marial), ancien juge au tribunal de commerce, rue de la Paix, 4.
- Bernier**, directeur de la papeterie d'Écharcon, par Mennecy (Seine-et-Oise).
- Bernot**, présid. de la Commission locale, à Troyes (Aube).
- Bernutz** (le Dr), de l'Académie de médecine, rue des Saints-Pères, 7 bis.
- Berteaux**, rue d'Aboukir, 40.
- Berthaud**, membre de l'Union nationale rue Cadet, 9.
- Berthe et Wulveryck**, fabricants de boutons, à Jenlain, arr. d'Avesnes (Nord).
- Berthier**, ancien présid. du Tribunal de commerce, rue de Sèze, 30.
- Berthier** (Ch.) fils, rue de Sèze, 30.
- Berthier** (G.) fils, rue de Sèze, 30.
- Berthier** (M^{me} V^e), rue de Châteaudun, 22.
- Berthier** (M^{me}) aînée, r. de Rivoli, 194.
- Berthier** (M^{me}) jeune, rue Tronchet, 2.
- Bertin** (E.), agent de change honoraire, rue de Boulogne, 44 bis.
- Bertinot**, avoué près le Trib. civil, rue Vivienne, 40.
- Bertrand** (Ch.), expert-mécanicien, boulevard Beaumarchais, 69.
- Besançon**, chef de division à la Préfecture de police.
- Bessan**, direct. de la Belle-Jardinière, quai de la Mégisserie.
- Besselièvre** (Ch.) manufacturier, rue de Crosne, 24, à Rouen.
- Besson** (Eugène), Dr, rue de Seine, 95.
- Besson** (Joseph), tailleur, quai du Marché-Neuf, 6.
- Beyne**, marchand tailleur, à Villeneuve-d'Agen (Lot-et-Garonne).
- Bezançon**, fabricant de céreuse, rue du Château-des-Rentiers, 187.
- Bianchi**, agent de change, rue Jean-Goujon, 6.
- Bibliothèque de la Ville de Paris.**
- Bigo-Danel**, imprimeur, rue Nationale, à Lille (Nord).
- Bigo** (Emile), trésorier de la Société industrielle, à Lille (Nord).
- Bigot, Jacquemet et Dujoncqoy**, fabricants de chaussures, à Saint-Mesme (Seine-et-Oise).
- Billaudot**, ingénieur à la capsulerie Gaupillat à Bellevue (Seine-et-Oise).
- Binder** (L.), ancien manufact., av. des Champs-Élysées, 102.
- Binot de Villiers**, avocat, r. Pigalle, 57.
- Birauneau**, pass. Tocanier, 45 (Fbg-St-Antoine, 240).
- Bischoffsheim**, banquier, r. des Mathurins, 34.
- Bisson**, graveur sur bois, rue du Jardinnet, 13.
- Biver**, directeur de Saint-Gobain, rue de Sèvres, 94.
- Blixio** (Maurice), quai Voltaire, 47.
- Blache**, doct.-médecin, r. de Suresnes, 5.
- Blache** (René), rue de Suresnes, 5.
- Blaise**, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Rouen.
- Blanche** (le docteur), rue des Fontis, 15.
- Blanche**, manufacturier, maire de Puteaux, conseiller général de la Seine, à Puteaux (Seine).
- Blandin** (M^{me} V^e), pl. de la Madeleine, 49.
- Bobin**, boulevard Saint-Michel, 124.
- Bohne**, fabricant, rue des Partants, 9.
- Bois**, imprimeur en taille-douce, rue du Cardinal-Lemoine, 77.
- Boissière**, maître verrier, au Gast, par Mortrée (Orne).
- Bonamy** (A.), constructeur, à St-Just-en-Chaussée (Oise).
- Bonjean** (Georges), juge au Trib. civ. de la Seine, rue de Lille, 47.
- Bonnaric** (M^{me} Charles), avenue de Messine, 14.
- Bonnaud**, négociant, rue de Chabrol, 40.
- Bouasse-Lebel**, imagier, rue Saint-Sulpice, 29.
- Bouchet** (Ernest), banquier, r. du Vallot, 6, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Boucicaut** (M^{me}), nég. (maison du Bon Marché), rue du Bac, 135-137.
- Bouilhet** (H.), l'un des direct. de la maison Christolle, rue de Bondy, 56.
- Bouilhet** (M^{me} H.), rue de Bondy, 56.
- Boulanger** (Narcisse) fils, propriétaire, à Guignes (Pas-de-Calais).
- Boulenger**, fab. de faïence, à Choisy-le-Roi.
- Bouley**, de l'Institut, inspecteur général des écoles vétérinaires, rue des Saints-Pères, 84.
- Bouley** (M^{me}), rue Monceau, 63.
- Bourdon** (M^{me} V^e Charles), rue du Foin, 6 (Marais).
- Bourdon**, mécanicien, rue du Faubourg-du-Temple, 74.
- Bourdon** (H.), rue de l'Échiquier, 30.
- Bourez**, manufacturier, à Béville-le-Comte (Eure-et-Loir).
- Bourgoin**, rue Lafayette, 126.

Bournat, avocat à la Cour de Paris, rue Jacob, 20.
Bourreau, employé de commerce, rue Guy-la-Brosse, 2.
Bourreulle (de), ancien sec. général du Ministère des Travaux publics, rue de Tournon, 12.
Boussod, rue Chaptal, 9.
Boyard fils (M^{me} V^e) et **Brinon**, manufacturiers, à Pussay (Seine-et-Oise).
Boyer et Rolland, fondeurs, rue de l'Asile-Popincourt, 10.
Brault et Bethouart, fondeurs en métaux, à Chartres (Eure-et-Loir).
Bréant, fabricant de châles, r. d'Aboukir, 60.
Brenac frères, fab^{rs}, Mazamet (Tarn).
Brenguier, ingénieur civil, à La Bouille (Seine-Inférieure).
Brenot (M^{me}), rue des Guillemettes, 7.
Breton (Paul), fab. de papiers, rue des Grands-Augustins, 19.
Breul (Ch.), avocat à la Cour de Paris, rue des Ecoles, 40.
Brion, marchand de chevaux, rue Basse-du-Rempart, 48.
Brissonneau frères, constructeurs-mécaniciens, à Nantes (Loire-Inf^{re}).
Brizard, propriétaire, r. Saint-Pierre, 17.
Brochard (Ed.), rue du Temple, 151.
Broglie (Paul de), rue de Vaugrard, 25.
Broquant et C^{ie}, fabricants de filets de pêche, à Dunkerque.
Brunner-Lacoste, artiste peintre, place Saint-Michel, 5.
Brunet, batteur d'or, rue Saint-Maur, 167.
Bucquet, inspect. général des établissements de bienfaisance, rue Volney, 6.
Burat, agent de change, rue Lafayette, 46.
Burnat (Emile), manufacturier, à Nant-sur-Yevoy (Suisse).
Butenval (comte de), rue Miroménil, 34.
Cabin (maison Sajou), dessins et ouvrages de dames, boulevard de Sébastopol, 74.
Cadilhon (Georges), avocat, sous-préfet à Valognes (Manche).
Cahen d'Anvers, banquier, rue de Grenelle, 118.
Caillé (F.), fab. de tissus, à Amiens.
Calla, ancien memb. de la Chambre de commerce, r. des Maronniers, 8, à Passy.
Callot (M^{me} V^e), rue Caumartin, 19.
Camus fils aîné, rue Barbette, 2.
Camus fils jeune, rue Barbette, 2.
Canonge, directeur de la *Tutelle*, rue Albouy, 27.
Capronnier, ancien juge au Tribunal de commerce, rue Washington, 13.
Carcassonne (M^{me} V^e C.), vêtements confectionnés, à l'Isle (Vaucluse).
Carcenac, maire du II^e arrondissement, rue Neuve-des-Capucines, 20.
Cardeilhac, orf.-coutel., r. de Rivoli, 91.
Carenou et Tur, fabricants de réglisse, à Moussac (Gard).
Carlihan (M^{me} V^e), rue de Berlin, 37.
Carré (Charles), boulevard Voltaire, 58.
Carriot, inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement primaire de la Seine, boulevard Saint-Michel, 79.
Carrière, filateur, à Ganges (Hérault).
Cartier, boulevard des Italiens, 9.
Cartier-Bresson fils aîné, boul. Sébastopol, 86.

Cartier-Bresson (U.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (C.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (J.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (F.), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson (M^{me}), b. Sébastopol, 86.
Cartier-Bresson, ancien négociant, rue de Vaugrard, 48.
Cary, nég., rue Réaumur, 33.
Cassella (E.), fabricant de peignes, rue Lafayette, 237.
Castel (C.), m^d de soies, à Saint-Étienne.
Cavaillé-Coll, f^r d'org., av. du Maine, 15.
Cecille, fabricant de papeterie, à Meulan (Seine-et-Oise).
Célérier, nég., rue Monthabor, 15.
Cerf, imprimeur, rue Duplessis, 59, à Versailles (Seine-et-Oise).
Cerf et fils, fabricants, boulevard de Sébastopol, 59.
Cerfbeer, agriculteur, à Oberwiller, par Sarrebourg (Lorraine A.).
Chabert et C^{ie} (J.), à Chomérac (Ardèche).
Chaix (A.), imprimeur, rue Bergère, 20.
Chalandre, rue Saint-Roch, 37.
Chambon-Lacroisade, fabr. de fers à repasser, Faub.-Poissonnière, 183.
Chambre des Notaires de Paris, place du Châtelet.
Chambre syndicale de l'Union des filateurs, à Aubenas (Ardèche).
Chambre syndicale des Entrepreneurs de bâtiments, rue des Archers, à Lyon.
Chambre syndicale du Caoutchouc, rue de Lancry, 10.
Chambre syndicale des Carrossiers, avenue du Roi-de-Rome, 6.
Chambre de commerce de Toulon et du Var, à Toulon (Var).
Champonnois, ingénieur civil, rue Neuve-des-Petits-Champs, 45.
Chappotteau, négociant, rue Cuvier, 14.
Chardin, m^d de soies, r. aux Ours, 40.
Charlier (Timothée), ingénieur, à la Villa, à Ouchy-Lausanne (Suisse).
Charmet aîné, nég., r. de Châteaudun, 22.
Charnelet, apprêteur d'étoffes, rue Oberkampf, 98.
Charpentier, horloger, rue Garancière, 7.
Chartiau, architecte, rue du Sommerard, 35.
Chartreux (les) de la Grande-Chartreuse.
Charvet, membre de l'Union nationale, rue d'Hauteville, 62.
Chateau, usine Farcot, à Clichy (Seine).
Chenet et fils et Grandgeorge, rue des Jeûneurs, 23.
Chevalier, de la mais. Chevalier-Cheylus, quai de Grenelle, 61.
Chevallier (Ludovic), manufacturier (couvertures), rue Porte-Madeleine, 42, à Orléans (Loiret).
Chirade (Arm.), négociant en beurre, rue de Marivaux, 11.
Chiris (E.), à Grasse.
Chiris (L.), fab. de mat. prem. pour la parfumerie, à Grasse.
Christofle, orfèvrerie, rue de Bondy, 56.
Claudon (G. fils), p^{re}, b. Malesherbes, 37.
Claudon (M^{me} G.), b. Malesherbes, 37.
Claudon (M^{me} V^e Benjamin), q. de la Tournelle, 27.
Claudon (M^{me} G.), r. de la Boétie, 59.

Clémendot, ingén. civil, r. Brochant, 18.
Clerc fils, de la m^{re} Clerc, Kayser et C^{ie} au Havre, r. de la Ch.-d'Antin, 22.
Clerc, manufacturier, à Vierzon-village (Cher).
Clermont (de), nég., rue Barbette, 11.
Coignet, père et fils et C^{ie}, manufacturier, rue de Lafayette, 130.
Colcombet, fab. de rubans, à St-Etienne.
Collège Rollin (le), avenue Trudaine.
Collège St-Barbe (le), pl. du Panthéon.
Colleson, nég., quai de la Loire, 22.
Collette, filateur, passage des Favorites, à Vaugirard.
Collin, fabricant d'instruments de chirurgie, rue de l'Ecole-de-Médecine, 6.
Collin, horloger, rue Montmartre, 18.
Collin, négociant, rue Quincampoix, 15.
Collinot, parc des Princes, boul. d'Auteuil, 11, à Boulogne (Seine).
Colmet d'Aage, doyen de la Faculté de droit, b. Saint-Germain, 126.
Colombier, manufacturier, à Haubourdin, Lille (Nord).
Commission locale du travail des enfants, du V^e arrondissement.
Commission locale du travail des enfants du VI^e arrondissement.
Commission locale du travail des enfants du VIII^e arrondissement (hommes).
Compagnie générale d'assurances maritimes, rue de Richelieu, 87.
Compagnie des forges du Creusot.
Comptoir veuve Lyon-Alemand, r. Montmorency, 13.
Contadeur, manufacturier, à Orléans (Loiret).
Copin, syndic au Trib. de commerce, r. de l'Odéon, 15.
Coquais, joailler, rue Chabannais, 14.
Corbin, manufacturier, rue Montaigne, 9.
Corbran, constructeur, aux Chartreux, Petit-Quevilly (Seine-Inférieure).
Cormouls-Houlé, fabricant, à Mazamet (Tarn).
Cornély (Maximilien), négoc., rue d'Hauterive, 21.
Corrard (A.), rue de Monsigny, 17.
Cossé, nég. en tissus, r. du Sentier, 32.
Cottreau, propriétaire, rue Vignon, 40.
Coulon (Henri), avocat, rue Bleue, 16.
Coulon, greffier en chef de la Cour de cassation, cité Malesherbes, 12.
Coulange (Christian de), rue Notre-Dame-des-Champs, 30.
Courcy (de), dir. de la C^{ie} d'Assurances générales, rue de Richelieu, 85.
Cousin, biblioth. de la Ville de Paris (hôtel Carnavalet), rue de Sévigné.
Cousin (M^{me}), avenue de l'Opéra, 13.
Couturier, chez MM. Durand fr., à Vizille.
Crespin, industriel, Saint-Pierre-lès Calais (Pas-de-Calais).
Creté, imprimeur, à Corbeil (Seine-et-Oise).
Crochard, ancien libraire-éditeur, rue Médicis, 7.
Croué, juge au Tribunal de commerce, rue Taitbout, 80 (cité d'Orléans).
Dabin (l'abbé), directeur de l'Orphelinat agricole de la Ducheraie, commune de Cambon (Loire-Inférieure).

Daguin, négociant, rue Château-Landon, 44.
Dailly, membre de la Société centrale d'agriculture, rue Pigalle, 69.
Dallemagne, prop., q. des Orfèvres, 6.
Dambricourt frères, fabricants, à Hailines (Pas-de-Calais).
Damon (Emile), négociant, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 74.
Danset (Joseph), fil., à Marcq-en-Barœul (Nord).
Darblay (P.) fils, rue de Rivoli, 80.
Darboy, ancien négociant et ancien juge au Tribunal de Commerce, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Darmoy (Jules), rue Neuve-Saint-Augustin, 22.
Davanne (A.), chimiste, rue Neuve-des-Petits-Champs, 82.
David, Trouiller et C^{ie}, rue des Jeûneurs, 24.
Davillier (Léopold), rue de la Chaussée-d'Antin, 64.
Davillier, rue Roqueline, 14.
Decauville, manufacturier, à Petit-Bourg (Seine-et-Oise).
Decaux, sous-directeur des Gobelins, rue Notre-Dame-des-Champs, 107.
Decœur, pâtissier, rue Mouffetard, 55.
Deffez (Louis), constructeur d'instruments de physique, r. St-Séverin, 34.
Degousse, batteur d'or, Faubourg-Saint-Martin, 147.
Degrois, fabricant de bijoux, rue de Turbigo, 89.
Dehors, négociant, rue des Vieilles-Haudriettes, 8.
Delacroix-Vaucher, à Mulhouse.
Delafoy (L.), à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Delagrave (Ch.), édit., rue Soufflot, 13.
Delaissment, inspecteur du travail des enfants, à Reims (Marne).
Delalain frères, imp., des Ecoles, 56.
Delaporte (M^{lle}), artiste dramatique, rue de l'Arcade, 15.
Delaporte (M^{lle}), fab. de fleurs, r. de la Montagne, 1, Courbevoie (Seine).
Delaporte (Geo2ges), ingénieur, rue de Florence, 9.
Delassus-Famechon et fils, à Amiens.
Delattre (Carlos), filateur, rue du Curoir, 48, à Roubaix (Nord).
De la Vallée, rue de Lisbonne, 57.
Delavigne (M^{me}), boulev. Haussmann, 45.
Délerot (Emile), bibliothécaire de la Ville, à Versailles.
Delettrez, parfumeur, rue Richer, 34.
Deleuil, fabricant d'instruments de précision, rue des Fourneaux, 42.
Délicourt, Faubourg-Saint-Honoré, 43.
Denière (M^{me}), boul. Malesherbes, 29.
Denis, court. en vins, port de Bercy, 10.
Denis (Gustave), tisseur et filateur de coton, à Fontaine-Daniel, près Mayenne.
Depresle (O.), rue de la Victoire, 94.
Derbanne, direct. de la C^{ie} d'assurances maritimes, place de la Bourse, 7.
Dernis, commissaire-priseur, boulevard Haussmann, 132.
Deschiens, construction d'appareils télégraphiques, b. Saint-Michel, 123.
Desfontaines, horloger, galerie Montdensier, 13 (Palais-Royal).

- Desgenetais frères**, à Bolbec (Seine-Inf.).
Demazes, directeur de la verrerie, à Vierzon (Cher).
Destailleur, peigneur de laine, à Amiens (Somme).
Destors (M^{me}), boul. Saint-Michel, 93.
Desurmont, filateur de lin, r. de l'Hospice, à Seclin (Nord).
Detourpe, filateur, à Fourmies (Nord).
Deutsch, négoc., rue Saint-Georges, 20.
Dewalque, directeur des usines de la Vieille-Montagne, à Bray-Lu (Seine-et-Oise).
Dheur, rue du Val-de-Grâce, 44.
Didot (P.), négociant, rue de Beanne, 2.
Dietsch, manufacturier à Liepvre (Alsace).
Dietz-Monin, manufacturier, rue du Château-d'Eau, 44.
Directeur de la Filature du Gros-Moulin, à Amilly, près Montargis (Loiret).
Directeur de la Société du Gros-Moulin, à Amilly, près Montargis (Loiret).
Divry (Charles), maire du XIV^e arrondissement, rue Morère, 7.
Doll, inspecteur du travail des enfants dans les manuf.
Dollfus (A.), président de la Société industrielle de Mulhouse.
Dollfus (Auguste), à Mulhouse.
Dollfus (E.), manufacturier, à Mulhouse.
Dollfus (G.), manufacturier, à Mulhouse.
Dollfus (Jules), à Mulhouse.
Dollfus (E.), coloriste, à Dornach.
Dollfus (Jean), à Mulhouse.
Dollfus-Dettwiller, à Mulhouse.
Dommartin, rue Saint-Lazare, 58.
Donon, avenue Gabriel, 42.
Doublet, manufacturier à Elbeuf (Seine-Inférieure).
Doncet, rue de la Paix, 24.
Douvin, filateur, à Fourmies (Nord).
Drouin, négociant en drogueries, avenue de l'Opéra, 43.
Dubaut, rue Neuve-des-Capucines, 48.
Dubonnet (V^e), négociant en vins, rue Sainte-Anne, 49 bis.
Dubourguet, boul. Magenta, 33 bis.
Dubuffe (E.), rue d'Aumale, 45.
Ducher, rue de Richelieu, 42.
Duchesne-Fournet, à Lisleux.
Ducholet (M. le docteur), président de l'Association pour le placement des orphelins des deux sexes rue de la Verrerie, 2.
Ducloux, notaire, r. Boissy-d'Anglas, 9.
Ducray-Chevallier, opticien, place du Pont-Neuf, 45.
Ducroquet (Alfred), papetier, rue de Cléry, 42.
Dufourc d'Antist, à Charbuy, par Auxerre (Yonne).
Dugour, fabricant de boutons, 462, Faubourg-Saint-Martin.
Dulac, ing. des arts et manufactures, rue du Château-d'Eau, 53.
Dumas (J.-B.), membre de l'Académie française, secrét. perpét. de l'Académie des Sciences, *Président de la Société de protection des apprentis*, rue Saint-Dominique, 3.
Dumas (M^{me}), rue Saint-Dominique, 3.
Dumas (Alex.), membre de l'Académie française, av. de Villiers, 93.
Dumas-Gardeux, fab. de brosses, rue Geoffroy-Langevin, 45.
Dumont, Dr de la Société des papeteries du Marais et Sainte-Marie au Marais (Seine-et-Marne).
Dumoulin-Froment (M^{me}), rue Notre-Dame-des-Champs, 85.
Duplay, professeur agrégé de la Faculté de médecine, r. Neuve-des-Mathurins, 3.
Duponchel et C^{ie}, verriers, à Sars-Poteries, arrondissement d'Avesnes (Nord).
Dupont (A.), fab. de tabletterie, à Beauvais (Oise).
Dupont et **Fould**, maîtres de forges, à Pompey (Meurthe-et-Moselle).
Dupont et **Hervé**, manufacturiers, rue d'Aboukir, 6.
Dupuy de Lôme, membre de l'Institut, rue Saint-Honoré, 374.
Durand, directeur de la verrerie de Montmirail (Sarthe).
Durand (A.), manufacturier, à Tours.
Durenne, constructeur, à Courbevoie.
Duriez, filateur de lin, à Seclin (Nord).
Duterte, inspecteur départemental du travail des enfants, à Rouen, quai du Havre, 8.
Dutfoy (Frédéric), boulevard Haussmann 62.
Dutfoy (G.), nég., rue Renbrandt, 8.
Duvergier (M^{me} V^e), rue Saint-Cyr, à Lyon-Vaise (Rhône).
Du Vergier (Ernest), avocat à la Cour d'appel, rue de Turenne, 59.
Ecole Centrale des Arts et Manufactures.
Ecole des Arts et Métiers d'Aix.
Ecole des Arts et Métiers d'Angers.
Ecole des Arts et Métiers de Châlons.
Ecole des Mines, boul. Saint-Michel, 60.
Ecole des Mineurs de St-Etienne.
Ecole des Maîtres Mineurs d'Alais.
Ecole des Ponts et Chaussées, rue des Saints-Pères.
Ecole d'Horlogerie de Cluses.
Ecole Normale supérieure, à Paris.
Elèves du pensionnat des frères de Passy, rue Basse, à Passy.
Engel-Dollfus (Fr.), manufacturier, vice-président de la Société, à Dornach.
Engel (Alfred), manufacturier, à Mulhouse.
Engel (Gustave), manufact. à Mulhouse.
Engel (Eugène), ingénieur, à Dornach (Alsace).
Engel (Michel), relieur, rue du Cherche-Midi, 94.
Engel-Gros, manufacturier, à Mulhouse.
Engelman (G.), à Mulhouse.
Erlanger (Michel), négociant, place des Vosges, 9.
Estelle, inspecteur du travail des enfants, à Nîmes (Gard).
Fabre (J.), avocat, r. des Petits-Hôtels, 24.
Faconnet, graveur, rue Mandar, 4.
Fannien, manufacturier, à Lillers (Pas-de-Calais).
Faucon (Jos.), au château des Bruyères, lè -Rouen (Seine-Inférieure).
Fauquet-Lemaître, manufact., à Bolbec

Faure-Baulieu, fabricant, rue de Tanager, 18 et 20.
Favart (M^{me} ve), rue Pierre-Charron, 61.
Favier, fleuriste, rue des Jeûneurs, 27.
Favre, frères, à Mulhouse.
Fayaud, négociant, rue Saint-Denis, 76.
Feil, f^e de verres d'optique, r. Lebrun, 30.
Feldtrappe (Xavier), graveur sur cylindres, Faubourg-Saint-Martin, 120.
Féray, filateur, rue Turbigo, 74.
Féray (Arthur), manufacturier, à Saint-Jean par Essonne (Seine-et-Oise).
Fère, régent de la Banque de France, ^{h^{ard}} Haussmann, 79.
Féron-Vrau, rue du Pont-Neuf, à Lille.
Ferré (Armand), ingénieur civil, à Tours (Indre-et-Loire).
Ferrière (Sylvestre de la), syndic des Courtiers de commerce, rue de la Chaussée-d'Antin, 23.
Fiévet (Edouard), raffineur de sucre, à Saint-le-Noble, arrond. de Douai (Nord).
Flandin (Clovis), rue Michel-Lecomte, 23.
Fleutiaux, doct. méd., b. des Filles-du-Calvaire, 22.
Fluhr (H.), à Mulhouse.
Fliche (Louis), avocat à la Cour, rue Madame, 32.
Flipo et Parent, fabricants, à Tourcoing (Nord).
Follet (F.), fab^r de papier peint, rue Beccaria, 10.
Fontenille (Paul de), propriétaire, à Cahors (Lot).
Forget, censeur du Comptoir d'escompte, rue de Courcelles, 14.
Fouché-Lepelletier, ancien député, côte de Grâce, à Honfleur (Calvados).
Foucher, brocheur, rue de Fleurus, 41.
Fouchet (M^{me}), Faub.-Poissonnière, 21.
Fouchet (A.), de la maison P. Fouchet frères, rue de la Bienfaisance, 7.
Fouchet, banquier, rue de la Bienfaisance, 37.
Fougasse, rue d'Algérie, à Lyon.
Fould (P.), avocat, avenue des Champs-Élysées, 138.
Fourdiniois (Henri), fab^r d'ébénisterie, rue Amelot, 46.
Fourment (B^{on} de), à Amiens (Somme).
Foville (Dr), inspecteur général des services administratifs du Ministère de l'Intérieur, Bd. Saint-Germain, 177.
Franchomme, professeur au Conservatoire de musique, rue Blanche, 49.
Francillon, teinturier, à Puteaux.
Frémont-Mustel, banquier, rue Bertin-Poirée, 44.
Frété, Muret et C^{ie}, fab. de cordages, boulevard Sébastopol, 42.
Frey et C^{ie}, à Mulhouse (Alsace).
Friedel, ingénieur des mines, rue Michelet, 9.
Froger de Mauny, ancien magistrat, rue Washington, 28.
Fromage (L.) fab. de tissus élastiques, à Darnet al.
Froment-Meurice (M^{me}), rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Froment-Meurice, joaillier, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 46.
Fumouze fils, boulevard Magenta, 89.

Gagneau, fabricant de bronzes, rue Lafayette, 115-117.
Gaillard, épiciér, rue Pastourelle, 15.
Galas, directeur de la filature de l'Abbaye, par Yères (Seine-et-Oise).
Galet, rue d'Hauteville, 38.
Gallay (J.), adjoint au maire du VIII^e arrondissement, rue de la Pépinière, 19.
Gallien, manufacturier, à Longjumeau (Seine-et-Oise).
Gandy (Paul), docteur en médecine président du Patronage Saint-Joseph, Bagnères de Bigorre (Hautes-Pyrénées).
Gardeil (M^{lle}), à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Garnier (Charles) père, négociant en drogueries, avenue de Messine, 15.
Garnier (Charles) fils, rue des Francs-Bourgeois, 56.
Gatteaux, rentier, rue des Saints-Pères, 10.
Gatteaux (M^{me}), rentière, rue des Saints-Pères, 10.
Gasté (M^{me} V^e), rue du Faubourg-Saint-Denis, 162.
Gau, filateur, à Pont-de-Tarn, par Mazamet (Tarn).
Gaudchaux-Picard (Henri), fabricant de draps, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Gaupillat, fabricant d'amorces, rue des Pelites-Ecuries, 54.
Gautreau, banquier, rue St-Lazare, 124.
Gellé, parfumeur, rue d'Argout, 35.
Gely, filature et tissage mécaniques, à Huttenheim, près Benfeld (Alsace).
Geoffroy, avenue des Champs-Élysées, 32.
Geoffroy - Saint-Hilaire, directeur du Jardin d'acclimatation, au bois de Boulogne.
Georges (Octave), négociant, rue Saint-Louis, 22, à Saint-Etienne.
Gerard père et fils, entrepreneurs de charpente et de menuiserie, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Gérardin (M^{me} ve), propriétaire, boulevard Saint-Michel, 83.
Geraud (Louis), docteur en droit, rue de Fleurus, 23.
Gerault, négociant en papier, rue Montmorency, 10.
Gérôme, art. peintre, boul. de Clichy, 65.
Getz (S.), négoc., rue d'Enghien, 12.
Gibon, raffineur de mélasses, rue de l'Argonne, 10.
Gilet, propriétaire, administrateur des docks de Montargis.
Gillet (F.) père, à Lyon.
Gillet (F.) fils, à Lyon.
Gillet et fils, teinturiers, quai de Serin, 9, à Lyon.
Gillou, fabricant de papiers peints, passage Charles-Ballerey, 5 et 7.
Gimbel, directeur de l'Ecole israélite, à Mulhouse.
Gindre (C.), rue du Puits-Gaillot, à Lyon.
Giot, avoué d'appel, boulevard de Strasbourg, 11.
Giot, ancien maire de Saint-Denis (Seine).
Girard, directeur du commerce intérieur, au Ministère de l'agriculture et du commerce.

- Girard** (M^{me}), implanteuse, rue Saint-Honoré, 83.
- Giraud** (Alexandre) et C^{ie}, manufacturiers à Lyon.
- Giraud**, président de la Chambre syndicale des maîtres tailleurs, rue Neuve-des-Petits-Champs, 64.
- Glénard**, fab. de filets, Faubourg-Poissonnière, 42.
- Godchaux**, éditeur de cahiers d'écritures, rue de la Douane, 10.
- Godillot** (Alexis), fab^r d'équipem. militaires, rue Rochechouart, 54-64.
- Goldenberg**, manufacturier, à Zornhoff, près Saverne (Alsace).
- Goldschmidt** (Léon), rue Murillo, 10.
- Goldschmidt** (F.), négociant, rue de Courcelles, 43.
- Gonthier-Dreyfus**, papeterie, boulevard Magenta, 44.
- Gosselin** (le Dr), rue Saint-Lazare, 81.
- Gouin**, gérant de la Banque de France, rue Cambacérès, 4.
- Goulier** (le colonel), rue Vaneau, 49.
- Goupil**, éditeur de gravures, r. Capital, 9.
- Goupy**, (Victor), imprimeur, rue de Rennes, 71.
- Gourdault** (M^{me}), rue Franklin, 5.
- Gourdin et Gravier**, manufacturiers, à Orléans (Loiret).
- Gouvry**, maître de forge à Dieulouard (Meurthe-et-Moselle).
- Goy**, négociant, rue Saint-Sauveur, 4 bis.
- Goyer**, manufacturier, à Orléans.
- Grados**, estampieur, repousseur en zinc, boulevard Richard-Lenoir, 106.
- Grandvincent**, directeur de la papeterie Firmin-Didot, à Sorel-Moussel (Eure-et-Loir).
- Graugnard** (Dr G.), rue Caumartin, 52.
- Graux**, avocat à la Cour d'appel, rue Perrennet, 69, parc de Neuilly (Seine).
- Gravelin** fils, rue Charlot, 10.
- Gréard**, insp. gén., direct. de l'enseign. prim. de la Seine, à la Sorbonne.
- Grellou**, nég., rue François 1^{er}, 24 et 23.
- Gresland**, filateur, place d'Aligre, 2.
- Grieninger**, consul d'Oldenbourg, rue de la Chaussée-d'Antin, 45.
- Griffon** (Jules), à Clairvaux-du-Jura (Jura).
- Grimault**, quai Jemmapes, 66.
- Grognet** (H.), filateur, rue de la Prairie, au Petit-Saint-Roch (Amiens).
- Grohé**, fab. de meubles, av. de Villars, 4.
- Gros Roman Marozeau**, à Wesserling.
- Grosselin**, architecte, quai de la Mégisserie, 44.
- Groult**, fabricant de pâtes alimentaires, rue Sainte-Apolline, 42, et à Vitry (Seine).
- Gruner**, inspecteur gén. des mines, rue d'Assas, 90.
- Gruyelle**, fabricant et maire de la commune à Henin-Lietard (Pas-de-Calais).
- Guastala** (M^{me}), r. de la Chaussée-d'Ant., 47.
- Gueneau de Mussy** (Dr Henri), rue du Cirque, 45.
- Guenot**, rue Saint-Denis, 183.
- Gueny** (M^{me} ve), rue de l'Arcade, 20.
- Guéret**, constructeur d'appareils à boissons gazeux, pass. Saint-Sébastien, 43.
- Guerlain** (J.), rue de la Paix, 45.
- Guerlain** (A.), parfumeur, r. de la Paix, 45.
- Guidou** (M^{lle} E.), rue des Pyramides, 29.
- Guignery** (Alfred), peintre sur métaux, rue de Lancry, 44.
- Guillemin frères**, orfèvres, rue des Moulins 20.
- Guillou**, nég. en huiles, rue Pavée, 13, au Marais.
- Guillout**, fabricant, avenue du Trocadéro, 158.
- Guimet** (Emile), fabricant, Place de la Miséricorde, 4, à Lyon.
- Guinet**, fabricant, rue du Griffon, à Lyon.
- Guizot** (Guillaume), rue Monceau, 42.
- Guy**, négociant, quai de Valmy, 29.
- Guy**, fondeur, à Rennes (Ille-et-Vilaine).
- Haas**, fabricant de casquettes, rue du Temple, 74.
- Hache**, manufacturier, à Vierzon (Cher).
- Hachette et C^{ie}**, lib.-édit., boul. Saint-Germain, 79.
- Haquelon**, négociant, rue de Turenne, 39.
- Hallé** (Louis), artiste-peintre, Faubourg-Saint-Honoré, 157.
- Halma**, vérificateur de travaux en bâtiments, rue Libergier, à Reims.
- Halphen** (A.), bijoutier-joaillier, rue Lafayette, 48.
- Halphen** (G.), rue Blanche, 2.
- Halphen** (J.), négociant, rue Drouot, 42.
- Hamelin**, manuf., av. de Messine, 26.
- Hamelin** (M^{me}), avenue de Messine, 26.
- Haret**, entrepreneur de menuiserie, rue de Bruxelles, 44.
- Harmel frères**, au Val-des-Bois, par Bazancourt (Marne).
- Hartmann-Reichard**, à Erstein (Alsace).
- Hartog** (J.), manufacturier, rue de la Pépinière, 23.
- Hatzfeld** (Léon), ingr^r civil, à Nancy.
- Haussmann** (baron), député, rue Boissy-d'Anglas, 42.
- Hayem père**, fabricant de chemiserie, rue du Sentier, 38.
- Hecht** (Myrtil), négociant, rue Bleue, 29.
- Hecht** (Albert), négociant, r. du Château-d'Eau, 20.
- Hecht** (Henri), négociant, r. du Château-d'Eau, 20.
- Heilbronn** (J.), négociant, r. Messine, 30.
- Heilmann-Ducommun et Steinlen**, à Mulhouse (Alsace).
- Heilmann frères**, à Mulhouse.
- Helbronner** (Maurice), négociant, rue de Cléry, 9.
- Hélie** (Faustin), juge au Tribunal civil de la Seine, président du Comité judiciaire de la Société, rue Duban, 48 (quartier de la Muette).
- Hellot** (le colonel), boul. Malesherbes, 62.
- Hémery** (Victor), maître verrier, à la Grande-Vallée, près de Blangy-sur-Presle (Seine-Inférieure).
- Hémonel** (E.), emballleur, r. St-Denis, 210.
- Hendlé** (E.), avocat, r. de Châteaudun, 17.
- Hénon** fils aîné, courtier en marchandises, rue de Rivoli, 422.
- Henry-Lepaute**, horloger, r. Lafayette, 6.
- Herbette** (M^{me}), née Barreswil, r. Roy, 9.
- Heredia** (de), député, boulevard Péreire, 147.
- Héricé**, bijoutier, rue du Parc-Royal, 24.
- Herisey**, imprimeur, à Evreux (Eure).
- Hermann**, fabricant de chocolat, rue de Charenton, 462.

Hermann, négociant, r. d'Hauteville, 13.
Hermann (W.), nég., r. d'Hauteville, 42.
Hersent, entrepren. de travaux publics, rue de Londres, 60.
Hertemathe, architecte, boul. Saint-Michel, 63.
Hervé-Mangon (M^{me}), rue Saint-Dominique, 3.
Herzog (Antoine), manufacturier, au Logelbach, près Colmar (Haut-Rhin).
Hié, fabricant de toiles, à Bailleul (Nord).
Hiéland, fab. de fleurs, rue du Quatre-Septembre, 2.
Hodde (Lucien de la), avocat, rue de Lafayette, 36.
Horie, manufacturier, à Maubeuge (Nord).
Horwit, rue Clauzel, 22.
Houget, manuf., à Verviers (Belgique).
Hubault (E.), rue Amélot, 64.
Hubault, prof. d'histoire au lycée Louis-le-Grand, rue Bonaparte, 13.
Hubnet (Albert), manufacturier, rue de Téhéran, 9.
Huet, ingénieur en chef, boul. d'Enfer, 42.
Huguenin (Louis), à Mulhouse.
Hugues, parfumeur, à Grasse.
Hulot, direct. de la fab. des timbres-poste, place Vendôme, 26.
Hulme, fabricant, à Elbeuf (Seine-Inf^{re}).
Humann, avocat à la Cour de Paris, rue de Passy, 40.
Humbert, verrier, à Sars-Poteries, arrondissement d'Ayennes (Nord).
Hussenot, ancien juge au Tribunal de commerce, rue Lallitte, 13.
Hutchinson, manufacturier, à Langlée, par Montargis (Loiret).
Hutter, adm. délégué de la C^{ie} générale des Verreries de la Loire, à Rive-de-Gier (Loire).
Isidor (Lazare), grand rabbin de France, place des Vosges, 44.
Jacquin, mécanicien, rue Pernelle, 42.
Jacquin, bijoutier, rue de la Perle, 3.
Jacqz (G.), président de la *Philanthropie commerciale et industrielle du départ. de la Seine*, rue des Jeûneurs, 40.
Jamme, à Mazamet (Tarn).
Jannin (M^{me} Phil.), rue de Provence, 49.
Japy (Em.), fabricant d'horlogerie, rue de Turenne, 144.
Javey, négociant, rue Saint-Denis, 224.
Jay (Raoul), avocat à la Cour d'appel de Paris, rue Monsieur-le-Prince, 48.
Jessé, arbitre de commerce, place de la Madeleine, 43.
Johanet, avocat à la Cour d'appel, rue du Helder, 44.
Joannès, propriétaire, rue Neuve-des-Mathurins, 148.
Joinville (baron Maurice de), inspecteur général des prisons, rue de Clichy, 4.
Jolibois, représentant de la maison Colcombet, de Saint-Etienne, rue d'Argout, 48.
Jolifié, brodeur, rue des Fontaines-du-Temple, 13.
Joly (Pierre-César), constructeur en fer, à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joly (Pierre-Théophile), constructeur en fer, à Argenteuil (Seine-et-Oise).
Joret-Desclosières, avocat à la Cour d'appel, carrefour de l'Odéon, 2.

Jouanny, Faubourg-du-Temple, 70.
Jouguet, directeur des forges de Bes-sèges (Gard).
Jourdain, propr., boul. Malesherbes, 50.
Jovart (Alph.), avocat à la Cour de Paris, rue Bernouilli, 0.
Jubin (Emile), commissionnaire en marchandises, rue de Chabrol, 69.
Juillard et Mégnin, à Mulhouse.
Julien (le général), rue de Provence, 60.
Kamper (Henri), contremaître, rue de Reuilly, 73.
Kahn (J.), négociant, rue d'Hauteville, 42.
Kientzy (Victor), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
Kientzy (Léon), constructeur-mécanicien, rue de la Folie-Regnault, 14.
Klotz, négociant, place des Victoires, 2.
Kœchlin (J.), rue Saint-Fiacre, 9.
Kœchlin (A.), Société alsac. de constructions mécaniques, à Mulhouse.
Kœchlin (Rodolphe), manufacturier, rue Saint-Fiacre, 9.
Kœchlin (Fritz), à Mulhouse.
Kœchlin (Emile), anc. maire, à Mulhouse.
Kœchlin frères, négoc., à Mulhouse.
Kœchlin-Steinbach (Alfred), rue Rovigo, 49.
Kœhler (Ed.), tann. et fournitures militaires, à Strasbourg.
Kullmann et C^{ie}, manufacturiers, à Mulhouse.
Küss, conserv. des hypoth., à Mulhouse.
Kusel, négociant, rue Mogador, 44.
Labarthe, (M^{me}), rue de Tournon, 2.
Laboulaye (Ed.), sénateur, directeur du Collège de France.
Lacan (M^{me}), rue de Provence, 43.
Lacarrière (Amédée), r. de l'Entrepôt, 16.
Lacour (J.-B.), apprêteur, à Sainte-Marie aux-Mines (Alsace).
Lacroix, fileur et moulineur de soie, à Saint-Joseph, près Montélimart (Drôme).
Lacroix, fab. de pap., rue Mazarine, 60.
Lagoutte (J.), ancien maît. de forges, rue Saint-Honoré, 372.
Lagrenée (M^{me}), rue Portalis, 9.
Lalance (Auguste), à Mulhouse.
Lallemand, attaché à l'administration de l'Assistance publique, avenue Victoria, 3.
Lallemand, rue Joubert, 14.
Lambert, conseiller à la Cour des comptes, rue Godot-de-Mauroy, 4.
Lambert (Léon), avocat à la Cour d'appel, rue du Quatre-Septembre, 2.
Lamé-Fleury, ingénieur en chef des Mines, conseiller d'Etat, rue de Veu-neuil, 62.
Lamette (M^{me}), brodeuse en perles, rue Perdonnet, 45.
Lamourette et Leroux frères, filateurs de laines peignées, rue Blanche, 35, à Tourcoing (Nord).
Landofs, inspecteur divisionnaire du travail des enfants, à Limoges (Haute-Vienne).
Landon, négociant, rue Montorgueil, 67.
Lang (Emmanuel) fils, filateur, à Nancy.
Lang et fils, fab. de toiles métalliques, à Schelestadt (Bas-Rhin).
Langenhagen (de), fabricant et juge au Tribunal de Commerce, à Nancy.

- Langénieux** (Mgr), archevêque de Reims (Marne).
- Langlois de Neuville**, chef de division au Ministère des travaux publics, rue d'Amsterdam, 21.
- Langlois**, nég. en soies, r. du Four-Saint-Germain, 52.
- Laniel** (Eugène), manufacturier (toiles), à Vimoutiers (Orne).
- Lannes** (J.-L.), manufacturier, à Agen.
- Lantiez** (l'abbé), directeur du patronage de Nazareth, rue de Dantzig, 1.
- Lantz** (Lazare), à Mulhouse.
- Laporte**, inspecteur divisionnaire du travail des enfants dans les manufactures, à Paris.
- Laprade**, ingénieur directeur de la Société Samain, à Blois (Loir-et-Cher).
- La Roche-Joubert**, fabricant de papiers, rue Jean-Lantier, 9.
- Larrey** (le baron P.), président du Conseil de santé des armées, membre de l'Institut, rue de Lille, 91.
- Lassource**, fabricant, à Mazamet.
- Latry**, fab. de couleurs et bois durci, boulevard Saint-Martin, 12.
- Laumonier**, manuf., à Flers (Orne).
- Laurent aîné**, fondeur-mécanicien, à Dijon (Côte-d'Or).
- Laurent-Richard**, rue de Rivoli, 91.
- Laurin**, fabricant de faïences, à Bourg-la-Reine (Seine).
- Laval** (M^{lle} M.), directrice de l'Institut normal, rue Jacob, 39.
- Laveissière** (E.), rue de la Verrerie, 58.
- Laveissière** (Jules), négociant en métaux, rue de la Verrerie, 58.
- Lavollée**, ancien préfet, chaussée de la Muette, 4.
- Lebaudy**, raffineur de sucre, rue de Flandre, 23.
- Lebel** (G.), architecte, à Montchanin-les-Mines (Saône-et-Loire).
- Leblan frères**, filateurs à Lille (Nord).
- Leblanc** (J.), boul. de Strasbourg, 65.
- Lebon**, fab. de boîtes, r. Bouchardon, 15.
- Le Bris** (M^{me}), boul. Malesherbes, 89.
- Leclert** (C.), notaire, à Charenton.
- Leclert** (le docteur), b. Malesherbes, 37.
- Leclert**, n^e en bois, rue Michel-Ange, 34.
- Lecomte**, fabricant, rue Saint-Martin, 220.
- Le Coustellier** (C.) manufacturier à Abbeville (Somme).
- Leduc**, nég. en chapeaux de paille, rue du Faubourg-Poissonnière, 5 et 7.
- Lefébvre** (Léon), ancien sous-secrétaire d'Etat, membre de la Commission supérieure du Commerce, av. Marceau, 38.
- Lefebvre** (Th.) et C^{ie}, rue de Douai, 105, à Lille.
- Lefebvre-Ducatteau**, man., à Roubaix.
- Lefèvre** (Emile), nég. en laines, à Anvers (Belgique).
- Lefèvre**, fab. de vernis, r. de la Cerisaie, 13.
- Lefranc**, fab. de coul., r. de Turenne, 61.
- Lefranc** (Jules), ancien fabricant, boulevard Beaumarchais, 56.
- Legendre**, négociant, rue Desbordes-Valmori, 9.
- Legendre**, rue Saint-André-des-Arts, 49.
- Legentil**, membre du Comité consultatif des arts et manufact., rue Paradis-Poissonnière, 51.
- Legouez** (M^{me}), rue de Larochehoucauld, 28.
- Legouvé**, de l'Académie française, rue Saint-Marc, 14.
- Legrand** (A.), nég., av. des Champs-Élysées, 37.
- Legrand** (les filles de Th.), filateurs, à Fourmies (Nord).
- Legru**, fabricant de sucre à Paray-Donnaville (Seine-et-Oise).
- Le Hénaff** (François), avocat à la Cour de Paris, rue de Madame, 56.
- Lehideux**, banquier, rue Drouot, 3.
- Lelogeais**, nég., port de Bercy, 12.
- Lelogeais** (M^{me}), port de Bercy, 12.
- Lelong** (Théodore), chef de la blanchisserie de Courcelles, r. de Courcelles, 153.
- Lemaigre**, fabricant, rue de Birague, 14.
- Lemaire**, fab. de jum., r. Oberkampf, 22.
- Lemaistre-Pavotte**, et fils, manufacturiers, à Bolbec.
- Lemaître** (Léon), manufacturier, à Bolbec.
- Lemaître**, rue de l'Université, 34.
- Le Maout**, procureur de la République, à Dreux (Eure-et-Loir).
- Lemarchand**, manufacturier, à Rouen.
- Lemaréchal** (Lucien), négociant en métaux, rue Chapon, 3.
- Lemaréchal** (M^{lle}), rue Chapon, 3.
- Lemoine** (M^{me} E.), rue des Sablons, 80.
- Lemoine** (Henri), fab. d'ébénisterie, rue des Tournelles, 17.
- Le Moine** (L.-A.), manufacturier, à Plessis-Offranville (Seine-Inférieure).
- Lentaigne**, notaire, r. Louis-le-Grand, 11.
- Leroux** (Emile), ingénieur civil, rue Cambon, 46.
- Leroux**, dépositaire de M. Bruzon, fab. de céreuse, r. Bourtilbourg, 12, à Tours.
- Le Roy**, anc. maître des requêtes au Conseil d'Etat, rue du Havre, 7.
- Leroy** (J.), fabricant de papiers peints rue Lafayette, 170.
- Le Roy-Dufour**, ancien manufacturier, rue Saint-Lazare, 75.
- Letestu**, fab. de pompes, r. du Temple, 111.
- Letourneur** (Jacques), directeur du Crédit Lyonnais, à Lyon.
- Levaigreur** (F.), rue Taitbout, 80.
- Levaigreur** M^{me} F.), rue Taitbout, 80.
- Levainville et Rambaud**, manufacturiers, rue du Parc-Royal, 14.
- Leys**, tapissier, place de la Madeleine, 3.
- Liebig** (M^{me} la b^{ae}), à Reichenberg (Bohême-Autriche).
- Linarès**, inspecteur du travail des enfants dans les manufact., à Orléans (Loiret).
- Linzeler** (E.), joaillier-orfèvre, boulevard de la Madeleine, 17.
- Lipman** (M^{me}), faubourg du Temple, 17.
- Lœwenguth**, manuf., à Strasbourg.
- Lœwenstein**, nég., rue de La Rochehoucauld, 27.
- Loiseau** (M^{me}), rue Maubeuge, 61.
- Loizillon** (M^{lle}), inspectrice générale des salles d'asile et des écoles des filles avenue de la Mothe-Picquet, 17.
- Loreau** (A.), rue de Milan, 11 bis.
- Lorme** (A. de), passage Saulnier, 18.
- Louiche-Desfontaines**, avocat à la

- Cour d'appel, rue du Sommerard, 19.
Loysel, administ. de la C^e d'assurances marit., avenue des Champs-Élysées, 12.
Luc, tanneur-corroyeur, à Nancy.
Lucas (Charles), architecte, boul. de Denain, 8.
Lung fr., à Moussey, pr. Sénonex (Vosges).
Lycée Fontanes.
Lycée Henri IV.
Lycée Louis-le-Grand.
Lycée Saint-Louis.
Macé (Jean), pension du petit château de Monthiers, par Neuilly-St-Front (Aisne).
Maës, f. de cristaux, cour des Petites-Ecuries, 9.
Magnier, négociant, rue d'Uzès, 7.
Mahieu-Delangre, filateur, à Arménitères (Nord).
Maillard, anc. négociant, château de la Villette, à Louviers (Eure).
Maillard (Victor), nég., rue des Petites-Ecuries, 9.
Maillard, gainier, rue des Fontaines-du-Temple, 2.
Maistre, manufac., à Villencuvette, par Clermont (Hérault).
Majesté, imprimeur à Châteauroux, (Indre).
Mallet (Alph.), de la Chambre de commerce, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 35.
Mallet, négociant, boulevard de la Villette, 34.
Mallet-Bachelier, anc. imp.-lib., rue de Médicis, 17.
Malouet (M^{me} la baronne), rue de Lille, 72.
Mame père, imprimeur, à Tours.
Mame fils, imprimeur, à Tours.
Mandonnet, propriétaire, à Montbard (Côte-d'Or).
Mansais (Jules), référendaire au sceau de France, r. du Faubourg-St-Martin, 171.
Martin, fabricant de chaussures, à Arpajon (Seine-et-Oise).
Marbeau, conseiller d'Etat, rue de Londres, 27.
Marchand (E.), nég., rue de Rivoli, 232.
Marestaing de Mauran (Hippolyte), directeur de la Préservatrice, rue Louis-le-Grand, 8.
Marguerin, administrateur supérieur des Ecoles municipales, rue d'Auteuil, 64.
Margueritte, chim., Faub.-St-Honoré, 203.
Marierval, fab. de fleurs, président du Conseil des prud'hommes, rue Saint-Denis, 208.
Marini, ingr des ponts et chaussées, carrefour de l'Odéon, 4.
Marjolin (Dr), chirurgien hon. des hôpitaux, vice-président de la Société, rue Chaptal, 16.
Marjolin (Georges), rue Bellechasse, 41.
Marjolin (M^{me} ve), rue de la Paix, 4.
Marland (Georges), à la Banque Centrale, rue Taitbout, 18.
Marland (Gustave), rue Taitbout, 18.
Marnas, teinturier, à Lyon.
Marochetti (M.), inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, rue Tronchet, 8.
Marochetti (M^{me} ve), rue Tronchet, 8.
Marquet, négociant, rue Vieille-du-Temple, 13.
Marti, horloger à Montbéliard. (Doubs).
Martin, fabricant, à Tarare (Rhône).
Martin (Félix), rue Villers, 30.
Martin (Tommy), avocat à la Cour d'appel, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 17.
Martin-Baron, ancien négociant, rue de Constantinople, 8.
Martinet, imprimeur-typographe, rue Mignon, 2.
Masquelier fils, au Havre.
Massignon, cité de Londres, 2.
Masson (Georges), libraire-éditeur, boul. Saint-Germain, 120.
Masurier, arm., au Havre (Seine-inf.).
Mathieu, ingénieur au chemin de fer du Midi, rue Las-Cases, 26.
Mathieu, vice-président de l'Association pour le placement des apprentis, rue du Vertbois, 16.
Mathieu, ingénieur à la manufacture des tabacs, à Dieppe.
Maunoury, Wolff et C^e, fab. de papiers, rue des Archives, 10.
Maurel (F.), anc. manuf., rue du Faubourg-Saint-Denis, 191.
Maurice (M^{me} ve), quai de Grenelle, 67.
May (H.), rue Thévenot, 14.
May (E.), à Beauvais (Oise).
May (Ernest), secrét. gén. banque Franco-Egyptienne, boulevard Haussmann, 32.
Mayniel, ancien auditeur au Conseil d'Etat, rue du Cirque, 5 bis.
Mazade (A. de), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 71.
Mazaroz-Riballier, fabricant de meubles d'art, boul. Richard-Lenoir, 94.
Meignan, pr^e, rue du Bac, 40.
Meinsohn, fabricant de toiles, à Cernay (Alsace).
Melouzey, professeur d'histoire au lycée Fontanes, rue Joubert, 47.
Ménage, avenue de l'Opéra, 26.
Mendonça Cortez (de), directeur de la Banque Lusitane, à Lisbonne (Portugal).
Ménier, manufacturier, rue d'Enghien, 6.
Meixmoron-Dombasle, fabricants d'instruments aratoires, à Nancy.
Méquillet, Noblot et C^e, à Héricourt (Haute-Saône).
Mercier, directeur de la Société d'Ours-camps, par Carlepont (Oise).
Mérice, président de la XXI^e commission locale, passage du Trône, 3.
Merle (Adrien), manuf., à Saillans (Drôme).
Metz et C^e, bijoutiers, rue de Turenne, 49.
Meunie (F.), rue d'Athènes, 22.
Meuriot (André), docteur-médecin, rue Berton, 17.
Meyer, parf., boul. de Strasbourg, 37.
Meys, syndic, boulevard Magenta, 59.
Michaut, de la manufac. de cristaux de Baccarat, rue de Paradis, 30 bis.
Michel, ingr, cours Napoléon, 10, Lyon (Rhône).
Mieg (Ch.) et C^e, à Mulhouse.
Migneret, anc. cons. d'Etat, à Montmirey-la-Ville, par Moissy (Jura).
Millescamps (Gustave), boul. Malesherbes, 19.
Millet et C^e, maîtres-verriers, à Marnières, par Cambrai (Nord).
Milliot, avoué près le Trib. de la Seine, rue Grange-Batelière, 8.
Ministre de l'instruction publique.

Ministre du commerce et de l'agriculture.

Ministre de l'intérieur.

Mirault (H.), avocat, Fbg.-Poissonnière, 23.

Mohler fils, à Obernay (Alsace).

Moisset-Foye, tapis et literie, r. Neuve-des-Petits-Champs, 63.

Moisson, courtier d'assur. maritimes, rue de Lisbonne 52.

Mollard, avenue d'Orléans, 120.

Mollet-Desjardins, manufacturier, rue Henri IV, à Amiens.

Mondolot fabricant d'appareils gazogènes, rue du Château-d'Eau, 72.

Monjean, direct. du collège Chaptal.

Monot, maître verrier, à Pantin (Seine).

Monpeur, graveur, r. Sainte-Appoline, 2.

Montandon (Henri), fabric. de ressorts d'horlogerie, boul. Beaumarchais, 88.

Montbrun (M. de), boulevard Beaumarchais, 26.

Montezen, dessinateur, rue d'Aboukir 113.

Montgolfier père et fils, fab. de papiers, rue Palestro, 39.

Montlaur (comte Humbert de), président de l'Œuvre de l'Instruction et de la Persévérance des jeunes fumistes et ramoneurs, rue de Varennes, 90.

Moreau (M^{me} A.), rue de Londres, 20.

Moreau-Chaslons (Georges), rue Proby, 256.

Morel, manuf., à Mehun-sur-Yèvre (Cher).

Morel-Motsch, à Cernay.

Moreno-Henriquer, directeur de la manutention de la Chambre de commerce de Paris à la douane, rue Saint-Denis, 5.

Morris (Gabriel), imprimeur, rue Amelot, 64.

Mouchy (duc de), à Mouchy-Noailles (Oise).

Mouchy (duchesse de), à Mouchy-Noailles (Oise).

Mouchy (duc de) fils, à Mouchy-Noailles (Oise).

Monnier, manufacturier, à Foécly (Cher).

Mourceau, fabricant, rue Vignon, 6.

Moutier (Paul), serrurier, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).

Mousset-Grisson, fab^r, Faubourg-Saint-Antoine, 2.

Muller (A.), ancien juge au Tribunal de commerce rue de Londres, 56.

Müller (Em.), professeur à l'Ecole centrale, rue des Martyrs, 49.

Muron (M^{me} C.), boul. Malesherbes, 25.

Muron (P.), boul. Malesherbes, 25.

Muron (A.) fils, boul. Malesherbes, 25.

Muron (M.) fils, boul. Malesherbes, 25.

Nadeau, inspecteur du travail des enfants dans les manufac., à Lille (Nord).

Nast (Emile), avoué à la Cour d'appel, rue Taitbout, 55.

Nattan (G.), bijoutier, r. de Grammont, 16.

Naud, membre de l'Union nationale, rue Saint-Lazare, 77.

Neau (Ernest), fabricant de boutons, rue d'Angoulême, 66 (cité d'Angoulême).

Newton-Scott (Ch.), rue Royale-Saint-Honoré, 44.

Nicolle, verrier, à Aubervilliers.

Noël, rue du Regard, 5.

Noël (C^{te}), rue Neuve-des-Capucines, 22.

Noirot (Henri), avocat à la Cour de Paris, rue de Madame, 32.

Norberg (J.), maison Berger-Levrault, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Normand frères, à Romorantin (Loir-et-Cher).

Normand (Jacques), avocat, boulevard Malesherbes, 8.

Normand (M^{me}), rue Taitbout 80.

Nusse, avocat à la Cour d'appel, quai Saint-Michel, 27, *secrétaire de la Société.*

Nusse (M^{me} v^e), rue du Foin, 6 (au Marais).

Oberndorffer (Hugo), banquier, avenue de Messine, 30.

Oberthur, imprimeur, à Rennes.

Odiot, orfr^e, rue Basse-du-Rempart, 72.

Ogier, rue de Chabrol, 45.

Olivier (Emmanuel), attaché au Minist. des finances, rue Boursault, 18.

Olivier-Pinot, imagerie, à Epinal (Vosges).

Oriolle fils et Rochard, filateurs de laine, rue Beaurepaire, 12, à Angers.

Origet, rue de l'Echiquier, 30.

Orville, anc. magistrat, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 5.

Ouvriers (les) de la maison Christoffe et C^{ie}, rue de Bondy, 56.

Pacon (Victor), fab. de papier peint, rue de Reuilly, 73.

Pages (bon de), place de la Madeleine, 30.

Paillard, fabricant de bronzes, avenue Duquesne, 24.

Pamar, courtier de commerce, rue Notre-Dame-des-Victoires, 42.

Pareau, à Monbéliard (Doubs).

Parent et Lemaire, fil^{rs} de coton, à Roubaix.

Parfoury, marbrier, rue Saint-Sabin, 62.

Paris (Ch.), maître verrier, au Bourget.

Parisot, fab. decoutellerie, r. de la Paix, 24.

Parzudaki, de la maison Phil. Latour fabricant de chaussures, à Liancourt (Oise).

Pasquier, fabricant de papiers, à Beauchêne, par Loulaye-l'Abbaye (Orne).

Passy (L.), député, rue de Clichy, 45.

Patiny (E.), filateur, à Cramoisy, par Creil (Oise).

Payen, nég. en soie, rue de Cléry, 9.

Payen (M^{lle}), rue Violet, 77, à Grenelle.

Péchiney, fabricant de produits chimiques, à Salyndres par Alais (Gard).

Pellet (Albin), maire à Saint-Jean-du-Gard (Gard).

Peipel, nég., rue du Renard-St-Merri, 34.

Peltureau (M^{me}), à Château-Renault.

Penot, D^r de l'Ecole de commerce, à Lyon (Rhône).

Pereire (G.), Faub.-Saint-Honoré, 33.

Périn (Jules), avocat à la Cour de Paris, *secrétaire honoraire de la Société de protection*, rue des Ecoles, 8.

Perrin (le docteur), secrét. de la Com. des logements insalubres, rue de Saintonge, 66.

Pesier, chimiste, à Valenciennes.

Pétel (Augustin), rue Pasquier, 9.

Petibon, rentier, rue de l'Eglise, 13, à Boulogne (Seine).

Petit (Francis), expert en tableaux, rue Saint-Georges, 7.

- Petit-Rossignol**, instituteur à Troyes (Aube).
- Petit (Ch.)**, ancien membre de la Chambre de commerce, rue Jean-Jacques-Rousseau, 49.
- Petit (Léon)**, juge suppléant, conseiller d'arrondissement à Evreux (Eure).
- Pétry**, mécanicien-horloger, à Montbars (Côte-d'Or).
- Peyramont (Georges de)**, ancien sous-préfet, rue du Conservatoire, 8.
- Philipps**, ing. en chef des mines, membre de l'Institut, rue Marignan, 27.
- Piat**, fondeur en métaux, r. St-Maur, 49.
- Picard**, éditeur, rue d'Hautville, 42.
- Picot**, juge au Tribunal de la Seine, rue Pigalle, 54.
- Picquefeu (V.)**, fab. de soies, boulevard Sébastopol, 40.
- Pierret**, rue Ancelle, 6, à Neuilly (Seine).
- Pillet (M^{me})**, rue Rougemont, 6.
- Pillivuyt (Louis)**, fabricant de porcelaine, rue de Paradis, 46.
- Pillyvuit**, manufacturier, à Mehun-sur-Yèvre (Cher).
- Pilter**, fabricant de machines agricoles, rue Alibert, 24.
- Pinet**, président de la Chambre syndicale des fabricants de chaussures, rue Paradis-Poissonnière, 44.
- Pion (Paul)**, teinturier, à Orival-lès-Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Pitot**, fabricant de pinceaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 24.
- Piver (Al.)**, rue de Thorigny, 2.
- Plarr-Boechler**, filatr., à Kayersberg (Alsace).
- Plassiard**, inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, à Nancy.
- Pleyel-Wolff**, fabricant de pianos, rue Rochechouart, 22.
- Plichon**, f. en fer, rue du Chemin-Vert, 107.
- Plon fils**, imprimeur, r. Garancière, 8-10.
- Plouvrier**, directr. de C^{ies} d'assurances, place de la Bourse, 8.
- Poan de Sapincourt**, ingénieur, rue Jeanne-d'Arc, 3, à Rouen (Seine-Inférieure).
- Poiret**, fab. de fils de laine, boul. d Sébastopol, 27.
- Poirrier**, fab. de couleurs d'aniline, rue d'Hautville, 49.
- Pombas**, constr.-mécanicien, à Reims.
- Ponchain (Victor)**, filateur, à Armentières (Nord).
- Ponche (Narcisse)**, filateur, à Amiens (Somme).
- Porcher**, directeur de l'École Turgot, rue de Turbigo, 69.
- Porion**, distillateur, à Wardrecques (Pas-de-Calais).
- Poron fils et Mortier frères**, manufacturiers, à Troyes.
- Poulain (Paul)**, r. Vieille-du-Temple, 26.
- Poulet (Charles)**, fabricant de tissus de crin, rue Vieille-du-Temple, 47.
- Poussielgue-Rusand**, fab. de bronzes, rue Cassette, 15.
- Pregniard**, marchand-boucher, r. Caill 25.
- Prinvaux**, fabricant, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
- Prévot**, avoué, rue Caumartin, 9.
- Puech frères**, fab., à Mazamet (Tarn).
- Quantin**, imprimeur-typographe, r. Saint-Benoît, 7.
- Quétel-Trémols**, constructeur-mécanicien, quai de la Marne, 34.
- Quevremont (M^{me})**, rue Portalis, 9.
- Raboin de Boisserolles**, président du patronage de Sainte-Geneviève, boulevard Saint-Michel, 79.
- Radigue**, boul. des Filles-du-Calvaire, 15.
- Radu (M^{lle})**, (pour la commission locale du Ville arrondissement) (femmes) r. de Tnn. 8.
- Raimbert**, membre de la Chambre de commerce, boulevard de Strasbourg, 49.
- Raingo (V.)**, rue de Prony, 40.
- Rallet (A.)**, propriétaire, à Grenoble.
- Ramé**, papetier, rue d'Aboukir, 6.
- Ramoussset**, architecte, rue d'Obligado, 9.
- Ranchon (Georges)**, architecte, rue du Faubourg-Poissonnière, 127.
- Rapet**, inspecteur gén. hon. de l'enseignement primaire, rue St-Dominique, 24.
- Ratisbonne (E.)**, pl. de la Madeleine, 8.
- Raynaud**, parfum., r. Saint-Honoré, 207.
- Reber (J.-G.)**, teinturier, à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).
- Reblaub**, directeur de l'école de travail professionnel israélite, rue des Rosiers, 4 bis.
- Redouly et C^{ie}**, entrepreneurs de peinture (ancienne maison Leclaire), rue Saint-Georges, 41.
- Regnier**, faubourg Saint-Denis, 37.
- Regnier (J.)**, rue des Juifs, 46.
- Renard**, entrepreneur de travaux, rue de l'Université, 179.
- Renault (Léon)**, ancien député, *secrétaire général de la Société*, rue Murillo, 8.
- Renouard**, boulevard Haussmann, 104.
- Renty (C. de)**, directeur de la faïencerie de Creil (Oise).
- Reverchon (Honoré)**, directeur de la Compagnie des forges d'Audincourt, à Audincourt.
- Reynold (E.)**, commissionnaire en marchandises, boulevard Voltaire, 36.
- Rhens et Cie**, parfumeurs, rue Saint-Denis, 225.
- Rhodé**, nég. en soies, rue du Caire, 2.
- Rhoné (M^{me} Ch.)**, Fbg.-Saint-Honoré, 135.
- Rhoné-Pereire (M^{lle})**, Fbg.-St-Honoré, 135.
- Ribot**, agréé près le Trib. de commerce, rue d'Hautville, 18.
- Richard (Max.)**, député, à Versailles.
- Riché (Léon)**, nég., rue de Belzunce, 20.
- Richebois**, propriétaire, rue de Thorigny, 20.
- Richou**, ingénieur civil, av. Marceau, 44.
- Ricord (docteur)**, de l'Académie de médecine, rue de Tournon, 6.
- Riéder (Aimée)**, à l'Île-Napoléon, près Mulhouse.
- Riéder (Aimé)**, à Mulhouse.
- Riedmatten (Armand de)**, avocat, rue des Saints-Pères, 15.
- Rimmel**, parfumeur, boulevard des Capucines, 9.
- Riottot (Jules) fils**, fab. de papiers peints, rue de Reuilly, 73.
- Riquier (Ernest)**, manufacturier, à Fresneville, par Valines (Somme).
- Riquier (Th.)**, manufacturier, à Fressenneville, par Valines (Somme).

Rivière, fabricant de bretelles, rue Grammont, 29, à Rouen (Seine-Infér.).
Robert (Charles), directeur de la Compagnie l'Union (Vie), Vice-Président de la Société de protection des apprentis, rue de la Banque, 45.
Robin (Dr Albert), rue de Turin, 8.
Robin (M^{me} ve), à Dijon.
Robin (le pasteur), rue Clavel, 24.
Robiquet (Paul), avocat à la Cour d'appel, rue de Rennes, 112.
Roche (Pl.), avoué près le Trib. civil, rue de Grammont, 3.
Roche (Isidore), ingénieur civil, rue de Strasbourg, 17.
Rodanet, président du la chambre syndicale de l'horlogerie, rue Vivienne, 36.
Roger (Paul), receveur des rentes, rue Blondel, 7.
Rolland (Ch.), memb. de l'Institut, r. de Rennes, 66.
Rollin, directeur de la C^{ie} d'assurances la France, rue de Châteaudun, 24.
Rollin (M^{me}), brunisseuse, rue Grange-aux-Belles, 39.
Rondeau et Lecler, passage des Petites-Ecuries 5.
Rondelet, chasublier, r. Bonaparte, 74.
Rondillon, ébéniste, r. Caumartin, 9.
Roret, libraire, rue Hautefeuille, 42.
Rose, dir. des ventes de Baccarat, rue Paradis-Poissonnière, 30.
Rostaing (Léon), manufacturier, à Vidalon-lès-Annonay (Ardèche).
Rothschild (A. de), rue St-Florentin, 2.
Rothschild (baron James-Nathaniel de), rue Friedland, 38.
Rothschild (Gustave de), rue Laffitte, 23.
Rouquès (Valère), emballer, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 21.
Rousseau (H.), nég., rue des Fossés-Saint-Bernard, 22.
Rousset, fabricant de chaussures, à Blois.
Rousset, boulevard Haussmann, 135.
Rousset, rue Visconti, 43.
Rouvenat et Lourdel (Ch.), fab. joailliers, rue d'Hauteville, 62.
Rouvière-Houlès, prop., à Mazamet.
Rouxel, avocat, avenue Percier, 10.
Roy (Gust.), nég., rue Moncey, 44.
Royaux, fils, manufacturier, à l'Escarpelle (Pas-de-Calais).
Rozey (Emile), rue de l'Assomption, 18.
Sahler (L.), fiat^r, à Adincourt (Doubs).
Saint-Phalle (de), directeur des usines de Mazières. à Bourges.
Sakakini (J.), rue Basse-du-Rempart, 66.
Salle (Emile), avocat à la Cour d'appel, boulevard Haussmann, 39.
Salle (Julien-Hippolyte), banquier (Caisse commerciale), à Saint-Denis (Seine).
Sarrail (A.), président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture, à Bordeaux.
Sautejean, directeur du patronage Sainte-Anne rue Planchat, 42, (Charonne-Paris).
Sauvageot et C^{ie}, marchands verriers, rue du Faub-Poissonnière, 54.
Savard, fab^r bijoutier, rue St-Gilles, 22.
Savart, fabricant de chaussures, rue Saint-Martin, 123.
Savouré (Achille), administrateur du bu-

reau de bienfaisance du V^e arrond^t rue des Ecoles, 40.
Say (Léon), sénateur, rue Labruyère, 45.
Sazerat (L.), fabricant de porcelaine, à Limoges.
Schæffer, industriel, rue Duvivier, 18, à Aubervilliers.
Schæffer (Gustave) à Dornach (Alsace).
Schenauer (Daniel), boulevard Montmartre, 18.
Schloss (W^{am}), rue Saint-Georges, 27.
Schlumberger (Théodore), à Mulhouse.
Schlumberger (A.), à Guebwiller (Alsace).
Schlumberger, Steiner et C^{ie}, à Mulhouse.
Schmidt (Paul), rue Oberkampf, 123.
Schneider, directeur du Creuzot.
Schneider et Cie, au Creusot.
Schœtter (J. - Joseph), manufacturier, boulevard de Sébastopol, 63.
Schryver (Isidore), industriel, à Hautmont (Nord).
Schwartz et C^{ie}, à Mulhouse.
Schweisguth et de Lacroix, à Mulhouse.
Sciama frères, marchands de diamants, rue d'Hauteville, 40.
Séligmann frères, agents de change, rue Drouot, 4.
Sellen, sellier, rue Montaigne, 1.
Sérurier (le comte), rue de Rivoli, 248.
Seydoux, fab^r, rue de l'Université, 39.
Sibin (M^{lle}), rue Truffaut, 33.
Siéber, régent de la Banque de France, rue de Paradis, 23.
Siegfried (J.), maire du Havre (Seine-Inf^{re}).
Signal, memb. de l'Institut, r. d'Assas, 86.
Silvestre, fils, manufacturier, à Moulin-du-Gué, par la Ferté-Alais (Seine-et-Oise).
Simon (J.), sénateur, pl. de la Madeleine, 8.
Singer (Henri), rue de Clichy, 59.
Sirot, maître de forges, à Saint-Amand-les-Eaux (Nord).
Six (Charles). filateur de laine, rue du Château, 62, à Tourcoing.
Société des cuverts Alfenide (ancienne maison V^e Ch. Halphen), rue d'Hauteville, 4.
Société de la Vieille-Montagne, rue Richer, 17.
Société anonyme des anciens établissements Cail, quai de Grenelle, 15.
Société des Ingénieurs civils, cité Rougemont, 10.
Société de secours mutuels de la maison Leclaire, rue Saint-Georges, 11.
Société alsacienne de constructions mécaniques, à Mulhouse.
Société industrielle de Reims.
Somasco (Ch.), ingénieur civil, à Creil (Oise).
Sommier fils, raffineur, r. de Flandre, 145.
Soudée, nég. en spiritueux, boul. Diderot, 1.
Soulas aîné et C^{ie}, fabricants de tapis, à Marguerites, près Nîmes (Gard).
Soulier (Ch.), à Lyon.
Souplet, à Saint-Quentin.
Sourdât, Mécanicien, rue Myrrha, 16.
Sriber (Alphonse), nég^t en tissus-caoutchouc, boulevard Saint-Germain, 122.
Stein (A.), fab. de cordages, à Belfort (Haut-Saône).

Steinbach (Georges), à Mulhouse.
Stern, graveur, pass. des Panoramas, 47.
Stoecker, à Mulhouse (Alsace).
Strohl (Aug.), à Bâle (Suisse).
Suzor (A.), nég. en mercerie, boulevard Sébastopol, 62.
Sydenham (Victor), filateur, à Doullens (Somme).
Tabarin (M^{me}), boulevard Richard-Le-noir, 30.
Tachard (Albert), à Nieder-Morschwiller.
Tailbouis, fabricant de bonneterie, Saint-Just-en-Chaussée (Oise).
Tailbouis (M^{me}), Saint-Just-en-Chaussée (Oise).
Talamon (Félix), manufacturier, rue de Richelieu, 64.
Tallon (Eug.), avocat général à la Cour de Lyon, *Vice-Président de la Société*, rue Gasparin, 16, à Lyon.
Taneur, imprimeur en taille-douce, rue Lacépède, 38.
Tassard, cartonnier, rue de Cléry, 43.
Teisserenc de Bort, avenue Joséphine, 80.
Teissonnière, quai Voltaire, 5.
Terninck (A.), fab. de sucre, à Rouez, par Villequier-Aumont (Aisne).
Tessier (F.), nég., r. du port de Bercy, 12.
Teste, fabr. d'éping., à Lyon-Vaise (Rhône).
Tétard, Lainé et C^{ie}, fabricant de tapis, à Beauvais (Oise).
Thénard (Arnoul), place Saint-Sulpice, 6.
Thénard (M^{me} Henri), rue de Sèvres, 17.
Théard, commissionnaire, à Elbeuf (Seine-Inférieure).
Thiébaud (V.), fond., rue de Villiers, 32.
Thierry, serrurier, rue Coustou, 4.
Thierry-Mieg et C^{ie}, à Mulhouse.
Thiriez (père et fils), filateurs, à Lille.
Thomas, banquier, r. Boissy-d'Anglas, 6.
Thomas (Ernest), étudiant en médecine, rue Claude-Bernard, 73.
Thomas (Isidore), fabricant de couleurs, rue de Reuilly, 23.
Thorel, conseiller municipal de Paris, rue du Sentier, 44.
Thorens et C^{ie}, à Mulhouse.
Thouvenin, directeur de la verrerie de Wallersthal (Lorraine).
Thuot, rue de Bretagne, 44.
Thuret (M^{me} née Fould), r. de Berry, 24.
Thurneyssem-Pereire, rue de Lisbonne, 54.
Tiercinier, représentant de fabrique, rue Guérin, 23, à Charenton.
Tirard, manufacturier, à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loire).
Tissier, graveur sur cristaux, rue de la Fidélité, 3.
Tissier fils, manufacturier, au Conquet (Finistère).
Tixier, rue Bertin-Poirée, 10.
Tollu, notaire, rue Sainte-Anne, 69.
Tourneux, inspecteur gén. des chemins de fer, rue Cambon, 42.
Tournier, à Mulhouse (Alsace).
Tournier (F.), avocat à la Cour de Paris, rue de Vaugirard, 33.
Toussaint (Ch.) et C^{ie}, fab. de tissus, à Saint-Dié (Vosges).
Trapp, manufacturier, à Mulhouse.
Trélat, direct. de l'Ecole d'architecture,

prof. au Conservatoire des arts et métiers, boul. Montparnasse, 136.
Tresca, de l'Institut, professeur au Conservatoire des arts et métiers, rue de Valenciennes, 6.
Tricard, pharmacien, av. des Ternes, 37.
Triefus et Ettlinger, négociants en tabletterie, r. du Temple, 103.
Trille (P.), rue Monsieur-le-Prince, 44.
Trille (E.), rue Monsieur-le-Prince, 14.
Tulpin frères, mécaniciens-construct., à Rouen.
Turner (Luke), manufacturier, à Leicester (Angleterre).
Turney, nég., rue Saint-Martin, 4.
Vacquerel, fabricant de papiers de couleur, rue Réaumur, 41.
Vaillant (Armand), propriétaire, rue St-Antoine, 205.
Valdampierre, fabricant de cartonage (fantaisie), rue Saint-Martin, 110.
Vancœuwenberghe, Seys (E.), **Snowden et C^{ie}**, filateurs de jute et fabricants, à Dunkerque (Nord).
Vandendorpel, fab. de papiers dorés, rue Tarbigo, 70.
Van-Grutten, maire de la ville de Saint-Pierre-lès-Calais (Pas-de-Calais).
Varenes (M^{ie} de), avenue Hoche, 9.
Vasseur (Alph.), direct. du Patronage de Nazareth, rue Stanislas, 41.
Vatin, rue de l'Echiquier, 43.
Vatry (M^{me} la baronne de), rue Monceau, 55.
Vatry (baron Edgar de), boulevard Haussmann, 102.
Vaucher (E.), à Mulhouse.
Vaury, boulanger, rue Marengo, 6.
Vautier (Max), archit., r. de Lisbonne, 23.
Vée (Amédée), r. Vieille-du-Temple, 24.
Vélin, manufact. de draps, à Rambervillers (Vosges).
Veny (M^{me}), rue du Faubourg-du-Temple, 47.
Verdé-Delisle (A.), rue Cambon, 47.
Verdé-Delisle (P.), fabricant de caches-mires, rue Cambon, 47.
Vermeesch (M^{me} V^e), fabricant à Arques, près Saint-Omer (Pas-de-Calais).
Vernay (Victor), fabricant de papiers de fantaisie, rue Saint-Denis, 168.
Vernes, pasteur, rue des Batignolles, 7.
Véron (A.), av. du Coq, 6 (rue St-Lazare).
Verstraete (Emile), référendaire au sceau de France, boul. Saint-Germain, 147.
Vever (Ernest), bijoutier, rue de la Paix, 49.
Vidal (E.), filateur, à Mazamet.
Villaret (Emile), fabricant, à Clermont-l'Hérault (Hérault).
Vilmorin (H.), boul. Saint-Germain, 149.
Vinchon et C^{ie}, filateurs, à Roubaix.
Vinois, teinturier, place de la Rotonde-du-Temple, 20.
Vintry (J.), memb. de la Ch. de comm. place de la Miséricorde, 2, à Lyon.
Viol, rue de Cléry, 23.
Voillereau, rue Oberkampf, 144.
Voiriot (Alfred), manufacturier, rue des Dauphins, 7, à Grenoble (Isère).
Vollee, carton. et r. des Déchargeurs, 9.
Vuillemin, Direct. de la Compagnie des mines d'Aniche, à Auberchicourt (Nord).

Vulliamy (Edward), manufacturier, à Tillières-sur-Avre (Eure).

Walcker (bazar du Voyage), rue Rochecouart, 42.

Wallaert frères, filateurs, à Lille.

Wallerand, teinturier, à Cambrai.

Wallet, inspecteur du travail des enfants, à Beauvais (Oise).

Wapler (C.), agent général de la Société Suisse d'assurances contre les accidents de Winterthur, rue Ménars, 4.

Watel, conseiller municipal, rue Chauveau-Lagarde, 44.

Weisgerber et Kiener, manufacturiers, à Ribeauvillé (Alsace).

Weens, employé de commerce, boulevard du Temple, 39.

Weill, relieur, rue des G^s-Augustins, 23.

Wickam (Georges), docteur en chirurgie herniaire, rue de la Banque, 16.

Weldon (M^{me} v^e), rue Scribe, 5.

Werner de Mérode (comte de), rue de Grenelle, 7.

Wild et Zindel, à Mulhouse.

Wild et fils, fabricants de chapeaux, à Nancy.

Wilhelm, Frey et Cie, à Mulhouse.

Worms (M^{me}), houl. Haussmann, 45.

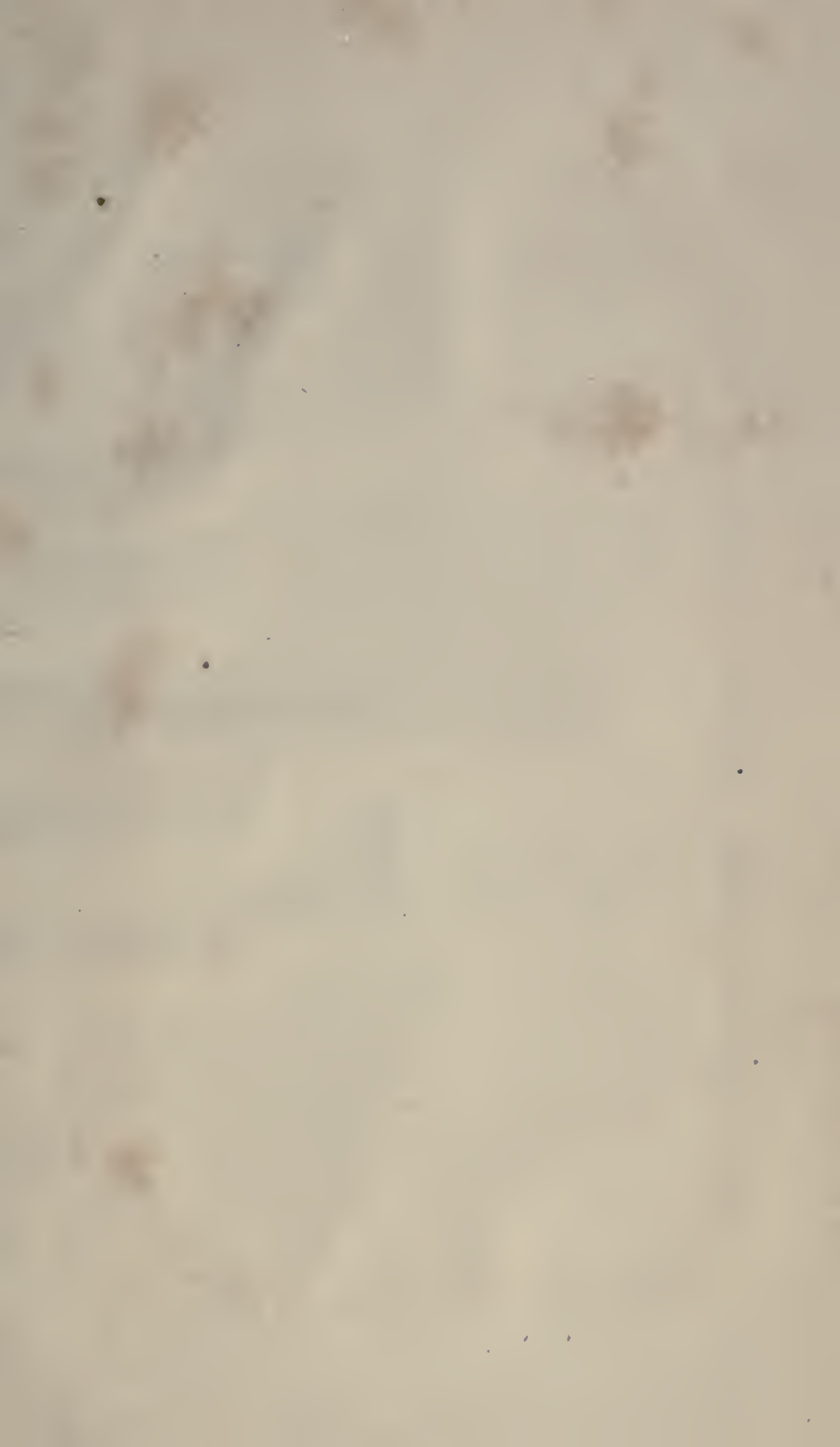
Zegut, à Tusey, près Vaucouleurs.

Zeyer, teinturier, à Ste-Marie-aux-Mines.

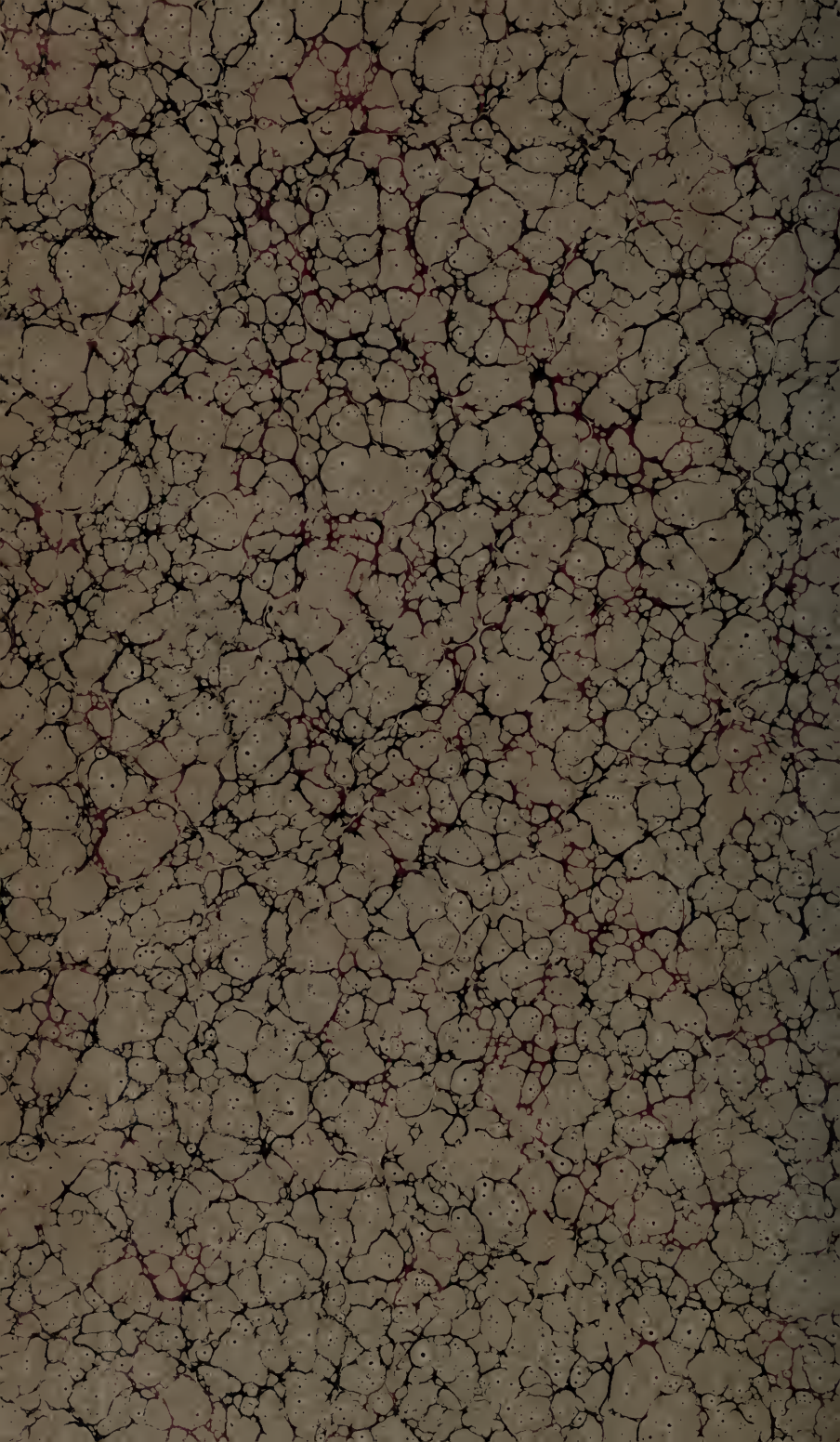
Zimmermann (M^{me}), place Malesherbes, 20.

Zuber (E.), à l'Île-Napoléon, près Mulhouse.

Zuber (Yvan), fab. de papiers, à Rixheim (Alsace).







331.3106244 S678B v.15

c.1 Societe de protect
Bulletins.

OISE



3 0005 02023640 5

331.3106244

S678B

v.15

Société de protection des ap-
prentis et des enfants employés
dans les manufactures
Bulletins

331.3106244

S678B

v.15

Société de protection des apprentis et
des enfants employés dans les manufactu-
res
Bulletins

